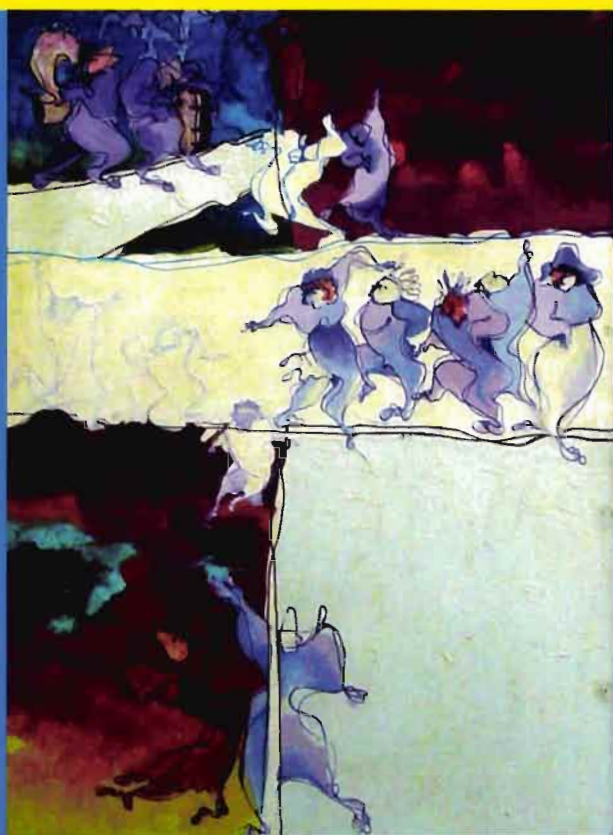


collection
VILLES

Coordonné par
Françoise DUREAU
Olivier BARBARY
Vincent GOUËSET
Olivier PISSOAT

Villes et sociétés en mutation

Lectures croisées sur la Colombie



anthropos

***Villes et sociétés
en mutation***

collection **VILLES**
dirigée par Denise Pumain

Coordonné par
Françoise DUREAU
Olivier BARBARY
Vincent GOUËSET
Olivier PISSOAT

Villes et sociétés en mutation

Lectures croisées sur la Colombie

Ouvrage publié avec le concours
de l'UR 013 de l'Institut de Recherche pour le Développement
et du GIS Réseau Amérique Latine

Anthropos

Diffusion : Economica, 49, rue Héricart - 75015 Paris

© Ed. ECONOMICA, 2004

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est le fruit d'une recherche soutenue financièrement par le GIS Réseau Amérique Latine et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, UR 013). L'idée fondatrice de ce projet était de tirer parti des acquis des recherches menées depuis une dizaine d'années par différentes équipes françaises sur les villes colombiennes, en organisant, sous la forme d'un cycle de séminaires échelonné sur deux ans (2000-2002), des échanges sur des questions clefs de la recherche sur les villes et les systèmes de villes. Le groupe ainsi constitué s'est donné pour objectif de produire, grâce à la confrontation de points de vue et de méthodes habituellement segmentés et appliqués à des terrains séparés, non un simple « état de l'art » sur la question urbaine en Colombie, mais bien des connaissances nouvelles rendues possibles par la collaboration entre les différents membres de l'équipe, forts d'un ancrage disciplinaire et d'expériences de recherche très diversifiées.

Ce projet intitulé « Recompositions urbaines en Amérique latine : une lecture structurée à partir du cas colombien » a réuni pendant deux ans une équipe d'une dizaine de chercheurs de différentes disciplines et institutions, auteurs de cet ouvrage collectif.

Les analyses proposées dans cet ouvrage s'appuient sur les différents programmes de recherche auxquels ont participé les auteurs :

- « Les formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine », IRD - CEDE (Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico) de l'Universidad de los Andes ;

- « Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et Delhi », financé par le PIR-Villes ;

- « Mobilités, temporalités et formes de gestion urbaine. Le cas de Bogotá », IRD - CIDS (Centro de Investigaciones sobre Dinámica Social) de l'Universidad Externado de Colombia ;

- « Mobilité, urbanisation et identités des populations noires de la région Pacifique de Colombie », IRD - CIDSE (Centro de

Investigación y Documentación Socio Económica) de l'Universidad del Valle à Cali, avec le soutien financier de Colciencias ;

– « Ségrégation, accès aux ressources et citoyenneté : enjeux de la mobilité et de l'urbanisation en Amérique Latine », IRD - CIDSE ;

– « Mobilité spatiale dans les villes de zones d'expansion : les cas de Yopal, Aguazul et Tauramena », IRD - CEDE, avec le soutien financier de Colciencias et du Ministerio de Medio Ambiente ;

– « Observatoire des réseaux et des espaces des Llanos, des Andes et de l'Amazonie », IRD en collaboration en Colombie avec le CRECE (Centro de Estudios Regionales, Cafeteros y Empresariales) et le DANE (Departamento Administrativo Nacional de Estadística), avec le soutien financier du FONADE (Fondo Financiero de Proyectos de Desarrollo) ;

– « Recompositions urbaines et dynamiques métropolitaines à Bogotá (Colombie) », financé par le programme ECOS – Nord Colombie.

La version définitive des cartes de cet ouvrage a été réalisée par Olivier Pissoat avec le logiciel Philcarto (<http://perso.club-internet.fr/philgeo>).

Chacun des chapitres a fait l'objet d'un séminaire réunissant l'équipe de rédaction et des collègues travaillant sur la France, en Afrique, en Asie, ou dans d'autres pays d'Amérique latine, susceptibles d'apporter un éclairage théorique, méthodologique ou comparatiste critique. Une trentaine de personnes¹ ont accepté de nous livrer les réflexions suscitées par la lecture d'une version préliminaire. Elles ont joué un rôle essentiel dans la mise en perspective de nos observations colombiennes à la lumière de connaissances produites dans d'autres régions du Monde. Elles nous ont permis d'apporter des précisions sur la situation colombienne quand c'était nécessaire, ou au contraire de relativiser ce qui, le cas échéant, n'était pas spécifique à ce pays. Leur contribution nous a permis d'enrichir notre problématique d'ensemble et notre bagage conceptuel et méthodologique. Nous tenons à les remercier vivement pour leur contribution, enrichissante pour la genèse de cet ouvrage.

Nos remerciements s'adressent également à Denise Pumain, pour sa relecture attentive du manuscrit et à Jean-Pierre Lévy pour les pistes qu'il ouvre, depuis l'exemple colombien, dans la conclusion de cet ouvrage.

¹ Voir liste en annexe 1.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Françoise DUREAU et Vincent GOUËSET

La ville, miroir des changements de la société colombienne

La ville a constitué, en Colombie au XX^e siècle, à la fois le théâtre et un des moteurs principaux des changements sociétaux. Bien que l'urbanité et la fondation de villes concentrant tous les pouvoirs soient un fait inhérent à l'histoire de toute l'Amérique hispanique depuis la Conquête jusqu'à nos jours, la Colombie était restée peu peuplée et majoritairement rurale jusqu'au milieu du siècle passé. Depuis, tout a contribué à faire de la Colombie une nation de citadins, et des villes un milieu de plus en plus complexe. Le mouvement de transition démographique, amorcé à la fin des années 1930 et encore inachevé à ce jour, a fait passer l'effectif de la population colombienne de 9 millions à plus de 37 en un demi-siècle, une évolution qui est en grande partie une « transition urbaine », puisque le rapport entre les citadins et les ruraux s'est inversé sur la même période : les deux tiers des Colombiens vivaient en ville lors du dernier recensement de 1993, contre moins d'un tiers seulement un demi-siècle plus tôt. Plus nombreuses, les villes colombiennes sont aussi beaucoup plus grandes qu'autrefois, constituant parfois de vastes métropoles : quatre d'entre elles dépassent un million d'habitants, et la capitale Bogotá, qui atteignait tout juste 100 000 habitants au seuil du XX^e siècle, est devenue aujourd'hui une métropole de plus de six millions d'habitants.

Ce mouvement d'urbanisation, dont le décollage à partir des années 1930 a coïncidé avec la crise du modèle agro-minier exportateur et le processus d'industrialisation par substitution aux importations, a surtout été alimenté par l'exode rural¹ au départ et par un marasme des campagnes colombiennes aggravé par l'épisode tragique de la *Violencia*² dans les années 1950. Mais la croissance urbaine, d'abord largement exogène, a rapidement répondu à une logique plus endogène, trouvant ses propres ressorts dans le dynamisme démographique des populations urbaines, jeunes et fécondes. Ce dynamisme démographique s'est appuyé sur la concentration dans les villes d'activités de plus en plus nombreuses et diversifiées. Chaque nouveau cycle économique a

¹ Sans provoquer toutefois un dépeuplement des campagnes, dont l'effectif de population n'a jamais cessé d'augmenter tout au long du XX^e siècle.

² Tous les termes espagnols de l'ouvrage sont définis dans le lexique de l'annexe 4.

renforcé la primauté urbaine, surtout celle des plus grandes villes : industries, services intermédiaires et supérieurs, fonctions de commandement ou d'encadrement régional, activités marchandes, ouverture sur l'extérieur... Avec la mondialisation et la libéralisation économiques, le degré d'internationalisation des villes colombiennes est devenu dans les années 1990 un facteur de développement décisif.

Les villes ont donc constitué, sur le plan économique et social, mais aussi politique et culturel, un prisme permettant d'observer les mutations qui ont affecté ce pays au cours du XX^e siècle, en particulier au cours des trois dernières décennies, qui constituent la période de référence de cet ouvrage¹. En effet, la Colombie a enregistré depuis les années 1970 des changements nombreux, qui correspondent pour l'essentiel à des tendances continentales et mondiales, infléchies parfois par des spécificités nationales et sont riches de conséquences sur la dynamique urbaine.

Sur le plan démographique, la dynamique urbaine est marquée par le passage d'un cycle de croissance qui avait atteint dans les années 1960 des taux très élevés à l'échelle mondiale, à un cycle de ralentissement de la croissance, parallèlement à l'apparition de formes de mobilité spatiale de plus en plus complexes, s'écartant du modèle autrefois dominant de l'exode rural. Ces changements se sont accompagnés d'un renouvellement de l'approche classique du processus d'urbanisation et de concentration urbaine. La croissance démographique des villes, leur expansion spatiale, avec en corollaire la ségrégation socio-spatiale et le développement des quartiers d'habitat précaire, et plus généralement celui de la pauvreté urbaine, ont longtemps concentré l'attention des pouvoirs locaux et celle des chercheurs. Les études menées à l'époque semblent souvent, rétrospectivement, imprégnées d'une vision alarmiste de l'urbanisation, qui voyait volontiers dans « l'explosion urbaine » ou le « gigantisme » des villes les stigmates d'une « crise urbaine » affectant l'ensemble de la société. Cette vision a progressivement cédé le pas, dans les années 1980 et 1990, à des approches plus variées du fait urbain, à mesure que les taux de croissance diminuaient et que les grandes villes devenaient le cadre de vie familial de populations de plus en plus nombreuses², encore jeunes, et perdant rapidement les repères de la Colombie rurale d'autrefois. Moins marquées par le contexte d'urgence et d'informalité qui caractérisait la période antérieure, les villes colombiennes sont entrées aujourd'hui dans une phase de relative « maturité » où la gestion du « stock urbain » accumulé au cours des décennies précédentes, en voie de densification et

¹ Pour des contraintes d'ordre statistique, les observations faites à partir des recensements sont essentiellement comprises entre celui de 1973 et le dernier disponible, qui date de 1993 (voir la présentation des sources d'information en annexe 2).

² En 1993, les trois quarts des citoyens résidaient dans des villes de plus de 100 000 habitants.

parfois même de régénération, prend souvent le pas sur la question de l'expansion des quartiers périphériques. Cette dernière se pose d'ailleurs en des termes renouvelés, dans la mesure où elle s'opère pour l'essentiel au-delà des limites administratives des villes-centres, ce qui soulève des enjeux d'ordre institutionnel à une échelle métropolitaine voire régionale, une situation autrefois rare en Colombie, en dehors de l'aire urbaine de Medellín.

Sur le plan politique, en dépit de la persistance d'une situation intérieure très conflictuelle, où un nombre croissant de factions armées (guérillas, mafias de la drogue, groupes paramilitaires) sont entrées en rébellion contre l'autorité de l'État, la Colombie a connu à partir des années 1980 un double processus de démocratisation¹ et de décentralisation dont le point d'orgue a été l'adoption en 1991 d'une nouvelle Constitution. Celle-ci a entraîné dans son sillage une multitude de réformes légales et institutionnelles, en particulier en termes d'aménagement du territoire : compétences accrues des collectivités locales et mesures d'assainissement financier, incitation puis obligation de procéder à une planification municipale et urbaine... Les implications de ces réformes, qui ont été conçues pour améliorer les conditions d'exercice et l'efficacité de l'action publique, sont *a priori* importantes en termes de gestion et de dynamique urbaines. On en mesure aujourd'hui seulement les effets sur le long terme.

Sur le plan économique, l'échec du modèle latino-américain de développement, qualifié usuellement de « substitutif », a sans doute été moins violent en Colombie qu'ailleurs dans les années 1980, grâce notamment aux retombées positives du narcotrafic, alors au faîte de sa puissance. Cette embellie relative n'a pas empêché la Colombie de procéder au même virage néolibéral que le reste du sous-continent durant les années 1990, en ouvrant son marché intérieur au commerce international et aux investissements étrangers, et en procédant à une série d'ajustements structurels qui ont impliqué un désengagement progressif de l'État et une modification de ses règles d'intervention dans la sphère économique. Là encore, les conséquences urbaines de ces changements sont importantes : le champ d'action des pouvoirs locaux s'est déplacé, la nature des relations entre l'État et le secteur privé (secteur immobilier, entreprises de transports, établissements commerciaux...) a évolué, et les entreprises de services publics, qui avaient largement contribué à « faire » la ville depuis le début du cycle de croissance urbaine accélérée, au milieu du XX^e siècle, ont également vu leur rôle et leur mode de fonctionnement se transformer.

¹ Une démocratisation menée simultanément « par le haut », avec l'élargissement du principe électoral à de nombreuses charges publiques (et un contrôle en principe accru du pouvoir des représentants de l'État), et « par le bas », avec la mise en place de formes nombreuses et volontiers innovantes de « participation citoyenne » dans la conduite des affaires publiques locales.

Les années 1980 et 1990 ont également consacré un tournant culturel majeur dont l'écho, moins centré sur la problématique urbaine *stricto sensu*, est néanmoins largement discuté dans cet ouvrage : le retour de la question ethnique, consacré par la reconnaissance, dans la Constitution de 1991, du caractère multi-ethnique et pluri-culturel de la Nation. Autrefois focalisée sur les revendications foncières des communautés indiennes et souvent rattachée, de ce fait, aux problèmes agraires, la question ethnique est revenue dans une perspective plus large, à la fois identitaire, culturelle, territoriale, sociale et politique. La reconnaissance des minorités ethniques indiennes et afrocolombiennes¹, la prise en compte des discriminations dont celles-ci ont été – et demeurent parfois aujourd'hui encore – victimes dans l'histoire nationale, ont conduit à une série de mesures en faveur de ces populations, comme la Loi 70 de 1993 en faveur des communautés noires. Par ces mesures, assez radicales, l'État reconnaît des droits collectifs aux populations indiennes et noires sur un tiers environ du territoire national. Si ces nouveaux « territoires ethniques » sont localisés pour la plupart dans des zones rurales périphériques, leur interférence sur la thématique urbaine n'en est pas moins forte, surtout pour les populations afrocolombiennes. D'abord parce que la prise de conscience et la mobilisation de ces dernières et de leurs leaders ont souvent été le fait des élites urbaines². Ensuite parce que les « territoires ethniques » ont reposé la question des relations villes-campagnes, dans un contexte où l'étude des mobilités individuelles a clairement montré que les émigrants ayant quitté leurs campagnes d'origine n'en gardent pas moins un lien souvent fort (et cyclique) avec celles-ci. Enfin parce que le retour des considérations ethniques et raciales dans le débat public a permis de reposer le problème des discriminations faites aux

¹ Sur la définition des catégories ethniques en Colombie, voir l'annexe 3. La reconnaissance de « communautés noires » est une véritable nouveauté. Elle concerne surtout les populations riveraines du Pacifique, descendantes des anciens esclaves et des individus libres réfugiés là au fil du temps, et faiblement métissées. La côte Pacifique est aussi une des régions les plus rurales et pauvres de Colombie. Le mouvement récent d'urbanisation de ces populations, dans les villes de la Côte ou celles de l'intérieur (comme Cali), ainsi que l'intégration progressive du littoral Pacifique au marché mondial (par les activités extractives notamment) ont contribué à mobiliser politiquement ces populations afrocolombiennes, autour de revendications tout à la fois culturelles, foncières, écologiques, économiques et sociales (logement, éducation, travail...).

Dans l'ensemble de l'ouvrage, nous avons pris le parti d'écrire les dénominations ethniques ou raciales en lettres minuscules. Cela nous semble préférable à céder à l'usage courant qui transforme une apparence approximative et socialement construite en une catégorie d'appartenance pour laquelle le substantif, rendu à l'écrit par la majuscule, renvoie à l'idée d'une identité qui serait « objective » et presque « naturelle ».

² Les indiens de Colombie n'apparaissent pas pour le moment comme des acteurs sociaux très représentés en ville ni attachés à des revendications urbaines, en raison notamment de leur faiblesse démographique, de leur résidence majoritairement rurale, et de l'attachement historique des mouvements indiens à la récupération des territoires « ancestraux », rarement localisés en ville.

minorités en général, un problème que l'opinion courante considèrerait volontiers comme mineur en Colombie, surtout au regard de l'acuité du problème aux États-Unis. Un regard attentif sur le sujet montre au contraire que cette question garde toute sa pertinence, surtout en milieu urbain où le racisme est susceptible de redonner aux questions classiques de la ségrégation socio-spatiale et de l'ostracisme culturel une dimension supplémentaire, pour les populations noires en particulier.

Le renouvellement des thématiques de recherche urbaine en Colombie

Dans un contexte scientifique fortement marqué par les courants structuralistes, notamment ceux d'influence française (comme l'École de la dépendance), la recherche urbaine en Colombie, d'une qualité trop souvent méconnue à l'extérieur, a longtemps privilégié, dans la compréhension du fait urbain et des mouvements sociaux qui l'accompagnent, une lecture institutionnelle et fonctionnelle de la ville, mettant en avant les structures sous-jacentes à l'organisation de la société et de l'espace, ainsi que les mécanismes opérant à une petite échelle : mouvement national de croissance et de concentration urbaine, dépendance Sud-Nord inhérente au système capitaliste, plus récemment virage néolibéral et mondialisation... Ces approches procèdent en général de façon segmentée : sont envisagés tour à tour les mécanismes de la croissance urbaine, les flux migratoires (dont l'exode rural) et les caractéristiques démographiques des populations citadines, les formes urbaines avec la croissance incontrôlée des quartiers périphériques ou les processus de ségrégation socio-spatiale, ou encore les politiques de la ville et la représentation des acteurs sociaux sur la scène urbaine locale.

Au fil du temps, sous l'influence notamment de la transition vers une nouvelle phase de croissance urbaine évoquée plus haut, elle-même indissociable des changements de modèles politiques et économiques, et sous l'influence aussi des nouveaux paradigmes scientifiques qui se sont diffusés en Colombie dans les années 1980 et 1990, la recherche sur les villes colombiennes a progressivement intégré des thématiques nouvelles. La décentralisation, la démocratisation des modes de gestion urbaine, la participation citoyenne, la culture urbaine et la reconnaissance des identités individuelles et collectives, l'environnement, etc., ont pris une place croissante dans le champ des études menées sur la ville.

Un des changements les plus marquants reste peut-être la reconnaissance du rôle des habitants comme acteurs à part entière de la production de la ville, par leurs pratiques individuelles ou familiales et par leur mode de vie. Longtemps resté mal connu, ce rôle est aujourd'hui largement réhabilité par les scientifiques comme par les politiques. La Colombie dispose maintenant d'une

série d'observations menées dans différentes villes dans les années 1990, mettant en œuvre différentes méthodes de collecte et d'analyse qui permettent de mieux observer les comportements résidentiels des habitants et leur rôle dans le développement urbain : enquêtes démographiques, approche anthropologique, analyses biographiques, analyse systématique des données quantitatives mais aussi qualitatives¹...

Le croisement, devenu possible, entre les deux types d'approche de la ville évoqués ici, l'une « par le haut », institutionnelle et structuraliste, et l'autre « par le bas », d'avantage individuelle et biographique, est maintenant jugé nécessaire par de nombreux auteurs. Il n'a pourtant été mené que très rarement de façon systématique, et encore moins de façon systémique.

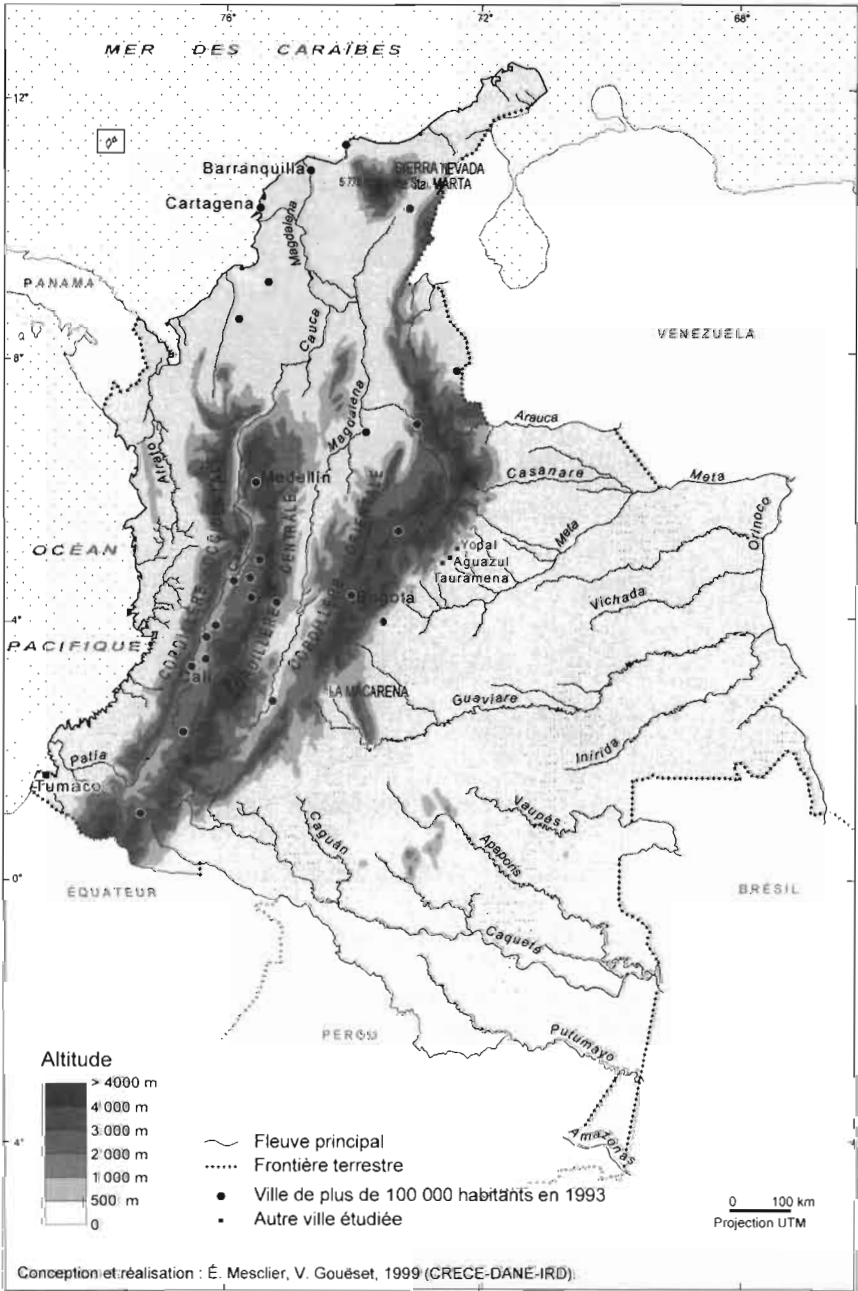
Genèse d'un projet interdisciplinaire

C'est précisément cette volonté de mener une lecture des villes colombiennes croisant les angles d'attaque et les disciplines, qui a guidé l'esprit de l'équipe mobilisée par la rédaction du présent ouvrage.

Organisé de façon informelle au départ, sur la base d'une connaissance réciproque des recherches urbaines et sociales menées par différents chercheurs français en Colombie et dans d'autres pays latino-américains, le collectif réuni dans le présent ouvrage s'est constitué formellement au début de l'année 2000, en réponse à un appel à propositions de recherche du GIS Réseau Amérique latine, qui nous a conduit à élaborer un programme intitulé « *Recompositions urbaines en Amérique latine : une lecture structurée à partir du cas colombien* ». Sans idée préconçue à l'époque sur la forme précise que prendraient les résultats de cette collaboration, les chercheurs impliqués avaient le souci très clair de mettre en commun leurs savoirs, leurs méthodes, leurs concepts, leurs terrains et leurs résultats de recherche respectifs pour élaborer une lecture croisée du fait urbain en Colombie. Celle-ci devait permettre à chacun d'entre eux, profitant de l'expérience, du savoir-faire et de l'ancrage disciplinaire ou épistémologique des autres membres de l'équipe, d'exposer ses travaux au regard des autres, et de les analyser sous un jour nouveau. Ainsi menée, la confrontation des principaux résultats nous a permis de réexploiter nos matériaux respectifs pour produire des connaissances nouvelles par rapport aux résultats acquis dans le cadre de chacun des programmes de recherche, des innovations que seuls les croisements de perspectives et les collaborations menées à l'intérieur de chaque chapitre ont rendues possibles.

¹ Voir la présentation des sources d'information en annexe 2.

Carte 0.1 – Le relief de la Colombie et les villes étudiées



C'est ainsi, par exemple, que la connaissance intime des pratiques individuelles et familiales de l'espace urbain, réinscrit dans un champ migratoire élargi et fonctionnant de façon cyclique, ouvrait de nouvelles pistes au travail mené par d'autres sur l'action publique et les politiques de la ville dans une métropole comme Bogotá. Parallèlement, les travaux d'analyse spatiale sur la dynamique du réseau urbain colombien prenaient un relief nouveau dès lors qu'on replaçait la croissance des villes dans l'optique des stratégies migratoires et des comportements démographiques des individus et des ménages. Inversement, la connaissance de cette dynamique d'ensemble du réseau urbain colombien sur le long terme donnait au travail sur les migrations un cadre permettant de mieux resituer les mouvements de populations. Dans un autre registre, les recherches sur la violence prenaient, une fois réinscrites dans le contexte des dynamiques urbaines, une orientation nouvelle permettant d'enrichir en retour le spectre déjà large en Colombie des études sur la violence. Autre exemple, la prise en compte de la variable « ethnique », appréhendée sous un angle socio-anthropologique, éclairait sous un angle nouveau la question, classique dans les villes d'Amérique latine, de la ségrégation socio-spatiale, tandis qu'à l'inverse une entrée strictement urbaine contribuait à changer sensiblement la perspective des études sur le fait ethnique en Colombie, d'ordinaire plutôt centrées sur les repères et les marquages identitaires « traditionnels » des sociétés concernées, plutôt ruraux à l'origine. Le changement d'échelle qu'a imposé à chacun cet effort collectif, confrontant les terrains d'étude (présentés dans l'encadré 0.1 et la carte 0.1) et opposant le cas de villes très grandes, comme Bogotá, à celui de villes parfois très petites, comme Tauramena, tout en réinscrivant l'ensemble de ces observations dans le contexte d'un système urbain national, a rajouté un attrait supplémentaire à l'exercice.

L'équipe des chercheurs réunis pour l'élaboration de cet ouvrage, forte d'une expérience assez longue de recherche dans des projets et des équipes de recherches binationales, se situe au carrefour de deux communautés scientifiques, française et colombienne. S'appuyant sur une connaissance précise de la réalité urbaine colombienne, les chercheurs engagés se sont efforcés d'apporter une « lecture croisée » sur les villes, en puisant dans les débats, les paradigmes et les méthodes respectifs des deux communautés, ainsi que dans le bagage conceptuel de leur discipline : la géographie, l'urbanisme, la sociologie, l'anthropologie, la démographie ou la statistique. Conscients du décalage culturel – voire épistémologique – pouvant exister entre la France et la Colombie et de ses risques (celui de l'ethnocentrisme, conscient ou inconscient) mais aussi de ses avantages (celui d'une extériorité scientifique et affective – en réalité toute relative – à l'objet d'étude), nous avons été soucieux de tirer parti

de cette position intermédiaire, en mettant à profit notre bagage scientifique français, chaque fois que c'était possible, tout en évitant de transposer hâtivement des concepts inappropriés à la réalité colombienne. De même, notre souhait est de replacer cette étude de la réalité nationale colombienne dans une perspective latino-américaine, voire internationale, afin de faire la part de la spécificité et de l'universalité des faits analysés, dans le but de « désingulariser » le cas colombien, souvent considéré comme unique dans le champ des sciences sociales. Les séminaires de réflexion menés pour chaque chapitre, auxquels ont été systématiquement invités des chercheurs travaillant sur d'autres régions d'Amérique latine ou du Monde, ont répondu à cet effort de confrontation dialectique.

Le choix des thèmes et des lieux

Il était certes impossible de traiter de toutes les recompositions urbaines. Les politiques urbaines nationales n'avaient par exemple pas fait l'objet de recherches approfondies, pas plus que la mutation des systèmes productifs urbains. La diversité même des mutations urbaines abordées dans les travaux des chercheurs de l'équipe interdisait aussi de les prendre en compte dans leur intégralité. Deux préoccupations ont guidé notre choix : la volonté de produire des résultats complémentaires aux connaissances déjà acquises sur les villes de Colombie ; et le souci de proposer, à partir de nos études particulières, des lectures plus générales sur les villes colombiennes, qui puissent contribuer aux débats en cours dans la communauté scientifique internationale.

Seul un petit nombre de villes avaient fait l'objet de travaux approfondis. À partir de ce panel composé de sept villes, il n'était pas question de prétendre appréhender l'ensemble des transformations en cours dans les villes des différentes régions de la Colombie. Mais dans cet ensemble de villes, varié en termes de taille comme de localisation, les recompositions urbaines se réalisaient avec une intensité particulière. La diversité des approches menées sur ces villes et la richesse des informations collectées permettaient d'envisager des collaborations novatrices, au croisement entre une approche macro et une approche micro du fait urbain.

C'est le résultat de ces travaux qu'on propose ici de faire partager à des lecteurs ne travaillant pas sur la Colombie : il s'agit bien d'une lecture de la ville « structurée » à partir de nos expériences colombiennes, et qui pourra être confrontée à d'autres situations, latino-américaines ou mondiales.

Encadré 0.1 – À propos des lieux étudiés dans l'ouvrage...¹**Colombie** (organisation administrative du territoire).

D'une superficie totale de 1 138 000 km², le territoire colombien est subdivisé, selon la Constitution de 1991, en trois échelons : la Nation, les départements (32 plus le District Capital de Bogotá : carte 0.2) et les municipes. La Colombie compte actuellement 1098 municipes, dont trois jouissent d'un statut spécifique de District Touristique (Cartagena et Santa Marta) ou Industriel et Portuaire (Barranquilla). La décentralisation a renforcé l'autonomie des départements et davantage encore celle des municipes. La nouvelle Constitution prévoit également l'existence d'autres entités territoriales, à l'échelle régionale ou locale, comme les « Territoires » des communautés indigènes et noires (des entités infra-municipales), ou encore les « Aires Métropolitaines » (des entités inter-municipales), peu nombreuses et fonctionnant avec difficulté, car elles limitent notamment l'autonomie des municipes engagés.

Ville.

L'institut national de la statistique colombien, le DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*), considère que la population urbaine correspond à celle des chefs-lieux de municipes. Pour l'analyse du système de villes menée dans le chapitre 1, nous avons utilisé un seuil statistique de l'urbain plus restrictif, ne retenant que les chefs-lieux de plus de 15 000 habitants en 1993. Sur les 164 villes ainsi définies en Colombie, huit sont des aires métropolitaines, constituées par la coalescence de plusieurs chefs-lieux. Chaque ville est subdivisée en « quartiers », désignés sous le terme de *comunas* (communes) dans les municipes ordinaires (Cali en compte 21) et de *localidades* (localités) à Bogotá (composé de 19 localités urbaines et de la zone rurale du Sumapaz). Par commodité, nous emploierons indifféremment le terme « d'arrondissement », pour désigner ces deux subdivisions dans les grandes villes de Colombie.

Bogotá.

Capitale de la république colombienne, au cœur d'une agglomération de plus de six millions d'habitants. La ville jouit d'un statut de « District Capital », indépendant du département du Cundinamarca où elle est pourtant située (et dont elle reste la capitale) ; un statut proche de celui des autres municipes de Colombie, mais doté également des prérogatives attribuées aux départements. La croissance de la ville déborde aujourd'hui dans une vaste couronne métropolitaine (banlieues et municipes périurbains), peuplée d'environ 0,7 million d'habitants en 1993. Le relatif isolement géographique de Bogotá, situé à 2 600 m dans une haute plaine de la Cordillère orientale des Andes (la *Sabana*) a longtemps limité sa croissance et permis l'essor de métropoles concurrentes (Medellín, Cali, Barranquilla...). Ce handicap est aujourd'hui comblé, et la ville concentre une part croissante de l'économie nationale, notamment dans les branches d'activités les plus modernes, ce qui lui vaut aussi d'être la ville la plus attractive du pays pour les migrations de population.

Cali.

Capitale du département du Valle del Cauca, peuplée de 1,8 million d'habitants au recensement de 1993, Cali est devenue, au terme d'un siècle de croissance rapide, la métropole incontestée du sud-ouest colombien. Ouverte sur le Pacifique grâce au port de Buenaventura, la ville a largement bénéficié du dynamisme de la filière agro-exportatrice locale (sucre et café), ainsi que d'un afflux précoce d'investissements étrangers qui ont permis l'essor d'une industrie moderne. Cette conjoncture favorable lui a valu de recevoir d'importants flux

¹ Pour plus de précisions, consulter les définitions (annexe 3) et le lexique des termes en espagnol (annexe 4).

migratoires de tout le sud-ouest de la Colombie, et lui permet aujourd'hui de rayonner sur une large région métropolitaine qui déborde sur le département voisin du Cauca. C'est aussi, grâce aux populations venues de la côte Pacifique et des anciennes zone de plantations du *Valle*, une des villes les plus « afrocolombiennes » de la région andine. Au milieu des années 1990, la croissance économique de Cali a connu une chute brutale liée à la détérioration de la conjoncture nationale, sévèrement amplifiée par la chute des cartels locaux de la drogue. Accompagnée d'une très grave crise sociale, cette récession pèse aujourd'hui lourdement sur l'économie *caleña*.

Cartagena.

Deuxième ville de la côte Caraïbe avec 700 000 habitants en 1993, Cartagena a hérité de son passé colonial la splendeur de ses monuments, consacrée par l'inscription de la ville au Patrimoine mondial de l'humanité en 1984, mais aussi le métissage de sa population, qui rappelle que ce fut aussi le premier port esclavagiste de l'actuelle Colombie. Cartagena, qui a longtemps souffert de la concurrence de Barranquilla, mieux située au débouché du río Magdalena sur la côte, a connu des phases alternées de déclin et de reprise depuis l'indépendance. Le sort de Cartagena, largement dépendant de facteurs exogènes (base militaire, activités industrielles et portuaires...) est surtout lié aujourd'hui à l'essor du tourisme national et international. L'empreinte du tourisme, puissante, renforce la dualité d'une ville très marquée par les inégalités et par une ségrégation non seulement socio-spatiale, mais aussi raciale.

Tumaco.

Deuxième port du Pacifique colombien et deuxième ville du département du Nariño, Tumaco n'en demeure pas moins une ville moyenne de 65 000 habitants en 1993, située au cœur d'une région pauvre et périphérique. Son histoire est marquée du sceau de l'esclavage, à l'image de la forte polarisation socio-raciale qui structure, aujourd'hui encore, l'espace et la société *tumaqueños*. La ville, qui vit au diapason des cycles d'activités extractives dominant depuis toujours l'économie locale (mines, ressources forestières, aquaculture ou encore, plus récemment, trafic de drogue...), occupe toutefois une position d'interface stratégique entre les campagnes de la Côte et les villes des Andes.

Yopal, Aguazul, Tauramena.

Capitale du Casanare, Yopal compte 43 000 habitants en 1996, alors que Aguazul et Tauramena ne sont peuplées respectivement que de 11 000 et 7 000 habitants. Le Casanare, un vaste département périphérique et rural du nord-est de la Colombie, demeurerait peu peuplé et faiblement urbanisé jusqu'à la découverte de gisements pétroliers dont l'exploitation, au début des années 1990, a entraîné un essor économique et un afflux migratoire spectaculaires. Tauramena et Aguazul étaient le siège de deux gigantesques puits de pétrole, Cusiana et Cupiagua. Aucun puits n'était exploité sur le territoire municipal de Yopal, mais la ville était le siège de nombreuses activités d'encadrement pétrolier et d'une prospection intense.

L'organisation de l'ouvrage

Le **premier Chapitre** procède à un exercice inédit en Colombie : dresser un tableau général de la dynamique du réseau urbain colombien au cours de la période récente (1973-1993, en remontant parfois, lorsque c'était utile et possible, jusqu'au recensement de 1951), en cherchant à identifier, à partir des méthodes de l'analyse spatiale, les processus de croissance, de

diffusion et de concentration urbaine à l'échelle nationale, ainsi que les principaux facteurs démographiques de la croissance (mouvement naturel, apport migratoire, caractéristiques de la population urbaine). Cette première approche, qui permet de dégager l'existence de plusieurs modèles régionaux d'urbanisation, représentés sous une forme graphique, montre le caractère systémique de la dynamique urbaine en Colombie. Celle-ci obéit à des logiques souvent proches de celles observées en Europe, relativement indépendantes de la conjoncture économique des villes ou des politiques publiques menées à leur égard, et davantage sensibles à des paramètres strictement démographiques ou spatiaux : effet de la taille initiale des villes, de leur localisation dans le maillage urbain national, de la densité du peuplement rural alentour, ou encore de la distance aux plus grandes métropoles. La croissance des villes est également très sensible aux flux migratoires, qui favorisent les plus grandes villes et leur périphérie. Cette étude préalable nous montre qu'aucune ville ne peut être isolée du contexte urbain national : toutes évoluent de façon interdépendante avec le reste du réseau, ce qui relativise le poids des facteurs économiques, politiques ou culturels propres à chacune d'elles.

Le **Chapitre 2** s'intéresse ensuite au facteur qui introduit les plus grandes disparités dans les trajectoires de croissance démographique des villes : la mobilité spatiale. L'étude s'appuie sur l'analyse conjointe de l'information, classique, des recensements sur les effectifs et les caractéristiques des migrants, et de celle recueillie dans des enquêtes réalisées entre 1993 et 1998 à Bogotá, dans des villes du Casanare, à Cali et dans le municipio de Tumaco. Ces collectes permettent d'appréhender, au niveau des individus et de leurs unités familiales, les changements durables de résidence, mais aussi les mouvements pendulaires, les mobilités circulaires ou les multi-résidences. Les exemples analysés montrent une évolution générale récente des comportements migratoires qui traverse les contextes locaux. L'intensification de la mobilité, la diversification de ses formes et les changements dans l'orientation et dans la composition des flux qui caractérisent les années 1990 affectent de manière nouvelle les lieux qu'elle met en relation. La différenciation des comportements migratoires, abondamment illustrée, témoigne de la diversité des registres de la mobilité, mais aussi des contraintes de son emploi par les individus et les unités familiales. Ce qui est constant, en revanche, c'est le principe d'un espace de reproduction multilocal, et la tendance qu'il montre à s'élargir considérablement, bousculant l'organisation traditionnelle en bassins migratoires régionaux autour des métropoles colombiennes, ainsi que les modes d'administration et de gestion du territoire.

Carte 0.2 – Le maillage administratif en 1993



Le **Chapitre 3** introduit une nouvelle échelle, celle de l'analyse intra-urbaine des grandes villes colombiennes, à partir des exemples de Bogotá et de Cali. Menée dans une perspective comparative et diachronique (des années 1970 à la fin des années 1990), cette étude met en relation les modèles de développement métropolitain, les distributions spatiales des densités et les divisions sociales de l'espace. Le rôle des habitants, à travers leurs logiques résidentielles et leurs pratiques de mobilité, dans la production des formes métropolitaines contemporaines est examiné ; réciproquement, sont considérées les modifications des comportements des habitants imposées par l'évolution des structures métropolitaines. En Colombie, le processus ségrégatif marque fortement les systèmes de représentation des différents acteurs urbains, habitants et décideurs, sans avoir pour autant fait l'objet d'une analyse approfondie. L'accès aux fichiers individuels des recensements et les données sur la mobilité intra-urbaine recueillies dans nos enquêtes permettent de réaliser un diagnostic inédit, précis, à différentes échelles, de la dynamique du peuplement et des divisions sociales des deux villes. L'exercice met en évidence le changement de modèle de croissance de Bogotá, bien amorcé : la dynamique d'expansion périphérique a cédé la place à une dynamique dominée par la redistribution des populations dans l'espace, associée à une diversification des échelles de la ségrégation résidentielle. À Cali, l'héritage historique d'une division sociale de l'espace en grands blocs à l'échelle de la ville entière perdure et s'étend en périphérie. L'étude de la dimension raciale de la ségrégation montre aussi qu'il n'existe pas à Cali de ghetto racial au sens que prend ce terme aux États-Unis ; la ségrégation résidentielle de la population noire existe néanmoins, s'exprimant à des échelles et avec des modalités variables en fonction de l'appartenance sociale.

Le **Chapitre 4** approfondit la question de la construction identitaire en ville, et des relations réciproques entre identités citadines et structures urbaines. Comment les « identités urbaines » se combinent ou s'opposent-elles à d'autres modalités d'affirmation identitaire, notamment socio-raciale et ethnique ? En quoi les appartenances raciales et ethniques contribuent-elles à la production de la ville ? En quoi sont-elles produites par la ville ? Autant de questions qu'aborde ce chapitre à propos des populations afrocolombiennes. Le parti adopté est de confronter trois approches volontairement diverses, dans trois villes de taille et d'histoire contrastées : à Cali, l'analyse statistique des déterminants des inscriptions identitaires ethniques ou raciales déclarées dans une enquête quantitative ; à Cartagena, l'analyse anthropologique de situations d'interaction entre des personnes qui considèrent leurs appartenances raciales comme différentes ; à Tumaco, une entrée en termes de géographie et d'histoire politique

sur le temps long. Le croisement des conclusions obtenues dans les trois contextes urbains est riche d'enseignements sur les processus de construction de l'identité noire en ville, éminemment divers et dynamiques, mais qui ont un point de départ commun : la perception d'une composante proprement raciale de la ségrégation résidentielle et de l'exclusion socio-économique. Les exemples traités au fil du chapitre permettent aussi de proposer une nouvelle lecture des relations ville-ethnicité, dans laquelle les questions d'échelle et de contexte acquièrent une pertinence particulière. La relation identité – territoire, loin de disparaître en milieu urbain, s'y exprime en effet à des échelles et sous des modalités diverses, à travers des pratiques urbaines témoignant, davantage que les espaces, des appartenances socio-raciales.

Dans un pays marqué à la fois par un conflit armé particulièrement meurtrier et par l'urbanisation croissante de la population, les villes constituent de nouveaux supports au déploiement de la violence. Mais les violences en ville, objet du **Chapitre 5**, n'ont été encore que peu étudiées, à la différence de la violence politique devenue un champ traditionnel de la recherche colombienne avec ses propres spécialistes, les « violentologues ». Ce chapitre dresse d'abord un diagnostic spatialisé de la violence homicide dans l'ensemble des municipes du pays de 1982 à 1998, et dans les villes de Cali et Bogotá à la fin des années 1990. Cette analyse remet en cause les discours classiques associés à la généralisation de la violence. La violence dans les villes colombiennes reste, dans sa majorité, imputable à d'autres acteurs que ceux du conflit armé ; à Cali et à Bogotá, la violence homicide est surtout marquée par les dynamiques de pénétration du grand banditisme en ville. L'analyse de la petite délinquance (principalement les vols) à Cali en 1998, menée à partir d'une enquête de victimisation, remet à l'ordre du jour les interprétations liées à la rupture du lien social et à l'exclusion économique. Dans la capitale calénienne alors soumise à une récession économique et une crise sociale sans précédent, des facteurs délaissés par les violentologues sont mis en lumière. Il en est ainsi, par exemple, de la pauvreté, abandonnée à juste titre dans l'explication du phénomène au niveau national, mais qu'il s'avère nécessaire de considérer dans les grandes villes. La surexposition de la population noire à la délinquance commune constitue bel et bien une dimension importante de la ségrégation ethnique à Cali.

Pour finir, le **Chapitre 6** revient sur une question relativement classique en Colombie, celle de la gestion des villes par ses acteurs institutionnels, en se concentrant sur le cas de Bogotá. La croissance et la taille de cette ville, la complexité des enjeux sociaux et spatiaux qui la caractérisent, l'aspect volontariste et souvent innovant des politiques urbaines dont elle a bénéficié

depuis longtemps, ainsi que la richesse des études et la quantité des sources disponibles sur Bogotá, font de cette ville une figure exemplaire de l'action publique urbaine en Colombie. L'intérêt de cette section est multiple. Non seulement elle procède à un inventaire des politiques publiques menées dans cette ville depuis les années 1950, mais en plus elle tente, chaque fois que c'est possible, de confronter l'action publique à ses résultats, en donnant des indications précises sur l'évolution des principaux secteurs d'intervention publique. Elle permet ainsi d'avoir un aperçu sur les effets – ou l'absence d'effet – du contrôle de l'expansion urbaine, des politiques du logement (notamment populaire), de l'offre de services publics domestiques, de la gestion des transports, ou encore des réformes institutionnelles et démocratiques, depuis l'échelle de l'arrondissement jusqu'à celle de la région métropolitaine. Un examen attentif des politiques sectorielles permet à la fois de remettre en cause une critique volontiers convenue sur l'inefficacité de l'action publique, tout comme il montre, à l'inverse, les limites des réformes menées en matière de décentralisation, de démocratisation et de la promotion de nouvelles formes de participation citoyenne.

La confrontation de ce chapitre avec ceux qui le précèdent, sur la dynamique du réseau urbain national, sur les mobilités spatiales, sur les formes de ségrégation socio-spatiale ou encore sur les manifestations de la violence intra-urbaine, permet enfin d'établir une synthèse rarement réalisée entre différentes échelles d'analyse du fait urbain colombien, articulant des études du système de villes, des villes et des pratiques des différents acteurs urbains, habitants et décideurs ; ce qui constituait un objectif central de ce livre.

Chapitre 1

L'EXPANSION DU RÉSEAU URBAIN

(1951-1993)

Vincent GOUËSET, Évelyne MESCLIER
avec la participation de Jean-Paul DELER¹

Pour comprendre la dynamique urbaine d'un pays et l'analyser à différentes échelles, il est utile de saisir au préalable la place qu'occupe chaque ville dans le réseau urbain national. Depuis la fin des années 1970, dans le sillage des premières études anglo-saxonnes, l'école française d'analyse spatiale a tout particulièrement contribué à renouveler la connaissance du processus d'urbanisation. On connaît, grâce à ces travaux, le caractère systémique de ce processus : chaque ville évolue comme un élément interdépendant des autres dans le cadre d'une dynamique qui fonctionne à l'échelle nationale (Pumain, 1997 : 61).

Les méthodes de l'analyse spatiale accordent à la taille des villes une place toute particulière (Pumain, 1982 ; Guérin-Pace, 1993 ; Moriconi-Ébrard, 1994). L'effectif de population synthétise la position des villes au sein d'un système, et présente l'avantage de ne pas obliger à émettre d'hypothèse sur les moteurs, en particulier économiques, du processus d'urbanisation, à la différence d'autres indicateurs comme les niveaux d'industrialisation ou l'importance du secteur tertiaire (Dureau, 1993). Cette caractéristique est particulièrement importante, au moment d'appliquer ces méthodes hors de l'Europe de l'Ouest où elles ont été initialement mises au point². En effet l'urbanisation est un phénomène général à l'échelle du globe, mais moments et rythmes de croissance des villes diffèrent, dans des contextes historiques et géographiques distincts. Pour étudier la dynamique du réseau urbain colombien, on s'en remettra donc à ces indicateurs simples, par ailleurs disponibles et relativement fiables, que sont la taille des villes, leurs taux de croissance et les flux de population.

¹ Pour les modèles graphiques en conclusion du chapitre. O. Barbary et F. Dureau ont collaboré à la section 3 consacrée aux migrations.

² Les méthodes de l'analyse spatiale ont par exemple été appliquées dans l'étude des réseaux urbains de la Côte d'Ivoire (Dureau, 1987) et de l'Algérie (Redjimi, 2000).

Sur le temps long, l'histoire du peuplement et de l'occupation du territoire en Colombie nous plonge dans une réalité différente des processus identifiés en Europe de l'Ouest. À plus court terme, le basculement général de la population vers les villes est plus tardif, mais globalement plus rapide. Néanmoins, la simplicité et la neutralité des indicateurs choisis nous permettront de comprendre les singularités du fonctionnement du réseau colombien et ses convergences éventuelles avec les modèles formulés jusqu'à présent.

Une première particularité de la Colombie est la distribution très inégale de ses villes dans l'espace. Dans les systèmes urbains étudiés en Europe de l'Ouest, la régularité de la distribution dans l'espace des villes de différentes tailles est telle qu'on a souvent tenté de la modéliser, en utilisant des équations très simples. Or les villes colombiennes sont en majorité situées dans les cordillères, alors que de vastes portions du territoire national n'en comportent aucune.

Selon D. Pumain (1982 : 8), la distribution de la taille des villes semble obéir à des règles immuables : « dans tous les pays et à différentes époques, on observe à peu près la même forme de distribution de taille des villes : très dissymétrique, elle comporte peu de grandes villes et beaucoup de petites, et le nombre de villes décroît en fonction de la taille selon une progression géométrique régulière ». De ce point de vue, la Colombie semble se distinguer par trois faits au moins. D'abord l'expansion de son réseau urbain s'appuie sur l'apparition d'un grand nombre de petites villes et sur la concentration de l'essentiel de la population urbaine dans des grandes villes, au détriment des moyennes, assez peu nombreuses. Ensuite le sommet de la hiérarchie urbaine se caractérise par une certaine instabilité, contrairement aux classements observés dans les réseaux étudiés en Europe de l'Ouest. Enfin l'originalité la plus frappante du système urbain colombien est la taille de Bogotá, la capitale nationale, qui ne se détache pas de façon radicale des autres grandes villes du pays, en particulier Medellín, Cali et Barranquilla. Le terme de « quadricéphalie » a été proposé pour désigner cette « exception » colombienne, qui doit d'ailleurs être relativisée (Gouëset, 1992).

À l'intérieur de « l'écoumène urbain » colombien, réduit à une partie seulement du territoire national, la distribution spatiale des villes se conforme cependant, dans ses grandes lignes, aux règles postulées par les modèles. Avec l'étude des trajectoires des villes et des logiques de leur croissance, sur la période la plus dynamique et la mieux documentée, 1951-1993, le caractère systémique de la dynamique urbaine apparaît aussi nettement. Les trajectoires des villes sont en effet corrélées à leurs caractéristiques démographiques initiales. Les flux migratoires montrent clairement comment les aires d'influence des villes se partagent le

territoire, mais également comment la plus grande ville, Bogotá, occupe effectivement une place privilégiée dans le système.

Le sort des villes n'est-il déterminé que par le fonctionnement du système urbain, ou bien certaines de leurs dynamiques économiques, sociales et politiques, peuvent-elles être générées de façon indépendante au système et avoir une influence sur leur position dans celui-ci ? Poser cette question, après avoir analysé précisément le fonctionnement d'un système urbain particulier, permet assurément d'apporter des arguments au débat.

Nous développerons ce dernier point dans la quatrième section du chapitre, après avoir analysé les logiques de distribution des villes dans l'espace (section 1), leurs dynamiques et leurs trajectoires de croissance (section 2), puis le rôle des flux migratoires dans leur développement (section 3).

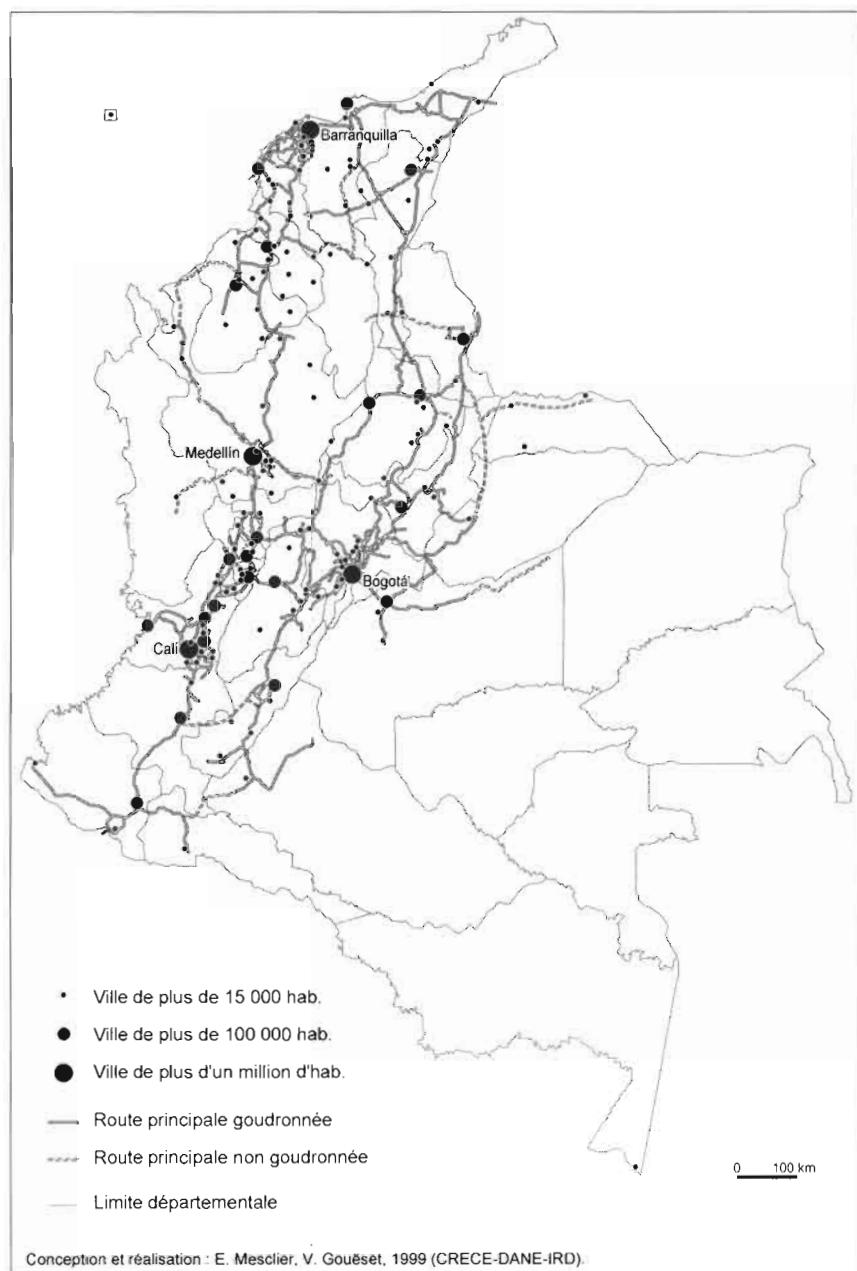
1. LA CONCENTRATION SPATIALE DES VILLES COLOMBIENNES

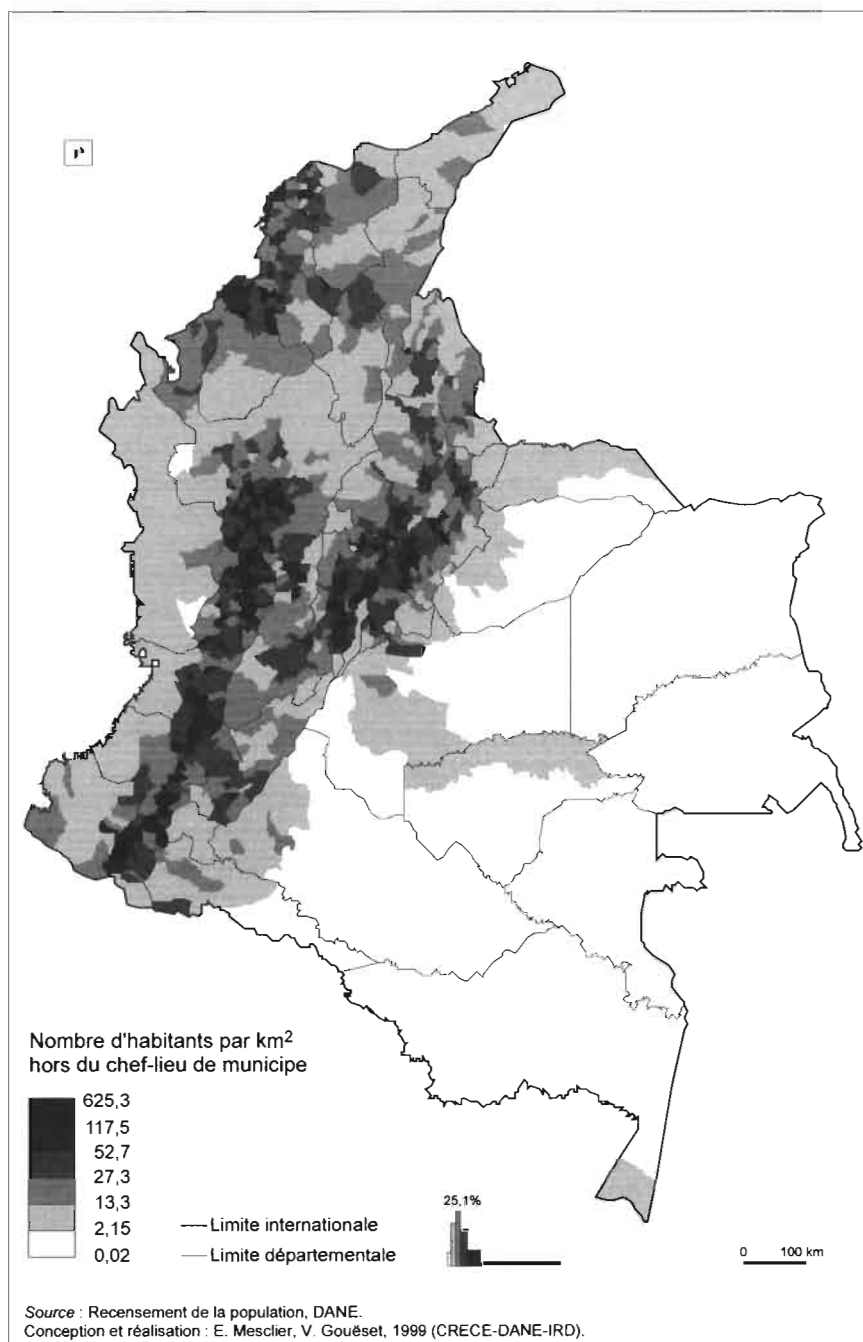
Avec 164 agglomérations¹ de plus de 15 000 habitants en 1993 pour 37,5 millions d'habitants, la Colombie n'est pas moins dotée en villes que la France, qui comportait 232 unités urbaines de plus de 20 000 habitants pour une population totale de 56,6 millions en 1990. Dans les deux cas, le rapport est d'un peu plus de quatre villes par million d'habitants, ce qui bien sûr ne préjuge pas de la morphologie de ces villes ni des conditions de vie qui les caractérisent. La Colombie est selon ce critère à peu près dans la moyenne des autres pays andins, si l'on se réfère aux statistiques élaborées par Moriconi-Ébrard (1994 : 159-182), mais sa population est moins concentrée dans la capitale, caractéristique qu'elle partage avec l'Équateur.

Les villes colombiennes comptaient en 1951 3,5 millions de personnes et 22,5 millions en 1993, soit respectivement 73 % et 89 % de la population de l'ensemble des chefs-lieux (tableau 1.1). En un peu plus de quarante ans, la population de cet ensemble a donc été multipliée par plus de six. Les villes ont absorbé les quatre cinquièmes de l'accroissement de la population colombienne sur la période considérée. Les taux d'urbanisation de la Colombie sont passés de 28 % à 61 % entre 1951 et 1993 si on se réfère à la seule population des unités urbaines de plus de

¹ Par « villes » on entend ici les 164 unités urbaines de Colombie qui comptent plus de 15 000 habitants. La plupart de ces villes sont constituées d'un seul chef-lieu municipal (« *cabecera* »). Toutefois, huit d'entre elles sont des agglomérations composées de plusieurs chefs-lieux. La Colombie compte au total 179 chefs-lieux de plus de 15 000 habitants. Les chefs-lieux agglomérés seront parfois considérés séparément, par exemple pour distinguer le taux de croissance des villes-centres de celui des banlieues (carte 1.5). La justification de ces choix est présentée en annexe 3 aux rubriques « agglomération », « urbain » et « ville ».

Carte 1.1 – *Les 164 unités urbaines de plus de 15 000 habitants et le réseau routier en 1993*



Carte 1.2 – Les densités de peuplement rural en 1993

15 000 habitants, et de 39 % à 67 % si on se réfère à celle de l'ensemble des chefs-lieux (annexe 3). Cette progression a rapproché la Colombie du taux moyen d'urbanisation en Amérique du Sud, alors qu'elle était assez nettement en dessous en début de période¹.

Tableau 1.1 – La croissance des villes et leur place au sein de la population colombienne (1951-1993)

Effectifs en milliers d'habitants	1951	1964	1973	1985	1993
Population totale	12 149	17 996	23 436	31 004	36 724
Population des chefs-lieux*	4 701	9 359	13 888	20 308	25 204
Population des 179 chefs-lieux > 15000 hab.	3 451	7 569	11 553	16 949	22 516
Population des zones rurales*	7 448	8 637	9 548	10 696	11 520
Taux de croissance annuel en %	1951 -1964	1964 -1973	1973 -1985	1985 -1993	1973 -1993
Population Totale	2,98	2,83	2,33	2,12	2,25
Population des chefs-lieux*	5,23	4,23	3,17	2,7	2,98
Population des 179 chefs-lieux > 15000 hab.	6,04	4,70	3,19	3,55	3,34
Population des zones rurales*	1,12	1,07	0,95	0,93	0,94

Source : Flórez, 2000 : 64 (chiffres calculés à partir des données ajustées des recensements de population) et DANE (données partiellement ajustées des recensements de 1985 et 1993) pour les estimations des 179 chefs-lieux.

La formule du taux de croissance est celle utilisée habituellement par le DANE en Colombie : $100 * [\ln(\text{PobT} + t / \text{PobT}) / t]$. Calculs des auteurs.

* Chefs-lieux = « *Cabecera* » ; zones rurales = « *Resto* »

1.1. Une distribution très inégale des villes dans l'espace

L'observation de la localisation des villes dans l'espace (carte 1.1) montre un semis urbain très inégalement réparti à travers le territoire colombien. Cette distribution fortement anisotrope des villes dans l'espace constitue une différence importante avec le réseau urbain français. Elle est beaucoup moins originale à l'échelle des pays andins, où l'on retrouve partout, peu ou prou, la même inégalité (Gondard et León, 2001 ; Pulido, 1999).

L'essentiel des villes sont regroupées dans la moitié occidentale de la Colombie, où deux régions densément urbanisées se distinguent : la zone andine (en particulier dans sa partie centrale, le triangle Bogotá-Cali-Medellín) et la côte Caraïbe. La côte Pacifique et les basses terres de la moitié orientale du pays (savanes de l'Orénoque au nord et forêt amazonienne au sud) apparaissent comme un quasi « désert urbain », en dehors du

¹ D'après la base Géopolis (Moriconi-Ébrard, 1994 : 173), qui ne considère que les villes de plus de 10 000 habitants, la Colombie est passée d'un taux d'urbanisation de 27 % en 1950 à 63 % en 1990, contre une moyenne régionale de 36 et 67 % respectivement (moyenne excluant les états guyanais sur toute la période, ainsi que la Bolivie, le Brésil et le Pérou en 1990). D'après les statistiques du PNUD, peu précises car elles considèrent comme « zones urbaines [celles] définies selon les critères nationaux appliqués lors du dernier recensement de population » (1997 : 259), la Colombie est passée d'un taux d'urbanisation de 48 % en 1960 à 72 % en 1994, contre une moyenne régionale de 54 et 75 % respectivement (états guyanais exclus).

piémont andin et de rares ports maritimes ou fluviaux. Dans ces vastes espaces, qui étaient jusqu'à une période récente – et qui demeurent pour les plus enclavés d'entre eux – des fronts de colonisation agraire et des zones à fort peuplement indigène ou noir (sur la côte Pacifique), le peuplement n'est pas seulement modeste, il est aussi moins urbain. Les villes y sont moins grandes, du fait même des caractéristiques des modes d'occupation et de valorisation de l'espace : agriculture extensive, avec présence de cultures illicites ; zones de pêche artisanale sur la côte Pacifique.

1.2. L'effet de la situation et du peuplement sur la distribution spatiale des villes

La répartition très inégale des villes colombiennes au sein du territoire national nous incite à reconsidérer le rôle de facteurs comme le site et surtout la situation des villes, autrefois surévalués dans la géographie urbaine française, et aujourd'hui beaucoup moins en vogue (Lussault, 2000 : 22).

Le site des villes colombiennes n'est bien sûr pas sans effet sur leurs possibilités d'expansion physique : alors que les vastes et fertiles plaines d'altitude où ont été fondées Bogotá et Cali offrent aujourd'hui de larges perspectives de développement, le site étriqué de Medellín, en fond de vallée, a rapidement bloqué l'expansion spatiale de la ville-centre et provoqué le développement précoce des banlieues, tandis que le site très escarpé de Manizales, à flanc de volcan, a limité le développement de la ville en même temps que les possibilités d'implantations industrielles.

Néanmoins, le site urbain est moins décisif pour comprendre les disparités de croissance que la situation. Comme on a déjà pu l'établir (Gouëset, 1996 : 171), dans un pays pourtant très contrasté, des plaines arides de la Guajira aux immensités du bassin amazonien, en passant par les reliefs abrupts des Andes (carte 0.1), les contraintes physiques (relief, climat...) sont moins déterminantes que la répartition du peuplement initial – notamment rural – dans l'espace avant le décollage de la croissance urbaine au XX^e siècle. Dès la Conquête coloniale les premières fondations urbaines, dépendantes des ressources locales en main-d'œuvre, ont lieu en priorité sur la côte Caraïbe et dans les Andes, dans les zones de plus grande densité de peuplement indigène, mais aussi près des ressources minières ou le long des axes de communication. Par la suite les villes qui se développent le plus sont pour la plupart situées dans les zones de peuplement les plus denses. Encore en 1993, on observe que le semis des villes colombiennes est pour l'essentiel concentré dans les zones de plus fort peuplement rural (cartes 1.1 et 1.2). Les contre-exemples sont rares et explicables par des effets de situation particuliers : port maritime ou fluvial, ville de contact entre montagne et basses

terres, enclave minière, etc. Ceci explique qu'en dehors de la région Caraïbe (région plane et facile d'accès), les villes soient concentrées dans les aires les plus montagneuses, tandis que des endroits a priori plus accessibles mais moins peuplés sont très peu urbanisés, comme les basses terres orientales, restées enclavées au cœur du bassin amazonien, le couloir de communication « naturel » et historique du río Magdalena ou encore la côte Pacifique. Les cycles d'expansion agro-exportatrice (café et sucre notamment), puis d'industrialisation, de développement des services supérieurs et de croissance urbaine au XX^e siècle n'ont fait que renforcer ensuite le caractère central du triangle Bogotá-Cali-Medellín, qui s'est progressivement affirmé comme le cœur agro-exportateur puis industriel du pays et le principal support de son armature urbaine.

1.3. Distances et connexions routières

Bien que le réseau urbain colombien demeure pour l'essentiel concentré sur une portion réduite du territoire, les distances entre les villes sont élevées, surtout si l'on considère les temps de déplacement. La distance moyenne entre villes de plus de 10 000 habitants était de 40 km en 1990 (contre 18 km en France), une valeur comparable à celle des pays voisins (Moriconi-Ébrard, 1994 : 173). Cette moyenne est en réalité peu significative, en premier lieu en raison de l'ampleur des contrastes observables entre les régions les plus urbanisées, où l'on retrouve des distances assez courtes (région caféière du Grand Caldas, *Sabana* de Bogotá, vallée moyenne du Cauca...) et celles qui le sont le moins, comme la moitié orientale du pays. Au cœur des régions les plus peuplées, les distances entre villes sont plus faibles : moins de 400 km entre les trois villes de Bogotá, Medellín et Cali ; souvent beaucoup moins de 40 km entre les villes petites et moyennes à l'intérieur de ce triangle. Pourtant, même au sein de cette Colombie densément urbanisée, en raison du relief et de la médiocrité des transports terrestres, les temps de déplacement sont élevés : de l'ordre d'une grosse journée entre les trois principales métropoles par exemple. Ils sont de surcroît soumis à de nombreux aléas : état de la chaussée, accidents bloquant la route, intempéries et glissements de terrain obstruant la voie... La recrudescence de l'insécurité depuis le milieu des années 1990 (barrages, extorsions de fonds et enlèvements, qui sont le fait des mouvements insurrectionnels armés ou de la délinquance de droit commun) a considérablement accru les délais, les coûts ainsi que le manque de fiabilité des transports routiers. L'avion ne constitue qu'une alternative limitée, coûteuse et socialement inégalitaire, qui contribue d'ailleurs à renforcer, comme la route, la position des plus grandes villes, qui disposent des meilleures liaisons aériennes.

Dans ces conditions, ce n'est pas un hasard si le réseau urbain est dense là où celui des routes l'est également (carte 1.1) ; là où accessibilité et connexité routière sont les plus élevées. La croissance des villes au cœur de la Colombie andine et Caraïbe suscite une densification du réseau routier au sein des espaces les plus urbanisés, et cette croissance est alimentée à son tour par les facilités de communication, très inégalement réparties à travers le territoire colombien.

En résumé, et en référence aux études qui ont pu être faites sur la densité du semis urbain en Europe (Cattan *et alii*, 1994 : 28-34), on retiendra l'idée que la Colombie se caractérise par des contrastes dont l'ampleur n'a d'équivalent qu'à l'échelle de l'Europe entière, entre des espaces de fortes densités urbaines où l'on retrouve l'ébauche d'un maillage christallérien régulier, et l'immense « vide urbain » que représente sur la carte la moitié orientale du pays. Le développement très inégal des infrastructures de transport contribue à renforcer ce contraste, et constitue un facteur déterminant du dynamisme des villes colombiennes.

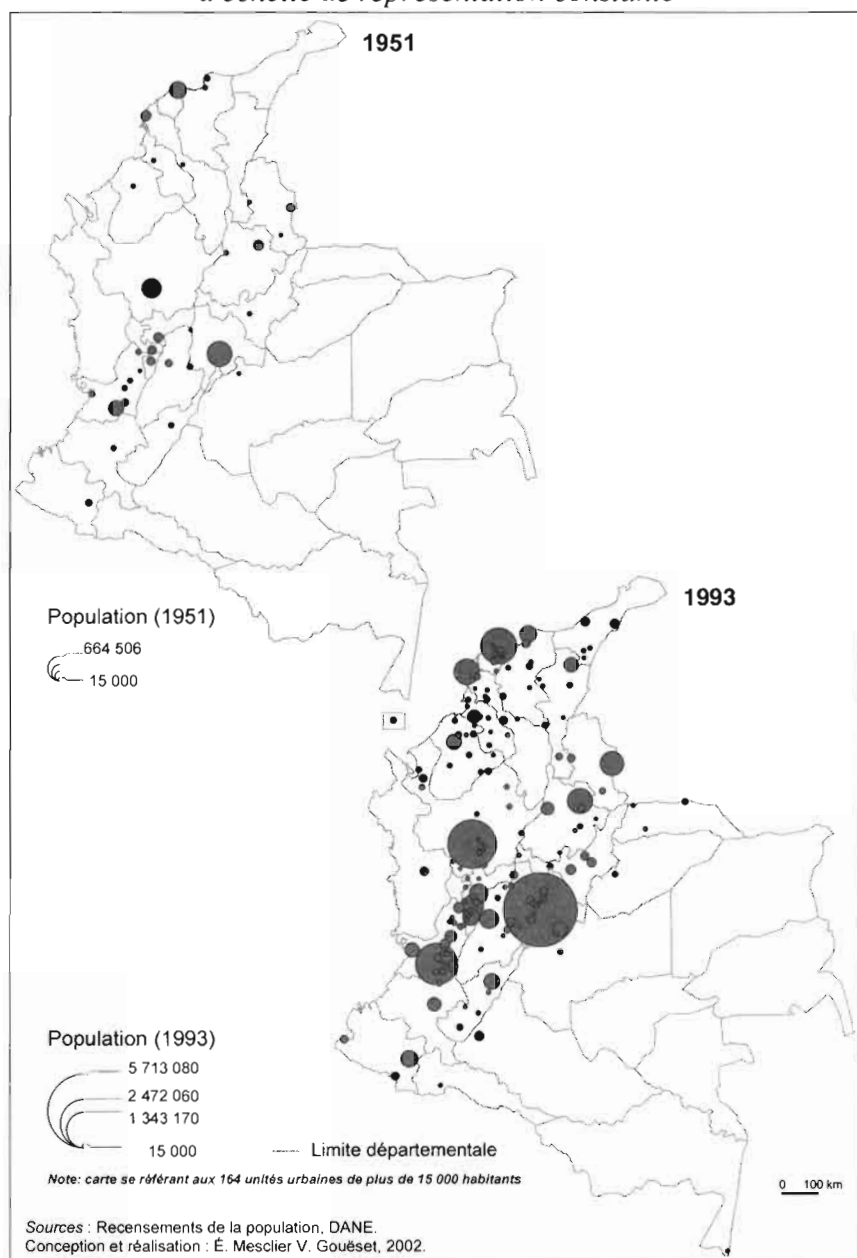
En revanche, et pour nuancer cette constatation, on s'aperçoit en observant la dynamique des villes à moyen terme que l'impact de leur situation sur la croissance est largement contrebalancé par d'autres effets, à commencer par leur rang dans la hiérarchie urbaine.

2. CROISSANCE DES VILLES ET DYNAMIQUE DU SYSTÈME URBAIN AU COURS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Particulièrement rapide, même à l'échelle de l'Amérique latine, la croissance démographique de la Colombie a entraîné une multiplication par quatre de la population en un demi-siècle : 8,9 millions d'habitants en 1938, 36,7 en 1993 (Flórez, 2000 : 64 ; Dureau et Flórez, 1996 : 141). Même si la population rurale a presque doublé sur cette période, passant de 6,1 à 11,5 millions d'habitants, l'essentiel de cet accroissement a profité aux villes, qui ont connu un formidable essor. La proportion entre ruraux et citadins s'est inversée en un demi-siècle : 69 % de la population était rurale en 1938, 69 % est urbaine en 1993. Le basculement a eu lieu peu avant le recensement de 1964 (tableau 1.1).

Cette croissance urbaine très rapide a été alimentée à la fois par un afflux migratoire massif et par un accroissement naturel très élevé dû aux caractéristiques de la transition démographique en Colombie, en particulier la jeunesse et la natalité élevée des populations citadines. La répartition du peuplement sur le territoire national ainsi que la configuration générale du réseau urbain s'en sont trouvées modifiées de façon irréversible (carte 1.3). Le système urbain, autrefois constitué d'un grand nombre de petites

Carte 1.3 – *L'évolution du réseau urbain entre 1951 et 1993
à échelle de représentation constante*



Carte 1.4 – *L'évolution du réseau urbain entre 1951 et 1993
à taille maximale constante*

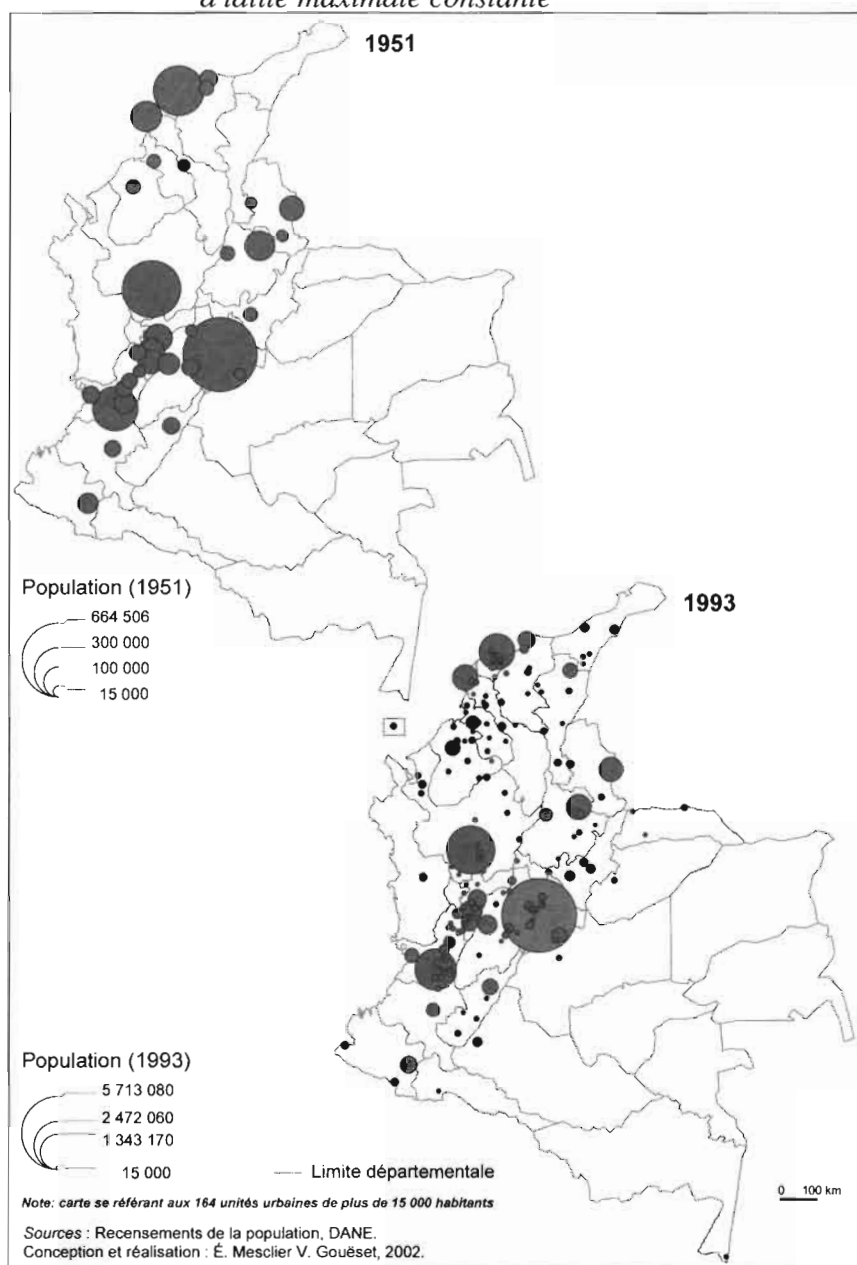


Tableau 1.2 – Répartition par taille des villes de plus de 15 000 habitants en 1993, sur la période 1951-1993

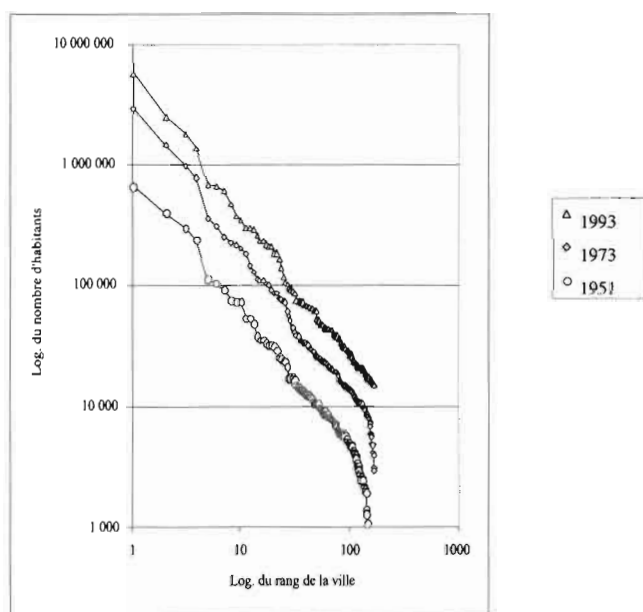
	1951			1964			1973			1985			1993		
	Nbre	Population	%	Nbre	Population	%	Nbre	Population	%	Nbre	Population	%	Nbre	Population	%
Catégorie 4 : Villes < 15 000 Hab.	144	735 228	21,5	115	911 793	12	82	817 035	7	41	514 711	3	-	-	-
Catégorie 3 : 15 000 < Villes < 50 000 Hab.	23	594 391	17	39	992 931	13	65	1 616 809	14	96	2 556 540	15	121	3 355 167	15
Catégorie 2 : 50 000 < Villes < 100 000 Hab.	6	401 268	11,5	13	896 880	12	14	1 057 473	9	13	887 122	5,5	25	1 739 444	7,5
Catégorie 1 : Villes > 100 000 Hab.	6	1 720 308	50	12	4 767 236	63	18	8 061 608	69,5	29	12 990 999	76,5	33	17 420 965	77,5
Total	179	3 451 195	100	179	7 568 840	100	179	11 552 925	100	179	16 949 372	100	179	22 515 576	100

Source : Fundación Social, 1998, d'après les recensements de population du DANE. Calculs Gouëset et Mesclier, 2002.

viles de moins de 15 000 habitants, est aujourd'hui dominé par de grandes et parfois de très grandes viles (tableau 1.2). Le nombre de chefs-lieux de plus de 15 000 habitants a quintuplé entre 1951 et 1993, passant de 35 à 179, ce qui représente une progression sans équivalent en Europe, voire en Amérique latine¹.

2.1. L'expansion du réseau urbain et le renforcement des hiérarchies

Graphique 1.1 – *Distribution rang-taille de la population des viles colombiennes en 1951, 1973 et 1993 (courbes de Zipf)*



Dans un contexte d'urbanisation aussi rapide, toutes les viles ont grandi, mais de façon différenciée, suivant un principe général qui a déjà été observé en France par D. Pumain (1982) : la rapidité de la croissance est moins directement liée à la taille des viles qu'à un phénomène « d'auto-corrélation » au taux de croissance initial, qui tend à se maintenir dans le temps (D. Pumain, 1982, citée par F. Guérin-Pace, 1993 :116). Cette stabilité relative, clairement perceptible sur le graphique 1.1 (courbes de Zipf), confirme le

¹ Selon la base Geopolis (Moriconi-Ébrard, 1994), le nombre de viles de plus de 10 000 habitants s'est multiplié par 1,7 en France entre 1950 et 1990 (moyenne d'Europe de l'Ouest : 1,3), contre 3,6 en Colombie (moyenne d'Amérique du Sud hispanophone : 2,7).

caractère systémique de l'évolution du réseau urbain colombien, qui maintient sur le long terme sa distribution hiérarchique initiale. On observe notamment sur les courbes de Zipf le maintien d'une caractéristique forte du réseau urbain colombien entre 1951 et 1993, qui est la segmentation des villes par catégories de taille. Le seuil relativement modeste entre la première ville (Bogotá) et la seconde (Medellín), qui est une spécificité colombienne, contraste avec deux ruptures nettement identifiables, d'une part entre la quatrième ville (Barranquilla) et la cinquième (Cartagena), d'autre part entre la cohorte des grandes villes qui suivent, nombreuses, et les villes moyennes. Cette rupture est observable autour de 100 000 habitants en 1993, contre 50 000 en 1973, et 20 000 en 1951.

Si la configuration générale du réseau se maintient à grands traits sur le long terme, des changements apparaissent entre 1951, 1973 et 1993 en ce qui concerne les tailles relatives des villes. La carte 1.4, inspirée de Pumain (1997) et de Pumain *et alii* (1999 : 110-115), permet notamment, grâce au recours à une échelle maximale constante (taille identique de la plus grande ville aux deux dates) de comparer plus facilement la configuration du réseau urbain en 1951 et 1993, en éliminant visuellement l'effet des croissances en valeur absolue pour ne montrer que la modification des positions relatives. Les principaux traits de la croissance des villes en Colombie durant la seconde moitié du XX^e siècle qui apparaissent ici sont :

- un effet de diffusion, avec l'apparition de nombreuses villes, concentrées dans les régions andine et Caraïbe, là même où les densités rurales sont les plus fortes (carte 1.2)¹ ;
- un effet de sélection, un certain nombre de villes se détachant beaucoup plus distinctement des autres, au sein d'un réseau urbain plus fortement hiérarchisé en 1993 qu'en 1951 ;
- un effet de concentration, les plus grandes villes et surtout Bogotá rassemblant aujourd'hui une plus grande proportion de la population urbaine qu'au départ.

Comme l'observation de la courbe rang-taille le laissait entrevoir (graphique 1.1), et comme le confirment les chiffres de la croissance par catégorie de taille (tableaux 1.2 et 1.3) ainsi que les cartes 1.3 et 1.4, le réseau urbain colombien s'est structuré, sur un demi-siècle de croissance, autour des deux catégories de villes aujourd'hui dominantes : les grandes villes d'une part (plus de 100 000 habitants), dont le nombre et les effectifs de population n'ont pas cessé d'augmenter entre 1951 et 1993 (elles sont

¹ La croissance de ces petites villes est alimentée en grande partie par un exode rural de proximité dans des campagnes qui maintiennent un niveau de fécondité élevé et où la modernisation de l'agriculture alimente un flot d'émigration continu. Il s'agit là d'un processus banal, souvent montré en Amérique latine, en Afrique et en Europe, mais qui comporte de nombreuses variantes, liées en particulier aux caractéristiques des changements dans l'agriculture.

aujourd'hui 33, et représentent les trois quarts de la population urbaine), et les villes de taille modeste d'autre part (de 15 000 à 50 000 habitants), dont le nombre a fortement augmenté (121 en 1993, contre 23 en 1951), et dont le poids démographique global est resté assez stable entre 1951 et 1993 (environ 15 % de la population urbaine).

Tableau 1.3 – Taux de croissance annuel des villes par catégorie de taille entre 1951 et 1993

(pourcentages)	1951-1964 (sur 155 villes)*	1964-1973 (sur 174 villes)*	1973-1985 (sur 179 villes)*	1985-1993 (sur 179 villes)*
<i>Catégorie 4</i>	Moyenne : 5,1	Moyenne : 5,3	Moyenne : 4,3	Moyenne : 5,3
Villes < 15 000 Hab.	Min : 0,9	Min : -3,0	Min : -1,4	Min : 1,3
à la date initiale	Max : 14,1	Max : 25,4	Max : 13,9	Max : 21,6
<i>Catégorie 3</i>	Moyenne : 5,2	Moyenne : 3,6	Moyenne : 2,8	Moyenne : 4,1
15 000 < Villes < 50 000 Hab.	Min : 1,7	Min : -0,8	Min : -0,3	Min : -1,7
à la date initiale	Max : 8,5	Max : 9,1	Max : 12,2	Max : 12,4
<i>Catégorie 2</i>	Moyenne : 5,7	Moyenne : 3,4	Moyenne : 3,4	Moyenne : 3,4
50 000 < Villes < 100 000 Hab.	Min : 5,1	Min : -1,0	Min : 1,1	Min : 2,3
à la date initiale	Max : 6,4	Max : 5,1	Max : 7,6	Max : 5,3
<i>Catégorie 1</i>	Moyenne : 6,0	Moyenne : 4,0	Moyenne : 3,2	Moyenne : 3,8
Villes > 100 000 Hab.	Min : 4,5	Min : 1,0	Min : 0,5	Min : 1,4
à la date initiale	Max : 7,2	Max : 6,0	Max : 5,9	Max : 10,7

Source : DANE, Recensements de population. Calculs Gouëset et Mesclier, 2002.

* Données manquantes pour 24 villes en 1951 et pour 5 villes en 1964.

La catégorie des grandes villes (plus de 100 000 habitants) est celle qui a le plus profité de la croissance. Au nombre de six en début de période (ce qui représentait tout de même la moitié de la population urbaine : tableau 1.2), les grandes villes étaient trois fois plus nombreuses en 1973. Leur nombre a encore doublé entre 1973 et 1993, année où l'on comptait 33 villes de catégorie 1 rassemblant 17,4 millions d'habitants, c'est-à-dire plus des trois quarts de la population urbaine de Colombie. La suprématie du sommet actuel de la hiérarchie urbaine s'est jouée avant 1973, période pendant laquelle un afflux migratoire massif (on le verra plus loin), ainsi qu'une natalité élevée liée au rajeunissement de la population ont élevé les taux de croissance à des niveaux historiques : 6 % en moyenne pour les six plus grandes villes entre 1951 et 1964 (tableau 1.3). Après 1973, les taux de croissance des grandes villes baissent de manière sensible, hormis le cas de chefs-lieux situés en banlieue ou à proximité des grandes agglomérations (comme Soacha, qui a crû de 11 % par an entre 1985 et 1993). Mais cette baisse n'est pas le signe d'une déconcentration relative : le poids des grandes villes dans la population urbaine continue au contraire de progresser entre 1985 et 1993, période au cours de

laquelle elles ont capté les quatre cinquièmes du gain total de population urbaine en Colombie (tableau 1.2). Cette consolidation du sommet de la hiérarchie, déjà perceptible avant le recensement de 1993 (Gouëset, 1992 et 1996), est liée à la mise en place d'un « cercle vertueux » de la croissance, assez banal en Amérique latine comme en Europe : les plus grandes villes maintiennent un niveau de croissance élevé, malgré leur avancée dans le processus de transition démographique, et malgré un certain ralentissement des flux migratoires. Cette logique de croissance cumulative des métropoles, qui contribue à renforcer la hiérarchie urbaine lors des phases de plus fort dynamisme, est bien connue ailleurs, notamment en France (Pumain, 1982 ; Guérin-Pace, 1993 ; Bailly et Huriot, 1999...), où on la désigne parfois sous le terme « d'auto-catalyse urbaine » (Lévy, 2000 : 54). Il s'agit d'un modèle relativement universel dont se rapproche assez logiquement la Colombie.

La catégorie des petites villes a joué un rôle très important au cours de la croissance du réseau urbain colombien. Comme on peut le constater sur le tableau 1.2, les grandes villes étant très peu nombreuses en Colombie en 1951 (seules 12 villes dépassaient 50 000 habitants) ; ce sont les villes les plus petites (moins de 15 000 habitants) qui ont constitué la trame à partir de laquelle s'est étoffé le réseau urbain au cours des 50 dernières années. Le taux de croissance de cette catégorie est le plus élevé de Colombie avec environ 5 % par an sur l'ensemble de la période (tableau 1.3). Il s'agit là cependant d'une moyenne, qui recouvre des évolutions extrêmement diverses : sur l'ensemble de la période, c'est toujours dans cette catégorie qu'on trouve les taux de croissance les plus élevés (jusqu'à 25 % par an !), mais c'est aussi parmi les petites villes qu'on trouve les taux de croissance les plus faibles, parfois négatifs. La plupart ont en réalité des taux de croissance assez modérés. On reviendra plus loin (carte 1.6) sur le cas des petites villes dont la population s'accroît rapidement, qui sont, à quelques exceptions près, toujours les mêmes d'une période à l'autre. De façon générale, peu peuplées au départ, les petites villes n'ont pas gagné, en valeur absolue, des effectifs de population considérables. Elles passent progressivement dans la catégorie supérieure, mais rares sont celles qui, en grandissant, sont devenues de grandes villes (tableau 1.4) : sur 144 chefs-lieux au départ dans la catégorie 4, 117 se sont hissés dans la catégorie 3, et seuls 27 ont pu atteindre les catégories 1 et 2. Le cercle très restreint des villes qui sont passées de moins de 15 000 à plus de 100 000 entre 1951 et 1993 est formé uniquement par des villes de banlieue, à l'exception d'une capitale de département dynamique (Valledupar).

Les villes appartenant à la catégorie 3 (15 000 à 50 000 habitants) en début de période ont connu une croissance plus importante au cours du demi-siècle. Sur 23 villes au départ, quatre

seulement sont restées dans cette catégorie, qui n'a été à l'époque, pour la plupart, qu'une catégorie de « transit » : 15 de ces villes sont aujourd'hui dans la catégorie 1 (tableau 1.4). Elles jouent aujourd'hui un rôle important dans le maillage urbain colombien : il s'agit de capitales départementales (8), de pôles industriels et/ou portuaires (5) ou de banlieues (2). Aujourd'hui en revanche cette catégorie 3, largement renouvelée par l'arrivée de 117 petites villes qui auparavant comptaient moins de 15 000 habitants, regroupe les deux tiers des 179 chefs-lieux de notre sélection (et les trois quarts des 164 villes et agglomérations), et 15 % de la population urbaine. Ce sont ces petites villes qui ont contribué à la densification du semis urbain si perceptible sur les cartes 1.3 et 1.4 en 1993.

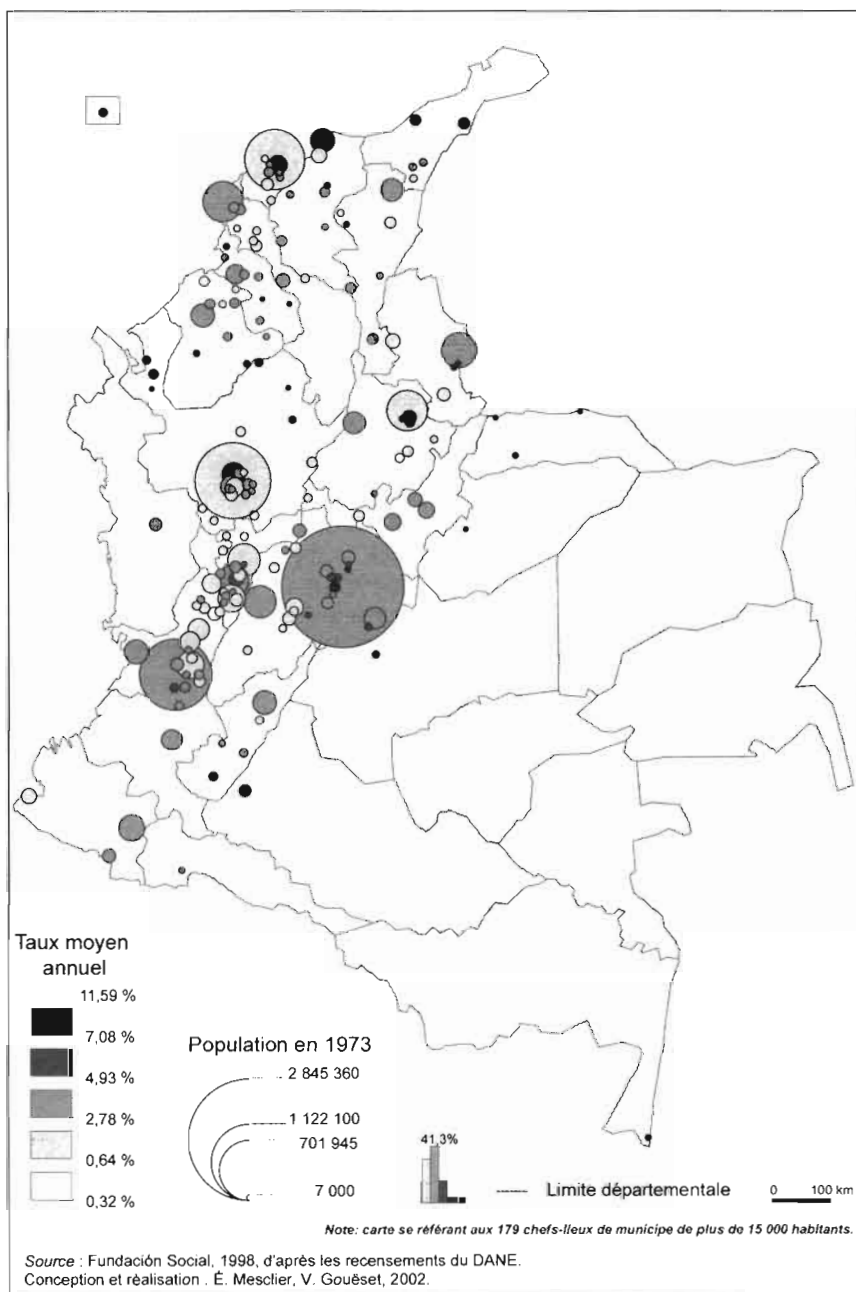
Tableau 1.4 – Évolution des villes petites et moyennes en 1951 jusqu'au recensement de 1993

	1951	1964	1973	1985	1993
Trajectoire des villes de moins de 15 000 Hab. en 1951 (catégorie 4) entre 1951 et 1993					
Maintien en Catég. 4	144	115	82	41	
Passage en 3		28	33	40	41
Maintien en Catég. 3			25	52	76
Passage en 2		1	3	5	16
Maintien en Catég. 2			1	2	5
Passage en 1				4	2
Maintien en Catég. 1					4
Trajectoire des villes de 15 000 à 50 000 Hab. en 1951 (catégorie 3) entre 1951 et 1993					
Maintien en Catég. 3	23	11	7	4	4
Passage en 2		12	4	3	
Maintien en Catég. 2			6	3	4
Passage en 1			6	7	2
Maintien en Catég. 1				6	13

Source : DANE, Recensements de population. Calculs Gouëset et Mesclier, 2002. D'après Pumain, 1982.

Les villes moyennes en revanche (de 50 000 à 100 000 habitants) sont peu nombreuses. Le développement a dans l'ensemble peu profité à cette catégorie de villes, dont le taux de croissance est un des plus faibles depuis 1964, et qui a perdu du poids relatif sur le long terme (tableau 1.3). Les grandes villes actuelles n'ont fait qu'y transiter dans leur cycle de croissance, tandis que la plupart des petites villes sont restées dans les deux catégories inférieures. Cette catégorie est aujourd'hui un maillon faible du réseau urbain colombien, avec seulement 25 villes (et 7,5 % de la population urbaine) (tableau 1.2), dont une grande partie sont des foyers agro-industriels assez peu dynamiques sur le long terme, plus rarement des capitales de petits départements (on en compte trois), et parfois des chefs-lieux situés à proximité des grandes villes, qui tirent profit du dynamisme de ces dernières.

Carte 1.5 – *Le taux de croissance des villes entre 1973 et 1993*



On assiste bien à un développement en système du réseau urbain colombien pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle : l'interdépendance entre les villes explique que la configuration générale du réseau – sa répartition dans l'espace colombien et sa distribution par taille – se maintienne, en dépit du mouvement de concentration.

Néanmoins, les trajectoires de croissance des différentes villes, c'est-à-dire les rythmes successifs de cette croissance sur l'ensemble de la période étudiée (1951-1993) sont loin d'être homogènes. Pour aller plus loin, il est nécessaire de prendre en compte non plus seulement des catégories par rang de taille, mais également les trajectoires individuelles des villes et le rapport que ces trajectoires entretiennent avec les localisations dans le réseau urbain.

2.2. Les logiques spatiales des trajectoires des villes

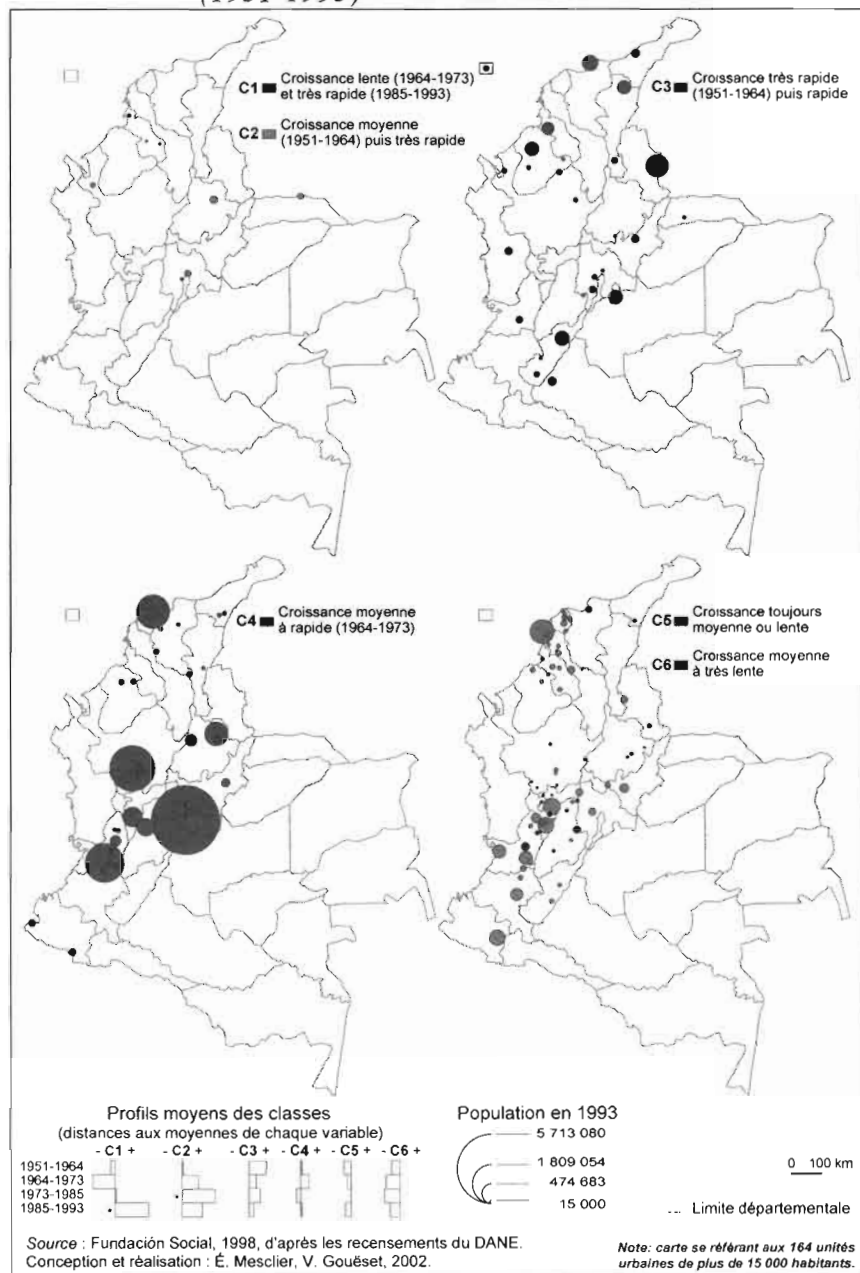
Une première approximation à l'étude des trajectoires individuelles des villes, par le biais de leur taux moyen annuel de croissance entre 1973 et 1993 (carte 1.5), qui reprend de façon synthétique les observations que nous avons déjà pu faire sur les périodes 1973-1985 et 1985-1993 (Mesclier *et alii*, 1999 : 54-57), montre bien la complexité des phénomènes spatiaux en jeu.

D'une part, la carte 1.5 confirme visuellement que taille et taux de croissance ne sont pas directement corrélés. Certes, la taille des villes joue mécaniquement un rôle dans le taux de croissance, puisque l'accroissement relatif est plus faible rapporté à un effectif important. S'il est donc vrai que seules des petites villes ont des taux de croissance très élevés, beaucoup d'entre elles ont en revanche des taux de croissance moyens ou faibles¹. À l'inverse, les taux de croissance des grandes villes paraissent par le même effet mécanique beaucoup plus regroupés autour de la moyenne, malgré des différences importantes quant à l'effectif des populations concernées.

D'autre part, les croissances sont rarement homogènes dans une même région, même si on distingue quelques phénomènes convergents comme le dynamisme des périphéries des grandes villes (qui tend à induire une moindre croissance des villes-centres, en particulier à Medellín, Bucaramanga ou Barranquilla), comme celui de zones de colonisation, ou au contraire comme le faible dynamisme démographique des petits centres urbains du cours du Magdalena (une artère autrefois vitale et aujourd'hui marginalisée), des régions caféières du Tolima, du corridor situé entre Medellín et le nord du Valle del Cauca, ou encore de la plaine sucrière et agro-industrielle du même département.

¹ Aucune ville colombienne n'a eu de croissance négative entre 1973 et 1993, et seulement six villes sur 179 (toutes inférieures à 40 000 hab.) ont connu une croissance inférieure à 1 %. On emploie ici « faible » de façon relative et non absolue.

Carte 1.6 – Les trajectoires démographiques des villes (1951-1993)



C'est en détaillant les trajectoires par sous-périodes et en jugeant le parcours de chaque ville à l'aune du comportement de l'ensemble des unités urbaines qu'on obtiendra finalement les indications les plus intéressantes et les plus indépendantes des changements de rythme de croissance de l'ensemble du système. La carte des trajectoires de croissance des villes (carte 1.6)¹, basée sur une typologie des rythmes de croissance des villes pour chaque période inter-censitaire entre 1951 et 1993, permet de compléter et de nuancer le panorama des cycles de développement urbain en Colombie sur un demi-siècle.

La typologie obtenue par classification automatique montre bien que l'effectif de population initiale est moins déterminant pour expliquer la croissance globale des villes sur la période, que leur taux de croissance initial. La plupart des villes montrent en effet une grande stabilité dans leur taux de croissance, que celui-ci soit constamment élevé, moyen ou faible. Il n'y a que quelques exceptions, sur lesquelles on reviendra. En revanche, à taille égale, on observe des disparités parfois très fortes entre les valeurs extrêmes du taux de croissance, sur toute la période et ce, quel que soit le rang de taille concerné (tableau 1.3). Ainsi pour les plus grandes villes entre 1985 et 1993, la valeur maximale (celle même de Soacha : 10,7 %) était près de 8 fois supérieure à la valeur la plus basse (Palmira : 1,4 %). Les disparités initiales dans les taux de croissance sont elles-mêmes liées à des localisations particulières dans le système urbain.

Les villes qui sont actuellement à la tête du réseau urbain sont celles qui, déjà importantes en début de période, ont conservé des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale dans la période qui suit les records historiques de 1951-1964, puis égaux à cette moyenne (Barranquilla n'en cède pas moins sa troisième place à Cali entre 1951 et 1964). D'autres villes, encore moyennes en 1951, rejoignent le groupe des grandes villes grâce à des taux de croissance particulièrement élevés en début de période, qui se maintiennent ensuite au-dessus des moyennes nationales. Il s'agit de capitales départementales qui sont toutes situées à l'écart du triangle Bogotá-Medellín-Cali ; cinq d'entre elles appartenant à la région Caraïbe. Cúcuta a ainsi bondi de la dixième à la septième place – son rang actuel – entre 1964 et 1973. En revanche un certain nombre des villes qui étaient importantes en 1951 ont eu des taux de croissance toujours un peu inférieurs à la moyenne nationale au cours de la période considérée. La plupart sont des capitales de la région andine, mais on trouve également dans cette situation Cartagena et des villes qui ne sont pas capitales, comme Buenaventura ou Palmira. Ainsi, Armenia a rétrocedé de la

¹ Cette carte s'inspire des analyses des trajectoires des villes établies pour la France par Pumain et Saint-Julien (1989 : 21) et Guérin-Pace (1993 : 100), pour l'Europe occidentale par Cattani *et al.* (1994 : 144), pour la Côte d'Ivoire par Dureau (1987) et pour l'Algérie par Redjimi (2000).

neuvième à la onzième place entre 1964 et 1973. Cartagena et Bucaramanga ont échangé plusieurs fois leurs cinquième et sixième places respectives – leur rang actuel – jusqu'en 1985. Cette instabilité du sommet de la hiérarchie urbaine colombienne ne date pas de la période de plus forte croissance : elle concerne tout le XX^e siècle, surtout jusqu'en 1973 (Gouëset, 1998 : 9). Plus on descend dans la hiérarchie ou plus on remonte en arrière, jusqu'au recensement de 1938, voire celui de 1918, et plus l'instabilité s'accroît, sur des différences d'effectifs qui s'amenuisent il est vrai.

D. Pumain (1982 : 8) a montré que la croissance urbaine modifie en général peu la hiérarchie des réseaux urbains. Comment interpréter les reclassements des grandes villes, nombreux en Colombie, alors qu'ils sont assez rares ailleurs ? Sans doute la sur-représentation ancienne des grandes villes, qui apparaît sur la courbe de Zipf comme une donnée stable entre 1951 et 1973 (graphique 1.1) explique-t-elle en partie cette évolution : on trouve un grand nombre de villes très proches en taille, il est donc logique que des variations parfois minimes des rythmes de croissance provoquent des reclassements, ces derniers portant sur des effectifs de population parfois limités.

Le statut des villes au sein du réseau urbain est sans doute une deuxième explication de ces reclassements. Les plus grandes villes, en particulier les capitales départementales, semblent avoir porté concurrence, sur la période considérée, aux grandes villes proches d'elles ou qui se trouvaient sous leur dépendance administrative.

Dans ce processus de sélection, des villes autrefois importantes grâce au dynamisme de leur économie, mais qui ne sont pas des capitales, ont pâti de l'absence de rôle administratif. Il s'agit là d'une évolution classique, conforme aux règles dégagées par les travaux d'analyse spatiale. Ainsi le centre agro-industriel de Palmira, 12^e ville de Colombie en 1973, avait perdu sept places en 1993, et le port de Buenaventura, sur la côte Pacifique, au 14^e rang en 1973, en avait perdu quatre en 1993. Toutes deux appartiennent à un département, le Valle del Cauca, dont la capitale, Cali, a doublé en effectif sur la même période.

On pourrait être tenté d'expliquer les modifications de la hiérarchie urbaine également par l'instabilité économique voire le déclin relatif de certaines régions, dont le dynamisme s'est essoufflé au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Les principales victimes en furent les villes de l'axe central du café (Manizales, Armenia) et du sucre (toutes les villes agro-industrielles du Valle del Cauca en dehors de Cali). Le « décrochage » relatif du cœur sucrier et caféier de la Colombie, au centre de ce qu'on appelle parfois – abusivement, comme on le constate ici – le « Triangle d'or » de la Colombie (Bogotá-Medellín-Cali), est particulièrement spectaculaire. Cette perte de

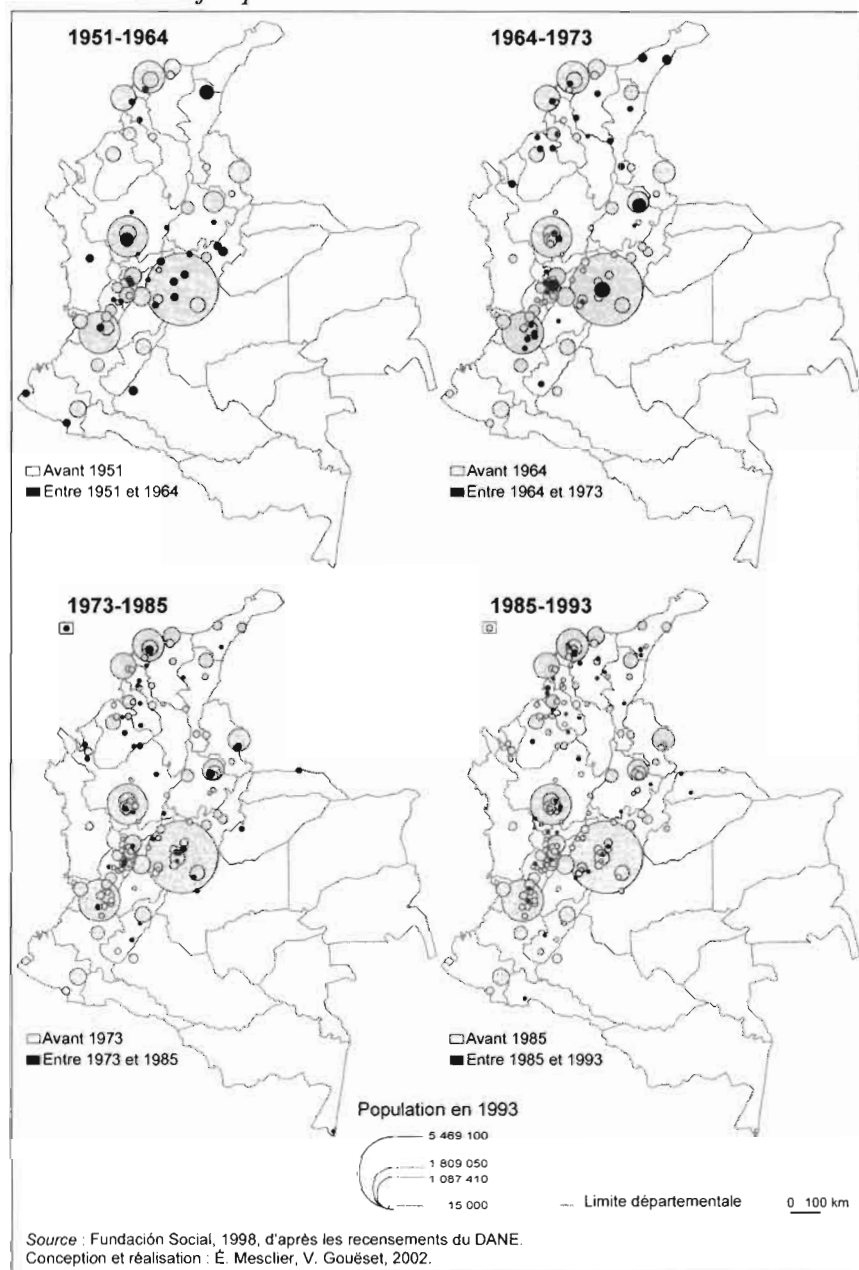
dynamisme est sans doute cependant plus liée à la concurrence des trois métropoles colombiennes, qui ont concentré l'essentiel des flux migratoires au détriment des autres villes de la région (section 3), qu'aux difficultés éventuelles de cette région, qui n'étaient pas encore importantes en 1993. La grave crise du secteur agricole et en particulier du café qui a frappé la Colombie après cette date limite encore davantage les perspectives de croissance de ces villes, qui ont déjà pâti de la concurrence des métropoles.

Cependant les capitales de la région Caraïbe, qui souffrent pourtant d'une conjoncture économique défavorable (en dehors de Cartagena), ont plutôt tendance à progresser (Santa Marta, Montería, Valledupar et Sincelejo), nous rappelant par là que la relation entre croissances économique et démographique n'est pas univoque (section 4). La localisation de ces villes dans le réseau, à l'écart du « triangle métropolitain », peut alors apparaître comme un des facteurs de leur dynamisme, qui s'ajoute à la fécondité particulièrement élevée de leur population.

À l'autre extrémité du réseau urbain, petites et moyennes villes se caractérisent, on l'a dit, par des taux de croissance assez modérés : très peu d'entre elles sont parvenues à terme à concurrencer les plus grandes. La carte 1.7, qui offre une vision complémentaire du renouvellement du réseau urbain par l'émergence de petites villes, montre bien que le réseau des grandes villes actuelles était en place avant 1951. Parmi les villes qui apparaissent dans le réseau urbain au cours de la période, seuls Valledupar et cinq chefs-lieux de municipes de banlieue sont maintenant des villes de plus de 100 000 habitants. Un certain nombre d'autres petites villes présentent cependant des taux de croissance moyens ou élevés sur l'ensemble de la période, voire constituent des classes à part du fait de la brutale accélération de leur taux de croissance, soit en début soit en fin de période. Cela s'explique par le maintien d'un accroissement naturel important, par un rôle de premier échelon dans les migrations de proximité, et surtout, bien souvent, par l'accueil de populations de provenance plus lointaine, dans le voisinage des grandes villes d'une part, ou dans des zones de colonisation d'autre part. Du fait de la petite taille de ces villes, les migrations ont un effet particulièrement sensible sur leur taux de croissance global.

Contrairement à ce qui s'est passé pour les villes déjà importantes en début de période, dans le cas des petits centres urbains le voisinage des très grandes villes ne semble pas empêcher des taux de croissance rapides ou très rapides, bien au contraire. Les municipes de banlieue et les villes suburbaines, situés dans la proche périphérie des grandes villes colombiennes, ont un rôle important dans le renouvellement du réseau urbain. On y trouve à la fois les villes apparues en début de période (entre 1951 et 1964 ou entre 1964 et 1973 ; carte 1.7) et celles qui sont aujourd'hui les plus grandes (plus de 50 000, voire plus de 100 000

Carte 1.7 – *L'apparition des villes de 15 000 habitants jusqu'en 1993*



habitants), dont les taux de croissance ont souvent été spectaculaires (carte 1.5). Toutes les métropoles sont concernées par le phénomène, particulièrement visible autour de Bogotá, Medellín, Cali, Barranquilla, Bucaramanga et Cúcuta. On observe d'ailleurs un effet de « gradient de proximité » dans certains cas, comme à Medellín ou Barranquilla (voire Bogotá, où la situation est plus complexe), qui témoigne de la chronologie du processus : les banlieues proches sont apparues en début de période et sont aujourd'hui très peuplées, tandis que les villes plus éloignées sont apparues récemment (1985 ou 1993) et restent modestement peuplées.

La carte 1.7 montre que les apparitions de villes ont été nombreuses dans les zones de production agricole intensive et sur les fronts de colonisation, comme les vallées du Cauca et du Magdalena, le piémont oriental des Andes, ou encore les plaines de l'intérieur de la région Caraïbe. Mais les croissances ne sont rapides que sur le piémont oriental des Andes, dans l'intérieur de l'Urabá et dans la péninsule de la Guajira, c'est-à-dire dans les régions les plus éloignées, en termes de durée de déplacement, des grandes métropoles. La localisation dans le réseau urbain semble donc bien jouer là encore un rôle essentiel dans les trajectoires, à côté de caractéristiques régionales qui rendent possible cette dynamique dans la région Caraïbe. Dans ce dernier cas en effet, les fortes densités rurales, alimentées par une fécondité qui reste plus élevée que dans les campagnes andines et par une modernisation de l'agriculture particulièrement brutale, ont libéré une abondante main-d'œuvre, qui a nourri la croissance d'un grand nombre de petites villes. Il serait sans doute abusif de ne voir dans cette croissance des petites villes qu'une conséquence de la violence et une affaire de « personnes déplacées » (argument pourtant souvent évoqué en Colombie), même si l'impact de la violence a sans doute joué, comme le montrent la plupart des études empiriques sur le sujet¹.

On observe parallèlement des taux de croissance assez faibles dans de nombreuses petites villes de l'intérieur de la région Caraïbe, qui expliquent le retard accumulé sur le long terme par celles-ci. Le même phénomène se reproduit dans la région andine, affectant même parfois les capitales les moins dynamiques, qui n'ont pas résisté à la concurrence des plus grandes, en particulier au cœur du triangle métropolitain Bogotá-Medellín-Cali, d'où n'émergent que Pereira et Ibagué, les deux foyers les plus industrialisés de cette région.

Au total, on constate que le renouvellement du réseau urbain par l'apparition de petites villes entre 1953 et 1993, loin de signifier un mouvement de « contre-urbanisation », pour reprendre

¹ Par exemple Gracia, 1999 : 150-163 et les études qui l'accompagnent (Cubides et Domínguez, 1999), ou encore Pissot et Gouëset, 2002.

un concept qui a fait l'objet d'une vaste controverse en Europe (Cattan *et alii*, 1994 : 149-150), traduit plutôt le renforcement de l'influence des grandes villes, selon un processus de « concentration diluée » (*Ibid.*), fait de périurbanisation et de métropolisation. La croissance très modérée de la plupart des villes petites et moyennes, en dehors des localisations particulières évoquées, en témoigne.

2.3. Les progrès de la primauté urbaine de Bogotá

Le cas de Bogotá, la capitale de la Colombie et sa plus grande métropole, a déjà été largement étudié. L'apparente faiblesse du poids démographique de cette ville dans le système urbain national, et notamment par rapport aux trois villes suivantes, Medellín, Cali et Barranquilla (toutes les trois « millionnaires » depuis 1985), constitue une originalité à l'échelle de l'Amérique latine, où il existe généralement une rupture importante entre la première ville et la seconde, ou, comme en Équateur et au Brésil, entre la seconde et la troisième. Cette originalité colombienne a été analysée dès 1990 par Cuervo, qui a montré notamment que la primauté de Bogotá sur le réseau urbain colombien est tardive et limitée, son avance sur les villes suivantes ayant même décru un bref moment au début du vingtième siècle, lors du décollage industriel, alors que l'accroissement démographique commençait tout juste de s'accélérer.

Tableau 1.5 – Évolution des indicateurs de la primauté urbaine de Bogotá (1938-1993)

	Indice de population totale (a) (%)	Coefficient d'intensité chronologique (b) (%)	Indice de population urbaine (c) (%)	Indice de primauté (d)	Indice des quatre villes (e)
1938	4,09	7,04	12,34	1,47	0,87
1951	6,19	16,22	14,78	1,69	0,78
1964	9,71	27,03	18,28	1,77	0,91
1973	12,52	31,23	21,00	1,97	1,02
1985	14,07	12,89	21,42	2,20	1,11
1993	14,56	6,19	21,16	2,31	1,18

Sources : Flórez, 2000 : 78 et Gouëset, 1998 : 151 (d'après Cuervo, 1990) ; sauf Indice de primauté

(a) IPT = Population de Bogotá / Population totale de Colombie (en %)

(b) CIC = $(IPT_i - IPT_j) / (i - j)$, où i = date finale et j = date initiale

(c) IPU = Population de Bogotá / Population urbaine de Colombie

(d) IP = Population de Bogotá / Population de la deuxième ville (d'après Moriconi-Ébrard, 1993)

(e) IQV = Population de Bogotá / Population des trois villes suivantes

En réalité, si on regarde l'ensemble des indicateurs de la primauté de Bogotá depuis 1938 (tableau 1.5), notamment l'indice de population totale (IPT) et l'indice de population urbaine (IPU), on s'aperçoit que le poids de Bogotá dans la population colombienne, ou même simplement dans la population urbaine, n'a jamais cessé de progresser à partir de cette date. Cette progression de Bogotá, assez lente au départ avec un coefficient d'intensité chronologique (CIC) de 7 % en 1938, s'accélère ensuite pour arriver à son maximum en 1964 (27 %) et surtout 1973 (31 %), avant de décroître rapidement et de revenir en 1993 en dessous du rythme initial (6 %). La périodicité de cette évolution coïncide avec celle de l'intensité des flux migratoires vers la capitale colombienne (section 3). Seul l'indice des quatre villes (IQV), qui mesure le poids de Bogotá par rapport aux trois villes suivantes (Medellín, Cali et Barranquilla), diminue de 9 % entre 1938 et 1951, avant de progresser ensuite de façon constante jusqu'à aujourd'hui. L'inflexion de l'IQV en début de période est surtout liée à la formidable croissance de Cali entre les deux dates, ainsi qu'à la bonne tenue des deux autres villes, dont Medellín, qui était le premier foyer industriel de Colombie lors du premier recensement de ces activités en 1945.

En dépit de ce renforcement tendanciel de la primauté de Bogotá, le cas colombien demeure original. Alors que la croissance urbaine est très rapide, tout au long du XX^e siècle, et que les Colombiens se déplacent en masse vers les plus grandes villes, la concentration de la population dans la première ville est assez modeste, et progresse assez lentement (sauf entre 1951 et 1973). Aujourd'hui encore, Bogotá ne concentre que 14 % de la population colombienne, et 21 % de la population urbaine. La brèche entre la première ville et la seconde reste limitée (Bogotá n'est que 2,3 fois plus peuplé que Medellín), et en dehors de la capitale, la Colombie compte trois métropoles dépassant un million d'habitants ; Bogotá n'étant que 1,2 fois plus peuplé que les trois villes suivantes réunies.

On a proposé le terme de « quadricéphalie urbaine » pour désigner cette figure d'un réseau urbain dominé par quatre métropoles (Gouëset, 1992). Les limites de cette quadricéphalie ont également été montrées (*Ibid.*) : aujourd'hui Bogotá continue de croître plus rapidement que les autres grandes villes colombiennes, et surtout, la primauté économique de Bogotá est sans commune mesure avec son poids démographique, encore assez modéré (section 4).

3. L'IMPORTANCE DES FLUX MIGRATOIRES DANS L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU URBAIN

L'évolution différenciée des éléments du système urbain, en termes de taille et de taux de croissance, s'explique par les caractéristiques des deux facteurs du changement démographique : le mouvement naturel et le solde migratoire. Dans le cas colombien, le premier, globalement favorable à toutes les villes, a peu d'effet discriminant sur la hiérarchie urbaine, tandis que le second est au contraire décisif pour expliquer l'essor des plus grandes villes, à commencer par Bogotá.

3.1. Une structure de la population globalement favorable à la croissance des villes

Il est établi par de nombreuses études démographiques que la structure de la population urbaine, modifiée par l'afflux de populations migrantes tout au long du XX^e siècle, est en grande partie responsable de la croissance rapide des villes colombiennes (Urrutia, 1990 ; Dureau et Flórez, 1996 ; Flórez, 2000). Cet effet repose sur quelques principes simples, qu'on se contentera de citer (nous reviendrons sur cette question au chapitre 2), et qui sont liés à la fois à la composition des flux migratoires et à l'évolution des modes de vie en ville :

- les femmes sont plus nombreuses que les hommes en ville, car les flux d'exode rural ont concerné davantage de femmes que d'hommes (Flórez, 2000 : 70)¹ ;

- avec l'arrivée massive de jeunes adultes migrants, la structure par âge des populations urbaines a été et demeure propice à un accroissement naturel élevé (Flórez, 2000 : 69) ;

- la sur-représentation des femmes en âge de procréer, qui résulte des facteurs précédents, contrebalance la baisse globale de la fécondité en ville et maintient des taux de natalité élevés.

Pour toutes ces raisons, auxquelles il faut ajouter la faiblesse de la mortalité infantile en ville (Flórez, 2000 : 16-18), le croît naturel est resté élevé dans les villes colombiennes pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle, prenant progressivement le pas sur l'apport direct de populations migrantes comme facteur de croissance urbaine : alors qu'entre 1951 et 1964, 37 % de la croissance urbaine était imputable à l'immigration, cette proportion était tombée à 31 % entre 1973 et 1985 (Dureau et Flórez, 1996 : 148).

Toutefois, et en dépit de variations régionales parfois sensibles (taux de fécondité plus élevé dans les petites villes et les villes de

¹ Le rapport de masculinité est faible dans toutes les grandes villes, et assez constant : entre 80 et 90 % dans la plupart des villes de plus de 50 000 habitants (Mesclier, Gouëset *et alii*, 1999 : 76).

la côte Caraïbe par exemple, où les classes d'âge les plus fécondes sont en revanche un peu moins représentées que dans les grandes villes de l'intérieur), le mouvement naturel élevé a profité à l'ensemble des villes colombiennes, et ne semble pas être un facteur important de différenciation de la croissance, contrairement aux migrations.

3.2. D'un exode rural massif orienté vers les plus grandes villes à une diversification des flux et un renforcement de la polarisation vers Bogotá

Les migrations intérieures ont constitué le principal ressort de la croissance urbaine en Colombie durant la seconde moitié du XX^e siècle, à la fois directement, par l'arrivée de populations nouvelles, et indirectement, ces populations provoquant, du fait des caractéristiques démographiques que l'on vient d'évoquer, un fort accroissement naturel. Migrations et croissance urbaine fonctionnent en système, un système articulé à l'échelle nationale, les flux migratoires étant structurés selon un principe hiérarchique assez stable sur le long terme.

À partir des années 1950 se met en place en Colombie un vaste processus d'exode rural. Entre 1964 et 1973, plus de 250 000 personnes ont abandonné chaque année les campagnes pour les villes (Banguero, 1985). Le mouvement s'est intensifié au début des années 1970, le taux annuel de migration atteignant alors 2,2 %. Les causes de cet exode rural, qui ont été bien étudiées en Colombie (Flórez, 2000 : 67), sont du même ordre que dans beaucoup de pays d'Amérique latine au même moment : expulsion de populations des campagnes sous l'effet d'un surpeuplement relatif dû à la transition démographique et à la modernisation de l'agriculture, attraction des villes alors en plein essor, qui offraient des avantages sociaux et économiques de plus en plus évidents par rapport aux zones rurales. La *Violencia*, période de guerre civile qui a secoué la Colombie entre 1948 et 1953 (et ensuite de façon plus sporadique), a sans doute amplifié le mouvement, sans toutefois le déclencher ni en être le moteur principal (Gouëset, 1992 : 57 ; Flórez, 2000 : 67), contrairement à ce qui est parfois avancé en Colombie.

Entre 1951 et 1973, l'exode rural était largement polarisé vers les plus grandes villes du pays et s'exerçait au sein de bassins migratoires en expansion, mais qui restaient relativement cloisonnés (Gouëset, 1992 : 57-58). Ce sont surtout les capitales des départements les plus peuplés qui en ont profité, et en particulier les quatre principales métropoles qui ont drainé la population de leur hinterland rural et de leur zone d'influence régionale (*Ibid.*). Entre 1964 et 1973, Bogotá, Medellín, Cali et Barranquilla ont absorbé 40 % du total des flux migratoires du pays (Rueda, 1979). Le taux annuel moyen de migration nette de

ces villes était élevé, encore plus à Bogotá (2,7 %) qu'à Medellín et à Cali (respectivement 2,1 % et 2,0 %) et surtout qu'à Barranquilla (Flórez *et alii*, 1987).

À partir de 1973, la migration des campagnes vers les plus grandes villes a diminué, de même que l'apport de la migration à leur croissance démographique, tandis que de nouveaux pôles attractifs émergeaient, parmi les villes intermédiaires (inférieures à 250 000 habitants), atteignant des taux annuels de migration nette supérieurs à 4 % entre 1973 et 1985. Ces villes, peu nombreuses (et repérables sur la carte 1.5), correspondent à des catégories particulières, déjà évoquées au début de ce chapitre et décrites par Rubiano (1992) et Gouëset (1996) : villes frontalières ou portuaires, villes situées au cœur de zones d'intensification agricole (régions caféières, fronts de colonisation agricole), villes pétrolières ou minières.

À mesure que la Colombie s'urbanisait, les migrations entre villes ont pris progressivement le pas sur les flux d'origine rurale. Les années 1970 et 1980 ont été marquées par une diversification des directions de la migration, tandis qu'une plus grande complexité des trajectoires migratoires s'amorçait progressivement. À côté de l'émigration rurale de courte distance, des migrations d'origine urbaine de moyenne et longue distance commençaient à se développer. L'ensemble des mouvements fonctionnait en accord avec le modèle classique de sélectivité de la migration, qui postule que la migration de longue distance est plus qualifiée que celle de courte distance. Diversification des directions de la migration et diversification des caractéristiques de la population migrante vont de pair.

Le recensement de 1993 témoigne de cette modification importante du système migratoire colombien, à la fois dans l'intensité et dans les directions de la migration (Martínez et Rincón, 1997 : 253). L'attraction de Bogotá continue de s'exercer fortement sur les départements voisins (Boyacá et Cundinamarca fournissent 36 % de l'immigration entre 1988 et 1993), mais commence aussi à s'exercer de manière significative en dehors de son bassin migratoire traditionnel, sur des régions densément peuplées, et notamment dans les grandes villes. Bogotá s'affirme comme un « pivot du système territorial colombien » (Jaramillo, 1998 : 117), qui polarise de plus en plus les migrations inter-urbaines nationales. Déjà entre 1980 et 1985, la moitié des migrants arrivés à Bogotá provenaient d'une autre capitale de département, puis entre 1988 et 1993, Bogotá a drainé le quart des migrations inter-départementales du pays (Martínez et Rincón, 1997 : 254). Parallèlement à ce renforcement de l'attraction de Bogotá, les mouvements migratoires continuent de se diversifier. C'est le cas par exemple des mouvements depuis le Meta en direction du Casanare, ou de la forte migration du Cauca, et dans une moindre mesure du Nariño vers le département du Valle del

Cauca. Martínez et Rincón n'hésitent pas à parler d'une « tendance à la déconcentration de la migration » (1997 : 253), qui paradoxalement renforce le poids de Bogotá, seule grande ville bénéficiant à la fois d'un maintien des migrations de proximité et d'une attractivité croissante sur des flux d'origine plus urbaine et plus lointaine.

Ces modifications récentes ont eu pour effet de relativiser la segmentation du territoire colombien en bassins migratoires autrefois relativement étanches, au moins jusqu'en 1973 (Jaramillo, 1998), sans remettre en cause leur configuration générale, qui apparaît encore clairement sur la carte 1.8.

3.3. Les flux migratoires vers les métropoles

La carte 1.8, élaborée à partir des lieux d'origine de la migration (en indiquant, pour quatre agglomérations, le municipe de naissance de la population résidente en 1993), et la carte 1.9, élaborée au contraire d'après les lieux de destination de la migration (classification des municipes colombiens selon le lieu de résidence en 1993 des personnes ayant émigré de leur municipe de naissance), confirment les tendances que nous venons d'évoquer. Élaborées à partir des lieux de naissance des migrants, en faisant abstraction des étapes migratoires jusqu'en 1993, ces cartes ont l'avantage de nous présenter une perspective de long terme. Les quatre métropoles concentrent en 1993 le tiers du volume total de la population colombienne ayant quitté son lieu de naissance (soit un peu moins qu'entre 1964 et 1973), et Bogotá 19 % à lui seul.

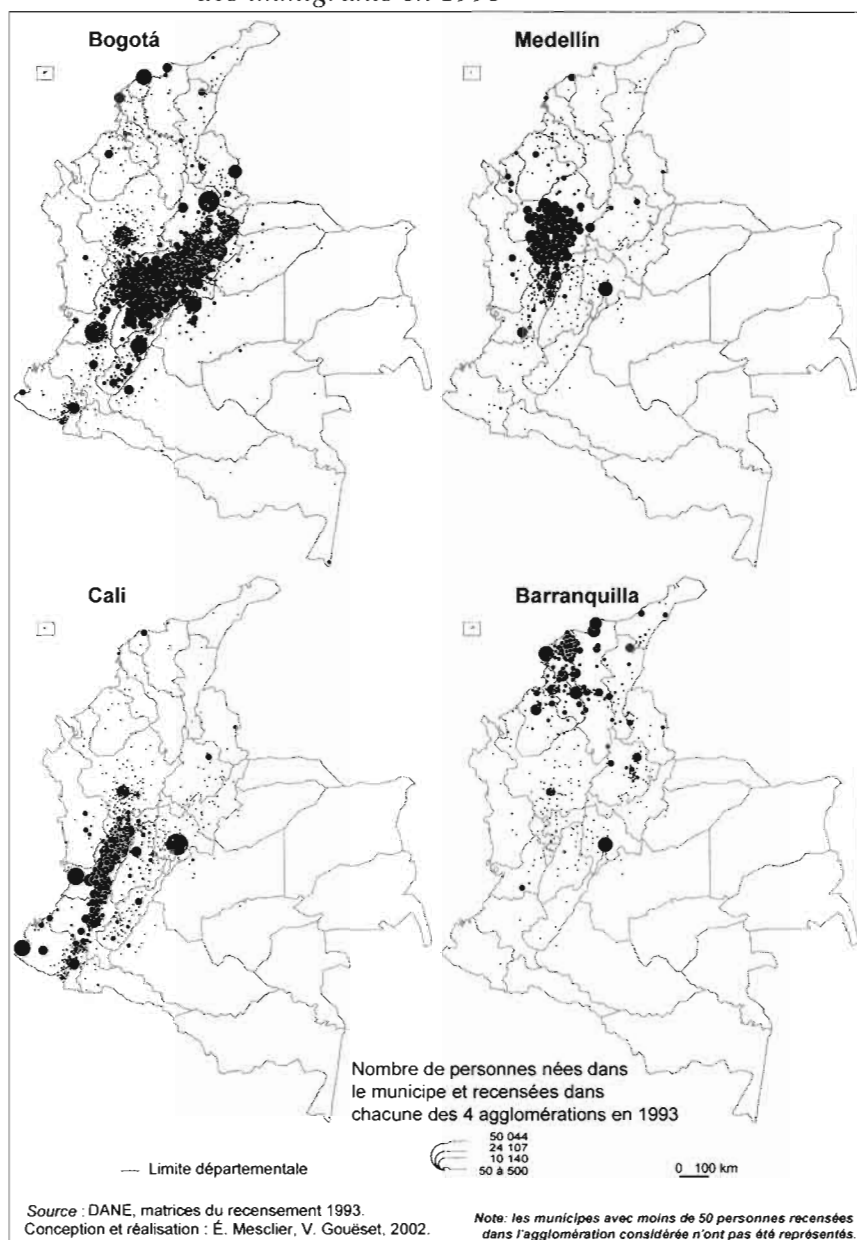
Les bassins migratoires des quatre métropoles se dessinent très distinctement sur les deux cartes :

- un bassin surtout limité au département d'Antioquia pour Medellín, mais très exclusif dans ce département, par ailleurs très peuplé au départ (carte 1.2) ;

- un bassin plus étendu et plus diffus à Cali, d'où émerge cependant un axe prépondérant qui commence dans la zone caféière du Vieux Caldas au nord (une zone multipolarisée, partagée entre l'attraction de ses propres capitales départementales et celle des trois métropoles), longe les vallées moyenne et supérieure du cours du Cauca (où l'attraction de Cali est exclusive), puis s'achève dans la grande vallée interandine du Nariño au sud. De même, l'influence de Cali est dominante sur tout le littoral Pacifique compris entre la frontière équatorienne et le sud du Chocó, ce qui représente des effectifs de migrants très importants, en particulier dans les flux récents (chapitre 2) ;

- un bassin assez large mais plus éclaté pour Barranquilla, du Córdoba à la Guajira, qui ne semble exclusif que dans le département même de l'Atlántico et à proximité immédiate (dans le Magdalena et le Bolívar), l'attraction de la métropole Caraïbe se

Carte 1.8 – Bassins migratoires de Bogotá, Medellín, Cali, Barranquilla, par municipe de naissance des immigrants en 1993



Carte 1.9 – *Classification des municipes selon le lieu de résidence en 1993 des émigrants*

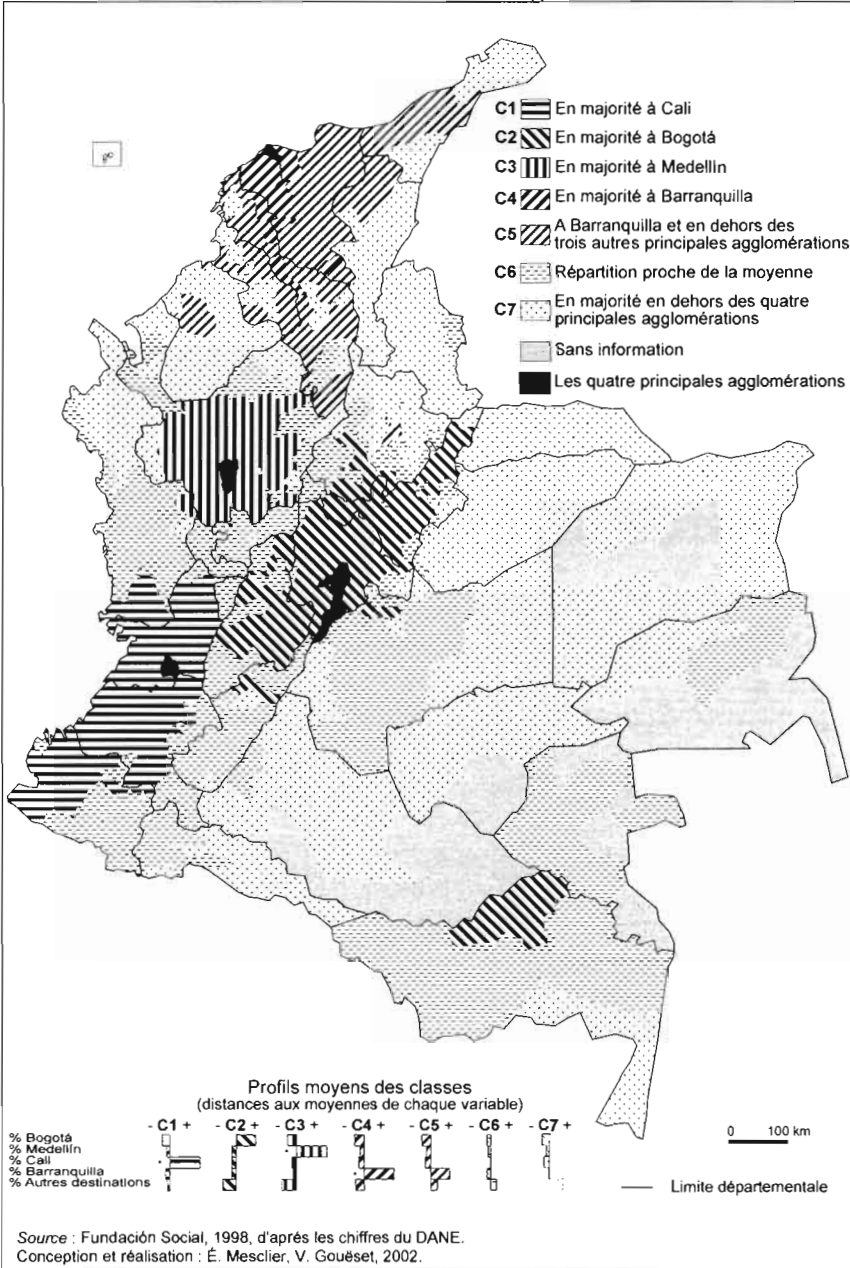


Tableau 1.6 – La dynamique migratoire des dix premières agglomérations de Colombie en 1993

	Populations migrante sur la durée de la vie					Population migrante sur les 5 dernières années (1988-1993)		
	Population résidente en 1993	Natifs (nés dans le municipe)	Émigrants (nés dans le municipe et n'y résidant plus en 1993)	Immigrants (nés hors du municipe mais y résidant en 1993)	Nombre net de migrants (en % de la population résidente en 1993)	Émigrants	Immigrants	Nombre net de migrants(en % de la popu. résidente moyenne entre 1988 et 1993)
Municipes au centre des agglomérations								
BOGOTÁ	4 922 825	2 715 754	443 889	2 207 071	36 %	318 016	658 856	7,7 %
CALI	1 661 433	883 098	190 805	778 335	35 %	107 887	275 439	11,1 %
MEDELLÍN	1 620 915	923 144	361 941	697 771	21 %	168 882	199 333	2,1 %
BARRANQUILLA	989 907	610 541	205 570	379 366	18 %	122 134	135 911	1,5 %
CARTAGENA	651 493	416 082	82 601	235 411	23 %	40 300	94 216	9,3 %
CÚCUTA	479 079	258 445	74 147	220 634	31 %	43 567	74 354	7,3 %
BUCARAMANGA	406 695	221 872	201 922	184 823	-4 %	86 109	70 049	-4,4 %
IBAGUÉ	362 649	198 847	120 899	163 802	12 %	43 950	60 159	5,0 %
PEREIRA	349 353	180 376	126 212	168 977	12 %	49 493	61 904	3,9 %
MANIZALES	323 774	193 055	115 183	130 719	5 %	36 432	42 813	2,2 %
Sous-Total	11 768 123	6 601 214	1 923 169	5 166 909	28 %	1 016 770	1 673 034	6,0 %
Chefs-lieux les plus dynamiques*								
SOACHA (banlieue de Bogotá)	230 232	70 195	13 466	160 037	64 %	7 015	67 881	30,0 %
ITAGÜÍ (banlieue de Medellín)	179 537	63 678	39 579	115 859	42 %	15 496	39 673	14,9 %
BELLO (banlieue de Medellín)	260 664	83 163	27 389	177 501	58 %	22 152	55 653	14,3 %
ENVIGADO (banlieue de Medellín)	114 973	34 793	18 824	80 180	53 %	11 226	25 567	13,6 %
SOLEDAD (banlieue de Barranquilla)	238 031	104 990	18 524	133 041	48 %	8 713	58 876	23,7 %
FLORIDABLANCA (banlieue de Bu/manga)	192 549	60 541	6 902	132 008	65 %	5 776	49 183	25,3 %
DOS QUEBRADAS (banlieue de Pereira)	139 774	34 621	3 672	105 153	73 %	5 545	39 107	26,9 %
Sous-Total	1 355 760	451 981	128 356	903 779	57 %	75 923	335 940	21,0 %

Source : DANE, recensement ajusté de 1993. Calculs Barbary 2002.

* Chefs-lieux de municipes à plus forte croissance démographique entre 1985 et 1993 dans la catégorie de 100 000 à 300 000 habitants.

heurtant très vite à la concurrence des autres capitales de la côte à l'ouest comme à l'est ;

– enfin un très large bassin pour Bogotá, qui couvre l'intégralité des départements du Boyacá et du Cundinamarca, très peuplés au départ (carte 1.2), et empiète largement sur tous les autres départements périphériques : Tolima et sud du Santander surtout, mais aussi Caldas, Huila, Meta...

L'attraction des quatre métropoles diminue quand on s'en éloigne, ce qui est logique, mais rares sont les régions qui lui échappent (catégorie 7 de la carte 1.9). Ces espaces, où l'émigration vers les plus grandes villes n'est jamais totalement absente, correspondent soit à des espaces polarisés par leurs propres capitales départementales (Córdoba, César, Nord Santander, partie du Santander), soit à des espaces périphériques largement tournés vers les fronts de colonisation (Nord Chocó et toute la moitié orientale de la Colombie).

La carte 1.8 permet également d'apprécier l'apparition des flux interurbains d'origine plus lointaine, qui sont progressivement en train de prendre le pas sur les bassins migratoires traditionnels, plus proches et plus ruraux. Pour chacune des quatre métropoles, on observe un apport migratoire important depuis les autres villes. Seul Bogotá est en mesure de drainer l'ensemble des villes de Colombie : l'observation graphique nous confirme les constatations déjà faites par Martínez et Rincón (1997) et Jaramillo (1998).

On a vu que les migrations intérieures de la Colombie ont été polarisées en priorité, depuis les années 1950, par les plus grandes villes. Le tableau 1.6 nous permet de voir le poids de ces flux d'immigration dans la population totale des agglomérations de plus de 300 000 habitants en 1993. Le solde migratoire sur la durée de vie¹ représente 28 % en moyenne de la population des villes-centres, et 57 % de la population des municipes périphériques à forte croissance². Bogotá et Cali se singularisent comme des villes de migrants, avec un solde migratoire qui représente plus du tiers de la population totale ; résultat qui doit toutefois être nuancé par la modestie de leurs banlieues (inexistante à Cali et représentant moins de 5 % de la population totale à Bogotá), alors que ces mêmes banlieues captent au contraire la plus grande partie de la population immigrante dans les autres métropoles. Le cas extrême est celui de Bucaramanga, dont le solde migratoire est négatif, ce qui peut s'expliquer à la fois par l'ampleur de l'émigration vers Bogotá (visible sur la carte 1.8) et par les déplacements de la population vers les municipes périphériques, comme

¹ Voir définitions en annexe 3 à la fin de l'ouvrage.

² Sous-total portant sur les sept villes à plus forte croissance entre 1985 et 1993 parmi les chefs-lieux compris entre 100 000 et 300 000 habitants. Il s'agit uniquement de municipes de banlieue des grandes agglomérations.

Floridablanca, dont le solde migratoire équivaut aux deux tiers de la population totale. On retrouve une situation analogue, quoique moins spectaculaire, à Pereira, Medellín ou encore Barranquilla, ce qui montre que dans la plupart des grandes villes colombiennes (sauf à Cali), l'expansion urbaine a désormais franchi les limites administratives de la ville-centre (chapitre 3).

Les chiffres portant sur la période la plus récente (1988-1993) confirment que les flux migratoires ont perdu de leur importance relative aux cours des dernières années, dans des villes qui apparaissent de moins en moins comme des « villes de migrants », surtout au centre des agglomérations. Le solde migratoire 1988-1993 ne représente plus que 6 % de la population des villes-centres, et encore 21 % de celle des périphéries en forte croissance. Parmi ces villes périphériques, Soacha se distingue par une forte participation du solde migratoire dans sa population (30 %). Soacha est non seulement un lieu de réception de l'immigration de longue distance qui se dirige vers Bogotá, au même titre que les arrondissements périphériques de la capitale, mais aussi une alternative résidentielle à courte distance pour des ménages qui résident déjà à Bogotá, apparaissant ainsi comme un « quartier de Bogotá » comme les autres (Dureau, Hoyos et Flórez, 1994 ; voir aussi chapitre 3).

4. LE DÉCALAGE ENTRE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CROISSANCE URBAINE

Les développements précédents ont porté sur les ressorts purement démographiques de la dynamique urbaine en Colombie. Ils ont montré que la croissance des villes obéit à des règles qu'on peut déduire de la simple observation du réseau urbain (effets de taille, de hiérarchie, de situation, de proximité des métropoles...), et de l'étude des dynamiques migratoires, qui exercent une influence sur l'accroissement naturel des populations urbaines. Il est bien sûr légitime de se demander si le système des villes colombiennes n'est pas également sensible à la conjoncture économique, et plus précisément à la localisation de l'appareil productif colombien et à son évolution.

4.1. Concepts en jeu et difficultés méthodologiques

Les études d'analyse spatiale posent régulièrement la question de l'existence d'un lien entre les cycles de croissance démographique des villes et les phases de développement économique (Guérin-Pace, 1993 : 89-110 ; Pumain et Saint-Julien, 1996 : 247-256 ; etc.), en s'appuyant sur des hypothèses et des références théoriques (modèle de Marchetti et travaux de Sanders notamment) qui mettent en avant le parallèle qu'on peut établir sur

le long terme dans de nombreux pays industrialisés entre la croissance puis la stabilisation voire le déclin de certaines villes et la succession de cycles économiques précis (villes du charbon, du textile, ports...), ou encore, dans un autre registre, entre les phases de croissance et les cycles d'innovation économique.

Différents auteurs ayant comparé de façon empirique l'évolution des villes et de l'appareil productif en Colombie ont posé régulièrement cette question depuis les années 1980¹ ; en s'inscrivant il est vrai dans le cadre d'autres paradigmes interprétatifs que l'analyse spatiale, comme l'École de la dépendance, qui établit un lien entre les cycles de développement du capitalisme périphérique et le processus d'urbanisation, ou plus récemment les théories sur la mondialisation de l'économie...

En réalité, toutes ces approches se heurtent au même écueil statistique. Les données économiques qui permettraient d'étudier sur le long terme et sur l'ensemble du réseau urbain le lien qui peut exister entre la taille des villes et leur dynamisme économique – même en se limitant à la période 1951-1993 et aux 164 unités urbaines de plus de 15 000 habitants – sont trop peu nombreuses, en général incomplètes, et pas toujours fiables ; qu'il s'agisse d'indicateurs prenant en compte les volumes et la structure de la main-d'œuvre, la production industrielle, les services financiers, l'enseignement supérieur ou encore les autres activités de service.

Malgré ces limitations, il est possible d'établir quelques conclusions générales sur la distribution des activités économiques en Colombie, et donc de proposer quelques réflexions sur leur lien avec les dynamiques urbaines observées.

4.2. Une activité productive très concentrée, dont les effets sur la dynamique urbaine sont complexes

La plupart des études menées sur le système productif colombien portent sur des échantillons de villes plus limités que les 164 unités urbaines définies dans ce chapitre² et elles sont surtout centrées sur l'industrie, pour des raisons à la fois conceptuelles et méthodologiques, ce qui introduit un biais auquel il est difficile d'échapper ensuite lorsqu'on s'intéresse à la localisation des activités économiques dans leur ensemble. Ces études ont néanmoins mis en évidence le caractère très concentré de la structure productive en Colombie, en particulier en ce qui concerne l'industrie, le commerce international, et même les activités agro-exportatrices ou minières. Les différents cycles de développement économique qui se sont succédés depuis le milieu

¹Notamment : Jiménez et Sideri (1985), Jaramillo et Cuervo (1987 : 47-159 et 189-253), Jaramillo et Cuervo (1993), DNP (1993 : 63-124), Cuervo et González (1997), Fundación Social (1998).

² 39 unités urbaines observées entre 1938 et 1973 par Jaramillo et Cuervo en 1987, puis seulement 22 jusqu'en 1991 par Cuervo et González en 1997.

du XX^e siècle n'ont pas remis en cause cette concentration : industrialisation par substitution aux importations à partir des années 1940, puis par transfert de technologies étrangères à partir des années 1960 ; crise consécutive au choc pétrolier et récupération sélective de l'industrie à partir des années 1970 ; essor des services supérieurs dans les grandes villes dans les années 1980 ; mondialisation de l'économie dans les années 1990, avec une levée des barrières douanières et une ouverture aux investissements étrangers ; grave récession à la fin des années 1990.

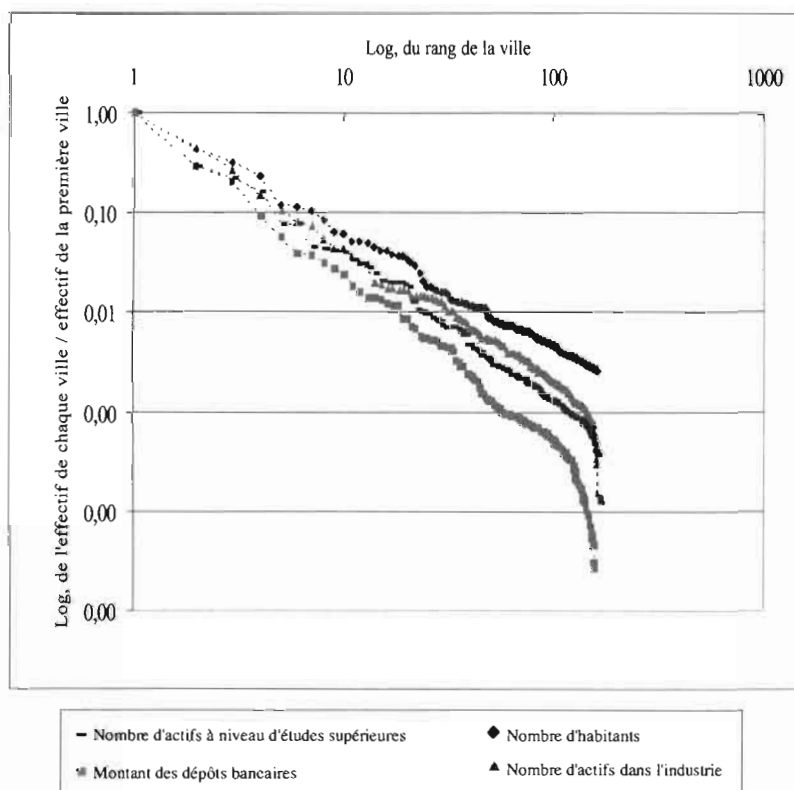
Avant le décollage de l'industrie colombienne, les foyers de production agro-industrielle et minière, principaux moteurs de l'économie nationale, étaient pourtant répartis en différents points du territoire national. Par la suite les industries se sont développées simultanément dans plusieurs villes, en raison notamment de la segmentation du marché intérieur colombien, qui ne s'est unifié que tardivement (années 1970, voire 1980). L'impact de cette relative dispersion des activités productives sur le développement de plusieurs grandes villes, et sur la primauté modérée de Bogotá semble un fait établi.

Néanmoins le degré de concentration des activités économiques est bien supérieur à celui de la population, comme l'indique clairement le graphique 1.2. En ce qui concerne l'industrie, il est confirmé que le pouvoir d'attraction des villes est globalement proportionnel à leur taille (avec d'ailleurs une sur-représentation de la seconde ville, Medellín, qui était le premier foyer industriel de Colombie au milieu du XX^e siècle), mais le décalage existant avec les plus grandes villes s'accroît rapidement quand on descend dans la hiérarchie urbaine, surtout vers le quinzième rang et au-delà. Comme l'ont fait remarquer de nombreux auteurs colombiens (notamment Cuervo et González, 1997), il n'existe qu'un nombre limité de pôles de développement industriel diversifiés en Colombie ; en dehors de ces pôles on ne trouve que des « enclaves » dont le caractère durable n'est pas garanti, ou des foyers industriels mineurs.

L'influence de l'industrie sur la croissance urbaine semble clairement établie pour les foyers industriels les plus petits (comme Duitama, Sogamoso ou Barrancabermeja), dont la croissance rapide est en décalage (voire à contre courant) avec l'évolution de la plupart des villes proches de taille équivalente (cartes 1.5 et 1.6). À l'inverse les capitales les moins industrialisées (comme Tunja, Popayán ou Pasto), ou celles qui ont été durement touchées par la crise (comme Manizales, Armenia ou Palmira) accusent un retard de croissance sur l'ensemble de la période. Mais il est difficile d'aller au-delà de ces constatations assez générales, car l'essentiel de l'appareil industriel s'est concentré, tout au long du demi-siècle considéré, dans les plus grandes villes, où ont eu lieu les cycles d'innovation et les crises

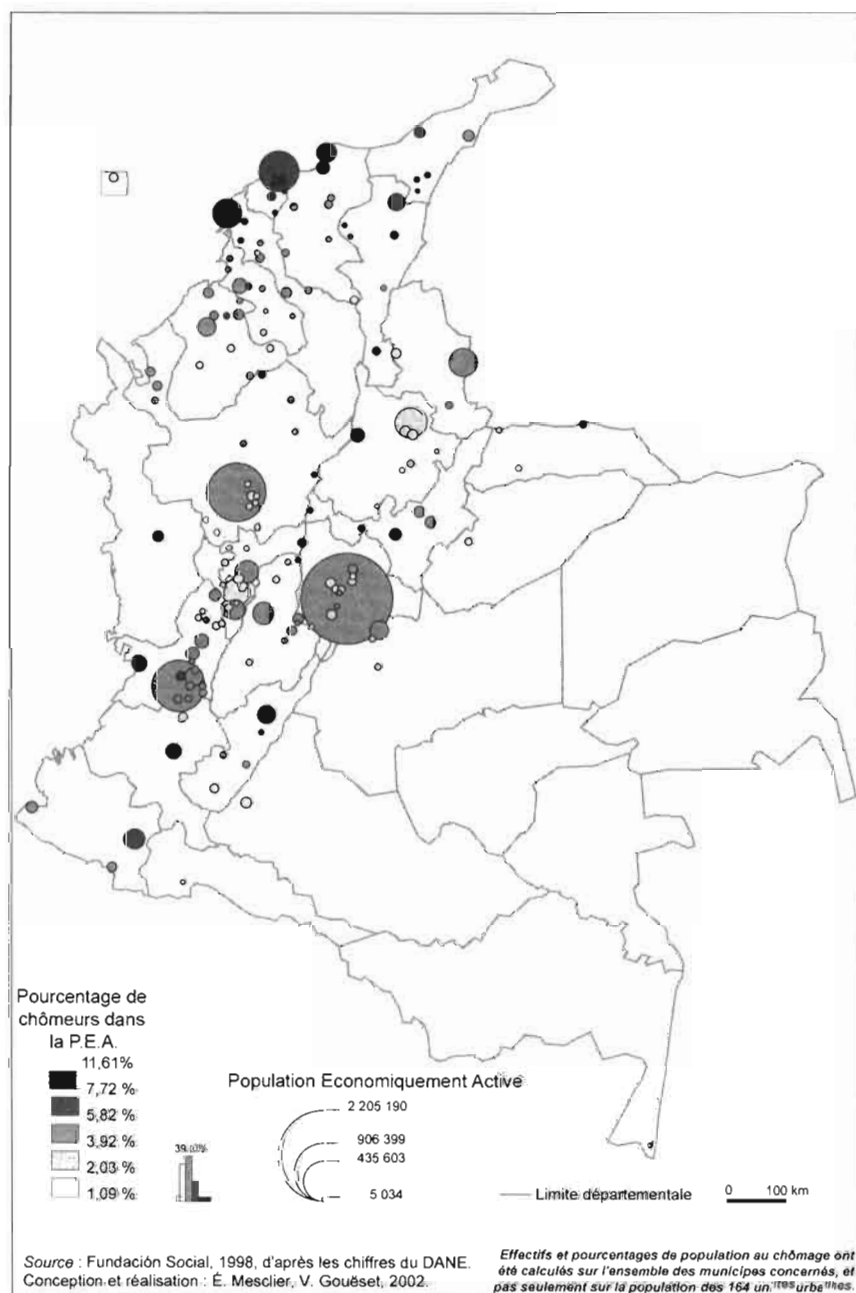
majeures, sans que le rythme de leurs taux de croissance en paraisse affecté.

Graphique 1.2 – *Distribution rang-taille des villes colombiennes selon différents indicateurs démographiques et économiques en 1993*



Quant aux services supérieurs, ils sont par définition concentrés dans les centres urbains les plus importants, comme le confirme, sur le graphique 1.2, la courbe de la main-d'œuvre hautement qualifiée – la disponibilité de main-d'œuvre de haut niveau étant un facteur décisif pour la localisation d'industries et de services de pointe –. La courbe des dépôts bancaires est la plus fortement hiérarchisée, Bogotá représentant plus de la moitié du total national (Mesclier, Gouëset *et alii*, 1999 : 104). Les services financiers et les capitaux disponibles à l'investissement sont concentrés dans la capitale et dans un nombre limité de grandes villes en Colombie. Les crises financières, comme celle qui a secoué l'Amérique latine à la fin des années 90, ou les ralentissements de l'activité dans les secteurs de pointe, ont des conséquences démographiques très difficiles à évaluer. Il est probable que, en Colombie comme dans le reste de la région, ces crises contribuent à l'accélération du départ des personnes et des

Carte 1.10 – Volume et taux de chômage dans les villes en 1993



capitaux vers l'étranger, États-Unis en particulier, mais il n'est même pas sûr que cet exode ait un effet significatif de ralentissement de la concentration démographique dans les villes du sommet de la hiérarchie urbaine.

Autre indicateur de l'état de l'activité économique, le nombre et le taux de chômeurs dans la population active en 1993¹ (carte 1.10) semble confirmer, même si l'on ne dispose pas de chiffres plus anciens pour suivre le phénomène dans la durée, l'idée d'un relative déconnexion entre la conjoncture économique et la dynamique du réseau urbain. Cette carte illustre en effet assez bien le « décrochage économique » dont pâtissaient les villes de la région Caraïbe au début des années 1990. Ce décrochage régional, qui est en réalité plus ancien, affecte aussi les capitales peu industrialisées du sud de la région andine et certaines villes dépendant trop exclusivement d'un seul type d'activité, comme les foyers industriels du Boyacá, le pôle pétrochimique de Barrancabermeja, le port de Buenaventura...

Les villes du triangle métropolitain au contraire se caractérisent par un volume et un taux de chômage assez bas (la hiérarchie des villes selon le nombre de chômeurs s'apparente de ce point de vue davantage à l'état du réseau urbain en 1951 qu'à celui de 1993 sur la carte 1.4), ce qui confirme la vitalité économique de la partie centrale des Andes. Néanmoins, en comparant cette carte du chômage avec celle des taux de croissance (carte 1.5), voire même avec celle des trajectoires de croissance (carte 1.6), on peut observer que les difficultés économiques altèrent peu la croissance démographique des villes. À l'inverse certaines régions urbaines en perte de dynamisme démographique (comme la région caféière du Vieux Caldas ou le Valle du Cauca) ne semblent pas particulièrement affectées, comparativement aux autres, par le problème du chômage.

En résumé, il est certes indéniable que le développement économique demeure, sur le long terme, un moteur essentiel de la croissance démographique des villes, mais dans le détail et à plus court terme, l'observation de la dynamique du réseau urbain colombien nous enseigne que cette relation est loin d'être constante.

5. CONCLUSION

Cette étude a permis de dégager quelques tendances fortes de la dynamique du réseau urbain colombien entre 1951 et 1993. On a notamment pu confirmer son caractère systémique, avec par

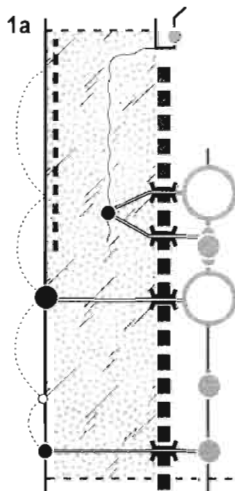
¹ Il s'agit d'un indicateur certes indirect et insuffisant de la conjoncture économique –laquelle d'ailleurs s'est considérablement dégradée depuis cette date– mais qui permet de prendre en compte la totalité des villes.

Graphiques 1.3-1 à 1.3-4 – Réseaux urbains régionaux : $\square$ une représentation modélisée

L'hétérogénéité physique et le cloisonnement relatif du territoire national, la spécificité des trajectoires historiques des sous-ensembles socio-spatiaux qui le composent expliquent, pour partie, la différenciation observée dans la configuration des réseaux urbains régionaux et dans la structuration induite de l'espace. Les modèles graphiques (chorèmes) ci-après visent à souligner les caractéristiques majeures de ces différents dispositifs urbains, sans exhaustivité.

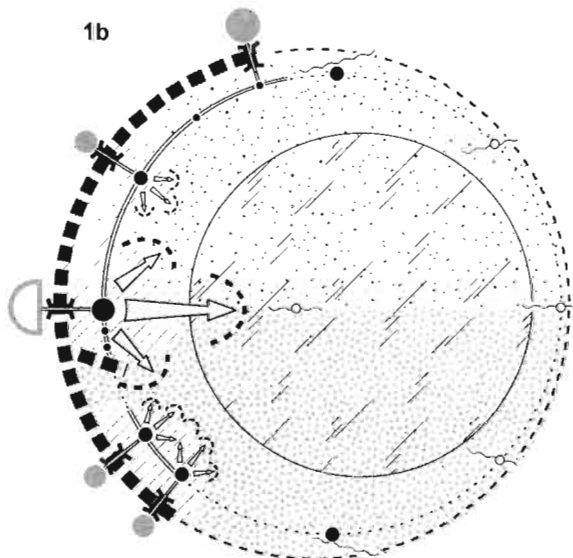
1.3-1 – Réseaux urbains linéaires des périphéries sous-peuplées

Versants forestiers externes, piémonts et plaines de la Colombie orientale (650 000 km²) et de la façade pacifique (65 000 km²) couvrent près des 2/3 du territoire national et ne comptent guère plus de 5% de la population du pays. Etablis sur les marges de ces vastes espaces périphériques et faiblement hiérarchisés, les réseaux se structurent ici linéairement en lieux de villes en situation d'interface (piémont, frontière internationale, littoral).



Pour la côte Pacifique (1a), les principales villes-ports alignées sur la moitié méridionale du littoral sont moins reliées entre elles (cabotage) qu'aux grands centres de l'intérieur dont elles sont les ouvertures maritimes. La vallée longitudinale de l'Atrato, au nord, a fixé la seule ville en position centrale.

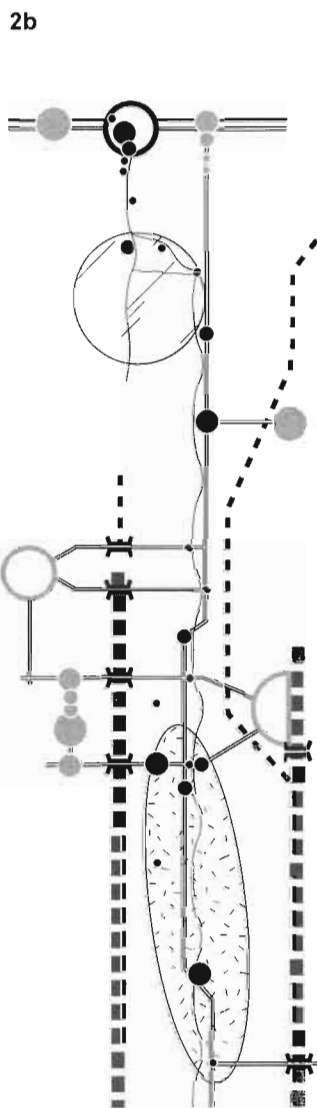
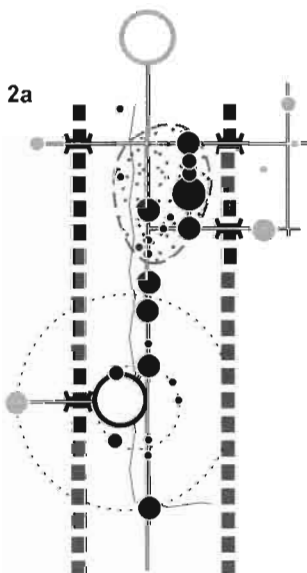
Voir "légende commune" à la suite du chorème 4



Pour l'ensemble oriental (1b), le réseau urbain dessine une orbite de "gravitation" autour d'un immense espace central aux très basses densités de peuplement. Taille et répartition des lieux centraux, degré d'intercommunication, densités locales de peuplement induisent une nette dissymétrie entre la moitié ouest du réseau, avec ses villes de piémont de colonisation liées aux grands centres de l'intérieur, et la moitié est, avec ses centres administratifs et stratégiques (frontaliers et riverains des grands fleuves), isolés les uns des autres et de petite taille (moins de 5 000 hab. sauf Arauca au nord et Leticia au sud).

1.3-2 – Hétérogénéité et paradoxes du maillage urbain des grandes vallées

Entre seuil de Popayán et plateaux de l'Antioquia, le fossé du Cauca (2a) offre le maillage urbain le plus dense de toute la Colombie. Dissymétries et inégalités de répartition des centres, alignements orientés par les contraintes physiques (versants, fleuve) et dispositions orbitales se combinent en une structuration originale et différenciée de l'espace, ici très densément peuplé. Au sud, le vieil espace colonial de la canne à sucre et de l'élevage est polarisé par l'aire métropolitaine de Cali (1 700 000 hab.), sur la rive gauche du Cauca, avec une orbite de centres proches (370 000 hab.) surtout en rive droite ; des centres plus éloignés et plus autonomes (600 000 hab.) forment une deuxième orbite. Au nord, le secteur du "vieux Caldas" (colonisation antioquienne, 1880-1920) où s'épanouit l'économie cafetière est structuré en une véritable région de villes proches, trois moyennes (1 050 000 hab.) et une dizaine de petites (500 000 hab.) sur 1800 km².

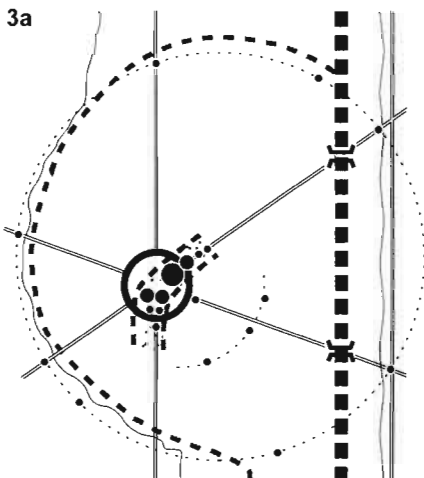


Pas de véritable système de villes mais une succession de sous-ensembles peu articulés sinon cloisonnés dans la vallée du Magdalena (2b), ancien axe majeur de pénétration du territoire. Au sud, le haut bassin, avec ses fortes densités rurales, polarisé par deux villes moyennes. Au centre, le Magdalena moyen et son chapelet de centres modestes (anciens points de rupture de charge entre navigation fluviale et communications terrestres) sauf Barrancabermeja, ville pétrolière. En aval, aucun franchissement terrestre possible du fleuve sur plus de 500 km entre Puerto Berrio et Barranquilla ; la vaste dépression de Mompos isole à la fois les espaces d'amont et le littoral, ceux de l'est et de l'ouest. Au débouché du fleuve, l'aire métropolitaine de Barranquilla (1 300 000 hab.) compte plus de population que la vingtaine de villes inégalement réparties le long des 1000 km de la vallée.

1.3-3 – Métropoles et polarisations contrastées

Les hautes terres de l'Antioquia et celles du Cundinamarca/sud Boyaca, avec leurs marges chaudes proches (vallées ou piémonts) rassemblent plus du tiers des Colombiens sur deux espaces d'une centaine de km de rayon, respectivement polarisés par Medellín et Bogotá.

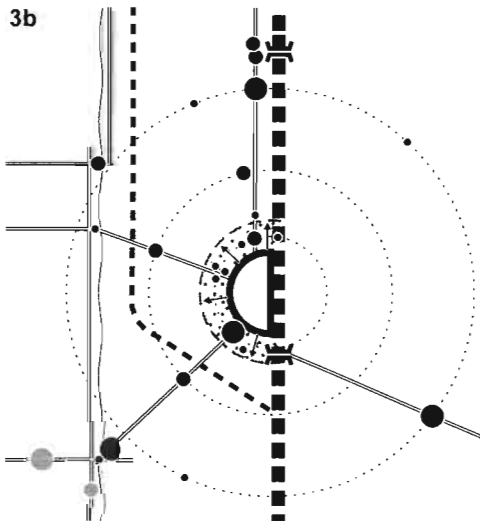
3a



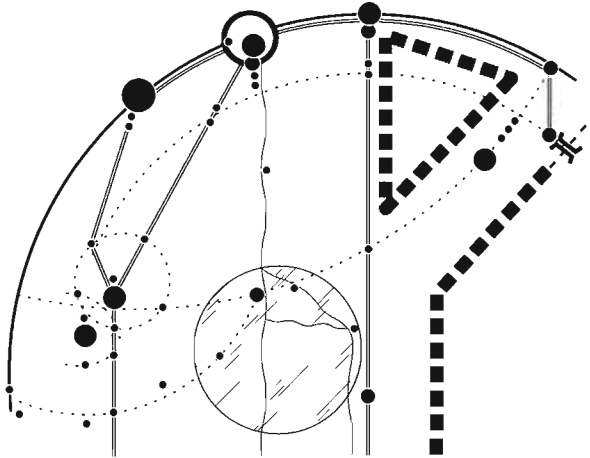
(3a) Décentrée, à la tête d'une étoile viaire, l'aire métropolitaine de Medellín (11 municipes ; 2 300 000 hab.), coulée dans l'étroite vallée d'Aburrá, domine sans partage un quasi "désert urbain" à l'exception d'un arc de petites villes au sud est (foyer initial de la colonisation antioquienne) et d'une orbite de petits centres périphériques (au total, 11 centres et moins de 10% du poids démographique de l'aire métropolitaine).

(3b) Adossée à la cordillère, le district de Bogotá (5 000 000 hab.) polarise une région profondément différenciée et dissymétrique (vieux foyer de peuplement des Sabanas et des versants du Magdalena à l'ouest, fronts pionniers de colonisation récente du piémont oriental). En périphérie immédiate du district, le processus de métropolisation s'étend en un demi-anneau avec périurbanisation et incorporation des centres urbains (400 000 hab.) d'une première (demi) orbite de gravitation. En limite ou aux portes des Sabanas, des petits centres de poids équivalent (200 000 hab.) dessinent une deuxième (demi) orbite de gravitation. Une troisième orbite réunit un dernier groupe de villes (700 000 hab.), plus complexe et hétérogène. Au delà, le rôle polarisant de Bogotá s'exerce à l'échelle nationale.

3b



1.3-4 – L'urbanisation différenciée de la côte Atlantique



Le modèle contrasté et diffus d'urbanisation de la région Atlantique tire sa spécificité de l'existence d'une première opposition entre la frange littorale dominée par un triplet urbain majeur, en position centrale sur la côte caraïbe, et l'intérieur avec un réseau de villes petites et moyennes. De part et d'autre de l'obstacle du Magdalena, la plaine occidentale s'oppose par ailleurs à la partie orientale cloisonnée par la Sierra Nevada.

Le triplet urbain majeur (2 300 000 hab.) polarise l'ensemble régional. A la charnière littoral/intérieur côtier, un premier lieu de villes réunit de petits centres liés aux principaux axes de communication. A 150-200 km de la métropole de Barranquilla, les villes moyennes dessinent une ample orbite de gravitation, de Riohacha au binôme Sincelejo-Montería. A l'est du Magdalena, le dispositif linéaire des villes est lié au cloisonnement ; à l'ouest, les fortes densités des pays du Sinú s'accompagnent d'un maillage de l'espace par un réseau de petits centres gravitant autour du doublet Sincelejo-Montería (600 000 hab. avec la dizaine de centres proches).

Légende commune

Legende commune

Villes du système extérieures au système  > 1 000 000  400 000 - 700 000  100 000 - 300 000  50 000 - 100 000  15 000 - 50 000  < 15 000	 Frontière internationale  Littoral  Axe montagneux  Fleuve  Synapse  Route  Cabotage (côte Pacifique)
---	--

exemple – et c'était relativement inattendu – le ralentissement précoce de la croissance des villes situées au cœur du triangle Bogotá-Medellín-Cali, pourtant assez prospère, qui ne s'explique que par un détournement des flux migratoires vers les métropoles nationales. L'interdépendance des villes et de leurs trajectoires est ainsi clairement établie. Autre exemple, la croissance rapide de nombreuses petites villes à partir de 1973 s'explique en réalité par le changement des modalités de croissance des grandes villes, de plus en plus orientées vers leur périphérie. Cela montre que le processus d'étalement périurbain des villes qui a été décrit en Europe ou en Amérique du Nord opère également en Colombie, avec une ampleur sans doute moindre, et en dépit des conditions radicalement différentes qui marquent la mobilité des personnes.

Le phénomène « d'auto-corrélation » de la croissance, avec les différences qui se creusent entre les villes bien ou moins bien placées au départ dans le réseau urbain, coïncide également avec des tendances déjà observées dans les pays industrialisés. Parmi les facteurs qui favorisent l'essor de certaines villes au sein du réseau national, on peut évoquer bien sûr leur situation géographique par rapport aux autres villes, mais aussi les effets des décisions prises en termes d'administration du territoire. On a ainsi repéré l'existence d'une « prime de croissance » aux villes bénéficiant de fonctions administratives centrales – dans un pays où l'État est pourtant réputé pour sa faiblesse – surtout dans les années 1960, qui sont les années de croissance maximale de nombreuses capitales de départements jusqu'alors périphériques.

Le fonctionnement du réseau urbain se combine avec les spécificités de la répartition du peuplement sur le territoire colombien pour créer divers modèles régionaux d'urbanisation. Nous proposons une synthèse graphique de ces différents modèles (graphique 1.3), marqués par d'importants contrastes : un réseau assez dense de grandes villes sur la côte Caraïbe, qui restent dynamiques sur le plan démographique grâce, entre autres, à leur éloignement des grandes métropoles ; une côte Pacifique qui s'apparente au contraire à un quasi désert urbain – en dehors de Buenaventura et Tumaco – fortement polarisé par des villes extérieures à la région (Cali surtout) ; une moitié orientale de la Colombie très pauvre en villes, voire en hommes ; des cordillères andines densément urbanisées et sous le contrôle du triangle formé par Bogotá, Medellín et Cali, qui par leur dynamisme ont limité la croissance des villes moyennes trop proches ; un contraste très marqué entre les deux grandes vallées inter-andines, celle du Magdalena, hier stratégique et aujourd'hui totalement marginalisée, contrairement à celle du Cauca, qui demeure un des grands « couloirs urbains » de Colombie, sous le contrôle de Cali.

Le poids de Bogotá se fait sentir sur l'ensemble du réseau urbain. On a longtemps cru – et cette image continue de prévaloir parfois à l'extérieur – que la Colombie avait la « chance »

d'échapper aux problèmes de « macrocéphalie » qui affectait au même moment la plupart des pays d'Amérique latine. L'étude de la distribution et du fonctionnement des activités productives en Colombie nous avait en réalité montré depuis longtemps que cette exception colombienne est en partie illusoire (Gouëset, 1992). L'examen des dynamiques démographiques renforce encore ce constat : Bogotá, situé au cœur d'une région métropolitaine de plus en plus vaste et dynamique (chapitre 3), ne cesse de renforcer sa domination sur le réseau urbain colombien, par le jeu des migrations entre villes notamment, qui sont les migrations les plus sélectives socialement.

Le « problème » que pose Bogotá en termes d'équilibre et d'aménagement du territoire, longtemps sous-estimé par les pouvoirs publics, n'est désormais plus nié. Il était déjà au cœur de la réflexion sur la politique urbaine du gouvernement Samper (1994-1998) (Marín *et alii*, 1995). Aucune politique majeure visant à contrer le centralisme de Bogotá n'a pourtant été menée depuis lors. Il est vrai que la sérieuse dégradation de la conjoncture économique colombienne depuis le milieu des années 1990, ainsi que la détérioration de la situation d'ordre public et des conditions de sécurité, sur les routes notamment, ont considérablement limité la marge de manœuvre de l'État : la rédaction d'une loi organique sur l'aménagement du territoire (LOT), pourtant inscrite dans la Constitution de 1991, et en débat depuis des années au Parlement n'est toujours pas achevée (chapitre 6).

Comme l'a montré cette étude, les aléas de la conjoncture économique ne se répercutent pas toujours de façon directe sur la dynamique du réseau urbain. On peut se demander toutefois si les évolutions postérieures au recensement de 1993 n'ont pas contribué à infléchir une partie des tendances observées : le dynamisme de Cali n'a-t-il pas été freiné par la très grave récession qui a frappé la ville après les coups portés au cartel de la drogue ? Les villes de la région Caraïbe ont-elles connu un regain de croissance avec les flots massifs de personnes déplacées par la violence, qui ont marqué la région ces dernières années ? Si oui, quelles sont les dynamiques démographiques les plus affectées : celles des petits centres urbains de proximité, ou plutôt celles des capitales départementales qui s'en sont trouvées modifiées ? Bogotá, ville relativement épargnée par la violence, mais touchée elle aussi par la récession, a-t-elle continué sa « course primatale », et sous quelle forme (croissance du District Capital ou de la couronne métropolitaine) ? Autant de questions qui devraient trouver leur réponse dans le prochain recensement, programmé en 2003.

BIBLIOGRAPHIE¹

- Bailly A., J.M. Huriot (dir.), 1999, *Villes et croissance. Théories, modèles, perspectives*, Paris, Anthropos, Coll. Géographie.
- Cattan N., Pumain D., Rozenblat C., Saint-Julien T., 1994, *Le système des villes européennes*, Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- Cuervo L.M., 1990, *La primauté urbaine en Amérique latine. Une étude historique comparative*, Paris, Thèse de Doctorat, Institut d'Urbanisme de Paris, Université de Paris XII, 2 Vol.
- Dureau F., 1987, *Migrations et urbanisation. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, Orstom, Coll. Études et thèses.
- Dureau F., 1993, « Pour une approche non fonctionnaliste du milieu urbain africain », in *Croissance démographique et urbanisation, politiques de peuplement et aménagement du territoire*, Association internationale des démographes de langue française, Séminaire international de Rabat, 15-17 mai 1990, Paris, AIDELF - PUF, p. 104-116.
- Gondard P., León J. (eds.), 2001, *Dinámicas territoriales. Ecuador, Bolivia, Perú, Venezuela*, Quito, IRD - Colegio de geógrafos de Ecuador - Pontificia Universidad del Ecuador - Corporación editora nacional.
- Guérin-Pace F., 1993, *Deux siècles de croissance urbaine. La population des villes françaises de 1831 à 1990*, Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- Lévy J., 2000, « Métropolisation », in *Repenser le territoire. Un dictionnaire critique*, Wechter et alii, Paris, DATAR - L'Aube, p. 54-55.
- Lussault M., 2000, « La ville des géographes », in *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paquot T., Lussault M. et Body-Gendrot S. (dir.), Paris, La découverte, Coll. Textes à l'appui, p. 21-35.
- Moriconi-Ébrard F., 1994, *L'urbanisation du Monde depuis 1950*, Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- PNUD, 1997, *Rapport mondial sur le développement humain 1997*, Paris, Economica.
- Pulido N., 1999, *Les tendances récentes de l'urbanisation au Venezuela : le rôle des villes moyennes*, Toulouse, Université de Toulouse le Mirail, Thèse de Doctorat en Géographie.
- Pumain D., Saint-Julien T., 1989, *Atlas des villes de France*, Paris, Reclus - La Documentation Française.
- Pumain D., Saint-Julien T., 1996, « Spécialisations urbaines et cycles d'innovation », in *Données urbaines. Volume 1*, D. Pumain et F. Godard, Paris, Anthropos - PirVilles, Coll. Villes, p. 247-256.
- Pumain D., 1982, *La dynamique des villes*, Paris, Economica.
- Pumain D., 1997, « Pour une théorie évolutive des villes », *L'espace géographique*, n° 2, p. 119-134.

¹ Ne figurent pas ici les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- Pumain D., Bretagnolle A., Rozenblat C., 1999, « Croissance et sélection dans le système des villes européennes (1600-2000) », *Travaux de l'Institut Géographique de Reims*, n° 101-104, p. 105-135.
- Redjimi M., 2000, *De l'empire à l'État démiurge : la recomposition du territoire algérien (1830, 1990)*, Thèse de Doctorat en géographie, Université de Montpellier III.

Chapitre 2

MOBILITÉS ET SYSTÈMES DE LIEUX

Olivier BARBARY (coord.)

Françoise DUREAU, Odile HOFFMANN

À travers leur mobilité spatiale et les mouvements de biens qui lui sont associés, les populations jouent un rôle essentiel, en interaction avec d'autres catégories d'acteurs, dans les dynamiques territoriales et le processus d'urbanisation en Colombie. En conclusion du chapitre précédent, nous avons vu que « les clefs de la croissance urbaine sont avant tout démographiques » et, plus précisément, liées à l'intensification des migrations de longue distance avec leur polarisation accrue sur quatre métropoles : Medellín, Cali, Barranquilla et surtout Bogotá. Plus généralement, depuis une vingtaine d'années, on assiste dans l'ensemble du territoire à une diversification des destinations, des rythmes et des formes de la mobilité, qui ne se limite plus au seul changement durable de résidence. L'intensification et la complexification de la mobilité mettent en relation de manière nouvelle différents types de lieux, urbains et ruraux, dont elles transforment les masses, les structures démographiques, économiques et sociales et l'organisation spatiale. Dans ce chapitre, en utilisant conjointement l'observation de la mobilité sous ses multiples formes (comportements et trajectoires migratoires, migrations temporaires, multi-résidence) menée dans différents lieux (métropoles, villes petites et moyennes, milieu rural) et à différentes échelles spatio-temporelles, nous rendrons compte de ce phénomène dans une série d'espaces migratoires amples et composites qui intègrent tous diverses catégories de villes.

Ces évolutions suscitent des questions diverses. Comment la mobilité spatiale des populations, et la mise en système de lieux à laquelle elle participe, modifient-elles l'organisation territoriale et les relations d'échange, inégalitaires et déséquilibrées, entre ces lieux ? Ces transformations vont-elles dans le sens d'une indifférenciation de l'espace ou au contraire de sa spécialisation ? Mais ce questionnement sur les effets de l'intensification de la mobilité doit s'accompagner d'un questionnement sur les fonctions et les conditions de cette mobilité. À quelles contraintes ou opportunités de reproduction économique et sociale des individus, des ménages ou des groupes familiaux, correspond-t-elle ? L'accès à la mobilité, très inégalitaire, est de plus en plus une condition d'accès à des ressources économiques, sociales et culturelles très inégalement distribuées dans l'espace. De ce fait, la mobilité ne

devient-elle pas un nouveau facteur d'accentuation des inégalités sociales ?

Comme l'annonce le titre, nous aborderons ces questions à l'aide de la notion de « système de lieux ». Nous en proposons deux acceptions complémentaires :

- la somme des interactions entre lieux générée par la circulation des hommes et des biens, matériels et symboliques, qui fait donc « système » d'un point de vue spatial ;

- ces interactions entraînent la détermination réciproque des dynamiques démographique, socio-économique, culturelle, politique, etc., des différents lieux, jusqu'à les intégrer dans un espace de mobilité qui fonctionne comme une entité dans les stratégies (et les contraintes) des différents acteurs, et fait donc « système » du point de vue des individus et des groupes sociaux.

De fait, cette notion tente de fédérer une série d'avancées théoriques et méthodologiques récentes, que nous allons présenter rapidement, et qui ont été mises en œuvre dans le corpus d'enquêtes et d'analyses réuni ici.

De la migration des individus à la mobilité des unités collectives¹

Pour comprendre les constructions et recompositions territoriales qu'elles entraînent, les mobilités doivent être appréhendées dans leurs différentes échelles spatio-temporelles et sociales : il s'agit de les considérer comme un système articulant différents types de déplacements, au niveau des individus et des unités collectives dont ils font partie.

Au plan spatio-temporel, une telle approche se démarque d'abord sensiblement de celle, traditionnelle en démographie, où les pratiques spatiales sont analysées à travers le prisme d'une résidence unique, lieu où la personne « a coutume d'habiter » (Henry, 1981 : 105). En Amérique latine, durant les années 1960 et 1970, de nombreuses études ont été consacrées à la migration, considérée comme « un événement de caractère définitif, un déplacement géographique qui impliquait une séparation irréversible du migrant par rapport à son lieu d'origine » (Reboratti, 1986 : 11). Depuis, nombre d'auteurs ont relevé le caractère très partiel de cette approche et souligné l'importance d'autres formes de mobilité, temporaires et/ou circulaires, exclues de l'analyse démographique car n'impliquant pas de changement de résidence, et qui pourtant « ont souvent un effet aussi important sur l'équilibre d'une région, voire d'un État, que des déplacements définitifs » (Courgeau, 1988 : 29). Dans la réorientation de l'approche de la mobilité spatiale, les résultats des travaux menés par des anthropologues et les géographes ont joué un rôle essentiel : ils ont mis en évidence la complexité des rapports à

¹ Cette section résume des idées développées dans Dureau, 2002.

l'espace et le caractère multilocal des pratiques des populations dans des contextes géoculturels divers.

Au plan des unités sociales, confrontés au caractère non opératoire des catégories statistiques traditionnelles (individus, logements, ménages) pour décrire les réalités à l'œuvre, les chercheurs ont proposé de nouvelles notions : J. Balán et J. Dandler (1987) introduisent en Amérique latine la notion de « ménage confédéré », composé de segments dont la localisation obéit à une logique de reproduction multipolaire de la famille, qui rejoint celle de « système résidentiel familial », proposée dans les villes africaines pour appréhender « l'ensemble articulé des lieux de résidence d'une même famille » (Le Bris *et alii*, 1987). Le passage d'une unité d'analyse individuelle à une unité d'analyse collective (la famille le plus souvent, la communauté paysanne parfois) joue donc un rôle essentiel (Dupont et Dureau, 1994 : 805) puisqu'il conduit à considérer la circulation des individus entre différents lieux (ou pôles)¹. Les notions « d'espace de vie » ou « d'espace vécu » (Frémont, 1976 : 219), celles « d'aire d'action migratoire » centrée sur une « résidence-base » et de « réversibilité de la migration » (Domenach et Picouet, 1987) ou celle de « densité de résidence »² (Dureau, 1987 : 564) participent de ce changement d'échelle spatio-temporelle et sociale de l'analyse de la mobilité.

Une analyse intégrée de la mobilité à partir de différentes sources sur quatre lieux d'observation

À ces avancées conceptuelles correspondent un certain nombre d'innovations méthodologiques mises en oeuvre dans les enquêtes réalisées à Bogotá (1993), dans les villes du Casanare (1996), à Cali (1998 et 1999) et dans le municipe de Tumaco (1998) ; leurs résultats sont à l'origine de ce chapitre³. Nous exploiterons également l'information des recensements de 1973, 1985 et 1993, à la méthodologie plus classique, mais cependant très précieuse car elle permet des niveaux importants de désagrégation géographique et fournit des points de référence historiques. Dans les analyses qui vont suivre, nous nous appuierons donc sur deux types d'informations empiriques qui nourrissent des concepts différents :

– l'estimation des effectifs et des caractéristiques des migrants sur la durée de vie ou des migrants récents⁴, à partir des questions sur le lieu de naissance et le lieu de résidence antérieure figurant

¹ Voir notamment le colloque sur les migrations temporaires, tenu à Quito en 1986 (Reboratti (éd.), 1986) et celui sur les nouvelles formes de mobilité en Amérique latine, réalisé à Bogotá en 1992 (Dureau (éd.), 1995).

² Voir définition dans l'encadré 2.1.

³ Les principales caractéristiques de ces enquêtes sont présentées en annexe 2.

⁴ Les définitions des différentes catégories de migrants figurent dans l'annexe 3, qui discute aussi certaines de leurs limites sur lesquelles nous reviendrons.

dans les sources d'information secondaires ou dans nos propres enquêtes. Cette approche correspond à la notion « traditionnelle » de migration entendue comme le changement durable d'un lieu de résidence supposé unique ;

– les trajectoires migratoires observées par les enquêtes spécifiques effectuées entre 1993 et 1998 dans différentes catégories de lieux en Colombie, qui permettent d'appréhender la continuité spatio-temporelle des formes de mobilité : changements définitifs ou durables de résidence, mais aussi mouvements pendulaires, mobilités circulaires ou multi-résidence.

Ces enquêtes sont suffisamment proches dans le temps pour autoriser une analyse intégrée des pratiques de mobilité dans les différents espaces régionaux qu'elles concernent. Il n'est pas inutile, en introduction, de donner au lecteur un rapide schéma de la différenciation et de l'articulation de ces quatre lieux dans l'espace national colombien, pour faire comprendre le profit que l'on peut tirer de cette diversité d'observations (voir aussi le chapitre introductif et les cartes ci-après).

Les métropoles de Bogotá et Cali s'opposent évidemment d'abord par leur taille et leurs fonctions économiques aux petites villes pétrolières du Casanare et à l'espace urbain et rural du Pacifique, illustré ici par le municipe de Tumaco. L'intérêt de regarder en parallèle les pratiques et les fonctions de la mobilité spatiale dans les *Llanos* et le Pacifique, outre que ces deux régions sont actuellement l'objet d'une attention particulière dans le débat autour du conflit armé, s'alimente autant des différences que des points communs. Pour faire vite, l'espace des *Llanos*, resté très peu peuplé jusqu'à la moitié du XX^e siècle, connaît depuis lors une colonisation rapide, tant le long de fronts pionniers agricoles (cultures commerciales licites et illicites, élevage) qu'à cause, plus récemment, de l'exploitation pétrolière. À l'inverse, la région Pacifique, colonisée depuis la conquête par la population noire liée à l'esclavage et la manumission est soumise depuis plus de trente ans à un exode rural persistant. Mais les deux espaces partagent aussi deux caractéristiques. D'abord, le fait qu'ils soient restés à l'écart du processus d'intégration économique et politique et des dynamiques migratoires que connaissaient les autres régions du pays, durant les années 1950 et 1960. Ensuite, depuis le début des années 1990, une intégration rapide à l'espace économique national et même international, avec, en corollaire, l'intensification et la diversification des flux migratoires, dont les moteurs, bien que différents, sont dans les deux cas exogènes : l'activité pétrolière pour le Casanare et l'agriculture commerciale dans le Pacifique (plantations de palme, élevage de crevettes, culture de drogues). Bien sûr, là encore dans les deux cas, ces nouvelles dynamiques économiques s'accompagnent de conflits sociaux et

militaires accrus qui génèrent à leur tour des déplacements importants de population¹.

Ces deux exemples montrent bien que dans l'étude de la mobilité spatiale en Colombie, on ne peut prétendre ignorer les déplacements « forcés » et nous y reviendrons plusieurs fois dans le courant du chapitre². Cependant, nous avons sciemment évité de leur consacrer un développement spécifique et même de faire des « flux de réfugiés », une catégorie à part dans nos analyses. En effet, d'une part, nous ne disposons pas, dans la plupart des lieux étudiés ici, de sources fiables sur les motifs de migration. D'autre part, même lorsque ces sources existent, de nombreuses études (Osorio, 1995 ; Pécaut, 1999 ; Bello et Mosquera, 1999) ont montré la très faible portée analytique de la césure entre déplacements « économiques ou familiaux » et déplacements « forcés », et la fragilité des inférences causales qu'elle occasionne. Enfin, parce que les déplacés par la violence eux-mêmes n'ont qu'un seul souhait : passer inaperçus et trouver le plus vite possible une insertion résidentielle et professionnelle dans leur lieu d'immigration. De ce fait, les études sur les « déplacés » ne concernent le plus souvent que des populations hébergées dans des structures spécifiques ou des quartiers où ils se concentrent à leur arrivée en ville, ce qui biaise fortement l'analyse et aboutit, dans certains cas, à une mauvaise évaluation des besoins et un « traitement social » erroné de l'ensemble des réfugiés.

La mise en regard de Bogotá et Cali, elle, est riche d'enseignements pour comprendre, du point de vue des espaces migratoires, les différences de statut et de rôle entre les métropoles régionales et celles au rayonnement national et international : effet des « masses » démographiques et économiques différentes, « compétition » dans l'attraction qu'elles exercent à l'intersection de leurs zones d'influence respectives, etc. Les deux villes s'opposent aussi par certaines caractéristiques des régions, toutes deux densément peuplées, qui les entourent ; Bogotá au sein d'un hinterland globalement répulsif (hors la Sabana proprement dite) pour les populations rurales et des villes petites et moyennes ; Cali, au contraire, entourée de campagnes plus dynamiques qui retiennent mieux leur population.

Que peut-on attendre de la mise en perspective de contextes géographiques et économiques aussi différents ? Certainement pas une analyse comparatiste, de type similitudes / différences, entre des lieux pris deux à deux. L'idée est plutôt, au fil des exemples, de montrer la variété des espaces, des pratiques et des enjeux (individuels, familiaux, sociaux) qui s'articulent autour de la mobilité, pour saisir les déterminants de ces mouvements de

¹ Pour des présentations plus détaillées de ces deux contextes régionaux, voir, pour la région des *Llanos*, Dureau et Flórez (2000), et pour le Pacifique, Pissoat et Hoffmann (1999).

² Le thème des réfugiés sera surtout abordé dans le chapitre 5.

personnes et de biens et les impacts différents qu'ils ont sur les lieux, pris individuellement mais surtout considérés comme système. De fait, la notion de système de lieux parcourt et structure l'ensemble du texte et l'on trouve décrits ses différents aspects au fil des parties. Cependant, les perspectives adoptées dans chacune d'elles sont différentes.

La première section adopte alternativement le point de vue des lieux de départ et d'arrivée de la migration : on verra comment l'extension et la configuration des bassins migratoires évoluent en même temps que les pratiques, les trajectoires et les caractéristiques socio-économiques des migrants. Ces dynamiques migratoires ont évidemment des impacts démographiques et sociaux importants et différenciés sur les lieux d'émigration et d'immigration. Elles affectent aussi la perception et l'usage qu'ont les migrants de ces espaces. Dans la deuxième section, on s'intéressera à différentes modalités de mise en relation des lieux par la mobilité. La diversité des pratiques migratoires et résidentielles à différentes échelles spatiales et temporelles (migration durable, circulation entre plusieurs résidences, multi-résidence...) sera mise en rapport avec les types de ressources économiques ou sociales que les individus et les groupes familiaux utilisent dans chaque lieu. Si sa généralisation à différentes échelles tend bien à faire de la mobilité une « option » de reproduction économique et sociale, elle est néanmoins mobilisée dans des conditions très inégalitaires qui expliquent la forte segmentation socio-économique des pratiques et des fonctions de la mobilité spatiale. Enfin, la troisième section correspond à une étude « systémique » d'un espace de circulation : la grande région Pacifique. Nous tenterons alors, en profitant d'observations menées conjointement dans les espaces d'origine et de destination des flux (les campagnes du municipe de Tumaco et Cali), une interprétation globale du fonctionnement polymorphe de l'espace du Pacifique en tant qu'espace intégré de circulation des hommes et des biens. Proposée comme illustration, à l'échelle régionale, de la notion de système de lieux, cette analyse n'est cependant pas complète : le commentaire demeure cantonné à cet espace régional, alors que nous savons que la mobilité contemporaine des populations du Pacifique le dépasse largement.

1. DYNAMIQUES MIGRATOIRES ET IMPACTS DANS LES ESPACES DE DÉPART ET D'ARRIVÉE

Les tendances générales de la croissance urbaine en Colombie, les rôles respectifs des soldes migratoires et du croît naturel ainsi que l'évolution récente de ces deux composantes ont été traités dans le chapitre 1 (section 3). Nous n'en retenons ici que le constat général selon lequel après « l'explosion urbaine » qui caractérisa la

période intercensitaire 1951-1964 (la population urbaine augmentait alors à un rythme de 5,2 % par an), l'ensemble des grandes villes du pays est engagé, depuis le début des années 1970, dans une seconde phase de la « transition urbaine ». Celle-ci se caractérise par un ralentissement sensible du rythme de croissance des villes (baisse régulière des taux et tendance à leur stabilisation progressive autour de 2 % à 3 % annuel), ainsi que par la prééminence de l'accroissement naturel sur le solde migratoire : dans la période 1973-1985, moins d'un tiers de la croissance de la population urbaine est imputable à la migration (Dureau et Flórez, 1996 : 148). On observe également le renforcement de la primauté de Bogotá dans la hiérarchie du réseau urbain national mais, parallèlement, les destinations migratoires se diversifient sur l'ensemble du territoire (nouveaux échanges inter-départementaux) et la croissance urbaine connaît une redistribution géographique au profit de la périphérie des grandes agglomérations. Enfin, puisque Bogotá et Cali vont être au centre de ce chapitre, il nous faut rappeler les traits caractéristiques et distinctifs de leurs bassins migratoires, relativement stables jusqu'à la fin des années 1980. La concentration géographique relative, étant donné son statut de capitale, de l'aire d'influence de Bogotá, polarisée sur l'*Altiplano* du Cundinamarca et du Boyacá et les départements de l'Est¹, s'oppose à la dispersion du bassin migratoire de Cali, forte au regard de la taille de l'agglomération : celle-ci draine l'ensemble des régions sud-occidentales de la dorsale andine, en concurrence avec Medellín dans le sud de la région caféière (Viejo Caldas) et avec Bogotá dans la moyenne et haute vallée du Magdalena.

Ce contraste nous conduit à l'une des hypothèses que nous tenterons de démontrer : les pratiques sociales de l'espace bousculent la distance entre lieux. Les paramètres de la distance géographique et du rapport des masses démographiques ou même économiques sont incapables à eux seuls de rendre compte des aires de recrutement de la migration. Dans la logique des acteurs, la « distance » qui gouverne la décision migratoire est pluridimensionnelle. Elle intègre aussi bien l'évaluation des obstacles naturels et des risques inhérents au voyage, que celle du différentiel (entre lieux de départ et de destination) d'opportunités d'accès à l'éducation et à la santé autant qu'à l'emploi, ou encore celle du capital social et culturel que l'on quitte et de celui que l'on compte trouver dans le lieu de destination. Pour les populations à capital économique et professionnel faible ou moyen, les contraintes physiques, traduites en coût, demeurent fortes et restreignent le plus souvent les rayons d'action migratoire (avec cependant de notables exceptions, comme nous le verrons). En revanche, pour les classes moyennes et aisées, l'abolition de la

¹ En dehors, bien sur, de l'attraction qu'elle exerce sur la migration urbaine en provenance des capitales départementales.

distance spatiale par le transport aérien, l'uniformisation des modèles culturels et l'aspiration aux standards internationaux de mode de vie, expliquent une mobilité qui s'étend à l'ensemble des grandes villes du pays. De plus, le creusement de la différence de poids économique entre Bogotá et les autres métropoles, conduit à une très forte polarisation de ces flux vers la capitale.

Nonobstant ces tendances générales en place depuis plusieurs décennies, les années 1990 ont apporté d'importants changements dans la configuration du système migratoire colombien. Pour en prendre la mesure, nous détaillerons d'abord les cas de Cali et des villes pétrolières du Casanare (section 1.1). Au-delà de la réorientation des flux, il faut aussi analyser finement leur dynamique et leur composition socio-démographique pour comprendre les systèmes de lieux qu'ils mettent en jeu. Nous montrerons ensuite comment les évolutions des comportements migratoires (section 1.2) modulent, à différentes échelles spatio-temporelles, les structures démographiques et socio-économiques des lieux d'émigration et d'immigration (section 1.3).

1.1. De nouveaux flux migratoires à l'œuvre dans les années 1990

Deux illustrations : Cali et les villes pétrolières du Casanare

Les enquêtes menées en 1998 et 1999 à Cali, et en 1996 dans les villes pétrolières du Casanare, donnent deux visions complémentaires des dynamiques migratoires à l'œuvre dans la Colombie des années 1990.

Le trait majeur de l'évolution du bassin migratoire de Cali depuis 1993 réside dans le doublement du poids de la région Pacifique dans le stock des migrants récents : alors qu'elle ne totalisait que 15 % des migrants durée de vie en 1993, sa contribution est de 31 % chez les migrants arrivés entre 1993 et 1996 et de 30 % chez ceux arrivés entre 1996 et 1998 (tableau 2.1). Cette progression est due pour partie au maintien ou à l'augmentation régulière de flux provenant des aires d'attraction « traditionnelles » de Cali (Tumaco, côte Pacifique du Cauca, Buenaventura, Sud du Chocó), mais aussi à de très fortes « poussées » migratoires plus conjoncturelles en provenance d'espaces à dominante rurale, comme la vallée du Patía entre 1993 et 1996, la côte Pacifique du Nariño (hors Tumaco et Barbacoas) et le nord du Chocó depuis 1996. De tels phénomènes « d'expulsion » ne sont évidemment pas sans rapport avec les enjeux fonciers, économiques et militaires dont ces territoires font l'objet depuis l'arrivée dans ces régions des acteurs du conflit social et politique (investisseurs agroindustriels, trafiquants de drogue, guérilla et milices paramilitaires). De plus, cette augmentation de la part relative des migrants de la région

Pacifique dans le stock d'immigrants récents peut aussi provenir d'une moindre stabilité de ces migrants à Cali, comparativement aux migrants d'autres origines. Nous y reviendrons à propos des retours aux lieux d'origine et, plus généralement, de l'intense circulation migratoire entre Cali et le Pacifique.

Tableau 2.1 – *L'immigration à Cali, évolution des structures par âge et sexe selon le lieu de naissance (1993 et 1999)*

Sources	Recensement 1993					Enquête CIDSE/BM 1999				
Lieu de naissance	Rapport de masculinité	Classes d'âge			% du Total des migrants	Rap.de masc.	Classes d'âge			% du Total des migrants
		0-19 ans %	20-59 ans %	60 ans et + %			0-19 ans %	20-59 ans %	60 ans et + %	
		ligne	ligne	ligne			ligne	ligne	ligne	
Côte Nariño	75	23	69	8	4	66	13	72	15	5
Côte Cauca et Patía	60	23	68	8	2	60	18	57	25	2
Buenaventura	79	31	65	4	3	90	16	73	11	4
Chocó	63	21	69	10	2	78	20	65	15	2
Total Pacifique	71	25	68	7	11	74	16	68	16	13
Nord du Cauca	71	22	68	10	4	79	19	67	14	4
Sud du Valle	81	21	67	12	8	72	11	70	19	9
Nord du Valle	83	16	73	11	21	80	12	68	20	20
Total Hinterland Cali	81	18	71	11	33	77	13	68	19	33
Intérieur Cauca	69	22	67	11	7	64	15	67	18	8
Intérieur Nariño	87	18	68	14	5	72	6	70	24	5
Tol,Hui,Caq,Put	81	16	66	18	8	73	12	62	26	10
Antioquia et Viejo Caldas	89	15	69	16	19	70	11	63	26	19
Total Moyenne Distance	84	17	68	15	39	70	12	64	24	42
Région orient. et Bogotá	93	28	60	12	9	75	25	54	21	9
Côte Caraïbe	91	29	63	7	1	81	39	55	6	3
Étranger	105	49	37	14	1	N.S.	N.S.	N.S.	N.S.	N.S.
Données manqu. et non réponses	79	36	56	8	6	–	–	–	–	0
Total Longue Distance	89	32	58	10	17	77	28	54	18	12
Total migrants	82	21	67	12	47	73	15	65	20	42
Nés à Cali	97	54	43	3	53	97	50	46	4	58
Total	89	38	54	7	100	86	35	54	11	100

Sources : Recensement 1993, DANE. Enquête CIDSE/BM, Cali 1999.

N.S. : Non significatif.

D'une manière générale, lorsqu'on compare les lieux de naissance des immigrants durée de vie observés à six ans d'écart par le recensement en 1993 et l'enquête en 1999, les variations de stocks montrent une modification importante des flux entre les deux dates : arrivées massives de natifs de Buenaventura, Medellín et Popayán, passage, pour l'immigration en provenance du nord du Valle et du Viejo Caldas, d'une migration d'origine rurale à une migration urbaine, tandis que seuls des mouvements d'émigration peuvent expliquer la baisse significative des nombres de natifs de Bogotá et Palmira. Ainsi, dans le cadre d'une stabilité de long terme de la configuration générale du bassin migratoire de Cali, observée jusqu'en 1993 (carte 1.8), se produit, à une échelle spatio-temporelle plus fine, une recomposition régionale des flux qui témoigne de leur ajustement permanent à l'évolution des contextes sociaux et économiques locaux.

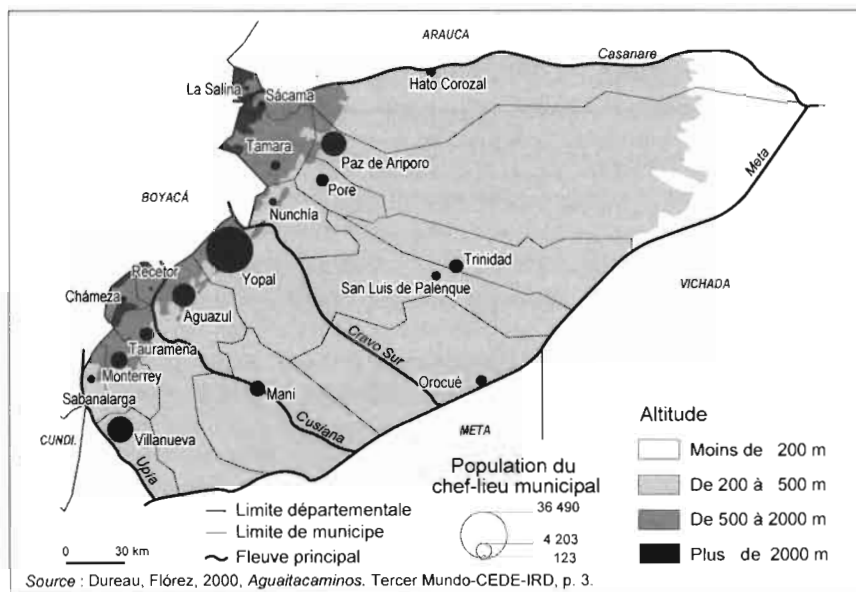
Le caractère régional de la migration vers Yopal, Aguazul et Tauramena, manifeste en 1973 est toujours effectif en 1996 ; il traduit la dynamique de colonisation du peuplement du piémont *casanareño*, dans lequel les *Boyacenses* jouent un rôle de premier plan (cartes 2.1 et 2.2). En 1996, dans les trois villes, le Casanare demeure le principal département de naissance des immigrants sur la durée de vie. Suit le département de Boyacá (limitrophe du Casanare) ou, dans le cas de Tauramena, la Région Orientale. L'intensification des flux migratoires déclenchée par l'exploitation pétrolière n'a donc pas gommé la dynamique démographique régionale à l'œuvre dans les années antérieures, mais s'y superpose. En effet, le tableau 2.2 met aussi en évidence l'importance croissante des migrations de longue distance vers les trois villes. Au cours des vingt dernières années, les départements du Casanare et du Boyacá continuent de fournir la majorité des migrants. Mais des régions éloignées telles que la région Caraïbe, Bogotá et la Région Orientale occupent une place grandissante. L'ampleur de ce changement apparaît plus importante à Tauramena que dans les deux autres villes, ce qui s'explique par le caractère beaucoup plus récent des migrations vers Tauramena (à partir de 1992). Ainsi, dans les trois villes *casanareñas*, au peuplement traditionnel proprement régional, l'activité pétrolière de Cusiana et Cupiagua a ajouté, entre 1973 et 1996, une immigration de longue distance. Même si aucun puits pétrolier n'est localisé dans son propre territoire municipal, la ville de Yopal reçoit une grande partie de cette migration, en raison de la proximité des zones d'exploitation et de son statut de capitale départementale offrant un meilleur niveau de services aux personnes et aux entreprises. Comme nous allons le voir, le démarrage de l'exploitation pétrolière a aussi changé la composition socio-démographique des flux.

Tableau 2.2 – Région de naissance des immigrants âgés de 5 ans et plus selon la ville de résidence : Yopal, Aguazul, Tauramena (1973-1993-1996)

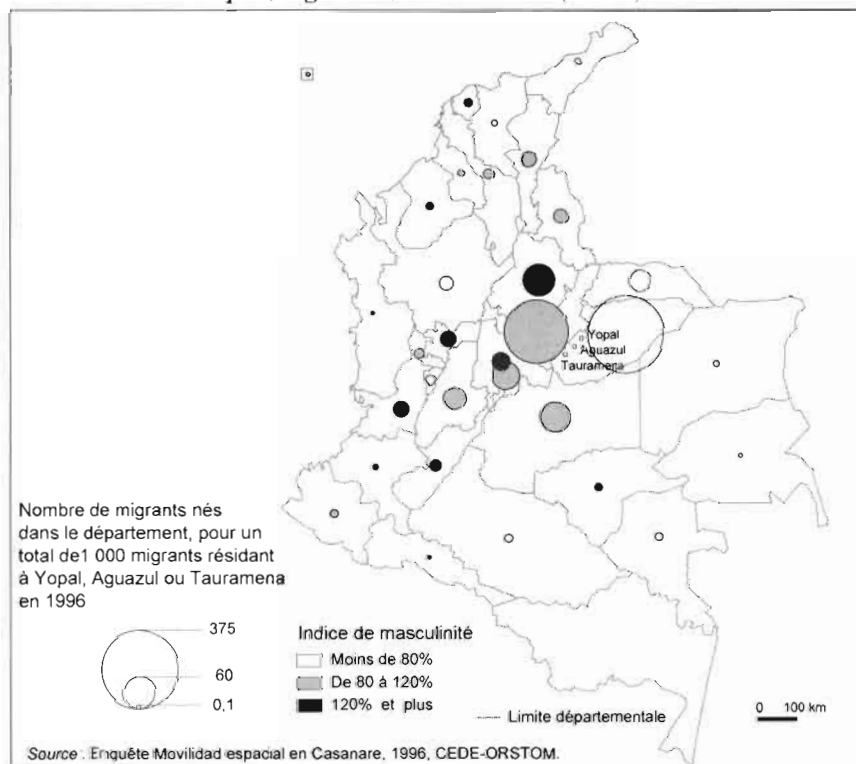
Lieu de naissance	1973		1993		1996	
	Immigrants durée de vie	Immigrants < 1 an	Immigrants durée de vie	Immigrants < 5 ans	Immigrants durée de vie	Immigrants < 1 an
Résidents à Yopal						
Casanare (hors Yopal)	16,4	20,3	27,8	27,0	27,0	20,3
Boyacá	58,1	44,9	35,7	27,4	32,1	28,5
Bogotá	4,2	4,2	6,6	8,6	5,9	7,5
Région Centrale	5,7	8,1	7,8	9,4	9,2	14,1
Région Orientale	10,4	14,2	13,9	17,3	16,4	17,9
Région Atlantique	1,0	1,3	2,3	3,3	3,2	4,1
Région Pacifique	3,2	4,8	2,4	3,1	2,4	3,8
Anciens Terr. Nat.	1,0	2,2	3,1	3,5	3,1	2,9
Étranger	nd	nd	0,4	0,4	0,6	0,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Résidents à Aguazul						
Casanare (hors Aguazul)	27,0	26,4	29,0	24,9	26,4	19,6
Boyacá	46,4	42,3	34,9	29,5	34,6	25,4
Bogotá	2,1	3,3	4,0	5,1	3,2	2,5
Région Centrale	6,8	7,3	9,3	12,2	9,9	10,0
Région Orientale	13,7	14,2	16,0	18,3	15,3	26,7
Région Atlantique	0,5	1,1	2,4	3,7	5,0	9,8
Région Pacifique	2,1	5,4	1,8	2,8	1,8	3,4
Anciens Terr. Nat.	1,4	0,0	2,6	3,3	3,8	2,6
Étranger	nd	nd	0,0	0,2	0,0	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Résidents à Tauramena						
Casanare (hors Tauramena)	26,0	32,0	22,6	18,7	23,4	20,7
Boyacá	57,2	39,4	37,1	30,8	20,0	15,5
Bogotá	3,3	1,8	4,9	5,6	4,4	3,8
Région Centrale	6,5	16,1	7,2	9,2	7,9	10,4
Région Orientale	6,1	7,1	19,8	24,5	26,4	29,0
Région Atlantique	0,0	0,0	1,8	2,4	5,7	9,2
Région Pacifique	0,9	3,6	3,4	4,6	3,2	5,3
Anciens Terr. Nat.	0,0	0,0	3,0	4,1	8,7	5,3
Étranger	nd	nd	0,2	0,1	0,4	0,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Recensements de population de 1973 et 1993, DANE. Enquête Mobilité spatiale dans le Casanare, 1996, CEDE-ORSTOM.

Note : Inclus logements particuliers et hôtels. Les immigrants 1996 incluent les migrants intra-municipaux et de retour.

Carte 2.1 – Organisation de l'espace du Casanare en 1993

Conception et réalisation : F. Dureau, O. Pissoat

Carte 2.2 – Lieu de naissance des migrants durée de vie. Yopal, Aguazul, Tauramena (1996)

Migrants durée de vie : personnes dont le lieu de naissance diffère du lieu de résidence au moment de l'enquête.

Conception et réalisation : F. Dureau, O. Pissoat

Des courants migratoires sélectifs par sexe et âge

À l'image d'une tendance générale dans la plupart des pays d'Amérique latine (Chackiel et Villa, 1993), la migration à destination urbaine en Colombie est, depuis plusieurs décennies déjà, le plus souvent individuelle (et non familiale), constituée de jeunes adultes et à dominante féminine. Ces caractéristiques constituent une rupture avec la première moitié du XX^e siècle, où le déséquilibre entre les sexes était nettement moins accentué (Flórez, 2000 : 70).

Tableau 2.3 – Rapport de masculinité selon l'origine géographique de la migration vers Bogotá (1993)

Département ou région :	Immigrants durée de vie en 1993	Immigrants récents (1988-1993)
TOTAL EST	81,1	83,2
Dont : Cundinamarca	80,3	84,1
Boyacá	83,3	80,7
Santander	77,2	82,9
Norte de Santander	84,1	92,2
TOTAL CENTRE	80,0	85,0
Dont : Tolima	76,9	82,4
Caldas	85,9	87,1
Antioquia	88,5	93,1
Huila	70,0	76,9
Risaralda	89,5	91,8
TOTAL PACIFIQUE	85,6	86,6
Dont : Valle del Cauca	86,6	93,4
Nariño	92,6	79,0
TOTAL ATLANTIQUE	77,8	78,4
Dont : Atlántico	91,1	88,9
TOTAL ORÉNOQUE/AMAZONIE	69,4	92,8
Dont : Meta	74,6	95,9
TOTAL MIGRANTS INTERNES DU PAYS	80,4	84,4

Sources : recensement de la population DANE de 1993. Calculs D. Delaunay (IRD) sur fichiers individuels.

Notes : Le détail par département est signalé pour tout département comptant plus de 1 % en 1993 pour les migrants sur la durée de vie. Les régions sont celles définies par le DANE : ATLANTIQUE (Córdoba, Sucre, Bolívar, Atlántico, Cesar, Magdalena, Guajira) ; CENTRE (Antioquia, Caldas, Risaralda, Quindío, Tolima, Huila, Caquetá) ; EST (Norte de Santander, Santander, Boyacá, Cundinamarca, Meta) ; PACIFIQUE (Chocó, Valle del Cauca, Cauca, Nariño) ; ORÉNOQUE/AMAZONIE (Arauca, Casanare, Vichada, Guainía, Guaviare, Vaupés, Amazonas, Putumayo, San Andrés y Providencia) ; et BOGOTÁ. Le rapport de masculinité pour l'ensemble de la population de Bogotá était de 87,8 en 1973, et de 89,7 en 1993.

D'après le recensement de 1993, le rapport de masculinité dans la population migrante (non native de la ville) est de 80 hommes pour 100 femmes à Bogotá (tableau 2.3) ; il est sensiblement du même ordre à Cali (tableau 2.1). Dans les deux métropoles, on

note des variations de la structure par sexe selon l'origine des flux. Si l'on considère la migration sur la durée de vie, à Cali, la migration la plus féminine était associée en 1993 aux espaces à dominante rurale (côte Pacifique du Cauca et vallée du Patía, intérieur du Cauca, côte Pacifique du Nariño, Chocó) ou aux villes proches (Buenaventura, Nord du Cauca), tandis que les migrations urbaines de plus longue distance (région orientale et Bogotá, côte Caraïbe, étranger) avaient une structure presque équilibrée. À Bogotá à la même date, la migration la plus féminine correspondait aux flux en provenance de tous les départements de l'Orénoque et de l'Amazonie, et de quelques autres départements dans lesquels l'origine rurale est, là aussi, fortement représentée.

La comparaison des migrants sur cinq ans et des migrants durée de vie montre une inversion récente du phénomène, avec la masculinisation de la migration vers Bogotá : elle se vérifie pour la plupart des flux, mais avec une ampleur particulière pour les migrants originaires de l'Orénoque et de l'Amazonie. Une exception toutefois avec la migration du Nariño, encore plus féminine entre 1988 et 1993. À Cali au contraire, selon l'enquête de 1999, le caractère féminin de la migration s'accroît très fortement (73 hommes pour cent femmes) et se généralise à la presque totalité des origines.

Au sein du modèle général de migration urbaine à dominante féminine, les flux de population dirigés vers les villes pétrolières du Casanare font figure d'exception : comme c'est généralement le cas pour les migrations associées à l'exploitation de ressources naturelles (Cosío-Zavala, 1980), les hommes sont plus nombreux que les femmes (tableau 2.4). Ainsi, l'intensification des flux migratoires liée à l'exploitation pétrolière s'accompagne dans les trois villes d'une masculinisation de la population immigrante adulte entre 1973 et 1993, particulièrement marquée à Tauramena. Le mouvement s'inverse à partir de 1993, avec une féminisation des migrants récents, d'une moindre amplitude, toutefois, que la masculinisation antérieure. Comparer la composition des différentes cohortes de migrants présentes en 1996 dans ces villes permet de préciser les changements récents dans les processus migratoires. Les migrants arrivés dans le courant de l'année 1996 comptent une proportion plus importante de jeunes de moins de 15 ans (30 à 35 %) que les migrants plus anciens, ainsi qu'une forte proportion de jeunes femmes entre 15 et 29 ans (20 %). Après une phase de migration dominée par les hommes seuls, on assiste à une immigration récente de familles complètes et à l'arrivée de femmes, seules ou accompagnées d'enfants. À l'issue d'une période où leur mode de vie repose sur une dissociation de l'espace de travail et de l'espace de reproduction sociale et familiale, sur

laquelle nous reviendrons (section 2.3), certains *malleros*¹, une fois assurée leur situation résidentielle et économique, font venir leur épouse et leurs enfants. La venue de la famille semble d'ailleurs plus fréquente chez les *malleros* originaires du Casanare, qui doivent affronter la situation de crise traversée par l'agriculture et la montée de la violence dans la région, que parmi ceux d'origine plus lointaine (Hoyos et Salazar, 1997b). L'arrivée récente de jeunes femmes adultes est aussi liée au fort développement de la prostitution, tout particulièrement à Tauramena. Les *malleros* ont été suivis par les prostituées qui, « comme les *malleros*, suivent le pétrole » (Hoyos et Salazar, 1997b).

Tableau 2.4 – Groupe d'âge et quotient de masculinité des immigrants récents de 15 ans et plus. Yopal, Aguazul, Tauramena, (1973-1993-1996)

	1973 Immigrants avec durée de résidence < 1 an	1993 Immigrants avec durée de résidence < 5 ans	1996 Immigrants avec durée de résidence < 1 an
Yopal			
15-29 ans	71.1	53.6	56.2
30-44 ans	16.0	32.9	30.2
45 ans et plus	12.9	13.5	13.6
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Quotient masculinité	85.2	109.6	102.3
Aguazul			
15-29 ans	68.1	50.0	60.1
30-44 ans	21.8	35.0	26.4
45 ans et plus	10.1	15.0	13.4
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Quotient masculinité	108.8	127.8	115.1
Tauramena	sans Puente Cusiana	sans Pte Cusiana	avec Pte Cusiana
15-29 ans	53.8	53.0	55.9
30-44 ans	33.4	36.2	32.0
45 ans et plus	12.8	10.8	12.0
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Quotient masculinité	77.3	183.3	113.0

Source : recensements de population de 1973 et 1993, DANE. Enquête Mobilité spatiale dans le Casanare, 1996, CEDE-ORSTOM.

Note : Inclus logements particuliers et hôtels. Les immigrants 1996 incluent les migrants intra-municipaux et de retour.

1.2. La diversité des comportements migratoires

Pour comprendre et interpréter les comportements des migrants, au-delà de la migration sur la durée de vie ou sur 5 ans analysés jusqu'ici, il est nécessaire de considérer les trajectoires

¹ Ce terme désigne les travailleurs qui cherchent à entrer dans une entreprise pétrolière, à passer donc le grillage (*malla*) qui clôt le centre d'exploitation pétrolière.

migratoires dans leur globalité. Les collectes biographiques réalisées à Bogotá (1993), dans les villes du Casanare (1996) et à Cali (1998) donnent l'opportunité de mener cette analyse de manière comparative¹. Sur la base d'indicateurs simples², on peut dégager certaines régularités ou différences, mais y a-t-il pour autant ce que l'on pourrait appeler des « invariants » des trajectoires migratoires « moyennes » vers ces villes ?

À Cali (1998), les migrants ont connu en moyenne un peu moins de deux lieux de résidence différents (1,75) avant leur première arrivée dans la ville³ : en fait, plus de la moitié des migrations (57 %) se fait directement depuis le lieu de naissance et les migrants indirects connaissent eux, dans l'ensemble, près de deux étapes migratoires avant leur entrée à Cali (2,75 lieux de résidence au total). Par rapport à Cali, la migration vers Bogotá est encore plus directe : en moyenne, les migrants effectuent 1,6 étape avant leur première arrivée dans l'aire métropolitaine et les flux vers la capitale colombienne comptent proportionnellement plus de migrations directes (67 % dans le District, et 60 % en périphérie). La complexité des trajectoires des migrants vers les villes pétrolières s'oppose à la relative simplicité de celles des migrants vers les deux métropoles : même si l'on exclut ceux résidant en hôtels, encore plus mobiles, les proportions de migrants directs sont bien inférieures (entre 16 et 36 %), et les nombres moyens d'étapes très supérieurs (entre 2,7 et 3,3 selon les villes).

Le deuxième constat important à faire a trait à la variabilité du nombre d'étapes et de la proportion de migration directe selon le sexe. Globalement, la migration féminine est plus directe que la migration masculine. On constate à la fois chez les femmes une plus forte proportion de migration directe depuis le lieu de naissance (par exemple 59 % contre 55 % chez les hommes à Cali, 36 % contre 27 % à Yopal, etc.) et, pour les migrantes indirectes, un moindre nombre d'étapes résidentielles avant l'arrivée en ville (2,5 contre 3 chez les hommes à Cali, etc.). Cette moindre complexité des trajectoires féminines peut être en rapport avec une

¹ Les différences qui opposent ces trois contextes géographiques et économiques sont nombreuses. De ce fait, il demeure une spécificité irréductible des concepts et des méthodes d'observation de la mobilité mises en oeuvre dans les trois enquêtes. Si la définition du changement de résidence, par exemple, est identique du point de vue du critère temporel (résidence stable durant au moins un an dans un même lieu), elle varie en revanche selon l'enquête du point de vue du critère spatial (changement de logement, déplacement d'une résidence rurale à une résidence urbaine ou changement de *corregimiento* au sein du municipe, changement de municipe...). En conséquence, l'interprétation des chiffres que nous présenterons ne doit porter que sur les ordres de grandeur.

² Nombre d'étapes avant la première entrée dans le lieu d'immigration, pourcentages d'immigrants directs, durées moyennes des trajectoires de migrants indirects (voir définitions en annexe 3).

³ C'est-à-dire leur lieu de naissance et, le plus souvent, une étape migratoire antérieure à leur migration vers Cali.

moindre insertion professionnelle des femmes et, donc, des migrations féminines « dépendantes » des conjoints qui ne se réalisent que lorsque l'homme, parti d'abord, a assuré la reproduction économique du ménage. Vérifié dans les villes du Casanare, ce schéma n'est pas nécessairement valide ailleurs. La migration plus directe des femmes n'est pas toujours synonyme de migration dépendante. Elle s'explique parfois, au contraire, par un projet migratoire spécifiquement féminin, directement lié aux ressources typiques du milieu urbain : emplois « féminins », éducation et santé (pour elles-mêmes ou leurs enfants), et attraction du « modèle » urbain de condition féminine (indépendance économique et sociale). Nous en verrons l'exemple dans la région Pacifique (section 3).

Les indicateurs synthétiques considérés jusqu'ici pour l'ensemble des migrants cachent d'importantes variations des trajectoires migratoires et des caractéristiques des individus qui les accomplissent : dans les trois catégories de villes considérées, la diversité des parcours suivis par les immigrants est manifeste. Nous ne détaillerons évidemment pas ici les résultats typologiques obtenus à partir du trio d'enquêtes¹ ; certaines conclusions seront simplement mises en perspective autour de l'exemple de Cali. Le tableau 2.5 décrit les grands types d'itinéraires vers cette ville, regroupés selon les principales zones d'origine à l'aide d'indicateurs résumant les principales caractéristiques des trajectoires.

Lorsque l'on détaille l'origine géographique des flux, le pourcentage de migration directe varie mais, à Cali, il n'y a pas de relation systématique avec la distance entre lieux de naissance et d'immigration (du type : migration proche = plus fort pourcentage de migration directe). Les proportions les plus élevées de migration directe à Cali sont souvent observées pour les flux d'origine urbaine, même assez éloignés, et les plus basses chez des migrants ruraux y compris d'origines proches. Mais cette opposition rural/urbain n'est pas non plus systématique et ce que les chiffres suggèrent plutôt, de manière très cohérente avec ce qu'on observe à Bogotá et dans les villes du Casanare, c'est une forte différenciation du type de trajectoire migratoire selon les caractéristiques démographiques et socio-économiques des migrants. Ainsi, la migration directe à Cali est particulièrement fréquente chez les femmes d'origine urbaine proche, au niveau

¹ Dans les trois cas, l'outil employé pour l'analyse typologique des trajectoires individuelles est l'Analyse Harmonique Qualitative (annexe 3), une méthode de statistique descriptive des processus aléatoires proposée par J.C. Deville et G. Saporta en 1982 et adaptée pour la classification des données biographiques par O. Barbary en 1995 (Deville, 1982 ; Barbary et Pinzón, 1999). Pour répondre aux besoins spécifiques de chaque étude, on considère des niveaux fins de désagrégation des lieux d'origine, ce qui débouche sur des nombres importants de classes : 15 à Bogotá (551 migrants observés), 20 dans les trois villes du Casanare (1 827 migrants) et 34 à Cali (1 175 migrants).

Tableau 2.5 – Les principaux types d'itinéraires des immigrants à Cali observés en 1998

INDICATEURS ⁽²⁾	PROPORTION DE MIGRANTS DIRECTS ⁽³⁾			
	Sexe		Total (%)	Total (effectif)
LIEUX D'ORIGINE ⁽¹⁾	Homme (%)	Femme (%)		
Pacifique lointain rural	45,2	63,3	55,3	141
Pacifique lointain urbain	50,0	58,8	55,4	195
Buenaventura	51,3	60,3	57,0	107
Hinterland rural	52,4	61,6	58,3	115
Hinterland urbain	65,0	70,6	68,2	239
Moyenne distance rural	60,0	56,4	58,1	74
Moyenne distance urbain	69,0	69,1	69,1	181
Longue distance	40,9	57,1	50,0	50
Migrants anciens toutes origines	0,0	2,2	1,4	73
Total	53,1	59,8	57,1	1175

INDICATEURS	TRAJECTOIRE DES MIGRANTS INDIRECTS ⁽⁴⁾						
	Nombre moyen d'étapes			Durée moyenne de la trajectoire en années			
LIEUX D'ORIGINE	Homme (%)	Femme (%)	Total (%)	H (%)	F (%)	Total (%)	Tot (eff.)
Pacifique lointain rural	5,6	3,9	4,9	18	11	15	63
Pacifique lointain urbain	3,7	3,0	3,2	9	8	8,5	87
Buenaventura	4,8	3,0	3,6	24	11	16	46
Hinterland rural	2,8	4,2	3,5	13	16	14	48
Hinterland urbain	3,1	2,7	2,9	9	16	13	76
Moyenne distance rural	3,4	3,2	3,3	9	24	19	31
Moyenne distance urbain	3,5	2,6	2,9	13	12	12	56
Longue distance	5,7	3,7	4,3	23	16	18	25
Mig.anciens toutes origines	5,3	5,8	5,5	18	22	20	72
Total	4,1	3,4	3,7	141	155	149	504

Source : Enquête CIDSE-IRD, 1998, Cali.

(1) : Regroupement de la typologie des trajectoires en 34 classes autour des principales régions d'origine : Pacifique lointain : côte Nariño, côte Cauca et Patía, Chocó ; Hinterland : Nord du Cauca et Valle ; Moyenne distance : intérieur Nariño, intérieur Cauca, Tolima, Huila, Putumayo, Antioquia et Viejo Caldas ; Longue distance : Région Orientale, Bogotá, Région Atlantique, Etranger.

(2) : Toutes les statistiques sont calculées en pondérant les observations par les facteurs d'extrapolation du sondage. Les dernières colonnes donnent, à titre indicatif, le nombre d'observations.

(3) : En pourcentage de l'ensemble des migrants (effectifs des migrants des deux sexes en dernière colonne).

(4) : Depuis le lieu de naissance jusqu'à la dernière entrée à Cali (effectifs des migrants indirects des deux sexes en dernière colonne).

scolaire assez bas (primaire ou secondaire incomplet), tandis qu'elle est très rare chez les hommes d'origine rurale qui sont parvenus, à la date de l'enquête, à se constituer un capital d'éducation plus élevé (secondaire ou supérieure). À Bogotá, la migration en provenance d'Antioquia est nettement plus directe (77 %) que celle originaire du Valle (32 %). À Yopal, l'exemple des migrants originaires de Bogotá montre aussi que la distance géographique n'est pas le seul facteur : 41 % d'entre eux sont venus directement, alors que ce n'est le cas que pour 4 % des migrants originaires de la région Centre.

La même logique d'interprétation s'impose à l'examen des nombres d'étapes et des durées moyennes de trajectoires depuis le lieu de naissance jusqu'à la dernière arrivé à Cali : forte variabilité des deux indicateurs selon les régions d'origine, mais l'opposition entre les trajectoires simples (faible nombre d'étapes et courte durée) et complexes (plus grand nombre d'étapes et plus longue durée) s'explique généralement plus par les caractéristiques des migrants que par la localisation des lieux d'origine.

Ce constat de diversité des pratiques migratoires selon l'origine géographique des flux, leur composition démographique et socio-économique, leurs motifs et les contraintes au sein desquelles elles se développent, etc., prend son intérêt en reliant ces processus aux conséquences et impacts qu'ils ont sur les structures spatiales et sociales. Les contrastes entre les types de trajectoires propres aux différents flux mettront alors en lumière le lien étroit existant entre les comportements migratoires et les caractéristiques socio-démographiques des migrants, ainsi que les changements structurels multiples et profonds que provoquent ces flux dans les lieux d'émigration et d'immigration.

1.3. Les impacts démographiques et socio-économiques des migrations

Entre Bogotá et Cali, où plusieurs décennies de migration ont contribué à la formation de métropoles, et les petites villes pétrolières du Casanare soumises à une abrupte accélération de la migration, l'impact de la migration est bien évidemment très différencié. Ces deux catégories de villes situées aux extrêmes de la hiérarchie urbaine et où les temporalités de la migration sont distinctes, nous permettront d'abord de mettre en évidence différents types d'impact sur les lieux d'immigration, sur le temps long comme au présent. Mais le rôle de la migration dans la production de la ville en Colombie ne doit pas occulter ses conséquences, toutes aussi importantes, sur les lieux de départ. Nous les évoquerons à partir de l'exemple de l'intégration au mouvement général d'urbanisation d'un espace longtemps demeuré en marge du système de peuplement colombien : les régions rurales du Pacifique.

Des effets démographiques toujours importants dans les métropoles

Comme nous l'avons vu, les courants migratoires vers les grandes villes sont très fortement sélectifs selon le sexe et l'âge. Même si l'impact démographique direct du flux migratoire a fortement diminué depuis 1980, l'accumulation de générations de jeunes adultes immigrés, en majorité des femmes, et, à Cali, l'accentuation de ces caractéristiques dans les flux récents, modulent fortement la structure par âge de l'ensemble de la population. L'apport par migration d'une population concentrée sur les âges de plus forte fécondité et en majorité féminine contribue d'abord à grossir la part des jeunes adultes dans l'ensemble de la population ; elle modère ensuite la chute du taux de natalité due à la transition démographique. Au total, dans les deux villes, l'apport migratoire et le surplus de naissances qu'il engendre ralentissent de manière significative le vieillissement de la population. À Cali, en 1999, elle comprend encore 35 % de moins de 20 ans, 54 % de 20 à 59 ans et seulement 11 % de plus de 60 ans. À Bogotá, la migration composée majoritairement de jeunes adultes est plus ancienne et son effet sur la structure démographique de la capitale s'est conjugué avec celui d'une transition démographique particulièrement précoce et rapide¹. Migration et transition génèrent, là aussi, une proportion d'adultes très élevée : la tranche des 20 à 59 ans passe de 45 % en 1973 à 55 % en 1993, tandis que, dans le même temps, les moins de 20 ans chutent de 51 à 39 %.

Ces structures par âge maintiennent les taux d'accroissement naturel à des niveaux élevés. À Bogotá comme à Cali ou dans les autres grandes villes colombiennes, la croissance naturelle devient le moteur principal de l'augmentation de population : tandis qu'en 1979 la migration expliquait 49 % de la croissance de Bogotá, elle n'est plus responsable que de 22 % de celle-ci en 1990 (Yepes et Bosoni, 1993). En outre, le nombre de ménages augmente à un rythme 1,5 à 2 fois supérieur à celui de la population. Migration de jeunes adultes, transition démographique et changements de modèles résidentiels familiaux expliquent cette dynamique particulière qui constitue actuellement, plus encore que le rythme de croissance de la population, le véritable défi de la politique de logement. On le voit, même si l'impact démographique direct de la migration diminue sensiblement, ses effets indirects dans les grandes métropoles du pays demeurent importants à travers la

¹ Bogotá présente en effet les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays, même si les taux moyens masquent des différences majeures selon les classes sociales : en 1985, le nombre moyen d'enfants par femme était de 1,9 chez les « non pauvres », 3,6 pour les femmes classées « pauvres », 4,3 pour celles « en situation de misère » (Dureau et Flórez, 1996 : 155).

composition de la population accumulée par plusieurs décennies de croissance rapide.

La construction des petites villes pétrolières dans un contexte d'immigration massive

Les villes pétrolières du Casanare au début des années 1990 sont l'archétype de petites villes soumises à un afflux massif de migrants qui modifie profondément la composition par sexe et âge de leur population. Les populations très jeunes de 1973 produites par un régime démographique à fécondité élevée cèdent la place en 1996 à une structure de population plutôt masculine et extrêmement concentrée sur les jeunes adultes. Trop souvent négligée par des planificateurs surtout attentifs au volume de population, cette évolution a des conséquences importantes en termes de nature de la demande de logement, d'infrastructure ou de services urbains, et constitue un grand défi pour la gestion de ces villes, à court et moyen terme.

Cette situation difficile se complique avec la perception du phénomène migratoire. L'arrivée massive de migrants d'origine de plus en plus lointaine ne peut laisser indifférente la population *casanareña*, installée de plus longue date, qui devient progressivement minoritaire¹. De fait, elle contribue à transformer leur perception de la région – de son passé, souvent idéalisé, et de son futur, souvent dramatisé –, et à attiser l'affirmation de l'identité *llanera*. Cette situation – somme toute classique – se double dans ces villes pétrolières des *Llanos* d'un contexte particulier. Relativement tranquille dans les années 1980, le Casanare affronte à partir des années 1990 une montée importance de la violence², pour devenir, en 1996, l'un des départements les plus violents du pays. Développement de l'activité pétrolière, intensification brutale de la migration et augmentation de la violence avec l'arrivée de nouveaux acteurs armés dans la région sont étroitement associés, dans les faits comme dans les représentations : « l'arrivée du pétrole », désigne sous une forme générique l'ensemble de ces éléments considérés comme « extérieurs » à la région. Tandis que la plupart des maux qu'affrontent actuellement ces villes (pauvreté, délinquance, violence, etc.) sont attribués aux nouveaux arrivés. Ceux-ci de leur côté perçoivent cette stigmatisation et dénoncent, chez les autochtones, un repli régionaliste. Accentuant la perception négative du phénomène et la sensation de « colonisation » du Casanare par les « étrangers », les médias attisent les tensions.

¹ En 1996, seulement 30 % de la population des villes de Yopal et Aguazul était native de la ville ; à Tauramena cette proportion était de 14 %.

² Voir le chapitre 5 « Violences et villes ».

Dans ces villes comme ailleurs, la méconnaissance du phénomène migratoire fait la part belle aux idées reçues.

Les temporalités spécifiques dans lesquelles se définissent les logiques des différentes classes d'acteurs intervenant dans ces villes rendent également difficile l'élaboration de projets collectifs de villes¹. M. C. Hoyos et O. I. Salazar affirment très justement qu'il existe « un sentiment généralisé du *cuarto de hora*², moment dont il faut profiter au maximum en raison du caractère passager de la situation » (1997b). Pour de nombreux migrants récents, cette conjoncture passagère s'inscrit dans une stratégie de mobilité résidentielle « au long cours ». En revanche, pour les natifs de la région et ceux ayant fait le choix d'y résider avant la découverte des gisements pétroliers, il s'agit d'une situation subie, qui entre en contradiction avec leur futur dans la région même. S'adapter à un milieu totalement bouleversé en quelques années suppose, pour les « anciens » *Casanareños*, des changements souvent beaucoup plus importants que ceux vécus par les immigrants. Ils doivent, par exemple, affronter l'accentuation sensible de l'inégalité sociale : si une partie des « anciens » *Casanareños* arrive à tirer bénéfice du cycle pétrolier, d'autres subissent une forte détérioration de leurs conditions de vie, liée à l'augmentation généralisée des prix.

Outre le cycle démographique qu'elle impose (c'est-à-dire l'augmentation subite de la population, suivie d'une diminution probable mais difficile à évaluer), la conjoncture pétrolière provoque l'augmentation des systèmes résidentiels pluri-locaux (section 2.1), qui se traduisent par une temporalité particulière de l'activité des populations. Les institutions ayant en charge ces villes doivent alors tenir compte de la pratique de différents espaces urbains par les populations. D'une part, les migrations circulaires et les systèmes résidentiels bipolaires soulagent relativement la pression exercée sur les services urbains tels que l'éducation et la santé : la consommation de services dans la ville d'immigration est moindre que dans le cas d'une migration définitive où le travailleur migrant est accompagné de son conjoint et de ses enfants. Mais ce type de système de résidence conduit aussi à des situations sociales difficiles à gérer. Ainsi, Tauramena fonctionne au rythme de la paye des entreprises pétrolières : « Les jours de paye, (...) Tauramena est complètement chaotique. Tout le monde boit (...). Ça dure trois jours, deux jours et ça recommence, c'est un cycle et jamais ils n'en sortent, plus ils gagnent d'argent (...) plus ils en dépensent » (témoignage d'un agriculteur, cité par M.C. Hoyos et O.I. Salazar).

¹ Une étude spécifique de cette question a été menée par J.M. Fournier et V. Gouëset (2000) à partir de l'analyse des entretiens recueillis par M.C. Hoyos et O.I. Salazar. (1997b).

² Littéralement « le quart d'heure » : expression populaire colombienne traduisant le caractère éphémère des opportunités dont il faut profiter.

De plus, comme le note A. Mauro (1986) à propos de villes équatoriennes, des citadins qui se considèrent en séjour temporaire en ville limiteront au maximum leurs dépenses et n'investiront pas – ou peu – leur épargne en ville, mais plutôt dans leur localité d'origine. Ainsi, comme le montre l'évocation récurrente de la ville fantôme d'Arauca, l'incertitude concernant l'avenir est pesante. Elle marque les comportements et les décisions de la population comme des acteurs économiques et institutionnels. Au total, ces logiques spécifiques des migrants et des natifs, du pétrole et du développement urbain et régional, aux temporalités profondément contradictoires, risquent fort d'hypothéquer le futur de ces villes.

Et qu'en est-il dans les lieux d'émigration ?

Dans l'ensemble du pays, le caractère féminin de la plupart des flux migratoires à destination urbaine génère des déséquilibres importants, contribuant à une sur-représentation des hommes en milieu rural. Cette sur-représentation est particulièrement accusée dans les zones de colonisation agricole récente, telles que l'Amazonie, les *Llanos*, la côte Pacifique et l'intérieur de la région Caraïbe, où elle est amplifiée par l'arrivée massive d'hommes (Mesclier *et alii*, 1999 : 76). L'exemple de Tumaco permet d'examiner plus avant des processus largement communs à d'autres régions de Colombie touchées par le vieillissement et la masculinisation des campagnes¹.

Le municipe de Tumaco, à l'extrême sud-ouest du pays, abrite quelques 200 hameaux et villages, plus la ville elle-même qui compte environ la moitié de la population totale (115 600 hab., selon une estimation de 1996). Plus de la moitié des hameaux de Tumaco régulièrement suivis par les services de santé présentent des taux négatifs de croissance sur la période 1994-1996, une vingtaine d'entre eux sont mêmes inférieurs à -10 %. Il s'agit donc d'une très forte émigration, même si elle est inégalement répartie sur le territoire municipal. En effet, près d'un tiers des hameaux ont au contraire une croissance soutenue (taux > 3,5 %) ; ce sont pour la plupart des villages situés autour de la route Tumaco-Pasto, caractérisés par un dynamisme économique plus fort que la moyenne (commerce, négoce de bois, travail salarié dans les plantations voisines).

Variable d'une localité à l'autre, l'émigration est également sélective et entraîne des modifications importantes des structures par sexe et âge. Selon le recensement de 1993, les populations des dix municipes du littoral Pacifique du Nariño accusent toutes un

¹ Pour une description d'ensemble à l'échelle nationale, voir E. Mesclier *et alii* (1999 : 74-77). Une analyse détaillée du cas des campagnes du Casanare, autour des trois villes pétrolières, figure dans C.E. Flórez, F. Dureau et R. Méndez (1996 : 27-31).

très net déficit de femmes, surtout dans les zones rurales. La pyramide de la partie rurale de Tumaco, pourtant la moins « déséquilibrée » de toutes, montre un net décrochage chez les femmes à partir de la tranche d'âge 15-19 ans. Les pyramides les plus asymétriques concernent les municipes localisés dans des zones de conflit armé, avec présence des acteurs de la guérilla dès le début des années 1990 : déficit global de femmes, mais aussi net déficit d'hommes adultes (à partir de 25 ou 30 ans) et, plus encore, de jeunes enfants. Combinés, comme on le verra, aux facteurs économiques et sociaux, les troubles de l'ordre public se répercutent donc vite sur les comportements migratoires, imposés par la force le plus souvent (fuite, déplacement). Les données des monographies concordent avec ces chiffres. En 1991, la zone des rivières (cinq rivières au nord de Tumaco, regroupant une trentaine de hameaux ou villages, au total près de 8 000 habitants) présente un taux de masculinité adulte de 117 hommes pour 100 femmes¹ et cette tendance s'étend à l'ensemble du municipe de Tumaco : en 1994-1996, le taux de masculinité est de 88 en milieu urbain pour 108, en moyenne, en milieu rural où près du quart des villages présentent des taux de masculinité supérieurs à 122². La féminisation de la migration adulte vers Tumaco a donc pour corollaire la masculinisation des campagnes du municipe. L'on arrive ainsi à la situation inverse de celles décrites pour cette région dans les années 1960 et 1970 par N. Whitten (1992 : 11) et N. Motta (1975 : 67, 69), quand l'émigration féminine était très inférieure à la masculine.

Les données du SISBEN (1994-1996) permettent, à partir de l'analyse comparée ville-campagne, de saisir certains effets et moteurs des migrations vers les villes. L'impact sur les structures familiales est évident : en moyenne, les hommes ne représentent plus que 55 % des chefs de ménage en ville, contre 78 % à la campagne. Par ailleurs, les chefs de ménage célibataires sont beaucoup plus nombreux en ville qu'à la campagne (48 % contre 30 %), et sont, plus souvent encore, des femmes (85 % des chefs de ménage célibataires en ville, 65 % à la campagne). Ces différences marquées de structures familiales s'accompagnent de différentiels importants en termes de capital scolaire : en ville, près d'un tiers des chefs de ménage n'affichent aucune scolarité, mais un quart a terminé ses études primaires pour poursuivre éventuellement au-delà. En milieu rural, il sont presque 50 % à n'avoir suivi aucune scolarité, et seuls 5 % ont achevé le cycle primaire. L'absence d'offre scolaire de qualité en milieu rural explique en grande partie l'émigration vers la ville. Tous les entretiens le confirment : l'émigration des femmes concerne les

¹ Angulo Paredes N.d.C., Saya O.M., Riascos Torres J.J., 1991.

² D'après les enquêtes du SISBEN (*Sistema Integrado de Subsidios para el Bienestar Social*) 1994-1996, sur un échantillon d'un quart de la population municipale, tant en milieu urbain que dans les villages des rivières.

jeunes non mariées qui partent travailler (vers Cali), mais aussi et surtout les mères d'enfant en âge de scolarisation (vers Tumaco). Ces dernières s'installent en ville avec leurs enfants, le mari restant éventuellement au village ou effectuant des allers-retours (bi-résidences ou migrations alternées).

En conclusion, il faut retenir l'importance des impacts démographiques que les migrations exercent sur toutes les catégories de lieux (métropoles, petites villes et espaces ruraux), même si, dans les métropoles, ces effets démographiques ont une temporalité plus lente car l'importance des effectifs en jeu donne une inertie considérable aux structures des populations. Mais l'impact sur les villes d'arrivée du processus migratoire et de ses évolutions récentes ne se limite pas aux dimensions démographiques ou économiques le plus souvent considérées : augmentation de la population, transformation de sa composition par sexe et âge, transfert de capital humain, etc. Les dimensions sociales évoquées rapidement à propos des villes pétrolières montrent comment réalités et perceptions de la migration se conjuguent et compliquent l'élaboration d'un projet collectif de ville, condition pourtant nécessaire au développement urbain durable. Au-delà d'une lecture démographique ou macro-économique de ces impacts, on doit donc s'interroger sur l'importance de la mobilité spatiale pour les unités familiales et les groupes sociaux qui la pratiquent, et la manière dont elle participe de leurs logiques de reproduction micro-économique et sociale.

2. CIRCULATIONS DANS L'ESPACE DE VIE ET MISE EN RELATION DE LIEUX

L'objectif général de cette deuxième partie est la mise en évidence de formes de circulation dans l'espace qui permettent aux individus et aux groupes sociaux d'intégrer et de faire fonctionner un espace de vie « multi-local ». Certaines de ces formes maintiennent parfois le peuplement des zones d'émigration au travers des pratiques de résidence alternée de leurs habitants. Dans la plupart des cas, elles constituent plutôt différents types de « système de lieux » en interaction démographique, économique et sociale. En fait, sur la variété de sites observés, il semble que ce principe d'espace de vie multipolaire apparaisse partout, mais à des degrés et avec des prévalences variables, parfois difficiles à mesurer... Et surtout, il fonctionne à des échelles sociales, spatiales et temporelles très différentes (échelle sociale : individus, ménage, groupe familial, voire communauté villageoise ou d'autres types de réseaux ; échelle spatiale : terroir, municipale, département, région, entre deux ou trois lieux, voire plus ; échelle temporelle : multi-résidence, migration alternée annuelle ou pluriannuelle, échelle du cycle de vie). Plutôt que d'opérer une

segmentation stricte entre les changements de résidence durables et les autres formes de mobilités spatiales – telle la multi-résidence ou des formes de mobilités circulaires –, nous reprendrons le continuum spatio-temporel des formes de mobilité pour mettre l'accent sur les modalités et les fonctions de l'intégration des lieux. La démonstration s'appuiera à nouveau sur plusieurs exemples. À Bogotá et dans les villes du Casanare, sur l'observation des systèmes de résidence durant l'année précédant l'enquête, leurs caractéristiques et leurs fonctions dans le système de reproduction des individus et de leurs familles (encadré 2.1). À Cali sur les biographies migratoires déjà analysées dans la section 1.2, en y repérant cette fois en priorité les migrations circulaires au cours du cycle de vie.

Nous nous proposons d'illustrer ce point de vue en deux temps. De manière assez descriptive d'abord, dans la première section, où nous montrons la diversité de ces pratiques de mobilité dans les espaces étudiés, depuis des mobilités de cycles courts articulant plusieurs pôles résidentiels dans la semaine ou dans l'année, (Bogotá, villes du Casanare), jusqu'à l'alternance des choix résidentiels de long terme (Cali). Ensuite sous un angle plus analytique, en tâchant d'identifier les logiques d'articulation de ces pratiques avec les enjeux directs de reproduction socio-économique mais aussi avec les « stratégies » familiales et les adaptations de comportements de portée plus culturelle.

Encadré 2.1 – *L'observation des systèmes résidentiels dans les enquêtes de Bogotá (1993) et du Casanare (1996)*

Outre les résidents habituels, l'univers des enquêtes CEDE-ORSTOM inclut toutes les personnes ne résidant pas habituellement dans les logements de l'échantillon, mais ayant séjourné au moins 30 jours (28 jours dans le Casanare) dans le logement pendant l'année de référence (12 mois précédant l'enquête). Dans le questionnaire, on identifie pour chaque membre du ménage deux lieux de séjour en dehors du logement enquêté, en appliquant le même critère d'une durée minimum de séjour dans chaque logement de 30 jours (28 dans le Casanare), consécutifs ou non, pendant l'année de référence.

Pour analyser les espaces résidentiels, on peut introduire la notion de « densité de résidence », définie par la durée de séjour dans chacun des lieux rapportée à l'intervalle de temps d'observation. Ainsi peuvent être appréhendés les systèmes résidentiels : configurations spatio-temporelles définies par l'ensemble des lieux de séjour et la densité de résidence dans chacun d'eux ; nous considérerons ici trois catégories de *système résidentiel* :

- *unipolaire* : un seul lieu de résidence ;
- *bipolaire* : alternance entre deux lieux de résidence dans lesquels la personne réside par périodes ;
- *itinérant* : série de migrations résidentielles durables : déménagements entre les différents lieux.

2.1. Les pratiques de circulation

Les pratiques de circulation s'exercent d'abord à des échelles de temps courtes, la semaine ou le mois, articulant plusieurs pôles résidentiels. À Bogotá, d'après l'enquête de 1993¹, les systèmes résidentiels bipolaires ou itinérants demeurent des pratiques peu fréquentes : 1 % de systèmes itinérants dans les zones situées dans le District, 3 % pour celles situées en périphérie ; 7 % de systèmes bipolaires dans le District, 5 % en périphérie. Les pratiques itinérantes correspondent le plus souvent à des déménagements successifs de ménages des classes populaires très mobiles entre des logements en location : c'est donc la manifestation d'une mobilité intra-urbaine, qui sera traitée dans le chapitre 3. Les pratiques « bipolaires », plus fréquentes dans les quartiers aisés, correspondent d'une part à des mobilités familiales vers une résidence secondaire en fin de semaine et pendant les vacances, d'autre part à des mobilités individuelles d'actifs qualifiés exerçant leur activité en dehors de la capitale, sur lesquelles nous reviendrons avec l'exemple des villes du Casanare ; ces pratiques bi-résidentielles sont aussi le fait d'employées domestiques dormant chez leur employeur, mais retournant régulièrement dans leur logement personnel.

Au total, la segmentation spatiale de l'espace de reproduction familiale ne concerne donc qu'une faible partie de la population de Bogotá, davantage les classes aisées que les secteurs populaires. En revanche, son impact sur la ville est loin d'être négligeable. Ainsi le segment supérieur du marché du logement s'est-il rapidement modifié avec l'adoption très rapide, à partir de la fin des années 1980, d'un nouveau type d'habitat par les classes aisées : l'appartement en immeuble collectif à proximité des zones d'emploi tertiaire du péricentre nord. Ils ont ainsi pu disposer d'un espace résidentiel satisfaisant à la fois leurs attentes en matière de sécurité et de proximité du lieu de travail, et leurs exigences de qualité de vie (la maison de campagne).

À des échelles temporelles plus variables (de la semaine à l'année), l'incidence des pratiques résidentielles pluri-locales est plus importante dans les villes pétrolières du Casanare. En 1996, 18 % de la population de Tauramena, 14 % de celle de Yopal et 11 % de celle d'Aguazul n'avaient pas, comme lieu unique de résidence, le logement enquêté : l'exploitation pétrolière a conduit à une augmentation des pratiques résidentielles basées sur des séjours temporaires ou cycliques dans les trois villes. Une partie de cette population non permanente est itinérante : le plus souvent des migrants attirés par le marché du travail pétrolier, sans perspective d'installation durable dans la ville (ils se concentrent plus particulièrement à Tauramena).

¹ Voir Dureau, Flórez, Hoyos, 1994 ; Dureau, Lulle, Parias, 1998 ; Dureau, 1999 ; Dureau, 2002.

La migration temporaire et circulaire et les systèmes résidentiels bipolaires qui leur sont associés correspondent parfois à une étape dans le processus d'installation du migrant et de sa famille. Néanmoins, les systèmes résidentiels bipolaires ne sont pas l'apanage des seuls migrants récents. La fréquence des déplacements, la courte durée des séjours conduit souvent à interpréter la mobilité temporaire et/ou circulaire comme quelque chose d'éphémère. Il n'en est rien : pour nombre de travailleurs, il s'agit au contraire d'un mode de vie « au long cours » (encadré 2.2), qu'ils pratiquent pendant de nombreuses années¹. Comme le notent M.C. Hoyos et O.I. Salazar (1997), il s'agit « d'un mode de vie qui possède sa propre stabilité et une logique de fonctionnement au sein de l'instabilité résidentielle qu'il implique (...). Il s'agit d'un système structuré, fonctionnel et stable (...) », qui permet à ces travailleurs de tirer parti des opportunités spécifiques offertes par différents lieux.

Les rythmes de séjour dans les différents logements composant les espaces résidentiels sont très variables : si le quart des résidents bipolaires se rend chaque semaine dans son autre résidence, et un autre quart une fois par mois, un tiers n'y font qu'un seul séjour par an (Dureau et Flórez, 2000 : 164). La aussi, la distance ne détermine pas à elle seule les comportements ; comme nous le verrons plus loin, ces écarts dans les rythmes de mobilité d'un lieu à l'autre s'expliquent principalement par les pratiques spécifiques des différentes catégories socio-professionnelles concernées.

Encadré 2.2 – *Le système résidentiel multipolaire des malleros²*

Ce *mallero*, originaire du village El Morro est infirmier de formation ; sa famille a toujours vécu dans ce village, il travaille et se déplace seul. Il dit qu'il leur envoie de l'argent depuis les endroits où il est employé, « ... et quand un boulot se termine, alors un petit moment, et on arrive à la maison pour 15 jours, 20 jours et on revient à nouveau »

Il dit ensuite : « ... Moi, j'ai bougé un peu plus, j'ai connu pas mal d'aventures. Justement avec les entreprises, parce que j'ai été à Arauca, Barrancabermeja, Sabana de Torres, dans le Huila et le Tolima. »

Il arrive qu'entre deux emplois il ne retourne pas chez lui. C'est-à-dire qu'il peut travailler 28 jours à Barrancabermeja, et à la fin de ce contrat partir directement pour Sabana de Torres et travailler deux mois d'affilée sans revenir à El Morro. Sa pratique résidentielle combine des migrations temporaires et circulaires, autour d'un « centre de gravité à partir duquel s'articule un ensemble de déplacements vers des pôles secondaires » (Poulain, 1985 : 3), « résidence-base » où sa famille reste de façon permanente.

¹ Un tiers des migrants bipolaires de Yopal a plus de cinq ans d'ancienneté ; un sur cinq compte même plus de dix années de séjour dans la ville.

² Exemple présenté par M.C. Hoyos et O.I. Salazar (1997b, chapitre 5.1.2).

En ce qui concerne l'alternance des lieux de résidence à plus long terme, au cours de la vie, l'enquête faite à Cali conduit à un premier constat : si la grande majorité des migrants directs se stabilise à Cali après leur entrée dans la ville, au contraire la mobilité des migrants indirects ne s'arrête pas à leur première arrivée puisque entre celle-ci et la dernière entrée précédant l'enquête, ils effectuent en général d'autres migrations hors de Cali (une en moyenne). Dans l'ensemble assez âgée et plus masculine que la moyenne, la population qui alterne, de façon durable et relativement équilibrée en termes de temps, des séjours à Cali et d'autres dans ses lieux d'origine, représente environ 8 % de l'ensemble des migrants¹. Ces alternances résidentielles concernent autant l'aire métropolitaine de Cali (environ 30 % des individus) que certains espaces intégrés à son aire d'influence régionale (Antioquia et Viejo Caldas, Tolima, Huila, 33 %), plus rarement des espaces plus lointains (Bogotá, le reste de la Colombie ou l'étranger, 18 % au total). En ce qui concerne les originaires de la région Pacifique, elles se limitent presque exclusivement aux migrants du nord du Cauca et des quartiers aisés de Buenaventura (9 % au total).

Au plan socio-économique la mobilité résidentielle alternante entre Cali et le lieu d'origine se concentre aux deux extrémités de l'échelle sociale et concerne rarement les classes moyennes. Les résidents des secteurs les plus populaires de la ville (47 % de ceux qui la pratiquent) sont en majorité originaires de l'hinterland rural ou urbain de Cali, où ils conservent en général leur résidence base (faible densité de résidence à Cali sur l'ensemble de la période). À l'inverse, les habitants des quartiers aisés (48 %), aux origines plus lointaine et variées, résident la majorité du temps dans la métropole. L'exemple des migrants originaires de Buenaventura est une illustration de cette segmentation sociale. Les migrants issus des quartiers aisés du grand port du Pacifique ont les moyens économiques d'une mobilité fréquente entre Cali et leur ville d'origine (4,8 étapes migratoires en moyenne), par laquelle ils ajustent leurs choix résidentiels aux aléas de la conjoncture, à leur situation familiale ou à leur position dans le cycle de vie, bref, à leurs impératifs de reproduction économique, sociale et familiale. Cette alternance résidentielle s'accompagne souvent, dans leur cas, d'une ascension sociale à Cali (passage des quartiers de classes moyenne aux quartiers de classes aisées). Les trajectoires plus simples des migrants originaires de la partie rurale ou des quartiers populaires du municipale (moins de trois étapes en moyenne), témoignent au contraire d'une mobilité au ressort principalement économique et que les contraintes liées à la faible accumulation de capital économique et social limitent.

¹ Estimation selon l'analyse typologique des trajectoires résidentielles des migrants à Cali.

2.2. La mobilité, une option de reproduction économique et sociale inégalement distribuée

Nous voudrions montrer maintenant comment différentes configurations spatio-temporelles de l'espace de vie et de la mobilité des individus, des ménages, des groupes familiaux etc., correspondent à différents schémas de dissociation éventuelle entre les lieux de reproduction économique, familiale, sociale et culturelle. En conservant au lieu d'origine, ou en attribuant à d'autres lieux, une fonction résidentielle, économique, sociale, voire symbolique pour certains individus du collectif et/ou à certains moment du cycle de vie, la mobilité utilise l'espace comme une « ressource », une « option » de reproduction économique et sociale mobilisable, mais sous certaines conditions, comme nous allons le voir, très inégalitaires. Les possibilités de définition et d'emploi de l'espace de vie sont loin d'être les mêmes pour tous.

Dans les trois villes du Casanare, les modalités de systèmes résidentiels bipolaires diffèrent sensiblement d'une ville à l'autre (Dureau et Flórez, 2000 : 156). Une bonne partie des résidents bipolaires de Tauramena pratiquent l'arrangement résidentiel des « ménages confédérés » selon l'expression de J. Balán et J. Dandler (1987) à propos des migrants boliviens : leur espace résidentiel est composé de Tauramena, ville où ils travaillent ou tout au moins recherchent un emploi, et d'un autre lieu éloigné (Bogotá pour 25 % d'entre eux, ou un autre département du pays, en dehors du Casanare et du Boyacá) où réside de manière permanente leur famille. À Aguazul, la grande majorité des résidents bipolaires ont, de même, leur lieu de résidence habituel en dehors de la ville, à laquelle ils sont liés pour des raisons professionnelles, mais se distinguent du cas précédent par la faible amplitude géographique de leur espace résidentiel et le caractère rural de la résidence familiale. Quant à Yopal, deux catégories de résidents bipolaires y sont présentes. La première est formée de personnes qui résident habituellement à Yopal, mais travaillent à l'extérieur (un tiers des résidents bipolaires). Le plus souvent, il s'agit de *Casanareños* ayant leur lieu de travail dans le département même et qui, en raison de l'infrastructure et des services présents à Yopal, élisent domicile dans cette ville : éleveurs ou cultivateurs de riz forment une bonne partie de cette population. Le second groupe correspond aux personnes qui travaillent à Yopal mais résident habituellement en dehors de la ville, à Bogotá ou hors du Casanare et du Boyacá ; leur présence à Yopal s'explique par une activité dans le secteur pétrolier, comme dans les deux autres villes, mais également dans d'autres secteurs comme l'administration publique ou l'agriculture (élevage, riz, etc.). Enfin, il convient de mentionner les résidents bipolaires qui

sortent des trois villes pour raison d'études à cause des déficiences du département du Casanare, y compris de sa capitale, en matière d'offre scolaire.

La spécificité des systèmes résidentiels des habitants des trois villes reflète le rôle particulier joué par chacune d'elles dans un même système local d'habitat : Aguazul est plus utilisée comme lieu de reproduction économique des résidents bipolaires de la région, tandis que Tauramena héberge davantage des résidents bipolaires ayant leur famille en un lieu plus éloigné. Capitale du département possédant une infrastructure hôtelière de meilleure qualité, Yopal joue un rôle particulier dans l'hébergement des travailleurs qualifiés du secteur pétrolier. Ainsi, à Tauramena, et dans une moindre mesure à Aguazul, la majeure partie des systèmes résidentiels bipolaires s'expliquent directement ou indirectement, comme dans le cas des prostituées, par l'activité pétrolière, tandis qu'à Yopal, comme nous le verrons, d'autres facteurs interviennent. Qu'elles soient motivées directement par l'activité pétrolière ou non, les mobilités circulaires peuvent se réaliser grâce à l'amélioration des moyens de transport et de communication qu'a connue récemment la région : c'est elle qui a multiplié les lieux du territoire national accessibles depuis Yopal, Aguazul et Tauramena et, partant, a rendu possible le développement des pratiques pluri-locales de leurs populations.

Le manque de biens et de services dans la campagne et les petites villes du Casanare conduit les habitants du reste du département à effectuer des séjours fréquents en ville, particulièrement à Yopal, qui concentre la meilleure offre en la matière. Il existe également une forte mobilité circulaire avec des villes du Boyacá (en particulier Sogamoso) et Bogotá :

- en raison du coût de la vie à Yopal ;
- pour des raisons de sécurité. Nombreux sont les entretiens réalisés par M. C. Hoyos et O. I. Salazar à la gare routière de Sogamoso qui mettent en évidence le poids de la violence (menaces, séquestres, etc.) dans la décision de Casanareños de quitter leur ferme. Continuant à travailler dans le département en y effectuant des visites sporadiques, ils installent leur famille dans des villes du Boyacá ou, pour certains, généralement plus fortunés, à Bogotá ;

- en raison de la faiblesse de l'offre éducative dans le Casanare. Aux raisons de sécurité, se mêle étroitement la recherche d'une meilleure qualité de l'éducation pour les enfants. Ainsi pour les *Casanareños*, la mobilité sociale peut s'accompagner d'un déplacement initial dans les villes du Boyacá, puis vers Bogotá pour les familles les plus aisées, à la recherche d'une meilleure offre éducative (Fournier et Gouëset, 2000 : 92).

Ces exemples le montrent bien, les systèmes de résidence bipolaires, avec un pôle dans une des villes du Casanare et l'autre à l'extérieur de la région, correspondent à une stratégie familiale

pour tirer parti des opportunités offertes par des lieux fréquentés cycliquement. Cette pratique ne répond pas uniquement aux impératifs de survie des couches populaires, elle est aussi mise en œuvre par des classes aisées. Mais le rythme de déplacement entre le lieu de travail et le lieu de résidence est alors directement fonction du niveau socio-économique (Fournier et Gouëset, 2000).

Les enquêtes démographiques et anthropologiques réalisées dans les trois villes du Casanare convergent : tandis que les ouvriers se rendent deux à trois fois par an, au mieux tous les deux mois, dans leur famille, les professionnels les plus qualifiés y retournent chaque semaine, même si elle réside à Bogotá ou dans un autre département éloigné. L'aléatoire domine les rythmes de déplacement des *malleros*, alors que les ingénieurs des compagnies pétrolières peuvent compter sur une stabilité d'emploi, une régularité des rythmes de travail et des moyens de communication (avion) qui diminuent les distances entre la zone d'exploitation pétrolière et la résidence familiale. Enfin, sur le long terme, la situation est tout aussi inégalitaire : tandis que la carrière des premiers bénéficie de la diversité d'expériences professionnelles sur différents chantiers, les seconds accumulent des emplois non qualifiés sans trajectoire sociale ascendante. Pour les mobilités circulaires qui sous-tendent ces systèmes de résidence complexes comme pour la migration de long terme évoquée à Cali dans la section précédente, la segmentation sociale est manifeste.

Aux motifs économiques de la bi-résidence, s'ajoutent des motifs d'ordre familial. Ainsi, le mode de vie adopté par les *malleros* présente d'autres avantages que les salaires élevés : il autorise plus d'indépendance que d'autres types de travail et offre une certaine liberté par rapport aux obligations familiales. « Même dans ce domaine le *mallero* est dans une position limite, puisqu'il a son épouse et ses enfants dans un autre lieu du pays sans assumer pleinement les responsabilités qu'exigerait l'appartenance à une famille » (Hoyos et Salazar, 1997b). Les conditions se prêtent en effet à cet investissement professionnel délivré des obligations envers les enfants mais peuvent aussi, parfois, être responsables de la séparation du couple.

La présence physique dans l'autre pôle du système résidentiel n'est pas l'unique relation entre les segments des familles spatialement éclatées : les résidents bipolaires envoient souvent de l'argent à leur famille tout au long de l'année. La moitié des habitants des hôtels, qui ont principalement un système de résidence bipolaire, et entre 10 et 20 % des résidents des logements ordinaires, envoient régulièrement de l'argent à leurs proches parents (père, mère, conjoint et enfants). La fréquence des transferts diminue avec la durée de séjour dans la ville, mais ils demeurent une pratique répandue, même à long terme, aboutissant à une redistribution, hors des villes pétrolières, des revenus perçus par les immigrés. À côté de la redistribution par l'État colombien,

d'une partie des *royalties* pétrolières dans le reste du territoire national, existe donc un système « informel » de redistribution, qui ne répond pas à une politique d'aménagement du territoire, mais à la logique de la géographie des lieux d'origine des migrants.

En résumé, on peut affirmer que les systèmes résidentiels complexes basés sur des séjours temporaires, souvent cycliques, dans différents lieux du territoire national permettent de tirer parti des opportunités locales : ils obéissent, le plus souvent, à des logiques familiales (et non individuelles), dans un territoire national traversé par de profondes inégalités. Cependant, le recours à la mobilité est profondément discriminatoire : à la maîtrise de l'espace par les personnels qualifiés du pétrole, par exemple, s'oppose la situation des ouvriers pour qui la distance a toujours un coût qui interdit des déplacements fréquents au lieu de résidence familial. Si la migration sous ses multiples formes est bien une option de reproduction économique et sociale – dans bien des cas d'ailleurs la seule ressource mobilisable, au prix fort, face à la dégradation des conditions de vie locales –, on ne peut en aucun cas l'idéaliser comme solution à l'inégale répartition des opportunités d'emploi, de logement, d'éducation, etc., ni même comme un droit d'accès à la ville pour tous.

3. LA GRANDE RÉGION PACIFIQUE, UN ESPACE MIGRATOIRE CONTEMPORAIN ?

Nous voulons maintenant élargir la perspective en nous plaçant dans le cadre plus vaste de l'évolution du « système de lieux » constitué des localités de départ, de passage et d'immigration, des réseaux et plus largement des espaces de vie et de reproduction des migrants, pour comprendre comment les mobilités s'appuient sur des valorisations différentes de l'espace (en fait des ressources spatialisées), et comment, en retour, les fonctions de l'espace régional se modifient sous l'effet de la mobilité. Pour cet exercice, nous disposons, dans l'espace régional de la grande région Pacifique, d'observations dans les lieux de départ – ruraux en l'occurrence – et dans un des principaux lieux d'arrivée, Cali. En nous appuyant sur l'analyse des trajectoires d'émigrants et d'immigrants, nous chercherons à intégrer, dans l'interprétation des résultats, l'ensemble des lieux qu'elles mettent en relation. Les données proviennent des sources précédemment évoquées, à savoir le recensement de 1993, l'enquête de 1998 à Cali – en particulier la typologie des trajectoires migratoires exploitée ici de façon spécifique pour les migrants originaires du Pacifique – et une enquête réalisée dans le village de Bellavista, sur la rivière

Mejicano, dans le municipe de Tumaco en 1998 (annexe 2)¹. L'encadré 2.3 précise les espaces auxquels il sera fait allusion².

Encadré 2.3 – *Les lieux de la région du Pacifique*

La « grande région Pacifique » regroupe les quatre départements du sud-ouest colombien : Chocó, Valle del Cauca, Cauca et Nariño. Cependant, dans tout le texte, on parlera aussi de « région Pacifique », pour se référer seulement à la frange littorale de ces départements, qui fut peuplée historiquement par des descendants d'esclaves noirs avant et après l'émancipation (1851-52) et qui abrite aujourd'hui une population essentiellement noire (chapitre 4).

La « région de Tumaco » s'entend comme l'ensemble des rivières et de la ville, et correspond grossièrement au municipe du même nom. Dans ce cadre, les migrations « lointaines » sont celles qui dépassent cet espace régional et le terme de « local » s'applique aux espaces ruraux riverains de la rivière El Mejicano ou des rivières immédiatement voisines (carte 2.3).

Enfin, l'expression « Pacifique lointain », s'entend depuis Cali : elle exclut de la région du littoral pacifique le municipe de Buenaventura, grand port situé à deux heures de route, qui maintient avec la capitale du Valle des relations démographiques et économiques très étroites.

Nous adoptons d'abord le point de vue des espaces ruraux de départ (Bellavista) en nous intéressant d'une part à l'extension de l'univers de reproduction familiale à travers l'évolution des espaces de nuptialité, d'autre part à la distribution des destinations des émigrants et à leurs parcours migratoires. Nous cherchons ainsi à caractériser les différentes fonctions que prennent les lieux de circulation et d'émigration. Dans un deuxième temps, l'analyse se déplace sur les trajectoires et les caractéristiques des immigrants à Cali en provenance du Pacifique et, particulièrement, du municipe de Tumaco. L'interrogation porte alors sur la spécificité des conditions d'insertion urbaine de cette population. Enfin, nous tentons en conclusion une interprétation globale de l'espace du Pacifique en tant que « système de lieux », intégré et hiérarchisé, de circulation des hommes et des biens.

3.1. Les rivières, Tumaco, Cali : causes et effets de la mobilité à l'échelle locale, municipale et régionale

Les espaces de nuptialité : alliances et territorialité

L'évolution des espaces de nuptialité à Bellavista nous permet d'explorer un premier aspect, non directement lié aux logiques économiques, de la « mise en système » des lieux par la mobilité. Dans la baie de Tumaco au sud-ouest du pays, à quelques quatre

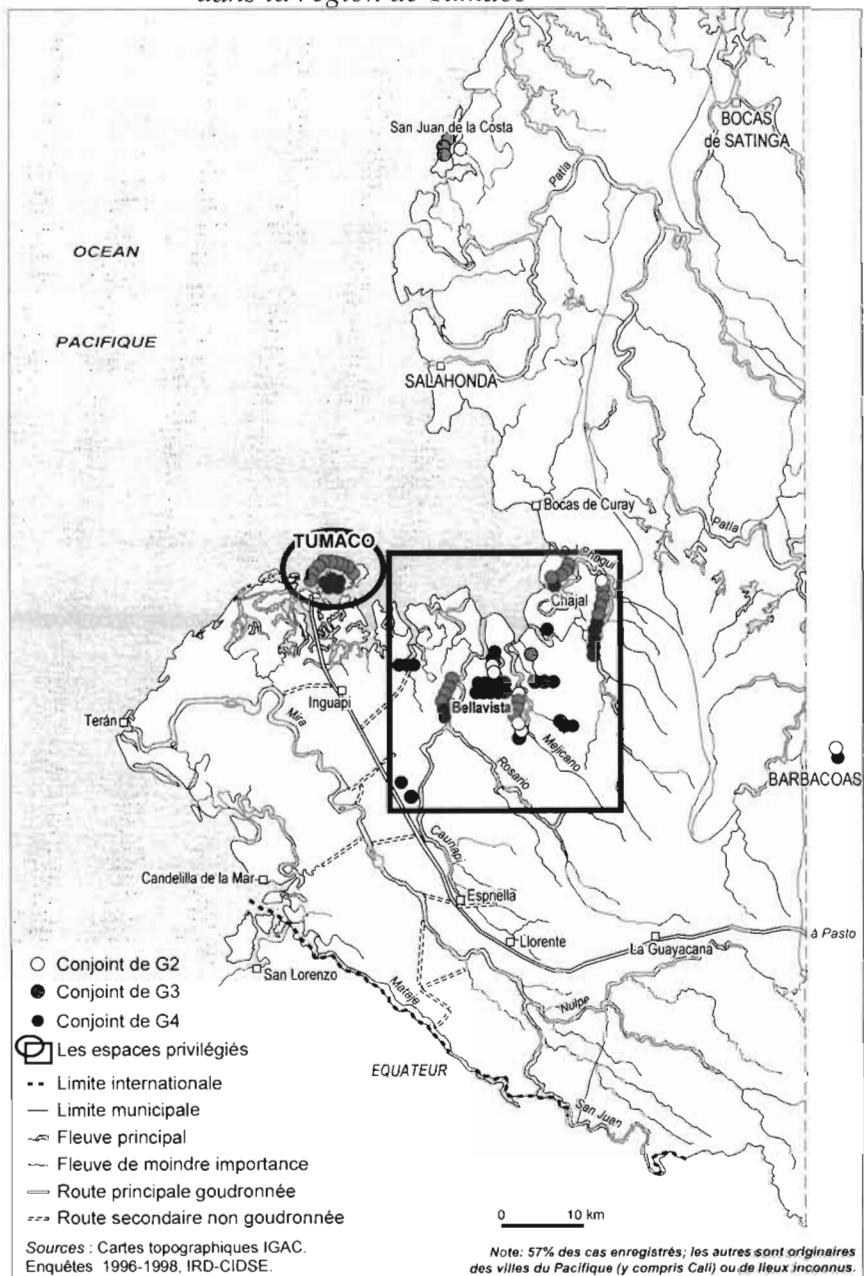
¹ L'ensemble des informations recueillies à Bellavista l'a été grâce à la collaboration de N. Rivas, qui a présenté ses principaux résultats dans son mémoire de sociologie (Rivas, 1999).

² Voir aussi Pissot et Hoffmann (1999).

heures de pirogue à moteur de la ville, la rivière El Mejicano compte aujourd'hui cinq villages consolidés, de 100 à 600 habitants chacun, et un habitat dispersé le long du cours d'eau. Le récit local affirme que le village de Bellavista fut fondé par Balbina de la Cruz, une femme originaire de la côte équatorienne voisine. Elle eut deux époux successifs, tous deux originaires de Barbacoas et considérés également comme « fondateurs ». L'information recueillie couvre la totalité de leurs descendants résidents, sur trois générations, plus des familles installées plus tard. On s'intéresse ici aux espaces de nuptialité en ce qu'ils traduiraient des correspondances entre logiques sociales d'alliances et de filiation et logiques spatiales. En d'autres termes, peut-on déceler des récurrences, indicateurs de stratégies d'alliances qui auraient des significations spatiales et territoriales ? Dans quelle mesure peut-on alors les mettre en relation avec les pratiques migratoires et/ou de mobilité ?

Confiné, pour les premiers descendants, aux villages du río Mejicano ou du río Gualajo voisin (carte 2.3), l'espace de nuptialité des natifs de Bellavista se diversifie dès la seconde génération avec des conjoints originaires des rivières plus éloignées (ríos Rosario, Caunapi, Chagui), de Tumaco, des grandes villes du pays, et même, dans certains cas, de l'étranger. Cette tendance s'amplifie à la génération suivante pour laquelle les conjoints sont originaires pour moitié de la région, pour moitié de l'extérieur du Pacifique. Cependant, la diversité des origines des conjoints n'est pas également répartie entre les sexes : les femmes se lient en moyenne avec des conjoints originaires de régions plus lointaines et notamment des grandes villes du pays, alors que les hommes semblent privilégier des unions avec des femmes originaires de la région, et plutôt d'origine rurale. On est loin, en tout cas, d'un modèle de communauté fermée ou restreinte à la région. Toutefois, en retournant l'argument, on pourrait souligner que malgré l'accélération des migrations depuis une vingtaine d'années, 43 % des conjoints de la génération actuelle restent originaires de la même rivière, et souvent du village lui-même. En fait, l'analyse des comportements différenciés selon les branches familiales (c'est-à-dire l'ensemble des noyaux familiaux descendant d'un même ancêtre) conduit à identifier trois stratégies matrimoniales principales. Également décrit dans le Chocó voisin par A. M. Losonczy (1992), le schéma le plus commun à Bellavista consiste à établir des relations avec des conjoints d'autres rivières de la région – plutôt que des villages de la même rivière –, en tenant compte de leur origine sociale et en recherchant la répétition d'alliances entre frères et sœurs (carte 2.3). Un deuxième cas de figure concerne les branches familiales où la majorité des conjoints sont originaires des villes du Pacifique (Tumaco, Cali, Buenaventura). Enfin, deux groupes familiaux

Carte 2.3 – *Lieu d'origine des conjoints de natifs de Bellavista dans la région de Tumaco*



présentent des combinaisons sans récurrence évidente dans les lieux d'origine des conjoints. Ces trois stratégies témoignent d'une transition entre un « modèle traditionnel » restreint à la région proche – la première –, et un schéma qui traduit l'élargissement de l'espace de nuptialité – la dernière –, la deuxième, intermédiaire, reflétant les premières phases de migration et le brusque élargissement de la sphère de la nuptialité vers les villes.

Dans le premier cas, la précarité généralisée des ressources pousse à diversifier les alliances locales, multipliant de ce fait les possibles accès à d'autres territoires et d'autres ressources, tout en établissant des solidarités mobilisables en cas de problème majeur (perte de territoire, maladie, etc.). On reste-là dans un éventail restreint de ressources, localisées dans l'espace rural de proximité. Mais ces logiques de survie perdent de leur nécessité lorsque ces conditions extrêmes s'améliorent, avec, notamment, l'introduction d'autres types de ressources (le travail salarié, le petit commerce urbain). Il est alors possible de dissocier les stratégies matrimoniales des stratégies familiales de reproduction liées à l'espace local. De fait, dans ce nouveau contexte, l'alliance de type « locale » ne privilégie plus tant l'accès potentiel aux ressources matérielles du lieu d'origine du conjoint que la relation elle-même, c'est-à-dire la participation à un réseau de reconnaissance mutuelle¹. Elle permet la réaffirmation d'une « territorialité » commune, celle du monde des rivières, qui dépasse le village ou la rivière d'origine et recouvre toute la baie de Tumaco. Cependant, avec l'accélération des migrations lointaines et surtout de l'urbanisation, les ressources stratégiques pour la reproduction des unités familiales ne sont plus situées dans la seule région, mais principalement localisées en ville (le travail, l'accès à l'éducation et à la santé, les réseaux d'information). L'élargissement de l'espace de nuptialité traduit les phénomènes de migration et d'urbanisation. Il participe, lui aussi, à la construction d'un nouveau « système de lieux » défini par de nouvelles mobilités.

Lieux, trajectoires et fonctions de la mobilité

« *Anda andando* », « *anda viajando* » : « il est en train de voyager ». Comme l'initiation presque rituelle à l'âge de l'adolescence, que A. M. Losonczy (1992) a décrit dans le Chocó, le voyage est l'expérience la mieux partagée du Pacifique, hommes et femmes confondus, ce dont A. Vanin (1999) a très bien parlé. On cherchera ici à décrire les espaces et les trajectoires couverts par ces « voyageurs »².

¹ Il faut donc nuancer considérablement les interprétations fonctionnalistes qui voyaient dans le système de parenté du Pacifique un ensemble de stratégies basées sur le contrôle de l'accès aux territoires (de Friedemann, 1969 et 1974 ; Motta, 1975).

² Prenant pour entrée la « grille généalogique » de l'ensemble des habitants élaborée pour l'étude de la nuptialité, nous avons sélectionné 30 informateurs résidant en 1998 à

On peut tout d'abord confirmer l'importance des migrations : 76 % des femmes et 63 % des hommes natifs¹ de Bellavista n'y résident plus au moment de l'enquête. Mais on constate également que les deux tiers environ des natifs résident encore dans la région proche : dans le village, les rivières voisines ou la ville de Tumaco. La migration lointaine ne concerne donc qu'un tiers de la population d'origine. Les lieux de résidence hors de la région ne sont pas très variés : principalement la ville de Cali, (près de 20 % des natifs de Bellavista y résident aujourd'hui), le port de Buenaventura et les villes industrielles du Venezuela. Pour les habitants des rivières du Pacifique, l'espace de migration est en grande majorité borné par des lieux connus de longue date, où ce sont implantés les réseaux migratoires, que ce soit dans la région proche ou les deux principales villes de la grande région du Pacifique.

La ville de Tumaco est le premier lieu de résidence des émigrés de Bellavista, permettant la mise en place puis l'activation de réseaux de circulation permanente de personnes, de produits et d'informations entre rivières et ville ; nous y reviendrons. Mais les lieux couverts par les réseaux des natifs des rivières s'étendent bien au-delà de la région proche de Tumaco pour constituer une structure d'espaces emboîtés, aux « qualités » différenciées, et qui attirent une migration sélective en fonction du sexe, de l'âge et de la scolarité des individus. L'espace le plus proche correspond « au pays des rivières » qui abrite aujourd'hui à peu près le tiers de la population d'origine : une population relativement plus âgée que la moyenne, de niveau scolaire très bas, et un peu plus d'hommes que de femmes. Au niveau immédiatement supérieur, la ville de Tumaco, pôle régional, est le lieu de destination des hommes de niveau de scolarité secondaire, et surtout des femmes adultes qui viennent s'occuper de la scolarité de leurs enfants. Plus loin, Cali accueille surtout des hommes jeunes, et, de plus en plus également, des femmes jeunes, ayant entamé ou terminé le secondaire, et qui en profitent souvent (surtout les femmes) pour poursuivre leurs études. Les destinations plus éloignées attirent des personnes plus âgées, celles et ceux qui y trouvent un travail spécialisé en accord avec des compétences acquises antérieurement, ou qui y rejoignent leurs enfants (les femmes surtout). On aurait donc un dispositif spatial aux fonctionnalités multiples, un espace apparemment

Bellavista, Tumaco et Cali, et leur avons demandé de reconstruire leurs propres trajectoires migratoires, et celles de leurs proches (parents, enfants, parfois les collatéraux, âgés de plus de 15 ans et non décédés), qu'ils habitent ou non dans le village au moment de l'enquête. Nous avons pu ainsi recueillir des informations sur les présents et les absents en 1998 (142 personnes au total), avec une répartition par sexe et tranches d'âge équilibrée.

¹ On utilisera abusivement ce terme, assimilant ainsi à cette catégorie les quelques personnes non natives qui ont résidé longtemps à Bellavista avant leur départ en migration (ce sont des conjoints de personnes natives).

ouvert et accessible aux migrants en fonction de leurs besoins et de leurs attentes, grâce aux réseaux de parents et de voisins qui garantissent « l'atterrissage » dans les lieux d'arrivée. Une analyse des trajectoires migratoires permet de préciser ce modèle.

Pratiquement tous les natifs de Bellavista ont quitté le village au moins une fois pour une durée supérieure à un an. Un peu moins de la moitié d'entre eux ne sont partis qu'une seule fois, qu'ils soient revenus au village pour n'en plus bouger ou qu'ils soient restés sur leurs premiers lieux de migration. Un peu plus de la moitié déclare une seconde étape de migration, et la moitié de ceux-ci une troisième. Une minorité de personnes ont connu d'autres étapes encore, jusqu'à cinq¹. Les premiers départs ont toujours lieu avant 25 ans, pour des motifs déclarés de recherche de travail et/ou poursuite des études, mais aussi « pour chercher la vie » et « ouvrir son chemin ». Les motifs des migrations ultérieures sont essentiellement la recherche de travail pour les hommes, l'éducation et la scolarisation des enfants pour les femmes. L'analyse détaillée des trajectoires (destination, âge du migrant, durée, motifs) permet d'en dresser une typologie qui éclaire le processus régional de mobilité. Six modalités principales se dégagent.

Un premier groupe, très minoritaire (8 %) rassemble les « sédentaires » qui n'ont jamais voyagé : il comprend surtout les « aînés », quatre d'entre eux assumant un rôle important dans la hiérarchie sociale locale. Pour eux, le fait de ne pas migrer n'est en rien un facteur de marginalisation : leurs enfants, eux, résident ou ont résidé à l'extérieur.

À l'opposé, les « émigrés » (30 %) sont partis pour une destination lointaine (Buenaventura, Cali, étranger, etc.) et y résident encore au moment de l'enquête. Parmi eux, les plus jeunes sont partis depuis moins de 10 ans et n'ont peut-être pas achevé leur cycle de migration. La migration définitive, si on la définit arbitrairement comme celle d'une durée supérieure à 10 ans, affecterait plutôt les femmes (28 pour 15 hommes). Chez les hommes, les migrants les plus lointains présentent deux profils désormais « classiques » dans la région : d'une part les jeunes qui vont travailler dans les champs de coca des piémonts amazoniens (les *raspadores*), le temps d'accumuler un pécule et d'aller plus loin ou de revenir (cette étape ne sera pas, en général, de longue durée) ; d'autre part ceux qui tentent leur chance dans les zones industrialisées – principalement pétrolières – du Venezuela. Dans les deux cas, l'objectif économique est déterminant : accumuler pour envoyer (ou rapporter) de l'argent à la famille.

¹ En moyenne, les migrants lointains à la date de l'enquête ont effectué 1,9 étape migratoire. Cette valeur concorde avec celles obtenues dans l'enquête de 1998 à Cali, qui mentionne des nombres moyens d'étapes avant la dernière arrivée à Cali de 2,5 pour les originaires de Tumaco rural, 1,6 pour Barbacoas Rural et 1,8 pour les ruraux des autres municipes de la côte du Nariño.

Plus de la moitié des personnes (54 %) sont dans des situations intermédiaires : toutes ont migré, mais leurs départs ne signifient nullement rupture des réseaux familiaux, ils les élargissent dans des espaces d'amplitude variable. Certains (14 %) poursuivent le schéma traditionnel de la mobilité des rivières dans un univers intégrant les villes du Pacifique. Dans une « version moderne » du voyage d'initiation, d'autres (19 %) effectuent une étape à Tumaco, puis un passage à Cali avant de revenir résider à Tumaco, riches d'une expérience de « la grande ville ». Les départs directs vers Cali – éventuellement suivis de retour dans la région – sont naturellement plus rares (15 %) et répondent davantage à des motifs économiques ou à des attentes précises (travail, études, ou installation définitive – même si celle-ci ne concerne finalement que moins de la moitié d'entre eux –). Enfin, quelques-uns (6 %) sortent des sentiers battus de Cali et Tumaco, et séjournent dans des lieux divers avant de revenir au village : ils « cherchent la vie » et veulent « voir le monde », un peu à la manière de leurs anciens qui parcouraient les rivières du Pacifique. Ils repoussent maintenant plus loin les frontières de leur univers, ce qui renforce leur prestige mis à profit ensuite dans le monde des rivières.

Comme ailleurs en Amérique latine, la plupart de ces mobilités résidentielles ne signifient pas rupture avec la région d'origine¹, et les ressources du village sont fréquemment sollicitées pour aider le ou la migrant(e) : la jeune femme y laisse ses enfants ou y envoie ses derniers nés à la garde des grands parents, les « petites sœurs » migrent à leur tour pour aider à tenir la maison à Cali, sans compter les retours imprévus en cas de détresse majeure. Réciproquement, la ville s'est définitivement intégrée aux espaces de vie des habitants ruraux, et c'est particulièrement vrai pour Tumaco qui « fonctionne », dans les pratiques de mobilités, de plusieurs manières : destination durable, étape transitoire avant un départ plus lointain, ou lieu de résidence partagé avec le village (en général l'homme reste au village pendant que la femme et les enfants résident à Tumaco). Tumaco est devenu le pôle régional où se concentrent les informations stratégiques d'ordre familial, économique ou politique, procurant aux villages des rivières, par migrants interposés, leur capacité à « être au courant », à s'intégrer dans les dynamiques régionales pour ne pas être « oubliés », par exemple, lors d'éventuels programmes d'infrastructures ou de développement local. Aujourd'hui les villages ne peuvent se reproduire socialement sans les migrants urbains. L'espace régional fait donc système à partir de l'articulation des différentes modalités migratoires, sans oublier ceux qui ne partent pas. La circulation des hommes et des biens matériels et symboliques y

¹ Cette conclusion concorde en effet avec les analyses rassemblées dans les actes du colloque de Quito « Se fue a volver » (Reboratti (éd.), 1986) ou, plus récemment par G. Cortes en Bolivie (2000).

fonctionne précisément parce qu'il demeure des sédentaires, que d'autres effectuent des migrations de longue durée, que d'autres encore évoluent dans un système de mobilité avec retour.

Les diagnostics alarmants sur le dépeuplement de certains villages, surtout quand les femmes commencent à migrer massivement, ne devraient donc pas nous mener à des conclusions hâtives en terme de « déclin ». Ils signalent toutefois une recomposition spatiale qui affecte considérablement les modes de penser et de s'appropriier les ressources dans les espaces villageois. Les registres de légitimité « traditionnels », fondés en grande partie sur la résidence et le travail, doivent désormais s'adapter à ces nouvelles conditions, celles où des villageois-urbains (bi-résidence Tumaco et village) ou des migrants-revenants disposent de ressources nouvelles, matérielles ou non matérielles – légitimités acquises en milieu urbain, particulièrement par la scolarité ou l'intégration dans des réseaux de pouvoirs locaux –, qu'ils peuvent mettre à disposition du collectif – la famille, la parentèle élargie, le village – ou au contraire utiliser dans des stratégies plus individualistes.

3.2. Les immigrants du Pacifique à Cali : la difficile égalité des chances

Nous allons maintenant brosser un portrait à grands traits des immigrants du Pacifique à Cali, de leurs itinéraires résidentiels et de leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques, qui en font à la fois une population particulière et très hétérogène. Nous verrons aussi qu'elle affronte, globalement, des difficultés spécifiques d'insertion urbaine. Nous utiliserons pour cela la typologie des trajectoires de migrants élaborée à partir de l'enquête de 1998 à Cali (déjà évoquée en section 1.2). Elle se compose de 34 classes, dont 14 regroupent des migrants originaires de la région Pacifique¹ et totalisent 18 % des migrants durée de vie à Cali (annexe 3). Au sein de ce segment de la typologie, nous tenterons de dégager ce qui distingue les originaires de la côte du département du Nariño et plus particulièrement ceux du municipio de Tumaco.

Un système migratoire ample et intense

Les trajectoires menant du Pacifique à Cali ont leur origine dans quatre grands espaces : la côte du Nariño (34 % des migrants du Pacifique à Cali), la côte du Cauca et la vallée du Patía (31 %), le municipio de Buenaventura (24 %) et le Chocó (11 %).

¹ 10 classes de migrants provenant de ce que nous avons appelé le « Pacifique lointain » auxquelles s'ajoutent 4 classes de migrants du municipio de Buenaventura.

Si l'on s'en tient aux indicateurs synthétiques sur l'ensemble des migrants (proportion de migrants directs, nombre moyen d'étapes, durée moyenne des étapes), les trajectoires des migrants du Pacifique se différencient assez peu de celles des autres immigrants à Cali (tableau 2.5). En revanche, lorsque l'on écarte les migrations directes – dont une part importante est liée au regroupement familial à Cali –, les pratiques migratoires des habitants du Pacifique lointain se distinguent fortement par trois caractéristiques :

- la fréquence élevée de la mobilité résidentielle. Un changement de résidence tous les trois ans, en moyenne, contre quatre ans et demi pour l'ensemble des autres origines.

- La grande amplitude spatiale des trajectoires dans et hors de la région Pacifique. Les trajectoires issues de la région du Pacifique lointain comprennent presque toutes un nombre important d'étapes migratoires de longue distance, soit au sein de la grande région sud-ouest du pays (par exemple, depuis la côte du Nariño vers Buenaventura, Cali, l'intérieur du Cauca, le sud du Valle ou la région d'Antioquia), soit plus loin en Colombie, voire même à l'étranger (Panama, Équateur et Venezuela).

- L'intensité des relations migratoires avec Cali. La fréquence élevée d'épisodes résidentiels à Cali antérieurs à celui en cours au moment de l'enquête est, quant à elle, une caractéristique spécifique des émigrants du municipe de Tumaco (urbains comme ruraux) et, dans une moindre mesure, des campagnes du Chocó. Cette expérience migratoire à Cali suivie de retour ou d'une autre migration, d'une durée variable selon les individus, s'acquiert au long d'une période de temps elle aussi variable, pouvant atteindre vingt ans dans certain cas. À un instant donné, elle concerne de 10 à 30 % de l'effectif observé, et au total, compte tenu des rotations entre individus, plus de la moitié des migrants de Tumaco et du Chocó l'ont connue.

Les trajectoires « au long cours » des migrants du Pacifique lointain¹ contrastent particulièrement, dans un contexte comparable du point de vue des distances à Cali, avec celles des migrants originaires de la partie andine de la région Sud-ouest (intérieur du Cauca et Nariño, Antioquia, Tolima et Huila). Dans ces régions, l'importance des migrations directes vers Cali, les trajectoires migratoires limitées aux villes des départements de naissance ou à celles situées à proximité de Cali (absence – à quelques exceptions près – de migration à l'extérieur de la région sud-ouest du pays) et la rareté des épisodes résidentiels antérieurs à Cali, s'opposent aux caractéristiques du système migratoire des personnes originaires du Pacifique que nous venons de mettre en évidence et que

¹ Les éléments statistiques apporté ici confirment les résultats de l'étude anthropologique de cette mobilité : Quintín, 1999 ; Vanín, 1999 ; Urrea, Arboleda et Arias, 2000.

confirment les études plus qualitatives effectuées dans les zones d'origine.

Un capital éducatif élevé mal converti en termes d'insertion économique

Le profil particulier de mobilité des habitants du Pacifique s'accompagne d'une forte singularité « raciale » et sociale de ce groupe de migrants¹. La population noire forme l'essentiel des flux provenant de la côte du Nariño et du Chocó, tandis que la composition est beaucoup plus mélangée dans le cas de Buenaventura (plus d'un tiers de population non noire pour l'ensemble du municipe) et surtout de la région Pacifique du Cauca (les blancs et métis y sont majoritaires). Mais au-delà de ces variations locales, les migrants du Pacifique considérés dans leur ensemble comptent près de 80 % de population afrocolombienne contre 24 % dans l'ensemble de la population de Cali.

Contrairement au stéréotype répandu à Cali sur le handicap de niveau d'éducation de la population afrocolombienne, le capital éducatif des migrants du Pacifique à la date de l'enquête est nettement supérieur à celui de beaucoup d'autres migrants. Ce différentiel est avéré pour l'ensemble du Pacifique par rapport à la moyenne des migrants : 54 % de niveau secondaire ou supérieur chez les migrants du Pacifique contre 51 % seulement en moyenne. L'écart global s'explique en grande partie par l'effet du niveau d'éducation très élevé des migrants de Buenaventura (79 % de secondaire ou supérieur). Mais l'avantage relatif des originaires du Pacifique s'accroît et devient presque systématique lorsqu'on les compare à d'autres migrants en contrôlant la distance à Cali et l'origine rurale ou urbaine. Ainsi chez les migrants ruraux, 42 % de ceux de la côte Pacifique du Nariño ont un bagage éducatif secondaire ou supérieur alors que ce n'est le cas que pour 9 % de ceux des campagnes de l'intérieur du département. Hormis le cas particulier de la ville de Buenaventura, les contrastes sont moins forts pour les migrants d'origine urbaine, mais restent presque toujours à l'avantage des originaires du Pacifique.

Les observations effectuées à Tumaco suggèrent qu'il faut associer ce constat fait à Cali à un processus d'émigration très sélective depuis les campagnes du Pacifique : seuls les individus les mieux dotés en capital éducatif entreprendraient la migration vers Cali. Mais cette sélectivité de la migration n'est en rien spécifique du Pacifique. Pour expliquer les différences avec les autres origines régionales, il faut recourir à l'hypothèse d'un sur-

¹ Compte tenu des effectifs observés assez réduits, nous limiterons ici l'analyse statistique à trois variables simples : le phénotype des individus, leur niveau d'éducation et leur strate socio-économique de résidence dans Cali (voir annexe 3). Pour des analyses plus détaillées sur ce sujet, voir Agier *et alii* (2000), Barbary (2001), Barbary *et alii* (1999), Barbary, Ramírez, Urrea (1999), Urrea, Ramírez (2000).

investissement collectif des populations du Pacifique dans l'éducation, perçue comme la condition requise pour l'insertion économique à Cali. Ce comportement intégrerait-il déjà la conscience d'un handicap racial à surmonter ? Il est de toute façon douteux que cet investissement puisse se réaliser dans les zones d'origine des migrants, étant donnée l'insuffisance chronique d'offre scolaire dont elles souffrent. Le plus probable est plutôt qu'il ait eu lieu au cours de la trajectoire migratoire et probablement pour une grande part à Cali, entre la date d'arrivée dans la ville et celle de l'enquête. Quoi qu'il en soit, la question est posée de savoir si cet avantage relatif de capital éducatif est converti en termes d'insertion socio-économique. En 1998 la situation s'avère contrastée, cet enchaînement « logique » étant souvent contrarié.

Si l'on compare les migrants ruraux de la côte du Nariño avec ceux de l'intérieur du département, on constate que malgré l'avantage des premiers en termes de capital éducatif, ils sont, dans une proportion très supérieure aux seconds, cantonnés aux strates d'habitat populaire (strates 1, 2 et 3) : de 80 % à 100 % selon les origines alors qu'au même moment, près de la moitié des migrants de l'intérieur ont accédé à une résidence dans les trois strates supérieures. Ce schéma très inégalitaire se répète pour les migrants ruraux du Chocó et, dans une moindre mesure pour ceux du Pacifique Cauca et de Buenaventura, au regard de l'insertion socio-économique à laquelle parviennent leurs homologues des campagnes de l'intérieur. En revanche l'insertion résidentielle des urbains du Pacifique n'apparaît pas globalement moins bonne que celles des urbains de l'intérieur et, dans certains cas, elle peut s'avérer meilleure.

La question des inégalités socio-raciales dans l'accès aux ressources économiques en ville se pose donc d'une manière à la fois précise et nuancée. Pour les migrants ruraux, il ne fait pas de doute que les originaires du Pacifique sont considérablement freinés dans leur ascension sociale par des discriminations dans l'accès aux emplois et aux rémunérations auxquels devrait leur permettre de prétendre leur avantage relatif de capital éducatif. L'existence à Cali, dans certains segments du marché de l'emploi, d'une discrimination proprement raciale de la population afrocolombienne est d'ailleurs avérée par des études qualitatives (Urrea 1997 : 155 ; Quintín, Ramírez et Urrea 2000 : 23 ; Agier *et alii*, 2000 : 50-53), ainsi que sa forte perception par la population de Cali (Barbary, 2001 : 794-798). Cependant, conclure sur son importance statistique et son rôle dans les inégalités d'insertion socio-économique est une autre affaire. L'hétérogénéité des conditions sociales selon les origines régionales et surtout l'opposition entre migrants ruraux et urbains montrent bien que le processus n'est pas uniforme. La composante raciale y prend une part variable, en interaction avec d'autres critères de

différenciation : lieux et temps de résidence à Cali, genre, position dans le cycle de vie, trajectoire professionnelle, etc. L'étude statistique rigoureuse reste à faire, et la variable de l'éducation ne saurait à elle seule rendre compte des inégalités dans l'accumulation des différentes formes de capital qui conditionnent l'accès aux ressources. L'analyse sommaire menée ici a surtout le mérite de déplacer le débat sur l'inégalité raciale à Cali depuis son terrain le plus « traditionnel » et médiatisé, celui de la ségrégation résidentielle, voire d'un ghetto racial dont les résultats de la recherche démontrent qu'il n'existe pas (chapitre 3), pour le recentrer sur la question cruciale des inégalités d'accès à l'ensemble des ressources urbaines (chapitre 4).

3.3. Cali et la côte Pacifique, l'exemple d'un système de lieux

Les données recueillies dans la région de Tumaco et à Cali nous semblent illustrer assez bien la thèse sur le système de lieux défendue dans ce chapitre. Les formes différenciées de migrations et de circulations identifiées tant chez les émigrants de Bellavista que chez les immigrants du Pacifique à Cali, concourent, dans leur ensemble, à la mise en relation d'une série d'espaces emboîtés qui s'étend à la région Pacifique entière et même au-delà. Bien sûr, la densité et l'intensité des liens matériels et symboliques qui s'établissent entre ces lieux varient très fortement selon les directions et les distances, laissant de grands « vides » qui se combleraient d'ailleurs en grande partie si l'on généralisait l'observation à l'ensemble des lieux d'émigration du Pacifique¹. Plus qu'une structure concentrique, c'est un schéma réticulaire qui organise cet espace migratoire le long de « routes » où se concentre la mobilité. Dans le cas de l'axe Bellavista-Tumaco-Cali, elles se dessinent autour de cinq espaces cardinaux : (i) Bellavista, (ii) l'espace des rivières de la baie de Tumaco, (iii) la ville de Tumaco, (iv) les villes de Cali et Buenaventura, (v) d'autres destinations extérieures à la région Pacifique. Mais au total, la somme de ces pratiques migratoires engendre bien un système de circulation qui se projette dans toute la « grande région Pacifique », et la dépasse. Les flux d'hommes et de biens, matériels et symboliques, qui le composent varient à différentes échelles temporelles, spatiales et sociales.

Dans le temps, ces flux varient bien entendu à l'échelle « historique », avec la réorientation et la diversification des destinations des émigrants depuis leurs zones d'origine et, corollaire de celle-ci, l'expansion et la recomposition des bassins migratoires des grandes villes. Mais à l'échelle du cycle de vie des

¹ Notamment les relations privilégiées Buenaventura-Cali et Guapi-Popayán. Le cas du Chocó, plus complexe à cause des relations étroites avec Medellín et la côte Caraïbe, témoigne de la rupture entre les parties nord et sud de la région Pacifique, constatée sous de nombreux aspects (linguistiques, culturels, politiques, etc.).

migrants, les formes de mobilités se différencient également, produisant des compositions démographiques et socio-économiques spécifiques à certains types de flux : voyages « d'initiation », migrations durables aux motifs économiques ou familiaux, installations dans les lieux d'émigration, retours aux lieux d'origine ou déplacements forcés¹.

Dans un premier temps, on pourrait voir dans ces dynamiques un processus d'indifférenciation spatiale, c'est-à-dire un processus dans lequel les unités spatiales « traditionnelles » – le village, la rivière, la ville – perdraient leurs fonctions primaires (respectivement : résidence, affiliation territoriale, jonction avec la société globale) au bénéfice d'une recomposition territoriale régionale. Il peut maintenant y avoir dissociation entre lieu de résidence et lieu d'affiliation territoriale (le migrant à Cali qui continue de se qualifier de « *tumaqueño* », mais aussi celui qui ne se perçoit plus que comme « *caleño* ») ou entre résidence et travail (les bi-résidents en ville et au village). D'une certaine façon, les lieux perdaient de leur autonomie en acquérant chacun de nouvelles fonctions, en interdépendance avec les autres. Le Pacifique s'intègre ainsi, avec un temps de retard sur les autres régions du pays, aux dynamiques migratoires et aux recompositions territoriales qu'induit la nouvelle distribution de fonctions aux lieux. Les ressources exploitées par les individus, mais surtout par les groupes familiaux, se situent alors dans différents lieux et ne prennent de valeur que par leur complémentarité dans le temps et dans l'espace, dont nous avons vu de nombreux exemples. Mais cette indifférenciation des lieux n'est bien sûr qu'apparente. Tous les espaces ne contribuent pas également à cette reproduction, et surtout pas de façon aléatoire, mais plutôt de façon différenciée selon l'âge, le genre, la condition sociale, la position dans le cycle de vie, etc.

On peut alors parler d'un « système de lieux » dans lequel les points de départ et d'arrivée de chaque « route » ont des positions et des fonctions relatives qui déterminent elles aussi les volumes et les caractéristiques des flux migratoires qui les empruntent. Depuis Bellavista, par exemple, Tumaco est la destination privilégiée des femmes qui recherchent un accès réel à l'éducation et à la santé pour leurs enfants, même si cela implique la segmentation de l'espace de reproduction économique et social du ménage, les hommes conservant parfois leur insertion résidentielle et

¹ Dans le Pacifique, ce dernier cas concerne une époque très récente (2000-2001) mais connaît une dynamique exceptionnelle, résultat de l'offensive paramilitaire dans toute la région (Sánchez, 2001). Au déplacement de populations rurales installées dans des zones considérées comme stratégiques par l'un ou l'autre des acteurs armés, s'ajoute le déplacement des élites engagées dans le champ social et politique local (dans les ONG pour la défense des droits de l'homme, le mouvement ethnique, mais aussi les syndicats et l'Église catholique), ce qui à terme modifie en profondeur la capacité d'action et d'adaptation de ces sociétés aux changements d'ordre national ou global.

professionnelle rurales ou recherchant à Cali, Buenaventura ou même plus loin de meilleures opportunités d'emploi qu'à Bellavista ou Tumaco. Les jeunes femmes, elles, recherchent fréquemment, dans la migration directe à Cali, l'indépendance économique et les conditions nécessaires à la poursuite des études. Mais l'ensemble de ces choix résidentiels individuels ou familiaux s'inscrit presque toujours dans des logiques plus collectives (réseaux parfois très étendus d'originaires du même village, de la même rivière, du même municipe etc., communautés plus vastes construites autour de l'identité territoriale régionale, voire de l'identité ethnique), qu'illustrent bien les pratiques migratoires des populations du Pacifique. À ce propos, d'autres études¹ ont bien montré le rôle décisif des « colonies ». Comme à Cali les *Guapireños* ou à Bogotá les *Robleños*, ces « communautés d'origine » s'instituent dans la migration et acquièrent un rôle de cohésion sociale d'abord, puis de médiation entre les migrants et la société urbaine à laquelle ils s'initient. Les références rurales de l'origine commune expliquent et légitiment les actions collectives dans le milieu d'arrivée.

Il est probable que dans le cas du Pacifique, la communauté d'origine soit confortée par la double discrimination presque unanimement dénoncée par les migrants : discrimination géographique (le Pacifique comme « région abandonnée de l'État central ») et discrimination raciale (le Pacifique comme « région noire »). L'inégalité avérée qu'ils subissent souvent dans l'accès aux ressources urbaines, fournit à cette dénonciation des arguments très concrets. Les dynamiques politiques récentes fondées sur la reconnaissance d'une « identité » ethnique et territoriale spécifique aux populations noires du Pacifique, renforcent encore ce lien entre zones d'origine et lieux de migration. En effet l'identité afrocolombienne et les droits associés, initialement concédés aux seules populations rurales, sont désormais revendiqués par de nombreux noirs urbains, qu'ils soient migrants, descendants de migrants ou natifs des villes. La référence à un territoire d'origine leur est alors indispensable pour construire un discours qui « cadre » avec les dispositions législatives ; c'est-là un nouvel aspect de « l'intégration migratoire » du Pacifique. Amplement discutée dans le chapitre 4, cette question vient ici nous rappeler combien les relations établies dans et par la migration, entre les personnes et les groupes, et entre les espaces, dépassent de loin le registre socio-économique pour s'intégrer dans des logiques globales de reproduction politique des espaces considérés.

¹ Agudelo, 1998 ; Arboleda, 2001.

4. CONCLUSION : LES SYSTÈMES DE MOBILITÉ DANS LA COLOMBIE DES ANNÉES 1990

Deux types de conclusions peuvent être dégagées :

- certaines convergences qui apparaissent au travers de l'ensemble des espaces urbains et ruraux étudiés, et qui peuvent constituer des tendances profondes de l'évolution des flux migratoires et des pratiques de mobilité dans la Colombie des années 1990, mais aussi l'apparition de nouveaux enjeux de la mobilité spatiale pour les individus et les unités familiales, en lien avec la question de l'accès à des ressources de plus en plus inégalement réparties ;

- trois enjeux proprement politiques de l'accroissement et de la diversification de la mobilité : une complexité accrue de la gestion des collectivités locales, la survalorisation de la mobilité au détriment de la prise en compte des inégalités socio-économiques et enfin, la construction de nouvelles identités locales, régionales, ethniques, etc.

Certaines convergences des pratiques de mobilité dans la Colombie des années 1990

La variété d'exemples présentés ici montre une évolution générale récente des comportements migratoires qui traverse les contextes locaux et régionaux, avec, bien sûr, des nuances et des calendriers spécifiques. L'intensification de la mobilité, la diversification de ses formes et les changements dans l'orientation et la composition des flux, résultent d'une interdépendance croissante entre les lieux à diverses échelles spatiales et temporelles. En retour, la mobilité renforce cette interdépendance par l'impact puissant qu'elle a sur les dynamiques démographiques, économiques et sociales des espaces d'émigration et d'immigration. Fil conducteur du chapitre, la notion de système de lieux s'impose d'autant plus à l'analyse qu'elle est également sous-jacente aux comportements des acteurs sociaux, structurant les contraintes et les stratégies à partir desquelles ils assignent différentes fonctions aux lieux. Les principaux résultats de cette étude illustrent cette dialectique entre causes et effets de la circulation des hommes et des biens.

L'impact de la mobilité sur la dynamique démographique et la structuration socio-économique des espaces tient d'abord à la recomposition des bassins migratoires : ceux des grandes villes, certes, comme Bogotá ou Cali, mais aussi ceux liés à de nouvelles activités économiques, comme l'exploitation pétrolière dans le piémont du Casanare ou l'agro-industrie le long de la route de Cali vers Tumaco. La composition démographique et socio-économique de ces nouveaux flux est variable et le plus souvent très « typée » (migration très sélective). Elle s'explique, plus que

par la distance ou les masses de population en jeu, par les catégories de population, les dynamiques économiques et sociales des espaces d'émigration et d'immigration et la fonction que les migrants attribuent à leurs déplacements. Ces dynamiques migratoires sensibles aux conjonctures de court et moyen termes n'empêchent pas le maintien de certaines tendances plus stables : ainsi le fait, vérifié très généralement¹, que l'immigration vers les villes (petites et grandes) demeure majoritairement jeune et féminine. L'importance et le rythme des changements que la mobilité induit dans les structures démographiques et socio-économiques varient, bien sûr, selon la taille des populations concernées. Dans les grandes villes, l'inertie des structures par sexe et âge, marquées par la tendance de long terme des cohortes successives d'immigrants (jeunes et féminines), contribue à maintenir un croît naturel soutenu, une augmentation rapide du nombre de ménages, et ralentit le vieillissement des populations. Les effets sont inverses, et souvent beaucoup plus brutaux, dans beaucoup d'espaces ruraux d'émigration : masculinisation et vieillissement accéléré de la population, exode des jeunes actifs les mieux formés.

La différenciation des comportements migratoires, abondamment illustrée ici par les pratiques de circulation et de résidence au sein de l'espace de vie (migrations durables, migrations alternées annuelles ou pluriannuelles, multi-résidence), les trajectoires migratoires depuis les lieux d'origine (fréquence des migrations directes, lieu, nombre et durée des étapes) ainsi que les itinéraires résidentiels à l'échelle du cycle de vie (succession de migrations, installations définitives, retours aux lieux d'origines), témoignent de la diversité du registre de la mobilité en tant qu'option de reproduction économique et sociale, mais aussi des contraintes de son emploi par les individus et les groupes sociaux. Un premier exemple est fourni par les nombreuses oppositions selon le genre : plus forte fréquence de la migration directe chez les femmes, moindre nombre d'étapes et durée moyenne de la trajectoire souvent supérieure à celle des hommes ; au total, une plus grande « stabilité » résidentielle des femmes qui s'accompagne pourtant d'une plus forte propension à migrer, particulièrement vers les villes. Comme on l'a vu, ces traits caractéristiques correspondent autant à des projets migratoires spécifiquement féminins (accès à l'éducation et la santé, pour soi-même et les enfants, recherche d'un marché de l'emploi féminin, attrait de la condition féminine urbaine), qu'aux conditions et contraintes particulières dans lesquelles s'exerce la mobilité des femmes (migrations dépendantes, charge de la responsabilité des enfants). La seconde section du chapitre a bien montré aussi que, selon l'origine sociale et le capital économique et social accumulé,

¹ À l'exception, toutefois, du cas particulier des villes pétrolières.

les individus et les unités familiales jouent sur différents registres de mobilité, les articulent de façon variée aux différents moments de leur cycle de vie et n'ont pas accès aux mêmes systèmes de résidence. Il n'existe donc pas d'invariants spatiaux, sociaux ou culturels dans les pratiques de mobilité et le rôle qu'elles jouent dans la reproduction économique et sociale, mais au contraire une grande variabilité des opportunités de mise en relation des lieux, des rythmes et des modalités de circulation entre eux et des fonctions que leurs assignent les individus et les groupes sociaux (survie, insertion durable, accumulation économique, bien-être etc.). Ce qui est constant, en revanche, c'est le principe d'un espace de reproduction multi-local et la tendance qu'il montre actuellement à s'élargir considérablement.

Trois enjeux politiques

Le Pacifique et le bassin supérieur de l'Orénoque (Casanare) offrent deux exemples de régions restées longtemps en marge du système migratoire colombien, qui l'intègrent dans un contexte historique et économique bien particulier, d'augmentation des déséquilibres spatiaux. La phase de mise en place du réseau urbain colombien est aussi une période de structuration démographique, économique et politique du territoire national autour des villes, durant laquelle se creusent les écarts de développement entre la Colombie « utile » et le reste du pays. Quel est l'impact de ce contexte opposant les petites villes excentrées aux métropoles, comme Bogotá et Cali, sur les politiques de gestion et de planification que peuvent mettre en œuvre les collectivités locales ? Cette problématique, qui n'a fait que gagner en acuité avec la globalisation économique, est commune à bon nombre de régions sous-intégrées de Colombie et, plus généralement, d'Amérique latine. Comme on l'a vu dans le cas des villes du Casanare, la diversité des temporalités dans lesquelles se définissent les logiques d'action des différents acteurs présents dans ces villes rend très complexe l'élaboration d'un projet collectif de gestion urbaine. C'est le cas, tout particulièrement, du décalage entre le caractère pluri-local des pratiques de mobilité (ou des pratiques de l'espace, ce qui revient au même) et les modes d'administration et de gestion du territoire, fondés sur le principe implicite du rattachement unique (une personne appartient à une unité administrative, à travers sa « résidence habituelle », supposée unique). On voit quand même à l'heure actuelle quelques prémices d'une gestion admettant les pratiques pluri-locales, dans laquelle, pour gérer des situations de très forte circulation, la notion de « densité résidentielle » est essentielle. Des villes pétrolières, comme Tauramena qui se gonfle et se dégonfle cycliquement, ou dans un tout autre contexte, certaines villes touristiques, font, à cet égard, figures de pionnières.

Mais, à l'inverse, la survalorisation de la mobilité par les politiques et les gestionnaires est un écueil qui pourrait s'avérer pire que l'actuelle ignorance des pratiques pluri-locales de l'espace. Elle peut conduire d'une part à oublier le rôle des sédentaires et, plus généralement des populations « stables » : il faut en effet rappeler que l'espace, régional ou plus ample, fait système à partir de l'articulation des différentes modalités migratoires, sans oublier ceux qui ne partent pas. Les « sédentaires » et les « émigrés durables » constituent les catégories « extrêmes » du système, qui rendent possibles les autres modalités de la mobilité. La focalisation sur les catégories très mobiles conduit à oublier les changements qu'ont à affronter les populations stables dans des contextes en plein bouleversement. On a bien vu, dans le cas du Casanare, combien pour y survivre et tirer profit de la situation actuelle, il faut être capable de s'y adapter... D'autre part, il ne faut pas occulter le caractère profondément inégalitaire de l'accès à la mobilité, mis en évidence tout au long du chapitre quelque soit la forme de mobilité considérée. On oublie trop facilement que tout le monde n'a pas le même accès à cette ressource. Un fonctionnement économique et social qui accepte, voire encourage, l'inégale distribution spatiale des ressources, et érige donc la mobilité en principe général, n'est-il pas plus inégalitaire qu'une situation de moindres déséquilibres spatiaux où l'accès aux ressources n'est pas filtré par la mobilité ?

Enfin les enjeux politiques autour de la construction, et de l'opposition éventuelle, de différentes identités locales, régionales, culturelles et ethniques, sont eux aussi, dans la Colombie et l'Amérique latine d'aujourd'hui, très fortement liés à la mobilité des populations¹. Le rôle décisif de la communauté d'origine dans les dynamiques migratoires d'un côté, dans les configurations spatiales urbaines de l'autre, est avéré. Des groupes de solidarité (*paisanaje*) s'instituent dans la migration et acquièrent un rôle de cohésion sociale d'abord, de médiation entre les migrants et la société urbaine ensuite. L'altérité sociale qui se construit ainsi est d'ailleurs souvent confortée par divers types de discriminations, comme on l'a vu avec la stigmatisation des migrants dans les villes pétrolières du Casanare et celle des populations noires originaires du Pacifique à Cali. À l'instar de celui en cours dans la grande région du Pacifique, le processus « d'intégration migratoire » de différents lieux en un système n'acquiert de réalité politique que par la construction sociale d'un territoire collectif ou l'apport de ses différentes composantes démographique, économique, culturelle doit être reconnu et valorisé.

¹ Sur le cas du Mexique, A. Quesnel et F. Lartigue ont organisé à Mexico, en mai 2000, un colloque international : « *Dinámica de la población indígena en México : problemáticas contemporáneas* » (actes à paraître).

Pour finir, nous voudrions revenir sur deux biais d'analyse, que les objectifs annoncés en introduction impliquaient d'éviter pour saisir complètement l'articulation d'un système de lieux par la mobilité spatiale des populations, mais que les données et les analyses disponibles n'ont pas complètement permis de lever.

Le premier est celui qui consiste à raisonner sur les migrants depuis un lieu unique d'observation (lieu d'émigration ou d'immigration) au détriment d'une appréhension globale des espaces de mobilité. Au fil des trois parties, l'analyse des trajectoires migratoires recueillies dans les différents lieux d'enquêtes visait à reconstituer l'ensemble des espaces et des durées de séjour qui composent les systèmes migratoires des populations. Il demeure que les échantillons observés n'en permettent qu'une appréhension partielle et, surtout, que ces enquêtes ne peuvent rassembler, de manière fiable et exhaustive, les mêmes informations sur les absents du lieu d'observation à la date de passage. Néanmoins, cette approche nous a permis de décrire, à différentes échelles spatio-temporelles, des pratiques migratoires qui mettent en relation plusieurs lieux, d'évaluer les différents impacts qu'elles ont sur chacun d'eux et de proposer une interprétation de leur fonction respective dans le système qu'elles constituent.

Le second découle d'une coupure (méthodologique) dans la continuité spatio-temporelle des formes de mobilité (migration « durable »¹ vs « autres formes »), laquelle empêche de saisir, en tant que système, l'ensemble des lieux et des fonctions économiques, sociales et culturelles de la mobilité. Nous ne disposons malheureusement pas, pour l'ensemble des cas traités ici, de la même variété d'information. Les données censitaires pour l'ensemble des localités, ou celles des sources secondaires exploitées à Tumaco, ne renseignent que sur la migration durée de vie et la migration récente. Quant aux données collectées en 1998 à Cali sur les systèmes de résidence et les retours aux lieux d'origine, elles n'ont pas encore été analysées. Dans les villes du Casanare en revanche, toutes les formes de mobilité ont été prises en compte pour décrire des modes d'insertion des populations nettement différenciés, certes, mais qui, tous, ont des impacts démographiques et socio-économiques importants sur le système des lieux. Cet exemple montre bien qu'il n'est pas légitime, du point de vue analytique, de séparer les migrations « durables » des migrations pendulaires, des mobilités circulaires ou de la multi-résidence.

¹ Sans qu'il soit d'ailleurs possible, à partir de la plupart des sources, de les définir à partir d'un seuil de durée (annexe 3)

BIBLIOGRAPHIE¹

- Balán J., Dandler J., 1987, *Marriage process and household formation : migration in the Cochabamba region (Bolivia) and Bolivian migrants in Buenos Aires (Argentina)*, Communication au colloque L'insertion des migrants dans les villes africaines, CRDI - ORSTOM - URD, Lomé, 10-14 Février 1987.
- Barbary O., Pinzon Sarmiento L.M., 1999, « L'analyse harmonique qualitative et son application à la typologie de trajectoires individuelles », *Mathématique, informatique et sciences humaines*, n° 144, Paris, EHESS, p. 29-54.
- Chackiel J., Villa M., 1993, *America Latina y el Caribe : dinámica de la población y desarrollo*, Santiago de Chile, Naciones Unidas.
- Cortes G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, Éditions IRD.
- Cosío-Zavala M.E., 1980, « Industria petrolera y cambio sociodemográfico en la zona sur de Veracruz », in *Impactos regionales de la política petrolera en México*, p. 224-239.
- Courgeau D., 1988, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Paris, INED.
- Deville J.C., 1982, « Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers ? », *Annales de l'INSEE*, n° 45, p. 45-104.
- Domenach H., Picouet M., 1987, « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population*, Vol. 42, n° 3, p. 469-484.
- Dupont V., Dureau F., 1994, « Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde », *Revue Tiers Monde*, Tome XXXV, n° 140, p. 801-829.
- Dureau F., 1987, *Migrations et urbanisation. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, ORSTOM, Coll. Études et thèses.
- Dureau F., 1995, « La recolección de datos sobre movilidad espacial de las poblaciones urbanas. Algunas enseñanzas de una encuesta de migraciones realizada en Quito », in *Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América Latina*, Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992, Bogotá, Documento CEDE, n° 97, p. 141-152.
- Dureau F. (éd.), 1995, *Las nuevas formas de movilidad de las poblaciones urbanas en América Latina*, Memorias del taller CEDE-ORSTOM, Bogotá, 7-11 de Diciembre de 1992. Bogotá, Documento CEDE, n° 97.
- Frémont A., 1976, « Espace vécu et niveaux sociaux », in *L'espace vécu*, CNRS, Universités de Caen, Orléan, Paris I, Rouen, Vincennes, Colloque tenu à Rouen les 13 et 14 octobre 1976, Paris, CNRS, RCP n° 354, p. 218-226.
- Henry L., 1981. *Dictionnaire démographique multilingue, volume français*, Liège, UIESP - Ordina éditions.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinou A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises.
- Mauro A., 1986, *Albañiles campesinos. Migración temporal de los obreros de la construcción*, Quito, Ciudad.
- Poulain M., 1985, « La migration, concept et méthodes de mesure », in *Migrations internes. Méthodes d'observation et d'analyse*, Louvain, UCL, p. 7-38.
- Reboratti C.E. (éd.), 1986, *Se fue a volver*, Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina, México, Pispal-Ciudad-CENEP.

Chapitre 3

DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT ET SÉGRÉGATIONS MÉTROPOLITAINES

*Françoise DUREAU (coord.)
Olivier BARBARY, Thierry LULLE*

La période de plus forte croissance urbaine, au milieu du XX^e siècle, a été particulièrement favorable aux villes du sommet de la hiérarchie urbaine colombienne. Aux côtés de Bogotá, trois grandes villes (Cali, Medellín, Baranquilla) dépassent le million d'habitants à partir de 1985. Plus récemment, le renforcement de la domination de Bogotá constitue un des traits majeurs de l'évolution du système de villes colombien. L'évolution de ce dernier et le rôle des migrations dans ses transformations ont fait l'objet des chapitres 1 et 2. Nous adoptons maintenant une nouvelle échelle d'analyse, celle de la grande ville. Quelles configurations socio-spatiales se mettent en place dans les métropoles colombiennes devenues millionnaires ? Quelles modifications de forme accompagnent le changement de taille des villes ? Comment évoluent les divisions sociales des espaces métropolitains ? En centrant notre analyse sur la distribution spatiale des populations, en adoptant donc une lecture en termes de peuplement, nous privilégierons une lecture du rôle des habitants, à travers leurs logiques résidentielles et leurs pratiques de mobilité, dans la production des formes métropolitaines contemporaines en Colombie. Réciproquement, cette approche conduira à s'interroger sur les modifications des comportements des habitants imposées par l'évolution des structures métropolitaines.

La reconnaissance des habitants comme acteurs à part entière de la production de la ville est récente en Colombie. Marquée par l'école française de sociologie urbaine (Cuervo, 1995 : 2), la lecture de la ville développée en Colombie a longtemps privilégié une approche structuraliste : les années 1970 et 1980 ont donné lieu à d'importants travaux sur les formes de production du logement et de l'espace urbain. Les habitants sont maintenant remis au-devant de la scène ; en même temps que les chercheurs reconnaissent aux citoyens un rôle effectif dans la production de la ville, des hommes politiques leur imputent une part de responsabilité dans certains dysfonctionnements urbains. Dans ce mouvement de balancier entre une lecture de la ville par les structures urbaines et une autre par les pratiques des habitants, nous proposons donc de mettre en relation les deux niveaux en

nous centrant sur deux métropoles d'envergure internationale et régionale : la capitale, Bogotá, et la ville de Cali.

La démarche proposée, centrée sur les configurations spatiales du peuplement et les incidences de la mobilité sur la division sociale de l'espace, trouve une résonance particulière en Colombie. Nous sommes en présence de jeunes métropoles, ayant connu une croissance particulièrement rapide au milieu du XX^e siècle : l'impact des changements de taille y est particulièrement fort et le système de transports, peu efficace et socialement très segmenté, renforce les effets de distance, les discriminations dans l'accessibilité aux ressources urbaines et les phénomènes de ségrégation spatiale. Dans un contexte où l'auto-construction assure entre le tiers et la moitié de la création de logements, les pratiques des habitants jouent un rôle majeur dans la production de la ville et les modalités de l'urbanisation, comparativement à celui des acteurs publics¹. De très profondes inégalités de revenus traversent la société, qui mettent au premier plan la question de l'accès aux ressources. Enfin, l'appréciation portée sur les formes du peuplement par les politiques a connu des évolutions sensibles : la ségrégation, longtemps considérée comme le problème numéro un, est maintenant concurrencée par la densité, dont le niveau actuel est considéré comme trop élevé². Autant d'arguments qui donnent toute sa pertinence à la question du peuplement dans les grandes villes colombiennes et à une analyse précise de la géographie sociale des espaces métropolitains.

La polysémie du terme de ségrégation a fait couler beaucoup d'encre (Brun, Rhein, 1994). Précisons donc d'emblée la position adoptée dans ce texte : « une acception purement empirique et descriptive, la distinction spatiale entre les aires de résidence de groupes de population vivant dans une même agglomération » (Brun, 1994 : 22). Notre démarche se rapproche ainsi des travaux sur les différenciations sociales de l'espace en vogue dans la production scientifique française jusque dans les années 1970, auxquels se sont substituées depuis des analyses centrées sur les logiques de certaines catégories d'acteurs. L'accent est délibérément mis sur le facteur résidentiel, parmi d'autres, de la division sociale de l'espace.

Si le caractère très marqué de la ségrégation est unanimement reconnu en Colombie, il est le plus souvent présumé plus que démontré, et peu contextualisé. Le diagnostic du phénomène et l'analyse du processus demeurent insuffisants, à l'image de ce que J. Brun dénonce sur la France : « dans la représentation – y compris la représentation savante – (...) la perception des problèmes sociaux associés à une forme jugée pathogène l'emporte sur l'analyse exacte de cette forme » (1994 : 40). Dans

¹ Le rôle des politiques est analysé en détail dans le chapitre 6 de cet ouvrage.

² *Plan de Ordenamiento Territorial de Bogotá*, 2000.

un tel contexte, procéder à une description précise de l'état de la ségrégation dans les deux villes constitue un apport à la connaissance des villes colombiennes, mises en perspective avec d'autres agglomérations. Le corpus d'information réuni sur Cali et Bogotá offre de bonnes conditions pour réaliser ce diagnostic. La législation colombienne autorisant l'accès aux fichiers individuels, les recensements de 1973, 1985 et 1993¹ permettent de procéder à une analyse fine des distributions spatiales des populations selon différentes catégorisations. Les enquêtes biographiques sur la mobilité spatiale réalisées à Bogotá (CEDE-ORSTOM 1993) et Cali (CIDSE-IRD 1998) et les observations anthropologiques qui leur ont été associées informent sur les pratiques de mobilité résidentielle. Enfin, l'analyse de l'enquête CIDSE-Banque Mondiale (1999) couplée avec l'enquête CIDSE-IRD de 1998 permet d'appréhender la question de la ségrégation raciale à Cali.

Outre la dimension ethnique ou raciale (mise en avant dans les pays anglo-saxons) et la dimension socio-économique (la plus courante en Colombie), d'autres composantes du processus ségrégatif doivent être considérées : elles sont la traduction dans l'espace urbain de différences sociales au sens large du terme et conduisent à la formation, dans ces espaces, de cultures et modes de vie particuliers. Ainsi, dans ce chapitre, nous prendrons également en compte l'origine migratoire (à travers la localisation résidentielle des différents groupes d'immigrants s'installant à Bogotá et à Cali) et la dimension démographique de la ségrégation (appréhendée par l'âge des individus et la taille des ménages). Appréhender sous le même terme de ségrégation des formes diverses de différenciations sociales de l'espace ne signifie pas qu'elles procèdent d'un même système causal. Au contraire, cette approche pluridimensionnelle de la ségrégation permet justement d'aborder « le problème de l'imbrication entre les différents registres de la distance sociale » (Grafmeyer, 1994 : 105), inévitablement évacué dans les analyses ne prenant en compte que la dimension socio-économique ou socio-raciale de la ségrégation.

La volonté de comparaison de Bogotá et Cali a guidé la définition des thèmes de l'analyse, les choix de méthode pour les traitements statistiques et cartographiques et la présentation des résultats : les indicateurs et les cartes ont été établis pour les mêmes variables dans les deux villes. Seule l'analyse de la dimension raciale de la ségrégation menée à Cali, n'a pas son pendant pour Bogotá. Dans son étude sur les populations noires à Bogotá réalisée en 1996, C. Mosquera reprenait une phrase du discours populaire bogotain : « Ici, auparavant, on ne voyait pas de noirs », pour souligner à la fois « l'invisibilité traditionnelle » de cette population et son apparition récente dans certains quartiers de

¹ Les sources d'information, recensements et enquêtes, sont présentées dans l'annexe 2.

Bogotá. Depuis lors, des flux de migration économique et de populations réfugiées originaires du Pacifique et de la région Caraïbe ont produit l'installation de populations noires dans certains quartiers où ils étaient totalement absents auparavant. Mais, au total, la population noire demeure très minoritaire à Bogotá (8 %) sans commune mesure avec son importance à Cali (26 %)¹, et nous ne disposons pas de données statistiques fiables comportant une identification phénotypique de la population.

Cette approche dynamique, comparative et pluri-dimensionnelle des configurations socio-spatiales de Bogotá et de Cali sera développée en trois temps.

La première partie porte sur le modèle de croissance à l'œuvre dans les deux villes. Les rythmes de croissance, les formes d'expansion et la distribution spatiale des densités seront au centre de cette analyse du peuplement des deux systèmes métropolitains. Nous évaluerons la portée du modèle mis en évidence et son éventuelle spécificité latino-américaine. Enfin, on s'interrogera sur les articulations entre ces histoires urbaines et les trajectoires résidentielles des habitants.

Une fois posé ce cadre général, la réflexion s'orientera sur les divisions sociales des espaces urbains. La diversité des dimensions de la ségrégation structure cette seconde partie selon trois facteurs de différenciation sociale des espaces de Bogotá et de Cali : la condition sociale des ménages, leurs caractéristiques démographiques et les origines des migrants. Les distributions spatiales des populations seront interprétées au regard de leurs comportements résidentiels, fortement différenciés. On évoquera enfin les systèmes de représentation de la ségrégation par ceux qui produisent la ville, habitants et gestionnaires.

Dans la troisième partie, consacrée à la dimension raciale de la ségrégation à Cali, nous commencerons par décrire le rôle de ce facteur dans la distribution spatiale des populations, en tenant compte du métissage afro-américain : la population noire sera distinguée de la population afrocolombienne dans son ensemble. Sur la base des indices de ségrégation, nous effectuerons ensuite une comparaison avec les Etats-Unis, enfin, on s'interrogera sur le poids du facteur racial parmi les autres dimensions du processus ségrégatif, en particulier à l'échelle fine des quartiers et des logements.

1. FORMES DE DÉVELOPPEMENT ET CONFIGURATION DES ESPACES MÉTROPOLITAINS

L'analyse des dynamiques socio-spatiales de Bogotá et Cali, puis leur mise en perspective avec les modèles d'urbanisation

¹ Selon l'ENH 2001.

d'autres régions du Monde, montrent les principales spécificités de la croissance de ces grandes villes colombiennes. Dans ces jeunes métropoles, l'histoire de la ville et de ses quartiers et les trajectoires résidentielles des habitants s'articulent de manière singulière.

1.1. Bogotá : expansion spatiale, densification et métropolisation

Au début du XX^e siècle, Bogotá compte à peine 100 000 habitants. Jusqu'à la fin des années 1930, la croissance démographique reste aux environs de 3 % par an, tandis que la ville enregistre dans le même temps le plus fort taux d'expansion spatiale de son histoire (7 %) : la figure architecturale du « quartier » fait son apparition en périphérie, en discontinuité avec le noyau urbain ancien.

1940-1970 : une expansion spatiale très rapide

À partir des années 1940, un accroissement naturel rapide et une intense migration d'origine rurale accélèrent sensiblement le rythme de croissance démographique : le taux atteint 7 % par an entre 1951 et 1964 et près de 6 % entre 1964 et 1973. La population passe alors de 330 000 habitants en 1938 à près de 3 millions en 1973. L'expansion spatiale est encore plus rapide : Bogotá est 12 fois plus étendue en 1973 qu'en 1938. La densité de population atteint alors son minimum, passant en dessous du seuil de 100 habitants par hectare au début des années 1970 (tableau 3.1).

Tableau 3.1 – Évolution de la densité. Bogotá (1938-1995)

	1938	1958	1964	1973	1985	1993	1995
Population urbaine	330 000*	1 130 000*	1 661 935	2 845 361	4 227 706	5 469 105	
Aire urbanisée (ha)	2 514*	8 084*	14 605*	30 423**	33 149**	37 847**	
Densité (hab/ha)	131*	140*	114	94	127	145	162***

Sources : Recensements de la population (DANE, population ajustée).

* : Jaramillo, 1990

** : Montezuma, 1997

*** : Alcaldía de Bogotá, 1996.

L'étalement sur les terres de la Sabana s'accompagne de la mise en place d'une nouvelle organisation spatiale. Le centre traditionnel, dont la fonction commerciale et financière s'affirme, est abandonné par les classes aisées pour des localisations plus septentrionales, au pied des reliefs situés à l'est. Simultanément, s'accroît le caractère populaire du sud, tandis que l'industrie naissante se concentre à l'ouest, aux environs de la gare. Dès les

années 1950, se trouvent ainsi mises en place les structures majeures de Bogotá, qui s'accroîtront ensuite. Les classes aisées poursuivent leur déplacement progressif vers le nord, tandis que le front d'expansion sud de la ville est le fait des populations pauvres. Quant aux classes moyennes, dont l'effectif croît rapidement durant cette période, elles occupent soit les quartiers centraux abandonnés par les familles aisées, soit les nouveaux quartiers à l'ouest. Cette division sociale des espaces résidentiels s'accompagne de la consolidation d'une structure fonctionnelle articulée autour d'un axe tertiaire centre-nord et un axe industriel centre-ouest.

Les logements destinés aux classes moyennes et aisées sont alors en majorité produits sous forme individuelle (*por encargo*, selon la terminologie proposée par Jaramillo) : l'accédant à la propriété fait construire sa maison par un entrepreneur ou un architecte sur le terrain qu'il a acquis. La production légale de logement social demeure très nettement insuffisante par rapport à la demande¹. Pour se loger, les populations pauvres, majoritaires, doivent donc partager avec d'autres ménages des logements en location dans le centre ancien (les *inquilinos*) ou, plus fréquemment, recourir à l'auto-construction sur des terrains périphériques occupés illégalement². Les formes de production du logement très segmentées génèrent une forte hétérogénéité dans l'occupation de l'espace métropolitain, et dessinent une carte des densités bien éloignée du modèle concentrique (carte 3.1) : aux quartiers récemment urbanisés par production illégale de logements où les densités demeurent inférieures à 50 hab/ha, s'opposent certains secteurs du centre historique ou du péricentre sud où la densité dépasse 500 hab/ha.

Les années 1970 : le début de la métropolisation³

Sous l'effet de la transition démographique et d'une baisse d'intensité de la migration, Bogotá entre dans une phase de croissance démographique moins rapide : le taux passe en dessous de 4 % par an au milieu des années 1970. La migration rurale intense des décennies précédentes poursuit néanmoins ses effets : en raison des modifications qu'elle a apportées à la structure par sexe et âge de la capitale, le rythme de croissance naturelle reste élevé (chapitre 1 et sections 1.1 et 1.3 du chapitre 2).

¹ Entre 1964 et 1973, les deux organismes intervenant dans le logement social à Bogotá n'ont produit que 35 000 logements, soit 16 % des logements produits pendant cette période (Jaramillo, 1990).

² À Bogotá, comme à Cali, mais contrairement à de nombreuses autres villes d'Amérique latine, l'*invasión* demeure minoritaire dans le processus d'occupation illégale des terrains. C'est l'*urbanización pirata*, qui constitue la forme la plus courante.

³ Au sens de débordement de la croissance de Bogotá dans sa périphérie métropolitaine.

Au sein du District, la dynamique de croissance varie fortement : alors que les arrondissements centraux perdent de la population entre 1973 et 1985, d'autres, tous en périphérie, ont des rythmes de croissance très rapides (entre 7,5 et 12,5 % par an). L'expansion antérieure le long des axes de communication, qui avait laissé de nombreux interstices inoccupés, cède la place à une occupation plus générale de l'espace à l'intérieur du périmètre urbain. Le démarrage de la construction en hauteur provoque l'apparition de secteurs aux densités très élevées : c'est notamment le cas dans le nord-ouest, où se multiplient les immeubles d'appartements pour classes moyennes. Quant au centre historique, même s'il connaît une perte de population entre 1973 et 1985, il conserve une densité élevée.

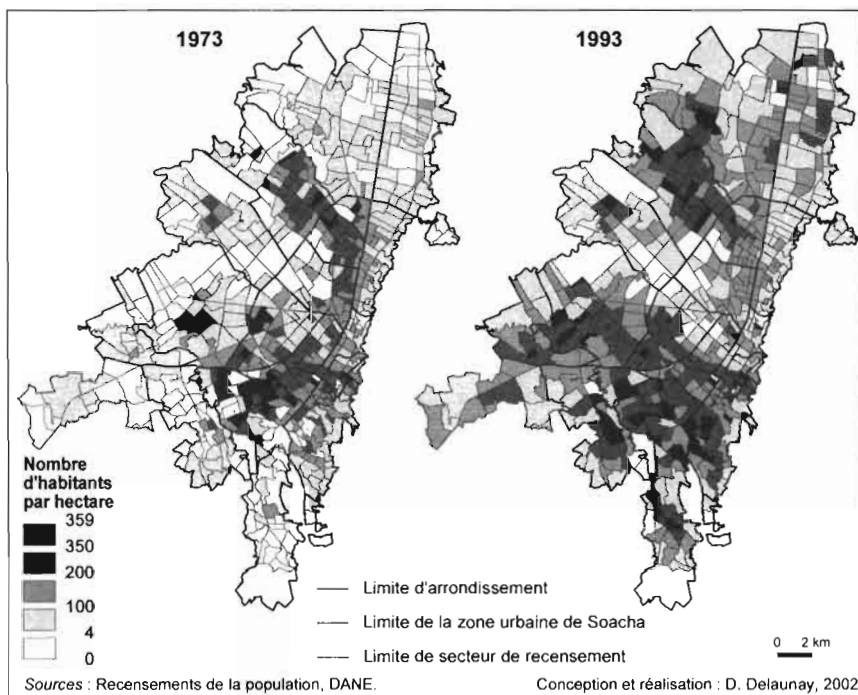
Les rythmes de croissance des municipes voisins de Bogotá montrent que cette dynamique de peuplement franchit alors les limites du District. Intégrés dans cette dynamique de croissance métropolitaine, les municipes périphériques les plus proches (Soacha, Chía, Cota) connaissent une nette accélération de leur croissance¹. À partir de 1973, la population du District de Bogotá augmente à un rythme moins rapide (3,3 %) que celui des 17 municipes composant la périphérie métropolitaine (4,7 %)².

Depuis les années 1980 : de nouvelles logiques résidentielles à l'échelle métropolitaine

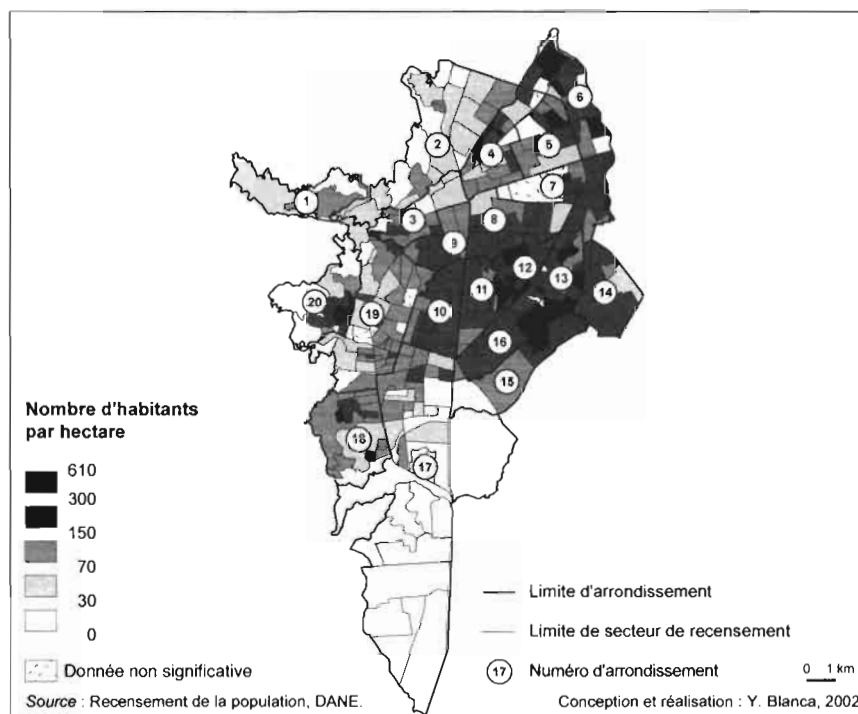
Au début des années 1990, le District de Bogotá compte 5,5 millions d'habitants et sa croissance se maintient à un rythme soutenu (3,3 % par an). La densité augmente sensiblement et retrouve en 1993 le niveau qu'elle avait un demi-siècle auparavant (tableau 3.1). Cette évolution résulte à la fois de la densification progressive des espaces périphériques nouvellement urbanisés, et de la redensification rapide de certains espaces péricentraux (carte 3.1). Dans le même temps, la dynamique d'expansion spatiale s'exerce de plus en plus intensément au-delà des limites du District. Entre 1985 et 1993, le rythme de croissance de la périphérie métropolitaine est deux fois plus rapide que celui de la capitale (6,1 % contre 3,3 %), et dix fois plus que celui des autres municipes du Cundinamarca (0,6 %). Un cinquième de l'accroissement démographique total de l'aire métropolitaine se réalise alors au-delà des limites du District, dans une périphérie intégrant un nombre croissant de municipes jouant des rôles spécifiques au sein du système métropolitain : le processus de différenciation socio-spatiale tend à prolonger à l'extérieur de

¹ De la période 1964-1973 à la période 1973-1985, les taux de croissance passent : de 5,1 % à 9,3 % à Soacha ; de 3,5 à 5,1 % à Chía ; de 2,5 à 4,7 % à Cota.

² Voir en annexe 3 les définitions du District de Bogotá et des aires métropolitaines de Bogotá et de Cali.

Carte 3.1 – La densité de population à Bogotá en 1973 et 1993

Édition : O. Pissot

Carte 3.2 – La densité de population à Cali en 1993

Édition : O. Pissot

Bogotá les formes de ségrégation présentes dans la capitale. Nous reviendrons sur ce point dans la section 2.1.

Les années 1980 marquent un tournant important dans l'histoire de la ville. La compétition pour l'accès au sol devient plus forte : l'étalement de la ville doit affronter les reliefs qui bordent Bogotá au sud et à l'est, mais aussi les grandes propriétés agricoles à l'ouest, en partie consacrées à la culture intensive de fleurs. Les distances créées par l'expansion spatiale des décennies précédentes et accentuées par les problèmes de transport conduisent à des changements dans les choix résidentiels de la population. Les ménages les plus pauvres – vis-à-vis desquels l'action de l'État est toujours très insuffisante – occupent des terres dans des localisations diverses du District (sud-ouest, extrême nord, nord-ouest), sur des reliefs accidentés du sud et dans les municipales périphériques comme Soacha. Dans la même banlieue sud, la construction de *conjuntos cerrados* (quartiers enclos) offre aux classes moyennes l'opportunité de satisfaire dans de bonnes conditions financières leur idéal de logement. Certaines familles aisées s'installent dans la périphérie nord (Chía, Cota), où elles recherchent une qualité de vie qu'elles ne peuvent plus trouver dans une ville encombrée, polluée et qui manque d'espaces verts ; d'autres familles à hauts revenus, qui aspirent à un rapprochement de leur lieu de travail, trouvent satisfaction dans une offre importante de logements de haut standing localisés dans le péricentre nord, à proximité du principal centre d'affaires de la capitale. Dans un cadre réglementaire peu contraignant, et avec une politique publique du logement favorisant les classes moyennes et aisées, les aspirations résidentielles des différentes catégories de population se combinent avec les stratégies des constructeurs pour produire de profonds changements dans les caractéristiques de l'espace résidentiel et la structure du peuplement métropolitain. Sans qu'il soit le résultat d'une politique volontariste de la part des pouvoirs publics, et tandis que la métropolisation se poursuit, s'amorce un mouvement de densification du District.

En un demi-siècle, la ville compacte d'un demi-million d'habitants a donc été remplacée par une métropole de plus de six millions d'habitants en 1993. Au développement spatial périphérique en vigueur jusqu'aux années 1970, s'est substitué un nouveau modèle de développement, plus endogène et métropolitain :

- la croissance naturelle devient le moteur principal de la croissance démographique, et les mobilités intra-urbaines le principal facteur de la dynamique de peuplement ;
- l'espace déjà urbanisé connaît des transformations et des processus de redensification rapides ;

- l'étalement urbain s'exerce désormais sur des municipes limitrophes, tandis que d'autres municipes polarisent le processus de métropolisation.

1.2. La ville de Cali suit-elle le même modèle ?

L'évolution démographique de Cali suit la même tendance que Bogotá. La dynamique démographique des deux villes résulte des deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique nationale : la transition démographique, amorcée dès la fin des années 1930, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays depuis le milieu des années 1970. Au cours des décennies 1950 et 1960, se conjugaient un accroissement naturel rapide et une migration intense d'origine rurale polarisée par les quatre plus grandes villes du pays (chapitre 1) : le taux de croissance de Cali dépassait alors 6 % par an. Depuis les années 1970, le rythme de croissance de Cali se ralentit progressivement pour atteindre 3,1 % entre 1973 et 1985, et se stabilise à ce niveau jusqu'en 1993. Au-delà du parallélisme des évolutions démographiques des deux métropoles, trait caractéristique de la dynamique du système urbain colombien, qu'en est-il de la dynamique socio-spatiale : la similarité des évolutions démographiques se retrouve-t-elle dans leur modèle de développement ?

Une expansion spatiale intense, mais encore contenue dans les limites municipales

Les densités de Cali et de Bogotá sont comparables au début des années 1990, de l'ordre de 150 hab/ha. Mais cette similitude est le produit d'évolutions distinctes. À Cali, les densités brutes, sensiblement plus élevées qu'à Bogotá dans les années 1950, chutent de 100 points en 35 ans (tableau 3.2) : la baisse y est bien plus accusée qu'à Bogotá, témoignant d'un mouvement d'expansion urbaine très actif et toujours à l'œuvre dans les années 1990. Le territoire municipal de Cali n'est pas encore complètement urbanisé et l'expansion urbaine continue de se réaliser en son sein : l'élargissement du périmètre urbain de Cali continue d'intégrer progressivement des terres périphériques détenues par de grands propriétaires cherchant à capter la rente foncière urbaine¹. Entre 1993 et 1998, les arrondissements les plus

¹ Après l'intégration des terres des *haciendas* de l'est du municipe des années 1950 aux années 1970, la fin des années 1990 voit l'intégration du lotissement de Desepaz, constituant le vingt-et-unième arrondissement de Cali. À Bogotá aussi, l'élargissement du périmètre administratif du District a accompagné le mouvement d'expansion urbaine. En 1954, six municipes limitrophes sont annexés au District et transformés en arrondissements ; mais ce mouvement d'annexion administrative de municipes par le District s'est arrêté depuis.

dynamiques de Cali sont tous en position périphérique (au sud, le long des reliefs occidentaux et à l'est), tandis que les secteurs péricentraux perdent de la population. Le mouvement de densification observé à Bogotá depuis la fin des années 1970 ne se vérifie pas à Cali.

Au-delà de ces différences d'intensité et de temporalité du processus d'expansion, la distribution spatiale des densités à Cali en 1993 (carte 3.2) présente une caractéristique commune avec celle de Bogotá : la différenciation très marquée des espaces résidentiels. Les faibles densités des secteurs résidentiels de classes aisées s'opposent à celles, plus élevées, des zones populaires qui continuent de se densifier. À Cali comme à Bogotá, les différences de consommation d'espace selon les strates sociales sont très marquées.

Tableau 3.2 – Évolution de la densité. Cali (1945-1993)

	1945*	1958 *	1970 *	1993 ajustée **
Population urbaine	154 860	455 070	846 045	1 809 054
Aire urbanisée (ha)	730	1 850	3 900	11 939
Densité brute (habitants/ha)	212	246	217	152

Sources : * Vasquez Benitez, 2001 : 270. ** Recensements DANE.

La métropolisation à Cali : facteurs endogènes et exogènes

Si l'on considère leur périphérie métropolitaine, le décalage entre la dynamique des deux villes est plus manifeste. À Cali, le dynamisme démographique n'a pas encore franchi les limites du municipe. Jusqu'en 1985, la population de Cali augmente plus rapidement que celle de la périphérie ; le rythme d'accroissement de la périphérie ne rejoint celui de la ville centre qu'au cours de la dernière période intercensitaire (1985-1993). L'analyse détaillée par municipes de la périphérie métropolitaine conforte l'idée d'un processus de métropolisation distinct dans les deux villes. Les rythmes de croissance des municipes périphériques de Cali demeurent modérés au regard de ceux observés en périphérie de Bogotá : aucun ne dépasse 5 % par an entre 1985 et 1993, alors que c'est le cas de la moitié des municipes de la périphérie de Bogotá.

Le municipe de Palmira, qui à lui seul concentre plus de la moitié de la population de la périphérie métropolitaine de Cali, et qui voit son rythme de croissance ralentir régulièrement depuis 1951, pour atteindre 1 % par an entre 1985 et 1993, est une illustration d'un processus évoqué au chapitre 1 : la proximité d'une métropole peut avoir des effets contradictoires, d'activation ou de frein de la croissance. L'aéroport de Cali, situé sur ce municipe, a conduit à la création d'une zone franche et

industrielle, mais la majorité des travailleurs font quotidiennement la navette depuis Cali pour rejoindre ces emplois. À Palmira comme à Yumbo, les pôles d'emploi industriel ne se sont pas accompagnés de mobilités résidentielles importantes de main-d'œuvre vers ces municipes. Cela s'explique d'abord par le fait que le municipe de Cali a offert en son sein, durant toute la période de développement de ces pôles d'activité, des solutions résidentielles accessibles à l'ensemble des catégories de main-d'œuvre ; ensuite, à cause de l'avantage comparatif de résider à Cali en termes de services urbains et d'accès à l'éducation et la santé ; enfin, par la facilité d'accès à ces zones industrielles en transport public.

À partir du début des années 1990, le nord du département du Cauca est intégré au processus de métropolisation (Jimenez, 1999 : 190) : c'est dans ce département qu'est situé le municipe le plus dynamique de la périphérie métropolitaine calénienne entre 1985 et 1993, Puerto Tejada, ville-dortoir hébergeant une main-d'œuvre en majorité peu qualifiée qui travaille dans les exploitations sucrières de la région ou dans l'industrie et les services à Cali. Plus récemment, à partir du milieu des années 1990, le dynamisme des municipes du nord du Cauca est renforcé par l'intervention publique. Visant à « réactiver socialement et économiquement une région déprimée pendant longtemps et dévastée le 6 juin 1994 par un séisme » (Jimenez, 1999 : 172), la Loi 218 de 1995 (dite « Loi Paez ») accorde d'importants avantages fiscaux aux entreprises localisées dans 25 municipes du Cauca et 13 du Huila. Cette Loi a manifestement contribué à concentrer la population et la production dans les municipes du nord du Cauca proches de Cali. Dans le contexte de crise économique aiguë que traversait la région, elle a favorisé la création d'entreprises dans le bassin d'emploi de Cali, limitant sans doute l'élévation très alarmante du niveau de chômage à Cali, mais au détriment de son objectif officiel qui était d'offrir des emplois aux populations locales touchées par le séisme. Certains investissements prévus dans les zones franches de Palmira se sont reportés sur les municipes du nord du Cauca pour bénéficier des avantages fiscaux (Jimenez, 1999 : 175)¹. La réactivation économique de Cali se joue actuellement dans les municipes de sa périphérie métropolitaine situés dans le département voisin (celui du Cauca), qui cumulent proximité avec la métropole régionale et exemptions fiscales.

Qu'en conclure sur la dynamique de métropolisation en cours à Cali, par rapport à celle observée à Bogotá ? Calendrier, intensité et modalités du processus distinguent les deux villes :

¹ Selon les chiffres des Chambres de commerce du Valle del Cauca et du Cauca repris par Jimenez (1999 : 181), les investissements correspondant à la création de sociétés, toutes branches d'activités confondues, sont passées entre 1994 et 1996 : de 96 à 41 millions de dollars dans le sud du Valle del Cauca, et de 0,6 à 83 millions dans le nord du Cauca.

– pas d'étalement de l'agglomération urbaine sur des municipes contigus à Cali, alors qu'à Bogotá elle déborde les limites du District ; l'expansion urbaine de Cali – pourtant plus active actuellement – se joue encore dans le périmètre du municipe, en raison du « traitement administratif » qui lui est toujours appliqué ;

– dans les deux cas, intégration de municipes périphériques assurant des fonctions résidentielles en direction de segments spécifiques de la population, et polarisation de la croissance économique sur certains municipes bénéficiant d'investissements créateurs d'emplois ;

– mais un rôle de la métropole centrale moins important à Cali qu'à Bogotá. La dynamique de métropolisation autour de Cali combine les effets spatiaux propres à la capitale régionale (polarisation), avec les effets spatiaux de la Loi Paez qui favorise les municipes du sud de la périphérie métropolitaine, situés dans le département du Cauca. Alors qu'à Bogotá la capitale organise complètement la dynamique métropolitaine, l'évolution du processus de métropolisation autour de Cali s'inscrit dans une dynamique régionale de concentration démographique et économique impliquant deux départements et un facteur relativement exogène à la ville (la Loi Paez).

1.3. Un modèle de développement latino-américain ?

L'accélération de la croissance démographique des plus grandes villes dans les années 1950, puis son ralentissement à partir des années 1970 est un phénomène généralisé en Amérique latine (Cosio-Zavala, 1994). Les modifications apportées à la structure par âge et sexe par les migrations d'origine rurale maintiennent cependant les taux d'accroissement à un niveau élevé, de l'ordre de 3 % par an au début des années 1990¹. Bogotá et Cali suivent donc une dynamique démographique partagée au niveau du continent : les rythmes et les évolutions de leur croissance n'ont rien d'exceptionnel.

De même, les appréciations portées sur la densité de ces villes, longtemps jugée « trop faible » et devenant récemment « trop élevée », ne résistent pas à la comparaison internationale. En 1990, les densités brutes de Bogotá et de Cali sont certes inférieures à celle de Lima (225 hab/ha) et d'autres grandes villes du continent² ; mais elles sont du même ordre que celles observées à Buenos Aires (144), Guadalajara (153), et largement supérieures à

¹ Selon des statistiques des Nations Unies citées par Cosio-Zavala (1994 : 52), seules font figure d'exception Buenos Aires et Rio de Janeiro, au développement plus précoce : leurs taux sont déjà passés en dessous de la barre des 2 %.

² Selon la base Geopolis (Moriconi-Ebrard, 1994), la moyenne des densités observées dans 21 villes latino-américaines de plus d'un million d'habitants était de l'ordre de 206 hab/ha en 1990.

celles de Sao Paulo (92), Rio de Janeiro (81) ou Montevideo (72)¹. Certes, la comparaison est difficile : suivant le « traitement administratif » donné à l'expansion urbaine et au processus de métropolisation, les chiffres recouvrent des réalités très variables. Mais, le constat demeure : Bogotá et Cali ne se singularisent de leurs homologues du continent ni sur le plan de l'évolution démographique globale, ni sur celui des niveaux de densité.

Sans doute les références à la ville dense et aux rythmes de croissance observés en Europe, parfois converties en normes implicites pour les urbanistes, ont-elles contribué à forger l'image d'une exception colombienne. Mais cette explication ne suffit pas. Les moteurs et les modalités de l'expansion périphérique (urbanisation illégale à Bogotá, spéculation foncière des grands propriétaires permise par les cessions et autorisations de construire accordées par la Mairie à Cali²) rendaient aussi difficilement acceptable cet étalement continu. Ce sont sans doute aussi ces mêmes raisons qui, aujourd'hui, font apparaître problématique la densification des quartiers populaires périphériques de Bogotá. Quoi qu'il en soit, en Colombie comme dans les autres pays de la région, la gestion urbaine s'est concentrée sur l'expansion pendant de longues décennies avant de commencer à s'intéresser, dans le courant des années 1990, à la gestion des espaces déjà urbanisés.

Un point, cependant, déjà signalé au fil de l'analyse des étapes du développement de Bogotá et de Cali, différencie nettement les deux villes (et sans doute l'ensemble latino-américain) des modèles généraux élaborés en Europe et en Amérique du Nord : la distribution spatiale des densités. Selon le modèle de Clark (1951), les densités diminuent avec la distance au centre-ville. Depuis la formulation initiale de ce modèle, de nombreux travaux ont montré sa pertinence, tout en soulignant une anomalie récurrente : « la formation d'un cratère central dans la surface des densités » (Dupont et Pumain, 2000 : 66). En 1973 et encore plus nettement en 1993, les densités maximales s'observent effectivement dans le péricentre de Bogotá, et non en plein centre (carte 3.1).

En revanche, le modèle de décroissance des densités avec la distance depuis le péricentre, encore présent à Bogotá en 1985, devient peu lisible dans la carte des densités de 1993 (carte 3.1). Et il ne se retrouve absolument pas dans la cartographie des densités de Cali en 1993 (carte 3.2). L'organisation concentrique du modèle de distribution des densités est fortement perturbée à Bogotá par une organisation sectorielle : deux secteurs de basses densités (axes nord et ouest) alternent avec deux secteurs de fortes densités (axe nord-ouest et quadrant sud-ouest) (carte 3.1). L'évolution de la distribution spatiale des densités à Bogotá sur une période de vingt ans contredit également la tendance à l'uniformisation des

¹ Selon les statistiques des Nations Unies, citées par R. Mohan (1994).

² Voir à ce propos : Aprile Gniset, 1990 (5-10 ; 33-60).

niveaux de densité au sein de l'espace urbanisé observée dans le monde développé (Dupont et Pumain, 2000 : 52). Dans la capitale colombienne, entre 1973 et 1993, les écarts entre les densités des différents secteurs de la ville ne se réduisent aucunement.

L'ensemble de ces observations de la géographie des densités à Bogotá et à Cali conduisent à une même conclusion : l'importance du facteur socio-économique dans le modèle de développement des grandes villes colombiennes. C'est bien ce facteur qui déforme l'organisation concentrique « idéale » des modèles de densité et maintient à un niveau élevé les inégalités de densité. L.M. Cuervo et S. Jaramillo défendent l'idée d'un modèle d'urbanisation latino-américain, lié à une « certaine spécificité dans la logique socio-spatiale » en Amérique latine (Cuervo, Jaramillo, 1998 : 1). Nos analyses tendent à valider leur hypothèse : la composition sociale de la population, avec une moindre importance des classes moyennes dans les sociétés latino-américaines qu'en Europe, expliquerait en effet, pour partie, une polarisation socio-spatiale très forte, qui modulerait – sans pour autant s'y substituer – le modèle de peuplement urbain observé dans d'autres continents. La section 2, consacrée au processus de ségrégation, nous donnera l'opportunité de mettre à nouveau cette hypothèse à l'épreuve. Mais auparavant, arrêtons-nous sur les relations qu'entretient ce modèle de développement avec les pratiques résidentielles des habitants.

1.4. Choix résidentiels et mobilités spatiales dans une ville en construction

Pendant plusieurs décennies, l'adéquation entre les formes de production du logement majoritaire, celui des pauvres, et les caractéristiques du système de transport a permis à Bogotá de se développer dans une expansion sans frein sur les terres planes environnantes : les formes d'organisation du transport à Bogotá procuraient une grande souplesse au système, permettant de desservir les quartiers périphériques dès leur apparition. Depuis les années 1980, la capitale colombienne doit affronter une situation nouvelle : la disponibilité en terres, ressource nécessaire à la reproduction du système métropolitain selon le modèle de croissance des décennies antérieures, n'est plus assurée. Usage intensif des terres agricoles, structures foncières et présence des reliefs freinent les possibilités d'expansion spatiale. L'effet de la taille de la ville accumulée par les décennies antérieures de croissance se fait également sentir au niveau de la mobilité quotidienne : sur un territoire s'étendant sur plus de 40 000 ha, l'accessibilité généralisée aux différents lieux de la ville n'est plus assurée, d'autant plus que l'étalement urbain ne s'est pas accompagné d'une production suffisante de voirie. À partir des années 1990, le coup de grâce est donné par l'augmentation

soudaine du parc de véhicules sous l'effet de la politique d'ouverture économique. Les vitesses de déplacement, en particulier dans le nord de la ville où le taux d'équipement automobile est élevé, baissent sensiblement, entraînant une revalorisation de la proximité géographique.

Les contextes physique, humain et économique locaux impriment évidemment des caractéristiques particulières aux modalités de l'urbanisation à Bogotá. L'ampleur et la rapidité des changements – l'ensemble de cette histoire se déroule sur moins d'un demi-siècle – ont sans doute peu d'égal ailleurs et contribuent également à une certaine spécificité bogotaine. Mais elles ont aussi le mérite de rendre très lisibles certaines évolutions désormais partagées par de nombreuses métropoles du Sud :

- la mobilité résidentielle intra-urbaine devient une composante importante de la dynamique du marché du logement : en 1991, le nombre de logements libérés à Bogotá par la mobilité intra-urbaine était trois fois plus important que le nombre de logements neufs produits (environ 50 000) ; cette proportion, signe d'une « maturation du système métropolitain », va en augmentant ;

- la mobilité quotidienne joue un rôle accru dans de vastes territoires aux ressources très inégalement réparties.

L'évolution de la population (sa composition, mais aussi ses stratégies résidentielles et ses modèles familiaux), les transformations du parc immobilier, la circulation des logements et les mobilités résidentielles sont devenues des éléments essentiels de la dynamique, qui imposent de dépasser une lecture de la ville limitée aux formes de production du logement et de l'espace urbain. L'étape historique dans laquelle se trouvait Bogotá dans les années 1960-1970 justifiait cette approche centrée sur la production de l'espace urbain. Désormais, la recherche et la gestion urbaines ne peuvent plus se concentrer uniquement sur la composante « production » : le « stock » (de population, d'espace urbanisé, de logements) est devenu une donnée majeure.

Ce basculement du modèle de croissance de Bogotá sur un temps court change aussi les relations réciproques entre les pratiques résidentielles des habitants et la configuration urbaine. Alors que se déroule le cycle de vie des citoyens, la ville se construit et se transforme. Cette simultanéité des temporalités – temps biographique et temps de la ville – définit un contexte singulier, qu'il importe de caractériser avant de passer à la dimension sociale du peuplement, objet de la deuxième section de ce chapitre.

Dans les arbitrages qui président aux choix de localisation et déterminent les trajectoires résidentielles, l'attachement au quartier, l'accession à la propriété et la localisation par rapport à la parenté jouent un rôle important, et ce pour toutes les classes

sociales de Bogotá¹. Dans la ville compacte de la première moitié du XX^e siècle, ces trois objectifs étaient compatibles. Décohabiter ou accéder à la propriété au plus fort du mouvement d'expansion de Bogotá, dans les années 1960 ou 1970, signifiait par contre s'exiler en périphérie pour bon nombre de ménages des classes populaires et moyennes ne trouvant plus à se loger dans le parc de logements du centre, saturé. Dans cette phase de l'histoire de la ville, la décohabitation et l'accession à la propriété entraînaient le plus souvent une dilatation des espaces de mobilité intra-urbaines, traditionnellement très concentrés, et l'éloignement du domicile des parents. Pour les générations accédant à l'autonomie résidentielle après le milieu des années 1980, la configuration urbaine et la distribution du parc de logements n'imposent pas une telle dispersion de leur trajectoire résidentielle : avec la consolidation des quartiers périphériques et l'offre locative qu'elle engendre, les parcours résidentiels peuvent à nouveau se réaliser dans un périmètre restreint, permettant de conserver à la fois une même position dans l'agglomération et la proximité résidentielle avec les parents.

On le voit bien à travers l'exemple de la proximité familiale : selon l'époque, une même logique résidentielle se traduit différemment en termes de localisation et aura des conséquences variables sur les configurations spatiales du peuplement. Les pratiques résidentielles sont fortement contraintes par les étapes du développement et les changements rapides que connaît la configuration d'une ville en pleine croissance. Ce contexte rend très lisible le critère de la localisation dans les choix résidentiels. Position relative dans la ville du moment, la localisation du logement exprime un choix en faveur d'un certain type de rapport à l'agglomération. Aux côtés du statut d'occupation et des attributs physiques du logement (taille, confort, etc.), la localisation détermine, selon les groupes sociaux, un certain accès aux ressources offertes dans les différents lieux de la ville : les emplois, les équipements, les services, les commerces, mais aussi l'entraide familiale. Elle détermine aussi l'accès aux ressources sociales, dans un espace structuré par la pratique collective des lieux, l'expérience qu'on en accumule au cours de la vie et les relations avec leurs habitants.

À cause de la faiblesse des investissements dans le système de transport, l'accessibilité des différents secteurs de Bogotá a changé, et avec elle, dans les années 1980, les choix résidentiels des classes aisées. Il était admis que dans les villes latino-américaines ces choix de localisation n'obéissaient pas à une

¹ Les analyses issues des volets quantitatif et qualitatif des enquêtes CEDE-ORSTOM sur la mobilité spatiale à Bogotá mettent en évidence l'importance de ces facteurs, présents – à des degrés divers – pour toutes les classes sociales. Voir les rapports intermédiaires produits entre 1993 et 1997 et, parmi les publications les plus récentes : Dureau, 2000a ; Dureau, 2002 ; Delaunay et Dureau, 2002.

volonté de rapprochement du lieu de travail : cette image a vécu. Les distances-temps et le caractère éminemment variable de celles-ci prennent sans aucun doute une place grandissante dans les choix résidentiels des ménages : la localisation, et l'accessibilité offerte par une localisation pour une classe sociale donnée, deviennent des facteurs déterminants des comportements.

2. LA SÉGRÉGATION, UN PROCESSUS PLURIDIMENSIONNEL

La diversité des dimensions de la ségrégation, son caractère « multiforme », comme le désigne P. Simon, (2000 : 302) est au centre de cette seconde partie. La dimension sociale y est articulée à deux autres dimensions, essentielles dans des métropoles jeunes comptant de nombreux migrants : la dimension démographique (âge et taille des ménages), et l'origine régionale des migrants. En nous fondant sur la localisation résidentielle observée par les recensements, nous tenterons d'appréhender par des cartes et des indices de ségrégation (encadré 3.1), des images des configurations socio-spatiales qui permettent de mesurer et décrire le phénomène. Ces indications quantitatives autorisent la comparaison entre les dimensions de la ségrégation, entre les deux villes considérées et dans le temps à Bogotá. Comment les différences de temporalité évoquées dans la première partie se traduisent-elles dans les configurations sociales des deux espaces métropolitains ? Quelles modifications du schéma de ségrégation accompagnent le développement de Bogotá et celui de Cali ? Telles sont les principales questions que nous aborderons avec cette analyse comparative et diachronique de la ségrégation. Elle sera complétée, dans le cas de Bogotá, par l'analyse d'un facteur qui participe pleinement au processus ségrégatif : la perception de la ségrégation par ceux qui produisent la ville, habitants et gestionnaires.

Encadré 3.1 – *Les mesures de la ségrégation à partir des données des recensements*

Le débat théorique et méthodologique sur la mesure et l'analyse de la ségrégation résidentielle, démarré dans les années 1920 au sein de l'école de Chicago, n'a pas cessé depuis. Ce n'est pas ici le lieu d'y entrer. Il s'agit simplement de résumer le choix de méthode qui sous-tendent les analyses présentées dans cette section.

Les bases de données désagrégées (fichiers des individus et des ménages), disponibles pour 1973, 1985 et 1993 à Bogotá et pour 1993 à Cali, ont été utilisées pour produire des statistiques qui agrègent au niveau des secteurs de recensement (au nombre de 600 à Bogotá et 330 à Cali, en 1993) les effectifs de population caractérisés par différents critères correspondant aux dimensions démographiques (catégories d'âge, taille du ménage), sociales (indicateur de condition sociale, promiscuité dans le logement) et selon l'origine migratoire

(régions d'origine, population native des deux villes) du phénomène ségrégatif. Deux approches de la ségrégation à différentes échelles sont alors pratiquées.

La cartographie par secteur de recensement permet d'appréhender les schémas de distribution spatiale de différentes catégories de population à différentes échelles, et d'apprécier les oppositions ou les coïncidences spatiales qu'ils manifestent entre eux. Mises en perspective avec d'autres structures spatiales qui les déterminent éventuellement (historiques, économiques, d'infrastructures, etc.), ces cartes autorisent aussi une interprétation comparée des situations et des logiques à l'oeuvre dans les deux villes. En revanche, elles ne permettent pas de juger de l'intensité de la concentration propre à chaque catégorie ni, pour une catégorie donnée, de sa variation d'une ville à l'autre ou d'une date à l'autre.

À cet effet, des indices de ségrégation sont calculés au niveau de l'ensemble de la ville et pour chacun des arrondissements qui la compose (19 *localidades* à Bogotá, 20 *comunas* à Cali) ; dans les deux cas, le calcul se fait par sommation de statistiques agrégées au niveau des secteurs de recensement. Nous avons retenu deux indices parmi la multitude de ceux proposés dans la littérature spécialisée. Le premier est l'indice de dissimilarité devenu un classique depuis son inauguration par Duncan et Duncan en 1955, choisi parce qu'il permet la comparaison internationale. Le second est issu d'une publication récente (Hutchens, 2001). Baptisé par l'auteur « indice de la racine carré », il réunit sept propriétés mathématiques importantes au plan théorique ; certaines manquent aux deux indices les plus fréquemment utilisés (dissimilarité et indice de Gini), ce qui alimente, depuis plus de quarante ans, une controverse méthodologique dans les revues spécialisées¹. Au plan empirique, nous n'avons pas connaissance actuellement d'application de cet indice à des données réelles (Hutchens n'utilise qu'une simulation). Nous avons donc là une bonne occasion de commencer. En outre, l'exercice de simulation de Hutchens, comme notre application, montre à la fois la bonne cohérence de cet indice avec celui de dissimilarité et sa supériorité sur ce dernier en raison de sa sensibilité à une redistribution de population entre zones de sur (ou sous) représentation. Ces deux indices ont les expressions suivantes.

Dissimilarité :

$$D = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^I \left| \frac{n_{1,i}}{N_1} - \frac{n_{2,i}}{N_2} \right|$$

Racine carré :

$$R = 1 - \sum_{i=1}^I \sqrt{\frac{n_{1,i}}{N_1} \times \frac{n_{2,i}}{N_2}}$$

Où i , variant de 1 à I , décrit les secteurs de recensement de la ville (ou de l'arrondissement) ; N_1 et N_2 sont les populations totales des catégories de population 1 et 2 dans la ville (ou l'arrondissement) ; $n_{1,i}$ et $n_{2,i}$ sont les populations totales des catégories 1 et 2 dans l'unité i .

Pour l'application à l'étude de la ségrégation à Bogotá et Cali, nous avons toujours considéré comme catégorie 2 le complémentaire de la catégorie 1 dans la population totale.

Les deux indices varient entre 0 et 1, en prenant :

- la valeur 0 quand toutes les unités ont la composition moyenne (invariance = ségrégation nulle),
- la valeur 1 lorsque les deux catégories ne partagent aucune unité (« chacun chez soi » = ségrégation totale).

¹ Pour une bonne synthèse à ce sujet, voir Massey et Denton, 1988.

Avant d'entrer dans l'analyse des différentes dimensions de la ségrégation, on peut tirer les premiers enseignements de l'exercice comparatif. L'intensité du processus ségrégatif – mesurée selon l'indice de Hutchens que nous prendrons comme référence dans ce chapitre – varie à la fois selon le contexte urbain et selon la dimension considérée (tableau 3.3). Ainsi, en même temps qu'ils différencient les deux villes, les indices établissent une nette hiérarchie dans les facteurs de la ségrégation :

– dans les deux villes, la dimension socio-économique, appréhendée par l'indicateur de « condition sociale du ménage »

Tableau 3.3a – *Indicateurs de ségrégation (indice de la racine carrée, Hutchens). Bogotá, 1973-1985-1993*

		Valeur pour l'ensemble de la ville*	Moyenne des valeurs par arrondissement**	Ratio R***
Condition sociale du ménage****				
1973	1 ^{er} quartile	0,13	0,08	0,61
	2 ^e quartile	0,06	0,04	0,64
	3 ^e quartile	0,04	0,02	0,55
	4 ^e quartile	0,19	0,09	0,50
1985	1 ^{er} quartile	0,18	0,12	0,69
	2 ^e quartile	0,08	0,06	0,80
	3 ^e quartile	0,05	0,03	0,60
	4 ^e quartile	0,24	0,15	0,62
1993	1 ^{er} quartile	0,14	0,09	0,64
	2 ^e quartile	0,05	0,03	0,66
	3 ^e quartile	0,03	0,02	0,56
	4 ^e quartile	0,16	0,08	0,48
Caractéristiques démographiques (1985)				
	Individus < 15 ans	0,01	0,01	0,51
	Individus >= 60 ans	0,03	0,01	0,43
	Ménages unipersonnels	0,07	0,04	0,58
Lieu de naissance des individus (1985)				
	Natifs de Bogotá	0,02	0,02	1,04
	Migrants d'Antioquia	0,08	0,06	0,74
	Migrants du Boyacá	0,02	0,01	0,74
	Migr. du Cundinamarca	0,05	0,05	1,07
	Migrants du Tolima	0,02	0,02	0,81
	Migrants de l'étranger	0,47	0,38	0,81

Sources : recensement de la population DANE de 1973, 1985 et 1993. Calculs F. Dureau et O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes : * Nombre total de secteurs en 1973 : 476, 1985 : 537 et 1993 : 599.

** Nombre d'arrondissements (*localidades*) : 19.

*** Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement/Valeur ensemble ville. Ce ratio s'interprète comme un indicateur de l'intensité de la ségrégation à l'intérieur des arrondissements, relativement à son intensité globale, dans la ville entière.

**** Dans les deux villes, l'indicateur de condition sociale du ménage correspond à la somme des années d'étude des membres du ménage de plus de 15 ans, divisé par le nombre de personnes par pièce dans le logement. Dans le contexte des villes colombiennes, l'étroite association du niveau d'éducation et de la promiscuité dans le logement avec le revenu rend cet indicateur particulièrement pertinent.

Tableau 3.3b – Indicateurs de ségrégation (indice de la racine carrée, Hutchens). Cali, 1993

	Valeur pour l'ensemble de la ville*	Moyenne des valeurs par arrondissement**	Ratio R***
Condition sociale du ménage :			
1 ^{er} quartile	0,15	0,07	0,43
2 ^e quartile	0,05	0,02	0,31
3 ^e quartile	0,03	0,02	0,52
4 ^e quartile	0,16	0,04	0,24
Caractéristiques démographiques :			
Individus < 15 ans	0,01	0,00	0,26
Individus >= 60 ans	0,03	0,01	0,25
Ménages unipersonnels	0,03	0,03	0,39
Lieu de naissance des individus :			
Natifs de Cali	0,01	0,01	0,70
Migrants de la zone de peuplement afrocolombien	0,03	0,01	0,31
Migrants intérieur départe. Valle, Cauca, Nariño	0,00	0,00	0,81
Migrants départements Antioquia, Viejo Caldas	0,01	0,00	0,74

Sources : recensement de la population DANE de 1993. Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes : * Nombre total de secteurs : 330. ** Nombre d'arrondissements (*comunas*) : 20.

*** Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement / Valeur ensemble ville.

s'affirme incontestablement comme le premier facteur de différenciation du peuplement ;

– l'intensité de la différenciation sociale des espaces urbains est du même ordre à Bogotá et Cali pour ce qui a trait à la condition sociale des ménages en 1993 et la composition par âge ;

– en revanche, la taille du ménage et l'origine migratoire introduisent des différenciations plus marquées à Bogotá qu'à Cali.

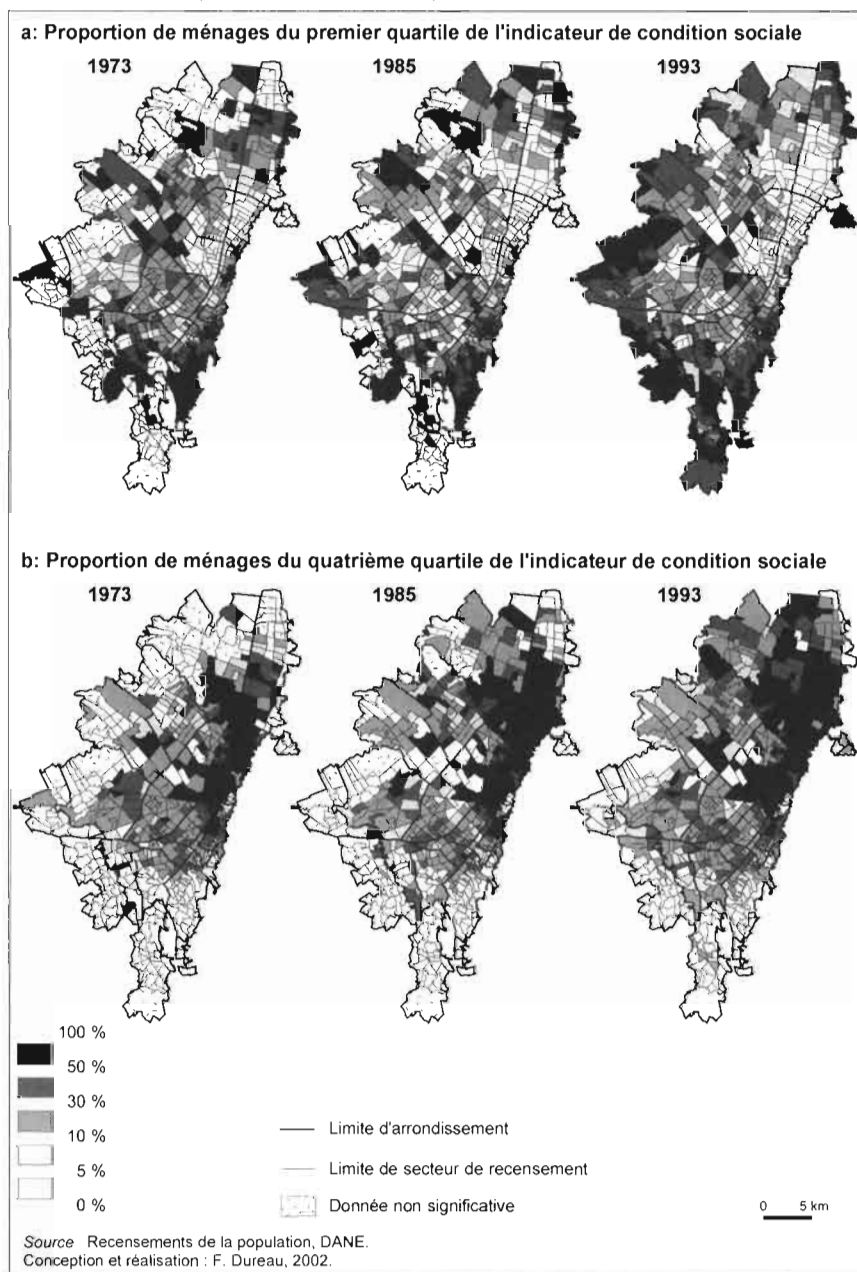
La tendance à l'homogénéité sociale s'impose donc comme la logique dominante de concentration résidentielle, au regard des logiques liées à la position dans le cycle de vie ou à l'origine géographique ; c'est par cette dimension que nous débuterons l'analyse.

2.1. Les échelles de la polarisation sociale de l'espace urbain

Des organisations socio-spatiales en grands blocs

À l'orée du XXI^e siècle, dans les deux villes, les espaces résidentiels des différentes classes sociales se distribuent selon une organisation en grandes zones, qui se distinguent également par leur densité.

Carte 3.3 – *La condition sociale des ménages à Bogotá (1973, 1985, 1993)*



À Bogotá, l'opposition entre un sud pauvre, un nord riche, et un ouest occupé par les classes moyennes mise en place dès le milieu du XX^e siècle est toujours très visible en 1990 (carte 3.3). Avec le processus de métropolisation, cette organisation sectorielle – de même que la structuration fonctionnelle le long des axes de communication – se prolonge au-delà des limites du District. La logique métropolitaine intègre les municipes périphériques en leur assignant des rôles spécifiques dans le système d'habitat métropolitain. Alors que la périphérie nord accueille des populations plutôt aisées, les quartiers populaires s'étalent au sud ; la périphérie occidentale accueille, quant à elle, des populations ouvrières employées dans l'industrie ou la floriculture. La limite du District ne remet pas en cause les règles traditionnelles de la distribution spatiale des classes sociales. Par contre, en raison de l'absence de redistribution des ressources budgétaires entre municipes de l'aire métropolitaine, le franchissement de cette limite se traduit pas une exacerbation des effets de la ségrégation dans l'accès aux équipements et aux services urbains.

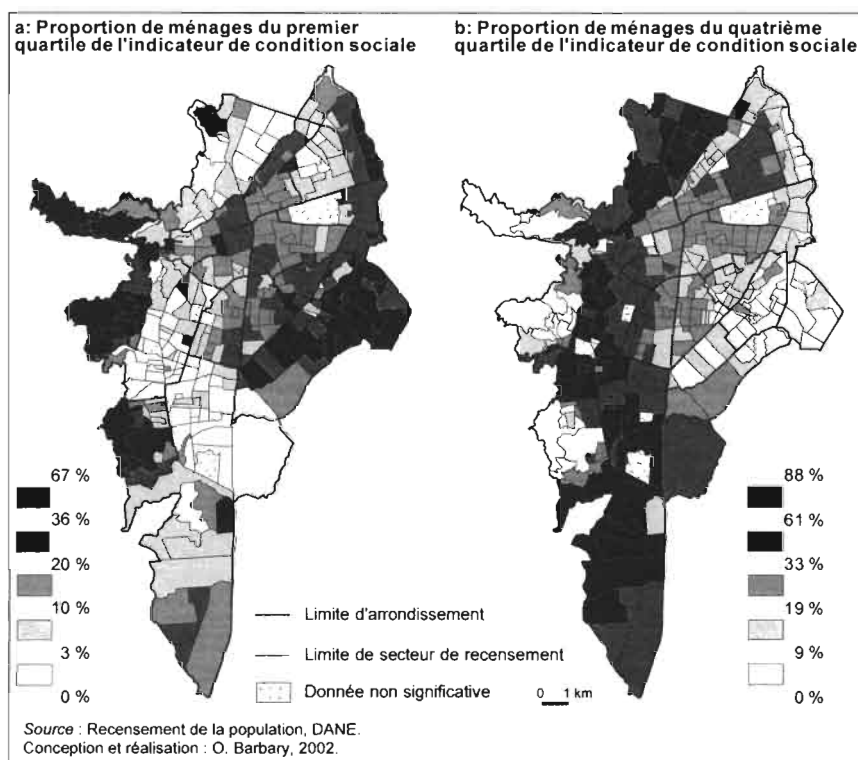
À Cali, la distribution des catégories sociales dans l'espace s'organise selon un schéma « en bandes » (carte 3.4). La population pauvre est fortement concentrée dans deux bandes périphériques : les quartiers de la frange nord-est et les extensions sur les versants montagneux de l'ouest. Cet ensemble d'arrondissements, qui correspond à la majeure partie des noyaux de plus forte densité résidentielle (carte 3.2), regroupe en 1998 55 % de la population de la ville (Urrea et Ortiz, 1999 : 7). Négatif du schéma précédent, l'espace résidentiel des catégories les plus aisées s'étend sur les quartiers les moins densément peuplés, avec une vaste emprise territoriale le long d'un couloir nord-sud. Les classes moyennes habitent le centre et les arrondissements péricentraux ; dans la partie est de ce secteur, elles partagent avec les classes les plus pauvres l'espace de plus forte densité de la ville.

La covariation des caractéristiques sociales et de la densité du peuplement, manifeste pour les deux villes, n'est bien sûr pas fortuite. Gestion de la ressource foncière et segmentation des formes de production du logement expliquent pour une large part ces dispositifs de peuplement, et l'ampleur des inégalités qui les traversent.

À Cali, à la suite des travaux de J. Aprile Gniset (1990) et G. Mosquera (1999), il faut insister sur l'importance de deux facteurs qui marquent cette dynamique pour l'ensemble de la période 1945-1990. La mainmise de l'élite financière calénienne et cosmopolite sur le foncier municipal, initiée dès la fin du XIX^e siècle se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Les tentatives de récupération du contrôle du sol par les administrations municipales successives, jusqu'à des décisions de justice récentes, ont toutes échoué. Sous la pression de ces élites, ces terres sont

progressivement intégrées au périmètre urbain. Les terrains les mieux situés font l'objet d'opérations de promotion immobilière en direction des catégories de population les plus aisées et deviennent l'enjeu de très fortes spéculations foncières (ils correspondent au couloir nord-sud déjà évoqué). À l'opposé, les terrains non susceptibles en l'état de dégager une rente foncière importante, sont abandonnés au logement social ou à l'auto-construction. Parallèlement, les programmes de logements sociaux jouent un rôle fondamental dans l'expansion horizontale de la ville (tendance générale jusqu'aux années 1970) puis, progressivement, dans l'augmentation des densités de population dans des quartiers de plus en plus périphériques. Là encore, l'espace résidentiel connaît une segmentation sociale selon la distance au centre.

Carte 3.4 – *La condition sociale des ménages à Cali en 1993*



Édition : O. Pissot

La très forte segmentation de la production du logement à Bogotá¹ joue incontestablement un rôle essentiel dans l'intensité de la ségrégation : dans la phase d'expansion spatiale, les logiques de chacune des formes de production (étatique, capitaliste, sur commande, et auto-construction) ont dessiné un parc de logements

¹ Voir les travaux sur les formes de production du logement de Jaramillo (notamment, 1992), Giraldo (entre autres, 1987) et, plus récemment, Parias (1996).

à la distribution spatiale bien définie, dont chacun des segments correspond à un peuplement initial par des catégories de population spécifiques. La bipolarisation sociale de l'espace urbain s'est ainsi affirmée, puis étendue, aboutissant à une division globale opposant un Nord riche à un Sud pauvre, sensiblement plus dense.

Si les facteurs structuraux jouaient un rôle de premier plan dans la phase d'expansion, d'autres mécanismes sont maintenant à l'œuvre et jouent un rôle accru au stade de développement actuel de Bogotá. Dans les villes colombiennes comme ailleurs, les seules caractéristiques du parc de logements (type de logement, taille, statut d'occupation ou localisation) ne suffisent pas à expliquer les choix résidentiels : les logiques affinitaires sont aussi à l'œuvre. Selon les catégories sociales, certaines localisations sont recherchées, d'autres sont à éviter ou sont financièrement inaccessibles. Les déménagements s'effectuent le plus souvent sur de très courtes distances, permettant de maintenir à la fois une position dans l'agglomération et la proximité avec les réseaux de relations, en particulier familiaux. Pour les ménages aisés comme pour les classes moyennes et les plus pauvres, ces réseaux sont déterminants dans les choix résidentiels. Dans une société où les ascensions sociales – même intergénérationnelles – sont bien moins fréquentes que dans les décennies 1960 et 1970, cette pratique contribue incontestablement à entretenir les polarisations sociales initiales imposées par le parc de logements.

Des échelles de la ségrégation plus diversifiées à Bogotá

Les divisions sociales des espaces urbains de Bogotá et Cali, la forte visibilité que leur confère leur organisation en grandes zones, tendent à conforter le constat, souvent porté, d'espaces « très fortement ségrégués ». Cette affirmation est-elle vérifiée, lorsque l'on situe le niveau de ségrégation sociale des deux villes colombiennes à l'échelle internationale ?

Notre seule référence statistique latino-américaine concerne Santiago du Chili (Sabatini et Arenas, 2001)¹. Les valeurs de l'indice de dissimilarité pour les six strates de condition sociale du ménage considérées dans la capitale chilienne varient de 0,53 (pour la strate « *extreme lower* » qui compte 8 % de la population)

¹ La source statistique utilisée est une enquête Origine-Destination réalisée en 1991 auprès d'un échantillon de ménages réparti dans 510 zones de recensement. Les auteurs ne fournissent malheureusement aucune information sur le plan de sondage, ni même la taille de l'échantillon. On sait en revanche que la population moyenne des 350 zones enquêtées est de 3 530 individus, une taille comparable à celles des secteurs de recensement en Colombie ou des « *census tracts* » aux États-Unis. Il faut donc prendre les résultats de cette étude avec certaines précautions (il est possible que les intervalles de confiance importants des estimations par zone majorient les valeurs de l'indice) ; toutefois, l'importance de l'enquête garantit probablement la fiabilité des ordres de grandeur.

à 0,71 (pour « *higher* », 11 % de la population), selon une courbe qui passe par le minimum de 0,26 pour la strate la plus nombreuse (« *lower middle* », 45 % du total). Les valeurs observées pour le même indice à Bogotá et à Cali, mais sur des catégories moins détaillées et d'effectifs égaux (quartiles de l'indicateur de condition sociale du ménage), sont logiquement un peu inférieures (0,42 et 0,43 pour le premier quartile, 0,46 pour le dernier dans les deux villes). Mais elles conservent à la fois les ordres de grandeur et la forme de la distribution, avec des valeurs d'indices inférieures pour les classes moyennes, plus élevées pour les pauvres, et encore davantage pour les ménages les plus favorisés.

La similarité des courbes de Bogotá et de Cali en 1993 est remarquable, ainsi que la constance de la forme de la courbe au cours du temps à Bogotá : l'intensification de la ségrégation en 1985 à Bogotá conserve le dispositif global de celle-ci. Il semble bien que la situation colombienne ne soit pas exceptionnelle dans le contexte latino-américain de forte segmentation socio-spatiale des milieux urbains. Ce qui frappe au contraire c'est la grande similitude des indices dans l'espace (Bogotá, Cali, Santiago) et dans le temps (1973-1993 à Bogotá) soulignant l'intérêt d'étendre et systématiser les approches comparatives du phénomène, sous réserve, nous allons le voir maintenant, de ne pas se limiter à ces indicateurs globaux.

Revenons en effet aux deux villes colombiennes. Les indices par arrondissement (tableau 3.3) montrent que les arrondissements de Bogotá ont une composition sociale moins homogène que ceux de Cali. Ils montrent aussi que les arrondissements de Bogotá sont plus différents les uns des autres : aux côtés d'arrondissements à la composition sociale très homogène, d'autres hébergent une population beaucoup plus diversifiée socialement. En 1993, le processus ségrégatif s'exprime à des échelles plus diverses à Bogotá qu'à Cali. Dans la capitale colombienne, l'organisation sectorielle héritée des décennies de forte expansion spatiale s'est complexifiée, avec des situations locales de mixité sociale inédites. Il ne s'agit pas là d'une substitution d'une échelle de ségrégation à une autre, mais bien de l'apparition d'une nouvelle échelle, plus micro, de la ségrégation, qui module le schéma global de distribution des classes sociales dans l'espace.

À Cali, des mixités sociales limitées aux espaces-frontières

Même si les écarts des indices calculés par arrondissement sont moins importants qu'à Bogotá, on observe pourtant des situations contrastées entre les quartiers de Cali.

Un premier groupe d'arrondissements, au peuplement très homogène, intègre à la fois des quartiers d'habitat populaire et d'autres de classes moyennes. L'homogénéité du parc de logements (quartiers d'invasion auto-construits et programmes de

logements sociaux) et des localisations éloignées des aires sociales les plus favorisées de la ville impliquant l'absence de « frontières sociales » internes ou avec les arrondissements voisins y créent un peuplement très homogène. Il s'agit soit d'arrondissements périphériques situés le long du front actuel d'urbanisation, soit d'arrondissements enclavés au sein du grand espace résidentiel des couches moyennes et populaires de l'est de la ville.

Un deuxième groupe se caractérise par une hétérogénéité interne moyenne. Il rassemble les quartiers populaires les moins enclavés, le reste des quartiers de classes moyennes centraux et péri-centraux, ainsi que l'extension sud du couloir des quartiers aisés. Dans chacun de ces trois espaces, la diversité du parc de logements selon le statut d'occupation, la taille et le standing est en effet importante, générant directement une spécialisation sociale du peuplement à l'échelle des quartiers.

Enfin, les zones de contact entre aires sociales opposées (riches/pauvres), situées le long des franges orientales et occidentales de l'axe des quartiers aisés, constituent les lieux de plus forte polarisation locale. En termes de géographie sociale, il faut distinguer deux situations. D'une part, celles des populations pauvres, minoritaires dans le couloir central aisé et confinées dans des enclaves le plus souvent situées aux marges de ces arrondissements, constituées par le segment le plus dégradé du parc de logement locatif (chambres, *inquilinos*). D'autre part, le cas d'un arrondissement (la *comuna* 17) traversé par la frontière entre les quartiers populaires d'auto-construction du versant montagneux et les quartiers résidentiels aisés qui occupent sa partie plane.

En résumé, on peut affirmer qu'à Cali, les quelques exemples de forte ségrégation à l'intérieur des trois grandes aires sociales qui composent la ville s'expliquent par une hétérogénéité sociale limitée aux espaces-frontières entre ces aires, situés à leurs marges.

De nouvelles proximités spatiales entre groupes sociaux à Bogotá

Les années 1980 ont été marquées par un tournant important dans le modèle de développement urbain de Bogotá, décrit en section 1, qui se traduit dans l'évolution des indices de ségrégation calculés pour l'ensemble de la ville et de ses arrondissements : ils passent par un maximum en 1985, avant de retrouver en 1993 leur niveau de 1973. Dans un contexte marqué à la fois par une compétition accrue pour l'accès à une ressource foncière devenue rare et la multiplication des *conjuntos cerrados*, commencent à apparaître de nouvelles proximités spatiales entre groupes sociaux, générant dans certains arrondissements des situations de ségrégation à un niveau micro-local. Selon les arrondissements, les situations sont très différenciées sur l'ensemble de la période

1973-1993 : sauf pour la population la plus aisée pour laquelle les différences entre arrondissements s'estompent dès la fin des années 1970, les écarts entre arrondissements demeurent du même ordre tout au long de la période. Quelques exemples permettront d'illustrer les processus à l'œuvre dans le péricentre et en périphérie sud¹.

Les quartiers péricentraux connaissent depuis le milieu des années 1980 des transformations importantes dans la composition de leur population, selon des processus bien distincts au nord et au sud.

La dégradation des conditions de transport, liée à une augmentation brutale du parc automobile, et l'insertion professionnelle des femmes conduisent un nombre important de familles aisées à se rapprocher de leur lieu de travail. Ce nouvel attrait de localisations plus centrales s'est traduit par des changements très rapides dans l'effectif et la composition démographique du péricentre nord. L'évolution ascendante du quartier est manifeste : les ménages installés à partir du milieu des années 1980 sont plus aisés que ceux installés pendant la décennie antérieure, à une époque de déclin du quartier où les classes les plus aisées l'abandonnaient pour des localisations plus septentrionales. Les indices de ségrégation de l'arrondissement de Chapinero, déjà élevés en 1973, augmentent sensiblement : la diversification de la population correspond de fait à la mise en place d'une mosaïque de petits espaces très homogènes socialement. L'arrivée des familles à hauts revenus se réalise dans des îlots spécifiques, et les familles populaires se retrouvent confinées dans des espaces de plus en plus restreints : les interstices encore épargnés par l'évolution ascendante de ce secteur. Les transformations physiques du péricentre nord, directement responsables de cette configuration socio-spatiale, expriment clairement le processus d'embourgeoisement en cours dans ce secteur de Bogotá.

En revanche, d'autres évolutions, à l'œuvre dans le péricentre sud, ne se lisent pas directement dans le paysage urbain. L'arrondissement de Rafaël Uribe connaît un processus rapide de subdivision des grandes maisons en appartements occupés par des familles aux revenus moins importants que les habitants traditionnels. Densification démographique et tendance à la baisse du niveau socio-économique de la population s'y réalisent sans que le bâti ne fasse l'objet de transformation visible extérieurement. Il s'agit pourtant d'un processus confirmé par les indices de ségrégation de cet arrondissement : ils suivent tous une tendance régulière à la baisse entre 1973 et 1993. Tandis que les contrastes sociaux s'amplifient dans le péricentre nord, le

¹ Les informations relatives aux pratiques résidentielles sont issues des volets démographique et anthropologique des enquêtes CEDE-ORSTOM de 1993.

péricentre sud connaît une homogénéisation de la population. Là encore, le rôle des formes architecturales doit être souligné, aux côtés de facteurs d'ordre économique : la présence de grandes maisons bourgeoises, dont la disposition interne des pièces se prêtait à une subdivision interne, a facilité cette évolution sociale du péricentre sud.

Dans les arrondissements périphériques, les situations sont également très diversifiées, preuve supplémentaire que des dissymétries fortes demeurent effectives dans le modèle de développement de Bogotá. La périphérie occidentale garde des niveaux de ségrégation modérés sur l'ensemble de la période ou seulement depuis 1985. Classes moyennes et populaires cohabitent dans des espaces aux gradients peu marqués. En revanche, au nord, l'arrondissement d'Usaquén présente des niveaux de ségrégation nettement supérieurs aux valeurs observées sur l'ensemble de la ville, et ce de manière systématique depuis 1973. Tout au long de la période, la production de logements a été importante : production individuelle, programme de logements ou auto-construction sur des terrains occupés illégalement ont contribué à la production d'un parc de logements diversifié, s'adressant à l'ensemble de l'échelle sociale. Cette production s'est réalisée selon une division spatiale marquée au sein de l'arrondissement, produisant des indices de ségrégation particulièrement élevés. Mais, là encore, les signes d'une diversification locale de la population se manifestent, entraînant une forte diminution des indices entre 1985 et 1993.

À l'opposé de la ville, dans la périphérie sud traditionnellement laissée aux quartiers populaires, l'apparition des résidences pour classes moyennes à la fin des années 1980 se traduit dans l'augmentation des valeurs des indices de ségrégation correspondant au troisième quartile de l'indicateur de condition sociale. Ce phénomène touche non seulement les arrondissements périphériques du District, mais aussi le municipale de Soacha. L'offre de logements pour classes moyennes dans le sud est un phénomène directement lié au manque de terres urbanisables dans les territoires classiques d'installation de ces populations et à la diffusion d'un type d'habitat particulier : le *conjunto cerrado*, clos et surveillé par des vigiles. Attirées par le prix des logements et la qualité de la desserte routière, des familles de classes moyennes s'installent dans le sud. Encore à ses prémices à la fin des années 1980, ce mouvement se poursuit et s'intensifie tout au long des années 1990 : le Sud est devenu « habitable »... moyennant de résider dans ses enclaves protégées.

La diversification des échelles de la ségrégation à Bogotá est manifeste : indices de ségrégation, observations approfondies de certains quartiers et des logiques résidentielles de leurs habitants démontrent, de façon très convergente, la réalité de cette évolution. Le nouveau modèle de développement de Bogotá s'accompagne

donc d'une évolution des caractéristiques géographiques de la ségrégation sociale. Aux côtés des facteurs relatifs à la production du logement et aux logiques résidentielles des Bogotains, un troisième facteur a joué un rôle important dans ce changement : les formes architecturales. La littérature actuelle insiste sur les *conjuntos cerrados* : ils favorisent incontestablement la proximité spatiale des différents segments de population. Mais les caractéristiques du parc de logement ancien ne doivent pas être négligées : l'histoire imprime ses marques dans la polarisation sociale générale de l'espace urbain, dans la perception de la hiérarchie des quartiers (nous y reviendrons en section 2.4), mais aussi dans son patrimoine bâti, plus ou moins apte à générer de la densification ou de la cohabitation entre groupes sociaux.

Au décalage temporel dans les modèles de développement des deux villes mis en évidence dans la première section de ce chapitre, répond donc une différence dans les caractéristiques du dispositif de ségrégation sociale. La diversification des échelles de la ségrégation observée à Bogotá n'est pas encore effective à Cali. Pour autant, l'intensité du processus – telle que mesurée par les indices – est actuellement la même dans les deux villes. Mais ce niveau ne résulte ni de la même histoire, ni de la même géographie sociale. Cette observation incite à la prudence quant aux comparaisons internationales basées sur les seules valeurs globales des indices de ségrégation. Elle conduit aussi à s'interroger sur les significations et les conséquences de ce changement d'échelle de la ségrégation sociale et, partant, de sa moindre visibilité.

2.2. Histoire de la ville et cycle de vie des citadins

Le cycle de vie intervient souvent de façon importante dans la différenciation sociale des espaces métropolitains¹. Valeurs des indices (tableau 3.3) et cartes 3.5 et 3.6 montrent effectivement qu'à Bogotá comme à Cali, les quartiers présentent des différences significatives quant à la structure par âge (ségrégation modérée dans les deux cas) et la taille des ménages (ségrégation plus forte, surtout à Bogotá).

La spécialisation du peuplement selon la position des populations dans le cycle de vie semble se produire assez indépendamment de la composition sociale des quartiers. En témoignent les formes très différentes des distributions spatiales observées selon l'un ou l'autre critère : en auréoles grossièrement concentriques en ce qui concerne la segmentation démographique (la taille des ménages augmente avec la distance au centre et, dans le même temps, la structure par âge devient plus jeune) ; en secteurs ou en bandes comme nous l'avons vu, pour la polarisation

¹ Voir, dans *Métropoles en mouvement* (Dureau et alii, 2000), les cas de Paris (Simon : 303-306), Montréal (Dansereau : 289-295).

sociale. Les deux dispositifs présentent néanmoins certaines coïncidences : par exemple la distribution spatiale périphérique des populations les plus jeunes correspond grossièrement à celle des quartiers populaires, tandis que les ménages unipersonnels se concentrent sur des localisations centrales et péri-centrales, socialement mixtes. Des constats semblables ont été faits ailleurs¹ : nous sommes là en présence de tendances assez universelles de la structuration démographique et sociale du milieu urbain au regard desquelles, à nouveau, les deux villes colombiennes ne se singularisent pas fortement. Cependant, pour mettre au jour les comportements des acteurs qui participent à la production de ces dispositifs spatiaux, il faut entrer dans le détail ; nous nous appuierons principalement pour cela sur le cas de Bogotá.

L'expansion spatiale des villes se lit dans la composition par âge de la population de leurs quartiers. Alors que la population âgée se concentre dans les quartiers anciens, les périphéries comptent des proportions importantes d'enfants (cartes 3.5 et 3.6) : âge des habitants et âge des quartiers vont de pair. Plusieurs caractéristiques des pratiques résidentielles en cours dans ces villes expliquent ces configurations. D'une part, avec l'âge et, surtout, l'accès à la propriété, les changements de logement deviennent moins fréquents ; d'autre part, comme cela a déjà été évoqué, les déménagements s'effectuent le plus souvent sur de très courtes distances², tendant à maintenir la population dans le quartier où elle a débuté son parcours résidentiel autonome.

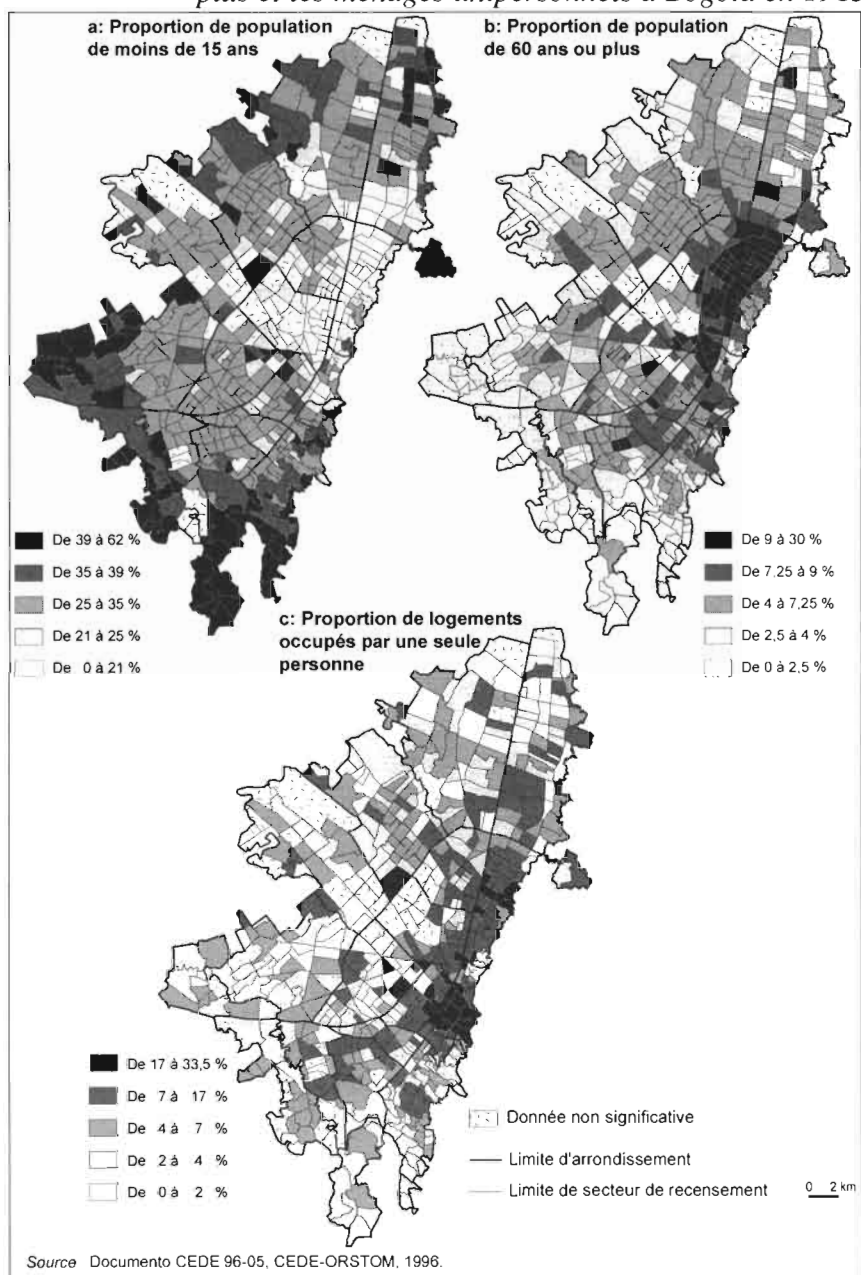
Qu'il s'agisse des locataires des classes populaires habitant de longue date le quartier ouvrier de la Perseverancia dans la partie nord de l'arrondissement de Santa Fé³ (péricentre de Bogotá) ou des propriétaires plus aisés de Chapinero, ni les uns ni les autres ne quittent massivement ces quartiers urbanisés depuis les années 1950, aboutissant de fait aux plus fortes concentrations de personnes âgées observées à Bogotá. Cette stabilité géographique demeure aujourd'hui, résistant aux mouvements d'embourgeoisement. Pourtant les anciens habitants de ces quartiers affrontent simultanément une forte augmentation de prix des commerces et des services de proximité, une pression fiscale accrue et une forte augmentation des tarifs des services publics. Les caractéristiques urbanistiques de nombreux îlots de Chapinero ont offert aux entrepreneurs un terrain favorable à une transformation rapide du bâti : les maisons occupant des parcelles, assez grandes et aux mains de propriétaires individuels, ont pu

¹ Voir, par exemple, dans « *Métropoles en mouvement* » (Dureau et alii, 2000) : Paris (Simon : 303-306), Santiago du Chili (Paquette : 310-315), Montréal (Dansereau : 289-295).

² Voir l'analyse quantitative de la mobilité résidentielle à Bogotá présentée dans : Delaunay et Dureau (2002).

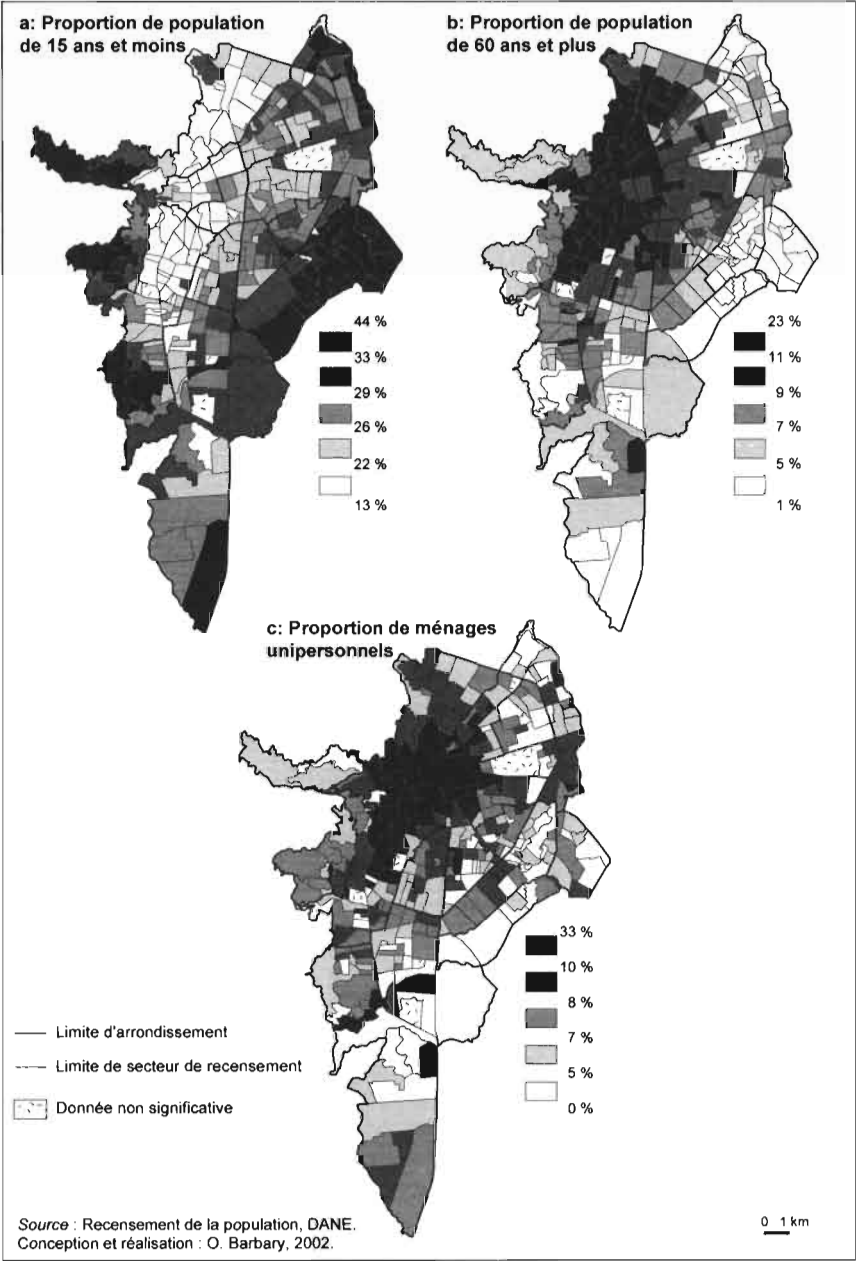
³ Des exemples similaires pourraient être évoqués pour Cali, avec les quartiers centraux de Versalles, San Antonio et San Fernando.

Carte 3.5 – Les populations de moins de 15 ans et de 60 ans et plus et les ménages unipersonnels à Bogotá en 1985



Conception et réalisation : F. Dureau, O. Pissot

Carte 3.6 – *Les populations de moins de 15 ans et de 60 ans et plus et les ménages unipersonnels à Cali en 1993*



facilement être vendues, démolies et remplacées par des immeubles. Non régulée, la transformation brutale de ce secteur se traduit par un coût social et humain important pour les anciens habitants : pour eux, l'évolution ascendante du quartier correspond à une dégradation de leurs conditions de vie, qui ne provoque pourtant pas de départs massifs du péricentre. Même pour les habitants de Chapinero, aux ressources sensiblement plus élevées que ceux de la Perseverancia, ce choix est fortement contraint : une partie d'entre eux se sont installés à un moment de relative décadence du quartier, qui le rendait accessible aux classes moyennes. Avançant en âge, dans un pays où le système des retraites est peu performant, il leur est presque impossible de changer de logement.

Pour les ménages ayant les moyens d'ajuster leur logement à leur composition familiale, les parcours résidentiels traduisent clairement l'évolution des aspirations résidentielles au cours du cycle de vie. La forte homogénéité des logements des *conjuntos cerrados* conduit à des populations particulièrement uniformes. Les ensembles résidentiels construits à partir des années 1980 dans le municipe de Chía, au nord de Bogotá, en sont un bon exemple. En dehors de quelques couples âgés venus chercher un lieu tranquille pour leur retraite, la quasi-totalité des habitants de *conjuntos cerrados* s'alignent sur un même modèle : familles nucléaires composées des deux parents et de jeunes enfants, ayant une situation professionnelle stable et des revenus confortables, propriétaires de leur logement. Souvent, les deux parents travaillent, ce qui autorise un remboursement rapide des prêts immobiliers ; cette situation leur permet d'envisager l'installation à Chía comme non définitive et un retour à Bogotá quand les enfants auront grandi. Le processus est le même au sud de Bogotá, dans les ensembles résidentiels pour classes moyennes de Soacha : à l'homogénéité du parc de logements, répond l'uniformité démographique de la population qui y réside.

À cette homogénéité démographique des ensembles résidentiels récents, s'oppose la mixité des grands logements pour classes aisées produits dans les années 1960 et 1970. À Normandía (périphérie ouest) ou à Ciudad Jardín (péricentre sud), les grandes maisons encore occupées par des propriétaires âgés accueillent périodiquement les enfants et leur propre descendance : en cas de divorce ou de perte d'emploi, le logement des parents constitue une ressource souvent mobilisée dans un contexte où les solidarités familiales sont fortes. Dans ces quartiers, la famille élargie peut cohabiter sans contrainte : ces grands logements font donc partie intégrante des itinéraires résidentiels des familles, mobilisables face aux événements qui ponctuent le déroulement du cycle de vie.

Les plus pauvres ne disposent bien évidemment pas de la même latitude de choix résidentiels, ni en termes de statut d'occupation, ni en termes de localisation. Locataires, ils sont

contraints au nomadisme résidentiel pour échapper à l'échéance du loyer, fuir les conflits avec leurs voisins – particulièrement fréquents dans des *inquilinos* surpeuplés –, ou quitter leur conjoint. Propriétaires, ils sont assignés à résidence, leurs ressources ne leur permettant pas d'envisager de répéter l'acquisition d'un logement au cours de leur vie¹. Dans ces conditions, la différenciation démographique des zones d'habitat populaire traduit avant tout les caractéristiques de la formation du quartier : sa date de création, son mode de production, et l'étape dans laquelle le quartier se trouve en termes de processus de consolidation.

Les quartiers populaires du centre concentrent l'essentiel de la population âgée de bas revenus : les adultes accédant à l'autonomie résidentielle dans les années 1960 et 1970 ont dû s'exiler en périphérie pour accéder à un logement autonome (section 1.4). Cette mobilité centrifuge a accéléré le vieillissement des quartiers centraux, tandis que les périphéries se peuplaient de jeunes adultes.

Dans les quartiers illégaux situés au bord du Rio Bogotá, où le processus de consolidation est déjà bien avancé, les structures démographiques sont nettement plus régulières que dans les zones d'auto-construction récente (telles que les invasions sur les reliefs au Sud de Bogotá) et la proportion de ménages de grande taille plus importante. L'apparition d'une offre locative en périphérie, directement liée au processus de consolidation de ces quartiers, permet maintenant aux jeunes adultes de s'installer sur place, dans un logement indépendant de leurs parents : la densification de ces quartiers populaires périphériques s'accompagne d'une tendance à la mixité des générations, en rupture avec la segmentation qui avait accompagné le mouvement d'expansion de la ville dans les décennies antérieures.

Au total, dans ces villes jeunes, les quartiers sont encore fortement différenciés sur le plan démographique : caractéristiques du parc de logements, pratiques résidentielles très segmentées selon les classes sociales dessinent des configurations contrastées encore marquées par la dynamique d'expansion spatiale. Plus que les positions dans le cycle de vie et les trajectoires résidentielles associées, les configurations spatiales de la ségrégation démographique traduisent encore largement l'histoire récente de ces villes, et la période d'installation des habitants. Pour une part importante de la population, il est impossible de jouer sur la mobilité résidentielle pour ajuster le logement aux caractéristiques de la famille : une promiscuité dans le logement s'en suit pour nombre de familles de classes populaires. Avec la crise économique que traverse la Colombie, ces situations

¹ Pour une mesure des relations entre mobilité résidentielle et mobilité statutaire, voir : Delaunay et Dureau (2002).

d'entassement dans le logement se multiplient dans les quartiers les plus pauvres. À Cali, où la crise a débuté au milieu des années 1990, l'exclusion massive des jeunes – en particulier les hommes – du marché du travail retarde significativement le départ du domicile parental¹. Le retour au domicile des parents se fait également plus fréquent : à Bogotá, en raison de la crise économique et du système UPAC (*Unidad de Poder Adquisitivo Constante*)² de financement du logement, de nouvelles cohabitations intergénérationnelles voient le jour à la fin des années 1990, et cela même dans des familles de classes moyennes aux logements peu spacieux. Si elle se poursuit, la diffusion de ces cohabitations familiales apportera, à n'en pas douter, des inflexions aux configurations spatiales du peuplement, favorisant localement de nouvelles mixités démographiques.

2.3. L'agrégation des immigrants de même origine

À côté de flux de ruraux ou d'originaires de petites villes, en provenance, pour l'essentiel, de leurs bassins migratoires régionaux, Cali et plus encore Bogotá drainent une population citadine en provenance de capitales départementales plus éloignées. Composite dans ses origines, la population immigrant vers les deux villes est très hétérogène quant à ses caractéristiques sociales, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique urbaine. Cette hétérogénéité des populations migrantes se traduit dans leurs schémas d'implantation spatiale : les non natifs des deux villes sont présents dans l'ensemble du parc de logements et leur espace résidentiel s'étend à toute l'agglomération. Le déplacement des quartiers de réception de la migration, liée à l'expansion spatiale et à l'apparition d'une offre locative en périphérie, a entraîné, sur une période de plusieurs décennies, la généralisation de la présence de migrants dans l'ensemble des territoires métropolitains des deux villes. Ainsi, la moitié des migrants résidant dans les quartiers enquêtés en 1993 à Soacha, arrivés dans la capitale au cours des cinq années précédentes, se sont installés directement dans les logements locatifs des quartiers les plus consolidés du municipale. Plus récemment, depuis la fin des années 1990, les réfugiés s'installent dans les espaces interstitiels abandonnés par le mouvement d'urbanisation et de consolidation. Une dynamique en tout point comparable caractérise l'insertion résidentielle des migrants à Cali, à ceci près qu'elle demeure dans les limites municipales. Les indices de ségrégation (tableau 3.3) et les cartes correspondantes illustrent bien ce processus. Dans les deux villes, il n'apparaît pas de grandes plages de concentration,

¹ Sources : enquêtes CIDSE-IRD 1998 et CIDSE-Banque Mondiale 1999.

² Système créé en 1972 pour permettre l'achat du logement à crédit (Chapitre 6).

mais au contraire une mosaïque qui reflète simplement la variabilité locale des taux de population migrante.

L'analyse des distributions géographiques de certains groupes de migrants confirme l'articulation, attendue, avec le processus de ségrégation sociale. L'accès aux différents quartiers de la ville des groupes de migrants est incontestablement filtré par leur capital éducatif et leur composition sociale : la sélectivité de la migration se lit directement dans leurs localisations résidentielles. À Cali, la distribution résidentielle des originaires de la zone de peuplement afrocolombien, dont le handicap historique de développement régional se répercute sur le capital économique et social des migrants à leur arrivée (sections 3 des chapitres 2 et 4), s'oppose à celle des migrants de l'Antioquia et du Viejo Caldas, négatif spatial et social de la précédente. De même, à Bogotá, les configurations spatiales des originaires du Boyacá et du Cundinamarca correspondent aux quartiers populaires, pour lesquelles les valeurs d'indice de ségrégation sont faibles ou moyennes, tandis que les originaires d'Antioquia et surtout les étrangers sont concentrés dans les quartiers de haut standing, nettement plus ségrégués.

La polarisation sociale de l'espace urbain n'explique cependant pas complètement la géographie résidentielle des migrants. Pour certains groupes, il existe des schémas d'implantation spatiale spécifiques dans lesquels la géographie et l'organisation des systèmes de transports interdépartementaux, voire certains facteurs culturels, jouent un rôle. C'est le cas par exemple des originaires du Tolima, département situé au sud de Bogotá qui se concentrent dans la moitié sud de la ville, alors que les migrants du Boyacá sont nettement plus présents dans le nord. De même, à catégories sociales comparables, les migrants de la côte Pacifique à Cali sont beaucoup plus concentrés dans les quartiers populaires de l'est que ceux de l'altiplano andin (départements du Valle, Cauca et Nariño), localisés préférentiellement dans les quartiers d'invasion des versants de la cordillère occidentale.

Un changement d'échelle met en évidence une autre dimension, classique, des pratiques résidentielles des migrants : la propension de certains groupes à une forte agrégation résidentielle locale favorise une hétérogénéité du peuplement au sein de certains arrondissements. Même dans des secteurs voisins, les proportions d'originaires d'un même département peuvent être très variables. La densité des réseaux d'information et d'entraide entre les originaires d'une même région, déterminants dans l'accès au premier logement, joue un rôle décisif dans la définition de la trajectoire résidentielle des migrants dans la ville de destination. À l'image du domicile des parents pour les natifs de la ville, c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, l'espace de mobilité intra-urbaine des migrants. En outre, « le quartier joue un rôle important de réception, de regroupement

et d'installation des communautés de province, d'intégration à la vie urbaine ; ces courants migratoires façonnent à leur tour les caractéristiques physiques et sociales des quartiers » (Jimenez Mantilla, 1998 : 66). Sociabilité, organisation et participation populaire se définissent à cet échelon spatial. C'est notamment le cas dans les quartiers du nord-est de Bogotá, où sont maintenues des traditions du Boyacá, ou à Cali dans les quartiers du district d'Aguablanca marqués par la présence de la population afrocolombienne (chapitre 4).

Nous avons là les deux explications principales du fait que se reproduise, tout au long des trajectoires des individus, une logique de concentration résidentielle des membres d'une même communauté d'origine. Les migrants n'échappent manifestement pas aux facteurs de localisation résidentielle déjà soulignés : ségrégation sociale, histoire de la ville, aspirations résidentielles sont tangibles. L'ensemble des analyses menées à Bogotá confirment d'ailleurs la similitude des trajectoires résidentielles des migrants et des natifs. Mais il demeure une certaine variabilité des comportements résidentiels selon les groupes de migrants, non réductible aux effets de ces facteurs généraux et liée à l'importance des réseaux dans l'accès au logement des migrants, qui renforce leur concentration spatiale. Quelles sont les conséquences de cette logique d'agrégation sur l'intensité et l'échelle du processus ségrégatif ?

Bien plus clairement que dans le cas de la ségrégation sociale, pour lequel on a constaté la prégnance et l'inertie de grands blocs relativement homogènes à l'échelle des agglomérations (même si les signes d'une segmentation plus fine se manifestent dans certains arrondissements de Bogotá), ou dans celui de la segmentation démographique qui opère elle aussi à l'échelle de la ville entière, la spécialisation du peuplement selon l'origine géographique s'exerce à différentes échelles plus fines, ce qui module évidemment son impact et son interprétation en terme « d'exclusion » relative des populations en jeu. On touche là l'un des paradigmes fondateurs des études sur la ségrégation urbaine, très discuté¹, qui relie ou au contraire dissocie les notions de distance spatiale et de proximité sociale. L'échelle spatiale à laquelle s'exerce la spécialisation du peuplement est évidemment un paramètre déterminant dans l'appréciation portée sur la ségrégation des populations. À l'échelle d'une ville entière, la présence de grands blocs homogènes et spatialement éclatés débouche sur une lecture de l'exclusion de groupes à la fois socialement dominés et spatialement ségrégués, qui fait souvent fi de la mobilité spatiale des citoyens. Mais à l'inverse, lorsque la mixité sociale est posée comme solution à la question de

¹ Voir par exemple : Chamboredon et Lemaire, 1970 ; ou l'ouvrage collectif édité par Brun et Rhein, 1994.

l'intégration sociale, et que l'on se focalise sur la dimension spatiale du problème, on ignore d'autres mécanismes de la distanciation sociale. À l'étape du diagnostic des modalités de la ségrégation, il importe en tout cas, pour instruire ce débat, de ne pas faire l'impasse sur l'échelle d'expression des phénomènes ; les indices calculés pour différentes unités spatiales sont alors des outils précieux d'évaluation.

Indubitablement, à Cali, l'échelle du processus d'agrégation des groupes de migrants est bien distincte de celles des dimensions sociale et démographique de la ségrégation. Les distributions des valeurs d'indices par arrondissement le montrent (tableau 3.3b, ratio R) : l'origine migratoire introduit au sein des arrondissements une hétérogénéité locale qui n'a pas son équivalent du point de vue de la composition sociale, des structures par âge et, même, des tailles des ménages¹. À Bogotá en revanche, la situation est moins contrastée (tableau 3.3a) : l'hétérogénéité locale est effectivement sensiblement plus forte pour l'origine migratoire que pour l'âge des individus et la taille des ménages, mais elle dépasse à peine celle introduite par la condition sociale des ménages.

Les facteurs liés à l'histoire du développement urbain et aux formes de production du logement, qui pèsent fortement sur les processus de ségrégation sociale et démographique, agissent d'abord à l'échelle de la ville dans son ensemble : ce n'est que dans une phase postérieure du développement métropolitain qu'apparaît, comme c'est le cas à Bogotá, une échelle supplémentaire de la ségrégation sociale, plus fine. La tendance à l'agrégation des communautés de migrants constitue un facteur supplémentaire d'hétérogénéité locale, renforçant à Bogotá la tendance à la constitution d'une « mosaïque de micro-espaces de plus en plus homogènes », pour reprendre l'image de Lévy et Brun (2000 : 246).

2.4. Les représentations de la configuration socio-spatiale de Bogotá par les différents acteurs urbains²

Les représentations jouent un rôle décisif dans la production des configurations urbaines. C'est d'ailleurs à ce titre que l'équipe de A. Mockus, maire de Bogotá entre 1995 et 1998 réélu en 2001, a cherché au cours de son premier mandat à influencer les représentations de la ville véhiculées par ses habitants, à travers

¹ Il faut d'ores et déjà noter l'exception des originaires de la zone de peuplement afrocolombien à Cali ($R=0,30$), sur laquelle nous reviendrons dans la section 3 de ce chapitre, consacrée à la ségrégation raciale dans cette ville.

² Cette section s'appuie sur plusieurs types de matériaux : une étude diachronique de l'image de Bogotá comparant divers textes des années 1930 et 1990 (Jaramillo, 1998), les discours recueillis lors de différentes enquêtes (en particulier celles réalisées par T. Lulle en 1996 et 2000 présentées dans l'annexe 2) et quelques textes majeurs produits par les services de planification de Bogotá.

une politique accordant une large place à ce qu'il appelle « l'éducation citoyenne ». La tâche était ambitieuse : les systèmes de représentation de ceux qui produisent la ville – habitants, politiques et gestionnaires¹ – font preuve d'une grande résistance.

Une image forgée dès les années 1930

La littérature non spécialisée des années 1930² commente abondamment la rapidité de la croissance démographique de Bogotá, de son expansion spatiale et de ses transformations. Centre et périphérie sont distingués, selon trois registres d'oppositions : ancien/récent, compact/discontinu, complexe/simple-homogène. Dans les périphéries, les quartiers résidentiels du Nord sont opposés aux quartiers ouvriers du Sud. En revanche, les classes moyennes et les zones industrielles ne sont pas mentionnées. Commence ainsi à se mettre en place dès cette époque l'idée d'une « polarisation géographico-sociale dans laquelle le Nord correspond aux riches, tandis que le Sud correspond aux pauvres » (Jaramillo, 1998 : 133). Même si certaines nuances sont apportées à propos de la bipolarité socio-spatiale et si une forte insistance est de mise pour identifier les problèmes engendrés par la croissance rapide de la ville (congestion du centre, expansion périphérique et précarité des quartiers populaires), le discours « scientifique », des spécialistes de la question urbaine, ne se démarque pas significativement du précédent.

Au début des années 1990 (avant le premier mandat de A. Mockus), les discours sur la ville dans son ensemble, très présents soixante années auparavant, ont disparu : « Les Bogotains ont progressivement perdu une image unitaire et synthétique de la ville » (Jaramillo, 1998 : 188). Les journaux en livrent une image catastrophique, qualifiée de « chaotique, monstrueuse, ingérable, ingouvernable, invivable » (*Ibid.* : 193). L'insistance est forte sur le caractère exceptionnel de la situation de Bogotá, par rapport à d'autres villes ou par rapport à un passé supposé meilleur. Ces problèmes sont imputés avant tout à la taille de la ville (et non plus à sa croissance), mais aussi à l'insuffisance de l'action de l'État et au comportement des habitants (peu solidaires et manquant de sens civique) ; le déficit de sentiment d'appartenance à la ville est rapproché de la forte proportion de migrants.

L'image de la configuration urbaine a évolué depuis les années 1930. Certes, le Nord est toujours systématiquement associé aux populations à hauts revenus ; le Centre, concentrant la misère et le

¹ En dépit de leur rôle tout aussi déterminant, les acteurs économiques –en particulier ceux des secteurs de la construction et de l'immobilier–, moins étudiés, ne seront pas pris en compte.

² S. Jaramillo distingue deux types de discours produits par les classes dominantes : le discours technique (des urbanistes, architectes, ingénieurs), et le discours éclairé, destiné à un public non spécialisé, qui alimente plus directement le discours commun.

danger, fait l'objet d'un discours récurrent sur sa décadence, assimilant dégradations physique et sociale. En revanche, la périphérie a un contenu beaucoup plus flou, même si l'association avec la pauvreté et les carences des services publics est fréquente : elle apparaît souvent comme le simple résidu du Nord et du Centre, « le reste de la ville » (*Ibid.* : 236). Tandis que l'image du Nord riche s'affirme, celle du Sud des époques antérieures semble se diluer, à l'exception de Ciudad Bolívar, archétype du quartier miséreux associant pauvreté, carences des services et violence. Les secteurs de classes moyennes pourtant très nombreux n'ont pas non plus d'image forte, en dehors du quartier de Ciudad Kennedy, symbole de la modernité. Alors que le Nord et le Centre sont fréquemment mentionnés, la majorité de la ville n'apparaît « qu'en creux » : dans les médias du début des années 1990, « la segmentation de la ville semble se manifester non seulement à travers une séparation très nette entre les groupes sociaux de hauts revenus et les autres, mais aussi à travers un contraste entre signification et non signification. » (*Ibid.* : 241).

La polarisation sociale vécue par les habitants

Si les notions de ségrégation ou de segmentation sont absentes de leurs discours, les habitants des strates populaires ou de classes moyennes interrogés au milieu des années 1990 sur leurs choix résidentiels mentionnent avec insistance les divisions sociales de l'espace urbain, de différentes façons : en utilisant des désignations géographiques (l'adresse ou les ensembles tels que le Centre, le Nord, le Sud) ; en recourrant à des divisions produites par l'administration (les strates socio-économiques de la tarification des services publics) ; ou en accompagnant les noms des quartiers de qualificatifs relatifs au niveau social de la population, à l'origine des migrants, aux fonctions (résidentiel versus commercial) ou au niveau d'insécurité.

Quelque soit leur lieu de résidence, les habitants des quartiers populaires s'expriment fréquemment sur l'homogénéité sociale de leur quartier, qu'ils opposent aux quartiers de référence de l'autre extrémité de l'échelle sociale (Chico, Nogal). « Ici socialement nous sommes tous égaux, tous pauvres, s'il y en a un qui vit plus sale qu'un autre, c'est son problème, mais ici nous sommes tous de la même strate, la monétaire, de la même position sociale, nous sommes de position sociale basse, non ? Et ici nous travaillons tous pour pouvoir vivre » (habitant d'une invasion de Soacha). Les observations sur la composition sociale des quartiers habités sont par ailleurs souvent très fines. Certains habitants de classes moyennes soulignent ainsi des différences sociales internes peu apparentes, dans des quartiers souvent considérés comme homogènes (que ce soit à La Perseverancia ou dans des ensembles résidentiels tels que Nueva Santa Fé ou Ciudad Salitre).

L'impact des représentations sur les choix résidentiels des classes moyennes, « coincées » entre les classes populaires dont elles veulent absolument se démarquer, et les strates supérieures auxquelles elles n'accèdent que difficilement, relève de trois registres.

Certains quartiers sont délibérément exclus. À la question « Où n'iriez-vous pas vivre dans Bogotá ? », un peu plus de la moitié des enquêtés ont répondu ne pas vouloir résider dans « le sud », « l'extrême sud » ou Ciudad Bolivar, qui symbolise la situation la pire, inacceptable. Plus rares, certaines réponses mentionnent « l'extrême nord », « la périphérie », « le centre », et des zones désignées socialement : « quartiers de strates basses », « où se localise la marginalité ». Il s'agit de se différencier clairement des strates populaires. L'argumentation repose sur des considérations de pauvreté, d'insécurité, ou de fonction non résidentielle (c'est le cas du centre, considéré comme un secteur dédié aux institutions et aux commerces, et non à la résidence).

Certains quartiers sont recherchés, dans l'espoir d'améliorer son statut social en changeant de localisation, quitte à consentir des sacrifices importants sur le plan financier et sur la distance au lieu de travail. Parmi les employés de l'usine Icollantas (située au sud, à Soacha) ayant déménagé des *conjuntos cerrados* de ce municipe à ceux de Suba (dans le nord-ouest), le motif d'amélioration du statut social est très présent, directement associé à l'idée que le Nord est meilleur que le Sud (Orjuela, Jaramillo, Perez, 1994) : « à Suba les gens sont mieux. Les gens sont tout aussi pauvres, mais avec plus d'élégance ». « On est loin (du travail), mais on finit par s'habituer. En plus on se sent différent. On fait partie du groupe qui vit loin, au Nord. Alors ça nous plaît ». Une dernière personne enquêtée, partie à Suba après avoir vécu trois ans à Soacha, dit : « Suba représente pour nous une amélioration du statut social, parce que nous ne sommes plus n'importe qui. Nous avons déjà notre propre maison et nous voulons avoir chaque jour des choses nouvelles et mieux ». La majorité des entretiens témoignent de la représentation d'une hiérarchie entre les secteurs de la ville, et de l'attente d'une amélioration du statut social en changeant de localisation résidentielle.

Mais certains quartiers sont considérés comme inaccessibles. Certaines réponses font preuve de fatalisme, témoignant de l'intériorisation d'une impossible mobilité sociale, et qu'en tout cas celle-ci ne passe pas par des stratégies immobilières. Aux yeux des classes moyennes, l'idéal que représentent les quartiers aisés n'est d'ailleurs pas forcément aussi marqué que l'anti-idéal que constituent les quartiers pauvres.

Représentations des habitants et des journalistes convergent donc sur certains plans : les images, fortes, du Nord et du Centre, sont tout à fait partagées, confirmant d'ailleurs le rôle des médias dans les constructions collectives. En revanche, dans ce « reste »

de la ville, largement majoritaire mais indifférencié dans les médias, la population, elle, identifie facilement des hiérarchies ou des mixités sociales. Sans doute trouve-t-on là un témoignage supplémentaire de la segmentation sociale des pratiques spatiales à Bogotá, qui marque à la fois les trajectoires résidentielles et les parcours quotidiens : non pratiquée par les journalistes, la ville des classes moyennes et des couches populaires tend à devenir invisible dans la presse.

La configuration socio-spatiale au centre des débats politiques contemporains

Déjà présentes en 1996, les allusions au processus ségrégatif se font plus explicites et plus nombreuses dans des entretiens réalisés quatre ans plus tard. Elles apparaissent aussi dans les propos d'une plus large gamme d'acteurs : ceux qui ont une connaissance directe des pratiques des habitants (les élus et leaders communautaires, le secteur immobilier) mais aussi ceux qui, dans l'administration publique, gèrent des programmes de relogement. Le traitement accordé à la ségrégation dans le diagnostic et les projets du POT (*Plan de Ordenamiento Territorial*) joue sans aucun doute un rôle dans cette évolution récente.

En dépit de la diversité de statuts et de fonctions des acteurs interrogés, les représentations de la ségrégation qui se dégagent de ces entretiens sont relativement convergentes. Première caractéristique commune : l'acception uniquement socio-économique de la ségrégation. La dimension démographique du phénomène, pourtant très intense à Bogotá, ne fait pas l'objet de beaucoup d'attention.

Seconde caractéristique commune, l'importance accordée aux pratiques résidentielles des habitants : c'est par leur biais que la ségrégation est abordée, et non par celui des mécanismes structuraux, comme les caractéristiques de l'offre de logement. Un constat établi par beaucoup est que, même si les personnes changent de logement, elles restent vivre dans le même quartier ou la même zone. L'origine familiale de la création de certains quartiers, une certaine fermeture vis-à-vis des personnes venant de l'extérieur, l'attachement au quartier sont évoqués. Quelques interprétations culturalistes émaillent les discours : « Nous sommes très ségrégationnistes, chacun considérant appartenir à une famille meilleure que celle de l'autre » (Ramírez, consultant). Dans le cas des classes populaires, un processus d'auto-exclusion serait à l'œuvre, aux côtés d'un rapport au logement particulièrement fort. Mais parmi toutes les raisons évoquées, dominant l'importance des réseaux familiaux et la volonté de maintenir une proximité entre les membres de la famille.

Circulent aussi des discours plus précis sur des pratiques résidentielles nouvelles, liées à la conjoncture. La crise politique et

économique aurait conduit à infléchir les comportements résidentiels, à complexifier la règle de mobilité à courte distance et à modifier le schéma de ségrégation. Selon des élus des arrondissements centraux, le centre historique connaît des départs motivés par le sentiment que les pouvoirs publics n'y font rien en matière de sécurité ou, au contraire, qu'ils n'interviennent que pour en favoriser l'embourgeoisement. Aux yeux des agents immobiliers, dans les quartiers habités par les classes aisées, des départs à l'étranger entraînent la vente ou la location de biens à des prix attractifs, rendus accessibles à des familles de classes moyennes en quête d'ascension. Des élus du péricentre sud soulignent quant à eux que l'appauvrissement de familles de classes moyennes génèrent deux types de mouvements : soit le départ vers le nord de ceux, minoritaires, qui ne sont pas directement victimes de cet appauvrissement mais en déplorent les effets en termes de dégradation de leur environnement ; soit la division des maisons et leur mise en location par ceux qui restent ou par leurs héritiers, qui recourent à cette stratégie pour valoriser leur patrimoine et compenser leur perte de revenus. Ces départs ou ces divisions engendrent l'arrivée de populations nouvelles, pas forcément de faibles ressources mais souvent d'une autre origine régionale.

Enfin, dernier trait commun aux discours recueillis en 2000, dans un contexte particulièrement polémique¹ : l'évaluation du traitement de la question de la ségrégation dans le POT. À l'image de ce que révèlent aussi d'autres textes produits récemment par le secteur de la planification à Bogotá, les débats autour du POT montrent que le diagnostic sur la question de la ségrégation a sensiblement évolué. Comme cela a déjà été signalé, le discours sur les densités démographiques s'est inversé, basculant d'un constat de « sous-densité » hérité de la période d'expansion spatiale, à un diagnostic de « sur-densité » globale et de fortes inégalités entre les densités des différents secteurs de la ville, qui justifient la proposition de densification de l'extrême Nord de la ville. Cette évolution dans le diagnostic – d'ailleurs reconnue par les auteurs du POT (2000 : 67) – est certes cohérente avec l'évolution effective des densités. Le passage à l'échelle métropolitaine et la densification du District, démontrées dans ce chapitre, valident ce changement de position des planificateurs ; mais l'extrémisme des opinions portées dans ces textes étonne.

Les densités et la disponibilité en terres monopolisent l'attention dans le diagnostic et les propositions du POT « au

¹ Les entretiens ont été réalisés alors que l'élaboration du POT était devenue très controversée en raison du projet de favoriser l'expansion de la ville dans une zone située au nord : aux yeux de la CAR (*Corporación Autónoma Regional*), ce projet représentait une menace pour l'environnement régional.

détriment » de la ségrégation¹. Dans cette nouvelle lecture de la configuration urbaine, les formes de production du logement ne sont plus centrales, les mobilités résidentielles sont notoirement absentes² et les relations densité / ségrégation sociale ne sont pas réellement décryptées : dans l'analyse du parc existant et de la demande de logements, la population n'existe que par son nombre et son degré de solvabilité.

Les critiques au POT sont nombreuses, de la part d'acteurs très différents. De nombreux élus estiment que le POT aura pour conséquence de favoriser la ségrégation, et qu'il constitue même « une tactique des riches pour affirmer la ségrégation » (élu de quartier populaire). Les projets de logements sociaux sont aussi l'occasion de vives réactions, dès leur formulation. Ainsi, certains municipes limitrophes de Bogotá tels que Chía et Soacha, très préoccupés par l'éventuelle construction de logements sociaux dans leurs territoires ont élaboré de leur côté des plans contrôlant fortement l'apparition de tels projets.

Dans les systèmes de représentation de la ville qui circulent chez les divers acteurs urbains de Bogotá, la ségrégation sociale – même si elle est reléguée à une place secondaire dans le texte du POT – demeure très présente depuis plusieurs décennies. Si elles ont pu se complexifier au gré des étapes du processus de métropolisation et des conjonctures politico-économiques, ces représentations de l'organisation socio-spatiale de Bogotá restent malgré tout très stéréotypées dans les discours et pratiques des acteurs, habitants et décideurs. Ce trait du discours est particulièrement surprenant chez les décideurs, quand ceux-ci, par conviction, formation ou devoir, prétendent recourir de plus en plus à des connaissances objectives, déjà existantes et diversifiées, dans l'élaboration des diagnostics et des plans, comme dans la définition et la mise en œuvre de leurs actions et stratégies. On voit là toute l'ambiguïté de la pratique urbanistique, prise entre scientificité et idéologie, projet et action, et l'incertitude pesant sur son efficacité dans la projection d'une ville plus équitable.

3. LA COMPOSANTE RACIALE DANS LA SÉGRÉGATION RÉSIDENTIELLE À CALI

Comme c'est le cas, nous venons de le voir, pour la division sociale de l'espace urbain, la production journalistique colombienne sur la ségrégation raciale, souvent reprise par les acteurs politiques, entretient des ambiguïtés et des idées reçues

¹ Dans le document technique du POT qui compte plus de 450 pages dont 70 consacrées à la caractérisation de la ville actuelle, une seule page est consacrée à la ségrégation.

² Le calcul du déficit de logements effectué dans le POT ne se base que sur la production de logements neufs, sans prendre en compte le parc existant.

qu'il faut lever si l'on souhaite situer le débat où il a lieu d'être, c'est-à-dire sur les modalités réelles de la ségrégation résidentielle et sociales des « minorités ethniques » en Colombie. L'enjeu est de taille dans le contexte du multiculturalisme, désormais affirmé constitutionnellement. Pour la première fois en Colombie, avec les enquêtes réalisées à Cali en 1998 par le CIDSE et l'IRD et en 1999 par le CIDSE et la Banque Mondiale¹, des sources démographiques fiables permettent de calculer des indices de ségrégation résidentielle correspondant aux diverses composantes phénotypiques du peuplement d'une métropole (encadré 3.2).

L'enquête de 1998 estimait la population des ménages afrocolombiens de Cali à environ 27,5 % de la population totale (soit plus de 540 000 personnes) et à 25 % la population des individus caractérisés noirs ou mulâtres. Rappelons que les ménages afrocolombiens correspondent à ceux dont le noyau familial du chef de ménage comprend au moins une personne caractérisée noire ou mulâtre par les enquêteurs, c'est-à-dire présentant des traits phénotypiques d'origine africaine. Cette définition permet de constituer une catégorie statistique qui rend compte de la réalité du métissage afro-américain à Cali dans ses deux dimensions : historique (le métissage « biologique » des individus au cours des générations) et contemporaine (les ménages mixtes)². Une seconde enquête réalisée en juin 1999 confirme l'ordre de grandeur de ces chiffres : 37 % de la population appartenant à des ménages afrocolombiens et 31 % caractérisée noire ou mulâtre³.

Nous commencerons par décrire le rôle du facteur racial dans la distribution spatiale des populations et la géographie sociale du dispositif résidentiel, en tenant compte du métissage afro-américain à Cali ; pour cela, nous devons distinguer la population noire de la population afrocolombienne dans son ensemble. Sur la base des indices de ségrégation, nous envisagerons ensuite une comparaison avec les États-Unis où la ségrégation raciale est à la fois la plus ancienne et prégnante dans le débat sociologique et politique, et la mieux connue empiriquement (encadré 3.3). Nous y consacrerons la section 3.2 où nous parviendrons à un résultat important : les chiffres attestent qu'il n'existe pas de « ghetto racial » à Cali⁴. Pour autant, ce constat ne nous conduit pas à conclure à l'inexistence d'un effet propre du facteur racial dans la

¹ Voir en annexe 2 la présentation de ces enquêtes.

² Lorsque nous parlons de la population des « ménages afrocolombiens » ou des « ménages non afrocolombiens », nous nous référons à des agrégats statistiques où seuls 48 % des individus ont été caractérisés comme noirs dans le premier cas, et 63 % comme blancs dans le second.

³ La différence avec l'enquête de 1998 s'explique par le chiffre très supérieur de population mulâtre (19 % contre 10 % dans l'enquête CIDSE-IRD) au détriment de la population métisse (22 % contre 28 %). Cet écart souligne l'importance de la formation des enquêteurs et du consensus sémantique sur les catégories phénotypiques.

⁴ Voir également les sections 1 et 4 du chapitre 4.

ségrégation résidentielle ; la question est de situer son poids parmi les autres dimensions du processus ségrégatif, en particulier à l'échelle fine des quartiers et des logements, ce qui fera l'objet de la section 3.3.

Encadré 3.2 – *Le cumul d'enquêtes pour la mesure de la ségrégation raciale à Cali*

Les calculs des indices de ségrégation à partir des enquêtes de 1998 et 1999 posent certains problèmes méthodologiques liés à l'imprécision des estimations par sondage de la composition de la population à l'échelle micro. Les indices de dissimilarité et de Hutchens (encadré 3.1) sont précisément des mesures de la variabilité locale (au niveau des secteurs de recensement) de la composition du peuplement. Or, si les plans de sondage des deux enquêtes sont conçus pour des objectifs de représentativité au niveau de la ville entière ou des arrondissements, les estimations par secteur de recensement souffrent en revanche d'intervalles de confiance importants, d'où une plus forte variance des proportions de population par secteurs et une augmentation de la valeur des indices de ségrégation. N'étant pas des fonctions linéaires, les estimateurs de la variance de ces deux statistiques sont biaisés et, par conséquent, il n'existe pas de solution analytique pour corriger cette surestimation. Pour surmonter cette difficulté, nous ne pouvons qu'adopter une approche empirique.

Profitant de la disponibilité de deux enquêtes selon la même méthodologie à un an d'intervalle – période assez courte pour négliger les changements –, nous avons effectué le cumul des deux échantillons (1 880 ménages de l'enquête CIDSE-IRD et 1 888 de l'enquête CIDSE-Banque Mondiale), portant ainsi l'échantillon total à 16 706 individus répartis dans 201 secteurs de recensement, soit une moyenne de 83 observations par secteur (au recensement de 1993, la population moyenne des secteurs à Cali était de 5 035 personnes). La comparaison des valeurs d'indices de ségrégation obtenues à partir du cumul des deux enquêtes avec celles que fournit le recensement de 1993 (sur l'ensemble des indicateurs utilisés dans la section précédente) montre qu'il subsiste une surestimation importante. Nous avons choisi de l'évaluer à partir des trois dimensions de la spécialisation du peuplement les plus stables sur cette période : la taille des ménages, la structure par âge et la proportion de population native de Cali. Cette étude empirique aboutit aux coefficients d'ajustement des valeurs estimées à partir du cumul d'enquêtes : 0,65 pour l'indice de dissimilarité et 0,355 pour celui de Hutchens.

3.1. Un facteur racial dans la distribution socio-spatiale des populations

Le schéma de segmentation sociale de l'espace urbain à Cali coïncide avec celui de la ségrégation de la population noire, qui ne peut s'apprécier que par rapport au dispositif résidentiel de l'ensemble de la population afrocolombienne. Même si le faible indice de ségrégation globale pour la population des ménages afrocolombiens (tableau 3.4) témoigne d'une distribution résidentielle relativement équilibrée à l'échelle des secteurs de recensement, l'analyse de sa répartition dans les grandes aires sociales de la ville montre cependant une concentration relative de cette population dans les zones les plus pauvres, produit d'un processus complexe de ségrégation résidentielle (Barbary *et alii*, 1999 : 37-39 ; 71-76).

75 % de la population afrocolombienne vit dans les dix arrondissements qui concentrent la quasi-totalité de l'habitat populaire à Cali, alors que ceux-ci ne regroupent que 65 % de la population non afrocolombienne. À l'inverse, les quartiers de classes moyennes et aisées n'accueillent que 15 % des afrocolombiens, contre 24 % des non afrocolombiens. Ces différences sont insuffisantes pour attester d'une ségrégation résidentielle massive des afrocolombiens, mais à mesure que l'on détaille l'analyse, les écarts s'accroissent.

Tableau 3.4 – La ségrégation raciale à Cali comparée aux autres dimensions de ségrégation résidentielle (indice de Hutchens, 1998-1999)

Indicateurs individus									
	Nbre secteurs recens. 1993	Pop. de 15 ans et moins	Pop. de 60 ans et plus	1° quartile de c.s.i.*	2° quartile de c.s.i.*	3° quartile de c.s.i.*	4° quartile de c.s.i.*	Pop. des ménages afrocol.	
Arrondissement à la plus faible ségrégation raciale (<i>comuna</i> 16)	5	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	
Arrondissement à la plus forte ségrégation raciale (<i>comuna</i> 3)	6	0,01	0,06	0,09	0,08	0,01	0,11	0,08	
Statistiques d'ensemble									
Moyenne des arrondissements		0,01	0,03	0,04	0,03	0,01	0,03	0,03	
Total Cali	201	0,01	0,03	0,05	0,03	0,02	0,06	0,03	
R		0,75	0,74	0,79	1,00	0,78	0,54	0,97	
(suite)									
	Nbre secteurs rect. 1993	Pop. née à Cali	Migrants de la Z.P.A	Migrants de V.C.N	Migrants de Antioquia et Viejo Caldas	Populat. noire	Populat. mulâtre	Populat. métisse	Populat. blanche
Arrondissement à la plus faible ségrégation raciale (<i>comuna</i> 16)	5	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00
Arrondissement à la plus forte ségrégation raciale (<i>comuna</i> 3)	6	0,00	0,10	0,01	0,01	0,15	0,06	0,04	0,04
Statistiques d'ensemble									
Moyenne des arrondissements		0,01	0,04	0,02	0,04	0,05	0,03	0,04	0,02
Total Cali	201	0,01	0,04	0,02	0,04	0,06	0,03	0,05	0,03
R***		0,85	1,08	0,93	1,00	0,94	1,04	0,86	0,76

Sources : enquêtes CIDSE-IRD (1998) et CIDSE-Banque Mondiale (1999). Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Notes :

c.s.i. : Indicateur de la Condition Sociale des Individus (nombre d'année d'études / promiscuité du ménage dans le logement).

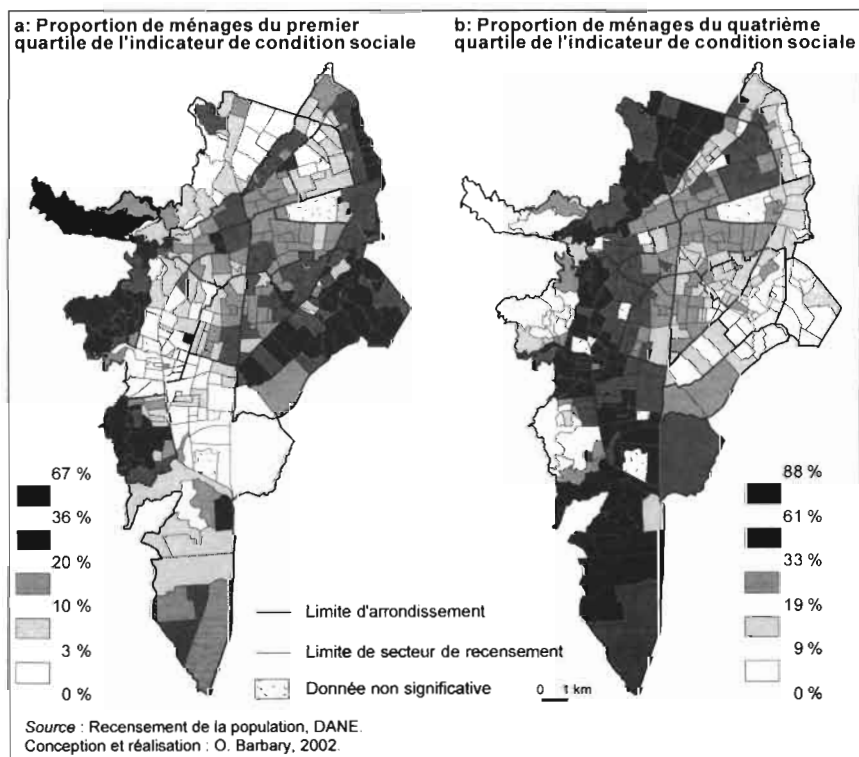
V.C.N. Intérieur des départements du Valle, du Cauca et du Nariño.

Ratio R : Moyenne des valeurs par arrondissement/Valeur ensemble ville.

Z.P.A : Zone de Population Afrocolombienne

Au niveau global de la ville, la logique de concentration résidentielle des populations semble en effet suivre une hiérarchie raciale stricte, associant systématiquement les contextes urbains les plus pauvres à la population de couleur la plus foncée. Les quartiers populaires de l'est, où vit la moitié de la population de Cali, réunissent 74 % de la population noire, 52 % de la population mulâtre, mais seulement 49 % de la population métisse et 47 % de la population blanche. Par contre, les quartiers de classes moyennes et hautes (19 % de la population totale) hébergent 24 % des blancs, 19 % des métis, 18,5 % des mulâtres, mais seulement 7,5 % des noirs. Notons avec ces chiffres que les différences qui opposent les populations non noires – c'est-à-dire mulâtre, métisse et blanche – entre elles (et par rapport à la moyenne) sont réduites (et peuvent même n'être pas significatives) comparées aux différences entre celles-ci et la population noire. La conclusion statistiquement valide, confirmée par les valeurs de l'indice de Hutchens (tableau 3.4), est donc qu'il existe globalement une ségrégation de la population noire mais qu'on ne peut pas dire la même chose des populations blanches, métisses et mulâtres.

Carte 3.4 – La condition sociale des ménages à Cali en 1993



Encadré 3.3 – *La comparaison avec les études empiriques de Massey et Denton aux États-Unis*

L'étude menée dans les trois articles porte sur les 50 agglomérations les plus peuplées des États-Unis auxquelles s'ajoutent 10 centres urbains choisis pour leur importante population d'origine « hispanique ». Les auteurs s'intéressent à cinq dimensions du processus de ségrégation résidentielle des minorités ethniques dont nous ne retiendrons ici que la première, dénommée *unevenness* (non parité) et mesurée par l'indice de dissimilarité. Elle seule, en effet, correspond à l'approche de la ségrégation que nous menons ici, au sens de l'inégale répartition spatiale des catégories de population. L'unité spatiale qui sert de base à l'ensemble des mesures est le *Census Tract*, secteur de recensement qui regroupe une population variant de 3 000 à 6 000 personnes (environ 4 000 en moyenne), un ordre de grandeur qui garantit la comparabilité avec les mesures basées sur le secteur de recensement colombien.

Conformément au ton très politisé du débat nord-américain sur la ségrégation raciale, D. Massey et N. Denton focalisent leur attention sur la question de « l'hyper-ségrégation » des afro-américains, définie comme l'inégalité relative de condition résidentielle dont pâtit cette minorité par rapport à la catégorie ethnique majoritaire (*Non Hispanic Whites*) et en comparaison de l'autre minorité importante (*Hispanics*)¹. Leur démonstration s'appuie donc exclusivement sur des indices de ségrégation relative de ces deux minorités par rapport à la majorité blanche, et non sur la mesure de leur ségrégation absolue par rapport au reste de la population (adoptée dans les tableaux 3.3 et 3.4).

Pour les besoins de la comparaison, nous adopterons temporairement ce point de vue pour l'élaboration du tableau 3.5. À partir des données de caractérisation phénotypique obtenues sur le cumul d'enquêtes 1998-1999, nous considérerons donc les trois catégories importantes de populations minoritaires à Cali – noire (11 % de la population totale), mulâtre (18 %) et métisse (20 %) – pour calculer leur indice de ségrégation relativement à la catégorie majoritaire des blancs (41 %)². Les résultats consignés dans le tableau 3.5, sont mis en regard de certains chiffres extraits de Massey et Denton (1989 : 379-389 ; 384-385) : les valeurs d'indices calculées pour les cinq premières métropoles du pays et l'agglomération de New Orleans (dont la taille est comparable à celle de Cali) ainsi que les valeurs minimum, maximum et moyenne pour les 60 agglomérations des États-Unis.

La distribution spatiale de la population noire (carte 3.7) se caractérise par un gradient fort et régulier d'ouest en est selon lequel varie son importance démographique relative. Les taux les plus bas se trouvent dans les quartiers des versants occidentaux et dans l'ensemble des quartiers de classes aisées de l'axe nord-sud. Au contraire, dans les quartiers orientaux du district d'Aguablanca et des bords du río Cauca, les taux de population noire dépassent partout la moyenne de la ville pour atteindre leur maximum dans la

¹ Massey et Denton ne donnent pas l'importance de ces populations dans les villes qu'ils étudient. D'après l'étude historique de Lynch, citée par Meyer (2000 : 232-233), la « minorité » noire représentait au recensement de 1970, environ 33 % de la population à Chicago, 18 % à Los Angeles, 23 % à Miami et 21 % à New York ; mais elle atteint 41 % à Saint Louis, 46 % à Baltimore et 51 % à Atlanta.

² En raison de son très faible poids à Cali (moins de 1 % de la population totale), la minorité indigène pose des problèmes insolubles pour l'estimation des valeurs de l'indice de dissimilarité à partir des enquêtes. Nous ne pouvons donc pas l'inclure dans cette étude.

strate socio-économique la plus basse de ces mêmes quartiers. Des situations proches de la moyenne caractérisent les quartiers les moins défavorisés de l'est et l'ensemble des quartiers socialement mixtes du centre et du péricentre. Plus que pour les ménages afrocolombiens, la ségrégation de la population noire à l'échelle des logements s'exerce dans l'ensemble des aires sociales de la ville : la fréquence relative des noirs dans les strates socio-économiques les plus basses est toujours nettement supérieure à la fréquence moyenne de l'ensemble de la population.

3.2. L'intensité de la ségrégation raciale à Cali dans le contexte international et par rapport à d'autres facteurs socio-démographiques

Parmi les travaux récents sur la ségrégation raciale aux États-Unis, ceux de l'équipe du *Population Research Center* de l'Université de Chicago, réunie autour de D. Massey et N. Denton, font, sans conteste, référence. De leur importante production, nous avons extrait trois articles de synthèse¹ sur lesquels nous appuierons cet exercice de comparaison avec Cali (encadré 3.3).

Appréciée à l'aune de l'indice de dissimilarité, l'intensité de la ségrégation raciale à Cali est sans commune mesure avec celle des grandes agglomérations des États-Unis. La concentration résidentielle des populations noire et blanche dans des quartiers spécifiques s'avère 2,4 fois supérieure, en moyenne, dans les villes américaines qu'à Cali ; l'écart se creuse encore avec les plus grandes villes pour atteindre un facteur 3 à Chicago (tableau 3.5). Si comme l'affirme P. Simon (1997) dans l'étude qu'il a consacrée à l'identification ethnique dans le recensement aux États-Unis, c'est la règle de la « goutte de sang » qui s'applique dans ce pays, il conviendrait d'ailleurs de comparer la ségrégation de la population noire des États-Unis à celle des populations noire et mulâtre à Cali : le constat de la moindre intensité de la ségrégation raciale à Cali s'en trouverait encore renforcé.

La seconde différence de taille entre les deux contextes est l'absence à Cali de ce que D. Massey et N. Denton appellent « l'hyper-ségrégation des afro-américains », lorsqu'ils les comparent à la population hispanique². À Cali, non seulement la différence entre populations noires et mulâtres est relativement faible, mais la population métisse connaît un niveau de ségrégation intermédiaire. Ainsi se trouve démenti, dans le cas colombien, le

¹ Massey et Denton, 1988 et 1989 ; Massey, White et Phua, 1996. Les données, issues du recensement américain de 1980, et la méthode sont communes aux trois articles et présentées dans le premier. Les résultats empiriques sont regroupés et discutés dans le second, tandis que le troisième propose une actualisation à partir des chiffres du recensement de 1990.

² Voir l'argumentation complète dans Massey et Denton (1989 : 383-389), où quatre autres indices sont pris en compte.

constat que font presque tous les spécialistes nord américains, d'une ségrégation croissante à mesure que fonce la couleur de peau. On comprend avec ces chiffres pourquoi les anthropologues urbains de l'école de Chicago – comme J. Frazer à Salvador de Bahia – prenant connaissance dans les années 1930 d'une réalité si différente de celle des rives du Michigan, ont soutenu l'idée d'un modèle sud-américain de coexistence et de « démocratie » raciale.

Tableau 3.5 – La ségrégation de populations minoritaires à Cali (1998-1999) et aux États-Unis (1980) : indices de dissimilarité

Cali (% population totale)*	Noire (11 %)	Mulâtre (18 %)	Métisse (20 %)
Cali**	0,29	0,22	0,25
ÉTATS-UNIS ***	Noire	Hispanique	
Chicago	0,88	0,63	
Los Angeles - Long Beach	0,81	0,57	
Miami	0,78	0,52	
New York	0,82	0,66	
San Francisco - Oakland	0,72	0,40	
New Orleans	0,68	0,25	
Minimum	0,35	0,21	
Maximum	0,91	0,72	
Moyenne 1980	0,69	0,44	

Sources : * Enquête CIDSE-Banque Mondiale 1999. ** Enquêtes CIDSE-IRD 1998 et CIDSE-Banque Mondiale 1999. *** Massey et Denton (1989 : 378-379 ; 384-385). Calculs O. Barbary sur fichiers individuels.

Ces résultats conduisent à deux constats : un niveau modéré de concentration résidentielle des populations noires et mulâtres, et une faible différenciation entre les différentes composantes phénotypiques de la population. On peut donc affirmer qu'il n'existe pas de « ghetto racial » à Cali, du moins au sens d'un découpage de l'espace urbain en grandes aires de peuplement homogène¹. Mais peut-on pour autant conclure que le facteur racial ne joue qu'un rôle mineur au regard des autres dimensions du processus de ségrégation résidentielle ?

En reprenant l'indice de Hutchens pour comparer l'intensité de la ségrégation, absolue cette fois, qu'induisent respectivement les segmentations démographique, sociale, selon l'origine régionale et la couleur de peau des populations, nous sommes conduits à une conclusion différente (tableau 3.4). Les intensités de la ségrégation raciale et de la ségrégation sociale sont du même ordre. Quatre groupes de population se distinguent néanmoins par une plus forte ségrégation : les catégories socio-économiques des deux extrêmes de l'échelle sociale (1^{er} et 4^e quartiles), la population noire, et la population métisse. Plus généralement, la presque totalité des forts

¹ Sur les débats autour de la notion de ghetto, voir le chapitre 4.

niveaux de ségrégation correspondent à des catégories de population définies de manière directe ou indirecte à partir de critères socio-économiques et phénotypiques. L'hypothèse que suggèrent ces chiffres est celle de la prégnance d'un facteur socio-racial dans la concentration et la différenciation de la population à l'échelle des secteurs de recensement. L'analyse détaillée de la géographie socio-économique et raciale de la ville apporte des éléments à l'appui de cette thèse et montre comment interagissent les deux dimensions.

3.3. Les échelles de la ségrégation raciale

Au sein de certaines grandes aires sociales, la stratification socio-économique de l'habitat (annexe 3) introduit un niveau supplémentaire dans la spécialisation du peuplement. C'est le cas dans l'ensemble des quartiers populaires de l'est où l'on constate une sur-représentation importante de la population des ménages afrocolombiens dans les trois strates d'habitat les plus basses et, dans une moindre mesure, dans les quartiers d'auto-construction du versant ouest. En revanche cette segmentation raciale à l'échelle micro n'a pas lieu dans les arrondissements centraux et péricentraux, pourtant très mixtes socialement, ni dans ceux du couloir nord-sud occupé par les classes moyennes et supérieures.

L'intensité de la ségrégation à l'échelle des quartiers, mesurée par les indices de Huthens par arrondissement (tableau 3.4) permet de préciser cette observation. Dans les arrondissements composés de quartiers populaires, où l'intensité de la ségrégation des afrocolombiens à l'échelle macro est la plus faible, il n'existe pas ou peu de concentration raciale dans le peuplement des quartiers et, *a fortiori*, pas de structure en blocs raciaux homogènes. La ségrégation s'exprime surtout au niveau des logements : les noirs sont presque toujours les plus mal logés. La précarité socio-économique semble l'emporter sur la différenciation raciale. À l'inverse, dans les quartiers socialement mélangés du centre et du péricentre et dans les quartiers les plus bourgeois, l'organisation du peuplement en aires raciales homogènes est plus marquée. À niveau social équivalent, les noirs sont aussi bien logés que les blancs, mais ils sont cantonnés dans certains espaces : la ségrégation spatiale vient rappeler aux noirs que, même « riches », ils demeurent « différents ». Ainsi, contrairement à la ségrégation socio-économique qui s'exerce, comme on l'a vu, par grandes aires, la ségrégation raciale à Cali fonctionne à plusieurs échelles et le « dosage » entre ses différents niveaux peut s'inverser d'une aire sociale à l'autre.

On peut encore affiner l'analyse en ne considérant pas seulement la distribution des lieux de résidence, mais aussi les conditions de vie des ménages afrocolombiens. La ségrégation se traduit toujours en défaveur des ménages afrocolombiens, ce dont

témoignent les indicateurs de promiscuité dans le logement, d'accès aux services publics et d'équipement du ménage (Barbary *et alii*, 1999 : 53-61). Une analyse détaillée montre que le processus complexe qui conduit à ces situations varie beaucoup en fonction d'autres facteurs de segmentation spatiale ou socio-économique. Bruyneel et Ramírez montrent, par exemple, qu'en ce qui concerne la promiscuité dans le logement, le désavantage relatif que supportent les ménages afro-colombiens est systématique tout au long de l'échelle sociale (*Ibid.* : 56), alors que pour les indicateurs d'accès aux services et aux biens d'équipements, il se concentre dans sa partie médiane, les plus pauvres et les plus riches des ménages se trouvant à égalité avec leurs homologues non afrocolombiens (*Ibid.* : 58, 59).

Que faut-il conclure de ces développements sur la différenciation des dispositifs résidentiels des populations afrocolombienne et noire par rapport aux autres populations ? Existe-t-il une dimension raciale irréductible dans le processus de ségrégation urbaine à Cali ? C'est possible, comme nous l'avons vu en particulier à l'échelle micro des strates d'habitat et du parc de logements. Mais les mécanismes de segmentation mis à jour ne peuvent pas être analysés uniquement comme le produit endogène d'un ordre social ségrégué sur une base raciale, car ils sont également le résultat de stratégies et d'opportunités propres aux réseaux migratoires des populations de différentes origines géographiques et sociales (*Ibid.* : 41, 49, 87 et 88). Le rôle de ces origines, comme facteur de différenciation de la population afro-colombienne, mais aussi de son hétérogénéité interne, revêt une énorme importance. Dès lors, l'analyse de la segmentation géographique, économique et culturelle de l'ensemble complexe d'origines et de trajectoires qui déterminent la ségrégation socio-spatiale à Cali devient un enjeu central (section 3.2 du chapitre 2). En outre, couplé à la diversité des facteurs qui déterminent les logiques de concentration résidentielle en ville, évoqués au long du chapitre (l'accès au logement, et plus particulièrement à sa propriété, l'origine régionale, certains facteurs culturels, le rôle des réseaux migratoires et des stratégies de proximité familiale ou sociale, etc.), le jeu des échelles multiples où elle s'exerce contribue à l'inextricable imbrication des logiques démographique, sociale et raciale dans la mise en place du puzzle de la ségrégation urbaine.

Bien des questions restent posées. Il est clair cependant que, plongés dans cette combinaison de facteurs et d'échelles du processus ségrégatif, au même titre que l'ensemble de la population, les afrocolombiens de Cali doivent assumer une caractéristique supplémentaire et spécifique dont il ne fait aucun doute qu'elle intervient dans les relations interpersonnelles et sociales : sa couleur de peau et les multiples stigmates dont elle reste porteuse (chapitre 4).

4. CONCLUSION

L'exercice comparatif a mis en évidence la convergence des dynamiques socio-spatiales de Cali et de Bogotá, leur décalage temporel, et d'importantes similitudes entre ces grandes villes colombiennes et leurs homologues latino-américaines. Le cas de Bogotá, où le changement de modèle de développement est bien amorcé depuis un quart de siècle, s'inscrit pleinement dans les évolutions plus générales décrites, sur la base d'un panel diversifié dans « Métropoles en mouvement » (Dureau *et alii*, 2000). Le passage d'une dynamique d'expansion périphérique à une dynamique dominée par la redistribution des populations dans l'espace métropolitain est maintenant partagé avec de nombreuses autres métropoles du Sud (Lévy et Brun, 2000 : 233). À Bogotá et bientôt à Cali, on n'est plus dans le simple cadre d'une « inégalité spatiale qui serait entièrement régie par l'expansion urbaine spontanée » (Lévy et Brun, 2000 : 234). Le changement de dynamique s'accompagne dans la capitale colombienne d'une diversification des échelles de la ségrégation résidentielle. Cette hypothèse, issue de l'analyse des pratiques de mobilité spatiale, est pleinement confirmée par les indices de ségrégation.

À Cali, dans une ville trois fois plus petite que la capitale colombienne, et moins avancée dans son développement métropolitain, l'héritage historique d'une division sociale de l'espace en grands blocs à l'échelle de la ville entière perdure et s'étend en périphérie sans que n'apparaisse encore de recompositions importantes de la ségrégation sociale à une échelle plus fine. Et, s'il n'existe pas à Cali – et probablement dans aucune ville du pays – de ghetto racial au sens que prend ce terme aux États-Unis, la ségrégation résidentielle et sociale de la population noire existe néanmoins : elle s'exerce à des échelles et avec des modalités variables en fonction de l'appartenance sociale.

Les résultats produits témoignent incontestablement de l'apport de l'approche statistique des distributions spatiales des populations par les deux indices retenus. L'application sur deux villes pour lesquelles nous disposons déjà d'un corpus d'analyses et de connaissances montre aussi que cette approche prend tout son intérêt quand on travaille à différentes échelles géographiques, et en diachronique. Comme souvent, l'approche par les indices tire sa pertinence des variations de leurs valeurs dans le temps et dans l'espace. D'autres voies mériteraient d'ailleurs d'être explorées, en recourant aux méthodes ayant précisément pour objet de décrire les structures d'échelles du peuplement (fractales ou méthodes d'analyse d'image).

Le sujet traité : des enjeux scientifiques et politiques insoupçonnés

Les relations entre modèle de croissance, distribution spatiale des densités, et divisions sociales de l'espace ont progressivement acquis une signification que nous n'avions pas perçue au commencement de cette étude.

L'analyse du peuplement « non qualifié socialement » (c'est-à-dire l'analyse des formes d'expansion et de la redistribution des densités) nous apparaissait initialement comme une question peu importante dans le contexte scientifique colombien. En France, la question des densités urbaines, abandonnée pendant deux décennies par la recherche, occupe à nouveau une place importante dans les débats sur la ville¹. La production scientifique sur la ville en Colombie est restée en marge de ce mouvement, nous confortant dans l'idée que ce qui importait dans le débat scientifique local était plutôt la connaissance du processus ségrégatif et de ses inflexions récentes. C'est parce que nous considérons l'étude de la dynamique socio-spatiale comme un préalable nécessaire à l'analyse du processus ségrégatif que nous en avons fait un des objets de notre étude : l'hypothèse sous-jacente – pleinement confirmée par l'exercice – était que le contexte de villes « en construction » imprimait un cadre spécifique aux processus de spécialisation sociale du peuplement. Or, après plusieurs décennies de recherches et de diagnostics soulignant la segmentation des formes de production du logement et de l'accès au logement, et pointant la forte ségrégation, la question de l'espace et des densités démographiques a acquis récemment un statut inédit dans la production la plus récente en matière de planification. Pourquoi un tel changement dans les diagnostics établis par les planificateurs ? Quelle signification accorder à cette évolution, qui n'a d'ailleurs pas encore touché les élus locaux ni les professionnels des ONGs ?

En dépit de ces nouvelles orientations, les diagnostics continuent de manquer d'informations de plus en plus nécessaires pour mieux comprendre les réalités métropolitaines actuelles. Dans le diagnostic du POT de Bogotá, la crise du paradigme des formes de production du logement, devenu inadapté par rapport à l'étape d'urbanisation atteinte par la ville, est manifeste. Ce diagnostic est sous-tendu par une lecture purement physique de la ville et de l'occupation de l'espace, gommant à la fois les mécanismes des dynamiques à l'œuvre, et leur dimension sociale. La population est absente comme acteur, elle n'intervient que par son nombre et sa capacité d'acquisition de son logement. Ses mobilités spatiales ne

¹ Le numéro 67 des *Annales de la Recherche Urbaine* (1995) consacré aux densités témoigne du renouveau de cette question. Dans ce même numéro, un article de T. Saint-Julien fait une synthèse intéressante de l'évolution des questionnements sur la densité dans la communauté scientifique française.

sont pas évoquées. Les transformations du parc de logements ne sont pas analysées, le raisonnement est surtout mené en termes d'espace libre pour la construction de logements neufs.

Le cadre d'analyse structuraliste en crise n'est pas remplacé par un nouveau paradigme qui permettrait de lire « la grande ville existante » avec les transformations et redistributions qui la traversent. La production scientifique disponible est utilisée pour donner aux nouvelles orientations de planification urbaine l'apparente rationalité exigée aussi bien par les organisations internationales que par certains acteurs locaux. Elle sert aussi à donner forme aux intérêts traditionnels d'une petite élite économique et politique propriétaire des terres encore disponibles. Dans un tel contexte, une étude articulant densités et divisions sociales de l'espace prend une valeur inattendue.

Les limites d'une approche par le logement

Il est facile de relever les lacunes des diagnostics proposés dans les documents de planification. L'approche proposée dans ce chapitre n'est pas entièrement satisfaisante non plus : elle aussi est en déphasage avec certaines caractéristiques des dynamiques socio-spatiales actuelles des villes étudiées. L'ensemble de notre raisonnement repose sur la localisation de la population dans son logement. Faisant abstraction de la mobilité depuis le logement, elle n'autorise qu'une approche statique du peuplement et gomme les profondes inégalités qui traversent l'accès à l'espace.

Quelle est la signification des densités résidentielles quand une partie croissante de la reproduction économique et sociale des citoyens se joue à l'extérieur du logement, dans différents lieux de la ville ? Quel sens donner à une configuration socio-spatiale figée qui ne correspond qu'à une réalité nocturne, lorsque la population a rejoint le « lieu de résidence habituelle » où la fixe le recensement ? Longtemps les urbanistes ont raisonné en réduisant l'usage d'un espace à une seule fonction, désignée dans les documents d'urbanisme. Or, il s'avère que ces fonctions sont « spontanément » diversifiées en dehors des créneaux horaires leur correspondant. Le triptyque traditionnel « un lieu – une fonction – une population résidente » est remis en cause par les pratiques effectives des lieux par les habitants. Le peuplement devrait être considéré de façon dynamique, en recourant par exemple à des notions telles que celle de « densité mouvante » (Mille, 2000). Après plusieurs décennies de traitement spatial de la ville, différentes manifestations d'un traitement temporel de l'espace urbain voient le jour dans des agences d'urbanisme en France. Mieux prendre en compte cette dimension temporelle est une nécessité pour améliorer le diagnostic des configurations urbaines proposé dans ce chapitre.

Les limites de l'approche de la ségrégation à travers le filtre du logement sont tout aussi évidentes : les inégalités dans l'accès à l'espace des différents groupes de population ne se limitent pas au champ résidentiel. Nous nous en sommes tenus à une des dimensions de la ségrégation : « la distinction spatiale entre les aires de résidence de groupes de population », selon la définition de Brun rappelée en introduction. Ce faisant, nous avons occulté une autre dimension, « qui met l'accent beaucoup moins sur le fait même des distances socio-spatiales entre groupes que sur leurs *chances inégales d'accès aux biens matériels et symboliques offerts par la ville*¹ » (Grafmeyer, 1994 : 89). Dans des villes de grande taille où la spécialisation fonctionnelle s'intensifie, la mobilité devient une condition d'accès aux équipements, aux emplois, etc. Or, on l'a vu, la mobilité spatiale est profondément discriminatoire. Dans un tel contexte, aujourd'hui encore plus qu'hier, il est nécessaire de prendre en compte la diversité des pratiques spatiales et des usages de la ville, au-delà des seules pratiques résidentielles². Envisagé comme un manque d'accessibilité de certains lieux à certaines catégories de population, l'analyse du processus ségrégatif doit prendre en compte l'accès au logement, certes, mais aussi à d'autres ressources économiques et sociales, à l'échelle du quotidien.

Les résultats présentés au fil du chapitre montrent bien qu'une prise en compte globale des pratiques spatiales est plus que jamais nécessaire dans les phases de développement atteint par les grandes villes. La lecture par le logement des inégalités dans l'accès à l'espace devient de moins en moins performante. Tandis que se complexifie la géographie des aires sociales, que se multiplient les proximités spatiales entre classes sociales, la distribution spatiale des ressources urbaines est de plus en plus inégale, et l'accès à la mobilité devient un filtre d'autant plus puissant de l'accès à celles-ci. Nous avons d'ailleurs vu, avec l'exemple de Bogotá, que la localisation prenait de l'importance dans les choix résidentiels. La mise en service en 2001 de la première ligne d'un système de transport public massif (le *Transmilenio*) commence à introduire des modifications dans la configuration spatio-temporelle de Bogotá, dans les accessibilités relatives entre les différents lieux de la ville. Il est probable aussi que l'introduction de nouveaux moyens de transport public comme le métro à Medellín, le *Transmilenio* à Bogotá ou le projet de métro à Cali, conduise à une prise de conscience nouvelle à double titre : les proximités / distances (attributs importants des logements) peuvent connaître des modifications d'envergure, et ce par l'intervention du politique (ce qui est aussi très neuf, dans des villes où l'inefficacité de la régulation était la règle). Après s'être

¹ Souligné par son auteur.

² Ces questions étaient déjà centrales dans le chapitre 2.

retirés de la production du logement, les pouvoirs publics commencent à intervenir dans le champ du transport et, indirectement, contribuent à une prise de conscience de plus en plus claire de la dimension temporelle de la ville par ses habitants. N'est-ce pas paradoxal de la part de ces pouvoirs publics dont l'action repose sur des diagnostics ne restituant pas la dimension dynamique de la configuration socio-spatiale métropolitaine ?

BIBLIOGRAPHIE¹

- Brun J., 1994, « Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine », in *La ségrégation dans la ville*, Brun J. et Rhein C. (éds.), Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés, p. 21-57.
- Brun J. et Rhein C. (éds.), 1994, *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés.
- Chamboredon J.C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, n° 1. p. 3-33.
- Cosio-Zavala M.E., 1994, « Concentration urbaine et transition démographique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 14, p. 63-82.
- Dansereau F., 2000, « Montréal : ségrégation socio-résidentielle et cohabitation sociale », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 290-297.
- Dupont V., Pumain D., 2000, « De la ville compacte aux métropoles polycentriques », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 51-72.
- Duncan O.D., Duncan B., 1955, « A Methodological Analysis of Segregation Indexes », *American Sociological Review*, n° 41, p. 210-217.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.P., Lulle T., 2000, *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes.
- Grafmeyer Y., 1994, « Regards sociologiques sur la ségrégation », in *La ségrégation dans la ville*, Brun J. et Rhein C. (éds.), Paris, L'harmattan, Coll. Habitat et Sociétés, p. 85-117.
- Hutchens R., 2001, « Numerical measures of segregation : desirable properties and their implications », *Mathematical Social Sciences*, n° 42, p. 13-29.
- Lévy J.P., Brun J., 2000, « De l'extension au renouvellement métropolitain : mosaïque sociale et mobilité », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 229-246.
- Massey D.S., Denton N.A., 1988, « The dimensions of residential segregation », *Social forces*, n° 67-4, p. 281-315.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- Massey D.S., Denton N.A., 1989, « Hypersegregation in U.S. Metropolitan Areas : Black and Hispanic Segregation Along five dimensions », *Demography*, Vol. 26, n° 3, p. 373-391.
- Massey D.S., White M.J., Phua V., 1996, « The dimensions of segregation revisited », *Sociological Methods & Research*, Vol. 25, n° 2, p. 172-206.
- Meyer S.G., 2000, « As long as they don't move next door, segregation and racial conflict », in *American neighborhoods*, Rowman & Littlefield Publishers inc. Lanham.
- Mille M., 2000, *Les temporalités quotidiennes urbaines. L'exemple de la métropole lilloise*. Université Lille I, Doctorat de Géographie Humaine des espaces industriels.
- Mohan R., 1994. *Understanding the developing metropolis*.
- Moriconi-Ébrard F., 1994, *Geopolis. Pour comparer les villes du monde*, Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- Paquette C., 2000, « Santiago du Chili : une ségrégation spatiale importante et organisée », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 311-317.
- Sabatini, F. Arenas F., 2001 *Residential segregation pattern changes in Chile's main Cities. Scale shifts and increasing malignancy*, Communication à l'International Seminar on Segregation and the City', Lincoln Institute of Land Policy, Cambridge, Mass.
- Simon P., 1997, « La statistique des origines, race et ethnicité dans les recensements aux États-Unis, Canada et Grande-Bretagne », *Sociétés contemporaines*, n° 26, Paris, p. 11-44.
- Simon P., 2000, « La division sociale et ethnique de l'espace parisien », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 299-309.

Chapitre 4

CITÉ, ETHNICITÉ : LES CONFIGURATIONS DE L'ETHNICITÉ NOIRE EN VILLE

*Odile HOFFMANN (coord.)
Olivier BARBARY, Élisabeth CUNIN*

Dans sa Constitution de 1991, la Colombie se reconnaît comme multiculturelle et pluriethnique. L'introduction générale a montré que ces modifications constitutionnelles s'adressent principalement aux populations noires rurales (droits fonciers collectifs) alors même que les revendications identitaires concernent l'ensemble des afrocolombien(ne)s, dont la majorité réside désormais en ville. Dès lors, dans ce nouveau contexte de multiculturalité affirmée, il devient urgent de repenser l'ethnicité noire en ville¹. Nous cherchons à voir dans ce chapitre comment les « identités urbaines » se combinent ou s'opposent à d'autres modalités d'affirmation identitaire, notamment socio-raciale et ethnique. En quoi les appartenances raciales et ethniques contribuent-elles à la production de la ville ? En quoi sont-elles produites par la ville ? Exprimé ainsi, ce questionnement se trouve au carrefour de deux préoccupations plus générales : la construction de la ville par ses acteurs-habitants, et la place de l'ethnicité dans cette construction².

Depuis les années 1980, les recompositions urbaines s'accroissent, liées à de multiples facteurs : croissance démographique, augmentation des migrations et autres formes de mobilité, nouvelles segmentations socio-spatiales du milieu urbain, etc. (chapitres 1, 2, 3). Dans le même temps, avec la décentralisation et la démocratisation qui marquent les politiques publiques urbaines, on assiste à une revalorisation des acteurs locaux, de leurs fonctions et de leurs pouvoirs (chapitre 6). Dans les régions à forte population noire (Pacifique et Caraïbe), de nouveaux acteurs noirs émergent ainsi. Les innovations

¹ Comme il a été dit dans l'introduction, l'ethnicité indienne en ville n'est pas encore, en Colombie, un sujet de discussion ou de préoccupations ni pour les organisations indiennes, ni pour les pouvoirs publics ou les institutions en général.

² Pour une discussion théorique des catégories d'appartenance ethnique et raciale, voir la section 3 de l'annexe 3.

constitutionnelles et législatives des années 1990 ouvrent la voie à des réinterprétations de l'identification locale dans le sens d'une ressource nouvelle : le registre ethnique. Elles sont de puissants leviers pour consolider l'apparition d'une « conscience noire » jusqu'alors inconnue comme telle en Colombie¹. La réflexion sur les relations inter-ethniques en ville, dans des contextes contemporains, démarre avec l'École de Chicago il y a près d'un siècle. Ses promoteurs trouvent en effet dans le Chicago du tournant du XIX^e-XX^e siècle un cadre particulièrement favorable à des analyses de ce type, liées à la fois à la croissance urbaine que connaît la ville à l'époque, à l'arrivée massive de population étrangère, et à l'émergence des travaux universitaires autour des enquêtes sociales (Chapoulie, 2001). On retiendra de ces analyses leur insistance sur deux thèmes : celui du « ghetto noir » tout d'abord, dont les fondements de l'étude ont été posés par L. Wirth, et qui deviendra par la suite un concept aussi heuristique que polémique dans le champ des études urbaines ; la distinction entre identifications ethnique et raciale d'autre part, la première étant réservée aux migrants d'origine européenne (Italiens, Polonais, etc.), la seconde aux populations noires et asiatiques, dont l'intégration ne se résume pas à une question culturelle mais renvoie aussi à une différence de traits physiques socialement interprétés (Park, 1950). Ces propositions, qui peuvent aujourd'hui paraître anachroniques, voire provocatrices, reviennent pourtant hanter les débats sur les rapports entre l'identification ethnique et raciale et les transformations de la ville, dans ses formes et ses pratiques. Il existe en effet, historiquement constituées et donc variables selon les contextes nationaux, régionaux et locaux, des relations étroites entre les appartenances identitaires (modes différenciés d'identification sociale ou ethnique) et les différenciations intra et inter-urbaines, dont témoignent notamment certaines structures spatiales urbaines : ghettos, quartiers stigmatisés ou réservés, ségrégation spatiale associée à des appartenances socio-raciales (chapitre 3). En témoignent également les pratiques culturelles et d'usage de l'espace urbain spécifiques à certains groupes ou individus qualifiés par leurs appartenances ethniques ou raciales : carnaval, *cabildo*, mais aussi les mobilités résidentielles ou quotidiennes différentielles (chapitre 2), les modes d'habiter les logements, etc.

Après avoir longtemps privilégié l'entrée par les structures urbaines, les études sur la ville tendent maintenant à valoriser les pratiques – spatiales, culturelles, économiques... – des habitants en tant que producteurs de la ville. Si les premières approches (la ville comme structure) occultaient le rôle de l'habitant, sujet et

¹ Avec des exceptions, comme certains groupes ou associations actives dès les années 1940, mais surtout depuis les années 1970.

acteur de son espace, les secondes (la ville comme mode et produit de sociabilité) minimisent le poids de processus structurels qui limitent et conditionnent les options des sujets. Identités citadines et structures urbaines « fonctionnent » en fait en constante interaction. L'identité ethnico-raciale, par sa dimension à la fois collective et « publique » (au sens où elle se donne à voir et à interpréter) et profondément individuelle, est, avec d'autres¹, au cœur de ces interactions. Elle produit des différenciations qui peuvent se cristalliser dans l'espace urbain (recherche d'un « entre soi » dérivant éventuellement en ghettos) et en est à la fois, du moins en partie, le résultat ou la réaction (assignations imposées, stigmatisations ou inversion des stigmates). Les travaux récents de géographie urbaine aux USA (parfois qualifiés, en référence à la précédente, d'École de Los Angeles, cf. Monnet, 2001) soulignent la capacité des individus et des collectifs à « réinventer la ville » (Agier, 1999) à partir de pratiques culturelles construites sur des référents identitaires (hispaniques essentiellement, avec le mouvement des chicanos dans les années 1940, des latinos aujourd'hui). Récupération d'espaces publics, détournement d'usages ou de sens de symboles urbains, sont autant d'expressions identitaires qui s'ancrent dans la ville et lui donnent un nouveau visage. En retour, la sociabilité urbaine, qui met en contact les groupes et les personnes, offre de nouvelles possibilités aux acteurs ethniques, individuellement ou collectivement, pour reconstruire leurs identités face aux autres (Lestage, 2001). Elle participe ainsi à la recomposition identitaire qui affecte l'ensemble de la société contemporaine.

Concernant les populations noires, cette problématique s'articule avec les débats sur la discrimination, la lutte contre le racisme et les moyens déployés par les acteurs eux-mêmes pour exiger l'accès à la citoyenneté. L'analyse de l'ethnicité en ville, en pointant les mécanismes d'inclusion ou d'exclusion à différents niveaux, met en évidence la diversité des pratiques sociales et spatiales des habitants et leur capacité d'innovation et d'action. On verra ainsi que les marqueurs identitaires territoriaux ne sont pas les mêmes selon les contextes urbains, tout comme sont différentes les relations – de tension, d'ignorance ou de convivialité – entre les groupes sociaux, raciaux ou ethniques.

Face à cette variabilité, nous avons pris le parti de confronter trois approches résolument diverses, dans trois « terrains » urbains de taille et d'histoire contrastées. Le défi théorique et méthodologique n'est pas gagné d'avance ; il a au moins le mérite de mettre en évidence certaines convergences, mais aussi des

¹ Les différenciations socio-économiques et les appartenances de classe peuvent faire l'objet d'analyses similaires et s'articulent de fait avec les catégorisations ethniques ou raciales, par exemple dans les processus de ségrégation urbaine (chapitre 3).

différences, voire des contradictions. Celles-ci nous permettent, dans la dernière section, d'avancer une nouvelle lecture des relations ville-ethnicité, dans laquelle les questions d'échelle et de contexte acquièrent une pertinence toute particulière.

La première approche (section 1) assume la nécessité d'une connaissance statistique des processus identitaires, ce qui implique l'élaboration et la mise en œuvre dans différents types d'enquêtes de catégories descriptives « ethniques » ou « raciales » (observation sur le phénotype, combinant l'auto-déclaration et la caractérisation externe des enquêtés par les enquêteurs), capables de renseigner sur les comportements individuels et collectifs¹. Autour des données collectées à Cali, la réflexion s'oriente alors vers l'analyse et l'interprétation sociologique des déterminants des inscriptions identitaires déclarées, pour mettre en évidence les modes principaux de construction de la « communauté afrocolombienne » dans la ville.

On pourrait presque dire : « au contraire », une seconde approche (section 2) se refuse à toute catégorisation initiale et collective et cherche à comprendre, à travers des situations concrètes d'interaction entre des personnes qui considèrent leurs apparences raciales comme différentes (la qualification physique de l'autre renvoyant à autant de préjugés sociaux), comment les appartenances socio-raciales se négocient en fonction des contextes des interactions. L'analyse, fondée sur un travail effectué à Cartagena, combine l'étude des pratiques et des représentations, individuelles et collectives, et débouche sur l'interrogation des rapports entre identité ethnique, race et territoires urbains.

Enfin, la troisième approche (section 3) propose, pour la ville de Tumaco, plus petite, une entrée en termes de géographie et d'histoire politique, qui vise à penser la ville comme un lieu de permanentes recompositions sociales et politiques, où la dimension ethno-raciale est tour à tour exposée, occultée ou manipulée en fonction des contextes démographiques, politiques et économiques. Sur un temps relativement long (depuis la fin du XIX^e siècle), les structures urbaines et celles du milieu rural environnant, ainsi que leurs représentations, reflètent et génèrent à la fois les expressions identitaires construites sur le registre ethno-racial et territorial.

Ces trois approches ont en commun de ne pas esquiver le débat sur les rapports entre ethnicité, race et appartenances sociales. Sous des angles différents pour chaque situation – chaque ville –, les auteurs de ce chapitre s'accordent sur le fait que les phénomènes identitaires ne peuvent se comprendre que dans une perspective contextuelle, relationnelle et situationnelle (Barth,

¹ Ces éléments de méthode sont présentés en détail dans Barbary (2001 : 773-790).

1995 ; Hannerz, 1980 ; Mitchell, 1987). Les approches diffèrent dans leurs modes d'appréciation des contextes (plus individuels ou culturels pour certains, plus collectifs et politiques pour d'autres) et dans les méthodes utilisées (quantitatif / qualitatif, diachronique / synchronique), mais sont complémentaires dans la mesure où toutes trois montrent les processus de construction des catégories identitaires et leur pertinence relative, dans le temps et l'espace, aux yeux des sujets-acteurs eux-mêmes comme à ceux des analystes, observateurs et chercheurs, qui participent aussi à ces processus de construction.

Les trois villes étudiées sont associées à des représentations fort différentes dans l'imaginaire collectif national : Cartagena ville métisse par excellence, Cali qui se réclame depuis peu « Capitale du Pacifique » bien que construite autour d'une élite entrepreneuriale blanche (industrie et agro-industrie), Tumaco ville noire de la côte sud du Pacifique, aux confins du pays, à la frontière avec l'Équateur (carte 0.1). Les deux premières sont des métropoles et occupent respectivement, sur le plan démographique, les sixième et deuxième rangs nationaux (840 000 habitants à Cartagena, 2 210 000 à Cali d'après l'ENH 2001) alors que Tumaco ne peut prétendre, avec 76 000 habitants (projection DANE 2000), qu'au titre de pôle régional sans envergure nationale.

Cali et Cartagena font partie des 14 premières villes du pays, et l'on dispose à ce titre des résultats d'une enquête récente, l'ENH 2001 citée plus haut, sur l'auto-déclaration de « couleur de peau », établie par référence à un jeu de quatre photographies numérotées présentées aux personnes interrogées, que nous associerons dans ce texte à « noirs », « mulâtres », « métis » et « blancs », bien que ces appellations ne figurent pas dans le questionnaire du DANE. Cartagena apparaît comme une ville où les habitants se déclarent en grande majorité noirs et mulâtres (50 %) ou métis (41 %), avec une faible minorité blanche (9 %), alors qu'à Cali, les populations auto-déclarées noires/mulâtres d'une part, blanches d'autre part, représentent chacune environ un quart du total, l'autre moitié se déclarant métis. Ces deux villes présentent les plus fortes proportions de population urbaine auto-déclarée « noire ou mulâtre », au niveau national¹, cependant qu'à Tumaco, qui n'est pas couverte par l'enquête, on pourrait s'attendre à une auto-déclaration nettement supérieure. Ces résultats correspondent assez bien aux représentations collectives associées à ces villes en termes de composition ethno-raciale.

¹ Les moyennes, pour les 14 villes concernées, sont les suivantes : auto-déclaration dans la catégorie 1 (noirs) : 2,4 %, dans la catégorie 2 (mulâtres) : 15,5 %, dans la catégorie 3 (métis) : 51,5 %, dans la catégorie 4 (blancs) : 30,2 %, dans les catégories « ne sait pas » et sans réponse : 0,4 %.

Pourtant, la chose n'allait pas de soi. En introduisant une question ethnique dans le recensement de 1993¹, le DANE n'avait obtenu que de piètres résultats : la Colombie ne comptait dans l'ensemble de son territoire que 1,6 % de population se déclarant indigène et 1,5 % membre d'une communauté noire. En fait, les catégories ethniques proposées par le biais de cette question n'ont rencontré une adhésion importante que dans la région du Pacifique, en Amazonie et dans les îles caraïbes de San Andrés et Providencia. Dans la région Pacifique² en particulier, cœur historique du peuplement noir et enjeu principal de la Loi 70, on enregistre un taux de réponse positive très élevé (44 %) par rapport à la moyenne nationale, accompagné de fortes variations régionales et locales. Dans un autre travail (Barbary, 2001 : 799-803), on a analysé ces données au moyen de régressions logistiques et interprété ces variations comme résultant du contexte politique du moment : en 1993, les taux de déclaration d'appartenance aux « communautés noires » étaient beaucoup plus élevés dans les régions où la mobilisation politique autour de la Loi 70 avait été la plus forte (Chocó). L'hypothèse que nous avançons est celle d'un « modèle ethnique », instrumentalisé et largement diffusé parmi les populations du Pacifique, qui aurait exercé une influence positive sur le taux de réponse affirmative à la question du recensement. Les populations les plus directement concernées par le nouveau dispositif juridique auraient ainsi « collé au plus près » de l'affirmation d'une identité néo-ethnique que, d'une certaine manière, la constitution exige d'eux.

Or ce « modèle », qui suppose l'association entre une identité « noire » ethnicisée, un territoire (en tant que lieu de résidence et en tant que ressource) et un positionnement politique (se constituer en interlocuteur de l'État) ne s'applique pas, *a priori*, en ville. Dans les pages qui suivent, nous essayons donc de comprendre les modes alternatifs d'identification et d'affirmation ethnico-raciale dans plusieurs contextes urbains.

1. CALI : IDENTITÉ SOCIO-RACIALE ET PERCEPTION DE LA DISCRIMINATION

Quels sont les modes d'affirmation identitaire à Cali³ ? En quoi sont-ils constitutifs de logiques et de dynamiques sociales et

¹ Cette question était : « Appartenez-vous à une ethnie, un groupe indigène ou une communauté noire ? Laquelle ? ».

² Entendue ici comme l'ensemble des communes de la côte pacifique des départements du Valle del Cauca, Cauca et Nariño, et la totalité du département du Chocó.

³ Une description des principales caractéristiques du peuplement de Cali a été donnée au chapitre 3.

économiques contemporaines dans la ville ? À ces deux questions principales, nous tenterons de répondre en deux étapes : dans un premier temps en explicitant le modèle de construction d'une « identité noire » à Cali et en précisant le rôle du phénotype dans cette construction ; dans un second temps, en examinant les rapports entre ces modes d'identification et la perception de la discrimination telle qu'elle est vécue et rapportée par les acteurs concernés. Ces deux approches sont en fait imbriquées puisque, comme nous allons essayer de le montrer, l'affirmation d'une identité « noire » se construit sur une dialectique entre différenciation raciale et sociale, dans laquelle la perception des problèmes de ségrégation et de discrimination joue un rôle important. L'argumentation repose, là aussi, sur l'analyse par des régressions logistiques des variations de l'auto-déclaration de la couleur de peau et des niveaux de perception des discriminations raciales selon les caractéristiques des individus et les contextes sociaux et spatiaux dans lesquels ils vivent. Les relations entre ces réponses et leurs déterminants démographiques, socio-économiques, géographiques et historiques sont complexes et l'interprétation des résultats n'est possible que d'une manière globale et systémique, en faisant appel à une connaissance fine des contextes locaux acquise grâce aux données sociologiques et anthropologiques accumulées par d'autres membres de l'équipe CIDSE/IRD (Agier et Hoffmann, 1999 ; Agudelo, 1999 ; Agudelo, Hoffmann et Rivas, 1999 ; Agudelo, Hurtado et Rivas, 2000 ; Urrea et Ortiz, 1999 ; Urrea, Arboleda et Arias, 2000 ; Hurtado, 1999 ; Vanin, 1999).

Avec l'enquête réalisée à Cali en 1998 (annexe 2), nous disposons d'un corpus de réponses à des questions d'auto-perception phénotypique et de perception des discriminations que nous pouvons mettre en relation, dans des modèles logistiques, avec, d'une part, les caractéristiques socio-démographiques individuelles, d'autre part, des descripteurs du contexte dans lequel elles sont énoncées (zone de résidence, statut migratoire, etc.). Ce deuxième groupe de variables permet d'accéder aux contextes régionaux et locaux et à leurs dynamiques politique et culturelle, dont on peut penser, à l'instar de ce que l'on observe dans le cas de la question ethnique du recensement dans la région Pacifique, qu'ils ont une influence importante sur les réponses. Enfin, on dispose également de deux autres variables potentiellement déterminantes : le phénotype des individus observé par l'enquêteur et les caractéristiques de l'enquêteur lui-même (sexe et phénotype).

1.1. Un modèle de la construction d'identités « socio-raciales » à Cali

À partir de ces données, nous nous intéressons à l'ensemble des personnes de l'échantillon ayant un phénotype noir ou mulâtre (observation de l'enquêteur), âgées de 18 ans et plus (1 256 individus) ; toutes ont répondu à la question : « Quelle est votre couleur de peau ? », et, parmi elles, 42 % se sont déclarées de peau noire. Pour expliquer la variabilité des réponses, il faut retenir, dans l'ordre de leur importance, quatre facteurs principaux : le phénotype, l'âge, la catégorie socio-professionnelle et le statut migratoire des répondants (tableau 4.1).

Tableau 4.1 – *Effets significatifs de quatre variables dans la modélisation logistique de la réponse à la question « Quelle est votre couleur de peau ? » (Cali, 1998)¹*

Variables et effets significatifs aux seuils de confiance de : *** 99 % ; ** 95 %, * 90 %	Paramètre estimé	Réponse estimée	Réponse observée
<i>Modalités de référence</i>			
Constante	-0,61	35 %	42 %
Phénotype observé par l'enquêteur :			
Noir (+)***	1,04	61 %	57 %
<i>Mulâtre</i>	-1,04	16 %	12 %
Âge :			
18 - 30 ans (-)**	-0,23	30 %	38 %
<i>Plus de 50 ans</i>	0,18	39 %	43 %
Catégorie socio-professionnelle :			
Autres salariés des services (-)*	-0,45	26 %	38 %
Ouvriers qualifiés de l'industrie (+)**	0,63	51 %	55 %
Sans emploi (-)*	-0,46	26 %	34 %
<i>Inactifs</i>	-0,37	27 %	33 %
Statut migratoire :			
Né à Cali, origine côte Pacifique du Cauca (+)**	1,55	72 %	73 %
Né à Cali, origine nord du Cauca (-)*	-0,53	24 %	36 %
Né Cali, orig. intérieur Valle, Cauca, Nariño (-)***	-0,72	20 %	19 %
Migrants du reste de la Colombie (-)**	-0,68	22 %	21 %
<i>Né à Cali, origine Reste Colombie</i>	-0,51	24 %	19 %
<i>Source</i> : Enquête CIDSE/IRD, juin 1998 (1 256 individus caractérisés comme noirs ou mulâtres par les enquêteurs).			

¹ Le modèle résumé dans le tableau, restreint aux quatre facteurs principaux, est celui qui fournit les meilleures performances, tant pour prévoir les réponses individuelles (74 % d'exactitude) que pour estimer les fréquences de réponse des différentes catégories de population. D'autres modèles moins performants montrent que le sexe a, comme nous le verrons, un effet significatif. Aucune autre variable ne passe le seuil de significativité de 90 %. Seules figurent dans le tableau les modalités ayant un effet sur la réponse significatif au seuil de confiance de 90 % ou plus. Un exemple de lecture des résultats : au seuil de confiance de 95 %, toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire le phénotype, l'âge et le statut migratoire), les ouvriers et ouvrières qualifié(e)s de l'industrie ont une probabilité de se déclarer de couleur de peau noire environ deux fois supérieure à celle des inactifs et inactives. En effet, le quotient des réponses estimées par le modèle vaut : $51/27 \approx 1,9$.

Le lieu de résidence dans Cali n'apparaît pas déterminant une fois pris en compte l'effet du phénotype, ce qui témoigne d'une forte liaison entre les deux variables. Cette « spécialisation socio-raciale » de l'espace résidentiel a été analysée par ailleurs (chapitre 3 du présent ouvrage et Barbary *et alii*, 1999 : 37-41 et 71-76 ; Barbary, 2001 : 781-783 ; Barbary, Ramírez et Urrea, 1999) et nous y reviendrons. Le premier résultat notable est l'absence d'effet important des caractéristiques de l'enquêteur. Sur l'ensemble de l'échantillon, il existe un effet significatif du sexe des individus interrogés, les femmes ayant une probabilité de déclarer une couleur de peau noire supérieure d'environ 20 % aux hommes, mais pas d'effet uniforme des caractéristiques de l'enquêteur : celui-ci dépend des sous-populations considérées¹. La relation enquêteur/enquêté n'induit pas un biais aussi systématique que ce que dénoncent souvent les anthropologues dans ce type d'approche ; s'il se produit un « jeu de rôles » entre l'interviewer et l'interviewé, son issue n'est ni univoque, ni individuellement prévisible. On peut conclure, en revanche, que les réponses optionnelles produites par chaque situation concrète d'enquête n'échappent pas, statistiquement parlant, à un contexte sociétal global où opère un ordre de classification raciale non institutionnalisé, mais plus ou moins consensuel : les différents groupes sociaux à Cali partagent dans une grande mesure la même classification phénotypique des corps².

Dans la détermination des réponses par les caractéristiques individuelles, c'est l'effet du phénotype observé par les enquêteurs qui domine très largement : il explique de 5 à 30 fois plus de variabilité que les trois autres caractères. Ainsi, les personnes caractérisées comme de phénotype noir ont, toutes choses égales par ailleurs, une probabilité de déclarer une couleur de peau noire environ quatre fois supérieure aux personnes de phénotype mulâtre. Cependant cet effet n'est pas indépendant des autres variables, et l'on doit en particulier s'intéresser à ses interactions avec l'origine migratoire, la catégorie socio-professionnelle et la zone de résidence³.

Les résultats conduisent, quant aux effets de l'origine géographique et de l'âge, à des conclusions opposées par rapport

¹ Ainsi, dans la population caractérisée noire, les enquêteurs (hommes) afrocolombiens ont obtenu une déclaration de couleur de peau noire supérieure à la moyenne (68 % vs 57 %) mais pas les enquêtrices ; tandis que dans la population mulâtre, ce sont les enquêtrices afrocolombiennes qui obtiennent cette sur-déclaration (18 % vs 12 %), mais pas les enquêteurs.

² Précisons que tous les enquêteurs, dans ce travail, résidaient à Cali depuis de nombreuses années.

³ L'échantillon étant trop réduit pour modéliser toutes ces interactions, nous nous sommes limité aux trois modèles saturés à deux variables (effets principaux des deux variables, plus interaction), obtenus en croisant le phénotype avec les trois autres variables. Les coefficients, trop nombreux, ne sont pas reproduits ici.

au modèle de l'affirmation ethnique dans la région Pacifique (Barbary, 2001 :799-802). À Cali, la seule région d'origine qui favorise de manière significative l'affirmation d'une couleur de peau noire est la côte pacifique du Cauca ; qui plus est le coefficient significatif n'est pas celui correspondant aux migrants nés dans la région mais celui de leurs descendants nés à Cali (probabilité deux fois supérieure à la moyenne). Contrairement à ce que l'on attendait au vu de l'affirmation massive, lors du recensement, d'appartenance à la communauté noire des habitants du Chocó, les originaires de ce département interrogés à Cali ne déclarent pas plus une couleur de peau noire, à phénotype, profession et âge égaux, que les personnes d'autres origines. L'âge intervient également : les jeunes de 18 à 30 ans affirment légèrement moins un phénotype noir que leurs aînés (situation inverse, en revanche, dans le Pacifique). Enfin la catégorie socio-professionnelle ne joue pas, dans l'affirmation du phénotype à Cali, le rôle déterminant qu'elle exerce sur l'affirmation de l'appartenance à la communauté noire dans la région Pacifique. Seuls les ouvriers qualifiés de l'industrie tendent à déclarer plus fréquemment une couleur de peau noire (probabilité 1,8 fois supérieure à celle des inactifs).

De ce qui précède, on peut d'ores et déjà conclure qu'à Cali, l'auto-affirmation phénotypique des populations afrocolombiennes fonctionne de manière radicalement différente de ce qui prévaut dans la région Pacifique. Il n'y a pas ici de principe unique structurant ses variations, contrairement au rôle que jouent sur l'affirmation néo-ethnique dans le Pacifique les dynamiques socio-politiques locales causes ou conséquences de la Loi 70. En ville, la construction de l'identité « noire » apparaît à la fois plus complexe et plus endogène dans son élaboration, avant tout en étroite relation avec les catégories raciales d'usage commun (et utilisées par les enquêteurs), les divisions et les frontières qu'elles sous-tendent, et les stigmates ou, au contraire, les connotations positives qu'elles véhiculent selon les contextes. Il faut d'abord noter que la forte cohérence statistique existant entre l'auto-perception de la couleur de peau et la caractérisation externe du phénotype, ne pourrait pas avoir lieu sans une relative « neutralité » consensuelle de ces catégories « raciales » : à l'évidence, l'appellation « *negra/o* » à Cali, et probablement dans bien d'autres contextes urbains colombiens, ne véhicule pas toujours et partout des sous-entendus racistes. Cependant il est également clair que la couleur de la peau, et plus généralement la perception du phénotype, entre dans une sorte d'interaction symbiotique avec d'autres caractéristiques, comme l'origine migratoire, l'âge, la catégorie socio-professionnelle, le lieu de résidence ou le sexe, pour produire et déterminer la construction sociale de l'altérité et ses conséquences en termes de segmentation, voire de ségrégation, des espaces et des marchés urbains (chapitre 3). La « race », au sens

que nous lui avons donné de catégorie phénotypique perçue et interprétée, éventuellement de manière raciste, dans les relations sociales, est alors un ingrédient de la « fabrique des logiques sociales », au même titre que d'autres catégories de perception démographiques (les jeunes, les vieux, les femmes...), sociales (les ouvriers, les patrons, les employés domestiques, les chômeurs) ou économiques (les pauvres, les riches...). Dans cette optique, plutôt qu'à un hypothétique transfert d'une identité ethno-territoriale acquise à travers la région d'origine, le processus de construction de l'identité « noire » urbaine nous semble correspondre davantage à la nécessité d'affronter, en tant que citoyennes et citoyens soumis à différents types de discriminations ou en percevant le risque, les inégalités d'accès aux marchés du travail, de l'éducation, de la santé, de la consommation, etc., en somme, à une revendication de l'égalité des chances. Pour pousser plus avant cette hypothèse, nous allons maintenant aborder l'analyse des réponses aux questions d'opinion sur la discrimination.

1.2. La perception des discriminations socio-raciales à Cali

Les commentaires qui suivent s'appuient sur les résultats de régressions logistiques appliquées aux questions sur l'existence de discriminations raciales dans différents contextes à Cali et aux déclarations d'expériences personnelles de discrimination par les enquêtés¹.

Les performances des modèles, légèrement inférieures à celles du modèle d'affirmation de la couleur de peau, restent intéressantes². Si les opinions sur la discrimination raciale sont, dans l'ensemble, un peu moins liées aux facteurs socio-démographiques que l'affirmation du phénotype, il y a cependant une très forte cohérence entre les schémas de détermination des deux types de réponses ; nous en présentons quatre exemples.

¹ L'échantillon soumis à l'analyse est, cette fois, composé de l'ensemble des individus, tous phénotypes confondus, ayant répondu aux questions du module P de l'enquête (annexe 2), soit 1 880 ou 1 865 personnes, selon les questions. Les fréquences de réponses positives aux questions sont données dans le tableau 4.2. Les valeurs des paramètres correspondant aux différents modèles, trop nombreux, ne sont pas reproduites ici.

² De 55 % de réponses correctement prévues pour la discrimination dans les hôpitaux et centres de santé à 62 % pour la discrimination dans les transports et au sein du quartier. La déclaration d'une expérience personnelle de discrimination est mieux expliquée (70 % de prévisions exactes).

Tableau 4.2 – Niveaux de réponse aux questions d'opinion sur la discrimination à Cali en 1998, selon la caractérisation phénotypique et le sexe des enquêtés (différences significatives observées)

a : Réponses affirmatives aux questions sur la discrimination des noirs dans différents contextes

Caractérisation par l'enquêteur	Ménages afrocolombiens		Ménages non afrocol.		Total	
Contexte	Effectif (1)	% (2)	Effectif	%	Effectif	%
Dans les hôpitaux et centre de santé	1504	32•	376	27°	1880	31,0
À l'école et au collège	1504	34	376	32	1880	33,6
Dans les transports	1504	39••	376	32°°	1880	37,6
Dans les formalités administratives	1504	31•	376	26°	1880	30,0
Au travail	1504	57••	376	41°°	1880	53,8
Par la police	1504	54•	376	50°	1880	53,2
Dans le quartier	1504	19	376	18	1880	18,8

b : Réponses affirmatives à la question « Vous-même, avez-vous déjà été victime de discrimination dans votre travail ou dans d'autres situations ? »

Caractérisation par l'enquêteur	Noir		Mulâtre		Métis		Blanc		Total	
Sexe	Effectif (1)	% (2)	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Femmes	356	30 ++	180	14	104	5 << --	148	10	788	12 <<
	470	33 ++	251	17	154	16 >>	202	11 --	1077	16 >>
Total	826	32 ++	431	15	258	11 -	350	10 --	1865	14

Les effectifs sont ceux des personnes ayant répondu à la question. À cause de leurs effectifs trop faibles, les catégories « indigènes » et « autres » ont été exclues de ce tableau. Les fréquences sont celles des réponses affirmatives, estimées à partir de l'échantillon sur l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, les données étant pondérées par les facteurs d'extrapolation du sondage. Le test de significativité est basé sur les intervalles de confiance à 95% et 99% associés au plan de sondage, avec les notations suivantes : différences positives et négatives entre les sexes, significatives aux seuils de confiance de 95% (>, <) et 99% (>>, <<); différences positives et négatives dans la catégorie phénotypique, par rapport à la moyenne de l'échantillon (+, -) et (++, --); différences positives et négatives dans le type de ménage, par rapport à la moyenne de l'échantillon (•, °) et (••, °°).

Source : enquête CIDSE/IRD juin 1998.

Comme l'auto-perception de la couleur de peau, la déclaration d'une expérience personnelle de discrimination est avant tout liée au phénotype. Dans l'ensemble de l'échantillon, les personnes caractérisées comme « noires » par les enquêteurs ont, toutes choses égales par ailleurs et de manière extrêmement significative, une probabilité très supérieure de déclarer avoir subi une discrimination (32 % vs 20 % en moyenne). Entre les populations noire et mulâtre, l'écart de probabilité est presque du simple au double : 32 % vs 17 %. Bien entendu, il faut distinguer la déclaration de l'occurrence réelle ; on peut aussi objecter que la qualification comme discriminatoire de tel ou tel épisode est affaire de perception. Néanmoins, il n'y a pas de doute que cette relation entre phénotype observé par les enquêteurs et occurrence d'épisodes discriminatoires, atteste l'existence, à Cali comme ailleurs, d'un substrat raciste à l'œuvre dans un certain nombre de contextes de la vie sociale¹.

Si l'on en croit l'opinion des enquêtés, après la couleur de la peau, l'origine migratoire est le second déterminant de la discrimination dans presque tous les contextes (hormis dans les hôpitaux et au sein du quartier). On observe en effet diverses liaisons statistiques, variant selon les contextes (école, travail, transport, etc.), entre la perception de la discrimination et l'origine géographique des répondants ou de leurs parents. En résumé, une sorte de gradient d'exposition au racisme se dessine, qui part d'un minimum pour les migrants de la côte pacifique du Cauca (dans presque tous les contextes) et les migrants du nord du Cauca et leurs descendants nés à Cali (travail, police), s'accroît avec les migrants du Chocó (administration) et de l'intérieur du Valle, Cauca et Nariño (transports) et les natifs de Cali originaires de la côte pacifique du Nariño (école), pour atteindre son maximum chez les migrants de Buenaventura et leurs descendants nés à Cali (transports, travail, police, école). Ce gradient correspond d'une part à des dispositifs régionaux complexes et différenciés en termes de dynamiques socio-raciales locales². Il s'explique d'autre part, comme nous le verrons, par les conditions particulières d'insertion des différentes populations à Cali.

Les autres déterminants des opinions sur l'existence du racisme varient également selon les contextes. La population des quartiers résidentiels du sud (classes moyennes et supérieures) est plus sensible aux discriminations à l'école et au lycée, dans les démarches administratives et les transports (probabilités

¹ À nouveau, les caractéristiques de l'enquêteur (sexe et phénotype) n'ont d'effet significatif sur aucune des réponses aux questions posées.

² Une interprétation complète des variations de la perception des discriminations à Cali selon l'origine géographique des répondants est proposée dans Barbary, Ramírez et Urrea (article à paraître en 2003 dans la revue brésilienne *Estudos Afro-Asiáticos* : 26-31).

augmentées de 15 à 30 %) ; à l'inverse, les habitants des extensions pauvres de la périphérie occidentale les dénoncent relativement moins (probabilité réduite d'environ 15 %). Sans surprise, les discriminations imputables aux policiers concernent surtout les jeunes (18-30 ans) et les catégories professionnelles exposées aux contrôles (commerçants ambulants et des marchés, travailleurs des transports). La même logique d'exposition explique les variations de perception dans les transports : fréquences plus élevées pour les catégories mobiles (salariés des services, ouvriers des manufactures) que chez les inactifs ou les employés domestiques. Le cas de la perception du racisme au sein du quartier est particulier, d'abord parce que son niveau moyen est bas (seulement 19 % de réponses affirmatives), ensuite parce que ses variations selon le phénotype sont à l'inverse du schéma observé partout ailleurs (les personnes caractérisées comme noires les perçoivent légèrement moins que les personnes blanches), enfin et surtout parce qu'apparaît clairement la collusion entre stigmatisation sociale et raciale. En effet, dans l'ensemble de la population comme dans la population noire et mulâtre, les fréquences de perception s'élèvent fortement chez les chômeurs (35 %) et les statuts professionnels les moins stables (personnels non qualifiés de l'artisanat, de la construction et des transports : 31 %), alors qu'elles sont particulièrement faibles pour les patrons artisans ou les ouvriers qualifiés de la manufacture (15 %). Au total, les discriminations perçues au sein du quartier semblent plus liées à l'exclusion des catégories sociales marginalisées qu'à des manifestations proprement racistes. Nous voici confrontés à la question de l'inégalité « socio-raciale » sur laquelle nous reviendrons pour interpréter ces résultats.

La perception des problèmes de discrimination rencontrés en milieu scolaire s'inscrit dans une problématique qu'il faut rappeler. Le profond dysfonctionnement du système éducatif primaire et secondaire colombien, principalement dû au désinvestissement de l'État et aux coûts exorbitants de l'éducation privée de qualité dans la conjoncture de récession actuelle (particulièrement critique à Cali), constitue un des principaux freins à la réduction de l'inégalité sociale. Progressivement, la charge financière que représente pour les ménages toute stratégie d'accès à un capital éducatif valorisable sur le marché du travail est devenue insupportable pour l'ensemble des classes populaires et la majeure partie des classes moyennes à Cali. Elle est désormais le facteur principal d'une exclusion économique massive, entraînant une régression considérable dans l'histoire sociale de la ville (Urrea, Ortiz, 1999 ; Urrea, Ramírez, 2000). Dans ce contexte, l'existence de discriminations envers la population noire à l'école et au collège est dénoncée par un tiers des répondants de l'enquête, sans différence significative de perception entre la population afrocolombienne considérée dans son ensemble et le reste de la

population. En outre, la régression logistique met en évidence trois facteurs de variation importants.

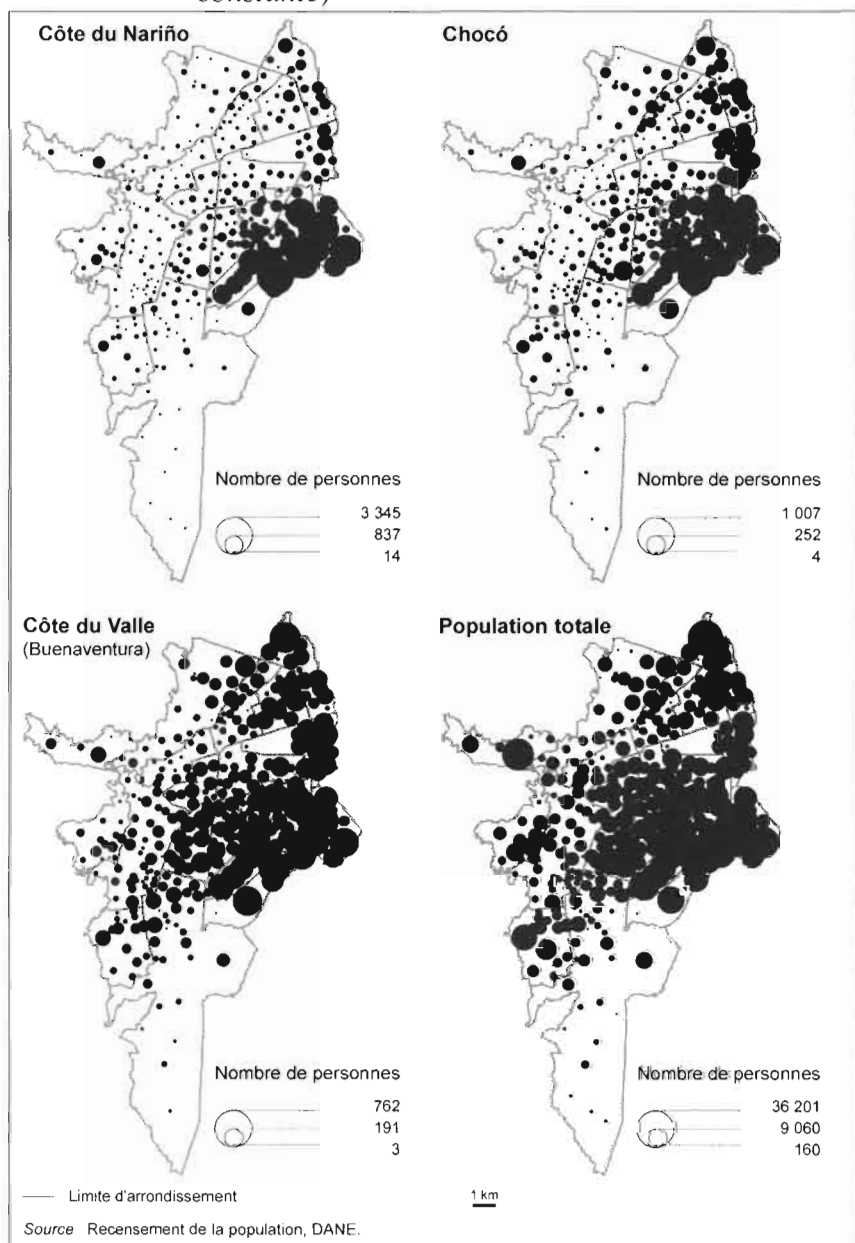
D'une part, comme pour les autres types de discrimination, la perception des discriminations scolaires augmente significativement chez les personnes déclarant une couleur de peau noire et chez les personnes ayant rapporté une expérience personnelle de discrimination. L'analyse des réponses ouvertes décrivant les situations de discrimination scolaire montre que, pour les personnes les plus exposées de l'échantillon, l'explication des inégalités d'accès à l'éducation par le racisme ne fait pas de doute. D'autre part, le groupe d'âge 31-50 ans s'inquiète plus de ce problème que les jeunes (18-30 ans) ou les personnes âgées de plus de 50 ans ; une plus grande sensibilité des adultes chargés de famille qui, dans ce contexte de profonde crise scolaire, dénote la gravité des enjeux. Enfin, à travers les variations significatives selon le niveau d'éducation, le lieu de résidence à Cali et l'origine géographique, apparaît un gradient socio-culturel de perception. Les personnes ayant un niveau d'étude universitaire, toutes choses égales par ailleurs, ont une fréquence de déclaration bien supérieure à celles qui n'ont pas d'éducation primaire (+64 %) ; de même les résidents des quartiers de classes moyennes et supérieures par rapport à ceux des quartiers pauvres (+30 %).

L'ensemble de ces résultats ne peut s'interpréter qu'en évoquant plusieurs classes de facteurs (culturels, socio-économiques et résidentiels), dont les effets combinés illustrent l'imbrication des motifs sociaux et raciaux de discrimination et qui nous placent en face de la complexité des enjeux et des déterminations de l'identité « socio-raciale » à Cali.

On peut tout d'abord mettre en rapport les niveaux de perception du racisme avec les conditions d'insertion socio-économique des uns et des autres et les difficultés sur lesquelles achoppent leurs perspectives et stratégies d'ascension sociale ; cette approche concerne aussi bien les natifs que les migrants. D'autres analyses des données de l'enquête ont montré en effet que les plus fortes inégalités de conditions de vie qui affectent les ménages afrocolombiens à Cali concernent les classes moyennes : ce sont dans ces strates socio-économiques que les indicateurs de promiscuité dans le logement et d'accès aux services et aux biens de consommation montrent les plus grandes disparités opérant aux dépens de la population noire et mulâtre (Bruynell, Ramírez, 1999 : 56-61). On aboutit à la même conclusion à partir de la comparaison des niveaux de chômage et des structures socio-professionnelles (Quintín *et alii*, 2000).

Par ailleurs, l'origine géographique est un facteur important de différenciation socio-économique des populations noires et mulâtres de Cali : de ce point de vue, le contraste est très fort entre les structures socio-professionnelles que l'on observe parmi les

Carte 4.1 – *Distribution de la population à Cali en 1993 par secteur selon le lieu d'origine (taille maximale constante)*



migrants de Buenaventura ou de l'intérieur du Valle, Cauca ou Nariño et leurs descendants nés à Cali, qui témoignent d'une insertion économique satisfaisante, et au contraire la forte marginalisation économique des originaires de la côte du Nariño et du Chocó (migrants ou natifs de Cali). À titre d'exemple, citons la proportion de femmes économiquement actives qui travaillent comme employées domestiques : respectivement 25 % et 12 % pour les deux premières origines alors qu'elle s'élève à 41 % et 37 % pour les deux dernières. De même, les hommes actifs occupant des emplois non qualifiés ne sont que 11 % du total dans les deux premiers cas contre 19 % et 20 % dans les deux derniers.

L'hypothèse que l'on peut alors avancer est que les perceptions des discriminations obéissent à des logiques différentes. En schématisant, les originaires de Buenaventura réagissent fortement à l'existence de freins spécifiques à l'insertion économique et sociale des classes moyennes noires et mulâtres – accès plus difficile à l'éducation, discriminations à l'embauche ou lors de la promotion dans le travail, arbitraire policier, etc. – qu'ils perçoivent comme autant d'obstacles discriminatoires à leurs attentes d'ascension sociale. Ceux de la côte du Nariño et du Chocó dénoncent en revanche plus modérément l'origine raciale de l'exclusion résidentielle et professionnelle dont ils sont victimes, certes, mais qu'ils partagent, à capital économique et social égal, avec les populations blanches et métisses.

Pour comprendre les différences de perception des discriminations raciales, on doit aussi évoquer la ségrégation résidentielle et la dimension socio-spatiale de la discrimination. Il existe en effet à Cali des relations étroites entre lieu de résidence, origine migratoire et caractéristiques phénotypiques de la population. Même si l'on ne peut parler de ségrégation socio-raciale systématique ou généralisée, la cartographie des données du recensement montre l'inégalité des distributions des lieux de résidence selon l'origine géographique (carte 4.1 et, pour des analyses détaillées : troisième section du chapitre 3 et Barbary *et alii*, 1999). On observe en particulier que les migrants de la côte pacifique du Nariño, du Chocó, et leurs descendants nés à Cali ont une implantation résidentielle très concentrée dans les quartiers les plus pauvres à l'est de la ville – district d'Aguablanca – qui sont également ceux où l'on trouve les plus fortes proportions de ménages afrocolombiens et de personnes de phénotype noir. Nous l'avons dit, les résultats d'enquêtes n'attestent en rien l'existence d'un ghetto racial à Cali. En revanche, la marginalisation économique et sociale de ces quartiers par la pauvreté, le chômage, le moindre accès aux infrastructures et services, la délinquance, etc., est une réalité incontestable (chapitre 5). Ainsi, c'est aussi la double stigmatisation – raciale et sociale – du district d'Aguablanca qui explique pourquoi les personnes dont les origines migratoires y sont sur-représentées (côte du Nariño et

Chocó) ressentent la discrimination d'une manière plus aiguë que des populations mieux réparties dans la ville, comme les originaires de la côte et du nord du Cauca ou de Buenaventura.

À Cali comme ailleurs, l'affirmation identitaire « noire » s'insère dans une série de dispositifs identitaires, variables selon l'origine régionale, l'âge, le sexe, la condition socio-économique, etc., et ne se réduit en aucun cas à une identification stable et unique. Pourtant, on l'a vu, le phénotype – la couleur de peau – intervient de façon déterminante pour expliquer la perception des discriminations et de l'exclusion sociale. À la différence des autres situations que nous examinons plus loin (Cartagena et Tumaco), l'affirmation d'une identité noire à Cali ne renvoie pas principalement à des appartenances culturelles ou territoriales telles que les prévoit la législation ; en se référant surtout à la couleur de peau, elle sert essentiellement de médiation pour se situer dans les catégories discriminées sur les marchés urbains de l'emploi, du logement et des biens et services. La catégorie « noir » reflète principalement une position de subordonné dans la société urbaine et devient, par inversion, un élément de revendication citoyenne pour l'intégration et non pas une demande de reconnaissance de particularisme.

2. CARTAGENA : SAVOIR NÉGOCIER SON IDENTITÉ EN VILLE

Le chercheur travaillant sur Cartagena se trouve dans une situation ambiguë : ses observations lui montrent bien que plus on descend sur l'échelle socio-économique, plus la population est noire ; plus les quartiers perdent en urbanité, plus la couleur de leurs habitants est foncée. Mais, paradoxalement, il peine à exprimer cette ségrégation socio-spatiale en termes ethniques. Un bon témoignage en est donné par les études réalisées dans le *Departamento de Trabajo social de la Universidad de Cartagena*. Si les éléments de structuration et de ségrégation socio-économiques sont analysés avec forces détails, si la concentration de la pauvreté, du sous-emploi et de l'absence d'éducation est reconnue et dénoncée, la dimension raciale n'est jamais évoquée, ni dans la caractérisation de la population, ni dans l'explicitation des causalités. On parlera de « quartiers populaires », non de quartiers ethniques.

De fait la question posée à Cartagena, en particulier depuis l'instauration du multiculturalisme, est celle de l'identification et de la définition des « populations noires ». Est-on « noir » par assignation extérieure ? Et quels sont alors les critères de cette désignation ? Apparence physique, définition *a priori* (traits culturels, appartenance à un territoire...), généalogie ? Par auto-identification ? Mais le chercheur ne risque-t-il pas alors de

reproduire des stratégies, conscientes ou inconscientes, d'instrumentalisation ou d'occultation dont il s'agit précisément de saisir les mécanismes ? Une telle approche ne participe-t-elle pas, d'autre part, d'une réduction de la problématique identitaire à un échange enquêteur / enquêté ? Si le refus de l'ethnocentrisme interdit de poser une définition *a priori* de l'appartenance raciale, c'est donc aux mécanismes utilisés par les acteurs eux-mêmes pour intégrer les traits raciaux dans leur propre présentation ou dans leur appréhension de l'autre qu'il faut s'intéresser.

2.1. Cartagena, ville métisse ?

Cartagena est présentée comme la carte postale touristique de la Colombie, comme un îlot de paix dans un pays plus connu pour la multiplicité et la récurrence des formes de violence. Classée Patrimoine mondial de l'humanité depuis 1984 par l'UNESCO, elle s'identifie à la Caraïbe – bien plus qu'à un intérieur andin jugé conflictuel – pour valoriser sa tradition d'intégration et de brassage. De multiples évocations de Cartagena mettent désormais en avant le métissage, considéré comme la caractéristique première de la ville qui valorise son pluralisme racial, mettant en scène son origine indienne et africaine à travers les symboles statufiés de la *India Catalina* et de la *palenquera* ou en célébrant la diversité raciale des reines de beauté locales.

De fait, Cartagena fut le port dans lequel débarquèrent les colons espagnols et les esclaves africains, mais aussi les commerçants syro-libanais, les trafiquants de tous horizons, les pirates européens. Le nombre d'esclaves, même s'il était loin d'être négligeable, n'y a jamais atteint les chiffres des régions voisines, Cartagena étant avant tout un lieu d'arrivée et de transit. J. Jaramillo Uribe (1994) estime ainsi qu'en 1778 les esclaves représentaient 7 % de la population de la ville de Cartagena, contre 39 % pour la région du Chocó, 19 % pour Popayán, 18 % pour l'Antioquia et 10 % pour Santa Marta (*Ibid.* : 219-220). À la même époque, il considère que la population métisse constituait 65 % de la population de Cartagena (*Ibid.* : 12). A. Múnera, ancien directeur de la faculté de sciences humaines de l'Université de Cartagena, fait de la montée du métissage le vecteur essentiel du développement de la ville, réinterprétant l'événement principal de l'histoire de Cartagena, l'Indépendance avortée du 11 novembre 1811, en termes de révolte des artisans et petits commerçants métis contre la domination des créoles d'origine européenne (Múnera, 1998).

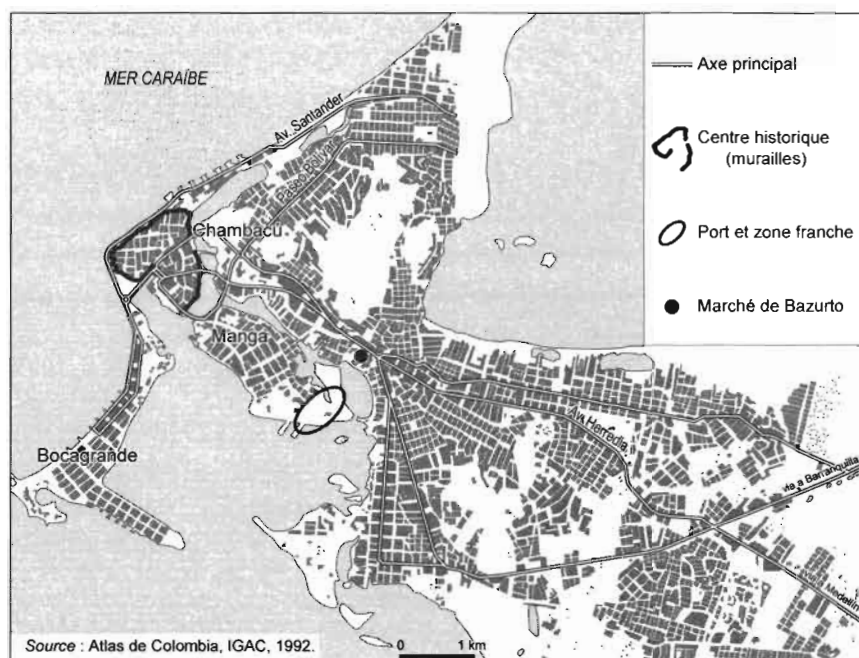
Pourtant, cette image de « ville métisse », véhiculée aussi bien par les intellectuels que par la presse, les campagnes publicitaires ou les habitants eux-mêmes, coexiste avec une représentation bien différente, mélange de polarisation raciale et de paternalisme infériorisant. À l'origine de ce deuxième discours sur Cartagena,

on trouve des historiens appartenant à l'élite sociale et politique, qui font des colons européens et de leurs descendants les seuls acteurs de l'histoire de la ville. Non seulement leur origine européenne, la grandeur de leur dessein et la noblesse de leurs mœurs sont constamment rappelées, mais l'évocation des populations noires et métisses se réduit à la référence exclusive à la traite et au statut des esclaves ou aux révoltes des *cimarrones*, ces esclaves en fuite réfugiés dans les environs de Cartagena (Porrás Troconis, 1965 ; Bossa Herazo, 1967 ; Bustamente, 1977). Le métissage prend alors la forme de l'imposition et de la domination du « blanc », assimilant civilisation et blanchiment (culturel et non pas biologique).

Cette double lecture de l'histoire de Cartagena est révélatrice des ambiguïtés propres à son statut de « ville métisse ». Le métissage, aujourd'hui valorisé, tend à occulter, derrière les figures de l'hybride, de la fusion et du syncrétisme, porteuses d'une certaine modernité de l'individu, la récurrence des différenciations raciales et des antagonismes socio-économiques. De même, sous couvert d'une présentation a-raciale de l'histoire, le discours de l'aristocratie contribue au maintien de la « ligne de couleur » préservant le groupe dominant.

Au-delà de cette image, la polarisation raciale est présente à Cartagena. Ainsi Solaun et Kronus, deux chercheurs appartenant à la tradition anglo-saxonne des études sur les relations raciales, caractérisent-ils la ville, dans leur travail pionnier de 1967, en termes de « discrimination sans violence », rendant compte de ce mélange paradoxal de discrimination et d'intégration caractéristique de Cartagena.

On peut en effet, à l'image idyllique d'une Cartagena touristique, « perle des Caraïbes », vivant harmonieusement les métissages de sa population, opposer une réalité plus complexe. Car la ville a connu de profonds changements depuis les années 1960-70, passant du statut de ville provinciale endormie sur un passé glorieux, marginalisée politiquement, à celui de métropole régionale, frôlant le million d'habitants, ouverte sur l'Amérique latine et la Caraïbe. À la richesse touristique sont venues s'ajouter les activités portuaires et pétrochimiques ; à l'opposition centre / périphérie a succédé un activisme politique passant par la décentralisation et l'ancrage dans l'aire Caraïbe. Croissance démographique, expansion des quartiers marginaux, arrivée massive de réfugiés de la violence, insuffisance des infrastructures urbaines, réduction de la politique de la ville à une politique touristique : ce sont quelques-unes des caractéristiques actuelles de Cartagena. Dans ce contexte urbain bouleversé, le paternalisme traditionnel et la relative harmonie des relations raciales coexistent avec de nouvelles formes d'allégeances identitaires et des sources de conflit inédites.

Carte 4.2 – La ville de Cartagena

Conception et réalisation : É. Cunin, O. Pissotat

2.2. Chambacú, ghetto noir ?

L'importante ségrégation socio-spatiale qui caractérise Cartagena aujourd'hui est rarement exprimée en termes ethniques ou raciaux. Chambacú, ancien quartier d'invasion aux pieds même des murailles qui sont l'incarnation de la Cartagena héroïque et touristique (carte 4.2), aujourd'hui vaste terrain vague sur lequel planent de nombreux projets d'urbanisation, est le seul à être, parfois, pensé en termes ethnico-raciaux. En s'intéressant à Chambacú, il s'agit donc, à travers la diversité des récits, d'une part, de mieux comprendre les processus d'étiquetage – ou de non étiquetage – ethnique et, d'autre part, d'étudier les dynamiques mutuelles de l'ethnisation et de la territorialisation.

La notion de ghetto – et, au-delà, celle de quartier ethnique – a fait l'objet de nombreuses discussions sur son association « naturelle » à l'ethnicité, notamment aux États-Unis, pays qui l'a érigée en paradigme sociologique. Nous retiendrons un aspect de ces débats, celui de la dilution de la dimension raciale du ghetto, qui en viendrait à désigner « un espace urbain de pauvreté étendue et intense, qui occulte le fondement et le caractère raciaux de cette

pauvreté » (Wacquant, 1997 : 341)¹. Le ghetto se définit-il prioritairement par sa dimension ethnico-raciale ou est-il le résultat d'un processus d'exclusion socio-économique ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre des facteurs de causalité et comment les isoler l'un de l'autre ? Doit-on poser une définition *a priori* ou s'appuyer sur une caractérisation empirique ? Quel est le rôle des acteurs – et du chercheur – dans la définition du « ghetto ethnique » ? Un quartier est-il ethnique du fait de la composition de sa population, ou bien cette ethnicité est-elle le double résultat d'un processus d'étiquetage et d'une territorialisation particulière ? D'une certaine façon, la réflexion sur le ghetto n'admet ici que des territoires et des identités préfabriqués². Nous nous intéresserons au contraire aux mécanismes de racialisation des relations sociales, dans lesquels le rapport à l'espace n'est ni un produit ni une cause, mais une ressource et une contrainte pour les acteurs. « C'est cela qui nous intéresse ici : non pas établir l'identité d'un espace en faisant la généalogie de sa singularité, mais analyser les différentes relations qui existent entre l'idée que les gens ont de l'espace et l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes ou d'autrui » (Monnet, 2000 : 20).

Chambacú, à la fin du XIX^e siècle, n'est qu'un enchevêtrement de palétuviers entre terre et mer. On y trouve quelques cabanes en bois, appartenant à des habitants de la ville vivant *intra-muros* ou servant d'abris pour les visiteurs n'ayant pu pénétrer dans l'enceinte fortifiée, les portes de celles-ci se fermant à la tombée de la nuit. Puis Chambacú commence à se peupler avec l'arrivée du chemin de fer, au début du XX^e siècle. Les premiers travaux de construction ferroviaire s'accompagnent de la migration d'une main d'œuvre venue des villages environnants qui s'installe tout naturellement aux pieds des murailles, entre la ville et le village d'origine, mais aussi au point de départ de la voie ferrée. Au même moment, de l'autre côté de la ville, la construction de l'Avenue Santander, entre la mer et les murailles, aboutit à la destruction des quartiers de Pekín, Pueblo Nuevo, El Boquetillo, dont une partie des habitants va se réfugier à Chambacú. Or ces trois quartiers, accrochés aux murailles, sont les anciens quartiers des esclaves, devenus, après l'abolition en 1851, les quartiers des employés de maison, jardiniers et autres artisans.

À partir des années 1960, Cartagena sort d'une longue léthargie et cherche à mettre en valeur son passé, désormais présenté sous la forme d'un patrimoine national et international exploitable sur le plan touristique. Chambacú ne correspond plus alors à l'image d'une ville qui se voudrait ordonnée et développée, moderne et

¹ Wacquant critique également l'idée selon laquelle le ghetto est désorganisé et la tendance à « exotiser » le ghetto.

² « On admet qu'un des éléments constitutifs de la notion de ségrégation est l'idée de frontières spatiales séparant des groupes bien identifiés » (Brun, Rhein, 1994 : 37).

touristique. C'est l'ICT (*Instituto de Crédito Territorial*), organisme national chargé de la politique de logements sociaux, qui sera à l'origine de l'éradication de Chambacú au début des années 1970.

Comment les différents acteurs et observateurs de « l'épisode Chambacú » présentent-ils et justifient-ils sa suppression ? Les termes utilisés sont à ce titre révélateurs : si les uns se réfèrent à « l'éradication » du quartier, l'associant à un processus violent et non souhaité, les autres parlent de « relocalisation », présentant ainsi le même phénomène d'une façon euphémisée et positive. Si cette double interprétation du processus de « nettoyage » des quartiers d'invasion est finalement assez classique en Colombie et ailleurs, nous nous intéresserons ici plus précisément à la racialisation différentielle de ces présentations, entre éviction de toute référence ethnico-raciale dans les discours officiels et mise en avant de la logique raciale dans les textes artistiques.

Pour l'actuelle directrice d'INURBE (*Instituto Nacional de Interés Social y Reforma Urbana*, héritier de l'ICT), la relocalisation des habitants de Chambacú s'interprète avant tout en termes d'accession à la citoyenneté. « C'était un *tugurio* (bidonville), sans aucun service public, l'électricité était piratée, les habitants ne payaient pas les services. La décomposition sociale était forte, on ne pouvait pas passer par là. Dans les nouveaux quartiers, on leur remit des maisons, des vraies maisons, avec tous les services, l'eau, l'électricité »¹.

Mais à côté de ces discours où toute dimension raciale est exclue, Chambacú est également présenté comme un symbole de l'histoire africaine de Cartagena, depuis que Manuel Zapata Olivella l'a célébré dans son livre « *Chambacú corral de negros* ». En quelques mots prononcés par Máximo, personnage principal du roman, la situation est présentée : « L'île grandit. Demain nous serons quinze mille familles. Le « Cancer noir » comme ils nous appellent. Ils veulent nous détruire. Ils ont peur qu'un jour nous franchissions le pont et que la vague des bidonvilles inonde la ville. C'est pour cela qu'il n'y a pas de rues pour nous, pas de tout-à-l'égout, pas d'écoles ni d'hygiène. Ils veulent nous enfoncer dans la misère. Ils se trompent. Nous lutterons pour notre dignité d'êtres humains. Nous ne nous laisserons pas expulser de Chambacú. Ils ne changeront jamais la face noire de Cartagena. Sa grandeur et sa gloire reposent sur les os de nos ancêtres » (Zapata Olivella, 1990 : 199). Plus récemment, Chambacú fut également glorifié par une autre artiste considérée, elle aussi, comme porte-parole de la culture afrocolombienne : la chanteuse Totó la Momposina, une des voix les plus célèbres de la Caraïbe

¹ Entretien, 16 septembre 1999.

colombienne, qui consacre, sur son dernier album¹, deux chansons au quartier aujourd'hui transformé en terrain vague. Le quartier devient alors un épisode central de l'histoire de Cartagena, l'incarnation du sort réservé aux populations noires, de leur marginalisation et de leur ségrégation.

Ghetto ethnique, bidonville socio-économique : l'identification est aussi affaire d'étiquetage et renvoie à la position et aux intérêts de celui qui l'énonce. Pour les uns, Chambacú devait être éliminé afin d'améliorer les conditions de vie de ses habitants ; pour les autres, la destruction de Chambacú relève d'une logique de ségrégation raciale dans une ville qui cherche à soigner son image. Pour M. Zapata Olivella, c'est parce que Chambacú est un « cancer noir » qu'il ne possède ni rues, ni tout-à-l'égout, ni écoles, ni hygiène, c'est parce que la population de Chambacú est noire qu'elle n'a pas accès à une urbanité effective. Ce raisonnement trouve son expression symétrique dans les interprétations socio-économiques : c'est parce que la population de Chambacú ne bénéficie pas des infrastructures publiques qu'elle est considérée comme noire, l'accession à l'urbanité devenant synonyme de blanchiment. En témoigne ce passage d'un article du *Magazin Dominical* résumant, de façon lapidaire, la destruction de Chambacú : « Un jour on a cru que Dieu avait fait un miracle lorsque quelques petits noirs de Chambacú montèrent dans un de ces bus brinquebalants de l'époque, traversèrent une de ces ruelles typiques et arrivèrent à leur destination tout mignons et presque blancs » (*El Espectador*, *Magazín Dominical*, 11 novembre 1973). Ces assimilations présentées comme naturelles reposent sur un double présupposé : d'une part, il existerait des territoires et des identités définis de façon indépendante les uns des autres ; d'autre part, il y aurait une parfaite correspondance (objective et subjective) entre ces identités et ces territoires. Il s'agit au contraire de se placer dans l'entre-deux, dans l'interaction entre le social et le spatial : les individus se noircissent dans leur association à un quartier ; un quartier se « ghettoïse » du fait des habitants qui l'habitent. Ces processus sont non seulement dynamiques et relationnels, mais l'adéquation entre logique spatiale et logique identitaire est loin d'être systématique.

2.3. Marronnages identitaires et territoriaux

En se plaçant au cœur des processus d'identification socio-spatiale, il s'agit de s'intéresser non plus aux identités et aux territoires étudiés de façon indépendante et successive, mais à leurs interactions, aux mécanismes de leur construction réciproque. C'est donc de la mise en situation elle-même que l'on partira, qui

¹ Totó la Momposina, *Pacantó*, MTM Ltda, 1999.

permet, dans un langage goffmanien, de rendre compte des mécanismes du couplage, flou et multiple, entre ordre structural et ordre des interactions, d'étudier la capacité des individus à évaluer leur environnement à la fois social et spatial, à définir simultanément l'autre et son territoire. En étudiant deux formes de « marronnage » contemporain, il s'agit de comprendre comment les mécanismes de gestion sociale des apparences raciales sont révélateurs de modes différentiels de production de normes sociales et de construction de l'espace.

La ville de Cartagena présente l'intérêt pour notre recherche de compter avec une minorité, les *palenqueros*¹, qui est entrée de façon directe dans la logique ouverte par la reconnaissance du multiculturalisme (plus exactement, il faudrait parler, non pas des *palenqueros* en général, mais d'une partie d'entre eux, cultivée, en pleine ascension sociale, se posant comme leurs représentants). Leur marronnage, pris au sens historique premier du terme, s'apparente à une mise à distance, autant spatiale qu'identitaire. Dans le contexte actuel, il prend la forme d'une transformation du stigmat racial en valorisation ethnique. Instrumentalisant leur passé de *cimarrones*, s'appropriant le mythe de Benkos Biohó², soulignant leur spécificité culturelle (langue, pratiques religieuses, organisation sociale), les *palenqueros* sont aujourd'hui, à Cartagena et sur la côte caraïbe colombienne, les uniques représentants de cette « ethnité noire » à laquelle de nouveaux droits (même minimes) sont accordés. Car ce processus de construction d'un acteur ethnique dans un nouveau paysage multiculturel passe aussi par l'exclusion de ceux qui ne peuvent exhiber la nouvelle identité noire, c'est-à-dire la quasi totalité des habitants de Cartagena, qui ne se reconnaît pas dans le discours *palenquero*.

Les « entrepreneurs ethniques » *palenqueros* ont été confrontés à l'expérience urbaine : c'est de leur rencontre de l'autre et de leur apprentissage d'un mode de vie caractérisé par des relations multiples et partielles, que naît leur affirmation d'une spécificité culturelle. Mais cette expérience du pluralisme et de la fluidité des identifications laisse place à la construction d'un territoire mythique, le village de Palenque de San Basilio, terre africaine de la région Caraïbe, suffisamment symbolique pour constituer une ressource idéologique mobilisable, suffisamment objectif pour légitimer l'émergence d'un acteur ethnique. La référence à ce territoire tout à la fois imaginaire et réel agit alors comme une

¹ Habitants de Palenque de San Basilio, village de *cimarrones* (esclaves marrons) à quelques kilomètres de Cartagena, aujourd'hui présenté comme le « premier village libre d'Amérique » suite à un accord de non agression passé entre la couronne espagnole et ses habitants en 1713 (Arrazola, 1970).

² Roi africain qui aurait pris la tête des soulèvements d'esclaves et aurait fondé Palenque de San Basilio.

ressource mobilisée dans le processus de construction identitaire et contribue à la formation d'une « identité ethnique » telle que la revendiquent les leaders *palenqueros* de Cartagena.

D'une certaine façon, c'est la population de Cartagena dans son ensemble qui sort doublement discriminée du fait de l'émergence de cette nouvelle barrière ethnique : une première fois par son exclusion de la citoyenneté effective, une deuxième fois par son exclusion du droit à la différence. Une première fois parce qu'elle est noire, une deuxième fois parce qu'elle n'est pas assez noire. Plus encore : l'association du principe démocratique d'égalité à l'affirmation récente du multiculturalisme prive finalement la majorité de la population de toute possibilité de revendication identitaire. D'où le paradoxe : le demi-succès de l'égalitarisme républicain explique sans doute le demi-échec de la discrimination positive. Car l'obsession de la différence, l'instrumentalisation du multiculturalisme, l'affirmation de l'ethnicité, produisent aussi l'exclusion de qui ne peut décliner l'identité montrée en exemple.

Les célébrations contemporaines du *cabildo* actualisent une tradition de marronnage moins connue, car moins violente et moins visible, qui ne prend ni la forme d'une appropriation communautaire de l'espace urbain, ni celle d'une citadinité désincarnée. Les *cabildos* étaient, à l'époque coloniale, des espaces réservés aux esclaves qui, le temps d'une journée, délaissaient leur travail pour revêtir les habits du maître, faire la fête, écouter leurs musiques, danser en toute liberté, pratiquer leurs cultes religieux. Au milieu des années 1980, un groupe d'habitants de Getsemaní, quartier présenté comme celui des esclaves et des artisans mulâtres, décide de réactualiser la tradition des *cabildos* en organisant des défilés et spectacles. En choisissant la date du 11 novembre pour ses célébrations, le *cabildo* vise à redonner aux fêtes de novembre leur caractère populaire et leur authenticité perdus avec la mainmise du Concours National de Beauté et l'imposition d'intérêts venus de l'extérieur. Composé d'une quarantaine de groupes en 1998, le *cabildo* a défilé le long du Paseo Bolívar, l'un des axes de communication les plus importants de Cartagena, avant de rejoindre Getsemaní. Après avoir rendu hommage au dieu yoruba Oyá, il célèbre cette année-là la Ceiba, arbre au travers duquel les orishas communiqueraient avec les hommes, présenté comme un double symbole de l'Amérique et de l'Afrique par Nilda, reine du *cabildo*¹.

Le *cabildo* fut l'occasion d'un travail de compilation d'histoires orales des habitants du quartier de Getsemaní et de recherches sur les traditions festives et religieuses de la ville. La réappropriation de l'histoire accompagne un programme

¹ Présentation du *Cabildo* 1998 à la presse, restaurant *La Carbonera*, 22 octobre 1998.

d'éducation, de participation citoyenne, de construction de citoyenneté qui s'incarne dans le projet de « *Gimaní Cultural* ». Car, au milieu des années 1980, quand naissent simultanément le *cabildo* et l'association Gimaní, Getsemaní est un quartier dévasté, dont le déclin économique, social et même architectural est d'autant plus visible que le reste de la ville historique connaît, lui, une réhabilitation et un dynamisme liés au développement touristique et à l'arrivée de nouveaux habitants. Dans le projet de l'association Gimaní Cultural, le refus de la stigmatisation raciale et du déclin socio-économique donne naissance à une véritable proposition politique de réinvestissement de la ville. À partir de l'organisation d'événements « civico-culturels », il s'agit de favoriser une participation citoyenne qui passe par la récupération et le développement de « valeurs civiques festives dans la ville » (Fundación Gimaní Cultural, 1997 : 4).

Pour Nilda, leader associatif, qui veut transformer les défilés du *cabildo* en carnaval, la mise en valeur de l'héritage africain ne signifie pas un repli communautaire, incarné selon elle par l'exemple des *palenqueros*, mais appelle au contraire à un élargissement de la participation populaire, où l'identification raciale prend la forme de la référence à la Caraïbe : « Les *palenqueros* veulent conserver leur race pure, ils ne se mélangent pas (...). Nous sommes plus ouverts. Notre ville, c'est le coin de la rue et le coin de la rue, c'est la Caraïbe, avec tous ses mélanges (...). Nous voulons impliquer toute la ville, c'est un espace de participation. Le *cabildo* est le canal d'expression d'un peuple caraïbe. Cartagena est la seule ville où il n'est pas besoin de se dire caribéen pour l'être »¹.

Ici la ville semble convoquée pour donner à voir, et à vivre, une identité multiple – caribéenne – sans exclusion. La relation avec celui qui est différent n'est pas un cas particulier ou extraordinaire ; elle fait partie des interactions quotidiennes communes, elle est l'incarnation même de la question du lien démocratique (Martucelli, 1999 : 447), elle révèle les vertus propres à l'entrée dans l'urbanité et la citoyenneté. La ville, parce qu'elle oblige à la confrontation et à la coexistence sur un même territoire, rend compte des mécanismes à l'œuvre dans l'identification de soi et d'autrui ; en même temps, la gestion quotidienne de la différence participe elle-même à la production des espaces urbains, dans un mouvement de va-et-vient entre identification et territorialisation. « Toute systématisation du principe de discrimination positive qui tendrait à établir qu'un espace juste est un espace approprié aboutit à nier deux fondements de la ville et de l'urbanité : la coprésence et ses conséquences (les deux formes du droit de visite – l'intrusion et le

¹ Entretien, 7 janvier 1998.

sens commun –) et la mobilité » (Joseph, 1995 : 35). Plus que comme un échec, le faible développement du multiculturalisme à Cartagena peut être perçu comme la conséquence de la prégnance de processus d'identification situationnels et interactionnels, à travers lesquels les habitants de Cartagena construisent simultanément leur droit à la citoyenneté et leur droit à la différence – et à l'indifférence –. Qualifiant en situation les passants et leur environnement, ils font du contrôle du face-à-face avec autrui une forme de mise à l'épreuve du lien démocratique à l'échelle micro-sociale et une étape vers la revendication citoyenne.

3. TUMACO : UNE VILLE À LA RECHERCHE DE SON IDENTITÉ

Marquée par la marginalité, la pauvreté, l'insalubrité et l'analphabétisme, sous-développée au regard même des normes du pays, la ville de Tumaco n'en est pas moins, pour les habitants de cette partie sud du littoral pacifique, la façade de la modernité, le pôle d'activité économique, du marché du travail, de l'offre en éducation et en santé qui n'existe pas en milieu rural, des échanges commerciaux intenses, de possibilités de départ ou d'arrivée. De nombreux habitants dénoncent, en filigrane ou explicitement, l'abandon de la ville et de la région par les gouvernements national et départemental, comme portant la marque d'une discrimination à l'égard d'une population en majorité noire, qui n'aurait pas accès aux bénéfices de la modernisation et de la croissance économique qu'a connues le pays depuis une trentaine d'années, à cause d'un racisme non déclaré. Tumaco, ville noire abandonnée par le gouvernement, se retrouverait « orpheline du pouvoir » (Hinestroza, 1993) au point même de rechercher d'autres attaches du côté de l'Équateur (menaces séparatistes récurrentes depuis plus d'un siècle).

L'histoire de la ville et de son développement somme toute récent (XIX^e siècle) nous permettra de mieux comprendre qui sont les acteurs sociaux qui se sont engagés dans la construction de l'espace urbain. À travers les modalités de répartition et d'éventuelle ségrégation des espaces résidentiels mais aussi des espaces publics et de leur usage, on pourra alors évaluer le rôle joué par la dimension socio-raciale dans l'organisation urbaine. Enfin, on s'interrogera sur le renouveau identitaire noir des années 1990 et son rapport à la ville empreint de contradictions : en effet, l'identité noire reconnue et fondée – légalement – sur l'appropriation territoriale rurale, serait en quelque sorte déniée aux urbains, alors qu'elle est largement portée et diffusée par ceux-ci, qui sont mieux scolarisés et intégrés aux réseaux nationaux et internationaux des mouvements noirs.

3.1. Les acteurs de la construction de l'espace urbain

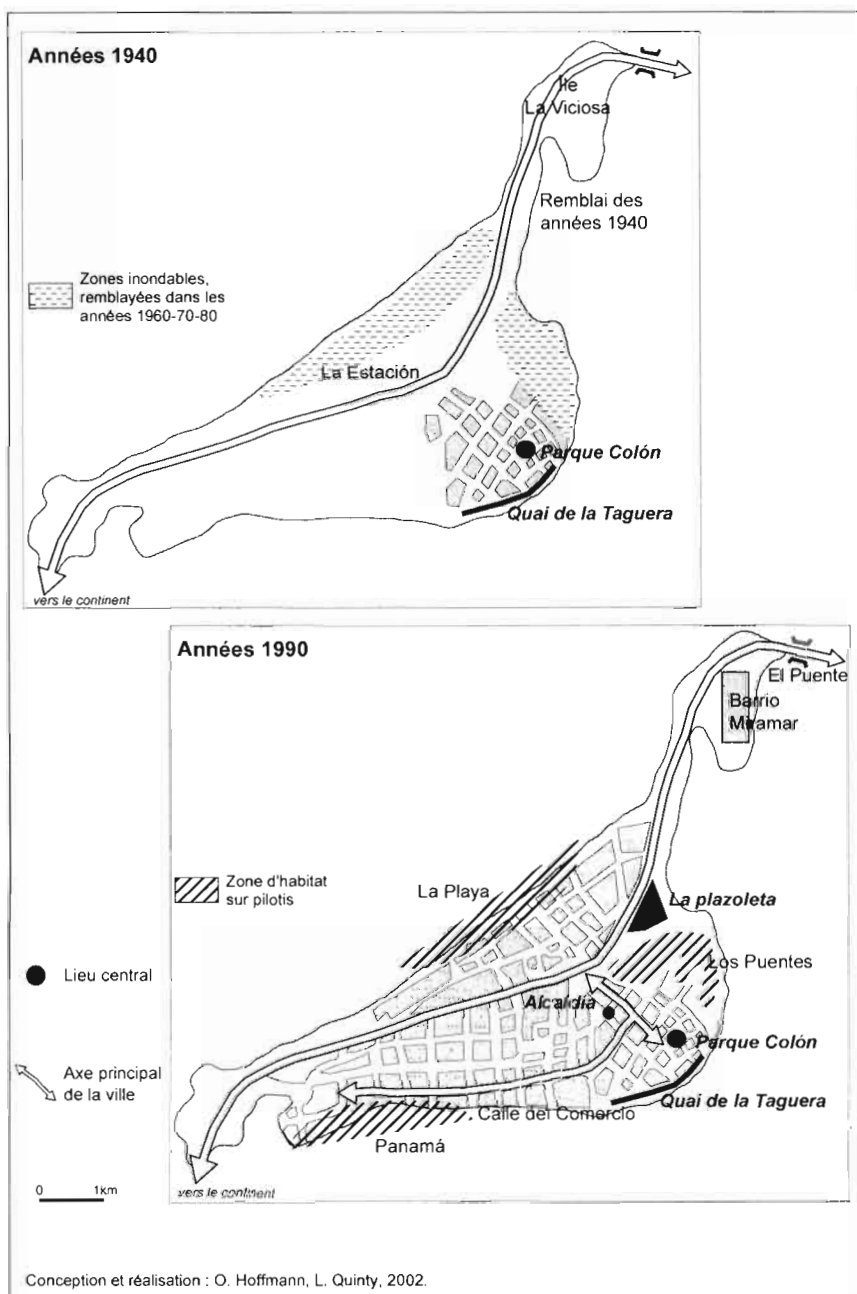
L'histoire récente de Tumaco est rythmée par des désastres ou des événements violents qui restent dans la mémoire de la ville : l'incendie de 1947, le raz-de-marée de 1979, une grande manifestation de révolte populaire connue comme « le Tumacazo » en 1988, ont marqué des ruptures dans les dynamiques économiques et démographiques de la ville et de sa région.

Originellement petit bourg côtier sans importance économique, peuplé essentiellement de natifs noirs et d'une poignée de commerçants et fonctionnaires blancs, Tumaco s'affirme comme port et centre d'activité régional au début du XX^e. L'exportation de produits forestiers (caoutchouc, *corozo* ou « ivoire végétal ») récoltés par les natifs et vendus par les négociants, attire une population étrangère (essentiellement Italiens, Allemands, Français) qui construit la ville à son image : à proximité des quais, autour d'une place centrale flanquée de l'église, du palais municipal, de la douane et plus tard de l'office notarial, les grandes familles blanches construisent leurs demeures et leurs maisons commerciales. Les noirs habitent aux alentours et dans les interstices de la ville, entre les villas des blancs. Dans les années 1930, les descriptions présentent Tumaco comme la métropole du sud, un port ouvert sur l'étranger, une ville moderne (voirie, électricité), lettrée (plusieurs écoles), riche en commerces et maisons de négoce, avec un début d'activité de manufacture (fabrique de boutons dans le quartier de la Taguera) (Merizalde, 1921 ; Minaudier, 1992 ; Restrepo, 1999a).

La faillite du modèle d'extraction-exportation de produits naturels, concurrencés par les dérivés du pétrole, affaiblit les élites commerçantes à partir des années 1940. Le terrible incendie de 1947, qui ravage la ville, accélère leur perte. Beaucoup se replient sur les villes de l'intérieur et quittent définitivement Tumaco. Les lieux forts qui structuraient la ville et symbolisaient les pouvoirs administratif, politique et religieux ont disparu dans les flammes (cathédrale, palais municipal, notaire et justice, résidences autour de la place Colón). Autour de la place Colón, seule la cathédrale est rebâtie, alors que la mairie est transférée dans la rue principale et les maisons des grandes familles reconstruites sans les luxes d'antan. Malgré plusieurs projets¹ et quelques quartiers reconstruits, aucun programme global de reconstruction urbaine n'est réalisé. La ville s'enfonce dans le marasme économique,

¹ Dont certains fort ambitieux, comme le Plan de Reconstruction Urbaine auquel participa Le Corbusier et un groupe d'experts nationaux, et auquel on doit l'urbanisation de l'île du Morro (Álvarez, 1999 : 200).

Carte 4.3 – Le centre de Tumaco dans les années 1940 et 1990



jusqu'au début des années 1970 lorsqu'un vaste projet d'industrialisation se développe autour des activités forestières et de transport maritime. Mais le répit sera de courte durée. L'un et l'autre secteur d'activité, après avoir employé une abondante main-d'œuvre urbaine, périclitent à la fin des années 1970, pour des raisons diverses mais convergentes (modification de la législation forestière qui restreint l'exploitation, concurrence du port de Buenaventura pour le fret, mauvaise gestion du port, envasement). L'amorce de prolétariat urbain noir qui s'était formé à cette occasion, après une forte mobilisation populaire en 1977 – avec l'appui des syndicats et de quelques universitaires de l'intérieur – disparaît de la scène politique et même économique.

Dans le même temps, la croissance urbaine est alimentée par les migrations rurales de proximité. Malgré le délabrement unanimement dénoncé, la ville reste la seule fenêtre ouverte sur un possible progrès pour l'essentiel d'une population rurale aspirant à un meilleur avenir (santé et éducation des enfants). La ville s'agrandit sur ses marges marécageuses ou sableuses, face à l'océan. La population urbaine, qui avait doublé entre 1950 et 1964, est encore multipliée par deux entre 1964 et 1985, pour atteindre environ 50 000 habitants en 1985 et 77 000 en 1998.

À partir de la fin des années 1980, le gouvernement commence à investir dans des projets de développement régional pour le Pacifique. Le rôle de la ville comme porteur de modernité y est affirmé et les grands programmes Pladeicop (années 1980), puis *Plan Pacífico* (années 1990), ont des volets d'aménagement urbain. À Tumaco, ils concernent principalement les réseaux d'assainissement et d'électricité (l'interconnexion avec le réseau national ne se fera qu'en 1994), la voirie (le centre est enfin goudronné en 1984), les infrastructures éducatives et sanitaires. De plus, deux programmes importants tentent de réorienter le développement urbain vers le continent (Álvarez, 1999).

En un demi-siècle (1940-1990), Tumaco est devenue la troisième ville du Pacifique après Buenaventura et Quibdó, une ville dont la structure a été profondément bouleversée (carte 4.3). Les disparités socio-économiques se traduisent désormais dans l'espace urbain par la prolifération des quartiers d'invasion bâtis dans un enchevêtrement labyrinthe de maisons en bois sur pilotis, sans installation sanitaire ni réseaux légaux d'électricité, sur les espaces marécageux pris sur la mer, largement stigmatisés par les habitants du centre, qui y voient des foyer d'insécurité et de délinquance (Restrepo 1999b)¹. À l'opposé, à l'extrême nord de l'île, un quartier riche se développe autour de l'ancien quartier des

¹ En 1998 (PODM, 1998), on évaluait à 26 % de la population urbaine la proportion qui n'avait pas de logement en propriété (*vivienda propia*), et à 6 000 le déficit de logements dans l'aire urbaine (environ 200 hectares de sol urbanisable).

cadres des scieries – Miramar –, où sont construites de vastes demeures, parfois d'un luxe ahurissant lié sans doute au trafic de drogue en pleine croissance. Le centre-ville a lui-même beaucoup changé. La place Colón, symbole d'une hégémonie blanche désormais dépassée, est délaissée, voire abandonnée, en tous les cas « ex-centrée ». Les centres d'activités – surtout commerciales – se sont déplacés vers un noyau urbain quadrillé par des rues assez larges et bordées de maisons habitées par la classe moyenne, blancs – minoritaires – et noirs confondus. La mairie, assiégée en permanence par la foule des administrés, est le carrefour de la circulation et des mobilités quotidiennes.

Tableau 4.3 – Résumé de la construction de l'espace urbain à Tumaco

Périodes	Fin XIX ^e à 1949	Années 1950 à 1970	Années 1980	Années 1990	Actuel
Événements marquants	Raz-de-marée 1906 Incendie 1947-49	Raz-de-marée 1979	«Tumacazo» 1988	Infrastructures 1994-96	Amplification du conflit armé : guérilla, milices paramilitaires
Évolution des structures urbaines	Place Colón	Quartiers de reconstruction, le centre quadrillé, premiers quartiers lacustres	Invasions et quartiers lacustres. Premier projet Ciudadela	Infrastructures collectives, Deuxième étape de La Ciudadela	Quartier Miramar, visibilité de l'économie de la drogue
Acteurs du développement urbain	Négociants blancs et construction d'une ville « moderne » pour l'époque	L'État et les grands projets de modernisation économique L'abandon urbain	Début des politiques urbaines	Décentralisation, programmes de développement régional (Plan Pacífico, PBP)	
Phénomènes de migration	Hégémonie blanche	Départ des blancs et immigration rurale	Immigration rurale vers Tumaco et émigration extérieure au municipale	Augmentation de l'immigration <i>paisa</i>	
Population urbaine (recensements DANE)		12 700 en 1951* 25 150 en 1964*	44 800 en 1973* 48 600 en 1985*	71 000 en 1993*	76 800 en 1998**
Taux d'urbanisation dans le municipio		30 % en 1951* 38,3 % en 1964*	51,3 % en 1973* 49,8 % en 1985*	54,6 % en 1993*	52 % en 1998**
Activités économiques	Extraction, négoce, exportation	Bois, Port	Années de crise Premières cultures de coca	Administration, Palmiculture Élevage de crevettes	Palmiculture, Extension des cultures et du trafic de coca

Sources : * Recensements DANE , ** Projection Oficina de Plantación municipal, Plan operativo de desarrollo municipal, Municipio Tumaco, 1998.

Tumaco a été construite sur et pour la mer, pour le trafic maritime, par une classe de négociants souvent étrangers et cosmopolites, qui y importèrent un modèle de ville conforme à leurs besoins. Les désastres (incendies, raz-de-marée), la ruine des activités d'extraction et d'exportation, l'échec des tentatives

d'industrialisation, liés à l'abandon persistant des autorités centrales envers ce bout du monde, en ont fini avec les anciennes marques territoriales qui rappelaient les origines « étrangères » (blanches) de Tumaco (tableau 4.3). Les dynamiques urbaines récentes s'accompagnent d'un basculement du centre de gravité de la ville, qui se tourne vers le continent au détriment de son « arrière-pays » fluvial et maritime (les villages des rivières). L'abandon institutionnel correspond clairement au départ des « grands blancs » et à l'arrêt des investissements économiques dans la région. Tumaco devient « ville noire » à mesure qu'elle s'appauvrit. La dégradation urbaine a été telle que la population locale – noire et métisse¹ – s'est rebellée à plusieurs reprises : lors des grèves de 1977 pour protester contre la fermeture des scieries, avec le « Tumacazo » en 1988 ou plus récemment, en 1994, lors de grandes manifestations contre l'état déplorable du système d'adduction d'eau potable. À chaque fois, les dénonciations de « l'abandon institutionnel » mentionnent plus ou moins explicitement la discrimination raciale dont souffriraient Tumaco et sa population « native ». Les paragraphes qui suivent cherchent à comprendre comment s'exprime, dans l'espace urbain, cette dimension socio-raciale qui marque l'identité de Tumaco.

3.2. Ségrégation spatiale et investissement dans l'espace

Dans le Tumaco d'aujourd'hui, on ne peut pas parler de ségrégation raciale sur le plan résidentiel, même si les pratiques ségrégatives, elles, existent bel et bien. Il n'existe pas de « quartiers noirs » ni de « colonies » blanches, mais aucun blanc n'habite les quartiers pauvres, et peu de noirs le quartier « chic » de Miramar. De plus, deux processus convergent pour alimenter chez les habitants des quartiers populaires un sentiment de profonde discrimination : la spécialisation des activités, associées chacune à des groupes socio-raciaux ou d'origines différenciées, et la forte ségrégation socio-économique qui, sans se superposer strictement aux clivages socio-raciaux, entretient toutefois les barrières entre les groupes.

Malgré l'absence de marquage spatial résidentiel, les groupes socio-ethniques sont clairement identifiés dans la ville. Les « non natifs » – euphémisme pour « blancs » – sont souvent désignés globalement par le générique *paisa*². Mais très vite les différences apparaissent en fonction des activités. Les « vrais *paisas* »,

¹ Le terme « métis » n'est pas employé localement. Il est ici utilisé en référence aux blancs restés sur place après les faillites des années 1950-60, et qui ont fréquemment établi des alliances avec les habitants « natifs », noirs. Ils se perçoivent eux-mêmes « *tumaqueños* », parfois « *mulatos* » ou « *blancos* », selon les contextes.

² Voir la définition du terme en annexe 4 ; à Tumaco l'appellation *paisa* s'étend à l'ensemble des immigrants blancs de l'intérieur du pays.

originaires d'Antioquia, tendent à se spécialiser dans le commerce de détail (alimentation, vêtements, droguerie, vente de matériaux, etc.) ; ils occupent le centre commerçant, autant pour leurs résidences que pour leurs activités. Les descendants des négociants d'origine étrangère ou de l'intérieur du pays mais installés depuis plusieurs générations à Tumaco ont plutôt investi dans la pêche et le commerce du poisson (gros et détail), le long des quais. Ils habitent de belles maisons, dans le centre. Les *pastuzos* ou *serranos*, originaires de la *sierra* voisine, composent l'essentiel de l'appareil technique et administrativo-politique de la ville, sans occuper de niche résidentielle spécifique. Enfin, les *vallunos* (du département de Valle del Cauca et de sa capitale Cali) ont investi le champ économique agro-industriel depuis les années 1970-80, sans pour autant résider de façon permanente à Tumaco. Ensemble, ils constituent au plus 8 % de la population urbaine mais contrôlent l'essentiel des leviers du développement politique et économique de la ville (estimation donnée par l'Épiscopat). En revanche, le marché et les rues adjacentes sont presque entièrement investis par le petit commerce local, souvent de simples étals branlants mal approvisionnés, tenus par des femmes de Tumaco ou des environs, beaucoup d'entre elles venant des rivières. Et dans les quartiers périphériques, les commerces (alimentaires pour la plupart) sont encore aux mains des populations natives noires, même si les *paisas* commencent à investir de plus en plus loin du centre.

Au-delà de la résidence et des zones d'activités, les modalités d'usage quotidien des espaces diffèrent selon les groupes sociaux. Dans les espaces privés, les types d'habitat renseignent aisément sur la classe socio-économique, comme partout, mais aussi sur l'identité culturelle et l'origine rurale ou urbaine de ses habitants : présence et importance de l'arrière-cour, distribution des espaces masculins et féminins, ouverts et fermés (Mosquera, 1993 ; Álvarez, 1999). Les espaces domestiques, même s'ils peuvent être voisins, sont ainsi clairement différenciés et relativement hermétiques, comme l'indique le dicton local : « *a casa de paisa, negro por fuera* »¹.

D'autres espaces privés fonctionnent ou ont fonctionné séparément, non plus au niveau individuel ou familial mais comme des lieux de ségrégation ouverte qui entretiennent la mise à distance entre les « collectifs » racialement différenciés. Ainsi des clubs ou lieux de loisirs et sociabilité. Le premier « salon » (Salon Nariño) était explicitement fermé aux noirs jusqu'aux années 1940 et consacré à des *tertulias* et jeux de société entre gens de bien (« *señores de bien* »). Le « club privé » qui lui a succédé (Club Tropical), bien que fondé sur l'actionnariat, était tout aussi fermé

¹ « un noir n'entre pas dans une maison de *paisa* ».

aux noirs. Tous deux étaient situés autour de la place Colón et de la Taguera, dont on a vu la fonction symbolique de représentation de la place de l'élite dans la ville. Plus tard les discothèques se multiplièrent mais avec des clientèles séparées ; en 1975 encore, l'une d'elles interdit son entrée à un client noir accompagnant une femme blanche. Le client en question s'avéra être Willington Ortiz, footballeur de renommée nationale, et l'affaire fit du bruit. L'élite locale se retrouve aujourd'hui dans un « *club campestre* » où peuvent adhérer les noirs « s'ils en ont les moyens »¹.

Les espaces publics n'échappent pas à ces distinctions et appropriations séparées : le pont, qui chaque fin de semaine se transforme en gigantesque lieu de rumba (musique et danse), est accaparé par les jeunes noirs dans sa partie nord, par les *paisas* dans sa partie sud. Ces derniers expliquent que l'extrémité nord est « plus dangereuse », là où il y a « trop de noirs ». La plage du Morro, lieu de détente prisé par la jeunesse locale en semaine, devient domaine exclusif des familles de touristes *paisas* et *pastuzos* en période de vacances scolaires. Un même espace acquiert des « qualités » et des sens différents dans le temps. Les habitants-usagers possèdent la compétence sociale pour décrypter les codes qui y sont associés (Cunin, 2001) et chacun connaît très bien les lieux et les heures où tel ou tel endroit sera « sien ». Ainsi la discrimination ne s'inscrit pas dans l'espace construit, mais dans l'espace pratiqué, dans l'usage que les différents acteurs, individuels et collectifs, en font.

Pour autant, malgré ces micro-ségrégations et ces stratégies d'évitement mutuel, la co-existence est plutôt faite de « convivialité distante », au moins dans la journée et dans les espaces publics. Les comportements spatiaux des uns et des autres sont plutôt à relier à leurs attentes respectives. Tant que les blancs avaient un « projet de vie » dans la ville, ils intervenaient directement sur son organisation politique et matérielle. Les premiers colons et leurs descendants, négociants pour la plupart, avaient investi dans la construction de la ville : lieux symboliques, ségrégation résidentielle, espaces privés séparés. Désormais, tout se passe comme si les blancs, tout en conservant et en entretenant leur domination économique et politique, n'investissaient plus l'espace urbain sur le plan symbolique, se bornant à en utiliser les éléments nécessaires à leur reproduction et expansion économique. On peut lire dans ces pratiques spatiales la différence entre les blancs installés depuis des générations, parfois appauvris et le plus souvent métissés, et les nouveaux venus qui ne font qu'exploiter les ressources locales, sans s'investir socialement ni symboliquement dans le local, sans se projeter dans un futur ancré dans la ville. C'est ce qui expliquerait l'absence apparente de

¹ Entretien avec un commerçant *paisa* de Tumaco, avril 2000.

ségrégation résidentielle : loin de signifier une absence de discrimination et de racisme, elle en serait au contraire l'expression la plus achevée. Aux yeux des *paisas*, l'espace local, et par extension la société locale, ne seraient même pas dignes d'intérêt, sauf sur le plan économique. Bien qu'habitant à Tumaco, leur espace de référence continue à être celui « de l'intérieur », et c'est là-bas qu'ils investissent dans des objets ou des pratiques ostentatoires, qu'ils entretiennent leurs réseaux d'alliance, qu'ils entrent dans la compétition sociale « entre pairs ». La ville d'origine représente « une base », « la sécurité », « l'avenir des enfants » (frères *paisas* arrivés entre 1985 et 1990). Avant, « quand on réussissait, on allait vivre à Cali et, de là, on administrait ». Désormais, la crise aidant, il est tout aussi difficile d'investir à Cali et « on reste ici » un peu plus qu'auparavant¹. Ce qui d'ailleurs commence à se voir dans l'espace urbain avec des investissements somptueux dans le nouveau quartier Miramar, confirmant ainsi notre hypothèse.

La ville est un espace de production et reproduction sociales pour ses habitants natifs (noirs, métis ou blancs confondus), alors que pour les nouvelles élites – blanches – il y a dissociation entre lieu d'accumulation économique et lieu d'investissement social. Il n'y aurait donc pas de problèmes de frontières ou d'exclusion spatiale dans la ville, puisque la compétition se joue ailleurs, à une autre échelle. On ne trouve pas ici d'expression de la « lutte des lieux »² telle qu'elle est constatée dans de nombreuses villes américaines où chaque groupe social est associé à des quartiers ou des espaces précis. À Tumaco, l'affichage de la position de pouvoir/subordination dans la société locale ne passe pas principalement par un marquage spatial résidentiel, mais plutôt par les modes d'usage de l'espace.

3.3. Le débat politique : la dimension ethnico-raciale en ville et en milieu rural

Les manifestations collectives urbaines des années 1980 se sont faites sur le thème du respect d'une identité locale, *tumaqueña*, opposable aux impositions venues « du centre », alternativement qualifié de *pastuzo*, *andino* ou *serrano* (Hoffmann, 1999b). Le passage de « l'identité locale » à « l'identité noire » est plus tardif, et directement lié à l'évolution des discours globaux qui reconnaissent une spécificité aux « communautés noires », au sein de la Nation, à partir des années 1990. Avec l'émergence d'un discours identitaire qui s'appuie sur la nouvelle Constitution et la Loi 70 de 1993, l'ethnicité noire se définit par l'appartenance à un

¹ Entretien avec un commerçant *paisa* de Tumaco, avril 2000.

² L'expression est de Raúl Villa, dans un travail sur Los Angeles (Monnet, 2001).

territoire et à un groupe délimité par son ancrage spatial, et par le respect des pratiques traditionnelles qui modelèrent l'espace rural et qui en justifient aujourd'hui la propriété (collective dans ce cas). Fondé sur des préoccupations urgentes et fondamentales – garantir la sécurité foncière des communautés rurales – ce discours enferme l'ethnicité noire dans sa seule dimension rurale et territoriale. Il est dès lors inaccessible aux urbains, qui composent la majorité de la population noire colombienne et la moitié de la population du municipe de Tumaco. Sans territoire ni « ancestralité » avérée, ceux-ci ne peuvent se prévaloir d'une ethnicité noire telle qu'elle se construit dans les sphères politiques, académiques et non gouvernementales, qui se concentrent sur les processus liés à la Loi 70.

Avant même la Loi 70, les citoyens avaient eux aussi développé un discours ethnique, sans toujours lui donner ce nom, autour notamment de revendications et de pratiques culturelles spécifiques (danse, théâtre, musique). Particulièrement actif à Tumaco (Aristizabal, 1998 ; Agier, 2001), le « secteur culturel » s'est massivement investi dans la mobilisation identitaire des années 1990. Avec des attaches villageoises souvent proches dans leurs généalogies familiales, certains de ces citoyens assument la lourde tâche de diffuser et d'expliquer les nouvelles dispositions législatives à un monde rural encore très marginalisé. Capables de comprendre le nouveau langage juridique et de le traduire en ressources tangibles pour les paysans (l'accès au territoire), ils sont également en mesure de discuter avec les décideurs et de se transformer ainsi en médiateurs indispensables, en tant que dirigeants ou assesseurs des organisations paysannes et ethno-territoriales qui se multiplient à partir de 1993.

Avec l'intensification de la mobilisation dans toute la région, ces « intermédiaires ethniques » occupent maintenant une place de plus en plus importante sur les scènes locale et régionale. Et la complexité des dossiers à gérer impliquant une certaine professionnalisation, ils deviennent de véritables « entrepreneurs », qui dépendent de leur office de médiateur pour leur survie économique, sociale et politique. Ce secteur urbain s'agrandit de jour en jour et aspire à peser sur les orientations globales prises par la société dont il est issu. Autrement dit, les entrepreneurs ethniques se transforment en interlocuteurs politiques et revendiquent à ce titre un droit de parole qui concerne « les affaires de la cité », y incluant évidemment les affaires de la ville. Si l'ethnicité s'est construite en référence à la campagne et au territoire, seul lieu où, comme nous l'avons dit plus haut, « le modèle ethnique » fonctionne, elle légitime désormais des acteurs sociaux et politiques strictement urbains. La recomposition du paysage politique urbain se fait à partir d'une reconnaissance acquise en milieu rural. On voit même des militants du mouvement noir écartés des équipes dirigeantes en raison d'une absence de

« racines rurales » suffisamment proches pour avaliser leurs pratiques politiques. La ville suscite ainsi la mythification d'un monde rural tenu comme source de l'identité ethnique, qui s'accompagne d'une survalorisation de la tradition et des « coutumes rurales » que les urbains redécouvrent et codifient selon leurs besoins. On retrouve là des processus communs à d'autres situations analysées plus haut à propos du Palenque de San Basilio, à Cartagena. À défaut de territoire, la mémoire du territoire fournit la base identitaire indispensable aux individus et aux groupes qui se réclament de l'ethnicité noire dans leurs activités publiques et politiques. Les origines rurales, en fournissant en quelque sorte un accès symbolique au territoire, seraient seules garantes de « l'ancestralité », qui conditionne à son tour l'identité ethnique. Et celle-ci peut alors se valoriser sur le marché politique urbain (partis, associations, etc.).

Au-delà de ce que l'on pourrait à tort interpréter comme une simple instrumentalisation, l'introduction de la problématique ethnique oblige les appareils administratifs et politiques à revoir leurs programmes, leurs discours et leurs modes de recrutement. La ré-appropriation de la ville par les natifs, dont on a vu les composantes démographiques et culturelles, passe désormais par la politique et la construction d'une « légitimité noire » opposable aux « autres » (blancs, *pastuzos*, *vallunos*, *serranos*, *paisas*). On assiste à un transfert de la problématique ethnique noire du rural vers la ville, sans que, jusqu'à aujourd'hui, il ait donné lieu à des reconstructions des discours. Ceux-ci s'élaborent dans la « douleur existentielle » (« *el dolor del Ser negro* », Grueso *et alii*, 2001) expérimentée par de nombreux individus qui « cherchent leur place » en dehors des schémas réducteurs d'ethnicité légalement institués. Devant l'impasse de l'ethnicité noire enfermée dans sa dimension rurale et territoriale, ils recherchent du côté de la dimension raciale et politique ce qui ferait la « spécificité » des populations noires : le fait d'être de couleur noire (phénotype) et donc exposé à la discrimination quotidienne et institutionnelle, et le fait d'appartenir à un collectif historiquement marginalisé par les autorités gouvernementales, à tous les niveaux. La définition de « l'Être noir » relèverait dès lors de l'altérité dans la subordination ou la révolte, du rapport à l'autre et à la société, et non pas de l'identité fondatrice propre à une « culture afrocolombienne » immanente.

Les nouveaux enjeux identitaires, pour les noirs, sont clairement urbains¹. Mais peut-être n'ont-ils jamais cessé de l'être ? À propos des esclaves marrons rebelles de la vallée du

¹ Rappelons qu'on estime en 2000 à 68 % le taux d'urbanisation de la population noire, valeur très légèrement inférieure à la moyenne nationale qui est de 71 % (Urrea *et alii*, 2002).

Patia au XVIII^e siècle, Zuluaga conclut : « on pourrait dire que l'impetu libertaire de la population de couleur est toujours associé à la constitution de nouveaux quartiers urbains ou semi-urbains » (1994 : 251). Et la ville a toujours constitué le refuge par excellence des noirs qui, à défaut de territoires stables et reconnus, savaient s'y construire des « lieux » intimes, fussent-ils éphémères comme ces tavernes ou ces coins de rues investis certains soirs par les noirs dans le Lima du XVIII^e siècle : « un lieu où on est connu et reconnu, lieu protégé, lieu où se déroulent les échanges et les obligations réciproques » (Cucho, 1981 : 110). Le détour par le territoire rural était sans nul doute indispensable à la reconnaissance des noirs comme groupe ethnique par la société nationale. Nombreux sont les militants de la cause noire qui cherchent désormais en ville de nouvelles formes de territorialité, de légitimité et de citoyenneté.

4. CONCLUSION : PARADOXES, DIVERSITÉS ET CONSTANTES DE L'IDENTITÉ « NOIRE » EN COLOMBIE

Un élément assez paradoxal, au premier abord, ressort de la mise en parallèle des conclusions obtenues dans les trois contextes urbains. Dans le premier cas, à Cali, les données statistiques mènent au constat d'une cohérence d'ensemble entre l'auto-déclaration de la couleur de peau et la caractérisation phénotypique assignée par l'enquêteur ; d'où la conclusion que l'affirmation de l'identité individuelle se fait en liaison étroite avec les catégories raciales d'usage commun et en réaction à ce qu'elles véhiculent, délimitant de fait des « groupes » socio-raciaux aux frontières visibles. Or, à Cartagena, l'analyse anthropologique souligne le caractère situationnel, flou et multiple de l'usage des catégories raciales, témoignant du couplage des déterminations d'ordre structurel avec celles issues des interactions individuelles, voire de la primauté de ces dernières. Sans s'engager sur ce terrain, l'analyse de Tumaco privilégie une autre échelle, celle de la ville dans son ensemble, comme lieu pertinent de construction et de négociation identitaire. On peut certes y voir un effet propre des démarches méthodologiques suivies par le chercheur, chacun trouvant de fait ce qu'il a bien voulu chercher¹. Mais l'avantage de

¹ Renvoyer ces différents résultats aux seules approches méthodologiques adoptées (statistique, anthropologique ou historico-géographique) ne ferait qu'évacuer le problème. En effet on aurait tendance à dire que, alors que la statistique identifie et hiérarchise des déterminations par nature collectives, l'anthropologie pointe des acteurs individuels agissant dans l'irréductible variété des situations et des contextes sociaux. Pourtant, en miroir, la statistique se fonde sur des données strictement personnalisées et le plus souvent hors-contexte (ou dans le contexte très spécifique de l'enquête), alors que

la mise en perspective réside précisément dans ces croisements d'approches qui interdisent toute généralisation hâtive et obligent à considérer la diversité des mécanismes en jeu. Au regard des résultats énoncés, il nous faut bien admettre que coexistent des assignations extérieures apparemment indépassables – la couleur de la peau – et des négociations identitaires contextualisées, sous la maîtrise potentielle des acteurs eux-mêmes. L'identité raciale imposée (de phénotype « noir ») et l'affirmation identitaire, ethnique, raciale ou sociale négociée se combinent à des échelles sociales, spatiales et temporelles différentes et à des degrés variables selon les cas, laissant aux acteurs le soin de « composer », dans les deux sens du terme – comme on compose un tableau ou comme on compose avec l'adversité –, les différentes options en fonction des contraintes conjoncturelles ou structurelles ressenties (ou perçues par le chercheur au moment de l'observation). Au-delà de leur nature différente, la juxtaposition de certains résultats autorise, nous semble-t-il, à aller au-delà des contextes spécifiques des trois villes et des divergences disciplinaires et méthodologiques, pour proposer quelques clefs de lecture de la diversité des identités « noires » et de leur dynamique récente en Colombie et peut-être ailleurs.

Identités et territoires : les échelles de la relation

À travers la diversité des approches et des terrains, les travaux menés à Cali, Cartagena et Tumaco ont interrogé la notion de « territoire ethnique » : résultat à la fois d'un processus d'assignation identitaire (stigmatisation de l'autre) et territoriale (inscription dans des limites réifiées) qui ne sont pas nécessairement en correspondance directe, mais aussi d'un processus, interne au groupe cette fois, d'affirmation d'une différence et d'appropriation d'une partie de l'espace. Étudiant la diaspora antillaise en Grande-Bretagne, C. Chivallon (1995, 1997) questionne les significations multiples de l'espace d'un groupe migrant à un autre. Les Antillais semblent en effet se caractériser par une identité mobile et changeante, qui échapperait à la sédentarité et à la fixation territoriale. On peut se demander si ces observations ne s'appliquent pas à toute diaspora, à la diaspora noire américaine en tous cas (voir notamment les travaux de P. Gilroy (1993) sur la « Black Atlantique »). De fait, les travaux menés à Cali, Cartagena et Tumaco montrent bien la fluidité et la variabilité des liens territoriaux, elles-mêmes révélatrices

l'anthropologie étudie les relations, les liens sociaux, les collectivités plus ou moins formalisées dans leurs rapports réciproques. Les deux arguments sont valides, et l'on voit combien il serait vain de vouloir figer les deux approches dans une opposition irréductible.

d'identités à la fois en relation et en devenir. Dans le même temps, la référence à un territoire-racine, imaginaire plus que vécu, n'est pas absente chez les populations noires urbaines, de même que la diaspora construit des territoires mythiques (comme le montre, par exemple, la récurrence de discours comme ceux du rastafarisme ou des afrocentrismes). Cette territorialisation subjective, mobilisée comme fondement de la différence identitaire, s'incarne dans une relation d'opposition et de complémentarité rural/urbain, aussi bien dans le cas du Palenque de San Basilio à Cartagena que dans celui des territoires des communautés noires à Tumaco. Dans les deux cas, le territoire de référence est suffisamment objectif pour mobiliser et rassembler, suffisamment imaginaire pour ne pas figer et contraindre.

En règle générale, avec de notables exceptions (le quartier de Chambacú à Cartagena ou les quartiers précaires à Tumaco), les analyses relèvent l'absence de relation systématique et durable entre espaces urbains et identités socio-raciales ; cela n'implique pas pour autant, on l'a vu, une « indifférence » socio-raciale du milieu urbain. Les réseaux d'affinité, qui en ville se substituent aux sociabilités « organiques » prégnantes en milieu rural, intègrent la dimension socio-raciale en même temps que d'autres facteurs d'identification (parenté, classe sociale, etc.). Pour les migrants comme pour les natifs urbains, malgré leur mobilité résidentielle et de travail (chapitres 2 et 3), la ville se structure en espaces signifiants sur le plan ethnique. Mais plus que les espaces, les pratiques urbaines (circuits utilisés, fréquentation de certains lieux à certains moments, appropriation différenciée des espaces publics) informent sur les appartenances socio-raciales des acteurs. Le rapport au territoire n'est jamais neutre et il se réfère bien aux identifications assumées ou imposées, mais selon des modes qui n'ont rien de régulier ni de permanent, ni dans le temps ni dans l'espace. Les temporalités varient, on l'a vu, de la soirée ou de l'événement (le temps de la rumba, du carnaval) jusqu'à l'installation durable (le quartier de la ville) ou même, fût-ce sur le registre mythique, à « l'ancestralité » (le territoire originel). Liée à la temporalité, la diversité des échelles spatiales est également mise en évidence. L'identification ethnique prend son sens à Tumaco à l'échelle de la ville toute entière, qui apparaît comme l'unité où se joue le rapport à l'autre, où s'élabore une nouvelle « ethnicité noire ». À Cali en revanche, ce n'est pas au niveau de la ville mais à celui du quartier ou du district que s'articulent les dimensions socio-raciales, ethniques et citadines, que se donnent à voir des identifications sociales marquées dans le territoire urbain. À Cartagena, les identifications ethniques se gèrent plutôt dans des espaces apparemment partagés mais qui acquièrent, par les pratiques et les significations qu'en donnent les habitants, un sens social qu'il faut décrypter avant de l'interpréter en termes simples de ségrégation ou de brassage. On voit donc combien la relation

identité-territoire, loin de disparaître en milieu urbain, s'y exprime à des échelles et sous des modalités diverses, invalidant par là-même certains stéréotypes existants en matière de ségrégation urbaine ou au contraire de convivialité citadine. Ces conclusions répondent en partie aux questions posées en introduction : la ville produit de l'ethnicité dès lors que les conditions de vie en ville imposent ou suscitent des regroupements interprétés par les acteurs en termes ethniques : les « quartiers noirs » de Cali et les *palenqueros* de Cartagena en sont les exemples les plus frappants. À l'inverse, l'ethnicité nouvellement affirmée produit de la ville par les pratiques culturelles (la rumba à Tumaco ou Cali, le *cabildo* à Cartagena) ou politiques (les institutions urbaines spécialisées à Cali, le *cabildo* également à Cartagena) qu'elle instaure ou légitime. L'image de la ville s'en trouve modifiée, et avec elle la conception du « vivre ensemble » entre individus et groupes se réclamant d'identifications différentes.

Identités et citoyenneté : exclusion-inclusion

Des différents éclairages portés sur différents processus d'affirmation identitaire touchant la population afrocolombienne – le modèle proposé par la Loi 70 dans la région Pacifique d'abord, les trois contextes urbains ensuite – émerge un axe qui structure les variations de l'identité « noire » le long d'une opposition entre deux définitions apparemment inconciliables. D'un côté, le principe ethnico-territorial promu par la constitution, dont l'archétype est la « communauté noire » rurale (communautés du Pacifique, Palenque de San Basilio), postule que le lien ancestral à un territoire précisément délimité est l'unique critère d'inclusion ou d'exclusion. À l'autre extrémité, on voit émerger en milieu urbain, hors du cadre juridique précédent, différentes formes d'affirmation d'une identité afrocolombienne qui combinent les registres d'affiliation sociaux, culturels et politiques avec un point de départ commun : la perception d'une composante proprement raciale de la ségrégation résidentielle (marquage racial et stigmatisation des quartiers à forte concentration de population noire) et de l'exclusion socio-économique (discriminations dans l'accès au travail, à l'éducation, etc., inégalité des conditions de vie). L'assignation d'un « label ethnique » à certains espaces, pas seulement urbains et autant depuis l'intérieur (dénonciation du « ghetto ») que depuis l'extérieur (stigmatisation des *barrios* et *pueblos de negros*), est à la fois moteur et résultat d'une racialisation des relations sociales qui n'est pas récente et certainement pas produite principalement, comme le disent certains analystes, par l'institution officielle et juridique du multiculturalisme. On en trouve l'exemple aussi bien à Cali, dans le district d'Aguablanca, qu'à Cartagena, avec l'épisode de l'éradication de Chambacú et, dans une moindre mesure, l'image

raciale de Getsemaní, ou encore à Tumaco et dans la région Pacifique, avec le déficit historique d'intégration économique, politique et culturelle à la Nation et la perception globale de la ville et des « natifs » par les *paisas*.

Le fait que ce phénomène soit commun aux trois villes, et à bien d'autres contextes en Colombie et au-delà, ne doit pas occulter sa diversité, ni sa dynamique : aujourd'hui, la différenciation et l'identification ethnique passent, selon les espaces considérés et au sein même de leurs populations, par des modes opératoires distincts qui, loin d'être figés, sont en évolution rapide.

Ainsi à Cali, les perceptions de l'altérité et de la discrimination de la population noire varient selon les classes sociales. Très liées à la forte ségrégation résidentielle des couches les plus pauvres, interprétées alors comme une véritable exclusion territoriale sur une base socio-raciale, elles ne sont pas, au contraire, associées à l'espace résidentiel dans le cas de la classe moyenne noire et mulâtre, plus sensible en revanche aux discriminations sur le marché du travail, dans le système scolaire et les espaces urbains de circulation et de consommation. Que ces enjeux sociaux n'aient pas trouvé à s'exprimer au plan électoral – l'échec des candidats se réclamant du *Proceso de comunidades negras* aux dernières élections locales à Cali et dans le département en fait foi – n'empêche pas leur traduction politique par le mouvement associatif des quartiers et au sein des JAL (*Juntas de acción local*) en termes de définition des priorités d'action sociale et de répartition des dépenses publiques.

À Cartagena, les dimensions résidentielle et socio-économique de la discrimination raciale semblent relativement occultées par la prégnance réelle du métissage, mais aussi et surtout par son rôle de paradigme fondateur de l'identité culturelle et de l'image touristique de la ville (on pourrait analyser dans les mêmes termes l'image d'harmonie multiraciale que Cali met en avant lorsqu'elle s'affirme ville festive, capitale de la salsa). Mais les initiatives visant la reconnaissance et la valorisation des apports historiques et contemporains afrocolombiens au creuset culturel de la ville des Caraïbes (*palenqueros, cabildo*), au-delà des options identitaires plus ou moins radicales, voire excluantes, qui les caractérisent, portent en elles la subversion de l'ordre racial implicitement associé au modèle de « métissage » combinant intégration et discrimination promu par la classe dominante blanche. Une remise en cause qui ne restera sans doute pas longtemps cantonnée au terrain culturel.

Enfin Tumaco est sans doute l'exemple le plus significatif à la fois des contradictions et des perspectives sur lesquelles débouche la « voie multiculturaliste » dans laquelle s'engage le pays. L'introduction de la problématique ethnique, plus que dans les deux autres contextes à cause de la proximité d'un territoire rural directement concerné par la Loi 70, y participe d'une logique de

discrimination positive, certes, mais strictement liée à une définition rurale et territoriale de l'ethnicité noire qui exclut la population urbaine, d'ailleurs dans sa grande majorité d'origine rurale récente. Par ailleurs, l'histoire de la ville montre comment l'identité locale *tumaqueña* contemporaine n'intègre la majorité noire de la population native qu'au cours du processus de paupérisation de la ville et de sa région, et au prix d'une marginalisation socio-économique et politique durable ; ce sentiment d'exclusion devenant constitutif des identités « noires » régionales aussi bien rurale qu'urbaine.

La vision en perspective des trois contextes conduit à une dernière conclusion, cette fois de portée plus générale. S'il est acquis que l'existence, avérée ou perçue, d'une dimension raciale irréductible dans la segmentation résidentielle, économique, sociale et culturelle de la ville, est le support de constructions d'identités individuelles et collectives « racialisées », ces dernières ne sont pas pour autant, dans la plupart des cas, l'expression d'une crispation ethnique, d'un repli sur une communauté excluante. Dans le rapport multiple et complexe à la ville qui détermine les perceptions de l'altérité (aspiration d'accès aux biens, services et marchés urbains, pratiques d'usage résidentiel, économique et social de la ville, positionnement face aux pratiques sociales et spatiales de l'autre, etc.), l'affirmation d'une identité afrocolombienne participe au contraire d'une revendication de citoyenneté trop longtemps niée ou dévaluée pour cause d'identité différente, justement, mais jamais exposée ; juste retour des choses peut-on penser. Nous ne voyons pas en tout cas, dans ce processus, de contradiction entre le principe citoyen universel et la réaffirmation d'un particularisme ethnique, mais bien au contraire une tension créatrice, dans le sens où cette nouvelle vision nous contraint à renouveler notre mode de compréhension du monde. La ville est à cet égard un « laboratoire » éclairant, si l'on suit I. Joseph : « C'est au cœur même de la tension entre proximité spatiale et distance sociale et ethnique qu'elle [la ville] fait travailler le lieu commun. Les villes ne sont ni des dispositifs d'assimilation, ni des opérateurs d'intégration. Au contraire, elles produisent de la dissimilarité, de la ségrégation et de l'exclusion. Simplement, par la visibilité qu'elles imposent à ces processus de mise à distance et par le fait que les seuils qu'elles fabriquent sont exposés, elles dramatisent la question de l'égalité d'accès, de l'appartenance communautaire et de la citoyenneté : elles passent ces notions au crible de la critique publique, elles multiplient les médiateurs et les médiations » (Joseph, 1994 : 7).

Aujourd'hui, du point de vue des leaders du mouvement noir, le combat pour la reconnaissance ethnique se joue en ville, c'est-à-dire là où il n'y a pas de relation évidente identité-territoire, là où chacun se définit par ses propres pratiques, sans définition exogène stable ni « communauté » instituée par l'État ou les législations

(comme l'INCORA et la Loi 70 en milieu rural). Pour les décideurs chargés de concevoir les politiques publiques, la ville oblige à imaginer de nouveaux modes de gestion de la différence, revendiquée sous l'angle d'une compétition plus égalitaire autour de l'espace urbain et de ses ressources (emploi, logement, loisirs, services). Tant les acteurs sociaux que les institutions recherchent désormais une nouvelle définition de l'être-en-ville, où la reconnaissance de l'ethnicité et de la dimension raciale se combinerait à des revendications citoyennes plus globales et partagées par l'ensemble de la population (demande de plus grande participation politique, exigence de respect, dignité, etc.).

BIBLIOGRAPHIE¹

- Agier M., 1999, *L'invention de la ville*, Paris, Éd. des Archives Contemporaines.
- Barth F., 1995, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in *Théories de l'ethnicité*, Poutignat Ph., Streiff-Fenart J., Paris, PUF, p. 203-249.
- Brun J., Rhein C. (dir.), 1994, *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan.
- Chapoulie J.M., 2001, *La tradition sociologique de Chicago : 1862-1961*, Paris, Le Seuil.
- Chivallon C., 1995, « Les espaces de la diaspora antillaise au Royaume-Uni. Limites des concepts socio-anthropologiques », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 68-69, p. 198-210.
- Chivallon C., 1997, « Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise », *Cahiers d'Études Africaines*, XXXVLL (4), n° 148, p. 767-794.
- Cuche D., 1981, *Pérou Nègre*, Paris, L'Harmattan.
- Gilroy P., 1993, *The Black Atlantic. Modernity and Double Consciousness*, London, Verso.
- Hannerz U., 1980, *Explorer la ville. Éléments d'anthropologie urbaine*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Joseph I., 1994, « Le droit à la ville, la ville à l'œuvre. Deux paradigmes de la recherche », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 64, p. 4-10.
- Joseph I., 1995, « Reprendre la rue », in *Espace public et culture dramaturgique, Colloque de Cerisy (textes réunis par I. Joseph)*, Paris, Éditions Recherches - Plan Urbain, p. 11-35.
- Lestage F., 2001 « La adaptación del migrante, un compromiso entre varias representaciones de sí mismo », *Scripta Nova, Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, n° 94 (16), 1 de agosto de 2001.
- Martuccelli D., 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris, Folio Essais.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- Mitchell J.C., 1987 « The situational perspective », in *Cities, Society and social perception. A central african perspective*, Oxford, Clarendon Press, p. 1-33.
- Monnet J., 2000, « La ville comme OSSI (Objet Socio-Spatial Identifiable). Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain », in *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*, Capron G., Monnet J. (eds.), Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, Villes et Territoires, n° 14, p. 19-39.
- Monnet J., 2001, « Las escalas de la representación y el manejo del territorio », in *Territorio y Cultura, del campo a la ciudad. Últimas tendencias en teoría y método*, Nates Cruz B. (comp.), Abya-Yala, Universidad de Caldas, Alianza colombo-francesa, p. 109-121.
- Park R. E., 1950, *Race and Culture, The Collected Papers of Robert Ezra Park*, Vol. 1, Glencoe (Illinois), The Free Press.
- Wacquant L., 1997, « Three pernicious premises in the study of the American ghetto », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 21, n° 2, juin, p. 341-353.

Chapitre 5

VIOLENCES ET VILLES

*Olivier PISSOAT (coord.) et Olivier BARBARY,
avec la participation de Juan Carlos ROJAS ARIAS*

La Colombie est le théâtre de violences dont le cumul crée une situation comparable à une guerre. Au bras de fer entre l'État et les plus anciennes guérillas d'Amérique latine, se sont ajoutés les narcotrafiquants et, plus récemment, les paramilitaires, qui ont acquis un tel pouvoir qu'ils réclament aujourd'hui leur participation officielle aux négociations entre le gouvernement et l'insurrection armée. Dans ce contexte, marqué également par l'urbanisation croissante de la population, les grandes villes se posent comme de nouveaux supports au déploiement de la violence. Comment les combats livrés par les différents contre-pouvoirs insurrectionnels se répercutent-ils dans les métropoles ? Dans quelle mesure la violence y répond-elle également aux spécificités du milieu urbain et aux conditions socio-économiques de ses habitants ? Avant d'apporter des éléments de réponse à ces deux interrogations, quelques remarques méthodologiques sont nécessaires.

La violence est un terme employé pour décrire des situations très diverses. En l'absence d'une définition commune et limitée, la polysémie du terme engendre des interprétations multiples, voire contradictoires. F. Gaitán le souligne à propos des recherches menées sur le sujet en Colombie : les événements et les facteurs explicatifs pris en compte sont si différents qu'ils finissent par ne plus se référer au même phénomène (Gaitán, 1997 : 86-87). Il faut le reconnaître, les classifications des formes de violence sont nombreuses, variables, se chevauchent souvent et ne répondent parfois qu'au besoin singulier de celui qui les applique. Nous entendons quant à nous axer notre travail sur la violence intentionnelle, même si cet objet général n'exclut pas de décliner dans son analyse des catégories plus fines¹. Dans cette optique, nous retiendrons comme indicateur principal sa manifestation extrême : l'homicide volontaire, mesuré par les registres du DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) (1982-

¹ Notre terminologie de désignation des formes graduées de violence intentionnelle est la suivante : Violence homicide : homicides volontaires hors suicide. Grand banditisme : actions délictueuses des groupes mafieux, à enjeux économiques élevés. Délinquance commune : délits non homicides à enjeu économique moindre, commis par des individus isolés ou regroupés en bande. Petite délinquance : délits à enjeux économiques faibles, en général sans atteinte à l'intégrité physique.

1998). Au-delà de sa validité statistique (discutée en annexe 2), ce choix résulte du constat, unanime en Colombie, que la résolution des conflits par élimination de « l'opposant » est l'une des caractéristiques de la violence nationale. Première cause de mortalité des hommes adultes dans le pays, l'homicide s'érige en problème national. En cela, nous nous conformons à l'approche suivie par l'ensemble des chercheurs colombiens travaillant sur ce thème. Néanmoins, si la pertinence de cet indicateur ne fait aucun doute pour la communauté scientifique, il apparaît que les niveaux objectifs de violence, tels qu'ils s'expriment dans le nombre d'homicides, peuvent ne pas coïncider avec la perception de la population. La fréquence de certaines formes moins graves de violence, de la délinquance commune aux incivilités, provoque un sentiment d'insécurité dans la population, qui doit être analysé. Pour cette raison, nous compléterons les enseignements tirés de la violence létale par des résultats concernant les délits de vol, qui reflètent mieux cette autre dimension du problème. Par cette démarche, nous souhaitons éviter l'amalgame qui consiste à relier l'ensemble des manifestations de la violence aux modalités et dynamiques spécifiques du conflit armé, si prégnant en Colombie. Même si elle est compréhensible, cette confusion débouche, au pire, sur le sensationnalisme, au mieux, sur des analyses mettant en avant, exclusivement et en tout lieu, la confrontation entre l'État, les guérillas, les narcotrafiquants et les paramilitaires. La distinction entre l'homicide et le continuum des formes plus faibles de violence nous conduira à un diagnostic plus nuancé.

En Colombie comme ailleurs, l'enjeu politique influence exagérément le débat public sur la violence et l'insécurité : l'augmentation réelle ou supposée de la criminalité est devenue l'argument fondamental du traitement sécuritaire des problèmes sociaux¹. Aussi, plus que dans d'autres domaines des sciences sociales, l'exploitation des données requiert une vigilance redoublée. Sur la délinquance, le chercheur dispose de diverses sources, chacune à l'origine de différents biais, tant à cause des difficultés méthodologiques propres à l'observation de cette réalité complexe, qu'en raison de cadres conceptuels souvent plus déterminés par l'usage idéologique que l'on compte faire des données que par les critères de l'analyse scientifique. Lorsque les études s'appuient sur les registres des administrations chargées de la sécurité, ce n'est pas la violence réelle qu'elles saisissent. Évaluant le phénomène « apparent » (c'est-à-dire connu et inventorié par les services policiers ou judiciaires), ces statistiques ne traduisent que le travail accompli par les organismes d'État et son évolution. À cet obstacle méthodologique s'ajoutent d'autres

¹ L. Wacquant le dénonce depuis plusieurs années pour les pays développés, cette logique est occultée et constitue un enjeu qui n'est pas seulement électoral, mais renvoie à la doctrine du retrait de l'État social et du renforcement de l'État pénal.

incohérences liées aux indicateurs utilisés pour la violence non-homicide. Nous préférons par conséquent n'utiliser les données relatives à la délinquance constatée qu'à titre d'ordre de grandeur. À l'image des travaux récents de criminologie, nous privilégierons pour l'analyse les résultats obtenus par une enquête menée auprès des ménages : celle conduite à Cali en 1998 au sein du programme de recherche CIDSE-IRD (annexe 2).

Par ailleurs, il semble que le problème de l'insécurité – avérée ou ressentie – soit commun à l'ensemble des métropoles de la planète. La vie quotidienne des citoyens serait de plus en plus affectée par des incivilités, des désordres, des exactions, en un mot des « violences » qui, de surcroît, seraient spécifiques d'un environnement urbain. Malgré la récurrence de la notion de « violence urbaine » dans les médias comme dans les nombreux ouvrages spécialisés ou traitant d'autres aspects de la ville, sa définition rigoureuse reste à établir. D'après L. Wacquant, son usage ne repose toujours pas sur un fondement scientifique : « pur artefact bureaucratique dépourvu de cohérence statistique et de consistance sociologique », il s'agit d'une notion « sous laquelle chacun peut mettre ce qui lui sied vu qu'elle ne correspond à peu près à rien » (Wacquant, 1999 : 49-57). Dans une conception « à la française », la « violence urbaine » est en fait un terme générique désignant les troubles causés par les groupes de jeunes issus des banlieues défavorisées (Macé, 1999 : 59-64)¹. Circonscrite de la sorte, la « violence urbaine » n'inclut donc pas les crimes ou délits dus au grand banditisme, bien qu'ils soient commis le plus souvent en ville, et correspond à des formes de délinquance localisées *a priori*, spatialement et socialement. Aux États-Unis les niveaux de violence surpassent ceux qui sont vécus en Europe². Les débats nord-américains tendent pourtant à imposer une problématique commune à l'ensemble des pays développés, dans laquelle les États-Unis peuvent représenter une situation extrême à éviter, mais en même temps le modèle à imiter en matière de répression, en l'adaptant aux autres contextes. En témoigne la généralisation des politiques dites de « tolérance zéro ». Y a-t-il, dans le contexte colombien, une quelconque pertinence de l'acception que prend la notion de violence urbaine dans les pays développés ? On peut en douter car, malgré l'analogie du terme, une définition précise de ce qu'on nomme aussi « violence urbaine » n'est pas non plus donnée par les spécialistes colombiens³. Il est vrai que la violence en ville n'est étudiée dans le pays que depuis quinze ans à peine, à la

¹ L. Bui-Trong, commissaire principale à la Direction Centrale des Renseignements Généraux, limite encore cette définition et parmi les actes délictueux imputés à ce secteur de la population, insiste sur ceux perpétrés contre les institutions (Bui-Trong, 1998 : 215-224).

² Voir les bilans successifs établis par S. Body-Gendrot : 1993, 1998, 2001.

³ Les plus renommés d'entre eux, A. Camacho et A. Guzmán, s'interrogent à ce sujet en préambule de presque toutes leurs publications.

différence du conflit armé, préférentiellement « passé au crible » et devenu avec le temps un champ traditionnel de la recherche (Pissoat et Gouëset, 2002). De même qu'en Europe, la violence dans les villes est présentée par les chercheurs comme un phénomène multidimensionnel aux limites imprécises, mais avec une attention supplémentaire portée aux atteintes à la personne subies dans la vie de tous les jours. La « violence urbaine » est donc une catégorie pratique très générale dont la seule restriction est topologique : sa spécificité se résume à regrouper les exactions perpétrées dans les villes, sans qu'aucun type de violence ne soit particulièrement désigné ou délaissé. La caractéristique principale du problème étant son hétérogénéité, ce sont bien toutes ses modalités qui sont envisagées en ville comme dans le reste du pays. Et privilégier les faits de droit commun correspond à la perception partagée par toute la population¹.

Notre démarche sera guidée par l'articulation et la discussion de deux paradigmes. Le premier, réducteur voire occultant, celui de la « violence urbaine » dans sa définition typique des pays développés, pointe comme objet problématique et sociétal la délinquance juvénile dans les zones « sensibles ». Le second, propre à la Colombie, s'appuie sur le constat d'une « guerre contre la société » qui se retrouve « prise en otage » par les protagonistes du conflit armé (Pécaut, 1999a). Insistant sur les interactions qui lient toutes les modalités de la violence (homicide et non-homicide, en ville et à la campagne), cette interprétation peut mener à un rapprochement univoque des phénomènes, alors que certains sont peut-être plus indépendants des autres qu'on ne le suppose. D'un côté, il nous paraît pertinent de séparer analytiquement la délinquance, de la violence « politique », car cela permet de réévaluer le particularisme colombien qui conduit trop souvent, à grand renfort de formules chocs, à une image caricaturale du pays. D'un autre côté, nous partageons les critiques faites à la notion de « violence urbaine », qui dénoncent le traitement sécuritaire et socialement ciblé d'une hypothétique pathologie des jeunes.

Pour aborder cette problématique rapidement ébauchée, nous commencerons par dresser un état des lieux qui décrit le « comportement » des villes dans le contexte de la violence nationale, elle-même replacée dans une rapide comparaison internationale. Dans une deuxième partie axée sur la violence homicide, nous tenterons d'évaluer les particularités communes aux métropoles, prises globalement, puis leurs spécificités, au cas par cas. La troisième partie traitera de la petite délinquance et

¹ « Dans le langage courant la violence urbaine est perçue comme diffuse, venant de la délinquance ou de la violence commune » (Camacho et Guzmán, 1997 : 26). En l'absence d'une définition précise de la « violence urbaine », et en accord avec Camacho et Guzmán lorsqu'ils concluent « [qu'] il ne paraît pas très productif de se lancer dans des débats qui relèvent plus de la sémantique qu'ils n'ont de capacité théorique » (*Ibid.* : 27), nous préférons employer l'expression « violence(s) dans la ville ».

identifiera ses déterminants à Cali. Concrètement, l'étude proposera un diagnostic spatialisé de la violence homicide dans les villes depuis 1982 et un bilan statistique sur la délinquance à Cali en 1998. À partir de ces résultats empiriques, nous tenterons d'une part d'identifier l'impact sur la ville des affrontements « politiques » et nous montrerons que la violence homicide à Cali et Bogotá est surtout marquée par les dynamiques de pénétration du grand banditisme en ville ; nous verrons d'autre part que l'analyse des facteurs d'exposition à la petite délinquance à Cali remet à l'ordre du jour les interprétations sociologiques liées à la rupture du lien social et à l'exclusion économique.

1. L'AMPLEUR DES VIOLENCES EN COLOMBIE

De 1992 à 1997, le nombre d'homicides s'est réduit de 25 % en Colombie. À cette date le pays demeure pourtant sous le joug d'une violence extrême, bien qu'il ne soit pas seul au monde dans cette situation. La difficulté d'y appréhender la violence provient de sa caractéristique majeure, son hétérogénéité, essentiellement provoquée due aux interférences du trafic de drogue et du conflit armé. La principale victime en est la population civile. Nous le montrerons pour les villes, de plus en plus affectées, non pas directement par les affrontements armés mais par l'extension au milieu urbain des pratiques du grand banditisme, et pour les campagnes, où n'existe pas d'autre alternative que l'acceptation de la souveraineté des factions en lutte ou la fuite. Les plus grandes villes deviennent ainsi le lieu d'un nouveau type d'exode rural pour des *desplazados* que les timides mesures d'aide à l'insertion ne parviennent pas à laver de leurs stigmates. Si la société toute entière se sent maintenant menacée, il importe néanmoins de s'interroger sur le rôle effectif du conflit armé dans la généralisation du sentiment d'insécurité.

1.1. Les taux d'homicide colombiens dans le contexte international

Les données du *Demographic Yearbook* indiquent que de 1955 à 1969, le taux d'homicide de la Colombie fait constamment partie des cinq plus élevés au monde (Losada et Velez, 1988 : 38-41), avec une moyenne de 31 hpcmh (homicides pour 100 000 habitants)¹. Durant les années 1970 le chiffre baisse pour placer le pays entre le cinquième et le dixième rang mondial, avec une moyenne sur les dix ans de 20 hpcmh, soit quatre fois plus que

¹ Un pays serait « violent » quand son taux dépasse 10 hpcmh (Deas et Gaitan, 1995 : 212) et serait en situation de « guerre » avec un taux supérieur à 50 hpcmh (Rubio, 2000 : 158).

celle des pays européens, mais deux fois moins que celle de la dictature chilienne de la fin de la décennie (45 hpcmh). Durant les années 1980, la Colombie est en revanche classée dans le trio de tête, avec un taux sans cesse croissant. Derrière le Salvador et le Guatemala, alors en guerre, jusqu'en 1984, elle atteint le premier rang à la fin de la décennie¹. L'Amérique latine est un continent particulièrement violent, mais même dans ce contexte la Colombie atteint des « sommets », en dépassant le triple de la moyenne sous-continentale. À la fin des années 1980, le pays a un taux deux à trois fois supérieur à celui du Venezuela dont le niveau de développement est similaire, ou à celui de grandes nations comme le Brésil ou le Mexique, ou bien encore cinq fois plus élevé que celui d'États aux structures sociales semblables, mais plus pauvres, comme le Pérou et l'Équateur.

Une mise en parallèle identique en 1994 (Nations-Unies, 1994) permet d'apprécier des évolutions récentes. Si la violence homicide augmente dans l'immense majorité des pays, la hiérarchie de la période précédente est globalement respectée : l'Asie, dont il est vrai peu de pays sont inventoriés, demeure la région la plus épargnée, suivie par l'Europe, puis les États-Unis et enfin l'Amérique latine, deux fois plus violente que le reste du monde. Deux zones supplémentaires, mal ou non répertoriées auparavant, apparaissent cependant. Il s'agit d'abord du continent africain, qui pointe à la seconde place. La situation africaine légitimerait un rapprochement avec l'Amérique latine, comme cela a été fait en 1998 dans une étude de l'*Interregional Crime and Justice Research Institute*². La deuxième zone désormais présente dans les statistiques internationales recouvre les pays nés du démembrement de l'URSS, où la violence, invisible jusqu'alors dans ce type d'inventaire, semble très récente. C'est au moins le cas pour la Russie dont le taux a plus que doublé par rapport à celui des années 1980 (Chesnay, 1999 : 128). Classée derrière les Bahamas, la Colombie garde en 1994, selon les Nations-Unies³, une place prépondérante avec un taux de 76 hpcmh. Pour illustrer ce propos nous reprendrons le commentaire évocateur de J.A. Bejarano (1997 : 15), qui utilisait d'autres sources mais dont les résultats sont ici corroborés : le taux départemental le plus bas de la Colombie, obtenu par le Chocó, dépasse celui des autres nations d'Amérique du Sud, et reste dix fois supérieur à celui de pays très pauvres comme le Soudan.

¹ Les enquêtes internationales de victimisation ou les chiffres d'Interpol confirment la hiérarchie proposée ici, obtenue en combinant et en vérifiant les chiffres des différents travaux des Nations Unies, pour aboutir à une cinquantaine de pays inventoriés pour le milieu des années 1980 et plus d'une centaine pour le milieu des années 1990.

² Source internet : www.unicri.it

³ En revanche, les statistiques du DANE indiquent une baisse sensible du taux d'homicide à partir de 1992 (tableau 5.1).

Ce bref panorama international montre que la répartition et l'évolution des homicides dans le monde suivent des tendances géographiques fortes et durables. Il révèle aussi de « nouvelles » régions dont la situation paraît s'aggraver ou être bouleversée, comme certains pays de l'ex-URSS, et avant tout d'Afrique qui, pour sa partie méridionale en tout cas, se rapproche de la Colombie et dépasse les niveaux enregistrés dans nombre de pays latino-américains. La Colombie se distingue par un taux d'homicide qui demeure l'un des plus élevés de la planète depuis près de cinquante ans. Ce caractère exceptionnel doit toutefois être relativisé par deux considérations : d'abord la diminution de l'écart qui la sépare de ses « suivants » ; et surtout l'absence de données ou de séries chronologiques fiables sur certains pays d'Asie et d'Afrique, qui empêche une comparaison rigoureuse sur le long terme.

1.2. Des violences hétérogènes : conflit armé et trafic de drogue

Le dernier demi-siècle constitue en Colombie un moment singulier de regain de violence, concentré sur deux périodes particulièrement meurtrières. L'une, objet de notre étude, dure depuis 1980. L'autre, appelée *la Violencia*, s'est déroulée autour des années 1950 quand se sont affrontés libéraux et conservateurs, les deux partis politiques traditionnels. Entre ces deux moments, la violence s'est atténuée et est restée cantonnée dans les zones rurales périphériques où se sont implantées les guérillas, formées pour la plupart à partir des foyers de résistance paysanne créés pendant les années 1950. De *la Violencia* à l'épisode contemporain de « nouvelle violence » que vivent les Colombiens, les continuités sont patentes. Le second débute avec la décision des organisations *guerrilleras* de dédoubler et redéployer leurs fronts et s'amplifie avec le surgissement de ceux qui vont s'imposer comme leurs plus redoutables adversaires : les paramilitaires. Face à cette récurrence, dans laquelle de nombreux Colombiens voient la reproduction inéluctable d'un destin composant la trame de l'histoire nationale, fleurissent, chez certains observateurs, des interprétations culturalistes ou essentialistes de ce qui serait le « cas colombien ».

Mais les discontinuités sont également profondes, qui contredisent ces thèses et aident bien davantage à comprendre la situation actuelle. La tournure prise par les affrontements ne peut être comprise qu'en y intégrant un élément nouveau et capital : l'essor pris par le commerce des stupéfiants. Cette rupture n'est pas survenue de façon soudaine et le danger dont était porteuse cette nouvelle économie n'a été perçu que tardivement par les autorités et la population. De fait, durant les années 1970 la société colombienne s'est montrée assez tolérante envers les mafias de la drogue, au point de les considérer comme une « classe émergente » (Camacho, 1993 : 49-53) et les principaux « parrains » se sont

hissés au rang des plus grandes fortunes du pays, avec tout le pouvoir qu'un tel statut peut conférer. Lorsqu'au début des années 1980 des voix s'élèvent contre la montée en puissance du cartel de Medellín, les narcotrafiquants font alors irruption sur le devant de la scène nationale, en éliminant quiconque ose se prononcer contre leurs manœuvres. Cette tactique d'assassinat sélectif explique le développement du recrutement de tueurs à gages parmi les jeunes délinquants des périphéries urbaines. À la fin de la décennie, à la pression gouvernementale et à l'application du traité d'extradition signé avec les États-Unis, les chefs mafieux répondent par une « guerre totale » contre l'État au moyen d'attentats aveugles faisant des centaines de victimes. Dans le même temps, l'envergure politique des narcotrafiquants va au-delà de leur affrontement direct avec l'État, lorsqu'ils constituent des milices concrétisant leur vision « néo-nazie de la misère » (Sánchez, 2000 : 277) et leur haine farouche de la « subversion ». Dès le milieu des années 1980 ils financent la « guerre sale » entreprise simultanément à deux échelles, avec la complicité de militaires et de policiers. Dans les villes, ils jouent un rôle majeur dans la propagation d'escadrons de la mort, avec pour but affiché le « nettoyage social » de la cité par le biais de l'exécution systématique des marginaux et laissés-pour-compte. Au plan national, ils mettent sur pied les plus importants commandos paramilitaires, avec le soutien de grands propriétaires terriens voulant, comme eux, échapper à l'impôt révolutionnaire et rester maîtres de leurs terres. Les victimes de ces milices furent d'abord les militants (ou supposés tels) de la gauche légale, politique ou syndicale, méthodiquement décimés durant la deuxième moitié des années 1980. Puis, à mesure que les magnats de la drogue achetaient de nouveaux domaines (Reyes, 1996), les milices se sont multipliées et renforcées, au point de se structurer vers 1994 en « une véritable armée anti-guérilla » (Pécaut, 1999a : 11), rendue de plus en plus autonome par l'exploitation lucrative des cultures illicites qu'elle contrôle.

Les « narcos », leurs alliés et leurs auxiliaires ne furent cependant pas les seuls groupes belliqueux bénéficiant de « l'argent sale ». Grâce à des collusions plus ou moins temporaires à l'origine desquelles se retrouvent les formidables profits tirés de la vente de stupéfiants, les fronts guérilleros, implantés dans les principales zones de production de coca et de pavot, profitent aussi depuis une quinzaine d'années de cette ressource financière providentielle pour augmenter leurs effectifs, améliorer leur armement et intensifier leurs actions. Mais ce n'est pas tout. L'économie de la drogue a contaminé jusqu'au fonctionnement de la Nation colombienne. Elle a d'abord étendu son emprise corruptrice à l'ensemble des institutions étatiques ou politiques, ainsi qu'à certains secteurs de l'économie comme le bâtiment et la distribution et, sur le long terme, a provoqué une crise des valeurs en bouleversant les hiérarchies traditionnelles et les ressorts de la

mobilité sociale. Le rejet des anciennes normes est particulièrement flagrant chez les jeunes citadins des quartiers pauvres, prêts aujourd'hui à risquer leur vie pour entrer dans la société de consommation. Révoltés contre l'exclusion dont ils sont victimes, ces jeunes réunis en gangs sont fascinés par l'enrichissement fulgurant des malfaiteurs les plus connus. Avec de tels modèles, la violence est devenue à leurs yeux l'unique moyen de progresser dans l'échelle sociale, de façon immédiate quitte à ce qu'elle soit éphémère. Ainsi, comme le montre A. Salazar (1998), autant que les exactions directement commises par les mafias établies, c'est l'adoption de la « sous-culture du narcotrafic » par cette jeunesse rebelle et l'attrait exercé par l'argent facile, effets indirects du grand banditisme, qui font augmenter la délinquance dans les villes.

1.3. La pénétration de la violence dans les grandes villes

Depuis les années 1980, de nouveaux acteurs se sont donc ajoutés aux fronts guérilleros. Les diverses stratégies de tous ces protagonistes ont généré des formes de violence hétérogènes, que le rapport de la *Comisión de estudios sobre violencia* a formellement différenciées en 1987¹. À partir de cette typologie novatrice, les experts ont pu notamment évaluer pour la première fois le poids de la violence « politique » : elle ne représenterait en vérité qu'entre 5 et 15 % des homicides commis dans le pays.

C'est aussi à cette date que la « violence urbaine » apparaît dans les catégories identifiées, pointée d'abord pour son intensité : « Bien plus que celles du maquis, les violences qui sont en train de nous tuer sont celles de la rue » (*Ibid.* : 18). Les auteurs insistent ensuite sur l'ambivalence du phénomène, qui « provient aussi bien des comportements extrêmes dus à la grande pauvreté que des formes d'obtenir et de protéger la richesse ; de la rébellion autant que de la domination ; de l'intolérance comme de la quête de reconnaissance » (*Ibid.* : 69). Cette violence réciproque est alors jugée « non négociable », parce qu'elle adjoint aux faits liés à la lutte pour le pouvoir et le contrôle de l'État des actions inhérentes aux relations interpersonnelles tant dans le domaine public que privé. Sa résolution ne réclamerait pas tant un accord débattu entre structures combattantes qu'un changement de mentalité des citoyens, qu'ils soient délinquants ou non.

Pareil bilan conduit à nuancer l'idée de la prégnance du conflit armé sur la violence dans les grandes villes. Il ne s'agit pas

¹ L'affirmation du caractère protéiforme de la violence en Colombie marque un changement important de paradigme par rapport à la tradition antérieure qui recherchait une cause unique. Pionnier de cette nouvelle approche, D. Pécaut a très tôt mis en avant la multiplicité des causes de la *Violencia*. M.V. Uribe a ensuite relativisé le poids des affiliations partisans des années 1950, pour souligner l'engrenage prosaïque des rancœurs personnelles et de la vengeance du sang (Uribe, 1990).

d'oublier les « campements » mis en place par certaines guérillas vers 1985 dans les quartiers pauvres des principales agglomérations pour éduquer militairement de jeunes recrues, ni de taire le renforcement récent des milices émanant des organisations d'extrême gauche ou d'extrême droite. Mais, dans la majorité des cas, il n'y a pas d'engagement explicitement politique des bandes juvéniles prestataires de services des paramilitaires ou des guérillas (parfois de façon concomitante). Leur conduite – toute proportion gardée – peut rappeler celle de groupes de jeunes sévissant dans d'autres pays (développés ou non, sièges d'insurrection ou pas), en ce qu'elle répond à la combinaison d'attitudes observées ailleurs : la rage contre un monde qui les maintient dans l'exclusion et la volonté d'accéder à tout prix à la réussite matérielle et aux signes extérieurs de richesse (tenues vestimentaires, motos, etc.). De même, des faits comme les crimes passionnels (où interviennent la fierté et le machisme), les rixes meurtrières (fréquemment dues à des états éthyliques) ou, selon la formule de S. Adorno¹ au sujet du Brésil, les « morts au détail » (conçus comme la manifestation ultime de l'incivilité), obéissent, dans cette société colombienne en situation d'anomie, à des logiques comportementales plutôt indifférentes aux hostilités à l'œuvre au niveau national.

Il faut cependant revenir à la dynamique du conflit armé et aux pratiques de grand banditisme qui lui sont associées, pour comprendre l'évolution de la perception des violences dans les métropoles. À la fois compatissants, indignés, et malgré tout spectateurs impuissants, les citoyens se sont longtemps sentis étrangers aux combats livrés dans les zones rurales. Quant aux batailles sanglantes entre mafias et aux assassinats « politiques », ils étaient certes commis dans leur ville, mais visaient des cibles bien identifiées : dirigeants ou militants de tout bord. Cette perception paradoxale d'une violence à la fois proche et distanciée se modifie radicalement à la charnière des années 1980-1990, durant la vague d'attentats perpétrés par les narcotrafiquants. L'homme de la rue se sait alors un objectif militaire potentiel et la crainte s'installe dans toutes les couches de la population. Après l'accalmie consécutive au démantèlement des cartels de Medellín puis de Cali, le sentiment d'insécurité physique baisse dans les villes et c'est l'exposition aux délits de droit commun qui génère progressivement une nouvelle appréhension. La stratégie actuelle des guérillas et des paramilitaires, basée sur la coercition, la terreur, et impliquant la population civile, change à nouveau et en profondeur la situation. Des enlèvements réalisés à une échelle sans précédent en Colombie (coups de force massifs dans les villes, « pêches miraculeuses² » sur les axes routiers du pays)

¹ Cité par Peralva : séminaire « Villes et violences », Université Toulouse 3, 19 mars 2000.

² Symbole d'une brutalité ne distinguant plus ses victimes, ce procédé lancé par la guérilla (rapidement copiée par la délinquance commune) consiste à arrêter au hasard des

témoignent de la violence toujours plus prosaïque pratiquée par ces acteurs. Les citoyens se sentent submergés par cette escalade, du reste largement médiatisée, qui les touche de plus en plus directement. C'est peut-être là que se situe le point de rupture avec les années antérieures. Ce n'est pas l'augmentation globale du nombre de victimes de la violence « politique » qui est en cause. Les chiffres avancés par la commission d'étude de 1987 sont impossibles à actualiser pour la période récente, mais les chercheurs en conviennent unanimement : au niveau national (en intégrant donc les zones rurales où, à l'inverse des villes, ils sont très présents), les protagonistes du conflit armé ne sont responsables que d'une faible partie des homicides et de la moitié seulement des enlèvements. C'est parce qu'une fraction de plus en plus large de la population urbaine, appartenant principalement à la classe moyenne, risque maintenant d'être l'objet d'un de ces actes, qui frappent l'imagination, restreignent toutes les formes de libertés et, plus encore, s'ajoutent à la hausse de la délinquance survenue au début des années 1990, que se développe un sentiment global d'insécurité, devenu aujourd'hui insupportable pour l'ensemble de la société.

Les guérillas n'ont toujours pas la capacité de transférer le conflit dans les villes (Echandía, 2002 : 34). Elles peuvent pourtant le laisser croire en profitant également de la « vulnérabilité des sociétés modernes » (David, 1999 : 81-84), spécialement dans les aires urbaines. Le blocage des voies d'accès ou de l'approvisionnement en énergie ou en eau est un bon exemple de ce type de combat qui, sans nécessité de livrer bataille, affecte au quotidien la vie citadine et marque fortement les esprits. Dans un tel contexte, il est sûr que les attentats meurtriers commis dans les métropoles et dans les chefs-lieux départementaux depuis l'avènement du président Uribe en août 2002, portent l'exaspération des habitants à son comble. Cependant, la prise de conscience de l'ampleur du conflit armé par la population urbaine tient aussi à l'arrivée continue dans leur ville des *desplazados*, ces migrants internes délogés par les combats.

1.4. Les *desplazados*, « nouveau problème urbain » ?

Les déplacements forcés sont certainement l'une des conséquences les plus graves de la violence sévissant en Colombie, par le nombre de personnes touchées et par la brutalité et la profondeur des ruptures qu'ils provoquent. Le problème n'est pas nouveau et a accompagné les différentes étapes de l'histoire du pays. Les évaluations chiffrées concernant les *desplazados* sont

véhicules, pour y choisir des occupants qui seront échangés contre rançon, aussi maigre soit-elle. La peur de l'enlèvement est telle que nombreux sont ceux qui n'osent plus sortir des agglomérations.

pourtant récentes¹ et encore fragmentaires. Elles n'arrivent notamment pas à différencier les flux dus directement à la violence de ceux dont les mobiles sont plutôt économiques. D'après D. Merteens (2000), les meilleures données sont celles de la CODHES (*Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento*)². Il est possible d'en tirer quelques tendances générales, malgré l'énorme diversité des situations prises en compte. Près de deux millions de personnes ont été déplacées entre 1985 et 1998, mais le phénomène connaît une accélération considérable durant cette période : 700 000 personnes environ durant la première décennie (entre 1985 et 1994), pour plus d'un million durant les cinq années suivantes (1995-1999)³. Le gouvernement ne reconnaît quant à lui qu'une population déplacée de 381 755 personnes pour la période 1996-1998, soit la moitié environ du chiffre avancé par la CODHES.

Ces déplacements, dont sont responsables dans 90 % des cas les acteurs du conflit armé⁴, ont pour point de départ les zones soumises aux rigueurs de la guerre. Ils s'effectuent comme conséquence directe des combats, pour échapper à la venue annoncée des belligérants⁵, ou à la suite d'expulsions visant l'appropriation des terres. Aussi, bien que toutes ne proviennent pas du monde agricole et que certaines soient parfois citadines, les personnes déplacées sont essentiellement d'origine rurale. D'autre part, si quelques déplacements collectifs sont répertoriés, généralement imputables aux actions des paramilitaires, l'immense majorité des déplacés fuient individuellement ou en famille⁶. Ils tentent d'abord de s'installer à proximité de leur ancienne résidence et des réseaux locaux qu'ils ont tissés. Toutefois, l'enchaînement des persécutions et la précarité économique les conduisent le plus souvent, à plus ou moins brève échéance, vers les chefs-lieux municipaux, départementaux et, finalement, les métropoles. À mesure que les flux augmentent, le spectre des lieux concernés évolue : jusqu'en 1995 les municipes de départ restent les mêmes tandis que l'éventail des lieux d'arrivée s'agrandit. Depuis 1996, il s'opère à l'inverse une diversification des zones d'expulsion et une concentration des flux vers les centres intermédiaires et les métropoles.

¹ Le premier bilan mené à échelle nationale fut celui de la *Conferencia Episcopal de Colombia*, en 1994.

² www.codhes.org.co.

³ 1995 : 89 000, 1996 : 181 000 ; 1997 : 257 000 ; 1998 : 308 000 ; 1999 : 228 000 ; 2000 : 317 000 ; 2001 : 342 000 ; 2002 (janv.-juin) : 204 000 (Codhes, 2001 et 2002).

⁴ Paramilitaires : 47 % ; guérillas : 35 % ; forces armées : 8 %. Les 10 % restants sont attribuables à des inconnus, des narcotrafiquants, des milices, etc.

⁵ Ces déplacements préventifs sont maintenant majoritaires (74 % des cas recensés en 1997 : Agier, 2003). Ils sont provoqués par la peur, par le danger de voir ses enfants enrôlés, ou par des menaces directes.

⁶ Plus de 30 % des foyers de déplacés ont une femme pour chef de ménage, parmi lesquelles 40 % sont veuves (Merteens, 1999 : 409).

Les plus grandes villes sont choisies préférentiellement car elles donnent la possibilité de se fondre dans l'anonymat, procurent davantage d'opportunités économiques et un accès aux statuts de victimes juridiques et d'assistés sociaux, que confère l'aide publique. Mais si les villes offrent une échappatoire aux affrontements armés, elles recèlent d'autres manifestations de violence et d'exclusion affectant surtout les populations les plus vulnérables. Ces conditions sont exacerbées pour les déplacés qui sont contraints de reconstruire un projet de vie dans un contexte souvent inconnu et distant. De fait, leur difficile insertion ne résulte pas uniquement des obstacles rencontrés pour se loger (les réseaux de connaissances jouent là un rôle essentiel), ou pour trouver de quoi subvenir à leurs besoins sur un marché du travail où la compétition est accrue par la crise économique (l'économie informelle, le secteur de la construction et le *rebusque* sont leurs uniques sources de revenus¹). Les déplacés sont également confrontés à une stigmatisation qui opère à deux niveaux : pour avoir abandonné leur lieu de vie, on les soupçonne d'être impliqués dans l'un ou l'autre des camps ; pour être dans un total dénuement, on leur attribue un comportement potentiellement violent. Les études contredisent pourtant cette dernière allégation : ce ne sont pas les immigrés récents qui génèrent la violence dans les villes. Cette dernière ne se manifeste avec force qu'à partir de la fin des années 1980, alors que la croissance urbaine par afflux de migrants s'est achevée dès la décennie précédente (chapitres 1 et 2). Les déplacés, qui « ne sont pas autre chose que des individus ordinaires confrontés à des situations anormales, enfermés dans une logique de lutte permanente et non désirée, de survie et de résistance » (Osorio, 2002 : i-ii), sont donc à plus d'un titre, les victimes « désignées » d'abord de la violence des acteurs armés, ensuite du regard les stigmatisant comme un « nouveau problème urbain ».

1.5. Une violence généralisée ?

Nous avons soutenu dans toute cette première partie la nécessité d'une distinction des différentes formes de violence selon leurs manifestations (homicide, grand banditisme, petite délinquance...), leurs contextes (rural, urbain) et leurs motivations (conflit armé, trafic de drogue, intolérance...). Mais ces classifications utiles à l'analyse s'avèrent insuffisantes, tant les phénomènes interfèrent entre eux et se renforcent mutuellement. Les connexions multiples et changeantes qui s'établissent entre les acteurs empêchent de décomposer précisément les faits, selon

¹ Les femmes trouvent généralement vite un travail (emplois domestiques, vente ambulante, etc.). Les hommes, dont les compétences sont rarement adaptées au marché urbain, sont plus dépendants des dispositifs d'aide de l'État ou des ONGs.

qu'ils s'inscrivent dans le champ politique, économique ou social¹. Où s'arrête « le politique » et où commence la délinquance « économique » ou la « violence sociale », dans un pays qui n'a pas résorbé les injustices ayant légitimé la naissance de la « rébellion » voilà plus de 30 ans ? Dans quelle mesure interviennent l'intolérance exacerbée ou la vengeance personnelle dans le passage à l'acte violent ? De quel poids pèsent les tourments pécuniaires vécus par les plus démunis, lorsque l'on sait que le « métier des armes » s'offre à eux comme une forme de salariat, où l'affiliation n'est en rien définitive, dictée qu'elle est par les circonstances ? De telles interrogations peuvent conduire au constat d'une violence « généralisée », au sens défini par D. Pécaut : « lorsque les phénomènes divers de violence entrent en résonance et définissent le contexte de la plupart des interactions collectives » (Pécaut, 1996 : 226). Dans cette vision il peut subsister, même implicitement, l'idée de la prépondérance du conflit armé sur la dynamique d'ensemble des violences en Colombie.

Nous pensons quant à nous que la population colombienne n'est pas affectée uniformément. Le climat d'agressivité diffuse peut être interprété comme une réaction à une vie quotidienne sous tension, mais les passages à l'acte répondent surtout à des motivations dont la source est à rechercher dans le domaine socio-économique, au sein d'une société où règnent iniquité et impunité. Par ailleurs, alors que par le passé la violence était plutôt circonscrite aux zones rurales et aux fronts pionniers, depuis une quinzaine d'années les villes sont également touchées. De là vient aussi la généralisation signalée par la majorité des spécialistes, qui concordent pour décrire un pays désormais frappé dans son ensemble par la violence politique. Or la violence dans les villes reste, dans sa majorité, imputable à d'autres acteurs que ceux du conflit armé. Aujourd'hui les guérillas n'ont réussi à établir dans les villes que des réseaux limités d'agents dont la mission essentielle se borne à un appui logistique des colonnes opérant dans les zones rurales. Malgré les attentats récents, meurtriers, spectaculaires et symboliques par le choix de leurs cibles, le gros du tribut payé par les villes à la violence homicide est de la responsabilité d'organisations délinquantes dépourvues de mobiles politiques.

¹ Construite à la lecture des travaux colombiens, cette catégorisation est aujourd'hui celle de la Banque Mondiale. Le premier type de violence serait produit par les insurgés de tous bords et les partis politiques, dans le deuxième sont classées les actions du grand banditisme et de la délinquance, le dernier concerne la sphère privée. (Moser et Shrader, 1999).

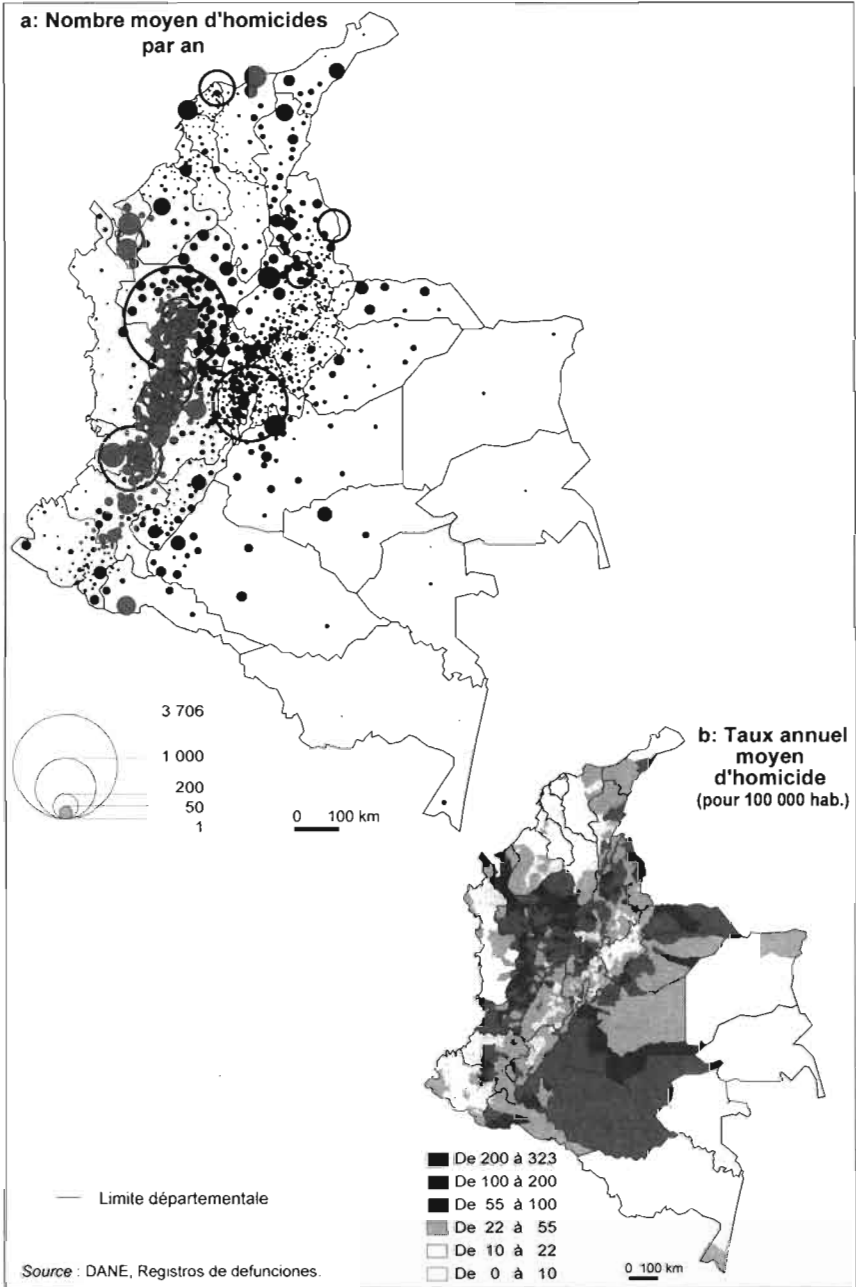
2. LA DYNAMIQUE SPATIALE DES HOMICIDES

La situation colombienne est telle que « les affrontements et les interférences qui la caractérisent peuvent susciter un contexte qui se substitue au contexte initial » (Pécaut, 1996 : 245). S'installe ainsi un processus d'auto-entretien des rivalités, avec pour conséquence une forte inertie spatiale de la violence. La persistance du phénomène en un lieu constitue ainsi un élément tout aussi signifiant que le degré qu'il y atteint. C'est donc l'étude simultanée de ces deux critères (intensité et durée), qui rend le mieux compte de l'impact de la violence sur les espaces touchés. Dans la répartition et l'évolution des nombres et des taux d'homicide observées jusqu'en 1998 apparaissent les deux principaux facteurs structurant la géographie de la violence en Colombie : la densité de la population et celle des ressources économiques dans les zones rurales. Les métropoles (Bogotá, Medellín et Cali) ont, dans l'évolution des statistiques nationales, un rôle prépondérant mais différencié qui mérite un examen particulier. À l'échelle intra-urbaine, la comparaison de Bogotá et Cali montre certaines régularités dans la temporalité, les caractéristiques des victimes et la répartition spatiale des homicides. Enfin, à l'aune d'une comparaison internationale avec d'autres capitales, Bogotá ne mérite pas son image de ville touchée par une violence paroxysmique.

2.1. L'implantation des homicides : population et ressources marchandes

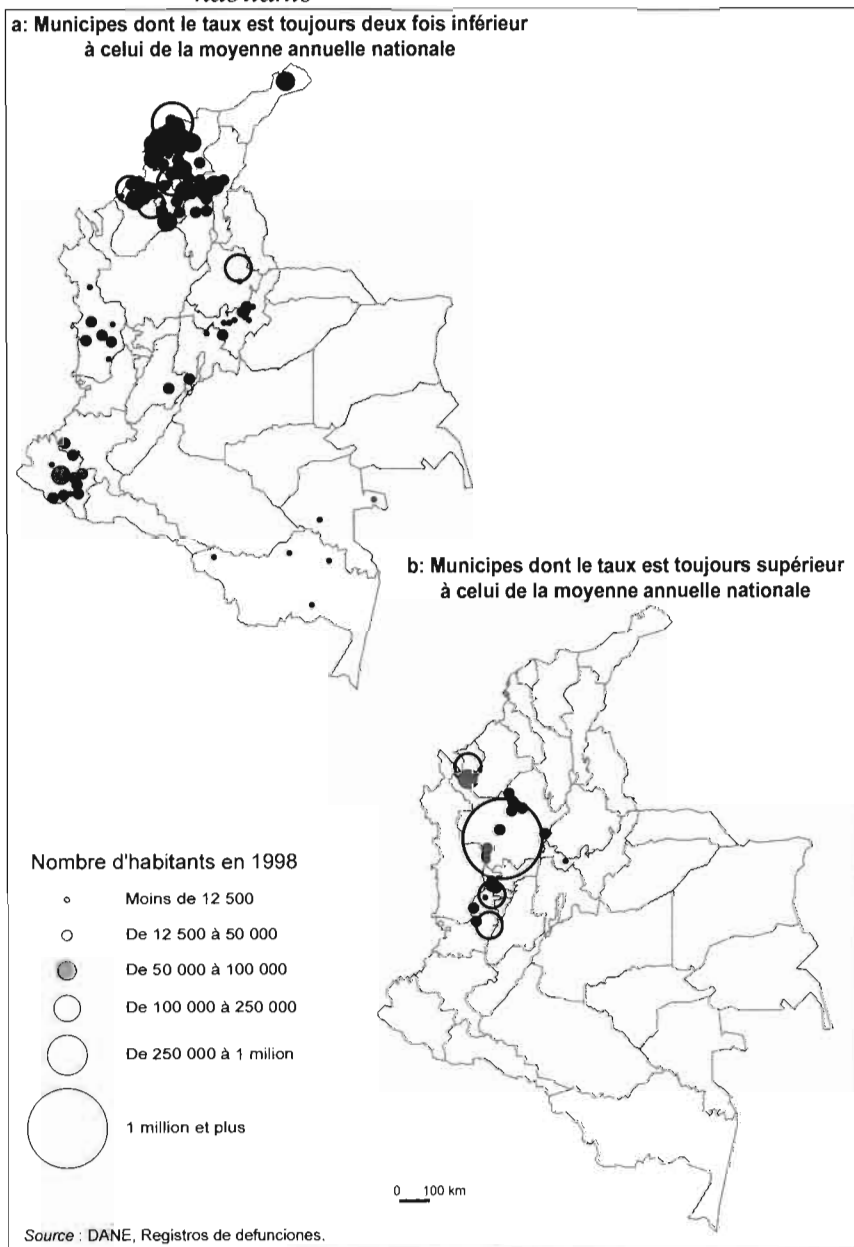
Vue sous l'angle du nombre de faits perpétrés (carte 5.1a), la distribution des homicides par municipale traduit les structures élémentaires de peuplement du territoire et met en lumière l'acuité du problème dans certaines villes. La corrélation globale entre nombre d'habitants et nombre d'homicides est toutefois contredite dans les trois premières agglomérations du pays, avec l'importance disproportionnée des homicides à Medellín alors que leur nombre est bien moindre à Bogotá et à Cali. Nous reviendrons sur ces inversions dans la section suivante. Il faut bien entendu raisonner en taux pour compléter cette vision (carte 5.1b). La carte de l'intensité de la violence homicide se différencie alors clairement de celle du peuplement. Outre la large bande méridienne qui coïncide avec la Colombie andine et caraïbe effectivement très peuplée, ressortent certaines portions du territoire, très affectées bien que faiblement occupées : les municipales du piémont oriental par exemple. Au sein des régions peuplées, les villes côtières caraïbes sont relativement épargnées, de même que l'*Altiplano* de la cordillère orientale, avec notamment le faible taux enregistré à Bogotá. La cartographie des municipales les moins et les plus violents entre 1982 et 1998 (carte 5.2) confirme que des municipales

Carte 5.1 – La violence homicide par municipale de 1982 à 1998



Conception et réalisation : O.Pissoat

Carte 5.2 – *Municipes peu violents et très violents entre 1982 et 1998, selon leur taux d'homicide pour 100 000 habitants*



de tailles très différentes peuvent appartenir à une même classe, mais leur concentration géographique atteste d'une logique spatiale de répartition. L'interprétation de ces différences entre les distributions spatiales des habitants et des homicides nous ramène au conflit armé. Plus que la répartition de la population, c'est l'intérêt stratégique des lieux et des ressources économiques qu'ils recèlent qui expliquent la localisation des groupes armés et, partant, des régions où prime l'usage de la force. Comme le prouvent les travaux de C. Echandía, le contrôle de la production et de la commercialisation des richesses, licites ou non¹, est désormais un enjeu essentiel pour les protagonistes du conflit. Ces derniers s'éloignent du reste de plus en plus de leurs bases sociales, dispensés qu'ils sont, par ces ressources financières, d'acquérir un soutien populaire pour asseoir leur capacité militaire (Pécaut, 2002 : 15).

Des travaux statistiques comme ceux de Gaitán (1995 : 236-245) ont montré l'absence de corrélation marquée entre nombre d'habitants et taux d'homicide. En effet, les logiques qui les sous-tendent sont distinctes. Le nombre d'homicides suit dans une large mesure la concentration de population et nous renvoie à la violence de droit commun, principalement urbaine, dont nous avons vu tout au long de la première partie qu'elle est généralement dénuée de mobiles politiques. Pour être en quelque sorte « diluée » dans des effectifs de population importants, et donc moins visible dans les taux, cette « violence ordinaire » n'en est pas moins le fait statistique majoritaire. La logique du taux, quant à elle, est très liée aux stratégies des acteurs du conflit armé et à la compétition qu'ils se livrent pour accéder aux ressources marchandes : elle est par conséquent plus dépendante de la distribution spatiale de ces dernières que de celle des habitants. Ces deux logiques à l'œuvre sont trop souvent perçues dans le champ de la « violentologie »² comme antinomiques. Elles opèrent en fait simultanément, interagissent dans certains cas, mais leur identification séparée s'impose si l'on veut situer, comme on vient de le faire, l'importance statistique inégale de leurs deux moteurs : l'homicide de droit commun domine alors largement celui d'origine politique.

Comment évoluent, sur notre période d'observation, la statistique des homicides et son implantation spatiale ? L'observation du taux d'homicide en Colombie de 1982 à 1998 (tableau 5.1) montre d'abord une montée générale de la violence durant la première décennie jusqu'au maximum atteint en 1991 et 1992, suivie d'une baisse globale jusqu'à 1998.

¹ On peut citer notamment les plantations de bananes d'Urabá, les bassins aurifères du Bas-Cauca et du Sud Bolívar, les bassins pétrolifères au nord du piémont oriental, la région des émeraudes du Boyacá, la coca surtout dans les plaines orientales et le bassin de l'Amazone, l'opium dans les cordillères centrale et occidentale où les terrains de l'axe caféier, en crise, sont très propices à son exploitation commencée vers 1990.

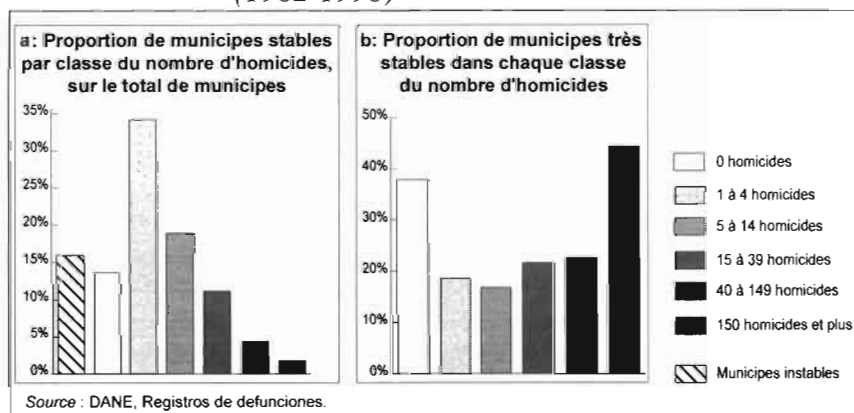
² Néologisme des médias colombiens, désignant l'étude de la violence.

Tableau 5.1 – Taux d'homicide en Colombie (1982-1998)

Années	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
Taux (nombre d'homicides pour 100 000 habitants)	31	31	31	39	46	50	57	63	65	78	79	73	69	63	66	55	59

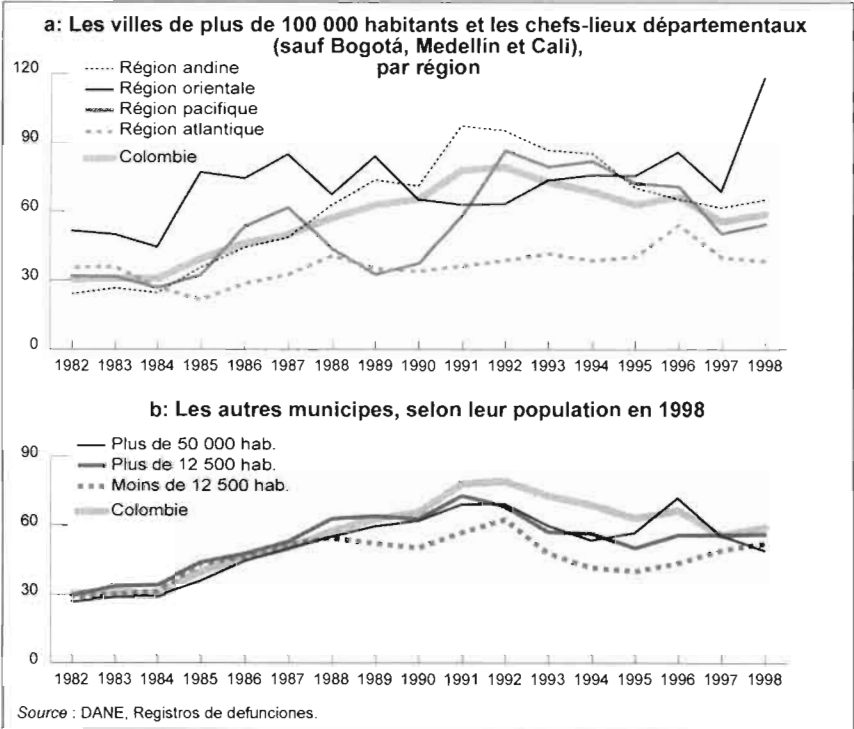
Source : DANE, Registros de defunciones.

Dans ce contexte national, pour repérer les zones que nous appellerons ici « stables » et « instables », nous avons défini comme stables les municipes touchés de façon similaire (même classe de nombre d'homicides) durant la majorité du temps, soit 9 ans ou plus (graphique 5.1a). Une telle catégorisation met en lumière deux faits principaux. D'une part, 84 % des municipes colombiens peuvent être considérés comme stables. Pareille proportion indique à quel point la violence est ancrée sur le territoire et repose sur des bases qui perdurent dans le temps. Mais d'autre part, parmi ces municipes, la situation est contrastée d'une classe à l'autre. Les différences s'accusent encore lorsque l'on s'attache aux municipes que l'on peut qualifier de « très stables », c'est-à-dire qui demeurent plus des 3/4 du temps (13 ans ou plus) dans une classe identique (graphique 5.1b). Là, les municipes inventoriés dans les classes extrêmes se distinguent nettement par une plus forte constance : 38 % de ceux, très calmes, où il n'est pas enregistré d'homicide sont très stables, de même que 44 % de ceux, très violents, où sont perpétrés 150 homicides ou plus par an. Les zones très calmes (0,9 % de la population colombienne) et plus encore les zones très violentes (30,7 % de la population colombienne) le sont donc de manière endémique.

Graphique 5.1 – La stabilité de la répartition des homicides (1982-1998)

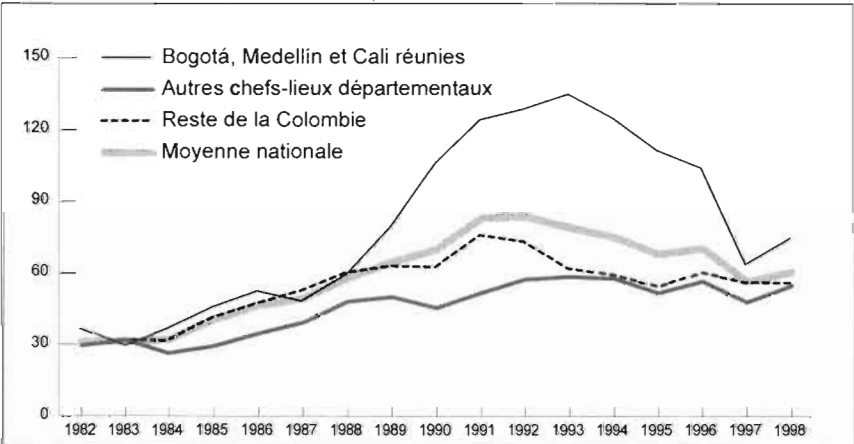
Conception et réalisation : O.Pissoat

Graphique 5.2 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants, par rang ou taille de municipe (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

Graphique 5.3 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants des municipes selon trois catégories (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

Cette stabilité d'ensemble n'empêche évidemment pas que se manifestent des fluctuations conjoncturelles à l'échelle locale, très liées aux épisodes et théâtres d'opérations militaires (graphique 5.2a). Il est ainsi possible d'opposer la région orientale au taux presque toujours supérieur à celui de la Colombie à la région Caraïbe beaucoup plus clémente, ou bien encore la région andine dont la courbe reste proche en tendance de celle du pays à la région Pacifique où alternent des phases d'accalmie et d'aggravation¹. À l'inverse, en différenciant les autres municipes selon leur taille de population, les évolutions sont toutes similaires (graphique 5.2b).

Au total, sur la plus grande partie du territoire, l'implantation des différents niveaux de violence ne varie guère dans le temps. L'inscription spatiale du phénomène n'est pas aléatoire et répond à un système causal durable. L'inertie est bien en effet une des caractéristiques principales de ses deux déterminants principaux : la distribution de la population et celle des ressources économiques.

2.2. Le poids des métropoles

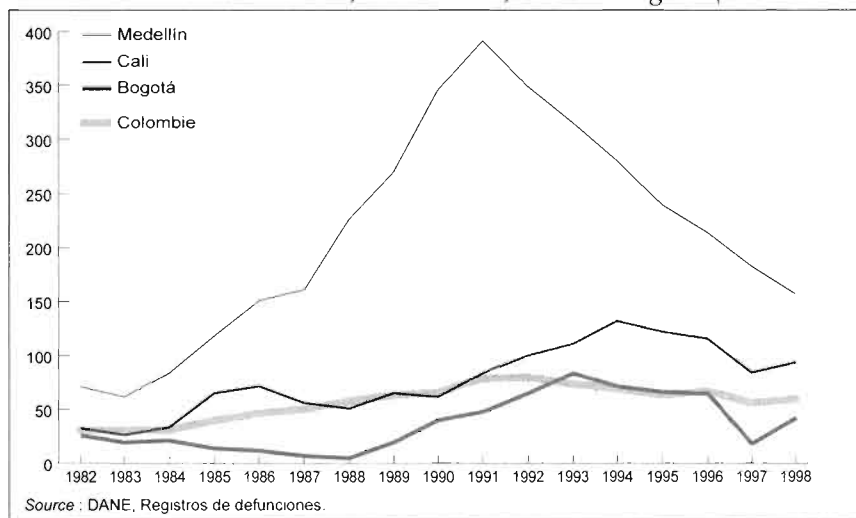
Dans l'évolution du taux d'homicide par types de municipes colombiens depuis 1982, deux périodes doivent être distinguées (graphique 5.3). De 1982 à 1988, les taux de Bogotá, Medellín et Cali réunies, des autres chefs-lieux départementaux et du reste du pays augmentent de façon parallèle : les trois métropoles et le reste du pays gardent des taux très proches (respectivement 44 et 42 hpcmh en moyenne), alors que les autres chefs-lieux départementaux, moins touchés (34 hpcmh), restent en deçà de la moyenne nationale. De 1989 à 1996 une forte différenciation s'instaure. Les trois métropoles se détachent nettement et voient, en dépit d'une forte baisse après 1993, leur taux moyen sur la période atteindre le chiffre de 114 hpcmh, soit une hausse de 159 % par rapport à celui de la période précédente. Pour les deux autres catégories cette croissance est bien moindre (57 et 52 %), mais surtout, tandis que pour les chefs-lieux départementaux le niveau de violence s'élève légèrement, celui du reste du pays, désormais inférieur à la moyenne nationale, faiblit en tendance de manière modérée mais régulière jusqu'en 1997. En résumé, alors que pendant les années 1980 la violence homicide obéit aux mêmes orientations pour l'ensemble du pays, dans les années 1990 elle s'intensifie dans les principaux centres urbains et surtout les métropoles ; le poids de celles-ci sur l'évolution de la statistique nationale devient alors déterminant. L'année 1997 semble marquer,

¹ La détérioration de la situation de la côte Pacifique ces dernières années est en grande partie occultée par le poids de Buenaventura, le port de Cali, qui suit complètement l'évolution de sa métropole.

en même temps que le retour à des taux nationaux comparables à ceux de la fin des années 1980, le rétablissement d'un régime d'évolution commun à l'ensemble du pays¹.

Pour autant, il n'y a pas un comportement homogène des trois métropoles (graphique 5.4). La singularité de Medellín est criante. Déjà double de celui de l'ensemble du pays au début des années 1980, son taux est en constante progression jusqu'en 1991, où il atteint 392 hpcmh, le quintuple de la statistique nationale. Malgré une chute constante depuis, il demeure en 1998 trois fois plus élevé que la moyenne colombienne. Trois pistes principales peuvent apporter des éléments d'explication à ce niveau de violence exceptionnel. Capitale d'Antioquia au cœur d'une importante zone de colonisation agraire, Medellín hérite d'une longue tradition de conflits sociaux, souvent conclus dans la violence. Plus récemment, la métropole est au centre des espaces qui sont l'enjeu du conflit armé et du trafic de drogue et, de ce fait, est le lieu par excellence de l'interaction entre violence politique et grand banditisme (nettoyage social, milices de tout bord, etc.). Enfin, les études de Salazar (1992 et 1998) ont bien illustré la pénétration sociale profonde des pratiques délinquantes et leur impact homicide dans les quartiers populaires de la ville ; une dynamique qu'on ne retrouve pas, ou en tous cas pas avec une telle intensité, à Cali et encore moins à Bogotá.

Graphique 5.4 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants, à Medellín, Cali et Bogotá (1982-1998)



Conception et réalisation : O. Pissoat

¹ Cette hypothèse est encore fragile puisque notre série chronologique détaillée par municipe s'arrête en 1998. Cependant les données supplémentaires dont nous disposons pour les trois grandes métropoles jusqu'en 2001 ne la démentent pas : elles montrent une légère tendance à la hausse (environ 83 en 1999, et 84 en 2001, en moyenne pour les trois villes), imputable entièrement aux taux de Medellín (169 en 1999, 211 en 2001).

Sans commune mesure avec celui de Medellín, le niveau de violence homicide à Cali est cependant élevé. Son taux annuel, souvent équivalent à la moyenne nationale, la dépasse à deux moments. Le premier, limité aux années 1985-1986, correspond à des circonstances spécifiques à Cali : la pleine activité du cartel de la drogue et des opérations de nettoyage social qu'il y a fomentées (Camacho et Guzmán, 1990 : 80 et 123). Le second, qui débute en 1991, renvoie d'abord à la dynamique économique commune à l'ensemble du pays : la crise de l'emploi consécutive à la politique d'ouverture économique (1991-1993). Ce processus influence aussi l'évolution de l'homicide à Bogotá, comme en témoigne le parallélisme presque constant des deux courbes à partir de cette date. Depuis 1994 cependant, la différence entre les taux des deux villes augmente. L'État, après « en avoir terminé » à Medellín et exécuté Pablo Escobar en décembre 1993, engage la répression contre l'organisation des frères Orejuela. À Cali, l'effondrement de l'économie induite par l'argent sale s'ajoute alors à l'impact de la crise économique sur l'emploi, aujourd'hui à son faite.

À l'inverse de Medellín et Cali, Bogotá est presque toujours moins violente que l'ensemble du pays. Dans les années 1980 la ville voit même son taux diminuer alors qu'il augmente partout ailleurs. À partir des années 1990 la violence s'y aggrave au point de rejoindre pour un temps le niveau national. L'écart entre la capitale et les deux autres métropoles a une explication principale, qui revient dans tous les entretiens menés avec des spécialistes : les réseaux de narcotrafiquants n'y sont pas puissamment établis comme à Medellín et Cali. À Bogotá, le commerce de stupéfiants se déploie essentiellement en fonction de la consommation locale (en hausse permanente) et, s'il s'agit d'exportation, la ville ne sert le plus souvent que de point de départ des « mules » vers l'étranger¹. L'influence des mafias de la drogue, « plus tardive et exogène »², ne s'y appuie pas sur les mêmes dispositifs et n'entraîne pas la même prolifération de bandes armées, organisées pour l'assassinat. Pour expliquer la violence homicide à Bogotá, il faut donc envisager des facteurs économiques et sociaux endogènes, que nous allons aborder maintenant par différents biais.

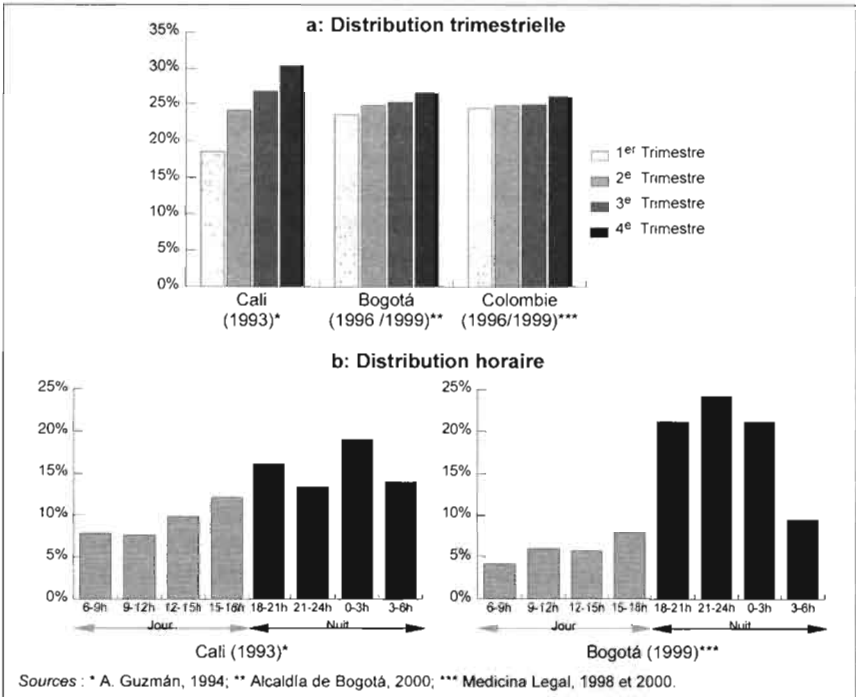
2.3. Bogotá et Cali : des régularités structurelles qui dépassent le cadre colombien

L'évolution analogue de Bogotá et Cali tout au long des années 1990 est d'autant plus remarquable que la violence létale semble y

¹ Entretien avec le colonel Ricaurte, novembre 2000 : « Le rôle de Bogotá est encore atténué ; tous les procès-verbaux se recoupent : les mules arrêtées à l'aéroport n'ont pas été chargées à Bogotá, mais plus tôt, spécialement dans la région cafetière, à Pereira par exemple ». Cet avis se vérifie à la lecture des témoignages réunis par A. Molano (1997).

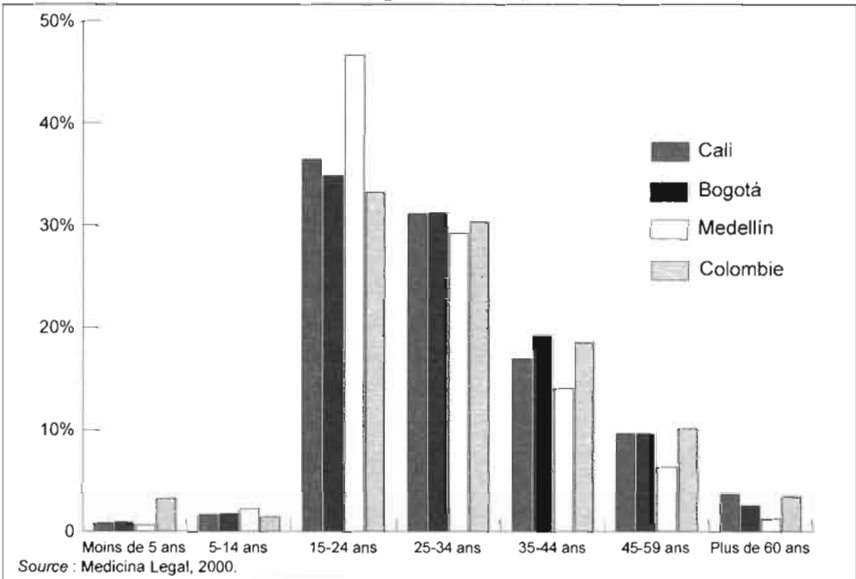
² Entretien avec M.V. Llorente, novembre 2000.

Graphique 5.5 – Distributions temporelles des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1999)



Conception et réalisation : O. Pissoat

Graphique 5.6 – Groupes d'âge des victimes d'homicide à Cali et Bogotá (1996)



Conception et réalisation : O. Pissoat

réagir à une série de facteurs communs. La différence d'intensité provient en revanche de conditions spécifiques, parmi lesquelles l'implantation du crime organisé joue un rôle essentiel.

Les « temps forts » de la violence homicide

Comme le montre le graphique 5.5a, le nombre d'homicides augmente progressivement au cours de l'année, pour culminer au dernier trimestre. Cette tendance, plus marquée dans les métropoles, se retrouve pour l'ensemble de la Colombie¹. Les fêtes de fin d'année sont l'occasion de nombreux achats, souvent onéreux. Certaines personnes sont alors tentées de recourir à la violence pour se procurer les moyens de participer aux réjouissances communes. D'autres ressemblances dans les calendriers de l'homicide à Bogotá et Cali renvoient à des explications économiques. Les employés colombiens étant payés le plus souvent à la quinzaine, on enregistre tous les quinze jours une augmentation du nombre des homicides, notée par Guzmán pour Cali (Guzmán, 1994 : 20) et par Segovia pour Bogotá (Segovia, 1994 : 22). De même, l'analyse des données journalières révèle une fréquence supérieure des homicides en fin de semaine, les trois journées de vendredi, samedi et dimanche en concentrant au moins la moitié. Confirmés par l'étude de Segovia qui pointe de façon identique les jours fériés et les « ponts » (*Ibid.* : 20-22), ces résultats signalent ce que Guzmán appelle la *rumba pesada* (Guzmán, 1994 : 28), c'est-à-dire les comportements violents associés à la fête et à la consommation d'alcool et de drogues. Enfin, la distribution horaire des homicides montre dans les deux villes une recrudescence pendant la nuit (graphique 5.5b). Bien sûr, aucun de ces résultats n'est spécifique du contexte colombien.

Les caractéristiques démographiques des victimes d'homicide

Les groupes d'âge les plus touchés par la violence sont ceux des jeunes (15-24 ans) et des jeunes adultes (25-34 ans), dans les métropoles comme dans l'ensemble du pays (graphique 5.6). Là non plus, rien de spécifique à la Colombie : les travaux de la BID se basent ainsi sur ces tranches d'âge et leurs projections démographiques pour prévoir l'évolution de la violence en Amérique latine (BID, 2000 : 71-78). De même, comme ailleurs dans le monde, ce sont les hommes qui sont de très loin les plus touchés (autour de 93 % des victimes aussi bien à Cali qu'à

¹ Il faut noter cependant qu'en dehors des villes, les saisonnalités sont autres. Ainsi, dans la zone du café, une hausse du nombre d'homicides se produit au moment des récoltes, avec la migration saisonnière d'une main-d'œuvre majoritairement masculine. Au niveau national, la distribution peut aussi montrer certains pics circonstanciels, notamment à l'approche d'élections qui entraînent un regain de l'activité des acteurs du conflit armé afin d'influencer le vote ou de l'empêcher dans les zones qu'ils contrôlent.

Bogotá, ou dans le reste du pays). Or d'après Chesnay (1999 : 128), l'ampleur du déséquilibre entre les sexes est un indice de la gravité de la situation : « Dans les sociétés avancées, où le crime n'occupe plus qu'une place marginale, souvent limitée pour l'essentiel à la sphère familiale, le nombre de victimes masculines ne dépasse généralement que de peu le nombre de victimes féminines, et le rapport des pertes masculines aux pertes féminines est systématiquement inférieur à deux. En revanche, là où l'État est déficient et le crime organisé tout puissant, les victimes sont pour les 4/5, voire davantage, des hommes, en raison des affrontements entre bandes rivales. C'est aujourd'hui le cas en Russie ». Ainsi, la surmortalité masculine par homicide est assez banale, mais le niveau qu'elle atteint en Colombie ne l'est pas. Dans la tranche 25-45 ans, elle se traduit par « une différence de plus en plus nette dans l'espérance de vie à la naissance des deux sexes, de presque huit ans en 1990 » (Dureau et Flórez, 1996 : 142-143).

Les mobiles des homicides

La détermination du mobile d'un homicide est bien sûr sujette à caution et les catégories employées sont vagues. Sous l'appellation « règlement de compte » peuvent ainsi être réunis différents types d'homicides, puisque l'on n'en connaît généralement pas le responsable (acteur politique ou malfaiteur ?). Dans ce cas c'est la connaissance du sujet et du terrain qui font dire aux experts qu'il s'agit de « simples » criminels plutôt que de guérilleros ou de paramilitaires. Les chiffres sont néanmoins instructifs.

Tableau 5.2 – Les mobiles présumés des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1998)

	Cali (1993)*	Bogotá (1998)**
Règlement de compte	51 %	37 %
Braquage/vol	19 %	26 %
Crime passionnel, dispute, rixe	15 %	21 %
« Intolérance sociale »	7 %	5 %
Autres	8 %	11 %

Sources : * Guzmán *et alii*, 1994 ; ** Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 1999.

Dans plus de 40 % des cas, aucun mobile ne peut être défini et, quand l'information existe, la violence extrême dans les relations privées et sociales (crime passionnel, dispute, rixe) n'est pas prépondérante. Décidément, l'hypothèse d'une « culture de la violence » avancée par certains observateurs ne tient pas. Mais surtout, il est flagrant que la situation vécue à Cali et Bogotá n'a pas de lien direct avec le conflit national : les rivalités entre

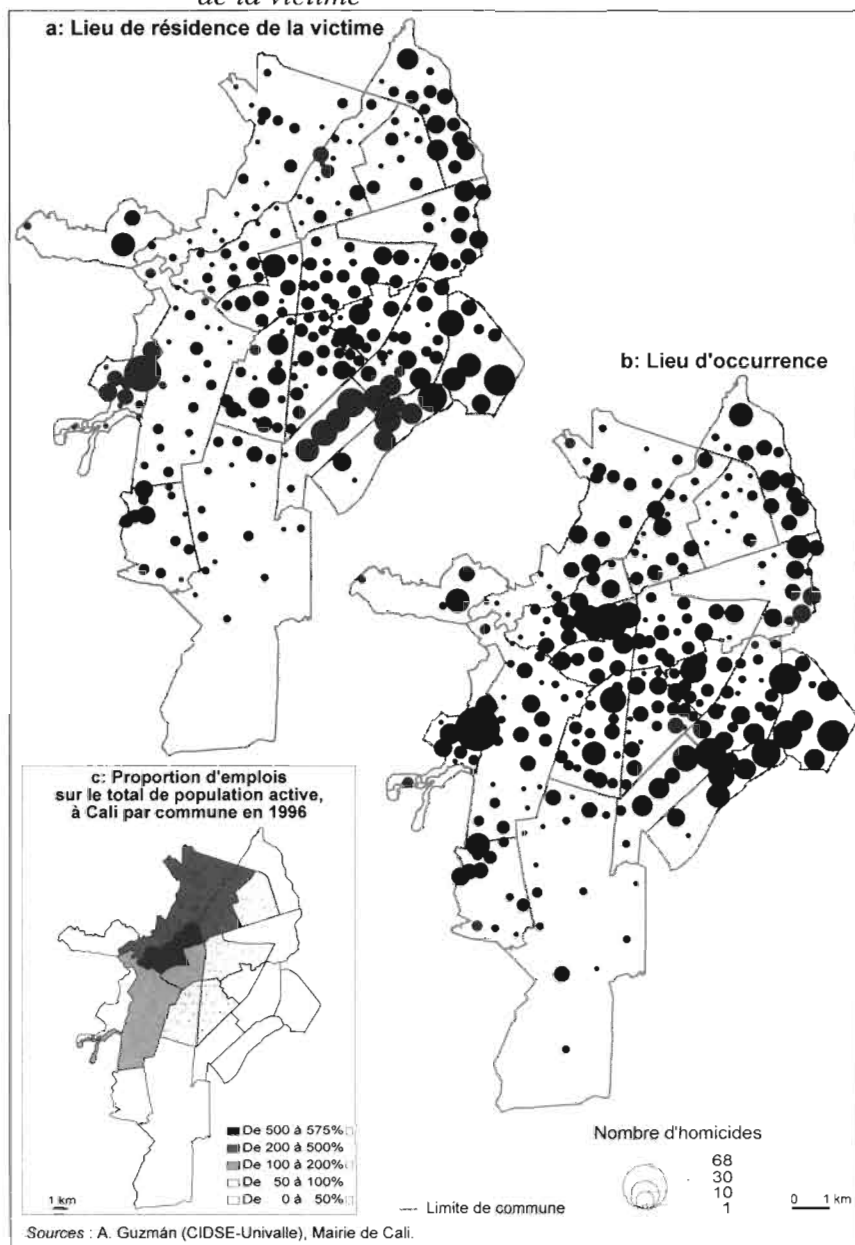
malfrats (règlement de compte) et les crimes pour raisons économiques (braquages) totalisent respectivement 70 et 63 % des mobiles identifiés. Au surplus, il y a concordance entre arme utilisée et mobile : au recours plus fréquent à l'arme à feu à Cali correspond la plus grande importance des règlements de compte, tandis qu'à Bogotá l'usage plus fréquent d'armes blanches coïncide avec l'abondance des disputes. Ces résultats indiquent bien la prééminence de la délinquance économique sur la violence homicide dans les deux villes (grand banditisme mais aussi secteurs délinquants et criminels moins organisés), avec toutefois une influence mafieuse plus prégnante à Cali.

La répartition des homicides à l'intérieur de la ville

Les données utilisées dans le cas de Cali permettent de comparer les lieux d'occurrence de l'homicide (il s'agit en fait du lieu où est retrouvé le corps) aux lieux de résidence des victimes. Dans le cas des lieux de résidence, on observe une nette concordance entre niveau socio-économique et intensité de la violence, les zones les plus touchées étant les plus pauvres (carte 5.3a). Les lieux d'occurrence sont en revanche répartis entre les quartiers populaires et l'axe central de concentration des commerces et des services, avec un plus fort poids des premiers (carte 5.3b). Et l'on sait grâce aux cartes élaborées par la mairie entre 1992 et 1998 que cette distribution s'avère stable dans le temps. Par ailleurs, en ne prenant en compte que les faits pour lesquels tous deux sont connus, il existe entre lieu d'occurrence et lieu de résidence une coïncidence spatiale élevée. La ville recèle des endroits dangereux dont sont principalement victimes leurs propres habitants. C'est le cas de figure majoritaire. Il n'est pourtant pas le seul et la juxtaposition des cartes 5.3a et 5.3b met en évidence un processus de « densité mouvante », c'est-à-dire de variation de l'intensité du peuplement au fil des heures de la journée (Mille, 2000). En effet, les zones d'emploi vers lesquels affluent quotidiennement les travailleurs (carte 5.3c), qui sont celles qui concentrent également les « lieux conflictuels » (selon l'acception de Paz Pública : bars, discothèques, etc.), correspondent aux quartiers où le nombre d'homicides constatés est très supérieur à celui des résidents tués. Se dévoile ainsi une violence accompagnant les mobilités fonctionnelles des citoyens (quotidiennes ou hebdomadaires), elles-mêmes structurées par les zones d'activité (emploi, commerce, diversion).

Les données utilisées dans le cas de Bogotá ne renseignent pas sur le lieu de résidence des victimes. Elles peuvent en revanche être décomposées selon l'heure d'occurrence du crime et confirment les tendances identifiées à Cali (carte 5.4a). La répartition spatiale des homicides révèle leur concentration dans les zones défavorisées et est stable dans le temps. La distribution

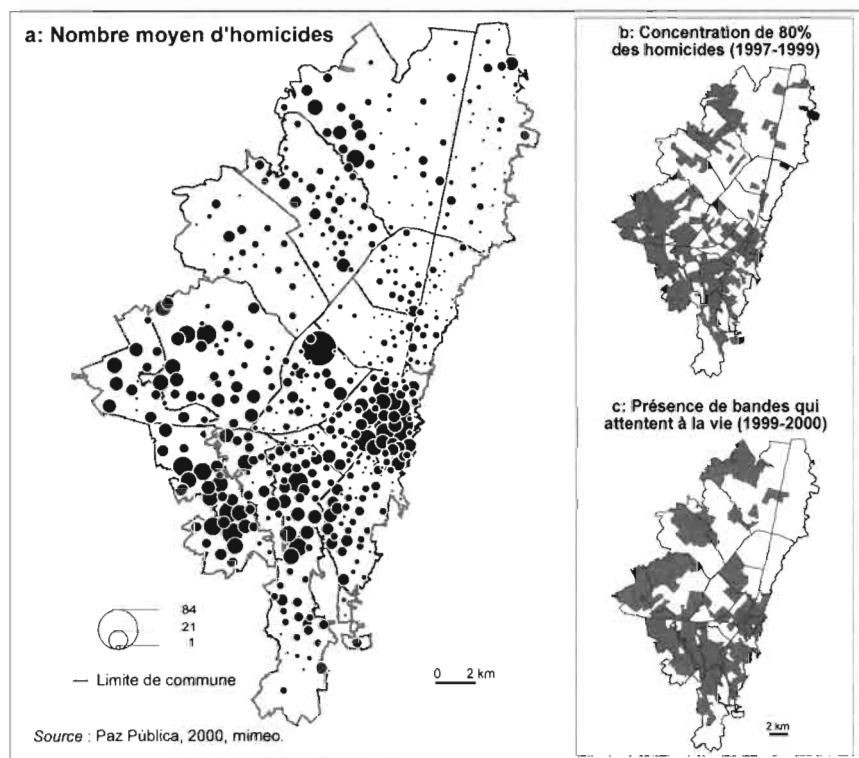
Carte 5.3 – *Les homicides dans Cali par quartier en 1996, selon leur lieu d'occurrence et le lieu de résidence de la victime*



temporelle, quant à elle, n'a pu être analysée que par arrondissement, ce qui empêche d'en tirer des conclusions précises, mais elle conforte la thèse du rôle joué par les mobilités domicile-travail dans la journée et des mobilités vers les lieux de loisirs la nuit venue.

À Bogotá comme à Cali, les secteurs les plus pauvres de la population sont donc les victimes préférentielles de la violence homicide, qui sévit le plus souvent sur leurs lieux de résidence, mais suit également les déplacements intra-urbains. La dynamique de la violence en ville est régie par d'autres phénomènes que le seul conflit armé. C'est à une conclusion similaire qu'aboutissent les chercheurs de Paz Pública (cartes 5.4b et 5.4c). Selon eux, c'est la présence de la délinquance organisée liée aux marchés illégaux (drogues, armes, prostitution, etc.) qui explique la distribution des homicides : « un diagnostic public sur l'homicide dans un centre urbain comme Bogotá ne peut continuer d'ignorer la violence engendrée par les structures criminelles qui y opèrent » (Llorente *et alii*, 2000 : 20). Cependant, alors qu'à Cali le poids des mafias explique le taux d'homicide élevé, Bogotá semble subir une violence beaucoup plus courante, que d'aucuns nomment « syndrome des grandes villes ».

Carte 5.4 – Les homicides dans Bogotá par secteur (1997-1999)



2. 4. Les métropoles colombiennes vis-à-vis d'autres grandes villes du monde

Les résultats d'une comparaison internationale centrée sur les métropoles en 1994 coïncident avec la hiérarchie entre les États la même année (Nations Unies, 1994)¹. Avec des taux généralement plus élevés que ceux de leurs pays respectifs, la plus forte violence enregistrée dans les capitales des Amériques est confirmée². En Colombie, Cali et avant tout Medellín se distinguent manifestement du reste du monde. Le chiffre de Bogotá, à l'opposé, n'est pas aussi saillant. Il est notamment inférieur à celui de Washington, et proche de ceux d'autres métropoles des États-Unis. Des considérations conjoncturelles ne peuvent servir d'explication, car des chiffres de la BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*) pour 1999, plus fragmentaires, montrent les mêmes tendances.

Tableau 5.3 – *Les taux d'homicide pour 100 000 habitants dans quelques métropoles du monde (1999)*

Colombie		Amérique centrale		Amérique du Sud		Amérique du Nord		Europe/Asie	
Medellín	169	Guatemala	101	Caracas	76	Washington	73	Madrid	3
Cali	103	San Salvador	95	Rio	63	New York	16	Paris	2
Bogotá	40	Mexico	20	Sao Paulo	48	Ottawa	1	Londres	2
				Lima	25			Tokyo	1
				B ^{nos} Aires	3				
				Santiago	2				

Source : Acero H., 2000.

À la tête du service « Cohabitation et Sécurité » de la mairie de Bogotá, H. Acero³ peut donc regretter l'amalgame répandu qui confond la réalité bogotaine avec la situation de violence endurée à Cali et Medellín. La capitale affiche en fait un taux tout à fait similaire à bien d'autres grandes villes du continent. Il est deux fois plus bas qu'à Caracas ou Washington et reste en deçà de ceux de Rio de Janeiro et Sao Paulo où agissent, comme en Colombie, des escadrons de la mort ; toutes ces agglomérations appartenant à des nations qui ne subissent pas de « guerre intestine » (Pécaut, 2000 : 6). L'opinion de P. Casas, directeur de l'observatoire de la sécurité à la Chambre de Commerce de Bogotá, trouve ici des arguments : « Il n'y a aucun rapport entre violence politique et violence urbaine. La première n'a aucun impact sur la seconde. Ce sont deux choses totalement différentes, et d'ailleurs le problème de l'insécurité à Bogotá ressemble pour une grande part à celui que

¹ Réunissant des statistiques des Nations Unies, de l'ISS et du FBI, la comparaison porte sur plus de 70 villes. Ces données, trop volumineuses, ne sont pas reproduites ici.

² Sauf Toronto, Buenos Aires et Santiago, comparables aux capitales européennes.

³ Entretien, novembre 2000, Bogotá.

rencontrent d'autres métropoles américaines. C'est en fait un phénomène commun à toutes les grandes villes développées du monde entier »¹. Dans le contexte colombien, cette assertion peut paraître excessive, mais il n'empêche qu'à l'inverse de beaucoup de « violentologues », les personnes travaillant spécifiquement sur cette ville² dissocient conflit national et violences dans la capitale. Certes Bogotá n'est pas isolée du reste de la Colombie et des combats qui s'y déploient, mais elle souffre surtout d'un mal commun à bien d'autres métropoles incapables de juguler leur criminalité.

Une fois admise sa dissociation du conflit armé, les interprétations de la violence axées sur les différenciations économiques et sociales peuvent être reprises. Parce qu'elle condense les clivages de la société, la ville subit, en un même endroit, l'ensemble des violences accablant le pays (Guzmán *et alii*, 1993 : 15). La violence, fait social total, est exacerbée en ville car c'est le lieu du pouvoir, de l'anomie, où tout s'achète et où sont flagrantes les discriminations et les brutalités envers certains groupes. En accord avec J. Pinheiro (1993 : 3), nous ne pensons pas que c'est la ville en soi qui est en cause, mais la concentration de l'ensemble de ces facteurs, dans des sociétés urbaines particulièrement fragmentées et identifiant le pauvre au criminel. Bien sûr, le mécanisme de répercussion des crises économiques et des recompositions sociales urbaines sur la violence et sa manifestation extrême, l'homicide, est complexe et son analyse passe par l'étude, anthropologique autant que statistique, de l'ensemble des groupes sociaux impliqués dans les différents types de délinquance, de leurs logiques de passage à l'acte et de leurs interactions. C'est là un des enjeux majeurs de la criminologie moderne, qui dépasse largement le cadre de ce chapitre. Plus modestement, nous nous intéresserons maintenant à l'analyse de la dynamique récente de la petite délinquance à Cali.

3. DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA DÉLINQUANCE COMMUNE À CALI

Dans son acception la plus générale, en particulier en Colombie, l'expression « délinquance commune » recouvre l'ensemble des crimes et délits de droit commun, quelle que soit leur gravité, par opposition à ceux qu'engendrent la violence politique et le conflit armé. Cependant, bien des analyses récentes

¹ Entretien, novembre 2000, Bogotá.

² En tout cas celles que nous avons interviewées, qu'elles travaillent dans des administrations municipales ou gouvernementales, dans des institutions privées ou des ONGs ou dans des centres de recherche universitaires.

sur la violence en Colombie¹, comme les deux premières parties de ce chapitre, insistent sur l'interpénétration des pratiques de délinquance « commune » et « politique », en particulier lorsqu'il s'agit des crimes les plus graves (homicide, hold-up, enlèvement, etc.), à tel point qu'on pourrait douter de la pertinence analytique de cette distinction. Dans cette section, nous adopterons une définition plus restrictive de la « délinquance commune », comme synonyme de petite délinquance (principalement les vols, avec ou sans violence). Pour être peu orthodoxe, ce choix nous semble pourtant indispensable en Colombie, où la prégnance de l'homicide exerce un effet de contamination sur l'ensemble du champ de la criminologie : il permet de maintenir au contraire une distinction descriptive et explicative entre formes fortes et faibles de délinquance.

Par ailleurs, au moins autant que sa prévalence réelle et l'évolution des chiffres, ce sont les paradigmes de l'interprétation sociologique qui forgent les perceptions et les analyses différentes du phénomène. Très schématiquement – nous y reviendrons plus loin –, deux thèses s'opposent : (i) celle du dicton populaire « qui vole un œuf, vole un bœuf » (et ses variantes savantes), pose un enchaînement causal entre les formes faibles et fortes de la violence, qui conduit à l'idéologie de la « tolérance zéro » et aux politiques du tout répressif ; (ii) celle qui insiste au contraire sur l'indépendance de la petite délinquance par rapport à la grande criminalité et sur les déterminants sociaux et économiques de la première, justifie les politiques de prévention et de traitement social. Sans nier qu'il existe des cas « d'entraînement », en milieu carcéral notamment, pouvant conduire des petits délits à des crimes plus graves, nous défendons ici, d'un point de vue statistique et sociologique, la seconde thèse. Deux arguments nous paraissent décisifs. Le premier, qui n'apparaîtra qu'en filigrane dans nos interprétations, est en revanche au centre de plusieurs recherches en sociologie, économie et anthropologie menées actuellement à Cali (voir les travaux de Guzmán et ceux de Salazar cités plus loin) : il tient aux motivations économiques et aux formes de capital et d'organisation investies dans la petite délinquance (armes, logistique, division hiérarchique du travail, etc.), radicalement différentes de celles qui caractérisent les milieux « professionnels » de la grande criminalité et de la violence institutionnelle. De fait, cette différence n'autorise que rarement les acteurs à passer d'un type d'activité à l'autre. Le second argument, qui nous intéresse directement ici, est l'importance des effets de la conjoncture socio-économique globale et des contextes sociaux et spatiaux locaux sur les niveaux d'activité délinquante en ville. Nous prendrons le point de vue de

¹ Voir, par exemple, Camacho et Guzmán, 1990 ; Deas et Llorente, 1999 ; Gaitán, 1995 ; Franco, 1999.

l'exposition des populations urbaines au vol, pour développer cet argument en deux temps. En situant d'abord le niveau et l'évolution du taux d'atteinte à la propriété à Cali dans le contexte national et international pour évaluer l'effet sur la délinquance commune de la crise sociale durant la période 1995-1998. En analysant ensuite en détail, à l'échelle intra-urbaine, l'exposition différentielle au vol selon les contextes spatiaux et sociaux.

3.1. Niveaux et évolution de la petite délinquance dans une conjoncture de crise sociale

Comme nous l'avons dit déjà, la comparaison internationale des niveaux de la délinquance commune se heurte, beaucoup plus encore que pour l'homicide, à de multiples difficultés. La variabilité des indicateurs, l'incohérence entre les enquêtes ménages et les sources policières, les méthodes différentes de calculs des taux (selon la définition de la population de référence, en particulier), la fragilité des méthodes de collecte auprès des ménages (mauvais libellés des questions entraînant des doubles comptes, sondages biaisés), l'instabilité des types de délit inclus dans les enquêtes (vols avec ou sans violence, agression, incivilités, etc.) sont autant de facteurs de distorsion des chiffres qui ouvrent la porte aux interprétations divergentes et aux usages tendancieux des statistiques.

À notre connaissance, l'effort de synthèse récent le plus sérieux sur le sujet en Amérique latine est celui qu'a lancé en 1996 un réseau de sept centres de recherche coordonnés par la BID¹, dont les résultats ont été publiés entre 1999 et 2001. Malgré les moyens et les critères d'exigence mis en œuvre dans ce travail, les auteurs du premier rapport reconnaissent que « l'estimation de la violence contre la propriété a conduit, cependant, à des chiffres moins crédibles et comparables (que pour la violence homicide) » (Londoño et Guerrero, 1999 : 20). En effet, rares sont les chiffres cités dans ce document qui furent établis selon une méthodologie stable et rigoureuse ; nous n'utiliserons donc, à titre de comparaison, que quelques estimations issues des enquêtes ménages spécifiques conduites sous la tutelle de la BID en 1996 et 1999.

Situons d'abord le niveau global de criminalité non-homicide que permet d'estimer l'enquête CIDSE/IRD réalisée en 1998 à Cali (annexe 2) grâce à un indicateur communément utilisé : le nombre de délits pour mille habitants². En moyenne dans l'univers

¹ Voir en particulier Londoño et Guerrero, 1999 et Fajnzylber, Lederman et Loayza (éds.), 2001.

² Nous l'obtenons en sommant les déclarations d'événements constituant des délits juridiques : les vols d'une part et les coups et blessures d'autre part (sans armes, à l'arme blanche ou à l'arme à feu). Cependant, il faut bien sûr se garder d'établir une quelconque

de l'enquête, représentatif d'environ 80 % de la population totale de Cali, il s'est produit entre mai 1997 et mai 1998 environ 114 délits pour 1 000 habitants. 22 % des ménages ont rapporté au moins un délit et les ménages touchés en ont déclaré en moyenne 2,4 dans l'année. Grâce au module « criminalité » de l'ENH (*Encuesta Nacional de Hogares*), réalisée dans les onze principales villes du pays en 1995, nous disposons d'un point de référence dans le temps¹. Cette année-là, le taux de criminalité élaboré de la même manière (vols et coups et blessures volontaires) et mesuré par la même méthode s'élevait à 44⁰/₀₀ à Cali, soit un taux proche de la moyenne observée dans les 11 villes (48⁰/₀₀) et du chiffre de Bogotá (50⁰/₀₀)². À Cali, la proportion de ménages touchés n'a pas connu la même hausse que le nombre de délits : elle était en 1995 de 16,5 % (le chiffre de 1998 est donc en augmentation de 33 %). C'est le doublement du nombre de délits rapportés par les ménages au cours de l'année (1,2 en moyenne en 1995 vs 2,4 en 1998) qui est principalement responsable de l'augmentation du taux de criminalité³.

La comparaison à l'échelle latino-américaine des prévalences du vol dans les populations adultes, mesurées par les enquêtes ménages de la BID durant la période 1995-1999 (tableau 5.4), fait tomber, en ce qui concerne la criminalité non homicide, le présupposé fréquent chez les analystes du caractère exceptionnel du cas colombien. De fait, lorsque l'on s'efforce, comme nous l'avons fait ici pour six villes du sous-continent, de ne comparer que des indicateurs identiques obtenus avec des méthodes homogènes, le niveau de délinquance commune à Cali figure parmi les plus bas : il est semblable à ceux des métropoles brésiliennes (ou des pays du cône sud), plutôt faible dans le contexte des pays andins et sans commune mesure avec ceux des pays d'Amérique centrale et du Mexique⁴. Ainsi, si son taux d'homicide situe la Colombie parmi les pays les plus violents du monde, il est par contre erroné d'étendre cette qualification au

équivalence entre les données de l'enquête et les statistiques de la police puisque les faits rapportés par les enquêtés n'ont fait l'objet d'aucune qualification par l'autorité policière ou judiciaire, tandis que les sources policières ou judiciaires ne reflètent, quant à elles, que des faits rapportés à l'autorité et qualifiés par elle.

¹ Les résultats cités ici sont repris de M. Rubio (1996 et 1999).

² Tandis que les minimum et maximum sont observés dans des villes de moindre importance : 10⁰/₀₀ à Montería et 120⁰/₀₀ à Bucaramanga.

³ Comme cela a déjà été dit, l'enquête réalisée en 1998 à Cali n'est représentative que d'environ 80 % de la population de la ville en raison de l'exclusion des quartiers du nord. Ce défaut de représentativité est peut-être cause d'une certaine surévaluation de la criminalité moyenne (concentration de l'observation sur des quartiers ayant des taux élevés). Cependant, même en retenant l'hypothèse que les communes non observées connaissent des taux inférieurs de moitié à la moyenne observée par l'enquête, le taux moyen pour l'ensemble de la ville s'élèverait quand même à 103⁰/₀₀, soit une augmentation de 134 % par rapport à 1995.

⁴ Voir également Londoño et Guerrero, 1999 : 20.

domaine de la petite délinquance, comme le font certains auteurs en tenant la chose pour évidente.

Tableau 5.4 – Les vols avec ou sans violence dans six villes d'Amérique latine

Villes et sources	Cali	Cali	Cali	Caracas	Mexico	Rio de Janeiro	San Salvador	São Paulo
	1995	1996	1998	1996	1999	1996	1996	1999
	(1)	(2)	(1)	(2)	(4)	(2)	(2)	(3)
Taux de déclaration individuelle * (%)	7,9	8,9	10	17	30	8,7	20	5,5

Sources : D'après Fajnzylber, Lederman et Loayza (éds.), 2001, pour les enquêtes BID et BM ; Rubio, 1996 (d'après l'ENH 1995) pour le chiffre de Cali 1995 ; et l'enquête CIDse-IRD de 1998 à Cali

* : Fréquence individuelle de réponse positive à la question sur l'occurrence d'au moins un vol avec ou sans violence durant la période de référence dans la population adulte totale. (1) : année antérieure, population de 18 ans et plus. (2) : année antérieure, population de 15 ans et plus. (3) : année antérieure, population totale. (4) : six mois antérieurs, population de 15 ans et plus.

Pour revenir à Cali, il est indéniable que dans l'intervalle 1995-1998, la délinquance commune y connaît une augmentation importante, qu'enregistre l'enquête CIDSE/IRD et confirment d'autres sources¹. L'augmentation ne peut s'interpréter sans faire certaines observations complémentaires. Tout d'abord la diminution avérée, durant la même période, de la violence homicide² est une première preuve de l'indépendance, par rapport à cette dernière, d'une petite délinquance principalement liée à l'atteinte à la propriété pour l'obtention rapide de valeurs économiques très limitées. Mais surtout, il faut replacer cette augmentation dans le contexte de la très forte récession qui affecte l'ensemble du pays et particulièrement la région de Cali depuis 1995 ; ses conséquences économiques et sociales sont analysées en détail dans un rapport de conjoncture à la Banque Mondiale (Urrea et Ortiz, 1999), dont nous citerons certains éléments.

Entre 1995 et 1998, la croissance économique à Cali, située autour de 5 % en moyenne sur la période 90-94, a connu une chute brutale due à la détérioration de la conjoncture nationale, sévèrement amplifiée par les effets directs et indirects de la chute du cartel de la drogue³. La récession s'accompagne d'une très grave crise sociale : chute quasi générale du pouvoir d'achat et

¹ Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses (1999 : 57) et Guzmán in Urrea et Ortiz (1999 : 45-46).

² Entre 1994 et 1999, les taux sont passés à Cali de 130 à 100 hpcmh (-23 %), à Medellín de 280 à 170 hpcmh (-39 %), et à Bogotá de 70 à 40 hpcmh (-43 %).

³ L'évolution du P.I.B. du département s'est ainsi inversée pour la première fois depuis plus de vingt ans, passant de +3,5 % en 1995 à -2,8 % en 1998 (Urrea et Ortiz, 1999 : 25, 52, 53).

creusement sans précédent des inégalités socio-économiques. Durant la période 1994-1998, la population vivant en deçà du seuil de pauvreté est passée de 30 % à 39 % et celle vivant en dessous du seuil d'indigence de 5 % à 10 % (*Ibid.*, 1999 : 20). Le chômage, situé aux alentours de 10 % au début de 1995, a atteint le chiffre record de 21 % en juin 1999 et touche de manière très inégalitaire la population selon le sexe, l'âge et le niveau de revenu (*Ibid.*, 1999 : 27-43). Ainsi, par exemple, le chômage des jeunes est devenu catastrophique (45 % entre 15 et 19 ans, soit un doublement du taux depuis 1995) d'autant que s'y ajoute un sous-emploi considérable dans la même tranche d'âge (21 %). Mais c'est surtout selon le revenu que l'inégalité sur le marché du travail est patente et tend à s'accroître : d'un taux de chômage de 21 % en 1994 dans la population du plus bas quintile de revenu, on passe à 38 % en 1998, soit près de 5 fois plus que dans le plus haut quintile (8 %). Si l'on tient compte du sous-emploi, évalué à 20 % dans le premier quintile, c'est donc d'une exclusion massive du marché de l'emploi qu'est victime le cinquième le plus pauvre de la population de Cali. On peut en effet imaginer, l'échantillon de l'ENH ne permettant pas leur estimation, les taux de chômage et de sous-emploi qui frappent, localement, les jeunes des milieux les plus pauvres dans les quartiers marginaux de la ville.

3.2 Les facteurs de l'exposition différentielle au vol à Cali

Dans le contexte de la crise sociale à Cali, nous avons déjà suggéré un impact bien réel de l'exclusion massive du marché du travail de la frange la plus pauvre de la population sur la montée de la délinquance. Pour aborder les déterminants spatiaux et socio-démographiques de l'exposition à la délinquance, nous avons choisi de mettre en relation les déclarations de vol sans atteinte physique¹ recueillies dans l'enquête CIDSE/IRD, avec les caractéristiques des répondants (encadré 5.1). Examinons tout d'abord la variation spatiale du phénomène (carte 5.5). Les taux par arrondissement montrent un lien entre le contexte socio-économique local et la fréquence des atteintes à la propriété : en général, à mesure qu'augmente l'insécurité économique des habitants, augmente également l'insécurité des biens. Ainsi, les plus forts taux sont ceux des arrondissements populaires de l'est². Il y a cependant une exception dans les quartiers pauvres de l'ouest où l'on observe les fréquences les plus basses de Cali. Il faut alors noter que, même s'il s'agit de zones d'habitat auto-construit aussi

¹ Il y a deux raisons à ce choix : d'une part, les vols sans atteinte physique constituent 85 % des délits saisis dans l'enquête et d'autre part leur fréquence élevée permet des estimations fiables, à partir de l'échantillon, pour les analyses fines qui vont suivre, ce qui ne serait pas le cas pour les coups et blessures.

² Pour une description précise de l'inégalité sociale et économique dans Cali par arrondissement, voir Guzmán in Urrea et Ortiz (1999 : 7-17).

Encadré 5.1 – *Modélisation logistique de l'exposition au vol à Cali*

Nous nous proposons d'analyser la variabilité de la fréquence des vols à Cali (c'est à dire le pourcentage d'individus de 18 ans et plus, ayant déclaré au moins un vol dans l'année 1997-1998, qui s'élève en moyenne à 8 %) en relation avec trois types de variables.

1) les caractéristiques socio-démographiques : sexe, âge, statut matrimonial, niveau d'éducation, catégorie socio-professionnelle, phénotype de l'enquêté ;

2) certains descripteurs du contexte spatial et social auquel les individus sont exposés : localisation et strate socio-économique du lieu de résidence, lieu de travail (définie en annexe 3), statut migratoire ;

3) les réponses à deux questions posées aux enquêtés sur leur perception de l'infrastructure policière dans le quartier (bonne, moyenne, mauvaise) et de la condition générale du quartier (bonne, moyenne, mauvaise).

La régression logistique (procédures « Logistic » et « Catmod » de SAS) estime, à l'aide d'un ajustement log-linéaire des données, les effets des variables explicatives (paramètres de l'équation) sur la variable dépendante (présence ou absence d'au moins un délit dans l'année) : effets principaux des variables considérées indépendantes les unes des autres et effets croisés des variables non indépendantes. Le signe du paramètre indique le sens de l'effet : augmentation (+) ou diminution (-) de la probabilité d'être volé (qui est donnée par la réponse marginale estimée). À chaque paramètre est associé un test statistique (χ^2 de Wald) qui mesure la significativité de l'effet (indiquée par les seuils de confiance). Ainsi par exemple, dans le modèle final retenu (tableau 5.5), toutes choses égales par ailleurs, les hommes ont, de manière extrêmement significative (seuil de confiance de 99,9 %), une probabilité d'être volés environ trois fois supérieure aux femmes (13 % vs 4 %).

La démarche qui permet d'aboutir à un modèle correctement spécifié est laborieuse du fait du nombre de variables retenu au départ et du jeu complexe de leurs interactions. Des modèles logistiques de prédiction des réponses individuelles permettent dans un premier temps de faire le tri au sein des effets directs, en éliminant tout d'abord les deux variables de perception du quartier qui s'avèrent très redondantes avec la localisation et la strate socio-économique du lieu de résidence. Les autres effets directs sont tous très significatifs, sauf le statut matrimonial, éliminé du modèle final, et l'âge, dont l'effet dépend du sexe. Quant aux effets croisés, les nombreux tests de spécification du modèle des fréquences marginales montrent que la taille de l'échantillon ne permet d'observer correctement que celui du phénotype de l'individu avec sa catégorie socio-professionnelle. On parvient donc à un modèle à huit variables où sont spécifiés sept effets : le sexe, l'effet croisé du sexe et de l'âge, le niveau d'éducation, la caractérisation du lieu de résidence, le lieu de travail, le statut migratoire et l'effet croisé du phénotype et de la catégorie socio-professionnelle.

Dans ce modèle, l'hypothèse d'indépendance des résidus est rejetée, signe que certaines interactions n'ont pas été prises en compte, mais la taille de l'échantillon ne permet malheureusement pas d'aller plus loin. Tel quel cependant, le modèle explique 31,4 % de la variabilité totale. En tenant compte du fait que la taille de l'échantillon nous a contraint à utiliser des nomenclatures simplistes pour la caractérisation socio-démographique des individus et des niveaux d'agrégation géographique grossiers pour la description des contextes, ce chiffre démontre amplement l'existence d'une liaison statistique forte entre ces facteurs et l'exposition au risque de vol.

Tableau 5.5 – Effets significatifs des caractéristiques des individus sur l'exposition au vol à Cali (1997-1998)

Modalités des variables		Paramètre estimé ⁽¹⁾	Réponse marginale estimée
<i>Modalité de référence</i>			
Constante		-2,49	8 %
Sexe	Homme	0,58 ****	13 %
	Femme	-0,58	4 %
Âge (hommes)	Hommes 25-29 ans	-1,11 ***	3 %
	Hommes 50-59 ans	1,52 ****	28 %
	Homme 60 ans ou plus	-0,18	6 %
Âge (femmes)	Femmes 18-24 ans	0,52*	12 %
	Femme 60 ans ou plus	-0,50	5 %
Niveau d'éducation	Secondaire incomplet	0,74 ****	15 %
	Universitaire	-1,00	3 %
Strate socio-économique et lieux de résidence	Très bas et bas (1,2), quartiers nord et est	0,71 ****	14 %
	Très bas et bas (1,2), quartiers ouest	-0,86 **	3 %
	Haut et très haut (5,6), quartiers sud	-0,02	8 %
Statut migratoire	Né à Cali de parents nés à Cali, migrant de l'intérieur du Valle, Cauca ou Nariño	-0,76 ****	4 %
	Migrant du reste de la Colombie	0,32	10 %
Lieux de travail	À domicile, local public (commerce, atelier), véhicule (taxi, bus), porte à porte.	0,83 ****	16 %
	Étalage, kiosque, vendeurs de rues	-0,94	3 %
Prof. libérale, cadre, secrétaire, personnel administratif	Mulâtre	1,66 ***	30 %
	Blanc	-1,16	3 %
Vendeur fixe et ambulant, ouvrier qualifié de l'industrie	Pas d'effet du phénotype Blanc	-0,07	7 %
Salarié des services, ouvrier non qualifié, chômeur	Noir	0,81 **	16 %
	Métis	-1,35 **	2 %
	Blanc	-0,01	8 %
Ouvrier qualifié de l'artisanat, du bâtiment, des transports	Pas d'effet du phénotype Blanc	0,84	16 %
Employé domestique, messenger, ménagère, retraité, étudiant	Métis	-1,02 ***	3 %
	Blanc	0,24	10 %

(1) effets significatifs aux seuils de confiance de : * 90 %, ** 95 %, *** 99 %, **** 99,9 %. Seules les modalités des variables dont l'effet est significatif sont incluses dans le tableau.

Source : Enquête CIDSE/IRD, juin 1998.

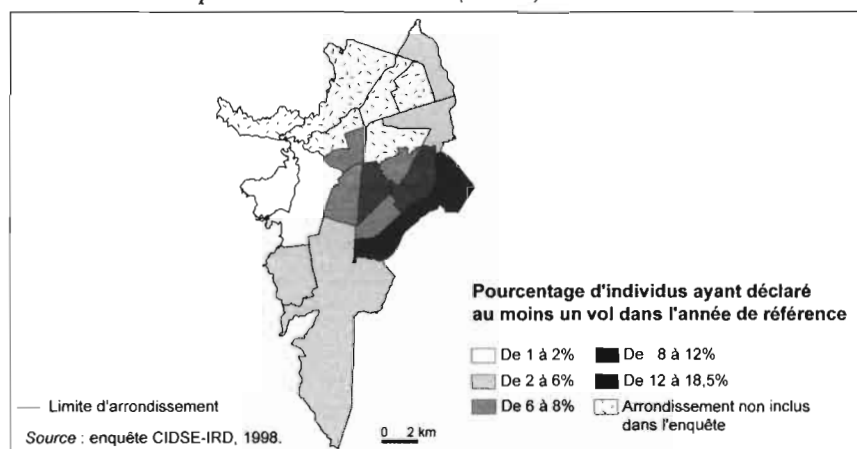
précaires, en moyenne, que les quartiers populaires de l'est, l'homogénéité économique et sociale y est beaucoup plus forte¹. L'hypothèse suggérée par la carte est donc celle d'une inégalité sociale d'exposition au vol non réductible au seul niveau moyen de pauvreté dans le contexte résidentiel. C'est aussi l'hétérogénéité socio-économique locale qui crée le « marché de la délinquance » tandis qu'au contraire l'homogénéité le supprime, en même temps

¹ G. Vanegas (1998 : 63-85) souligne l'homogénéité architecturale et sociale de cette partie de la ville qu'il oppose à la périphérie orientale beaucoup plus disparate.

qu'une plus forte « cohésion » sociale augmente le contrôle de la déviance. Nous allons maintenant tester statistiquement cette hypothèse à partir de données individuelles.

On constate d'abord que la variance expliquée par le modèle se répartit de manière inégale entre deux types de facteurs : un tiers environ est imputable aux effets du sexe et de l'âge, tandis que les deux tiers restants sont dus aux facteurs sociaux et spatiaux (dont 25 % au seul effet croisé de la catégorie socio-professionnelle et du phénotype). À Cali en 1998, parmi les personnes de 18 ans et plus, les hommes ont une probabilité trois fois supérieure aux femmes d'être victimes d'un vol, toutes choses égales par ailleurs¹. L'âge joue de manière très différente dans le cas de l'exposition au vol et dans celui des formes graves de criminalité que l'on sait très fortement associées aux jeunes adultes (victimes comme auteurs). D'après le modèle, les hommes de ces tranches d'âge (surtout les 25-29 ans) sont au contraire bien moins exposés au vol que les 60 ans et plus, tandis que le risque le plus fort se situe entre 50 et 59 ans ; au total, les hommes de 50-59 ans risquent dix fois plus d'être volés que ceux de 25-29 ans. La logique est inverse pour les femmes, l'exposition au vol diminuant régulièrement avec l'âge : les moins de 25 ans encourent ainsi un risque 2,5 fois supérieur à celles de plus de 60 ans.

Carte 5.5 – *Les vols sans atteinte à l'intégrité physique à Cali par arrondissement (1998)*



Conception et réalisation : O. Barbary, O. Pissoat

¹ Il s'agit là d'une constante de la criminologie. En Colombie, pour les délits enregistrés par l'ENH en 1995, la proportion d'hommes dans les victimes était de 56 % alors que la population des 11 villes comprises dans l'enquête est en majorité féminine (Rubio, 1996, tableau n°11). Par ailleurs, le taux de masculinité augmente avec la gravité des délits. Il était en 1998 de 67 % en moyenne nationale pour les coups et blessures volontaires (Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 1999 : 55 et 68) et peut devenir extrême dans le cas des homicides : 93,2 % en 1996 à Cali (Guzmán, *in* Urrea et Ortiz, 1999 : 51).

Il convient à ce stade de rappeler quelques caractéristiques de la population mise en cause dans les crimes ou délits. Elle est dans son immense majorité jeune et masculine. D'après les statistiques de la police en 1995 à Cali, il y a eu parmi les personnes impliquées dans l'ensemble des délits 96 % d'hommes, 58 % de personnes âgées de 18 à 30 ans et 12 % de moins de 18 ans, tandis que la participation des plus de 50 ans est marginale (2,6 %). On peut donc affirmer, à la suite de Guzmán, que les crimes graves se jouent « entre pairs », d'autant que victimes et auteurs partagent les mêmes caractéristiques sociales : « hommes jeunes, de bas niveau d'éducation, travailleurs informels, ouvriers ou employés » (Guzmán, in Urrea et Ortiz, 1999 : 51). Au contraire, dans le cas des petits délits, la population délinquante (hommes jeunes, voire adolescents) et celle des victimes privilégiées (hommes de plus de 40 ans et femmes de moins de 40 ans) sont dissociées. Rubio tire argument de ce même constat fait en 1995 à partir des données de l'ENH pour appuyer la thèse du comportement « rationnel » des délinquants, qui cherchent à minimiser le risque en s'attaquant plus souvent aux personnes âgées et aux femmes (Rubio, 1999 : 250-252). On sait en effet la part qu'a le « calcul » dans les comportements délinquants, mais dans la logique tout aussi prosaïque du marché, on peut penser que les petits délinquants ne volent pas leurs pairs, de même sexe et âge, d'abord parce que ceux-ci n'ont en général rien à offrir. L'analyse de l'exposition au vol selon les caractéristiques sociales et les contextes urbains à Cali éclaire ce débat.

Les paramètres du modèle, analysés dans leur ensemble, permettent de décrire les catégories sociales les plus exposées au risque de vol. Elles se composent d'actifs, issus des classes populaires de niveau d'éducation intermédiaire (particulièrement les travailleurs indépendants et les ouvriers qualifiés de l'artisanat, du bâtiment, de l'industrie et des transports), qui résident le plus souvent dans l'habitat de très bas, bas et moyen standing des quartiers périphériques de l'est et du nord-est de la ville (strates socio-économiques 1, 2 et 3). Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les personnes de niveau scolaire secondaire incomplet subissent une exposition au vol cinq fois supérieure à celles de niveau universitaire, les résidents des trois premières strates socio-économiques des quartiers est et nord-est, deux fois supérieure à ceux des quartiers de classes moyennes et aisées du sud de la ville, tandis que, comme le suggérait la cartographie des taux, dans les quartiers auto-construits des franges occidentales, cette exposition est quatre fois moindre que dans les quartiers populaires de l'est. Concernant l'effet du contexte socio-spatial, ces résultats, confirmés par des analyses anthropologiques plus fines (Urrea, 2000), montrent que ce n'est pas le niveau de précarité socio-économique qui module à lui seul l'activité de la petite délinquance, même si à l'échelle des grands traits de la géographie

sociale de l'agglomération, la fréquence des délits semble être liée au taux de pauvreté. À l'échelle intermédiaire des types de quartiers de Cali, la situation qui apparaît « criminogène » est la coïncidence de deux dynamiques : la multiplication des foyers d'extrême précarité que génère la crise économique et sociale et dans lesquels les jeunes hommes en particulier sont pratiquement exclus du marché du travail¹ ; et l'accroissement local de l'inégalité sociale. Cette juxtaposition spatiale à l'échelle du quartier ou, plus souvent, à l'échelle d'un ensemble de quartiers contigus, augmente la tension entre la précarité des plus pauvres et l'aisance, toute relative, des moins pauvres.

Travailler à domicile, dans les espaces ouverts au public, dans les transports ou en porte-à-porte, multiplie le risque de vol par cinq par rapport aux lieux de travail plus informels : étalages, kiosques, ventes ou services dans la rue. D'autre part, être né à Cali de parents nés à Cali ou être migrant d'origine relativement proche (intérieur du Valle, Cauca ou Nariño), diminue par deux au contraire l'exposition, par rapport aux autres statuts migratoires. Ces effets du lieu de travail et du statut migratoire témoignent, d'une manière indirecte, d'une dimension importante de l'exposition au risque, déjà évoquée dans la section 2.3 : celle-ci varie en fonction des pratiques spatiales et de l'expérience urbaine des acteurs délinquants comme de leurs victimes. En l'absence de données sur les lieux de l'activité délinquante, la mobilité entre logement et lieu de travail, les moyens de transport utilisés, les cartes mentales des zones à risque, etc. (il faudrait pour les obtenir mener une enquête spécifique), ces deux résultats ne fournissent qu'une piste de recherche. Les occasions de commettre un acte délictueux – la rencontre et l'identification d'une victime potentielle – sont situées précisément dans l'espace et le temps urbains d'une part et résultent d'autre part de la perception *a priori* de l'interaction sociale (choix des lieux et des circonstances en fonction du risque et du profit escompté, lecture des comportements propices ou suspects par les acteurs). Pourrait-on, à partir de données plus précises, mettre à jour les logiques de cette exposition différentielle au vol selon les pratiques spatiales, voir en quoi elles sont socialement déterminées ou, au contraire, en quoi elles laissent les acteurs développer des stratégies préventives ? Ces questions restent ouvertes à des études spécifiques.

Aucune source statistique disponible ne permet de mettre en relation les victimes avec les auteurs des délits qui les ont affectées, pour étudier directement leurs conditions respectives. On peut cependant tirer des résultats empiriques précédents certaines

¹ Il faut associer à cette exclusion l'absentéisme et la désertion scolaire des adolescents, qui atteint localement des niveaux faramineux chez les garçons (voir Urrea, 2000, p.23).

conclusions sur la détermination contextuelle de l'exposition à la petite délinquance et son impact social. L'image qui s'en dégage est double. D'une part, la petite délinquance à Cali s'exerce principalement au sein des quartiers populaires, dans une certaine proximité spatiale et sociale entre ses auteurs et ses victimes. D'autre part, l'exposition différentielle selon le sexe, l'âge, la catégorie socio-professionnelle et l'appartenance raciale établit plusieurs lignes de démarcation au sein de la population de ces quartiers : entre hommes adultes ou femmes jeunes plus exposés et hommes adolescents ou jeunes moins exposés, entre actifs des catégories socio-professionnelles les plus exposées et autres catégories ou statuts d'activités moins exposées (chômeurs, retraités, ménagères, étudiants) et, dans certains cas, entre population noire et mulâtre plus exposée et population blanche et métisse moins exposée. Il est probable que ces divisions démographiques et sociales recoupent en partie la césure entre la population soumise au risque de vol et celle qui le commet. À la suite d'Urrea et Ortiz (1999 : 54-62), on ne peut que s'inquiéter des conséquences sur la cohésion sociale du maintien de ces fractures qui se traduisent notamment par une pression accrue de la délinquance sur les moins pauvres des ménages des quartiers populaires. Non seulement la récession économique, plus forte à Cali que dans les autres grandes villes colombiennes, fait perdre aux collectivités locales (département et municipalité) une grosse part de leurs ressources financières, mais dans ce contexte les auteurs concluent que « Cali, comparée aux autres villes du pays, a réalisé un moindre effort d'investissement social, particulièrement en ce qui concerne l'éducation secondaire et technologique (...) de surcroît, la répartition du total des dépenses municipales se fait de manière très inégalitaire, au détriment des arrondissements les plus pauvres des périphéries orientales et occidentales » (*Ibid.* : 63).

4. CONCLUSION : CONFLIT ARMÉ ET « SYNDROME DES GRANDES VILLES »

Les violences affectant la Colombie se sont complexifiées au cours des deux dernières décennies. Elles sont entrées en résonance les unes avec les autres à mesure que se sont ajoutés aux guérillas de nouveaux acteurs, de plus en plus influents ou actifs (organisations de narcotrafiquants, groupes paramilitaires, escadrons de la mort, bandes délinquantes dans les villes...). À l'origine de ce bouleversement réside notamment l'essor pris par le commerce de stupéfiants qui a donné à la lutte entre les belligérants ses caractéristiques actuelles (Pécaut, 2002 : 30). La tournure prise par le conflit, toujours plus prosaïque, amène d'ailleurs à le comparer à de multiples guerres civiles contemporaines, dans lesquelles les protagonistes cherchent à

contrôler des richesses locales en fonction de stratégies qui visent davantage à accroître leur propre pouvoir qu'à défendre les populations qu'ils prétendent représenter.

Déjà responsable principal de l'implantation des réseaux mafieux, ainsi que de la criminalisation et de l'amplification du conflit armé, l'économie de la drogue a finalement atteint une telle dimension qu'elle a également ébranlé les structures mêmes de la société. Elle a donc participé pleinement à l'émergence du sentiment d'insécurité ressenti par les citoyens, en favorisant la corruption, l'impunité et, peut-être plus encore, en attisant des comportements extrêmes parmi les bandes juvéniles des périphéries urbaines. Car dans ce pays désormais urbain, ce sont avant tout, comme ailleurs, les exactions relevant de la délinquance commune qui menacent le plus directement la vie quotidienne des habitants. Ces jeunes délinquants sont de plus, comme d'autres, essentiellement motivés par la volonté d'échapper à la relégation dont ils sont victimes. Bien que prêts à servir l'un et/ou l'autre camp contre rémunération, ils ne sont affiliés en rien à un quelconque mouvement idéologique. En restant centrée sur ses aspects « institutionnels », insuffisants pour décrypter les dynamiques à l'œuvre dans ce milieu urbain, l'analyse traditionnelle du phénomène ne permet qu'une lecture incomplète de l'évolution de la violence dans ce milieu. Mettre fin aux affrontements « politiques » ne résoudrait d'ailleurs que partiellement le problème général de la violence en Colombie.

Il n'est cependant pas question ici de séparer de façon absolue les combats livrés dans les campagnes des crimes perpétrés dans les villes. Les interférences entre les divers types de violences sont indiscutables et la distinction que nous opérons est avant tout analytique. De même, insister sur le rôle de la délinquance organisée ne vise aucunement à stigmatiser les jeunes des quartiers défavorisés, loin s'en faut. Il s'agit seulement de souligner le poids du grand banditisme et de ses nébuleuses, et de montrer comment la violence liée au contexte guerrier se répercute dans les villes, justement en recourant à cette main-d'œuvre capable de tous les sacrifices.

La violence en ville est directement liée à certains dysfonctionnements de la société. C'est pourquoi travailler au niveau intra-urbain met en lumière des points délaissés par les experts. Il en est ainsi de la pauvreté, rejetée à juste titre pour expliquer le phénomène au plan national, mais qu'il s'avère nécessaire de prendre en compte lorsque l'on aborde le sujet au niveau des métropoles. Nous l'avons fait à propos de Bogotá et Cali qui, au demeurant, sont des cas exemplaires (l'un pour être la capitale du pays, l'autre pour avoir été le siège d'un des cartels les plus puissants de Colombie). Il en va de même pour des processus comme les densités, les mobilités spatiales et donc les « densités mouvantes », ou encore les inégalités socio-spatiales qui sont des

thèmes peu étudiés dans leur association avec la violence. S'ils ne sont pas proprement urbains, ils sont du moins repérables, là encore, dans toutes les agglomérations de la planète. Ils déterminent surtout une exposition différentielle aux risques et recèlent des éléments d'interprétation qui nous paraissent utiles à la compréhension du fonctionnement des villes, autant qu'à celle des ressorts de la violence.

BIBLIOGRAPHIE¹

- Agier M., 2003, « Colombie », in *Population en Danger*, MSF, mimeo.
- Alvazzi del Frate A., 1998, *Victims of crime in the developing world*, Rome, UNICRI, publication 57.
- Body-Gendrot S., 1993, *Villes et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, Coll. Recherches politiques.
- Body-Gendrot S., Le Guennec N., 1998, *Mission sur les violences urbaines*, Paris, La Documentation Française.
- Body-Gendrot S., 2001, *Les villes la fin des violences ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bui-Trong L., 1999, « Les violences urbaines à l'échelle des R.G. État des lieux en 1998 », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 33, Paris, p. 215-224.
- Chesnay J.C., 1999, « L'homicide et le suicide dans le monde industriel : le cas russe », *Population*, n° 1, p. 127-130.
- David D. 1999, « Violence internationale : une scénographie nouvelle », *Ramses 2000*, Paris, IFRI - Dunod, p. 75-90
- Direction Centrale de la Police Judiciaire, 1999, *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1998*, Paris, La Documentation Française.
- Fajnzylber P., Lederman D., Loayza N. (éds.), 2001, *Crimen y Violencia en América Latina*, Bogotá, Alfaomega-Banco Mundial.
- Gomez H. (coord.), 1989, *Urban crime : global trends and policies*. Tokyo, United Nations University.
- Londoño J.L., Guerrero R., 1999, *Violencia en América Latina, Epidemiología y Costos*, BID., Documento de trabajo de la Red de Centros de Investigación, n°R 375.
- Macé A., 1999, « Les violences dites « urbaines » et la ville », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, p. 59-64.
- Mille M., 2000, *Les temporalités quotidiennes urbaines. L'exemple de la métropole lilloise*. Université Lille I, Doctorat de Géographie Humaine des espaces industriels.
- Moser C., Shrader E., 1999, *A conceptual framework for violence reduction*, LCR sustainable development working paper n° 2, Washington, Word Bank.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- PNUD, 1994 et 1999, *Demographic yearbook*, New York, Nations Unies.
- Pinheiro P.S., 1993, « Reflections on urban violence », *The Urban Age*, Vol. 1, n° 4, Washington, p. 3.
- Schönteich M., 2000, « South Africa's position in Africa's crime rankings », *African security review*, Vol. 9, n° 4, Institute for Security Studies, Halfway House.
- Schönteich M. et Louw A., 2001, « Crime in South Africa : a country and cities profile », *Occasional paper*, n° 49, Institute for Security Studies, Halfway house.
- Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.

Chapitre 6

BOGOTÁ : CROISSANCE, GESTION URBAINE ET DÉMOCRATIE LOCALE

*Thierry LULLE (coord.),
Françoise DUREAU, Vincent GOUËSET,
avec la participation d'Évelyne MESCLIER*

La production de la ville dérive d'interactions entre ses divers acteurs, publics et privés, collectifs et individuels. Le rôle de l'État dans l'établissement des formes et de l'ampleur de la croissance urbaine, souvent considéré comme limité en Colombie, n'en demeure pas moins déterminant, même s'il s'exerce parfois de façon indirecte ou inattendue (Lulle et Le Bris, 2000). Ce chapitre a pour objet, en s'appuyant sur l'exemple de Bogotá et sa région métropolitaine, d'analyser l'influence des pouvoirs publics sur les dynamiques urbaines au cours des trois dernières décennies, période caractérisée à la fois par la poursuite du mouvement de croissance urbaine amorcé au cours de la période précédente et par une réforme en profondeur des modalités de l'action publique, allant vers plus de démocratie et de décentralisation.

Dans les chapitres antérieurs, l'étude des pratiques spatiales et résidentielles de la population a été privilégiée par rapport à celle des politiques publiques, même si ces dernières ont parfois été évoquées. Or ces politiques, qu'elles soient nationales ou locales, ont connu en Colombie des étapes bien différenciées au cours desquelles des théories et des pratiques de la planification urbaine ont émergé, échoué, perduré ou parfois resurgi, en se réajustant. Dès les années 1950, comme ailleurs en Amérique latine (Sabaté et Robert, 1990), la planification économique et l'aménagement du territoire ont été à l'ordre du jour, du fait de l'accroissement des déséquilibres socio-spatiaux aux échelles nationale et locale, même si la mise en œuvre de ces politiques est restée difficile. À partir des années 1970, mais surtout depuis le milieu des années 1980, la situation a évolué avec les changements qu'ont introduit dans la gestion urbaine les politiques de décentralisation, de démocratisation et de rationalisation des procédures administratives. Ces réformes, qui s'inscrivent dans une logique latino-américaine voire mondiale, ont également subi les contrecoups de la conjoncture colombienne : cycles économiques du café, du pétrole et du narcotrafic, ouverture commerciale et réformes néolibérales, troubles politiques liés à l'action des groupes armés subversifs mais aussi à l'affaiblissement relatif de la classe

politique traditionnelle, aspiration croissante de la société civile à l'ouverture et au changement social, politique et culturel.

L'action publique tend donc à être reformulée au gré de l'évolution des rapports entre les différents acteurs du développement urbain. Nous nous penchons ici sur le cas de Bogotá. La capitale colombienne a connu au cours de la seconde moitié du XX^e siècle un double processus de densification de son périmètre urbanisé et de « métropolisation », c'est-à-dire de poursuite de sa croissance au-delà de ses limites administratives (chapitres 1 et 3). Par son dynamisme, cette ville n'a cessé d'affirmer son pouvoir d'attraction sur l'appareil productif et les flux migratoires de l'ensemble du pays, exerçant une maîtrise accrue sur le réseau urbain national. En tant que capitale, elle a fait l'objet d'un contrôle étroit de la part du pouvoir central, ce qui n'a pas empêché – ou a permis justement – qu'elle bénéficie d'expérimentations politiques et urbaines parfois audacieuses, surtout au cours de la dernière décennie. La vigueur de la croissance de Bogotá et la spécificité des politiques urbaines qu'on y mène nous invitent à nous poser les questions suivantes :

- Les réformes récentes en matière de décentralisation, de démocratisation et de planification urbaine permettent-elles de répondre aux problèmes posés par les nouvelles formes de croissance et de segmentation socio-spatiale observables dans Bogotá et sa périphérie métropolitaine depuis les années 1980 ? Et de quelle manière ?

- Comment les politiques territoriales et les outils pour les mettre en œuvre se sont-ils renouvelés ? Sont-ils parvenus, dans le cadre de la nouvelle Constitution de 1991 et des changements qui en ont découlé, à améliorer la concertation entre les différents acteurs de la ville ?

- Comment les logiques temporelles et territoriales des pouvoirs publics évoluent-elles et s'articulent-elles avec celles des autres acteurs ? Les pratiques traditionnelles du pouvoir sont-elles réellement menacées, se réforment-elles, ou sont-elles, dans le fond, à peine reformulées ?

Dans les études urbaines, notamment en Colombie, les approches qui confrontent politiques urbaines et croissance socio-spatiale sont encore relativement peu développées. S'il existe d'assez nombreux travaux, d'un côté, sur les formes de la croissance urbaine, et de l'autre, sur la décentralisation, la démocratisation, ou les modalités de la gestion des villes, plus rares sont ceux qui envisagent spécifiquement les interactions entre ces deux niveaux.

Tel est, précisément, l'objectif de ce chapitre, centré sur l'action publique en matière d'aménagement urbain à Bogotá depuis les années 1970. Après avoir dégagé à grands traits l'évolution des politiques urbaines dans la capitale colombienne et mis en lumière l'enjeu des réformes institutionnelles récentes, nous verrons de

façon plus précise comment les politiques sectorielles du logement, des services publics et des transports agissent sur les dynamiques socio-spatiales de cette agglomération.

1. LES DÉFIS DE LA CROISSANCE URBAINE : CONCILIER PLUS DE DÉMOCRATIE AVEC UNE MEILLEURE PLANIFICATION ?

Tout au long du XX^e siècle, son rang de capitale a fait de Bogotá une ville très contrôlée par le pouvoir central. Son maire était, jusqu'à la fin des années 1980, le seul en Colombie à être nommé directement par le président de la République et la mairie de Bogotá a servi plusieurs fois de marchepied pour accéder à la présidence. Ce statut privilégié a aussi permis à Bogotá de servir de laboratoire dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouvelles politiques de développement. Pendant les décennies de plus forte croissance urbaine, des années 1950 aux années 1970, les pouvoirs publics n'ont pas réussi, en dépit des ambitions affichées, à endiguer la rapidité de la croissance urbaine, ni à limiter l'ampleur des problèmes posés par celle-ci. Ces décennies de tâtonnement en matière de politiques urbaines ont apporté en héritage des difficultés auxquelles les réformes démocratiques des années 1980 étaient censées apporter des réponses innovantes et appropriées.

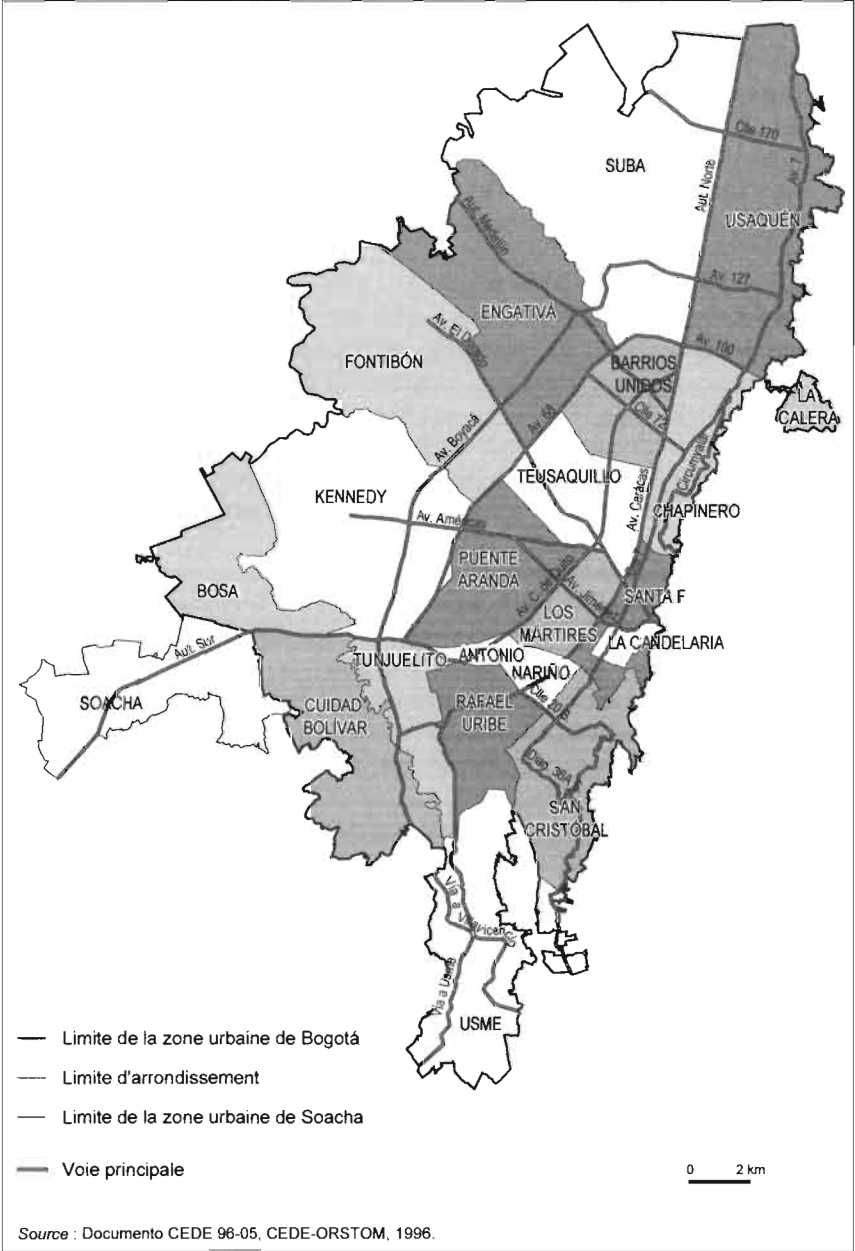
1.1. Les velléités de la planification des années 1970 : une action publique dépassée par l'ampleur de la croissance urbaine

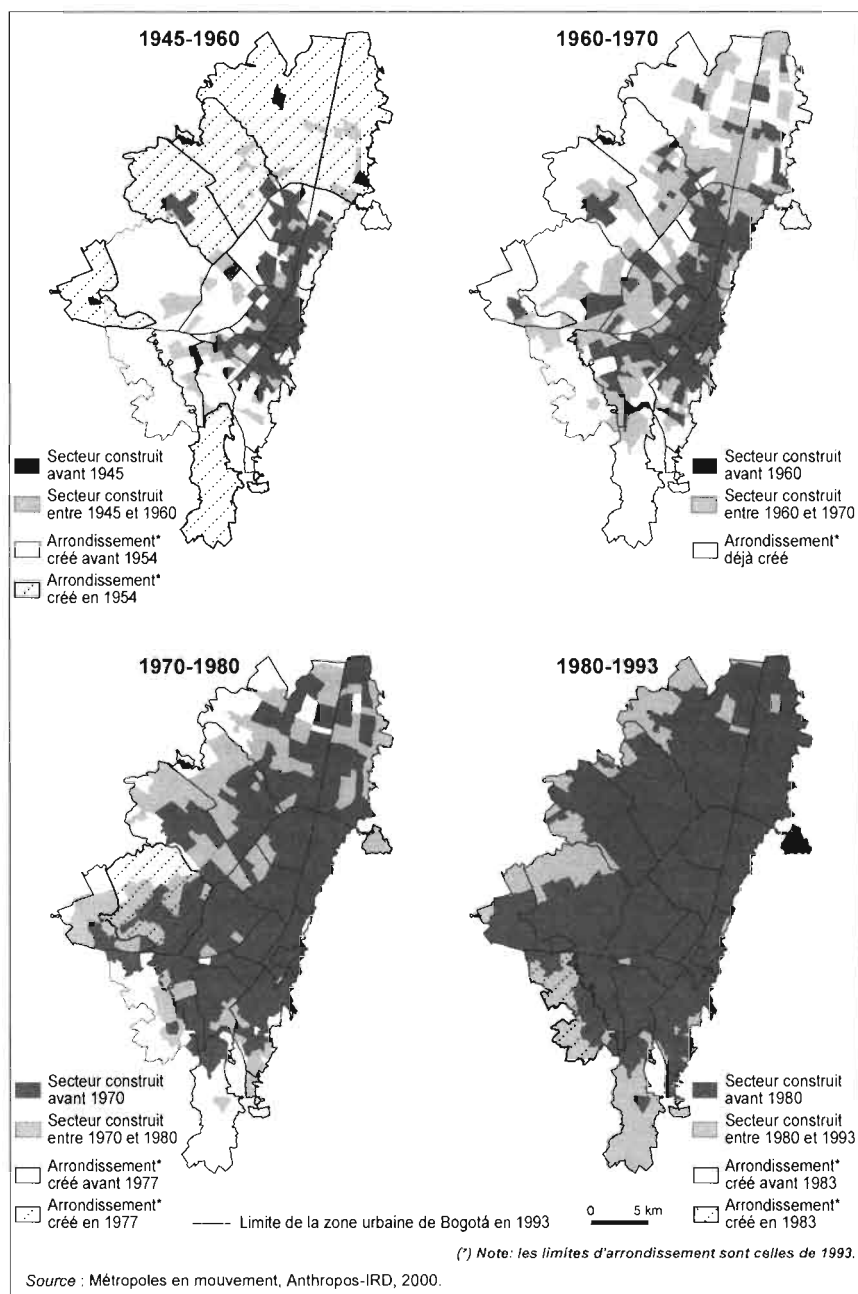
Si dès les années 1950 et plus encore au cours de la décennie suivante, avec la création du *Departamento Nacional de Planeación* (DNP), la planification occupe une place indéniable dans l'administration publique nationale, ses effets en matière de développement territorial restent mineurs. Même si les campagnes, qui sont alors le point de départ d'intenses flux d'exode rural, et les villes, qui s'accroissent très rapidement, font l'objet de politiques spécifiques, ces dernières ne sont que partiellement appliquées et leurs effets demeurent limités : les gouvernements Lleras (1966-1970) puis López (1974-1978) disent vouloir redonner ses attraits à la campagne, à travers une réforme agraire (politique du « Lien à la terre » puis « Développement rural intégral »), et le gouvernement Pastrana (1970-1974) cherche à équilibrer le développement des villes, en renforçant les villes moyennes et en contenant la croissance des plus grandes (plan dit des « Quatre stratégies » suivi de celui des « Villes dans la ville »). Il en va de même de la législation urbaine, caractérisée par une longue série d'essais infructueux. Ces contradictions ont pu être

Carte 6.1 – Les limites administratives du Cundinamarca et de l'aire métropolitaine de Bogotá (1993)



Carte 6.2 – Les arrondissements urbains du District Capital de Bogotá (1993)



Carte 6.3 – L'expansion spatiale de Bogotá (1945-1993)

analysées comme le résultat de pressions de groupes socio-économiques qui cherchaient à tirer parti du développement urbain (Pradilla, 1974).

Cette situation se manifeste tout particulièrement à Bogotá où la croissance est alors très forte : certaines de ces politiques nationales, comme celle de « Villes dans la ville » ou le système innovant de crédit pour l'accès à la propriété, la *Unidad de Poder Adquisitivo Constante* (UPAC), sur lequel on reviendra, visent à canaliser, en vain, cette croissance. Dans le même temps, les autorités municipales procèdent à des interventions qui, sans avoir pour objectif de contrôler l'expansion urbaine, n'en ont pas moins un effet déterminant sur celle-ci : c'est notamment le cas de la création des grands axes de circulation.

Un statut administratif et un découpage territorial qui anticipent sur la croissance de la capitale colombienne

Le nouveau statut de *Distrito Especial* (DE) qui est conféré en 1945 à la capitale puis renforcé en 1954 par un décret du gouvernement militaire du général Rojas Pinilla, fait échapper Bogotá au régime municipal ordinaire. Le décret de 1954 élargit également les limites territoriales de la ville, en annexant six municipes de sa périphérie, qui se transforment en six nouveaux arrondissements, se rajoutant aux onze déjà existants (cartes 6.1 à 6.3) : Usaquén, Engativa, Fontibón, Bosa, Suba et Usme. La surface délimitée par ce nouveau périmètre administratif était alors de près de 59 000 ha¹, dont 8 000 seulement étaient urbanisés (*Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá*, 2000). Plus tard, deux nouveaux arrondissements sont créés (Kennedy en 1977, Ciudad Bolívar en 1983) portant ainsi la surface du District à près de 85 000 ha. Enfin, en 1986 est créé le vingtième et dernier arrondissement, celui de Sumapaz, immense zone rurale s'étendant au sud de la ville, ce qui amène à un total de 173 000 ha (carte 6.1). Cette superficie se subdivise aujourd'hui en 28 000 ha urbains, 20 000 ha sub-urbains et 125 000 ha de zone rurale (pas seulement dans le massif du Sumapaz, mais aussi en bordure des arrondissements périphériques).

Les documents administratifs et techniques témoignent d'un important flottement dans l'utilisation par les planificateurs des différentes notions de « limites administratives », « périmètre urbain », « périmètre de services » ; or l'enjeu est considérable car de l'emploi de l'une ou l'autre de ces notions dépendent la régularisation de l'urbanisation informelle comme les résultats de l'estimation des superficies encore urbanisables légalement.

¹ Source : site web animé par des chercheurs de l'Université Nationale de Colombie : www.univerciudad.net et *Contraloría de Santafé de Bogotá* (1997).

Selon le POT¹ (*Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá*, 2000), en 1964 la ville avait un périmètre urbain – soumis aux règlements d'urbanisme – de 14 615 ha, dont seulement 54 % se trouvaient urbanisés ou construits. Autrement dit, les marges rurales et suburbaines de Bogotá étaient très vastes (environ 51 000 ha) ; cette grande disponibilité de sol urbanisable a facilité une expansion rapide et linéaire jusqu'au milieu des années 1980.

En 1979 l'Accord 7 a redéfini le territoire bogotain d'une façon plus explicite mais encore imprécise. Y étaient distingués le périmètre de services et le périmètre urbain : le premier délimitait l'aire devant être desservie par les services publics, tandis que le second, situé au-delà du premier, incluait l'ensemble des espaces urbanisés (notamment les quartiers d'origine illégale dans lesquels ces services ne sont pas assurés). Cette distinction, abandonnée au début des années 1990, est intéressante. Elle montre bien la volonté des autorités publiques de contrôler l'expansion urbaine, en refusant de doter en services publics les secteurs dont l'urbanisation était jugée indésirable (zones inondables, terres agricoles les plus riches, versants instables, secteurs montagneux les plus élevés, etc.). Dans le même temps elle montre aussi leur incapacité à y parvenir, le périmètre urbain reconnaissant l'état de l'urbanisation réelle. De fait, les deux périmètres se superposaient plus ou moins, et la plupart des zones urbanisées illégalement en dehors du périmètre de services étaient à terme intégrées à celui-ci. En 1985, le périmètre urbain était de 24 800 ha (en 20 ans cette surface a donc crû de 70 %), dont 85 % réellement urbanisés. Selon les auteurs du POT, cette augmentation s'explique par un accroissement très rapide de la demande, avec un modèle d'occupation du sol très peu dense, alors que les réserves en terre du District paraissaient encore très importantes.

Cette accumulation d'initiatives visant à doter la ville de nouvelles délimitations territoriales et à accroître le périmètre officiellement urbanisé, tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, même si elle n'est sans doute pas le résultat d'une politique explicite, a anticipé sur la croissance de Bogotá. En outre, elle n'est pas étrangère au rapport de force entre la capitale et le département de Cundinamarca qui l'entoure. Nous y reviendrons au sujet des tensions sous-jacentes à l'échec de la création d'une aire métropolitaine.

En marge de ces initiatives strictement territoriales, le statut administratif du District a fait l'objet d'une réorganisation complète durant les années 1960 et le début des années 1970, principalement avec le décret 3 133 de 1968. Les deux principales structures créées pour la prise en charge de la planification urbaine

¹ *Plan de Ordenamiento Territorial* ; il s'agit d'un « Plan d'aménagement territorial » équivalent au Plan Local d'Urbanisme français, élaboré pour chaque municipe et chaque département de Colombie (dans ce cas, il s'agit de DOT *Directrices de ordenamiento territorial*).

ont été le *Departamento Administrativo de Planeación Distrital* (DAPD) et, en 1972, l'*Instituto de Desarrollo Urbano* (IDU) chargé de la construction, de l'entretien et de l'extension de la voirie.

Des plans d'urbanisme en perpétuel décalage avec l'expansion urbaine

Même s'il ne fut que partiellement mis en œuvre, le *plan regulador* de l'équipe constituée autour de Le Corbusier en 1947 a été décisif pour les deux décennies suivantes : cette intervention de nature spatiale, en ébauchant notamment le tracé de la voirie actuelle, a contribué à orienter ensuite les grands axes de l'expansion urbaine. À partir de 1968, l'approche de la planification urbaine de Bogotá a changé : de spatiale elle est devenue plus intégrale, plus socio-économique. Elle se définissait comme « *un ensemble de règlements conduisant à créer et maintenir les conditions sociales, économiques et spatiales favorables au développement de la communauté* » (décret 3 133 de 1968, cité par Cortés et del Castillo, 1994). Le plan de 1968 privilégiait alors le zonage (en tenant notamment compte des densités de population pour définir les zones urbanisables), la rénovation urbaine, les programmes de logement (en intégrant les notions de propriété individuelle et de copropriété) et les programmes d'investissement dans les services publics et sociaux. Toutefois, faute de mécanismes efficaces de gestion, le plan d'urbanisme de 1968, comme ceux qui lui ont succédé (le plan *Fase II* de 1972, qui appliquait certains aspects des politiques nationales de la ville, tels que le système UPAC ; le *Plan Integral de Desarrollo Urbano de la Zona Oriental de Bogotá* – PIDUZOB –, etc.) ont eu peu d'effets sur la maîtrise de la croissance de Bogotá.

L'Accord 7 de 1979, censé constituer un nouveau plan de développement intégral de la ville, se fondait en grande partie sur le contrôle de l'usage des terres. Il s'agissait de traduire en règlements les objectifs énoncés dans *Fase II*, en rationalisant notamment la répartition spontanée des fonctions urbaines, afin de les inscrire dans un modèle cohérent de structuration de l'espace. L'Accord 7 a également défini un périmètre d'extension des services publics et proposé une réglementation de l'usage des sols, un plan de voirie et un code de la construction. On y prévoyait l'expansion de la ville vers le sud et l'ouest, mais également la densification des zones existantes et en cours de consolidation. Néanmoins, l'Accord n'incluait pas de véritable plan de développement, et restait déconnecté de certaines grandes politiques nationales, comme celle du logement social.

Cet Accord a surtout constitué un document de transition qui, en dépit d'une volonté apparente de « mise aux normes », a laissé

le champ libre aux promoteurs et aux constructeurs. Il s'est également prêté au développement de l'informel, notamment en rendant illégales les opérations de construction hors du périmètre des services, ce qui, paradoxalement, a paru aux yeux de nombreux constructeurs être une garantie que leurs quartiers seraient à plus ou moins long terme couverts par les services publics, afin d'être ensuite légalisés.

Le bilan est donc très mitigé. Toutefois, il faut prendre en compte ici deux autres aspects qui finalement ont été déterminants dans le processus d'urbanisation : d'une part, les politiques nationales favorisant la construction de logements pour les classes moyennes ; d'autre part, l'élaboration en parallèle, depuis la fin des années 1950, de plans de voirie (1957, 1967, 1973-76, 1980). Parmi ces derniers, certains, mis en œuvre tardivement et partiellement (celui de 1980 n'avait été exécuté qu'à moitié en 1987 selon Acevedo, 1990), ont eu un effet structurant dans la croissance de la ville, favorisant l'expansion de la surface à bâtir au-delà du périmètre urbain (Montezuma, 1997) ou bien introduisant des tracés nouveaux, liés à l'apparition des quartiers clandestins dans l'ouest.

La planification a donc été limitée au minimum mais a réussi quand même à organiser les principaux axes de développement urbain et à assurer l'accessibilité. C'est finalement surtout ce mode d'intervention qui a permis d'orienter, « d'accompagner » la croissance spatiale. Cette logique consistant à marquer le territoire et le viabiliser n'a pas suffi à satisfaire la demande, très importante, de logements sociaux et d'équipements. La régularisation *a posteriori* des quartiers informels a été préférée à une intervention cherchant à traiter en amont le problème du logement populaire. Ce processus de légalisation, engagé dès 1949, est d'ailleurs resté lent.

1.2. Le tournant démocratique des années 1980 et 1990 : vers une redéfinition des pouvoirs locaux et des institutions territoriales

Au cours des années 1980, Bogotá entre clairement dans un processus de métropolisation. L'urbanisation atteint dans de nombreux endroits les limites du District, tandis que certaines zones se densifient. Les municipes voisins croissent encore plus fortement que Bogotá, de telle manière que l'expansion se fait parfois sans discontinuité physique. En même temps, les dysfonctionnements liés aux faiblesses de la planification urbaine dans le passé deviennent criants : insuffisance des transports collectifs, déficience des services publics domestiques et sociaux, environnement naturel dégradé, etc. Les réformes engagées au cours des années 1980 en matière de démocratisation et de décentralisation font toutefois émerger un arsenal de règles et

d'outils nouveaux, tant au plan national qu'à l'échelon local, qui redéfinissent les pouvoirs des maires, désormais élus, et fondent ou accompagnent leurs politiques territoriales. Les derniers maires en date ont contribué, chacun à sa manière, à ce changement : Jaime Castro (1992-1994) engage une importante réforme institutionnelle et financière ; Antanas Mockus (1995-1997) s'attache à promouvoir la « culture citoyenne » ; Enrique Peñalosa (1998-2000) centre sa politique sur la reconquête des espaces publics¹.

Un nouveau cadre politico-administratif au service de la gestion municipale

Les restructurations politiques et administratives de la dernière décennie répondent à de nouvelles exigences qui proviennent de dynamiques aussi bien mondiales que nationales. Les organisations internationales (Nations Unies, BM, BID, CEPAL) font circuler de nombreux concepts nouveaux comme ceux de « démocratie participative », « gouvernance », « développement durable », « ville auto-régulée », « développement intégral des quartiers populaires », etc., qui deviennent localement des références courantes, sans que leurs divers utilisateurs en perçoivent toujours les ambiguïtés. En effet, ces concepts à connotation démocratique permettent aussi de mieux faire passer dans les économies nationales de profondes réformes néo-libérales (Osmont, 1995). Mais ces changements répondent aussi à de nouvelles exigences spécifiquement locales. Avec la fin du Front National², il devient de plus en plus pressant de restaurer la légitimité de l'État, non seulement à travers la démocratisation des instances représentatives, mais aussi avec l'instauration de mécanismes de participation citoyenne. En effet, les citoyens colombiens, qui sont aussi en proportion croissante des citoyens, aspirent à davantage de participation dans les processus de prise de décision et expriment de nouvelles préoccupations : la qualité de l'environnement, des espaces publics, la sécurité, etc. Enfin, au plan national, l'administration doit être réorganisée pour pouvoir gérer les régions les plus éloignées. C'est dans ce contexte que sont mises en œuvre les politiques de décentralisation et de démocratisation (encadré 6.1), couronnées par la nouvelle Constitution de 1991. Dans le même temps, le gouvernement

¹ Les deux derniers maires perçoivent aussi le besoin d'une réorganisation de l'administration du District qui est pratiquement inchangée depuis les années 1970. C'est ainsi que Mockus envisage, durant son premier mandat puis à nouveau dans son second (débuté en 2001), de fusionner les divers services liés à la gestion des transports et de l'espace public en un seul service du « temps et de l'espace public », projet qui jusqu'à présent n'a pas abouti.

² Le Front national (*Frente nacional*) fut mis en place à la fin des années 1950 pour mettre un terme à la guerre civile – connue sous le nom de *Violencia* – au moyen d'un accord entre les deux partis conservateur et libéral, traditionnellement opposés, pour contrôler et partager le pouvoir.

Gaviria (1990-1994) met en place l'ouverture économique, la réforme de l'État et le démantèlement de certaines institutions d'intervention sectorielle.

Encadré 6.1 – *Le processus de décentralisation*

Les premières mesures de la décentralisation sont prises au cours des années 1980. La Loi 14 de 1983 renforce la capacité des collectivités locales (départements et municipes) à engendrer des ressources propres. En 1986 débute une phase décisive : le municipe reçoit des compétences et ressources qui étaient jusqu'alors prises en charge par la Nation (Lois 11 et 12 de la même année puis décrets réglementaires de 1987). D'autres mesures importantes sont adoptées notamment à travers les nouveaux codes administratifs départementaux et municipaux. C'est ainsi que :

- Les maires sont dès lors élus au suffrage universel pour deux ans (depuis, ce mandat est passé à trois ans).
- Les départements sont dotés de fonctions propres.
- Le conseil municipal peut diviser le territoire municipal en communes (dans le périmètre urbain) et *corregimientos* (dans la zone rurale), avec dans chacun des cas une *Junta Administradora Local* (JAL) dont au moins le tiers des membres sont élus par suffrage universel direct.
- La présence de représentants d'usagers dans les conseils d'administration des entreprises de services publics est mise en place.

La nouvelle Constitution de 1991 et les lois organiques qui en découlent favorisent d'autres changements, tels que :

- La possibilité de création de nouvelles entités territoriales, en particulier les aires métropolitaines (prévue dès 1979 dans le décret 3104, elle se formalisera dans la Loi organique 128 de 1994) et les associations de municipes (Loi 136 de 1994).
- La conversion des anciennes intendances en départements.
- L'élection des gouverneurs de départements, qui peuvent librement nommer les directeurs des entités décentralisées.
- La création du système national de planification pour lequel sont constitués les conseils de planification municipale, départementale et nationale, avec la participation des représentants des groupes économiques, de la communauté et de divers autres intérêts.
- L'obligation d'élaborer des plans de développement sectoriels, conformément aux objectifs définis dans le plan de développement national et avec le but de rendre cohérente l'utilisation des ressources transférées.
- La consécration du principe de la participation communautaire et son application dans l'élaboration, l'exécution, l'établissement de contrats, le suivi et le contrôle de la politique publique.

Les orientations et mesures adoptées au plan national ont de nombreuses conséquences dans la gestion municipale, notamment à Bogotá qui devient en 1993 un District Capital (DC)¹. Nous nous penchons ici sur deux d'entre elles qui ont de fortes implications territoriales : à l'échelon intra-urbain, la revalorisation des arrondissements, et à l'échelon régional, la possibilité de créer une aire métropolitaine au service d'une meilleure solidarité intermunicipale.

¹ Cf. le décret 1421 du 21 juillet 1993 portant sur l'« *Estatuto Orgánico del Distrito Capital* ».

La décentralisation à l'échelon des arrondissements : les JAL au service ou au détriment de la démocratie locale ?

Les arrondissements (*alcaldías locales* ; ex « *alcaldías menores* ») sont des entités qui existent formellement depuis les années 1950, mais dont l'importance a été renforcée au début des années 1990, notamment par la création d'un conseil d'arrondissement, la *Junta Administradora Local* (JAL) (encadré 6.2). Il s'agit d'une nouvelle instance de nature à la fois représentative (les membres de la Junte, ou édiles, étant élus au suffrage universel), mais aussi participative puisque l'une de ses missions est de promouvoir la participation de la population dans les processus de planification et gestion du développement local.

Même si la JAL n'intervient pas directement dans le domaine du logement ni dans celui des transports et des services publics (gérés à l'échelle du District), son influence sur l'orientation des dynamiques intra-urbaines n'est pas négligeable, notamment par la possibilité qui lui est donnée de rapprocher la demande des habitants et les orientations prises par les décideurs (élus et administration).

Après une dizaine d'années d'exercice, plusieurs bilans ont été dressés sur l'action des JAL (García et Zamudio, 1997 ; Gutiérrez, 1998 ; Hataya, 2002 ; González, 1999 ; Lulle, 2002), portant notamment sur leur capacité d'exécution et de gestion financière ; leur légitimité politique (elles demeureraient mal connues de la population) ; ou encore leur place dans le tissu socio-politique du District. En général, ces bilans sont plutôt réservés sur l'efficacité de la gestion des JAL, mais ils soulignent aussi les obstacles qui pourraient en être la cause : leurs ressources (économiques, techniques et humaines) souvent très limitées ; la trop faible coordination institutionnelle avec les autres niveaux de l'administration du District, comme avec les autres arrondissements ou les municipes voisins ; enfin, la confusion dans leurs fonctions, à la fois représentatives et participatives, qui conduit à ce que ni les unes ni les autres ne soient bien assurées. En effet, pour l'élaboration du *Plan de Desarrollo Local* (PDL), les édiles doivent à la fois consulter les habitants, pour identifier leurs besoins ainsi que les initiatives qui permettraient d'y répondre, et procéder avec l'administration du District au choix des priorités – limitées en raison des contraintes budgétaires – puis à l'exécution du plan. Ce rôle d'intermédiaire ne va pas sans tensions ni contradictions.

Les projets qui dominent dans les PDL portent principalement sur l'accessibilité des quartiers (amélioration de la voirie), la construction ou l'entretien des équipements sociaux (éducation, santé, sports et loisirs, etc.), le financement d'activités (animation, formation, assistance, etc.) restant secondaire (García et Zamudio, 1997).

Encadré 6.2 – Les arrondissements dotés de nouveaux pouvoirs

Les nouveaux pouvoirs attribués aux arrondissements sont définis dans divers textes : la Constitution de 1991, le nouveau régime municipal de 1993, la Loi 1 de 1992 qui prévoit l'organisation et le fonctionnement des JAL dans le District, et, enfin, le nouveau statut du District, approuvé par le décret 1421 du 21 juillet 1993, qui, en matière de définition des compétences locales, est plus timide que la Loi de 1992. Aucun de ces textes n'affecte les limites territoriales des arrondissements.

Dans la mesure où la compétence du District implique aussi des fonctions à l'intérieur des arrondissements, il est établi que ceux-ci sont soumis simultanément à l'autorité du maire du DC, à celle des JAL et à celle du maire d'arrondissement. D'autre part, un fonds propre, le *Fondo de Desarrollo Local* (FDL) permet aux arrondissements de conclure des contrats, d'exécuter le budget local et, en général, de pourvoir aux besoins de l'administration locale.

- **La JAL**

La Loi 1 de 1992 et l'Accord 6 de 1992 définissent les JAL comme des corporations publiques au même titre que les conseils municipaux et les assemblées départementales. Les JAL sont élues au suffrage universel. Elles sont composées par un nombre de membres, appelés édiles, qui varie de sept à onze selon la population de l'arrondissement. Ces édiles sont élus en même temps que le maire du District et les conseillers municipaux, pour une durée de trois ans. La première fonction de la JAL est de distribuer et d'assigner les fonds que le District attribue à chaque arrondissement. La JAL planifie et exécute un budget défini à partir d'un plan d'investissements conforme au plan de développement local qu'elle-même doit concevoir en fonction à la fois des orientations du plan du District et des demandes des habitants. Elle doit surveiller et contrôler la prestation des services publics et les investissements réalisés avec des ressources publiques. La JAL doit aussi appuyer, solliciter ou promouvoir la réalisation d'activités, projets ou manifestations développées par la communauté. Enfin, elle a aussi des fonctions politiques avec la préparation de la « *terna* » (une liste de trois candidats) proposée au maire du District pour qu'il choisisse et nomme le maire d'arrondissement.

- **Le maire d'arrondissement**

Les maires d'arrondissement sont des fonctionnaires publics qui ont la qualité de directeur de l'administration locale et d'agent du maire du District. Ils sont nommés pour une période de trois ans. Le maire d'arrondissement doit accomplir les fonctions que lui assigne le maire du District, ainsi que celles qui lui sont déléguées par le Conseil du District. En tant qu'exécuter des décisions de la JAL, il lui revient de les faire appliquer. Il est responsable du maintien de l'ordre public dans son territoire. Il doit contrôler l'application des règlements d'urbanisme. Il est aussi responsable de la prestation des services, de la construction des chantiers et de la délégation de fonctions publiques à des sociétés ou des personnes privées. Il doit également assumer la coordination des interventions des diverses entités du District dans le territoire de l'arrondissement.

Dans de nombreux quartiers, la construction d'infrastructures répond à des besoins importants, contribuant soit à désenclaver certaines zones et à favoriser la mobilité quotidienne, soit à doter ces quartiers d'équipements sociaux de proximité. En ce sens, la JAL jouerait donc un rôle positif dans la « *démarginalisation* » de quartiers le plus souvent construits de manière illégale et donc longtemps négligés par l'administration du District. Mais cette interprétation doit être ici nuancée.

En effet, ce type d'intervention semble relever plutôt de stratégies politiques clientélistes traditionnelles. Les JAL se sont rapidement insérées dans la logique verticale du système socio-politique préexistant, en devenant le maillon intermédiaire entre les *Juntas de Acción Comunal* (JAC)¹, qui interviennent, à la base, à l'échelon des quartiers, et les échelons supérieurs (Conseil du District, Congrès). Nombreux sont les cas d'édiles qui, provenant des JAC, commencent grâce aux JAL une carrière politique lucrative², qu'ils cherchent à poursuivre en postulant ensuite au Conseil du District, voire au Congrès. Comme les autres élus, les édiles semblent avoir compris que dans le contexte d'un imaginaire collectif longtemps marqué par la nécessité de construire et d'équiper les quartiers, les dépenses en infrastructures imposantes rendent plus visible leur action politique et sont plus rentables sur le plan électoral. En outre, des visites de terrain montrent que les réalisations les plus visibles (comme le bitumage des rues) ne concernent parfois que quelques ménages liés directement à des membres des JAL (ou même des JAC), alors que dans le même quartier d'autres priorités, notamment en matière sociale, concernent des groupes beaucoup plus nombreux. Ainsi, la logique qui préside aux choix de localisation est parfois loin d'être aussi objective que le prétend la méthodologie participative préconisée officiellement par le District : en s'appuyant sur les réseaux socio-politiques, il est facile de contrôler le profil des participants et, partant, le déroulement des réunions de concertation.

Les maires quant à eux, en dehors de Castro qui les a créées, ont souvent vu les JAL comme une menace. Ainsi Mockus a-t-il créé l'*encuentro ciudadano* (rencontre citoyenne) (décret 425 de 1996), un nouvel espace de participation qui établit un lien plus direct entre le peuple et son maire, en concurrence directe avec la mission des JAL. Mais celles-ci ont su rapidement contrôler cette nouvelle instance. Puis Peñalosa, soupçonnant les JAL de s'être converties en foyers de corruption, leur a retiré dès sa prise de fonction en 1998 la faculté d'exécuter des contrats publics dans le cadre des projets du PDL (décret 176 de 1998). Ce sont les nouvelles *Unidades Ejecutoras Locales* (UEL), contrôlées directement par l'administration du District, qui ont hérité de cette fonction. De même, Peñalosa a imposé par décret (le 730 de 1998)

¹ Les JAC, créées dès les années 1960, sont des « comités de quartiers » dont les membres sont élus par les habitants, en dehors des élections municipales classiques – contrairement aux JAL –. Un arrondissement de Bogotá pouvant inclure plusieurs centaines de quartiers, il peut réunir autant de JAC. Mobilisées au départ autour de revendications élémentaires (possibilité de construire des logements et de les faire légaliser, puis de les raccorder aux réseaux de services publics...), les JAC ont vu leur action diminuer depuis, et se recentrer sur d'autres objets moins mobilisateurs, comme les services sociaux.

² Les membres des JAL sont rémunérés, contrairement à ceux des JAC.

des critères objectifs pour établir des priorités parmi les besoins et, surtout, parmi les projets du PDL, afin d'éviter tout effet de clientélisme et tout favoritisme. Dans les faits, ces deux mesures étant restées sans grand effet, les JAL ont été peu affectées...

Ainsi l'« instrumentalisation » d'une des mesures les plus innovantes des réformes participatives – la création des JAL – a permis de consolider les pratiques traditionnelles du système électoral, clientélistes, au lieu de les affaiblir et de faire émerger de nouvelles formes de fonctionnement démocratique, fondées sur une autre articulation entre les intérêts particuliers des habitants et ceux de la sphère publique. Le devenir des JAL a suscité de nombreux débats, au cours desquels diverses réformes ont été envisagées, portant sur leur fonctionnement mais aussi sur le redécoupage des arrondissements, considérés comme inadaptés à la gestion décentralisée d'une ville comme Bogotá.

La décentralisation à l'échelle métropolitaine : Bogotá et les municipes voisins sont-ils capables de concilier leurs intérêts ?

Les contradictions que les réformes institutionnelles des années 1980 et 1990 ont pu introduire dans le fonctionnement du District se retrouvent également au-delà des limites administratives de la capitale colombienne, dans la gestion de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler son « aire métropolitaine ». En effet, la Constitution de 1991 a dans le même temps consacré le principe de l'autonomie du pouvoir municipal et prévu la mise en place de figures juridiques de coopération supra- ou inter-municipale (encadré 6.1). Ces dernières restent pour le moment inefficaces, ce qui rend difficile la gestion du développement métropolitain dans différents domaines : services publics, environnement, transports collectifs, ou encore logements sociaux.

La gestion d'une agglomération de près de sept millions d'habitants – capitale nationale de surcroît – pose un problème de leadership politique qui concerne, outre les ingérences directes du gouvernement central, les différents maillons du pouvoir public local :

- le District, affranchi de la tutelle administrative du département du Cundinamarca depuis un demi-siècle, dispose d'institutions puissantes (dont les agissements sont parfois contradictoires) et de moyens financiers ou techniques qui font défaut aux municipes voisins, comme ses gigantesques entreprises de services publics. En revanche, le DC manque aujourd'hui d'espace pour poursuivre son expansion urbaine ;

- les municipes voisins du District (carte 6.1), à la fois traumatisés par le souvenir de l'annexion forcée de six d'entre eux à Bogotá en 1954 (carte 6.3), effrayés par la proximité d'un aussi puissant voisin, et affectés par l'ampleur du processus de métropolisation (Dureau, 2000b ; Barco, 1998 ; Alfonso, 2001),

ont dans l'ensemble une position défensive à l'égard de la capitale colombienne, redoutant son influence négative, mais cherchant dans le même temps à en tirer tous les avantages possibles liés à sa proximité ;

– le département du Cundinamarca, un des plus riches et des plus peuplés de Colombie (Mesclier *et alii*, 1999 : 108-109), profite largement de la présence de Bogotá au centre de son territoire (carte 6.1), en même temps qu'il en souffre, puisqu'il n'a aucune autorité ni moyen de pression sur le DC. Les sujets de tension entre le département – qui voit d'un mauvais œil l'influence croissante de Bogotá sur sa couronne métropolitaine – et la capitale colombienne ne manquent pas : schéma routier régional et politique des transports, gestion des services publics et de l'environnement, lutte contre la pauvreté et logement social dans la couronne métropolitaine, etc. ;

– la seule institution transversale de la région, la *Corporación autónoma regional de Cundinamarca* (CAR), agence du bassin-versant du *río Bogotá*, dispose d'un droit de regard sur les POT en vertu des lois sur l'environnement (1993) et sur l'aménagement du territoire (1997). Mais elle reste sans pouvoir politique sur les municipales, dont l'autonomie est protégée par la Constitution de 1991. Par principe peu favorable à l'expansion métropolitaine de Bogotá, la CAR s'est fortement opposée aux projets de croissance urbaine de la capitale entre 1998 et 2000, au point de créer un violent conflit qui a rendu nécessaire l'intervention du Ministère de l'environnement (lequel a donné raison à la CAR).

En revanche, l'opinion publique, longtemps très mobilisée sur les dossiers qui concernaient directement ses conditions de vie (logement, services publics, transports urbains), s'est peu manifestée au sujet des relations entre Bogotá et sa périphérie métropolitaine. De même, le secteur privé et les milieux patronaux, bien représentés à Bogotá où ils sont constitués en lobbys nationaux, se sont peu intéressés au débat public sur ce sujet. Seule la *Cámara de Comercio de Bogotá* (CCB) défend depuis longtemps l'idée que Bogotá et la Sabana fonctionnent comme une « ville-région » dont les économies sont étroitement intégrées et interdépendantes, en même temps qu'ouvertes sur l'extérieur¹.

Le projet de constitution d'une aire métropolitaine est apparu tardivement à Bogotá, au milieu des années 1990, alors que cette figure institutionnelle existait dans d'autres villes de Colombie depuis 1979. L'idée métropolitaine a émergé en raison du caractère de plus en plus affirmé du processus de métropolisation, et d'une prise de conscience collective née sous l'influence

¹ Voir, entre autres, *Misión Bogotá Siglo XXI*, 1994 et 1995 ; Ternent et Rodríguez, 1998 ; Cámara de Comercio de Bogotá, 2000 ; Isaza, 2000.

d'études décisives menées par des auteurs parfois très proches des milieux politiques¹.

C'est seulement pendant le mandat de Peñalosa (1998-2000) que le sujet est devenu une priorité politique forte pour le District. Le maire a créé dès le début de son mandat un service chargé d'amorcer un dialogue avec les municipes de la Sabana, la *Consejería para Cundinamarca*, puis nommé une universitaire ayant étudié le processus de métropolisation, Carolina Barco, à la direction du DAPD, où elle a mis en place un bureau chargé des questions métropolitaines. La mairie de Bogotá a directement proposé aux municipes voisins de fonder avec eux une aire métropolitaine (Del Castillo, 2001). Cette offre n'était bien sûr pas désintéressée, puisque plusieurs dossiers importants pour Bogotá gagnaient à être traités dans un cadre métropolitain : la rédaction du POT, avec le souci d'harmoniser le zonage urbain du District avec celui des municipes voisins ; les grands projets de voirie et de transports urbains de masse (*Transmilenio*), avec le souhait de leur donner une cohérence régionale ; les programmes de logement social qu'on voulait développer en dehors de la capitale (*Metrovivienda*) ; etc.

Rapidement incommodés par le ton autoritaire donné aux négociations, les représentants des municipes voisins se sont également inquiétés des menaces que constituait à leurs yeux la création d'une aire métropolitaine : perte d'autonomie au sein d'une administration communautaire qui, en vertu de la Loi 128, aurait accordé l'essentiel des pouvoirs à Bogotá ; peur de voir Bogotá, avec *Metrovivienda*, expulser ses pauvres vers la périphérie, etc. Dans ces conditions, la plupart des municipes ont rompu le dialogue et seule une poignée de municipes l'a maintenu : Soacha, Funza, Mosquera et Madrid. Cette persistance n'est pas le fait du hasard : il s'agit de quatre municipes très proches de Bogotá, qui connaissent actuellement une croissance démographique très forte, qui ont d'importants besoins en matière de transports, de voirie, d'eau potable, d'électricité, d'espaces verts et d'aménagements divers, mais qui souffrent d'un manque de ressources et qui sont dépendants des services publics de la capitale. Aussi ont-ils été sensibles à la possibilité de bénéficier d'un budget communautaire alimenté pour l'essentiel par le DC, ainsi que d'un traitement de faveur de la part des autorités du

¹ On mentionnera notamment les études du CES (Université Nationale) sur l'urbanisation, la modernisation agricole et les conflits socio-environnementaux dans la Sabana (Montañez, 1992 ; Montañez, Arcila et Pacheco, 1994) ; le projet CEDE-ORSTOM sur la mobilité résidentielle et son impact sur l'urbanisation dans l'aire métropolitaine (Dureau, Flórez et Hoyos, 1993 ; Dureau, Barbary et Flórez, 1994 ; etc.) ; de nombreuses études menées par la Chambre de Commerce de Bogotá sur le sujet (*op. cit.*) ; les travaux initiés au CEDE (Université des Andes) sur le thème de l'intégration métropolitaine « *Bogotá-Sabana* » (Barco, 1998 ; Barco et Cortés, 1999, etc.) ; enfin les études menées par la *Sociedad Geográfica de Colombia* en collaboration avec la CAR (Mendoza, 1996 ; SGC, 1998 ; Van der Hammen, 1998 ; CAR 1999).

District soucieuses de donner l'exemple pour convaincre ensuite d'autres municipes de l'opportunité d'intégrer l'aire métropolitaine. Le projet a finalement été invalidé par le Bureau de l'État Civil en raison d'empêchements d'ordre juridique, notamment pour un défaut de concertation des conseils municipaux concernés.

Mockus, le successeur de Peñalosa à partir de 2001, a affiché une volonté forte de poursuivre l'entreprise métropolitaine de son prédécesseur. Il a pour cela maintenu les structures existantes mais, tirant leçon de l'échec du maire sortant, a abandonné le projet formel d'aire métropolitaine, pour s'orienter vers une approche plus technique des problèmes métropolitains. Il a également créé un bureau de planification régionale, structure tripartite associant les principaux interlocuteurs régionaux (District, Département et CAR). Sa priorité n'est toutefois plus de rechercher des solutions collectives aux problèmes d'urbanisme et de services publics qui se posent à l'ensemble de la région métropolitaine, mais d'améliorer la compétitivité économique de la Sabana de Bogotá. La très grande majorité des activités productives de la région étant localisées à l'intérieur du District, on peut supposer – en dépit d'un processus actuellement important de desserrement des entreprises vers la périphérie métropolitaine – que les municipes de la couronne périurbaine trouveront peu d'intérêt à poursuivre les discussions si elles demeurent centrées sur un tel objectif.

Comme dans le cas des JAL, le bilan des initiatives métropolitaines est mitigé. Aucun mécanisme fort de solidarité territoriale n'a pu être mis en place, ni aucun système de subsidiarité financière entre Bogotá – de très loin la ville la plus riche de Colombie – et ses banlieues, surtout les plus pauvres. Cet échec relatif ne découle pas seulement des maladresses éventuelles des acteurs locaux. C'est aussi l'effet de blocages déjà signalés ici ou là : l'inconsistance institutionnelle ou les défauts des cadres légaux de coopération intermunicipale ; le primat donné, dans la Constitution colombienne, au principe de l'autonomie municipale ; le conflit de compétence entre les deux instances élues du pouvoir local (maire et conseil municipal) ; ou encore la brièveté des mandats, qui favorise une course aux projets à court terme et rend très improbable le choix de s'engager dans des projets politiques ambitieux et généreux mais difficiles à mener sur le long terme.

1.3. L'évolution de la planification urbaine : vers une gestion plus rationnelle de la capitale colombienne

À partir du milieu des années 1980, on assiste à des essais de politiques urbaines nationales plus intégrales :

– sous le gouvernement Barco (1986-1990) la politique dite des villes « *alternas* » vise le renforcement du rôle de relais des villes intermédiaires ou satellites dans le développement régional ;

– sous le gouvernement Samper (1994-1998) apparaît pour la première fois une politique nationale spécifiquement centrée sur le développement urbain, intégrant divers niveaux territoriaux (le système urbain national, l'aire métropolitaine, la ville) et fondée sur une coordination entre les différents acteurs institutionnels.

De même, en matière de législation urbaine, la Loi 9 de 1989, dite « Loi de réforme urbaine », constitue une avancée remarquable. Elle impose pour la première fois le principe de la planification municipale et met en place des outils réglementaires et financiers permettant de gérer le foncier. Elle restructure également le principal organisme public intervenant dans le domaine du logement social, l'ICT, devenu INURBE (encadré 6.3). Il faut signaler également la Loi 388 de 1997 qui impose à tous les municipes colombiens l'adoption d'un « plan d'aménagement territorial » (POT), et aux départements celle de « lignes directrices d'aménagement territorial » (DOT). En 2002, non sans mal, une grande majorité des POT avaient été achevés. Toutefois, il manque toujours une loi d'aménagement du territoire national, non faute de propositions mais bien parce que le projet réveille des rivalités régionales traditionnelles et se heurte à l'extension du conflit armé sur l'ensemble du territoire.

La seconde moitié des années 1980 : des réformes réglementaires au service de l'immobilier

Cette période se caractérise, à Bogotá, par des modifications de l'Accord 7 de 1979, d'inspiration libérale (Décrets 1025 de 1987 et 067 de 1988). La réglementation, en favorisant les initiatives immobilières, les changements d'usage et la densification du bâti, devient un instrument non plus de contrôle mais de revalorisation foncière, ce qui a des effets immédiats sur le paysage urbain (par exemple, dans un secteur du péricentre nord où les maisons bourgeoises anciennes sont remplacées par des bâtiments à usage résidentiel de près de dix étages). Dans le même temps, la régularisation des quartiers illégaux progresse.

La Loi 9 de 1989 se traduit à Bogotá par l'adoption de l'Accord 6 de 1990, qui se fonde sur de nouveaux principes, comme la protection et la revalorisation de l'existant : depuis les patrimoines urbains et naturels jusqu'aux quartiers dits « spontanés » en passant par les espaces publics. La prise en compte de ces derniers est considérée comme indispensable pour améliorer la fonctionnalité et le développement économique de la ville. Pour faciliter l'intervention des pouvoirs publics sur les marchés fonciers et immobiliers, de nouveaux outils juridiques voient le jour : droit de préemption, expropriation, cession volontaire,

banques foncières publiques, etc. Des interventions sectorielles en matière de circulation ou de services publics sont privilégiées. La distinction entre périmètre de services et périmètre urbain, héritée de l'Accord 7 de 1979, est abandonnée : seul le périmètre urbain subsiste, considérablement élargi. Les aires « sub-urbaines », notion nouvelle, sont définies comme « la frange de transition qui entoure les secteurs urbanisés, les hameaux des zones rurales, et les corridors le long des voies d'accès, où coexistent les modes de vie ruraux et urbains comme une prolongation de la vie urbaine à la campagne » (chapitre VI, art. 185). En d'autres termes, c'est une sorte de zone « ruraine », toujours située à l'intérieur des limites administratives du District, qui se trouve ainsi codifiée. Cette distinction a permis de nombreuses légalisations : 381 ha en 1993, 477 ha en 1998, 455 ha en 1999, avec une pointe à 1 255 ha en 1996 (DAPD, 2001). Toutefois, la sophistication formelle de cet accord a rendu difficile sa compréhension et son application – longtemps limitée à trois arrondissements – et a dissimulé les avantages concédés au secteur immobilier...

En marge des accords conçus pour l'ensemble de la ville, se sont multipliés, au cours de la même période, des plans spécifiques centrés sur les secteurs de la ville les plus atteints par la pauvreté et la dégradation du bâti. Ces plans s'inscrivent en grande partie dans la philosophie que les Nations Unies ont élaborée vis-à-vis du développement intégral des quartiers populaires.

Les années 1990 : la recherche de nouveaux dispositifs de planification et gestion

Les années 1990, marquées par la succession au pouvoir municipal d'équipes constituées par des maires désormais élus sur la base de programmes politiques précis, se caractérisent également par une amélioration sensible des pratiques de la planification urbaine : établissement systématique de diagnostics plus rigoureux réalisés à partir d'informations mieux recueillies, traitées et actualisées ; effort plus systématique pour identifier les besoins des populations ; articulation argumentée entre le diagnostic et les plans d'action ; référence à un plan d'ensemble qui réponde à un modèle de ville clair et partagé par l'ensemble des citoyens ; soin accru apporté au montage technique et financier des programmes d'intervention, etc. Les quatre principaux documents relatifs à la gestion de Bogotá durant cette période l'illustrent clairement : deux plans d'urbanisme (« *Bogotá 2000* » en 1996 et le POT en 2000) et deux programmes de gestion municipale (« *Formar ciudad* » de 1995 à 1998 puis « *Por la Bogotá que queremos* » de 1998 à 2000).

Le plan « *Bogotá 2000* », élaboré par l'administration Castro entre 1994 et 1996, comprend 40 projets (sélectionnés parmi 150), parmi lesquels sept sont considérés comme prioritaires et fondent

les règles d'aménagement et de restructuration de la ville. Au début tout du moins, la participation de la population à travers des représentants de différents *gremios*, de corporations, d'ONGs, d'universités, de groupes sociaux, etc. fut effective. De même, l'influence des Nations Unies, par ailleurs engagées dans des opérations plus spécifiques, et celle de « l'école catalane » de Jordi Borja furent déterminantes. Les principales orientations du plan inscrivent le développement de Bogotá dans un contexte proche (l'aire métropolitaine) aussi bien que lointain (l'international) et mettent en avant le traitement de l'espace public au sens large (en y intégrant les transports, les problèmes de sécurité), l'équité et la qualité de vie des citoyens, la réforme de l'organisation administrative à travers la décentralisation, l'amélioration de la compétitivité et de l'image de la ville. L'application de ce plan est restée en suspens avec le lancement, peu après, de l'élaboration du POT.

Le plan « *Formar ciudad* » de l'administration Mockus-Bromberg (1995-1997) est le résultat du premier effort de planification intégrale proposé à la capitale, les « priorités » et les « stratégies » se substituant aux habituelles interventions sectorielles. Aussi est-il organisé de manière à ce que chaque projet réponde à l'une des priorités et soit compatible avec la politique sectorielle de l'entité qui lui correspond. Les priorités, au nombre de six, sont la culture citoyenne, la protection de l'environnement, la revalorisation de l'espace public, le progrès social, la productivité urbaine et la légitimité institutionnelle. Parallèlement, des « méga-projets » ont été identifiés : un plan intégré pour les transports, la récupération du *río Bogotá*, le développement des secteurs de la bordure occidentale du District, la création d'infrastructures métropolitaines, un plan d'action sociale en matière de santé, d'éducation et d'emploi, enfin l'amélioration de la sécurité civile. Ce plan fut aussi le résultat de procédures de concertation : un conseil territorial fut constitué spécialement pour canaliser les avis de la population ; des va-et-vient eurent lieu avec les arrondissements où s'élaboraient simultanément les PDL. Ce plan est relativement innovant dans la façon dont il s'est appuyé à la fois sur une méthode audacieuse de suivi systématique des opérations engagées et sur une réduction massive des ressources humaines de l'ensemble de l'administration. La question de l'aire métropolitaine, en revanche, a été laissée de côté.

Le plan de l'administration Peñalosa, « *Bogotá que queremos* » (1998-2000), a réutilisé la même structure que le plan précédent, en définissant à son tour sept priorités et cinq méga-projets. Les priorités ont été la « démarginalisation » des quartiers informels ; l'articulation des investissements sociaux (santé, action sociale, éducation, culture, etc.) ; la promotion d'un modèle de ville à échelle humaine à travers la revalorisation des espaces publics ; la

mise en place d'un système de transports qui garantisse une réduction de la durée des déplacements quotidiens ; la recherche d'un équilibre entre expansion et densification, en essayant de limiter le déficit de logements planifiés ; la relégitimation des autorités publiques compétentes en matière de sécurité et de prévention ; enfin le renforcement de l'efficacité institutionnelle à travers la poursuite de la décentralisation et de la modernisation de l'administration du District. Les méga-projets consistaient en un système intégré de transports de masse en site propre (« *Transmilenio* ») ; la construction et l'entretien de la voirie ; la constitution d'une réserve de terres afin de développer des projets de logements sociaux (« *Metrovivienda* ») ; le développement de réseaux de parcs et de bibliothèques dans le District ; la mise au point d'une stratégie financière permettant de mieux assurer le prélèvement des impôts, de mieux utiliser les ressources externes, et de dégager des revenus extraordinaires grâce à la vente de l'entreprise de télécommunications de Bogotá.

Tous les projets ont été conçus avec l'idée d'intégrer au mieux les apports du secteur public, des ONGs et du secteur privé. Et de fait, ce plan a été en grande partie réalisé grâce à des ressources financières extérieures et à une gestion entrepreneuriale de l'administration du District, qui jusqu'alors n'avait jamais été réellement mise en pratique. Par contre, bien que le plan soit émaillé d'évocations au recours à la participation et à la concertation et que certaines tentatives aient été faites dans cette direction, cette gestion fut globalement assez autoritaire et les relations avec le Conseil du District sont restées tendues.

Ébauché à partir de 1998, comme dans tous les municipes colombiens, en application de la Loi 388 de 1997, le POT n'a été achevé qu'en août 2000, en raison de difficultés tant politiques que techniques. En vigueur pour neuf ans, il constitue le document de référence pour la gestion urbaine de Bogotá : à la fois diagnostic socio-territorial, programme de développement et plan de zonage urbain, il prétend également apporter des réponses aux dynamiques d'une métropolisation déjà bien engagée. Longtemps cantonné dans un rôle technique relativement secondaire (essentiellement l'approbation des permis de construire et la régularisation du bâti informel), le DAPD a recouvré avec l'élaboration du POT un rôle prépondérant dans la gestion de la capitale colombienne.

Le POT comporte deux documents : l'un, technique, portant sur l'articulation entre diagnostic, modèle, objectifs et stratégies de développement urbain, l'autre, à caractère juridique, portant sur les règlements d'urbanisme à l'intérieur du District. Le POT a pour objectif principal d'identifier les potentialités physiques, économiques et sociales de la ville et de définir les stratégies adéquates pour les transformer en réels avantages compétitifs. S'appuyant largement sur les notions de développement durable, de planification stratégique, ou encore de modèle territorial

équilibré, le POT de Bogotá envisage le développement de la capitale colombienne à différentes échelles, du quartier au « territoire régional » (la Sabana de Bogotá), en posant clairement la question du dosage entre une densification de la surface déjà construite, qui doit rester modérée, le choix de densités élevées dans certaines zones et, ailleurs, les possibilités d'expansion en périphérie urbaine, notamment à l'extérieur du District – un équilibre qui repose obligatoirement sur une maîtrise, au moins partielle, du marché foncier et sur la mise en place d'un système de transport urbain efficace –.

L'objectif est donc de finir d'urbaniser et de densifier, quand c'est possible, l'espace situé à l'intérieur du périmètre urbain ; un espace désormais rare, car avec le temps les limites de ce périmètre urbain ont presque fini par coïncider avec les frontières administratives du District (carte 6.3). Arguant de la saturation de l'actuel périmètre urbain et de la rareté des terres encore libres, le POT exprime la volonté de rendre constructible tout l'espace potentiellement urbanisable situé dans la partie plane du District, dans la Sabana de Bogotá¹.

Le POT envisage de consolider et de requalifier l'existant, en procédant à un rééquilibrage entre les différentes parties du District. Dans cette même logique, la planification se décline à des échelles territoriales de plus en plus précises, la plus opératoire étant la *Unidad de Planeación Zonal* (UPZ). En revanche, si la question du territoire métropolitain régional est largement abordée dans le diagnostic et les objectifs, elle disparaît dans la partie réglementaire du POT, le District n'ayant la maîtrise que de son propre territoire, puisque les municipes voisins jouissent d'une autonomie garantie par la Constitution.

L'élaboration du plan a suscité deux polémiques majeures portant sur l'expansion au nord de la ville et sur la participation citoyenne. La question de l'expansion urbaine est très vite apparue comme dangereuse aux yeux de certains acteurs : d'abord la CAR, puis quelques experts, et enfin une partie des élus au Conseil du District. La localisation stratégique des derniers espaces verts situés au nord de la ville, dans le prolongement de sa partie la plus riche, et au contact de municipes ayant eux-mêmes reçu, à la faveur du mouvement de métropolisation, des populations relativement aisées, a fait l'objet de crispations qui ont rapidement conduit à un blocage institutionnel. Ces tensions, attisées par la crainte de voir se développer une spéculation foncière et immobilière qui aurait contribué à exclure davantage encore les classes moyennes et populaires du secteur nord de la ville, ont pris

¹ Selon les auteurs du POT, sur les 28 153 ha du périmètre urbain en 1999, 22 554 ha étaient urbanisés, soit un « indice de saturation » de 89,5 %. En dehors de ce périmètre, 4 053 ha étaient occupés par des urbanisations clandestines et, si l'on décompte les réserves naturelles et les espaces affectés à des fonctions non résidentielles, il ne restait à cette date que 2 094 ha urbanisables à l'intérieur du District Capital.

les dimensions d'une véritable affaire d'état, suscitant des débats au Congrès et au Conseil du District, et finalement la médiation du Ministère de l'Environnement, qui s'est opposé à la volonté du DAPD d'étendre le périmètre urbain de Bogotá.

La seconde polémique, plus discrète, concerne la participation de la communauté, laquelle était imposée par la loi. Même si dès le démarrage de l'élaboration du POT des initiatives ont été menées à cet effet, avec notamment la création du *Consejo Territorial de Planeación* (CTP), composé pour moitié de représentants des secteurs public, privé et associatif et pour moitié d'édiles issus de chacun des arrondissements du District, les résultats ont été assez peu convaincants. De fait, la place donnée au CTP fut limitée, ce qui a engendré l'insatisfaction de tous ses membres à l'exception des représentants du secteur privé (chambres de commerce, de la construction, de l'immobilier), qui bénéficiaient d'autres canaux pour négocier, voire pour faire pression.

2. L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES SECTORIELLES DE LA VILLE : VERS UNE REDÉFINITION DU RÔLE DE L'ÉTAT AU BÉNÉFICE DES BESOINS DU PLUS GRAND NOMBRE ?

Tout autant que les réformes politiques et institutionnelles du pouvoir local, ou que les nouvelles orientations prises en matière de planification urbaine, les politiques sectorielles du logement, des services publics et des transports ont été déterminantes dans les nouveaux modes de production de la ville. Largement influencées par le changement de modèle de développement économique des années 1980 et 1990 (allant vers un désengagement de l'État et une libéralisation des activités productives), ces politiques ont eu des effets décisifs – et parfois contradictoires – sur la dynamique urbaine de la capitale colombienne.

2.1. La question du logement, jamais résolue par les pouvoirs publics

L'action des pouvoirs publics dans le domaine du logement porte en priorité sur deux segments de la demande : les classes moyennes et les classes populaires. Si dans le premier cas elle a pu être assez longtemps efficace, dans l'autre le décalage entre la demande, évidemment très importante, et l'offre n'a jamais été comblée, malgré tous les efforts consentis, parfois avec l'appui des ONGs, des institutions mutualistes, ou des organisations internationales. Dans les deux cas, la conjoncture économique et les stratégies du secteur immobilier ont été déterminantes et ont

exercé une influence plus ou moins visible mais décisive sur la politique de planification urbaine.

Le logement des classes moyennes : de l'abondance à la crise

Ce segment est en grande partie géré par le marché lui-même. Mais des mesures étatiques peuvent le stimuler à certains moments. C'est ainsi que sous le gouvernement Pastrana (1970-1974) est mis en place pour la première fois un système de crédit, appelé UPAC, indexé sur l'inflation, afin de stabiliser le financement du secteur immobilier tout en facilitant l'accès à la propriété. Ce système s'adresse aux classes moyennes qui peuvent justifier de revenus stables et suffisants pour bénéficier de prêts à long terme. Il a fonctionné correctement jusqu'au milieu des années 1990, en servant également les intérêts du secteur immobilier. Ce dernier a également profité d'un assouplissement des règles d'approbation des permis de construire (Accord 7 de 1979). Il s'est alors consacré surtout aux classes moyennes et aisées, très peu aux classes populaires. La physionomie de certains secteurs de la ville a changé sous l'effet de ces mesures : on observe entre 1972 et 1986 une densification liée à l'apparition d'ensembles résidentiels (soit des quartiers fermés – *conjuntos cerrados* – avec des maisons ou de petits immeubles collectifs, soit des immeubles d'une dizaine d'étages) pour les différents segments des classes moyennes dans le péricentre et en périphérie (notamment dans le nord et le nord-ouest).

Le système UPAC, qui n'avait pas été réajusté depuis sa création, est entré en crise au milieu des années 1990, puis a été liquidé : le coût du crédit était devenu prohibitif, tandis que les prix de l'immobilier s'envolaient sous l'effet de la spéculation, que l'offre commençait à saturer les segments moyens et aisés du marché, et que l'économie colombienne entrait dans un cycle de récession. Les tensions entre la défense des intérêts des usagers et celle du secteur immobilier ont rendu difficile l'adoption d'une politique publique claire dans ce domaine. Le marché immobilier s'en est trouvé paralysé, ce qui a contribué à figer l'évolution des quartiers résidentiels formels de Bogotá à partir de la seconde moitié des années 1990, en nette opposition avec la formidable croissance des années précédentes, et alors que le parc résidentiel des classes moyennes continuait de s'accroître dans certains municipes voisins de Bogotá, où le prix des terrains restait sensiblement moins cher.

Le logement des classes populaires : quelle volonté de résorber la pénurie ?

À Bogotá, entre les années 1950 et le milieu des années 1980, la production publique de logements sociaux a été réalisée

principalement par l'ICT, entité nationale, et la CVP, entité du District (encadré 6.3). Il s'agissait surtout de lotissements de maisons individuelles ou de petits immeubles collectifs, rarement de grands ensembles. Entre 1973 et 1985, cette production étatique n'était pas négligeable : elle représentait 19,5 % de la production formelle de logements (Jaramillo, 1992).

La production de logement social, importante à certaines périodes, est pourtant insuffisante, dès les années 1940 au moins, pour répondre aux besoins des ménages (Jaramillo, 1992). Aussi les classes populaires sont-elles alors contraintes de recourir à deux stratégies principales :

- les *inquilinos* qui consistent en l'occupation en location ou sous-location par plusieurs ménages d'un bâtiment plus ou moins grand (phénomène difficilement mesurable).

- l'auto-construction qui est souvent liée à l'occupation illégale des terres. Dès les années 1940, l'auto-construction croît fortement : elle atteint 54,8 % de l'ensemble de logements bâtis. Par la suite, elle varie au gré de divers facteurs ; l'intervention de l'État dans ce domaine n'est pas toujours déterminante¹.

La pénurie de logements populaires, jamais résolue, a peu à peu rendu les formes de l'urbanisation illégale plus complexes, avec l'apparition d'agents intermédiaires (organisations populaires « *viviendistas* » mais aussi urbanisateurs informels). Ces derniers ont élargi leur champ d'intervention et consolidé un circuit illégal d'accumulation du capital. Il faut souligner également le poids du système clientéliste : certains élus, qui parfois sont aussi des lotisseurs clandestins, ou qui interviennent dans des quartiers déjà auto-construits, confortent leur position en obtenant du DAPD ou du conseil d'administration des entreprises de services publics, la légalisation de ces quartiers ou leur équipement en services publics, puis en services sociaux, pour s'assurer du soutien électoral des habitants.

Malgré les conséquences, coûteuses à tous points de vue, de ces pratiques informelles sur le développement urbain, les pouvoirs publics diminuent sensiblement l'offre de logements sociaux à la fin des années 1980. Ainsi l'ICT, devenu INURBE, ne produit plus aucun logement, mais opte pour accorder une subvention aux familles qui envisagent de construire ou d'acheter un logement neuf. Les décideurs justifient ce changement d'orientation à la fois par la pression du marché et par la rationalisation du mode de gestion de l'entreprise. Mais la politique des subventions présente aussi certaines limites : d'une part, elle ne permet pas toujours de répondre aux segments les plus nécessiteux de la population et, d'autre part, elle devient assez facilement le support de stratégies

¹ La relation entre la pénurie de logement social et les cycles de l'auto-construction n'est pas toujours directe. Ces variations s'expliquent aussi par certaines caractéristiques du processus d'auto-construction, notamment la variation du stock de terres disponibles (Jaramillo, 1992).

clientélistes, l'attribution des aides étant souvent liée aux interventions des élus. À côté de cette réforme, il faut mentionner aussi qu'en application notamment de la Loi de réforme urbaine et du nouvel accord de gestion du District (Accord 6 de 1990), sont élaborées d'intéressantes propositions sur le logement ancien, qui est désormais perçu comme une des solutions possibles au déficit de logements populaires. Diverses mesures sont envisagées : mécanismes de contrôle des loyers ; aides financières à l'achat et à la rénovation des logements anciens ; création d'un *fondo de inquilinatos* (fonds de logements locatifs) et de *casas de paso* (logements de transit), etc. Mais la crise économique de la fin des années 1990 a suspendu, au moins provisoirement, leur mise en œuvre.

Encadré 6.3 – La production de logements sociaux à Bogotá

La construction de logements sociaux ou « ouvriers » apparaît à Bogotá au début du XX^e siècle sous l'impulsion à la fois de l'Église, des entreprises et des syndicats. Mais ces réalisations restent ponctuelles. C'est dans les années 1930 et 1940 que le rôle de l'État devient déterminant en attribuant cette mission au BCH (*Banco Central Hipotecario*, qui par la suite se consacrera aux classes moyennes) et avec la création de l'ICT (*Instituto de Crédito Territorial*) au plan national et de la CVP (*Caja de Vivienda Popular*) à Bogotá. Ces institutions, rejointes depuis par d'autres, publiques ou non, composent depuis les années 1970 le panorama de la production de logements sociaux. Il faut préciser qu'en Colombie la production de logements sociaux est toujours orientée vers l'accession à la propriété, jamais vers le marché locatif.

L'ICT - INURBE

Entre 1951 et 1985 l'ICT produit entre 15 et 20 % de l'ensemble des logements construits à Bogotá (Jaramillo, 1992). À la fin des années 1980, l'ICT souffre d'un déséquilibre financier grave et commence à changer d'orientation : il soutient de moins en moins la production directe de logements neufs et s'oriente plutôt vers le cofinancement de programmes collectifs, l'amélioration de logements déjà construits ou l'acquisition de logements existants. En 1990, en application de la « Loi de réforme urbaine » (Loi 9 de 1989), l'ICT devient l'INURBE. Son rôle dans le financement du logement social est confirmé, mais ses ambitions revues à la baisse. En 2003 l'INURBE est liquidé et sa mission est confiée au « *Fonvivienda* » au sein du nouveau Ministère de l'Environnement, du logement et du développement territorial.

Le FNA

Le *Fondo Nacional de Ahorro* (FNA) est créé lors de la réforme administrative de 1968. Sa mission est de faciliter l'accès au logement des employés publics.

La CVM

La *Caja de Vivienda Militar* (CVM) produit elle-même des logements pour ses propres fonctionnaires.

La CVP

La *Caja de Vivienda Popular* (CVP) est créée en 1944 par le gouvernement national. Elle est surtout orientée vers le logement des classes moyennes. Intégrée au District de Bogotá en 1968, elle se lance, comme l'ICT, dans des programmes d'envergure, de logements dits « de développement progressif ». Dans les années 1985-1995 elle connaît de nombreuses difficultés. Sous la première administration Mockus, son rôle est revalorisé : elle est chargée d'équiper et de légaliser des lotissements informels, d'offrir des logements aux

employés de la Police, de reloger les familles victimes de projets de rénovation ou résidant dans des zones de risques naturels.

Le DAPD

Bien que la planification du logement soit l'une des missions du *Departamento Administrativo de Planeación Distrital* (DAPD), celui-ci ne joue pas un rôle actif dans ce domaine, en dehors du contrôle de la légalité des constructions.

Le FAVIDI

Le *Fondo de Ahorro y Vivienda Distrital* (FAVIDI) est créé en 1977 pour les employés du District. Il finance l'accès au logement de ses adhérents à travers des conventions avec la CVP, l'ICT et le FNA.

METROVIVIENDA

Metrovivienda, créée en 1998, est une « entreprise industrielle et commerciale » du District, dont la mission est d'acquérir et d'équiper des terres pour y développer de projets « intégraux » de logement social (c'est-à-dire comportant tous les équipements publics élémentaires et une partie des services sociaux). Cette entreprise est dotée d'une capacité financière suffisante pour mettre en œuvre ses projets. Toutefois *Metrovivienda* qui n'intervient que dans le District se heurte au problème de la raréfaction des terres disponibles.

Il faut enfin signaler qu'au cours des années 1980, une nouvelle offre apparaît avec l'intervention des organismes mutualistes (*Colsubsidio*, *Cafam*, *Compartir*), d'institutions religieuses (*Minuto de Dios*) ou enfin d'ONG spécialisées dans le logement populaire (« *viviendistas* »).

Parallèlement, le District de Bogotá a tenté de restructurer la CVP au début des années 1990, sans grand succès, sauf pour certaines actions ponctuelles comme le relogement des familles installées dans des zones à risques naturels ou dans des zones fortement dégradées du centre ancien.

La création de *Metrovivienda* sous le mandat de Peñalosa, à la fin des années 1990, visait la construction de logements sociaux et des équipements correspondants dans des zones tout à fait périphériques, à Usme et à Bosa notamment. Cette nouvelle approche de la question (encadré 6.3) est intéressante car elle cherche à surmonter un problème historique dans la construction de logements sociaux : la difficulté – financière mais aussi bureaucratique – pour les entreprises concernées d'accéder à des terres à un coût et dans des délais raisonnables. *Metrovivienda* assume désormais les risques financiers de l'opération de viabilisation des terres, ainsi que la réception des demandes d'achat de logement et leur sélection, selon des critères sociaux. Mais cette expérience reste jusqu'à aujourd'hui décevante car c'est seulement en 2002, sur des terrains dont le processus d'acquisition avait pourtant démarré dès 1999, qu'ont commencé d'être construits des logements sociaux, au nombre encore insuffisant et destinés à des catégories socio-économiques basses mais stables et non aux populations les plus précarisées. Néanmoins, cette procédure, innovante et courageuse, rompt avec l'approche traditionnelle du logement populaire qui mélangeait de façon malsaine clientélisme, marché immobilier et politiques sociales. Sans doute les résultats de cette politique ne seront-ils tangibles que sur le long terme. Malgré diverses expérimentations, la

question du logement social continue donc de poser des problèmes aux pouvoirs publics.

2.2. La gestion ambiguë des services publics domestiques : un lent glissement vers la privatisation

Les services publics domestiques (eau potable, assainissement, électricité, gaz, téléphone, ordures ménagères) qui avaient été municipalisés au début du XX^e siècle (Vargas et Zambrano, 1988), au prix de gros efforts financiers pour assurer l'extension de la couverture des réseaux, ont été réorganisés du point de vue institutionnel au cours des années 1980. L'extension des réseaux de services a largement accompagné le mouvement de croissance urbaine de Bogotá tout au long du XX^e siècle, en renforçant notamment le processus de ségrégation socio-spatiale, en raison d'une stratégie nettement commerciale favorisant les quartiers aisés du nord. À partir des années 1950 les Entreprises de Services Publics (ESP) se sont consolidées sous la forme d'entreprises du District à caractère « décentralisé », c'est-à-dire bénéficiant d'un statut juridique et d'un patrimoine propres. Ce mode de gestion, accordant une large autonomie administrative au District, à travers ses puissantes ESP, a permis à Bogotá de contrôler avec une relative efficacité la forte croissance des années 1960.

Néanmoins, au cours des années 1980, ce même statut autonome a commencé à desservir les ESP (Cuervo *et alii*, 1988 ; Díaz, 1988 ; Santana et Rodríguez, 1990). Si les taux de couverture en électricité et en eau étaient élevés dans l'ensemble du District (contrairement à ceux de l'assainissement ou du ramassage des ordures), la qualité et la continuité de cette desserte laissaient beaucoup à désirer, notamment en ce qui concerne l'eau dans les quartiers populaires : eau d'une qualité inconstante, rationnements fréquents, tarifs jugés trop élevés par les habitants. Ces ESP avaient alors deux problèmes en commun : la croissance de leur endettement, qui limitait les investissements, et les pertes causées soit par un mauvais état des infrastructures soit par des branchements illégaux, qui finissaient par élever les coûts du service.

Pour résoudre le problème des tarifs, une solution ingénieuse – qui depuis a fait école dans d'autres villes de Colombie et d'Amérique latine – fut adoptée : on procéda, en 1983-85, à une stratification de toute la ville, en classant les îlots dans des catégories comprises entre un (pour les plus pauvres) et six (pour les plus riches), afin de fixer des tarifs progressifs en fonction du niveau socio-économique de leurs habitants. L'efficacité de cette procédure originale n'a toutefois pas permis d'assainir les finances des ESP.

De même, l'autonomie des ESP les a parfois conduites à gérer de façon ambiguë l'expansion des réseaux :

– elles sont parvenues à assurer une couverture satisfaisante, mais dans une logique commerciale favorisant les classes aisées, pendant que les classes populaires obtenaient un service de qualité médiocre ;

– l'équipement des quartiers, dont certains sont situés parfois en dehors du périmètre urbain, a souvent fait l'objet d'une gestion clientéliste (certains élus étant aussi membres du conseil d'administration des ESP) ;

– d'autres quartiers en revanche sont restés mal équipés, soit par négligence, soit au contraire par volonté de contrôler l'expansion urbaine dans des secteurs dont l'urbanisation était jugée indésirable (par exemple : à flanc de montagne ou en zone inondable).

Dans les années 1990, le processus de privatisation a été engagé, mais de manière très inégale : assez tôt et non sans mal pour le ramassage des ordures, qui présentait de graves dysfonctionnements (aujourd'hui résolus) ; difficilement pour les télécommunications, en raison d'une forte résistance syndicale ; très partiellement pour l'électricité, de façon à la fois coûteuse, partielle et controversée pour le traitement des eaux usées, et sans succès à ce jour pour l'eau potable. Cette privatisation progressive a procuré à la ville de nouvelles ressources, réinvesties en général dans la revalorisation de l'espace public. En 1996, le système de stratification socio-économique a été réajusté et les classifications des îlots revues à la hausse, de façon à augmenter les recettes des ESP.

Aujourd'hui, compte tenu du bon taux de couverture des services publics à l'intérieur du District, il ne s'agit plus d'un enjeu majeur dans le processus général d'urbanisation, en dehors des stratégies de promoteurs dans certaines grandes opérations immobilières ; ce, contrairement aux services sociaux, comme l'éducation ou la santé, qui jouent un rôle décisif dans les choix résidentiels des ménages. Par contre, les ESP de Bogotá ayant étendu leur champ d'intervention en dehors des limites du District, un problème important est en train de surgir aujourd'hui dans toute la Sabana et même au-delà : celui de la « solidarité territoriale » entre le District et les municipes voisins. En matière de politique tarifaire notamment, s'affrontent les deux logiques de la rentabilité économique et de la solidarité socio-spatiale (Gouëset, 2002). On retrouve là les considérations évoquées plus haut à propos de la question métropolitaine.

2.3. La difficile maîtrise des transports urbains

Les politiques de voirie et des transports ont clairement orienté ou facilité certaines formes d'expansion de la ville de Bogotá dès les années 1950 et 1960 (Montezuma, 1997b). En effet, rappelons que la voirie a constitué à ce moment-là un objet important de la

planification et de la gestion urbaines, avec la création anticipée de voies principales puis de voies de connexion secondaires.

La situation des transports est distincte de celle des services publics domestiques. Pendant longtemps, une grande rivalité a opposé le secteur public (qui intervient depuis 1910) au secteur privé. D'abord avec le tramway, puis avec la *Empresa Distrital de Transporte Urbano* (EDTU) créée en 1958, le District n'a cessé d'affronter les risques que représentait le développement des entreprises privées de transport collectif (Vargas et Zambrano, 1988 ; Montezuma, 1997b ; Parias, 2002). Mais en 1975, probablement grâce à l'existence de liens étroits entre les entrepreneurs privés et les élus du District, les entreprises privées réussirent à faire réintroduire le principe d'une subvention publique de leur activité, ce qui leur a permis d'importer de nouveaux bus et a favorisé la multiplication des PME dans ce secteur. Toutefois, malgré la forte croissance de la demande, les entreprises privées n'ont pas élargi de façon suffisante leur desserte des quartiers marginaux et d'accès difficile, préférant concurrencer la EDTU sur ses lignes les plus rentables et laisser le marché des quartiers populaires aux petites entreprises informelles. La EDTU n'a pas cessé alors de perdre du terrain, entrant dans une grave crise financière à partir de 1978.

Dans les années 1980, alors que la ville continuait d'être très inégalement dotée en infrastructures de voirie (avec notamment une faible production de voies de liaison entre les quartiers) et que cette voirie se dégradait rapidement, la ville de Bogotá a vu se développer un système bimodal de transport : à côté d'un service de bus essentiellement privé et souvent informel dont la qualité se détériorait, le nombre de véhicules particuliers augmentait rapidement. Cette évolution a eu des conséquences importantes sur certaines formes de la croissance spatiale : densification de certaines zones péricentrales, auparavant délaissées par les classes moyennes au profit de la périphérie (sur ce point, voir le chapitre 3), ségrégation socio-spatiale accrue, dissociation des zones d'emplois et des zones résidentielles (Montezuma, 1997b ; Parias, 2002).

Face à cette situation, diverses solutions ont alors été recherchées par les pouvoirs publics mais sans succès. L'administration Durán Dussán (1978-1980) réfléchit pour la première fois à la construction d'un métro, solution sans cesse évoquée depuis mais jamais entreprise. Un programme de trolley électrique, prévu en complément du métro, a également été abandonné en raison de l'aggravation des difficultés financières de l'EDTU, qui a débouché sur sa liquidation (officiellement : sa privatisation) en 1989-90. Dans le même temps, la politique d'ouverture économique et l'abaissement des barrières douanières favorisaient l'importation d'automobiles à moindre coût, ce qui a provoqué, alors que les conditions de déplacement en bus

continuaient de se dégrader, une inflation du parc de véhicules et une saturation croissante du trafic routier.

Les limites d'un système de transport presque entièrement administré par des acteurs privés sont rapidement apparues. Le problème ne porte pas sur une éventuelle inadéquation entre la croissance territoriale de la ville et l'expansion des réseaux de transports collectifs : ces derniers ont toujours accompagné, de façon quasi simultanée, la croissance urbaine de Bogotá (Montezuma, 1997b). En revanche, l'offre de transports collectifs s'est développée selon une logique duale : alors que les entreprises formelles (et les meilleurs bus, qui sont aussi les plus chers) se concentraient sur les quartiers et les trajets les plus rentables, les quartiers marginaux voyaient leur desserte assurée par des entreprises informelles, moins fiables sur le plan de la qualité du service (confort, sécurité, régularité, pollution, voire même tarifs). Les conditions de transport dans la ville de Bogotá se sont fortement dégradées au cours des années 1990 : augmentation du parc de véhicules importés – individuels aussi bien que collectifs – et congestion quasi permanente de la voirie ; pollution accrue ; cherté, inconfort et insécurité des transports collectifs, etc.

Les pouvoirs publics, un moment dépassés par l'ampleur du problème, et parfois tentés de le résoudre par une simple amélioration de la voirie, ont finalement entrepris de l'affronter dans son ensemble au cours de la seconde moitié des années 1990. Dans un premier temps, des études les ont incités à favoriser la voiture et donc la voirie, ou bien le métro, mais les recommandations n'ont guère été appliquées, sauf en ce qui concerne l'amélioration de la voirie (ponts et axes autoroutiers – une solution nécessaire mais pas suffisante, et pénalisante pour les finances du District –). Puis avec Peñalosa a émergé l'idée d'un système diversifié jouant sur les différents modes de transport. Deux sociétés ont été simultanément créées pour gérer le transport public (celle du métro et *Transmilenio*), de nouvelles voies de circulation ont été ouvertes, et des mesures ont été prises pour favoriser l'usage de la bicyclette et limiter le trafic des voitures (avec la poursuite du programme de circulation alternée des véhicules, *Pico y placa*, lancé par le prédécesseur de Peñalosa). Le projet de métro a été rapidement abandonné, une fois de plus, et les efforts ont porté sur la mise en œuvre du programme *Transmilenio*, un projet de transport public en site propre par autobus ; une solution souple et économique ayant déjà fait ses preuves dans certaines villes du Sud, de taille moins grande il est vrai (comme Curitiba au Brésil). Ce système, mis en place au début de l'année 2001 le long de quelques axes stratégiques, a montré son efficacité et entraîné de profondes améliorations tant dans l'organisation du secteur des transports urbains que dans les comportements des usagers. Ce succès tend indéniablement à relégitimer l'action de l'État dans la gestion des services publics. Il

montre *a contrario* qu'une politique privilégiant la voiture contribue, à l'inverse, à renforcer la ségrégation sociale, dans l'usage des transports comme dans l'accès au logement.

Au total, la période récente a été particulièrement féconde en réformes, en tâtonnements et en innovations en matière de politiques urbaines à Bogotá. Certaines initiatives, comme le *Transmilenio*, semblent avoir réussi plus que d'autres, comme *Metrovivienda* ou, dans un autre registre, la privatisation des plus grandes ESP de Bogotá (eau, électricité). Le rôle de l'État est assez ambivalent : si, d'un côté, il affirme une volonté de se désengager (en matière de production du logement, de services publics), de l'autre, il déploie un arsenal d'idées novatrices et de stratégies qui semblent commencer à porter leurs fruits. De même, la promotion de la participation citoyenne, une idée forte des années 1980 et 1990, a donné, à Bogotá comme dans la plupart des villes où le phénomène a été étudié, un réel pouvoir aux individus et aux groupes sociaux les mieux organisés, tandis que les personnes restées en marge des réseaux politiques et sociaux ont été exclues des nouveaux espaces de négociation ouverts par l'État.

3. CONCLUSION

Les années 1980 et 1990 ont constitué une période riche en changements dans le développement de la métropole de Bogotá, avec des réformes démocratiques et une politique de décentralisation qui ont transformé en profondeur les pratiques de la planification urbaine. Les effets de ces transformations sur la société et le paysage urbains sont encore difficilement visibles, même si une nouvelle image de Bogotá est en train d'émerger : des espaces publics rénovés et réinvestis par les habitants, un système de transports radicalement transformé et novateur dans sa configuration, un meilleur contrôle de l'insécurité, etc. Il est probablement trop tôt pour évaluer la durabilité de ces changements. Cependant, apparaît déjà assez nettement le besoin de procéder à des réajustements dans les réformes menées au cours des vingt dernières années. D'une part, le nouveau mode de gestion des arrondissements s'avère peu efficace, surtout dans sa dimension participative. D'autre part, la région métropolitaine de Bogotá est toujours dépourvue d'instruments de gestion appropriés, notamment pour traiter des problèmes qui se posent à l'échelle de l'agglomération, comme le logement populaire (dont le District et les municipes de la Sabana se renvoient mutuellement la responsabilité), les transports publics (dont l'intégration à l'échelle métropolitaine devient une nécessité flagrante) ou encore les services publics (alors même que les entreprises de Bogotá ont un rayon d'action qui dépasse largement les limites du District).

Ces réorientations, ces choix, ces décisions, reposent inévitablement sur une redéfinition des relations entre les différents acteurs de la ville. Or ces relations restent encore très marquées par l'héritage des systèmes politiques traditionnels : contrôle des institutions par les partis (même si la mécanique bien huilée du bipartisme est heureusement en déclin à Bogotá), immobilisme, effets pervers du clientélisme ou de la corruption... Les résistances au changement pourraient provenir du manque de clarté, voire même des contradictions inhérentes à la nouvelle Constitution et aux Lois qui en ont découlé. Les rouages de la démocratie représentative ont été réformés et des mécanismes de démocratie participative ont été mis en œuvre, mais on a aujourd'hui le sentiment qu'aucune des deux n'est véritablement efficace et que ces deux versants de la démocratie colombienne fonctionnent plus en concurrence qu'en véritable complémentarité. En effet, le principe même de la participation citoyenne, souvent idéalisée, contribue parfois à dévaloriser la légitimité des institutions formelles, sans avoir pour autant fait la preuve de son efficacité. Les habitants de Bogotá semblent éprouver des difficultés à répondre aux « injonctions participatives » qui leur sont faites, paradoxalement, par le pouvoir en place, autrefois très centraliste et assez peu à l'écoute de ses concitoyens. Ces difficultés institutionnelles proviennent aussi du déphasage entre les différentes logiques propres aux diverses catégories d'acteurs de la ville : élus, administrateurs, acteurs économiques, mouvements associatifs, habitants, etc., catégories qui sont elles-mêmes très hétéroclites et porteuses d'aspirations ou de projets parfois opposés.

On pourra s'étonner, enfin, que l'avenir d'une métropole en pleine recomposition et qui continue de s'accroître ne suscite pas davantage de débats, de controverses et de propositions alternatives ; les questionnements autour des grands enjeux urbains sont souvent réduits à des discussions techniques entre élus et experts. Le marasme économique actuel, ainsi que les incertitudes politiques et une certaine anomie sociale qui pèsent sur tout le pays expliquent sans doute cette situation, qui est dommageable au fonctionnement de la démocratie locale. L'histoire récente nous a heureusement montré, à Bogotá tout particulièrement, combien l'imagination et la faculté d'innover pouvaient permettre à cette ville et à ses acteurs de trouver des solutions face aux défis qu'ils affrontaient.

BIBLIOGRAPHIE¹

Lulle T., Le Bris, 2000, « L'action publique à l'épreuve des pratiques », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, F. Dureau et alii, Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 321-341.

Osmont A., 1995, *La Banque mondiale et les villes, du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.

Sabaté A.F., Robert F.G., 1990, « Planificación urbana. Evolución y perspectivas », in *La investigación urbana en América latina*, Corragio J.L. (éd.), Tomo 3, Quito, Ciudad.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Jean-Pierre LÉVY

La succession des chapitres de l'ouvrage aura pu surprendre le lecteur. Elle nous a entraînés des mobilités intra-urbaines aux identités ethniques en ville, des distributions résidentielles à la violence, de l'étude du réseau urbain et des migrations à celle de la gestion des villes. Mais, loin de constituer une simple succession thématique de la situation des villes colombiennes en ce début de XXI^e siècle, les six chapitres sont autant de prétextes à souligner les caractéristiques éminemment sociales de la production de l'espace. Les rapports à l'espace des comportements individuels et collectifs des citadins, les effets de ces comportements sur la production des territoires constituent le fil directeur de l'ouvrage. Ce sont donc les processus construisant chacun des domaines étudiés par les auteurs qui fondent l'intérêt du livre, mais aussi la lecture transversale et cumulée.

La démarche et le contenu de l'ouvrage dépassent de ce fait une recherche urbaine qui, comme le soulignent les auteurs, est en attente « d'un nouveau paradigme qui permettrait de lire la grande ville existante avec les transformations et redistributions qui la traversent ». Au-delà, ils traduisent un renouvellement des approches en sciences humaines et sociales.

Ce renouvellement est d'abord lisible dans les cadres fixés par la démarche pluridisciplinaire. Les méthodes statistiques, anthropologiques, démographiques, sociologiques, les approches géographiques et les modèles spatiaux sont tour à tour convoqués selon les objets étudiés, voire pour étudier le même objet, au service d'une tentative d'approche globale et innovante de l'espace. Elle place les habitants au centre de l'analyse territoriale, en mettant leurs comportements en relation avec l'histoire des villes, l'intervention politico-administrative, les divers modèles culturels, les conflits sociétaux, guerriers ou mafieux, les concurrences et les évitements territoriaux, entre autres. Elle démontre qu'en Colombie comme ailleurs, les marges de manœuvre des habitants leur permettent de contourner les contraintes et, faute de les accepter, du moins de s'y adapter ou d'y résister par leur mode de vie, leur sédentarité ou leur mobilité. Du coup, les facteurs économiques ne constituent plus les éléments explicatifs majeurs des évolutions métropolitaines. Si la ville globale existe, si la mondialisation produit ses effets, c'est aussi parce que les habitants apprennent « à faire avec ».

Les conclusions de l'ouvrage dépassent donc le seul contexte colombien, ou même celui plus large de l'Amérique latine. Sans

pour autant rompre avec les approches thématiques des processus urbains, les différents chapitres visent à présenter l'embryon de ce qui pourrait être à terme une approche articulant les grands systèmes spatiaux et les pratiques individuelles et collectives des acteurs qui les produisent. Cette recherche d'une « globalité thématique » organise l'ouvrage. Derrière les résultats propres au domaine développé par chacun des chapitres, trois fils conducteurs structurent l'ensemble du livre : la simultanéité des processus agissant à différents niveaux spatiaux et sociaux, la mobilité spatiale appréhendée comme un élément central des recompositions territoriales, et l'importance des représentations dans le développement des processus socio-spatiaux.

Des processus agissant à de multiples niveaux

La volonté de coller aux réalités urbaines nécessite aujourd'hui une approche de la ville et de ses habitants qui rende compte de la simultanéité des évolutions affectant les différentes échelles des territoires. On dépasse ainsi la notion d'échelle emboîtée, dans laquelle les évolutions à un échelon donné s'interprètent dans ses relations avec les autres échelons, où le processus global n'est finalement que la résultante des processus se produisant aux échelles inférieures. Dans l'approche défendue par les auteurs, quel que soit le domaine abordé, chaque échelon est un *niveau de réalité*, relevant en partie de logiques d'acteurs spécifiques.

Ce qui revient à dire que chacun des niveaux est partiellement autonome parce qu'il évolue sous des contraintes qui lui sont particulières, et que les différents acteurs y agissent dans des cadres préfixés. Mais les opérateurs, les politiques ou les habitants peuvent également construire leur logique d'action en tenant compte de plusieurs *niveaux de réalité*. Ce sont alors les relations entre ces niveaux qui constituent un échelon à part entière, échelon qui repose sur des logiques propres aux relations entre les niveaux.

Par exemple, l'ouvrage nous apprend que le système spatial colombien s'est profondément transformé au cours des deux dernières décennies par un renforcement de l'influence des grandes villes, selon un processus qui cumule métropolisation et périurbanisation. L'organisation du nouveau modèle spatial national n'est lisible qu'à partir d'une approche globale de l'espace colombien et de son système de villes, qui constitue un *premier niveau de réalité* impliquant des modes d'aménagement du territoire spécifiques. Dans le même temps, cette redistribution est imputable aux migrations d'individus et de groupes dont on peut penser qu'ils n'ont aucune conscience des effets produits par leurs actions. Celles-ci relèvent, par exemple, de la violence rurale, de la recherche d'un emploi, de la scolarisation des enfants, etc. Autant de causes propres à un *second niveau de réalité*, qui relève tout à la fois de la situation des villes et des campagnes, mais se traduit

concrètement par les mouvements des migrants ruraux vers les villes, ou par des circulations de ville en ville. La périurbanisation constitue enfin *un troisième niveau de réalité*, qui renvoie certes à l'histoire des sites, aux densités urbaines, mais aussi à l'intervention de promoteurs immobiliers, qui ont su vendre aux couches moyennes en expansion numérique des formes d'habitat répondant à leurs aspirations sociales et résidentielles.

Cet exemple montre bien que la ville s'interprète désormais comme un assemblage « d'espaces d'actions » de multiples acteurs raisonnant à des *niveaux de réalité* et dans des temporalités qui leur sont propres. D'où une réelle difficulté des gestionnaires à anticiper les évolutions futures. D'où également l'importance qu'accordent les chercheurs aux processus passés et présents dans les différents domaines qui concourent à la production et à l'évolution de la ville.

Paradoxalement, pour qui s'intéresse aux transformations de la société, dans cet enchevêtrement de logiques d'acteurs complexes les territoires font sens. L'espace est probablement l'un des rares éléments concrets susceptibles de traduire dans ses formes, comme dans ses évolutions, le « résultat » de ces logiques et de ces temporalités multiples. Dès lors, comme en atteste cet ouvrage, les différentes disciplines peuvent débattre autour d'objets et de concepts communs. Par exemple, la périurbanisation ou la métropolisation nécessitent d'étudier à la fois les interactions entre les villes à partir de grands modèles spatiaux, les formes et les motivations des migrations, les logiques économiques et spatiales des promoteurs, les causes poussant les couches moyennes à se protéger dans des ensembles résidentiels clos et à développer des pratiques d'entre soi, les modes de gestion urbaine favorisant les mécanismes d'exclusion et les formes de violence qui en découlent.

Ceci explique la volonté des auteurs de construire des problématiques autour d'objets bien identifiés. La complexité de la ville contemporaine n'est lisible qu'à partir d'une segmentation de la question urbaine, seule à même d'exprimer la segmentation des logiques d'acteurs plus ou moins organisées. Contrairement à ce que prônait une recherche urbaine structuraliste très en vogue il y a une trentaine d'années, la prise en compte de l'ensemble des acteurs opérant dans la ville, les habitants en premier chef, a montré qu'il serait vain de rechercher un ou des modèles urbains permettant d'appréhender la ville dans toutes ses dimensions, en Colombie comme ailleurs. Inutile donc de tenter une lecture synthétique des résultats de chacun des six chapitres de l'ouvrage, chacun d'entre eux s'attachant à un niveau de lecture d'une réalité urbaine qui ne saurait être réductible aux autres niveaux.

Mobilités et recompositions spatiales

Dans ce cadre, la mobilité est l'un de ces « objets bien identifiés » pour étudier la ou les villes. Parce qu'elle relève de facteurs multiples qui engagent tout à la fois les formes spatiales, les logiques sociales et économiques, et parce qu'elle influence également l'intervention politique, la mobilité constitue probablement un des processus les plus importants à analyser pour comprendre les évolutions urbaines contemporaines. Les auteurs de l'ouvrage ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisqu'ils lui consacrent la moitié des chapitres du livre, et qu'elle apparaît à des degrés divers dans les questions d'ethnicité, de violence urbaine ou de gestion de la ville.

C'est par une étude des migrations que l'ouvrage décrit les principaux cycles d'évolution des villes colombiennes : migration rurale vers les villes, développement des métropoles, affaiblissement des flux ruraux, accroissement des flux inter-urbains et expansion des petites villes, périurbanisation et, plus récemment, développement des mobilités intra-urbaines et densification des interstices.

On ne peut s'empêcher de comparer ces phases aux évolutions des métropoles décrites dans le livre, celles de Bogotá en particulier. Si la transition urbaine implique une perte des capacités d'attraction des grandes villes au profit d'un développement plus endogène porté par le solde naturel au détriment du solde migratoire, l'espace périurbain de la capitale, quant à lui, n'attire plus les habitants du centre et se densifie par des déménagements de proximité.

Stade ultime du processus ? Le constat est de taille car il signifie que, passé un seuil de croissance, les villes se développent sur elles-mêmes, en s'auto-alimentant soit par des flux inter-urbains (système des villes), soit par des mobilités intra-urbaines (périurbanisation). Ce qui est nouveau, c'est que s'ajoutent dorénavant à ces cycles connus des mécanismes d'endogénéisation propres à chacun des secteurs urbains. En d'autres termes, l'auto-alimentation des villes s'exercerait à la fois par des formes de mobilités inter-urbaines, des mobilités intra-urbaines et, maintenant, des mouvements résidentiels infra-sectoriels. On retrouve alors des niveaux de réalité complexes et simultanés qui produisent et font évoluer les formes et les pratiques de la ville.

Car les chapitres de l'ouvrage montrent que ces mouvements ne se succèdent pas de façon chronologique, mais qu'ils agissent en *même* temps. Le cas de Bogotá est à cet égard assez explicite. La capitale est devenue le pivot du système territorial colombien en polarisant les mobilités inter-urbaines. C'est donc un remodelage de l'ensemble des bassins migratoires régionaux qui est à l'œuvre. Dans le même temps, l'objectif affiché du POT de Bogotá est de finir d'urbaniser et de densifier l'espace situé à

l'intérieur des secteurs périphériques. La puissance publique refuse ainsi l'extension urbaine, sans pour autant bloquer les mouvements résidentiels du centre vers la périphérie. Enfin, les auteurs de l'ouvrage constatent que les déménagements sur des courtes distances tendent à maintenir la population dans les quartiers où elle a débuté son parcours résidentiel.

En conséquence, d'une part la capitale continue d'attirer et de renvoyer des ménages, d'autre part la densification des espaces périurbains perdure. Mais, la ville se développe aussi par des déménagements de proximité qui contribuent à reproduire à l'identique les inégalités socio-spatiales engendrées par sa production. Ainsi s'expliquent des mécanismes contradictoires en cours dans la plupart des métropoles mondiales, soumises à une expansion périurbaine intensive, à des transformations sociales rapides de certains quartiers centraux, mais également à une accentuation des fractures socio-spatiales préexistantes.

Pour la connaissance du peuplement urbain, l'enjeu est de saisir dans un seul système les effets produits par l'ensemble de ces mouvements, quitte à faire apparaître des dysfonctionnements. Mais, pour la gestion urbaine, la tâche est plus délicate dans la mesure où il s'agit de mettre en cohérence, dans une « pensée de la ville », des pratiques spatiales parfois paradoxales.

Ainsi, l'espace se conçoit dorénavant comme un système de lieux, dans lequel les mouvements mettent en relation des villes entre elles et des quartiers entre eux. L'arrivée dans un nouveau cadre de vie ne signifie pas pour autant une rupture avec son milieu d'origine. L'appartenance « multilocale » est devenue une règle des pratiques urbaines, qui n'est pas sans répercussion sur les rythmes, les distances et les modes de déplacement des individus dans l'espace. Dans ce contexte, migrants et sédentaires, ancrage et mobilité ne s'opposent plus. Les sédentaires facilitent l'arrivée des migrants dans l'espace d'accueil ; l'installation de longue durée dans un quartier ou un logement peut aller de pair avec des déplacements fréquents dans les différentes parties de la ville, voire à l'extérieur.

Loin de contribuer à une démocratisation de l'accès à la ville, les déplacements et les mouvements généralisés concourent à accroître les inégalités spatiales. Celles-ci ne calquent qu'en partie seulement les inégalités sociales. L'insertion d'un migrant dans l'espace urbain est difficile s'il ne connaît pas un immigré susceptible de l'accueillir. Une faible capacité à la mobilité handicape l'accès à l'emploi, à la consommation et aux loisirs des périurbains.

Aux catégories usuelles qui traduisaient les inégalités sociales, sont aujourd'hui associées d'autres catégories issues des évolutions des formes de la ville et des pratiques urbaines (accessibilité, ressources urbaines, multi-résidences, etc.). Elles

permettent certes d'affiner la connaissance des inégalités spatiales, mais elles contribuent aussi à forger une nouvelle pensée dominante de la ville qui, loin de diminuer les inégalités, les entretient et les accentue.

Représentations et pensée urbaine dominante

L'ouvrage démontre ainsi avec force que, dans une ville en mouvement où l'on découvre chaque jour davantage la complexité des processus, le recours aux représentations pour décrypter les nouveaux codes spatiaux ou pour conduire une politique publique devient la règle.

Dans la plupart des cas, ces représentations reposent sur une projection des réalités sociales sur l'espace. En d'autres termes si, comme nous le signalions plus haut, l'espace est un des rares éléments capables de fournir une forme matérielle à des processus sociaux devenus complexes et abstraits, il devient par là même à la fois le signifiant des inégalités de la société globale et la composante symbolique des revendications et de l'action urbaine. Par conséquent, les correspondances entre société et territoire tendent à se développer dans la construction des identités et dans la mise en œuvre de politiques affirmant la lutte contre les inégalités.

L'association n'est pas dénuée d'ambiguïtés. Elle réduit à une intervention spatiale le règlement des inégalités sociales et des conflits urbains. Or, détruire les lieux de pauvreté n'a jamais éradiqué la pauvreté, pas plus qu'une construction identitaire ne se résume à la reconnaissance symbolique d'un lieu, fût-il chargé d'histoire.

Dans une période dans laquelle le territoire devient un concept commun au plus grand nombre, on découvre le rôle joué par les représentations dans la conduite de politiques urbaines qui se substituent de façon récurrente aux politiques sociales. Véhiculés par les grandes organisations internationales, les objectifs stratégiques deviennent monolithiques et, comme le soulignent les auteurs, visent à donner une dimension démocratique à des orientations profondément néo-libérales. *Développement durable*, *démocratie participative* ou *gouvernance* sont aujourd'hui des concepts couramment utilisés par les urbanistes et les politiques du Nord ou du Sud. Ils impulsent des modes d'intervention qui d'une certaine manière entérinent et figent dans les mentalités les hiérarchies sociales de l'espace urbain. Comme par exemple lorsque l'on établit des politiques tarifaires des services domestiques en fonction d'une hiérarchie socio-économique des secteurs urbains et non pas des revenus de leurs usagers.

Ces représentations sont à ce point partagées qu'elles participent de fait à la construction de l'altérité. Les lieux d'origine, les localisations résidentielles, contribuent à la stigmatisation des personnes. Comme les exilés de la violence

politique montrés du doigt lorsqu'ils arrivent en ville. Les habitants des quartiers n'entrant pas dans une position clairement définie par les représentations qui concourent à construire les hiérarchies des secteurs urbains deviennent « invisibles » dans la ville et, sont peu pris en compte par les politiques publiques.

Il en résulte une méfiance généralisée envers les résidents des quartiers situés au « bas » de la hiérarchie urbaine, des stratégies d'évitement dans les choix résidentiels et l'émergence d'espaces visant à la protection contre les « classes dangereuses ». Au-delà, le poids de ces représentations bloque toute tentative d'instauration d'une solidarité entre les municipales, par crainte d'avoir à gérer les pauvres venant d'ailleurs.

*

Sur ce point et sur les autres, beaucoup reste à faire. Ce n'est pas la moindre qualité de cet ouvrage que de nous montrer l'ampleur et la difficulté de la tâche, mais aussi de nous ouvrir la voie à une mobilisation commune de savoirs spécialisés. Cette démarche s'impose pour rendre la ville complexe plus intelligible, sans pour autant céder aux injonctions utopiques relevant d'un modèle globalisant et uniforme.

Annexe 1

LISTE DES INVITÉS DU SÉMINAIRE

1. L'expansion du réseau urbain

- L.M. Cuervo (Universidad de los Andes, Bogotá)
- N. Demyk (Université de Paris 7)
- O. Dollfus (Université de Paris 7)
- G. Lomné (Université de Marne-la-Vallée)
- A. Musset (EHESS)
- H. Théry (CNRS, ENS Paris)
- T. Saint-Julien (Université de Paris 1)
- C. Rozenblat (Université de Montpellier)

2. Mobilités et systèmes de lieux

- C. Beauchemin (Université de Paris 4)
- D. Delaunay (IRD, Bondy)
- H. Domenach (IRD, Marseille)
- F. Urrea (Universidad del Valle)

3. Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines

- G. Capron (CNRS, GRAL, Toulouse)
- A. Deboulet (Université de Nantes)
- J.-C. Driant (IUP, Université de Paris 12)
- P. Gervais-Lambony (Université de Paris 10)
- M. Guillon (Migrinter, Poitiers)
- J.-P. Lévy (CNRS, CRH-LOUEST, Nanterre)

4. Cité, ethnicité : les configurations de l'ethnicité noire en ville

- M. Agier (IRD, Paris)
- J. Monnet (Université de Toulouse-Le-Mirail)
- R. Otayeck (CNRS, CEAN)
- P. Simon (INED, Paris)

5. Violences et villes

- P. Guillaume (Université de Reims, IEP)
- M.C. Jaillet (CNRS, CIEU)
- J. Monnet (Université de Toulouse-Le-Mirail)
- A. Peralva (Université de Toulouse-Le-Mirail)

6. Bogotá : croissance, gestion urbaine et démocratie locale

- J.M. Blanquer (IHEAL, Paris)
- J.P. Gaudin (CNRS, CEPEL, Montpellier)
- M.F. Prévôt-Schapira (Université de Paris 8)
- F.E. Osorio (Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá)
- F. Tomas (Université de Saint-Étienne)

Annexe 2

LES SOURCES D'INFORMATION

1. LES RECENSEMENTS DE LA POPULATION

Les trois premiers chapitres font largement appel aux données des recensements, depuis celui de 1938 jusqu'au dernier en date, celui de 1993. Répétitivité, exhaustivité et fiabilité de l'observation en font une source incontournable pour étudier les populations urbaines à l'échelle du réseau urbain national (chapitre 1), à l'échelon local (chapitre 2)¹ ou, grâce à l'accès aux micro-données, au niveau des secteurs cartographiques urbains (chapitre 3). Sans entrer dans le détail des évolutions que le recensement colombien a connues depuis 1938 jusqu'à nos jours, signalons trois changements importants.

Le premier consiste dans l'introduction de la notion de résidence habituelle : à partir de 1985, la population est comptabilisée non plus dans son lieu de présence au moment du recensement (population de fait), mais dans son lieu de résidence habituelle (population de droit).

Le second changement réside dans le caractère exceptionnel de la méthodologie employée pour le recensement de 1985, qui échappe à la règle de base des opérations censitaires, à savoir l'exhaustivité. En 1985, le questionnaire de base appliqué à la population de tous les logements ordinaires se limite à quelques questions sur le logement, le sexe, l'âge, et le lien de parenté des individus avec le chef de ménage. Le questionnaire complet, incluant les questions habituelles sur le logement et la population (niveau d'éducation, emploi et migration) n'a été appliqué qu'à un échantillon de 10% des ménages. Aux erreurs de couverture du recensement (omissions et double-comptes), s'ajoute donc l'erreur d'échantillonnage. Le plan de sondage a été défini pour produire des estimations acceptables pour des sous-populations de plus de 15 000 habitants. L'effectif moyen des secteurs cartographiques de Bogotá est certes bien inférieur ; cependant, l'importance de la variance entre secteurs relativement à la variance intra-secteur conduit à considérer comme acceptables les analyses spatiales basées sur des données par secteurs telles que celles menées au chapitre 3 (Dureau et *alii*, 1993 : 89-92).

La réalisation, à compter de 1973, d'enquêtes post-censitaires permet d'évaluer les recensements en termes de couverture et de qualité des données collectées : pour la population de l'ensemble du pays, le taux de non couverture est évalué dans les publications du DANE à 11,7% en 1993, soit sensiblement plus que les 7 % des recensements de 1973 et 1985, ce qui traduit donc une

¹ Localement, dans certaines zones rurales du pays, la fiabilité des données censitaires n'est pas vérifiée. Dans les zones rurales du Pacifique, les données de 1993 relatives aux migrations reflètent peu les dynamiques démographiques constatées à partir d'autres sources. Dans ce cas (section 3 du chapitre 2), nous avons donc préféré travailler à partir des données du DPT (*Departamento de Patologías Tropicales*).

baisse sensible de la qualité moyenne des recensements colombiens en matière de couverture de la population¹.

Établis par le DANE au niveau départemental (avec une distinction entre capitale du département, chef-lieu de municipale et « reste » du municipale), les coefficients d'ajustement déduits des résultats des enquêtes post-censitaires sont appliqués de façon homogène à l'ensemble de chacune de ces trois composantes. Or, la qualité du recensement peut varier de façon sensible au sein d'un département : c'est manifestement le cas dans le Casanare, où les évolutions des populations rurales entre 1973, 1985 et 1993 sont incohérentes (Flórez *et alii*, 1996 : 27). La capitale du pays n'est pas épargnée non plus par ces variations locales de qualité, comme le démontre la comparaison des effectifs de ménages recensés par le DANE en 1993 et des résultats des dénombrements de ménages effectués dans les îlots de l'échantillon de l'enquête CEDE-ORSTOM dans le mois précédant le recensement. Localement, sur des effectifs peu élevés, des ajustements importants peuvent produire des résultats sujets à caution. Mais, faute de mieux, ce sont les effectifs de population ajustés par le DANE qui ont été systématiquement utilisés dans cet ouvrage.

2. LES ENQUÊTES BIOGRAPHIQUES SUR LA MOBILITÉ

Depuis les enquêtes pionnières des années 1960, les collectes biographiques quantitatives se sont multipliées à travers le monde ; les trois enquêtes réalisées au cours des années 1990 en Colombie participent, aux côtés d'enquêtes menées en Europe ou en Afrique, à l'amélioration progressive des techniques de collecte biographique (Grab, 1999). Ces trois enquêtes, dont les caractéristiques générales sont résumées dans le tableau a.1, ont en commun un certain nombre de choix méthodologiques, en matière de technique de sélection de l'échantillon et de conception du questionnaire. Après avoir présenté la première d'entre elles, réalisée à Bogotá en 1993, nous n'évoquerons pour les deux autres que les particularités correspondant à des enseignements tirés de l'expérience de Bogotá ou aux spécificités de la problématique et du contexte des villes étudiées.

Les données collectées dans les trois enquêtes permettent d'aborder, sur une base d'information commune, plusieurs thématiques importantes dans cet ouvrage :

- dans le chapitre 2, les pratiques migratoires vers Bogotá, Cali et les villes du Casanare, leur différenciation selon l'origine géographique et les caractéristiques sociales des migrants, et leur articulation avec les logiques de reproduction socio-économique des groupes familiaux et sociaux ; l'impact de ces migrations sur les structures démographiques et sociales des milieux d'origine et de destination ; les circulations entre les différents lieux composant les espaces de vie ;

- dans le chapitre 3, les dynamiques de spécialisation démographique, sociale et raciale du peuplement à Bogotá et Cali.

En outre, des modules développés dans l'enquête de Cali fournissent la matière d'analyses spécifiques à cette ville, sur la construction des identités

¹ L'évolution de ce taux moyen calculé sur l'ensemble de la population du pays peut masquer des évolutions opposées : c'est ainsi que le taux de non couverture à Bogotá passe de 10 % en 1973, à 6 % en 1985, pour remonter à 9,5 % en 1993 (DANE, 1981, 1990 et 1996).

ethnique et raciale (chapitre 4), la petite délinquance et les facteurs d'exposition au vol (chapitre 5).

L'enquête CEDE-ORSTOM de Bogotá (1993)

Le système d'enquêtes « Mobilité spatiale dans l'aire métropolitaine de Bogotá »¹ vise à observer les différentes formes de pratiques résidentielles et de mobilités spatiales mises en œuvre par les populations de Bogotá et à analyser les transformations qu'elles entraînent sur la dynamique de la ville, au niveau global de l'aire métropolitaine et au niveau intra-métropolitain. Combinant approches statistique et anthropologique, le système d'enquêtes comportait deux volets principaux : une enquête démo-statistique à deux passages (1993 et 1994), et des entretiens semi-directifs auprès d'un sous-échantillon de ménages. Les informations qui suivent ne concernent que le premier passage de l'enquête statistique, le second n'ayant pas été utilisé dans le cadre de cet ouvrage.

L'aire métropolitaine, définie à partir de critères géographiques, démographiques et fonctionnels, comprend le District de Bogotá et 17 communes (annexe 3). Compte tenu de la problématique, du budget disponible et des impératifs statistiques pour obtenir une représentativité acceptable au niveau du quartiers, il a été décidé de ne pas réaliser les enquêtes auprès d'un échantillon dispersé sur l'ensemble de l'aire métropolitaine, ce qui aurait interdit toute analyse locale. L'équipe a opté au contraire pour une réduction de son univers d'étude, en sélectionnant 11 zones d'enquête. Cette réduction permet de disposer, au niveau de chacune des zones sélectionnées, non seulement d'une observation statistiquement correcte de la mobilité, mais aussi d'une bonne connaissance du contexte. Les critères de sélection des quartiers ont visé à rendre compte de la diversité des localisations dans l'aire métropolitaine, de la composition socio-économique de la population, de la dynamique démographique et de la forme de production des logements.

La population soumise à l'enquête correspond à l'ensemble des membres des ménages habitant dans les logements ordinaires des 11 zones d'enquête. À ce propos, il faut préciser que la liste des membres du ménage est établie en appliquant des critères de définition distincts de ceux habituellement employés, afin de pouvoir appréhender les migrations temporaires et les systèmes complexes de résidence. Outre les résidents habituels (personnes qui vivent la majeure partie de l'année dans le ménage, qu'elles soient ou non présentes au moment de l'enquête), appartiennent aussi au ménage les personnes qui vivent la majeure partie de l'année dans un autre logement, mais ont habité au moins 30 jours (consécutifs ou non) dans le logement enquêté, au cours de l'année.

¹ Réalisé dans le cadre d'une convention ORSTOM-Université des Andes, le projet « Les nouvelles formes de mobilité des populations de Bogotá et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine » a aussi bénéficié de soutiens financiers, humains et matériels des institutions suivantes : CNES, PIR-Villes, DAPD, DNP et Universidad Nacional de Colombia. L'équipe de recherche pluridisciplinaire, franco-colombienne, était co-dirigée par F. Dureau et C.E. Flórez.

Tableau a.1 – Caractéristiques générales des enquêtes biographiques sur la mobilité spatiale

	Bogotá	Villes pétrolières du Casanare	Cali
Date de collecte	Septembre - Octobre 1993	Août – Octobre 1996	Avril – Mai 1998
Institutions	CEDE - ORSTOM	CEDE - ORSTOM	CIDSE – IRD (ex-ORSTOM)
Univers	Population des logements ordinaires de 11 zones de l'aire métropolitaine (7 quartiers de Bogotá et 4 communes de la périphérie)	Population des logements ordinaires (PL) et des hôtels (PH) des villes de Yopal, Aguazul et Tauramena délimitées sur photo. aériennes	Population des logements ordinaires de la ville de Cali, à l'exclusion de certains quartiers de faible densité de pop. afrocol.
Structure générale du plan de sondage	Sondage aléatoire aréolaire stratifié à 3 degrés (îlots, logements, ménages)	PL : Sondage aléatoire stratifié à 2 degrés (côtés d'îlot, ménages) PH : Sondage aléatoire à 3 degrés (hôtels, chambres occupées, ménages), stratifié à Yopal	Sondage aléatoire stratifié à 2 degrés (îlots, ménages)
Stratification	2 ou 3 strates par zone d'enquête selon stratification socio-économique (dans Bogotá) et caractéristiques physiques issues de l'image SPOT	PL : Stratification socio-économique des côtés d'îlot + info. sur mobilité de certaines populations PH (Yopal) : Catégorie de confort	Stratification combinant : composition ethnique des îlots et indicateurs socio-économiques (synthétisés par AFC et CAH)
Sélection des unités primaires	Sélection systématique à l'aide d'une grille superposée à l'image SPOT ou à une carte, à probabilité proportionnelle à la superficie de l'îlot → 212 îlots	PL : Tirage systématique équiprobable de côtés d'îlots sur liste des côtés classée selon identifiants → 592 côtés d'îlot PH : Sélection de tous les hôtels → 74 hôtels	Tirage systématique sans remise, à proba. proportionnelle au nbre de ménages originaires de la zone de peuplement afrocol. résidant dans l'îlot → 376 îlots
Sélections des unités secondaires	Tirage systématique équiprobable de 5 logements par îlot (après dénombrement des logements des îlots de l'échantillon)	PL : Tirage systématique équiprobable de 3 ménages par côté d'îlot PH : Tirage systématique équiprobable de chambres occupées sur liste des chambres occupées de chaque hôtel	Tirage systématique équiprobable de 4 ménages afrocolombiens et 1 ménage de contrôle par îlot (après dénombrement des ménages et caractérisation en ménages afrocolombiens ou ménages de contrôle)
Sélection des unités tertiaires	Sélection de tous les ménages de chaque logement de l'échantillon.	PH : Sélection de tous les ménages de chacune des chambres de l'échantillon	
Échantillon	1031 ménages	2057 ménages (PL : 1814 et PH : 243)	1880 ménages (1054 afrocol et 376 contrô.)
Module biographique	1 individu ≥ 18 ans par ménage Quotas : sexe, âge, parenté avec chef de ménage, lieu de naissance	1 individu ≥ 18 ans par ménage Quotas : sexe, âge, parenté avec chef de ménage, lieu de naissance, type d'activité	1 individu ≥ 18 ans par ménage Quotas : sexe, âge, parenté avec chef de ménage, lieu de naissance, statut d'activité
Sources	Dureau et Flórez, 1999 : 241-278	Dureau et Flórez, 2000 : 277-293	Barbary <i>et alii</i> , 1999 : 15-22

Les deux premières sections du questionnaire sont centrées sur les caractéristiques du logement (type de logement, nombre de ménages, nombre de pièces, statut d'occupation du logement, et conditions d'accès à la propriété). Les trois sections suivantes sont consacrées aux caractéristiques démographiques et socio-économiques des membres du ménage (sexe, âge, état civil, niveau d'éducation, caractéristiques de l'emploi principal et secondaire), ainsi qu'aux déplacements depuis le logement jusqu'au lieu d'étude ou de travail. Une section sur les étapes migratoires permet de collecter un résumé de la trajectoire migratoire de tous les membres du ménage : cette section fournit l'information nécessaire pour estimer le volume migratoire vers l'aire métropolitaine et en son sein, ainsi que pour le caractériser par les données individuelles et selon les types de trajectoires qui peuvent être déduits des questions posées. Après ces sections du questionnaire consacrées à une observation transversale des caractéristiques des membres du ménage et à un résumé de leur trajectoire migratoire, suit une section qui vise à saisir la pratique des membres du ménage en matière de systèmes de résidence, et à détecter les pratiques bi ou tri-résidentielles de la population, basées sur des migrations temporaires.

Tandis que les sections antérieures s'appliquent à tous les membres du ménage, la seconde partie du questionnaire, consacrée au recueil d'une biographie, est appliquée seulement à un des membres du ménage sélectionné par un système de quotas (tableau a.1). Le questionnaire biographique est composé de deux matrices ayant un calendrier commun. Quel que soit le type d'information recueillie, la durée minimale prise en considération est l'année.

La première matrice correspond au recueil des biographies résidentielle, éducative et professionnelle de la personne enquêtée. Au sein de Bogotá et du département de Cundinamarca, tout changement de logement est considéré comme une migration, et doit donc être enregistré. Ailleurs, seuls les changements de municipe sont enregistrés. Sont également recueillies : la relation de parenté de la personne avec le chef du ménage au sein duquel elle vivait ; le statut d'occupation du logement ; les périodes d'étude ; et chacun des emplois exercés ainsi que les périodes d'inactivité.

La seconde matrice est dédiée au recueil des informations relatives aux événements familiaux et à la corésidence avec les parents de la personne interrogée. A chacun des membres de la famille de la personne interrogée (père, mère, conjoints et enfants), correspond une colonne. Chaque colonne est elle-même composée de trois parties, permettant de recueillir : (1) l'année de naissance du père, de la mère et du(des) conjoint(s), et le sexe des enfants ; (2) partie centrale, sous forme de matrice graduée par année) les données vitales du parent (années de naissance et de décès) ; les données de nuptialité (années de début et de fin de(s) union(s)) ; les données de corésidence (années de début et de fin de(s) épisode(s) de corésidence avec la personne interrogée) ; (3) lieu de résidence et activité actuelle du parent (s'il est en vie et n'habite pas le logement enquêté). Cette partie du module biographique répond au souci d'introduire la famille comme unité d'analyse de la mobilité et de recueillir, en évitant toute répétition, les informations relatives au calendrier familial.

L'enquête CEDE-ORSTOM du Casanare (1996)

L'objectif de cette enquête réalisée dans le cadre du programme « Mobilité spatiale dans les villes de zone d'expansion : les cas de Yopal, Aguazul et

Tauramena »¹ était de produire l'information nécessaire pour analyser les mobilités spatiale et professionnelle des populations de Yopal, Aguazul et Tauramena, ainsi que les relations entre ces pratiques et les dynamiques démographique et économique de ces villes.

Pour chacune des villes, la définition de l'univers spatial a reposé sur trois critères : le périmètre urbain légal, la continuité physique de l'urbanisation (basée sur une photo-interprétation) et l'intégration fonctionnelle. Outre les chefs-lieux urbains, l'univers comprend donc des quartiers situés au-delà du périmètre urbain, qui en termes fonctionnels sont liés aux villes étudiées. Afin de pouvoir appréhender la mobilité spatiale et professionnelle temporaire, l'univers comprend non seulement les logements ordinaires, mais aussi les hôtels et les pensions. Et, comme à Bogotá, l'observation n'a pas été limitée aux seuls résidents habituels. L'univers d'étude comprend donc : *les résidents habituels des logements ordinaires* (personnes qui ont vécu la majeure partie de l'année précédant l'enquête dans le logement enquêté, qu'elles soient ou non présentes au moment de l'enquête); *les résidents non habituels des logements ordinaires* (personnes qui ont vécu la majeure partie de l'année précédant l'enquête dans un autre logement, mais ont habité au moins 28 jours², consécutifs ou non, dans le logement enquêté, au cours de l'année précédant la visite de l'enquêteur, qu'elles soient ou non présentes au moment de la visite de l'enquêteur); *les résidents des hôtels et pensions* ayant vécu au moins 28 jours, consécutifs ou non, dans la ville enquêtée.

L'enquête a porté sur 2 057 ménages (1 110 à Yopal, 504 à Aguazul et 443 à Tauramena). Le questionnaire appliqué en 1993 à Bogotá a fait l'objet de quelques adaptations, notamment : une section sur le logement nettement plus développée (avec une série de questions relatives aux caractéristiques physiques du logement, à l'accès aux services publics et aux modalités d'acquisition du logement); l'adaptation de la technique appliquée pour saisir les systèmes de résidence durant l'année antérieure, déjà éprouvée, à l'observation des systèmes d'emploi (thème important dans ces villes où l'emploi temporaire est particulièrement développé); pour chacun des parents identifiés dans la deuxième matrice biographique, ajout de questions sur le niveau scolaire du parent et sur les remises envoyées à ce parent par l'individu interrogé (fréquence, montant et usage des aides financières reçues pendant l'année précédant l'enquête). Deux questionnaires ont été définis, l'un pour les ménages ordinaires, l'autre pour les ménages des hôtels : ces deux types de questionnaires ne diffèrent vraiment que dans les chapitres consacrés aux caractéristiques du logement.

L'enquête CIDSE-IRD de Cali (1998)

L'enquête « Mobilité, urbanisation et identités des populations afrocolombiennes », réalisée dans le cadre d'une coopération entre le CIDSE et l'IRD³, avait pour objectif l'observation et la comparaison des conditions démographiques, socio-économiques et culturelles dans lesquelles se trouvent

¹ Cette recherche, menée par une équipe CEDE-ORSTOM à la composition voisine de celle du projet sur Bogotá a été financée par Colciencias et le *Ministerio de medio ambiente*.

² Les contrats de travail établis par les compagnies pétrolières sont de 28 jours.

³ L'équipe chargée de concevoir et réaliser l'enquête se composait, pour le CIDSE, de F. Urrea, H.F. Ramirez et A. Estacio, et pour l'IRD, de O. Barbary et S. Bruyneel. La coordination de l'enquête a été assurée par O. Barbary et la logistique par V. Robayo.

les populations afrocolombiennes et non afrocolombiennes de la ville. Parmi les déterminants des dynamiques démographiques et socio-économiques en œuvre à Cali, le facteur « racial » a été privilégié afin d'effectuer un diagnostic sur la ségrégation sociale et résidentielle de la population noire et mulâtre dans la ville, l'inégalité d'accès aux ressources et les processus de discrimination.

La sélection d'un échantillon dans une sous-population minoritaire et spatialement ségréguée présente certaines difficultés, en particulier en l'absence d'un registre fiable. Bien que le recensement de 1993 n'offre pas un tel registre, on peut obtenir, à partir de l'origine géographique, une approximation de la distribution spatiale de la population afrocolombienne, qui a servi de base à la technique d'échantillonnage. Pour obtenir une représentativité acceptable de la population tout en réduisant la dispersion de l'échantillon et donc le coût, nous avons exclu de l'enquête une partie des quartiers de plus faible densité de population afrocolombienne. L'univers se compose de cinq domaines d'étude, dont quatre sont inclus dans le recensement, le cinquième étant constitué d'un lotissement périphérique (Desepaz). Il regroupe 76 % des ménages recensés dans l'aire urbaine de Cali et près de 90 % des ménages originaires de la zone de peuplement afrocolombien. Par ailleurs, il est fondamental que l'enquête restitue correctement son hétérogénéité, ce qui suppose une stratification de la base de sondage. L'information du recensement a été utilisée pour caractériser la population de chaque îlot par sa composition ethnique et un ensemble d'indicateurs socio-économiques que l'analyse factorielle permet de synthétiser ; puis, une classification ascendante hiérarchique des îlots fournit des strates homogènes du point de vue des deux critères, ethnique et socio-économique.

Le plan de sondage comprend deux degrés, îlots et ménages. La stratification garantit la représentativité d'un ensemble de composantes socio-économiques de la population, observées dans leurs milieux urbains respectifs, que nous pourrions décrire par des variables contextuelles mises à leur tour en relation avec l'information de l'enquête. Cette propriété est essentielle pour comparer les populations afrocolombienne et de contrôle dans des conditions d'égalité du contexte, et éviter ainsi l'amalgame des déterminations raciales et sociales. Ces principes d'échantillonnage ont été repris et adaptés dans l'enquête du CIDSE-Banque Mondiale de 1999. Avec le cumul de ces deux échantillons, nous disposons d'une base fiable pour calculer des indices de ségrégation résidentielle correspondant aux diverses composantes phénotypiques de Cali, sur lesquels s'appuie l'étude de la ségrégation raciale présentée dans la troisième section du chapitre 3.

En s'appuyant sur l'expérience accumulée en matière d'enquêtes biographiques (Grab, 1999) et sur les travaux du DANE, l'ensemble de l'équipe a mené une réflexion multidisciplinaire¹ et lancé différents tests qui ont abouti au questionnaire final. La première partie du questionnaire aborde les caractéristiques du ménage et des individus : conditions de logement et d'équipement, caractérisation socio-démographique des membres du ménage (phénotype observé, sexe, âge, état civil, niveau d'éducation, activités principale et secondaire, résumé de la trajectoire migratoire, système de résidence durant l'année antérieure à l'enquête dans la zone métropolitaine), voyages aux lieux d'origine, participation sociale et politique et réseau de solidarité domestique du

¹ Ont participé à ce travail : M. Agier (anthropologue), O. Barbary (statisticien), O. Hoffmann (géographe), P. Quintin (anthropologue), F. Urrea (sociologue) et H.F. Ramírez (statisticien) ; et sur certains thèmes spécifiques, C.E. Agudelo, T. Hurtado, F. Murillo, N. Rivas, V. Robayo et A. Vanin.

ménage. Cet ensemble d'information fournit les variables transversales (à la date de l'enquête) sur les individus, les ménages et les logements.

La deuxième partie du questionnaire se déroule sous forme d'un entretien avec l'un des membres du ménage âgé de 18 ans ou plus, portant sur sa biographie résidentielle, familiale et professionnelle, ainsi que sur certaines de ses perceptions et opinions. L'information biographique est recueillie selon la technique des deux matrices, déjà utilisée à Bogotá.

L'enquête s'achève par deux modules de questions ouvertes et semi-ouvertes sur les perceptions et opinions de l'enquêté biographique, alimentant les analyses des chapitres 4 et 5 :

- la discrimination : après une focalisation progressive sur le thème de la discrimination professionnelle et raciale à Cali, trois questions tentent de recueillir les témoignages sur d'éventuelles expériences personnelles. La question finale sur la couleur de peau (« ¿ Cuál es su color de piel ? ») sert à l'analyse de l'auto-perception des individus en liaison avec leur caractérisation externe et les autres thèmes de l'enquête. Ces questions permettent une analyse statistique du processus de construction sociale des identités raciales à Cali et sa mise en relation avec la perception des discriminations dans l'accès aux ressources urbaines (sections 1.1 et 1.2 du chapitre 4).

- le quartier et la violence : la perception du niveau d'infrastructures et de la qualité de vie dans le quartier fait l'objet d'une première séquence. Les quatre dernières questions sur les épisodes de violence ayant affecté l'enquêté ou un autre membre du ménage durant l'année écoulée permettent d'abord, sur la base du déclaratif d'événements factuels, de calculer des taux de criminalité non homicide, que l'on peut comparer, dans l'espace et le temps, à ceux obtenus par d'autres enquêtes auprès des ménages comme l'ENH de 1995 ou les enquêtes de la BID réalisées dans différentes villes d'Amérique Latine en 1996. Ces chiffres sont le support de l'analyse de la petite délinquance à la fin des années 1990 à Cali (section 3.1 du chapitre 5). La taille de l'échantillon et la fréquence élevée des déclarations de vol se prêtent également à l'étude spatiale et à la modélisation logistique des facteurs d'exposition différentielle au vol, développées dans la section 3.2 du chapitre 5.

3. LES ENQUETES QUALITATIVES

Les recherches qui sont à l'origine de cet ouvrage ont conduit à la réalisation de plusieurs enquêtes qualitatives. Les enquêtes réalisées dans les villes pétrolières et à Bellavista (Tumaco) contribuent au chapitre 2, celles effectuées à Bogotá au chapitre 3 ; les entretiens de 1993 auprès d'un sous-échantillon de l'enquête biographique, ainsi que ceux de 1994 et 1996 auprès des classes moyennes sont mobilisés à propos des pratiques résidentielles (section 2.2) ; ces entretiens auprès des classes moyennes et ceux qui ont été menés auprès des acteurs de la gestion urbaine alimentent l'analyse des représentations de la ségrégation de la section 2.4.

Les entretiens auprès d'un sous-échantillon de l'enquête biographique de Bogotá (CEDE-ORSTOM, 1993)

Ayant pour objectif d'approfondir la compréhension des comportements de mobilité et d'observer finement les réseaux de solidarité intervenant dans les stratégies résidentielles, l'enquête anthropologique porte uniquement sur

certaines populations résidant dans les quatre zones d'enquête de la périphérie métropolitaine. Dans chacune d'entre elles, en fonction des caractéristiques sociales de la population résidente, une sous-population spécifique a été choisie : à Soacha, les travailleurs du secteur informel; à Madrid, les ouvriers de la floriculture; à Chia et Tabio, les cadres travaillant hors de leur commune de résidence. La sélection des personnes à interroger au sein de l'échantillon de l'enquête biographique correspondant à ces populations d'étude, a été contrôlée par des quotas de sexe, d'âge, de type de quartier (Chia), de lieu de naissance (Madrid et Soacha) et de durée de résidence dans la commune (Madrid) ou dans le logement (Soacha). Afin d'éviter les déperditions d'échantillon, M.C. Hoyos (1996) a réalisé les 53 entretiens dans la continuité directe de l'enquête biographique.

Les entretiens sur les pratiques résidentielles des familles de classes moyennes à Bogotá (1994 et 1996)

Contrairement aux entretiens précédents qui couvrent un large spectre social, deux autres enquêtes réalisées à Bogotá portent spécifiquement sur les classes moyennes :

- les entretiens semi-directifs réalisés en 1994 par des étudiants de l'Université des Andes auprès d'un échantillon d'une quinzaine d'employés de l'usine Icollantas située dans le municipe de Soacha : sur la base de données du fichier du personnel de l'entreprise, ils ont sélectionné et interrogé des employés ayant déménagé de Soacha pour s'installer dans le nord de Bogotá.

- l'enquête réalisée en 1996 par T. Lulle (1997a) auprès d'une cinquantaine de personnes habitant dans le centre et le péricentre de Bogotá, correspondant aux strates 3 (moyen) et 4 (moyen-supérieur), selon les catégories identifiées pour la tarification des services publics. Cette enquête s'inscrivait dans une recherche sur « les pratiques résidentielles et les formes de mobilité professionnelle et sociale des classes moyennes à Bogotá », financée par l'Observatoire de la culture urbaine.

Les enquêtes auprès des acteurs de la gestion urbaine à Bogotá (1996 et 2000)

Deux séries d'entretiens ont été réalisées par T. Lulle :

- en 1996, 29 entretiens ont été conduits dans le cadre du programme « Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation des grandes métropoles . Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et de Delhi » ; leur analyse est présentée dans un rapport spécifique (Lulle, 1997b). L'échantillon est essentiellement composé de professionnels du secteur public (27), intervenant aux différents niveaux de la hiérarchie territoriale (national : 1 ; départemental : 1 ; du District : 13 ; des arrondissements : 9 ; des quartiers : 3) ; les acteurs du niveau local ont été choisis dans l'univers des 11 zones de l'enquête CEDE-ORSTOM de 1993 ;

- en 2000, dans le cadre de la recherche « Mobilités et formes de gestion urbaine. Le cas de Bogotá » (IRD-Universidad Externado de Colombia), une autre série d'entretiens approfondis a été menée auprès de quelques dizaines de personnes.

Le volet anthropologique de la recherche sur les villes pétrolières (CEDE-ORSTOM, 1997)

En raison de la forte détérioration du contexte politique local, les objectifs et les méthodes initialement prévus ont du être révisés au cours de l'enquête. Les entretiens ont finalement cherché à approfondir l'analyse des pratiques de mobilité en ce qui concerne trois aspects : le contexte familial et régional de la migration ; les réseaux de solidarité et les modes d'insertion professionnelle et résidentielle des migrants ; les perceptions et projets des migrants et des natifs. Les 144 entretiens, réalisés auprès de migrants et d'acteurs locaux par M.C. Hoyos et O.I. Salazar dans les trois villes et dans la gare routière de Sogamoso (ville du département du Boyacá, sur le principal axe routier desservant le Casanare), ont été intégralement enregistrés et transcrits (Hoyos et Salazar, 1997a et 1997b). Ces informations sous-tendent et illustrent les diverses analyses menées sur le processus migratoire dans le chapitre 2 : composition des flux (section 1.1), perception du phénomène migratoire (section 1.3) et pratiques résidentielles plurilocales (sections 2.1 et 2.2)

Les enquêtes de Bellavista, au nord de Tumaco (CIDSE-IRD, 1996-1998)

Les données, recueillies par O. Hoffmann et N. Rivas, se rapportent au village de Bellavista, sur le río Mejicano au nord de la ville de Tumaco. Un travail antérieur avait donné lieu à l'élaboration de la « grille généalogique » de l'ensemble des habitants en 1996-1997 afin de comprendre les relations de parenté et de résidence dans le village. Dans une nouvelle étape, il s'agissait de repérer les parcours des individus ayant résidé un temps à Bellavista, qu'ils en soient natifs (la majorité) ou qu'ils y aient longtemps résidé avant leur départ (les époux ou épouses de natifs : 6 cas sur 142), qu'ils habitent ou non dans le village au moment de l'enquête.

Tableau a.2 – *Lieu de résidence actuel des natifs (Bellavista, 1998)*

	Hommes (%)	Femmes (%)
Bellavista	37	24
Autres rivières	7	6
Tumaco	21	39
Sous-total région proche	65	69
Cali	25	15
Autres villes du Pacifique	7	6
Autres (Venezuela, Meta, armée)	3	10
Total	100	100

Source : Enquête Bellavista, CIDSE-IRD, 1998.

Des entretiens approfondis ont été menés auprès d'un nombre limité de personnes (30), dans lesquels on leur demandait de reconstruire leurs propres trajectoires migratoires et celles de leurs proches (parents, enfants, parfois les collatéraux, âgés de plus de 15 ans et non décédés). Ces informateurs étaient autant des hommes (16) que des femmes (14) ; la majorité (24) avaient plus de trente ans ; 28 étaient natifs du Mejicano, mais seuls 21 y résidaient encore ; les autres vivaient à Cali (1), à Tumaco (6) ou en bi-résidence entre Tumaco et Bellavista (2). Les entretiens ont eu lieu à Bellavista pour la plupart, ou à

Tumaco. Nous avons pu ainsi recueillir des informations sur les présents et les absents en 1998 (142 personnes au total, décrites dans le tableau a.2), avec une répartition par groupes d'âge similaire à la moyenne calculée sur les données de la CVC (*Corporación del Valle del Cauca*). Les biais de cette méthode étant multiples, il n'a pas été jugé utile d'approfondir les analyses en termes de motifs ou de perception de la migration, sauf pour les personnes directement enquêtées. C'est ce qui explique la nature plutôt quantitative des résultats présentés dans la section 3 du chapitre 2.

4. LES AUTRES SOURCES D'INFORMATION

En dehors de l'enquête CIDSE-Banque Mondiale (Cali, 1999) exploitée dans les chapitres 2 et 3, l'ensemble des sources d'information décrites ci-après concernent l'étude de la violence (chapitre 5). À part les informations sur les épisodes de violence vécus par les personnes interrogées dans l'enquête CIDSE-IRD de 1998 à Cali (déjà présentées), les analyses proposées dans le chapitre 5 reposent uniquement sur des sources officielles accessibles :

- pour la violence homicide, au niveau national et intra-urbain : les statistiques de décès du DANE et l'inventaire de Médecine légale sur « les lésions de causes externes »;

- pour la délinquance commune à Cali, le module criminalité de l'enquête ENH-90, réalisée par le DANE en 1995.

Les données du Ministère de la Justice ou celles de la Présidence de la République ne sont divulguées au grand public que dans des publications où les résultats ne sont pas accompagnés du descriptif complet des variables et des mesures employées : nous ne ferons donc qu'évoquer dans le chapitre 5 quelques études produites par des chercheurs colombiens ayant eu accès aux sources mêmes. Quant aux statistiques dispensées par des universitaires ou celles qui sont diffusées par des centres privés (notamment la banque de données du CINEP), elles n'ont pas été retenues pour cet ouvrage centré sur la ville : en raison du type de violence étudié, les unes comme les autres concernent davantage les zones rurales.

Les statistiques de décès du DANE

En Colombie, la production de statistiques à partir des registres d'état civil a connu une histoire mouvementée, depuis ses débuts en 1875 : le nombre d'institutions impliquées et les changements continuels imposés par la législation ont contribué à affecter la production de statistiques, conduisant à un diagnostic sévère sur la situation colombienne au début des années 1990 (Ruiz, 1994 : 58). Avec la restructuration du DANE en 1992 et la réforme du système général de sécurité sociale concernant la santé en 1994, la production des statistiques de décès, temporairement interrompue, reprend sur de nouvelles bases. Outre la cause et le lieu du décès, le certificat de décès comprend maintenant des informations utiles pour la caractérisation de la mortalité : sexe, âge, situation matrimoniale, lieu de naissance et lieu de résidence de la personne décédée.

Les vicissitudes du système de production des statistiques de décès n'ont pas affecté gravement le processus même d'enregistrement de ceux-ci. M. Ruiz (Ruiz, 1994 : 63) estime que plus de 80 % des décès de personnes âgées de plus de 5 ans ont fait l'objet d'un enregistrement pendant la période 1989-1991.

Cette évaluation converge avec celles d'autres démographes (Flórez et Méndez, 1995) et de M. Rubio (1998), qui estiment respectivement le sous-enregistrement des décès par le DANE à 20% pour la période 1980-1995 et à 18% pour la période 1985-1993. La qualité de l'enregistrement varie fortement selon les départements et la cause de décès : la mortalité par accident serait mieux mesurée que la mortalité par maladie. M. Ruiz estime que, compte tenu de la législation particulière dont ils font l'objet, les homicides bénéficiaient d'un enregistrement quasiment exhaustif en 1989-1991 (Ruiz, 1994 : 63). En accord avec M. Rubio (1998), on peut toutefois émettre l'hypothèse d'une détérioration de la couverture des homicides au cours des années 1990 en relation avec l'intensification du conflit armé : dans un pays en guerre, nombreux sont les acteurs ayant intérêt à ce que l'homicide ne soit pas répertorié.

Quoi qu'il en soit, deux arguments militent en faveur de la fiabilité des statistiques portant sur les homicides du DANE. L'équipe du CISALVA (*Centro de Investigación Salud y Violencia*) a recalculé en 1998 les taux d'homicides nationaux, en tenant compte des résultats de Flórez et Méndez (1995) sur les disparités de l'enregistrement des décès selon les départements, et des variations, repérées de longue date, selon le sexe et l'âge des victimes. Même si les valeurs diffèrent quelque peu, les tendances observées après correction des données du DANE demeurent identiques, corroborant les analyses déjà menées et attestant de la validité des données utilisées jusqu'alors. La forte cohérence de la série statistique des homicides par municipe du DANE avec celle produite par la Police Nationale constitue un argument supplémentaire de la robustesse des statistiques du DANE : les deux chercheurs ayant réalisé cet exercice (Franco, 1999 : 59-60 ; Gaitán, 1997 : 87-88) en concluent que les informations du DANE valent celles, plus souvent utilisées, de la Police nationale. Les deux séries permettent d'évaluer le phénomène sur une longue période, mais celle du DANE présente l'avantage d'une couverture nationale. C'est donc cette source que nous avons préférée pour analyser l'évolution de la violence homicide dans les municipes de Colombie entre 1982 et 1998 (sections 2.1 et 2.2 du chapitre 5).

Les statistiques des services de Médecine Légale sur les lésions de causes externes

Les services de Médecine Légale procèdent à un enregistrement très complet des homicides, mais dont la couverture n'est malheureusement pas nationale. Initialement limitée aux seuls chefs-lieux départementaux, sa présence s'est étendue peu à peu à d'autres villes, jusqu'à prendre en compte, en 1999, 123 communes (urbaines et rurales). Le critère retenu pour installer une unité dans un site nouveau est l'augmentation de sa population, ou celle des lésions de causes externes constatées par les médecins locaux (blessures, homicides). Un tel critère a amené l'institution à couvrir un territoire concernant environ 65% de la population colombienne.

Si ce système de collecte ne donne des renseignements que pour la dernière décennie, il recèle en revanche de très nombreuses informations réunies lors des examens médicaux des victimes reçues dans les centres, notamment : les adresses précises du lieu où a été retrouvé le corps et du lieu de résidence de la victime, ainsi que l'heure du décès. En accord avec A. Guzmán (1994 : 18), nous considérons les statistiques de Médecine Légale comme la meilleure source pour analyser la violence par homicide au sein des villes : c'est donc cette

source que nous avons exploitée pour la section 2.3 du chapitre 5 consacrée à l'analyse spatiale des homicides dans les villes de Bogotá et de Cali.

Le module criminalité de l'ENH-90 du DANE (1995)

L'enquête nationale auprès des ménages (ENH) effectuée par le DANE intègre en 1995, pour la troisième fois depuis sa création, un module dit « de criminalité »¹. Elle recueille, auprès d'un échantillon de 21 130 ménages, représentatif de la population des onze premières villes du pays, selon une nomenclature de type juridique, la déclaration du nombre d'occurrences de délits au cours de l'année précédant l'enquête. Ces données issues d'une enquête déclarative ne sont pas directement comparables à celles issues d'un inventaire de délits constatés par une institution publique. Si les statistiques officielles sont forcément sous-évaluées, les réponses des interviewés risquent en revanche d'exagérer la réalité. D'une part, la mémoire garde longtemps présent ce type d'événements, d'où le risque peut-être que certaines exactions soient rapportées à l'enquêteur pour l'année antérieure alors qu'elles sont en réalité plus anciennes. Et, d'autre part, quand l'autorité qualifie une infraction comme telle, les personnes interrogées, elles, relatent des épisodes qu'elles ont ressentis comme des agressions, mais qui peuvent ne faire aucunement l'objet d'une quelconque prise en compte pénale ou qualification judiciaire ou policière. La méthode de qualification des délits déclarés par les enquêtés consiste en leur post-codification à partir de l'agrégation des postes du code pénal. La nomenclature est la suivante : (1) Délits contre le patrimoine économique (vols, vols à main armée, vols qualifiés) ; (2) Atteintes à la vie et à l'intégrité physique ; (3) Atteintes à la liberté sexuelle et attentats à la pudeur ; (4) Délits contre la liberté individuelle et autres droits constitutionnels ; (5) Délits contre la famille ; (6) Atteintes à la sécurité publique ; (7) Atteintes à l'intégrité morale ; (8) Autres délits. Le premier poste concentre environ 90 % des déclarations, le second 6 %, les 4 % restants se répartissant sur les postes 3 à 8. L'échantillon permet une estimation fiable des taux de criminalité moyens pour les onze villes étudiées. Pour Cali (environ 2 000 ménages enquêtés en 1995), la précision est du même ordre que celle de l'enquête CIDSE-IRD de 1998. Nous disposons ainsi de deux points de référence dans le temps pour construire une analyse diachronique des niveaux de délinquance commune à Cali (section 3.1 du chapitre 5).

L'enquête CIDSE-Banque Mondiale de Cali (1999)

La mairie de Cali et la Banque Mondiale ont confié à l'équipe CIDSE-IRD la conception d'une enquête sur la pauvreté, l'accès et la perception des services publics à Cali. La caractérisation de la population afrocolombienne a été réalisée suivant la même méthode qu'en 1998, cette fois à partir d'un échantillon de 1 888 ménages, représentatif de la totalité de la ville, sélectionné à l'aide d'un plan de sondage équiprobable au niveau des ménages (sans sur-échantillonnage, donc, des ménages afrocolombiens).

Selon cette enquête, la population des ménages afrocolombiens à Cali s'élevait en juin 1999 à 769 000 personnes (37 % du total) et la population caractérisée comme noire ou mulâtre à 606 000 (31 %). Les résultats confirment

¹ Les précédentes éditions de ce module correspondent aux ENH-50 (1985) et ENH-72 (1991). Les résultats de l'ENH-90 sont analysés en détail dans Rubio (1996).

l'ordre de grandeur des chiffres de l'enquête de 1998 ; l'écart entre les deux enquêtes a été discuté au chapitre 3. Par ailleurs, l'enquête de 1999 présente sur la précédente deux avantages : sa représentativité étendue à l'ensemble de la ville et un échantillon non déséquilibré en termes d'origines migratoires. C'est la raison pour laquelle elle a été retenue pour évaluer les flux et décrire les structures par âge et sexe des immigrants à Cali selon leurs lieux d'origine (section 1.1 et tableau 1 du chapitre 2). L'autre utilisation de ses résultats a consisté à cumuler les deux échantillons (1998 et 1999) pour le calcul des indices de ségrégation raciale (section 3 du chapitre 3, tableaux 4 et 5).

BIBLIOGRAPHIE¹

GRAB (Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique) 1999, *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*. Paris, INED - PUF, Coll. Méthodes et savoirs n° 3.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale en fin d'ouvrage.

Annexe 3

CONCEPTS ET DÉFINITIONS

1. URBANISATION ET MÉTROPOLISATION

Agglomération

Eu égard à la taille très étendue des municipes colombiens, les situations d'agglomération entre plusieurs chefs-lieux de municipes contigus sont rares. On trouve néanmoins plusieurs cas de chefs-lieux physiquement agglomérés au sein d'une même unité urbaine, et donc assimilables à une même « ville ».

La loi colombienne a reconnu l'existence de ces cas à partir de 1979, mais ces agglomérations légales, retenues comme telles par le DANE, ne répondent pas toujours au critère précis de la continuité physique du bâti entre les différents chefs-lieux. Selon ce dernier critère, 23 des 179 chefs-lieux de plus de 15 000 habitants étaient physiquement agglomérés – c'est-à-dire distants de moins de 500 m – au sein de huit unités urbaines, lors du recensement de 1993. Ces huit agglomérations, ainsi définies dans le chapitre 1, sont les suivantes : Armenia (qui inclut Calarcá), Barranquilla (incluant Soledad), Bogotá (incluant Soacha), Bucaramanga (incluant Floridablanca), Cúcuta (incluant Los Patíos et Villa del Rosario), Manizales (incluant Villamaría), Medellín (incluant Bello, Caldas, Copacabana, Envigado, Itagüí, La Estrella et Sabaneta) et Pereira (incluant Dosquebradas). Pour des raisons de cohérence dans le suivi longitudinal des dynamiques urbaines, ces agglomérations ont été reprises avec les mêmes délimitations spatiales dans les recensements antérieurs à celui de 1993.

Aire métropolitaine

Unité urbaine constituée de plusieurs chefs-lieux municipaux, agglomérés ou proches, « présentant des caractéristiques urbaines et (...) ayant une interrelation directe, quotidienne et intense avec la ville centrale » (Uribe, 1993).

Créées à l'origine à l'initiative du gouvernement, les aires métropolitaines se constituent, depuis la Constitution de 1991, à l'initiative des municipes concernés eux-mêmes. Les aires métropolitaines de Bogotá et de Cali souffrent d'un grand retard dans leur mise en place institutionnelle : celle de Bogotá a échoué, et celle de Cali n'est pour le moment organisée que sous la forme d'une « association de municipes », regroupant Cali, Jamundi, Palmira et Yumbo. Or, l'analyse des dynamiques de peuplement menée dans le chapitre 3 suppose de définir un cadre spatial qui corresponde à l'ensemble de l'aire métropolitaine, et non seulement à la ville centrale.

Nous avons repris dans cet ouvrage la délimitation de l'aire métropolitaine de Bogotá, réalisée en 1993 pour l'étude CEDE-ORSTOM (Dureau *et alii*, 1993 : 52-60). Elle privilégie trois types de critères : géographiques (appartenir à la Sabana de Bogotá, être à une distance inférieure à 75 minutes en transport collectif de la capitale) ; démographiques (taux de croissance élevés, fortes

densités, fortes proportions de migrants) et fonctionnels (forte proportion d'actifs travaillant à Bogotá). Lorsqu'on applique ces critères d'une part et les résultats de la classification synthétique établie par Echeverri (1985) d'autre part aux 114 municipes du département de Cundinamarca, 17 municipes forment, avec le District Capital, l'aire métropolitaine de Bogotá. Depuis son élaboration, cette définition a souvent été reprise dans les documents de planification ou les études sur Bogotá.

Comme nous ne disposons pas pour Cali d'indicateurs sur les navettes domicile-travail, aucun critère d'intégration fonctionnelle n'a pu être appliqué. La définition retenue repose donc sur l'application des seuls critères géographiques (distance par rapport à Cali et temps de transport en autobus) et démographiques. En appliquant ces critères à l'ensemble des municipes des départements du Cauca et du Valle del Cauca, dix municipes (hors Cali) sont retenus pour l'analyse de la dynamique démographique de Cali dans le chapitre 2 ; soit une définition plutôt plus extensive que celle généralement retenue dans les différentes études sur cette ville.

Métropolisation

Le terme de métropolisation et son utilisation dans les sciences sociales peut prêter à confusion : on le trouve employé, d'un pays et/ou d'un auteur à l'autre, avec un sens parfois très différent (Lacour et Puissant, 1999 ; Leroy, 2000). Un premier sens, qui est le plus proche de la racine étymologique, renvoie à la primauté hiérarchique et au contrôle fonctionnel qu'exerce la plus grande ville sur l'ensemble du réseau urbain. Un deuxième sens se réfère à l'ensemble des processus qui permettent le décollage de certaines grandes villes, qui acquièrent un statut de métropole en se détachant, qualitativement et quantitativement, du reste des grandes villes, grâce au cumul de facteurs de productions rares, de pôles d'excellence, d'une capacité d'innovation locale, d'acteurs publics et/ou privés dynamiques, etc. Un troisième sens désigne plus spécifiquement le processus de diffusion des hommes et des activités à la périphérie des grandes villes, ainsi que l'intensité des flux de personnes, de biens et de capitaux qui s'établissent entre une ville-centre et une couronne périurbaine, qui s'étale de plus en plus loin, grâce aux progrès des transports et des communications.

En Colombie, le terme *metropolización* a fait son apparition récemment, mais il est aujourd'hui très employé. C'est toujours au troisième sens qu'il correspond, surtout en référence à Bogotá et à son environnement régional. C'est donc le sens retenu dans cet ouvrage, pour désigner le débordement de la croissance et de l'influence bogotaine dans une périphérie de plus en plus large, au-delà des limites administratives du District capital. On utilisera également, dans un sens équivalent, le terme « d'étalement » urbain ou métropolitain pour désigner le même processus.

Stratification socio-économique des villes

À Bogotá depuis 1983, comme dans l'ensemble des villes du pays depuis le milieu des années 1990, chaque îlot est classé dans une strate socio-économique comprise entre 1 (la plus pauvre) à 6 (la plus élevée). La classification des îlots, effectuée périodiquement par des enquêteurs selon une méthodologie commune établie par le DNP (*Departamento Nacional de Planeación*), repose sur l'application d'une série de critères rendant compte de la qualité des constructions et de la voirie. Cette stratification est utilisée pour moduler les

tarifs des services publics en fonction du niveau de vie des habitants, selon un principe de *subsídios cruzados* (subventions croisées). Tandis que la strate 4 (classe moyenne) paye les services au prix coûtant, les strates 5 et 6 (aisées) font l'objet d'une sur-facturation ; celle-ci contribue à financer les services des strates 1, 2 et 3 (pauvres), qui bénéficient, elles, d'une sous-facturation.

Urbain

Le DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) n'a utilisé les catégories « urbain » et « rural » que jusqu'au recensement de 1964. Une certaine confusion existait alors : l'« urbain » et la « ville » ne désignaient pas exactement les mêmes réalités, puisque la population considérée comme urbaine était celle des « chefs-lieux » (*cabeceras*) de chaque municipe, indépendamment de leur taille, tandis que le seuil minimum de la « ville » était en général fixé à 2 000 habitants.

À partir du recensement de 1973, le DANE a abandonné les notions de rural et d'urbain pour ne retenir que celles de *cabecera* (chef-lieu : partie du territoire municipal où est localisée la mairie, et dont les limites sont définies par le conseil municipal) et de *resto* (reste). Si le caractère rural de la population des « restes municipaux » ne fait aucun doute, le profil urbain des chefs-lieux est plus discutable : sur 1 061 chefs-lieux municipaux recensés en 1993, le tiers avait moins de 2 000 habitants. Toutefois, ces 355 chefs-lieux ne représentaient que 1,3 % de la population totale des chefs-lieux ; il n'est donc pas aberrant d'assimiler la population urbaine à celle des chefs-lieux.

Dans le cadre du chapitre 1, nous adoptons cependant un seuil statistique de l'urbain plus restrictif, ne retenant que les chefs-lieux de plus de 15 000 habitants, qui seuls réunissent les caractéristiques d'une « ville ».

Ville

L'hypothèse que les villes d'un réseau urbain national forment ensemble un « système » interdépendant suppose qu'on écarte de l'analyse les simples bourgades dont les caractéristiques morphologiques, démographiques et fonctionnelles ont un caractère plus rural qu'urbain, ce qui risquerait donc de brouiller les résultats de l'analyse. Reprenant le parti adopté lors de l'élaboration d'un atlas socio-économique de Colombie (Mesclier, Gouëset *et alii*, 1999), nous avons retenu comme « ville », dans le chapitre 1, tout chef-lieu dont la population était supérieure à 15 000 habitants lors du recensement de 1993. Ce seuil, situé à mi-chemin entre celui de 10 000 habitants retenu pour les villes du monde dans la base Géopolis (Moriconi-Ébrard, 1994) et celui de 20 000 habitants fréquemment utilisé en France, correspond dans le cas de la Colombie à une rupture observable dans la distribution par taille des chefs-lieux. On ne retient ainsi que 179 chefs-lieux de plus de 15 000 habitants, soit 17 % d'entre eux seulement, mais 89 % de leur population. Certaines villes, peu nombreuses, sont constituées par l'agglomération de plusieurs chefs-lieux de plus de 15 000 habitants.

2. MIGRATIONS : DÉFINITIONS, MÉTHODES DE MESURE ET D'ANALYSE

Dans les chapitres 1 et 2, la **migration**, entendue comme un changement durable du lieu de résidence principal, est appréhendée à l'aide de deux types de données empiriques qui correspondent à des sources d'information différentes :

- les effectifs de migrants estimés à partir des questions sur le lieu de naissance et le lieu de résidence à une date donnée, posées dans les recensements ou les enquêtes régulières auprès des ménages (données transversales);

- les trajectoires migratoires, observées grâce aux enquêtes biographiques spécifiques, qui appréhendent l'ensemble des lieux de résidence des individus depuis la naissance jusqu'au moment de l'enquête (données longitudinales).

Les effectifs de migrants

À partir des questions traditionnellement posées dans les recensements et les enquêtes, trois lieux sont identifiés : le lieu de naissance ; le lieu de résidence antérieur (le plus souvent 5 ans avant l'enquête) ; le lieu de résidence habituel actuel, au moment de l'enquête.

On distingue alors les statuts migratoires suivants :

- **Non migrants** : personnes dont le lieu de naissance (ou le lieu de résidence antérieur) est le même que celui où il réside actuellement, et ce quelle que soit la trajectoire effectivement vécue entre les deux dates ;

- **Migrants durée de vie** : personnes dont le lieu de naissance diffère du lieu de résidence actuel ;

- **Migrants récents (sur 5 ans)** : personnes dont la résidence 5 ans avant diffère de son lieu de résidence actuel.

Ces notions occultent l'ensemble des déplacements intermédiaires entre le lieu de naissance (ou de résidence 5 ans avant) et le lieu de résidence au moment de l'enquête. Il ne s'agit en rien de mesures de flux : ce qui est mesuré en un lieu est le stock d'immigrants présents à la date de l'enquête. Les migrants présents au moment de l'enquête sont le produit de l'ensemble des immigrations antérieures non suivies de décès ou de départs, que ces migrations soient récentes ou anciennes.

Dans le chapitre 2, l'étude des migrations sur la durée de vie ou récentes vers Bogotá, Cali et les villes pétrolières du Casanare ne s'appuie que sur les stocks d'immigrants observés aux dates des recensements ou enquêtes (tableaux 1 à 4 de la section 1.1), même si, bien entendu, les commentaires font état des flux migratoires qui les sous-tendent.

Lorsqu'on dispose, grâce au recensement, de cette information sur l'ensemble du territoire national, on peut calculer, pour chaque unité spatiale considérée, les indicateurs utilisés dans la section 3 du chapitre 1 :

- **Solde migratoire (ou migration nette) sur la durée de vie ou sur 5 ans** : différence entre le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants ;

- **Migration totale sur la durée de vie ou sur 5 ans** : somme du nombre d'immigrants et du nombre d'émigrants ;

- **Taux de migration nette sur la durée de vie ou sur 5 ans** : quotient de la différence (immigrants – émigrants) par la population totale de référence.

La mesure des migrations dépend en outre du découpage géographique adopté. Plus le découpage est grossier, moins le comptage est exhaustif. Ainsi, toutes les migrations intra-municipales échappent à la mesure, ce qui occulte

une composante importante du système migratoire. La question sur le caractère urbain ou rural du lieu de naissance ou du lieu de résidence antérieur ayant été supprimée à partir du recensement de 1985, il est aussi devenu impossible d'estimer directement la migration rural-urbain, même lorsqu'elle concerne des municipes différents.

Les trajectoires migratoires : descripteurs simples et typologie

L'identification des trajectoires est essentielle pour comprendre les logiques de la migration et interpréter les comportements des migrants, produit de l'expérience qu'ils ont accumulée dans leurs différents lieux de résidence. Les trajectoires résidentielles des immigrants analysées au chapitre 2 – recueillies dans les modules biographiques des enquêtes de Bogotá, Cali et des villes du Casanare (annexe 2) –, peuvent d'abord être caractérisées individuellement et collectivement par des indicateurs simples (section 1.2) : nombre d'étapes avant l'arrivée dans le lieu d'enquête ; proportion d'immigrants directs (n'ayant pas effectué d'étape migratoire entre le lieu de naissance et l'arrivée dans le lieu d'enquête) ; durée moyenne des trajectoires de migrants indirects (temps écoulé entre la sortie du lieu de naissance et l'entrée dans le lieu d'enquête).

Malgré leur simplicité, ces définitions sont soumises à certaines variations. L'événement qui définit l'immigration dans le lieu d'observation, par exemple, peut être la première ou la dernière entrée dans ce lieu. Mais surtout, la notion d'étape migratoire est fonction de l'unité territoriale retenue pour enregistrer les changements de résidence : changement de logement, déplacement d'une résidence rurale à une résidence urbaine ou changement de *corregimiento* (hameau) au sein du municipe, changement de municipe, etc.

L'analyse typologique des itinéraires des immigrants à Cali constitue la base du tableau 5 et de la section 3.2 du chapitre 2. Elle repose sur une méthode particulière : l'analyse harmonique qualitative (AHQ), développée par Deville et Saporta (1980), Saporta (1981) et Deville (1982), et complétée pour son application à l'étude de la mobilité spatiale par Barbary (1993, 1996). L'AHQ est une méthode de statistique descriptive servant à analyser les processus stochastiques issus de données longitudinales qualitatives, c'est-à-dire l'évolution dans le temps d'une variable qui représente la trajectoire d'un individu dans un espace d'états. L'idée est de procéder par analyse factorielle et classification automatique pour obtenir une typologie des trajectoires. On opère tout d'abord une transformation algébrique des données de manière à positionner les individus dans un espace vectoriel déterminé par leurs durées de présence dans les différents états, au long de l'intervalle de temps que l'on souhaite analyser. Ce codage fournit un tableau tridimensionnel (individus, états, temps) soumis à l'analyse des correspondances, qui le réduit à deux dimensions (individus, facteurs). Enfin, une classification ascendante hiérarchique des individus donne la partition recherchée.

Dans le cas des 1 175 migrants observés à Cali, nous avons traité par cette méthode les séquences des lieux de résidence successifs, et leur durée, pendant une période d'analyse qui débute 30 ans avant la dernière entrée à Cali. Le résultat est une partition de l'échantillon en 34 classes au sein desquelles les individus ont des trajectoires homogènes du point de vue de la succession des lieux parcourus et des durées de résidence. L'interprétation se fait en comparant graphiquement la densité de présence des individus de la classe dans les lieux de résidence et son évolution au cours du temps (profils moyens de densité de résidence). Le tableau 2.5 du chapitre 2 décrit les grands types d'itinéraires

regroupés selon les principales zones d'origine à l'aide d'indicateurs résumant les caractéristiques des trajectoires.

Le premier facteur structurant la typologie est l'origine géographique des flux. D'abord parce que la résidence au lieu de naissance occupe généralement une part importante de la période d'analyse, ensuite parce qu'elle détermine des trajectoires migratoires différentes. Le second critère discriminant est l'âge à l'entrée dans le lieu d'enquête : il détermine la durée totale d'observation des individus durant la période d'analyse et, *a contrario*, la durée durant laquelle ils ne sont pas observés, qui correspond au temps écoulé entre le début de la période d'analyse et leur naissance. De même, l'âge à la première migration et l'âge à l'entrée au lieu d'observation pèsent fortement sur la détermination des classes puisqu'ils fixent la durée totale de la trajectoire. Cette typologie a donc des caractéristiques qui proviennent à la fois des traits spécifiques des itinéraires observés et des choix de méthodes et de paramètres effectués pour leur analyse : choix de l'AHQ, de la période d'analyse et d'une « horloge » selon l'antériorité par rapport à la dernière entrée à Cali, type de traitement des données censurées, niveau d'agrégation des unités territoriales pour la définition des états, etc. Cette remarque ne doit pas conduire à mettre en doute les conclusions de l'analyse : le commentaire de la section 3.2 repose bien sur des faits de structure mis en évidence par une méthode rigoureuse. Elle souligne simplement que la typologie proposée n'est pas la seule possible et ne permet probablement pas d'identifier d'autres facteurs structurant les biographies migratoires. D'autres analyses, typologiques ou modélisatrices, apporteraient certainement des résultats complémentaires.

3. CATÉGORIES ETHNIQUES ET RACIALES EN COLOMBIE

Le débat sur les catégories ethniques et raciales en Colombie

Très discuté, le concept d'ethnie a beaucoup évolué depuis ses origines coloniales qui en faisaient essentiellement un outil de classification et de catégorisation des populations « autres », « exotiques » et « traditionnelles », en tout cas radicalement distinctes. Dans les années 1960, les travaux de F. Barth modifient le cadre analytique dans lequel se sont développées les recherches ultérieures : le groupe ethnique est présenté comme un type d'organisation sociale, défini non pas à partir d'une somme de traits objectifs, mais en fonction de frontières territoriales, linguistiques, sociales, etc., construites par les acteurs eux-mêmes et dans l'interaction avec les autres. L'association « naturelle » entre un groupe de population donné, un label ethnique et un mode de vie est rompue au profit d'une définition de l'ethnicité comme un processus relationnel et dynamique.

Longtemps exclusivement réservé aux populations autochtones en Amérique, les indiens, le terme « d'ethnie » s'applique désormais aux différents groupes de population qui se différencient au sein de la société nationale par des « caractéristiques » culturelles reconnues. C'est ainsi qu'en Colombie les Noirs deviennent un « groupe ethnique » dans la Constitution de 1991, rejoints récemment par les « *roms* » ou « *gitanos* ». Cette assignation ethnique s'associe, dans le cas des populations noires, à l'idée de « race ». Terme polémique et peu utilisé dans le contexte scientifique français, la « race » est très présente dans les recherches anglo-saxonnes, notamment dans d'importants travaux anthropologiques, sociologiques et statistiques sur les relations raciales et inter-

ethniques. En Amérique latine, le terme « race » fait partie du langage quotidien. La race doit être comprise comme une construction sociale. Ce n'est pas la présence de différences physiques objectives qui crée la race, mais le fait que ces différences, réelles ou imaginaires, sont socialement significatives et opérantes (Schnapper, 1998). La race intéresse les sciences humaines dans la mesure où elle intervient, subjectivement et objectivement, dans les statuts et les pratiques sociales des individus ; cette notion est aussi au cœur de la réflexion sur les rapports entre social et biologique (Guillaumin, 1992 ; Bonniol, 1992). En remettant en jeu la dimension sociale de la race, il s'agit de s'intéresser aux mécanismes de cette construction et à son rôle social. Dans une société qui n'est pas plus « naturellement » formée de groupes ethniques qu'elle n'est organisée en « catégories raciales », ces deux notions sont des objets d'analyse aussi légitimes l'un que l'autre.

L'introduction de la question sur l'appartenance ethnique dans le recensement de 1993

Les recensements colombiens procèdent depuis 1973 à l'application d'un questionnaire spécifique dans les zones rurales à population majoritairement indienne. En revanche, il faut attendre une initiative politique – l'introduction du multiculturalisme dans la Constitution de 1991 – pour que le critère ethnique, élargi cette fois aux populations noires, fasse son apparition dans le questionnaire standard du recensement.

Le recensement de 1993 a introduit une question d'auto-déclaration ethnique (appartenance « à une ethnie, un groupe indigène ou une communauté noire ») qui s'est soldée par un échec en ce qui concerne les populations urbaines. D'après les résultats du recensement à Cali par exemple, alors que seules 0,5 % des personnes ont déclaré appartenir à « *la comunidad negra* », il y avait environ 116 000 migrants provenant de municipes à majorité de population noire, soit 7 % de la population totale de la ville. Ces chiffres constituaient alors l'unique évaluation statistique possible, évidemment très sous-estimée, du nombre d'afrocolombiens en ville.

Les catégories phénotypiques des enquêtes CIDSE-IRD (Cali, 1998) et CIDSE-Banque Mondiale (Cali, 1999)

Autour des identités « ethniques » et « raciales », produits hybrides de constructions culturelles, sociales et politiques, se jouent donc des processus d'interaction, de symbiose ou de confrontation entre divers acteurs sociaux. Les enquêtes réalisées à Cali en 1998 et 1999 recherchent une caractérisation statistique des acteurs de ces processus, en particulier noirs et mulâtres. Certains (minoritaires) se définissent eux-mêmes sur la base de leur appartenance raciale. Plus souvent ce sont les non noirs qui les définissent collectivement comme noirs.

Ces constats ont conduit à appliquer aux personnes (et à ce que les personnes s'appliquent à elles-mêmes) une caractérisation phénotypique plutôt qu'ethnique. Cela ne signifie pas, bien entendu, que nous donnions à la race une quelconque réalité biologique ou culturelle, mais simplement que nous prenons acte du fait que les constructions sémantiques bâties autour des phénotypes fabriquent, dans bien des contextes sociaux, les divisions, les hiérarchies et les ségrégations dont veulent rendre compte nos catégories d'observation.

Toutes les personnes présentes au moment de la visite ont été caractérisées individuellement, l'enquêteur assignant à l'enquêté un phénotype parmi cinq catégories qui font l'objet d'un large consensus sémantique à Cali :

- noir (*negro*) : ascendance africaine dominante ;
- mulâtre (*mulato*) : ascendance africaine combinée avec l'ascendance indigène ou européenne ;
- indien (*indígena*) ;
- métis (*mestizo*) : couvre l'ensemble des croisements de populations indiennes, européennes et africaines, sans que les traits spécifiques de l'une ou l'autre ne dominent ;
- blanc (*blanco*) : appellation réservée aux phénotypes européens.

Il ne s'agit donc pas, comme dans le recensement de 1993, d'auto-déclaration de l'appartenance ethnique, ni d'une catégorisation par l'origine géographique à partir des lieux de naissance des individus ou de leurs parents. Nous partons d'une caractérisation phénotypique et externe, appliquée par les enquêteurs, dont le caractère arbitraire est le prix à payer pour approcher les catégories « raciales » du langage commun.

L'unité principale d'analyse des deux enquêtes est le ménage et il est nécessaire de disposer d'une information équivalente sur la population afrocolombienne et non afrocolombienne. Les échantillons sont donc composés chacun de deux sous-échantillons sélectionnés dans des populations disjointes, auxquels a été appliqué le même questionnaire (annexe 2) :

– Ménages afrocolombiens : ménages dans lesquels, selon l'appréciation de l'enquêteur, au moins une personne du noyau familial principal (le chef de ménage, son conjoint, ou l'un des enfants du chef de ménage ou de son conjoint), présente des traits phénotypiques noirs ou mulâtres.

– Ménages non afrocolombiens : ménages dans lesquels aucune personne du noyau familial du chef de ménage n'a de trait phénotypique noir ou mulâtre.

En classant la population à partir d'une caractéristique du ménage, et non des seules caractéristiques individuelles, nous adoptons une définition assez large des ménages afrocolombiens. Nous voulons ainsi étendre l'analyse à une large gamme de situations de métissage, au sens biologique (population métissée) comme au sens de la composition des ménages (ménages mixtes).

BIBLIOGRAPHIE¹

- Barbary O., 1993, *L'insertion urbaine : le cas de Dakar*, Dakar, ORSTOM - IFAN.
- Barth F., 1995, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in *Théories de l'ethnicité*, Poutignat P., Streiff-Fenart J., Paris, PUF, p. 203-249
- Bonniol J.L., 1992, *La couleur comme maléfice. Une illustration créole de la généalogie des Blancs et des Noirs*, Paris, Albin Michel.
- Deville J.C., Saporta G., 1980, « Analyse harmonique qualitative », in *Data Analysis and Informatics*, Diday E. et alii (éds), North Holland Publishing Company, p. 375-389.

¹ Ne figurent pas les références bibliographiques concernant spécifiquement la Colombie : elles sont intégrées dans la bibliographie générale figurant en fin d'ouvrage.

- Deville J.C., 1982, « Analyse des données chronologiques qualitatives, comment analyser les calendriers ? », *Annales de l'INSEE*, n° 45, p. 45-104.
- Guillaumin C., 1992, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Paris, Côté-femmes.
- Lacour C., Puissant S., 1999, *La métropolisation : croissance, diversité, fractures*. Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- Leroy S., 2000, « Sémantiques de la métropolisation », *L'espace géographique*, n° 1, p. 78-86.
- Moriconi-Ébrard F., 1994, *Géopolis. Pour comparer les villes du monde*. Paris, Anthropos, Coll. Villes.
- Saporta G. 1981, *Méthodes exploratoires d'analyse de données temporelles*, Cahiers du bureau universitaire de recherche opérationnelle, n° 37-38, Paris, Université Pierre et Marie Curie.
- Schnapper D., 1998, *La relation à l'autre. Au cœur de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, Essais.
- Uribe H.M., 1993, « Definición de áreas metropolitanas », *Desarrollo regional y expansión urbana, Ciudades*, n° 18, México, p. 18-23.

Annexe 4

LEXIQUE

DES TERMES EN ESPAGNOL

Les termes ou expressions n'apparaissant qu'une fois et traduits dans le texte ne sont pas repris dans le lexique ci-après.

Alcaldía local : mairie d'arrondissement (du District de Bogotá).

Alcaldía mayor : mairie centrale (du District de Bogotá).

Altiplano : haut plateau.

Andino(a) : ressortissant(e) des Andes ; plus généralement, adjectif se rapportant aux Andes..

Barrio : quartier.

Boyacense : ressortissant(e) du Boyacá ; plus généralement adjectif se rapportant à ce département.

Cabildo : espace de liberté accordé aux esclaves pour y exercer, principalement, certaines activités culturelles (danse, musique, religion). Le terme a également une autre signification en Amérique latine en tant qu'organisation politique locale sous la colonie.

Caleño(a) : ressortissant(e) de Cali.

Casanareño(a) : ressortissant(e) du Casanare.

Cimarrones (ou *marrones*) : terme désignant à l'origine un animal domestique devenu sauvage, et qualifiant par extension les esclaves en fuite pendant l'époque coloniale (esclaves « marrons »). Terme aujourd'hui réapproprié par certains militants afrocolombiens.

Conjunto cerrado : ensemble résidentiel clos ; quartier enclos.

Consejería para Cundinamarca : Conseil pour le Cundinamarca.

Corregimiento : hameau, village (division administrative infra-municipale).

Desplazado(a) : personne déplacée par la violence à l'intérieur de la Colombie.
Statut reconnu officiellement par l'État colombien depuis 1997 (Loi 387).

Estatuto orgánico del Distrito Capital : statut organique du District Capital.

Formar ciudad : former la ville.

Frente nacional : Front national. Accord de partage du pouvoir entre les deux partis principaux (conservateur et libéral) pour mettre un terme à la *Violencia*.

Gremio : groupe de pression ; corporation.

Guapiense(a) : ressortissant(e) de Guapi.

India Catalina : femme indienne qui aurait joué un rôle d'intermédiaire entre les colons espagnols et les populations indiennes de la région de Cartagena, dont la statue est une des plus symboliques de la ville.

Inquilinato : logement locatif populaire du centre historique, produit par subdivision d'édifices anciens.

Invasión : invasion. Appropriation à usage résidentiel de terrains sans le consentement du propriétaire. Forme minoritaire d'occupation illégale des terrains dans les villes colombiennes (contrairement à ce qu'on constate dans de nombreuses autres villes en Amérique latine), le processus le plus fréquent étant l'*urbanización pirata*.

Llanera(o) : ressortissant(e) des *Llanos*

Llanos (orientales) : région de savanes formée par les plaines du bassin supérieur de l'Orinoco, dans le nord-est de la Colombie.

Mallero : terme désignant un ouvrier non qualifié du pétrole, à statut intérimaire, en quête de travail autour du grillage (la « *malla* ») qui clôture les centres d'exploitation pétrolière.

Mestizo(a) : métis(se). Terme d'acception phénotypique désignant, à l'origine, une personne d'ascendance croisée indienne et européenne, puis, par extension, l'ensemble des croisements de populations indigènes, européennes et africaines, sans que les traits spécifiques de l'une ou l'autre dominant (catégorie la plus nombreuse en Colombie).

Metrovivienda : programme de logement social de la ville de Bogotá.

Mulato(a) : mulâtre. Terme d'acception phénotypique désignant une personne d'ascendance croisée africaine (noire) et européenne (blanche).

Paisa : personne originaire des régions caféières d'Antioquia et du Viejo Caldas (Quindío, Caldas et Risaralda). Se réfère au mouvement de colonisation agraire à l'origine du cycle du café qui fit la grandeur de la Colombie pendant une grande partie du XX^e siècle. Souvent associée à l'image d'une population blanche, dynamique et dotée d'un fort esprit d'initiative, la figure du *paisa* est centrale dans la représentation collective de l'identité nationale colombienne.

Paisanaje : relations sociales basées sur une communauté d'origine géographique (village, municipale, région), qui peuvent déboucher, dans les grandes villes notamment, sur des réseaux d'entraide et de solidarité.

Palenque : village fortifié où se réfugiaient les esclaves en fuite (*cimarrones*) à l'époque coloniale.

Palenquero(a) : habitant(e) d'un *palenque*. À Cartagena, ce terme se limite parfois aux seuls habitants du *Palenque de San Basilio*, situé à 70 km au sud de la ville, qui est devenu le symbole de la résistance passée et un des fers de lance du mouvement afrocolombien contemporain.

Pastuzo(a) : ressortissant(e) de Pasto. Dans la région de Tumaco, ce terme désigne l'ensemble des populations métisses et blanches, en général occupées dans le petit commerce ou la fonction publique.

Por la Bogotá que queremos : pour la Bogotá que nous aimons/voulons.

Proceso de Comunidades Negras : littéralement : « Processus des communautés noires ». Une des principales associations afrocolombiennes contemporaines, très engagée dans la question du droit de propriété des terres dans la région du Pacifique.

Pueblo : village.

Raspador(es) : salarié(s) travaillant à l'extraction de la pâte de coca à partir des feuilles. Par extension, salarié(s) agricole(s) des exploitations de coca.

Rebusque : du verbe « rebuscar » (rechercher, glaner, grappiller...). Expression populaire désignant la quête d'activités de subsistance pour les plus pauvres ou d'appoint pour d'autres, en recourant à tous les moyens possibles, licites ou non, le plus souvent informels.

Robleño (a) : ressortissant(e) de Robles (village proche de Tumaco).

Sabana : Savane (de Bogotá). Haute plaine du cours supérieur du río Bogotá, sur laquelle s'est développée la ville du même nom.

Serrano(a) : ressortissant(e) de la *Sierra*, des Andes. Utilisé dans la région de Tumaco comme synonyme de *pastuzo(a)*.

Tertulia : réunion informelle des élites locales autour de thèmes culturels (musique, lecture, discussions politiques).

Transmilenio : lignes de transport en commun en site propre de la ville de Bogotá.

Tugurio : bidonville.

Tumaqueño(a) : ressortissant(e) de Tumaco.

Urbanización pirata : lotissement clandestin d'un terrain acheté à son propriétaire mais construit sans permis ou sans conformité aux règles d'urbanisme (formule beaucoup plus courante dans les villes colombiennes que l'*invasión* pure et simple).

Valle : en Colombie, appellation abrégée du département du *Valle del Cauca*.

Valluno(a) : ressortissant(e) du Valle del Cauca. Utilisé dans la région de Tumaco, le terme désigne les entrepreneurs et les colons blancs venus s'installer dans la région.

Viejo Caldas (ou *Gran Caldas*) : Vieux Caldas (ou Grand Caldas). Région formée par l'ancien département du Caldas, aujourd'hui subdivisée en trois nouveaux départements : Caldas, Risaralda et Quindío.

Violencia : période de guerre civile des années 1950.

Vivienda(ista) : logement ; relatif au logement.

Annexe 5

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BCH	<i>Banco Central Hipotecario</i> . Banque Centrale Hypothécaire.
BID	Banque Interaméricaine de Développement.
BM	Banque Mondiale.
CAR	<i>Corporación Autónoma Regional de Cundinamarca</i> . Corporation Autonome Régionale du Cundinamarca.
CCB	<i>Cámara de Comercio de Bogotá</i> . Chambre de commerce de Bogotá.
CEDE	<i>Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico</i> . Centre d'Études sur le Développement Économique (<i>Universidad de los Andes</i>).
CEPAL	Commission Économique Pour l'Amérique latine.
CIDER	<i>Centro Interdisciplinario de Estudios Regionales</i> . Centre Interdisciplinaire d'Études Régionales (<i>Universidad de los Andes</i>).
CIDS	<i>Centro de Investigaciones sobre Dinámica Social</i> . Centre de Recherches sur la Dynamique Sociale (<i>Universidad Externado de Colombia</i>).
CIDSE	<i>Centro de Investigación y Documentación Socio-Económica</i> . Centre de Recherche et de Documentation Socio-Économique (<i>Universidad del Valle</i>).
CNRS	Centre National de Recherche Scientifique
CODHES	<i>Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento</i> . Commission pour les Droits de l'Homme et les personnes Déplacées.
COLCIENCIAS	<i>Instituto Colombiano de Ciencias y Tecnologías</i> . Institut Colombien de Sciences et Technologies.
CRECE	<i>Centro de Estudios Regionales, Cafeteros y Empresariales</i> . Centre d'Études Régionales, Caféières et Entrepreneuriales.
CTP	<i>Consejo Territorial de Planeación</i> . Conseil Territorial de Planification.
CVC	<i>Corporación del Valle del Cauca</i> . Corporation de la Vallée du Cauca.
CVM	<i>Caja de Vivienda Militar</i> . Caisse de Logement Militaire
CVP	<i>Caja de Vivienda Popular</i> . Caisse de Logement Populaire
DANE	<i>Departamento Administrativo Nacional de Estadística</i> . Département Administratif National de Statistique.
DAPD	<i>Departamento Administrativo de Planeación Distrital</i> . Département Administratif de Planification Districale.
DC	<i>Distrito Capital</i> . District Capital (de Bogotá ; ex-DE).
DE	<i>Distrito Especial</i> . District Spécial (de Bogotá).
DNP	<i>Departamento Nacional de Planeación</i> . Département National de Planification.
DOT	<i>Directrices y orientaciones para el Ordenamiento Territorial del departamento de Cundinamarca</i> . Directives et orientations pour l'Aménagement du Territoire du département du Cundinamarca.

EDTU	<i>Empresa Distrital de Transporte Urbano</i> . Entreprise de Transport Urbain du District de Bogotá.
ENH	<i>Encuesta Nacional de Hogares</i> . Enquête Nationale auprès des Ménages.
ESP	<i>Empresa de Servicios Públicos</i> . Entreprise de Services Publics.
FAVIDI	<i>Fondo de Ahorros y de Vivienda Distrital</i> . Fonds d'Épargne et de Logement du District de Bogotá.
FDL	<i>Fondo de Desarrollo Local</i> . Fonds de Développement Local.
FNA	<i>Fondo Nacional de Ahorro</i> . Fonds National d'Épargne.
FONADE	<i>Fondo Financiero de Proyectos de Desarrollo</i> . Fonds Financier de Projets de Développement.
ICANH	<i>Instituto Colombiano de Antropología e Historia</i> . Institut Colombien d'Anthropologie et Histoire
ICT	<i>Instituto de Crédito Territorial</i> . Institut de Crédit Territorial.
IDU	<i>Instituto de Desarrollo Urbano</i> . Institut de Développement Urbain.
IGAC	<i>Instituto Geográfico Agustín Codazzi</i> . Institut Géographique Agustín Codazzi.
INCORA	<i>Instituto Nacional Colombiano de Reforma Agraria</i> . Institut National Colombien de Réforme Agraire.
INURBE	<i>Instituto Nacional de Interés Social y de Reforma Urbana</i> . Institut National d'Intérêt Social et de Réforme Urbaine ; ex-IDU.
IRD	Institut de Recherche pour le Développement.
JAC	<i>Junta de Acción Comunal</i> . Comité d'Action Communale.
JAL	<i>Junta Administradora Local</i> . Comité d'Administration Locale.
LOOT	<i>Ley Orgánica de Ordenamiento Territorial</i> . Loi Organique d'Aménagement du Territoire.
ONG	Organisation Non Gouvernementale.
PDL	<i>Plan de Desarrollo Local</i> . Plan de Développement Local.
PIDUZOB	<i>Plan Integral de Desarrollo Urbano de la Zona Oriental de Bogotá</i> . Plan de Développement Intégral de la Zone Orientale de Bogotá.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement.
POT	<i>Plan de Ordenamiento Territorial</i> . Plan d'Aménagement du Territoire.
SISBEN	<i>Sistema Integrado de Subsidios para el Bienestar Social</i> . Système Intégré de Subventions pour l'Aide Sociale.
UEL	<i>Unidad Ejecutora Local</i> . Unité d'Exécution Locale.
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i> . Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.
UPAC	<i>Unidad de Poder Adquisitivo Constante</i> . Unité de Pouvoir d'Achat Constant.
UPZ	<i>Unidad de Planeación Zonal</i> . Unité de Planification Zonale

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES SUR LA COLOMBIE

Dans le cadre du projet « Recompositions urbaines en Amérique latine : une lecture structurée à partir du cas colombien », un travail de recherche bibliographique a été réalisé au cours du premier trimestre 2000. A. Santana (UMR Regards, Bordeaux) et M. Bincz (Réseau Amérique latine, Toulouse) ont ainsi interrogé plusieurs bases de données documentaires : IBISCUS, FRANCIS (fichier Amérique latine), IHEAL et URBAMET.

La bibliographie présentée ici ne reprend pas l'ensemble des résultats de ces interrogations¹. Ne figurent que les références bibliographiques sur la Colombie citées dans les six chapitres de l'ouvrage, classées par nom d'auteur et par date. Les références bibliographiques ne portant pas spécifiquement sur la Colombie sont quant à elles répertoriées à la fin de chacun des chapitres de l'ouvrage.

Le(s) numéro(s) situé(s) à gauche de chaque référence renvoient au(x) chapitre(s) où elle est citée :

- 1 Chapitre 1 : L'expansion du réseau urbain
 - 2 Chapitre 2 : Mobilités et systèmes de lieux
 - 3 Chapitre 3 : Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines
 - 4 Chapitre 4 : Cité, ethnicité : les configurations de l'ethnicité noire en ville
 - 5 Chapitre 5 : Violences et villes
 - 6 Chapitre 6 : Bogotá : croissance, gestion urbaine et démocratie locale
 - a Annexes
-
- 5 Acero H., 2000, Acciones para la recuperación de la seguridad y la convivencia ciudadana en Bogotá, Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá, mimeo.
 - 1,2,5 Acevedo J., 1990, « El transporte en Bogotá », in *Vivir en Bogotá*, Santana P. (éd.), Bogotá, Ediciones Foro Nacional, p. 89-111.
 - 4 Agier M., 2001, « Le temps des cultures identitaires. Enquête sur le retour du diable à Tumaco (Pacifique colombien) », *L'Homme*, n° 157, p. 87-114.
 - 4 Agier M., Hoffmann O., 1999, « Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien, Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 32, p. 17-42.

¹ Pour connaître les ressources d'information françaises et européennes sur la Colombie ou tout autre pays latino-américain, consulter le serveur du GIS Réseau-Amérique latine, portail français de l'information sur l'Amérique latine (<http://www.reseau-amerique-latine.fr>), ou sur celui du REDIAL (Red Iberoamericana de Información y Documentación sobre América Latina) (<http://www.red-redial.org/>).

- 2 Agier M., Barbary O., Hoffmann O., Quintín P., Ramírez H.F., Urrea F., 2000, *Espacios regionales, movilidad y urbanización, dinámicas culturales e identidades en las poblaciones afrocolombianas del Pacífico sur y Cali, una perspectiva integrada*, Informe final para Colciencias, Proyecto Movilidad, urbanización e identidades de las poblaciones afrocolombianas, Cali, CIDSE - Universidad del Valle.
- 2 Agudelo C.E., 1998, *Aproximación a la dinámica política de un pueblo del pacífico. El caso de Guapi*, Documento de trabajo interno n° 23, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 4 Agudelo C.E., 1999, « Participation politique des populations noires en Colombie », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 30, p. 151-176.
- 4 Agudelo C.E., Hoffmann O., Rivas N., 1999, *Hacer política en el Pacífico sur, algunas aproximaciones*, Documentos de trabajo del CIDSE n° 39, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 4 Agudelo C.E., Hurtado T., Rivas N., 2000, *Impactos de la ley 70 y dinámicas políticas locales de las poblaciones afrocolombianas : estudios de casos*, Documentos de trabajo del CIDSE n° 50, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 6 Alcaldía mayor de Bogotá, 1971, *Reforma administrativa del Distrito Especial de Bogotá*.
- 6 Alcaldía mayor de Bogotá, 1995, *Plan de desarrollo Económico, Social y de Obras Públicas para Santafé de Bogotá, D.C., 1995-1997, Formar Ciudad*.
- 6 Alcaldía mayor de Bogotá, 1998, *Plan de Desarrollo Económico, Social y de Obras Públicas para Santa Fe de Bogotá, D.C. 1998-2001, Por la Bogotá que queremos*.
- 3 Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá, 1996, *Segundo diagnóstico de las restricciones y oportunidades de la ciudad. Base del plan de desarrollo económico, social y de obras públicas. Formar ciudad*.
- 3,6 Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá, 2000, *Plan de Ordenamiento Territorial. Documento técnico de soporte*, DAPD.
- 6 Alfonso O., 2001, « Pautas de localización industrial en la Sabana », in *Ciudad y región en Colombia. Nueve ensayos de análisis socioeconómico y espacial*, O. Alfonso (éd.), Bogotá, Universidad Externado de Colombia, p. 219-268.
- 4 Álvarez M., 1999, « Prácticas espaciales y regímenes de construcción de ciudad en Tumaco », in *De montes, ríos y ciudades*, Camacho J., Restrepo E. (éds.), Bogotá, ICAN - Fundación Natura - ECOFONDO, p. 193-220.
- 2 Angulo Paredes NdC, Saya O.M., Riascos Torres J.J., 1991, *Aspectos demográficos de la zona de intervención del convenio CVC-Holanda, Tumaco*.
- 3 Aprile Gniset J., 1990, « ¿Quién planifica la ciudad ? A propósito del nuevo plan de desarrollo de Cali », *Comunidad y democracia*, n° 1, Cali, Convergencia para el proceso democrático, p. 4-61.
- 2 Arboleda S., 2001, *Paisanajes, colonias y movilización social afrocolombiana en el suroccidente*, Simposio internacional Pasado, presente y futuro de los afrodescendientes, Cartagena de Indias, 18-19-20 de octubre 2001, Universidad Nacional de Colombia - IRD - ICANH.
- 4 Aristizabal M., 1998, « El festival del currulao », in *Modernidad, identidad y desarrollo*, Sotomayor M.L. (éd.), Bogotá, ICAN - Ministerio de Cultura - Colciencias.
- 4 Arrazola R., 1970, *Palenque, Primer pueblo libre de América*, Cartagena, Editorial Hernández.

- 1 Banguero H., 1985, « El proceso migratorio en Colombia : determinantes y consecuencias », *Boletín socio-económico de la Universidad del valle*, n° 13, p. 23-36.
- 2,a Barbary O., 1996, *Análisis tipológico de datos biográficos en Bogotá*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Coll. Textos, n° 24.
- 4 Barbary O., 2001, « Mesure et réalité de la segmentation socio-raciale : une enquête sur les ménages afrocolombiens à Cali », *Population*, Vol. 56, n° 5, p. 773-810.
- 2 Barbary O., Ramírez H.F., 1997, *Tabulación del censo de población y vivienda de 1993 en Cali, Informe de etapa de la parte cuantitativa n° 1, Proyecto Movilidad, urbanización e identidades de las poblaciones afrocolombianas*, Vol. I, Cali, Universidad del Valle.
- 3,4,a Barbary O., S. Bruyneel, Ramírez H.F., Urrea F., 1999, *Afrocolombianos en el área metropolitana de Cali, estudios sociodemográficos*, Cali, Documentos de trabajo del CIDSE n° 38, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 4 Barbary O., Ramírez H.F., Urrea F., 1999, « Población afrocolombiana y no afrocolombiana en Cali : segregación, diferenciales sociodemográficos y condiciones de vida », in *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Cubides F., Domínguez C. (éds.), Bogotá, CES - Universidad Nacional de Colombia, p. 307-318.
- 3 Barco C., 1996, *Desarrollo socioespacial de Bogotá durante las dos últimas décadas. Una aproximación preliminar a sus principales rasgos*, Bogotá, Universidad de los Andes, CEDE, 46 p.
- 3,6 Barco C. (coord.), 1998, *Bogotá-Sabana. Un territorio posible*, Bogotá, Universidad de Los Andes - CEDE, Cámara de Comercio de Bogotá, Serie Biblioteca CCB, n° 100.
- 6 Barco C., Cortés R. (coord.), 1999, *Tendencias recientes de ocupación territorial en Bogotá y la región*, Informe técnico final, Vol. 3, Bogotá, Colciencias - Convenio Gobernación de Cundinamarca - CEDE, Universidad de los Andes.
- 5 Bejarano J.A. (dir.), 1997, *Colombia : inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Bogotá, Univ. Externado - FONADE.
- 3 Bello M., Mosquera C., 1999, « Desplazados, migrantes y excluidos : actores de las dinámicas urbanas », in *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Cubides F., Domínguez C. (éds.), Bogotá, CES, p. 456-474.
- 6 Blanquer J.M., Fajardo D., 1991, *La descentralización en Colombia, Estudio y propuestas*, Bogotá, IFEA - Universidad Nacional.
- 4 Bossa Herazo D., 1967, *Cartagena independiente : tradición y desarrollo*, Bogotá, Tercer Mundo Editores.
- 6 Brunner K., Noriega M., 2000, « Planificación de Bogotá y planificación regional : desarrollo inseparable », *Boletín de la sociedad geográfica de Colombia*, Vol. 44, n° 131, número especial Planeación regional. Bogotá y su entorno, Bogotá, p. 129-144.
- 4 Bruynell S., Ramírez H.F., 1999, « Comparación de indicadores de condición de vida de los hogares afrocolombianos y no afrocolombianos en Cali », *Documentos de trabajo CIDSE*, n° 38, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle, p. 53-62.
- 4 Bustamente F. de, 1977, *Cartagena de Indias. Ciudad heroica. Historial de 1533 a 1830*, Cartagena, Editorial Bolívar.

- 5 Camacho A., 1993, « Notas apresuradas para discutir algunas relaciones entre narcotráfico y cultura en Colombia », in *Conflicto social y violencia, notas para una discusión*, Bogotá, IFEA - SAC, p. 49-53.
- 5 Camacho A., Guzmán A., 1990, *Ciudad y violencia*, Bogotá, Ediciones Foro Nacional.
- 5 Camacho A., Guzmán A., 1997, « La violencia urbana en Colombia : teorías, modalidades, perspectivas », in *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, IEPRI - FESCOL, p. 13-55.
- 6 Cámara de Comercio de Bogotá, 2000, *Las exportaciones de Bogotá y Cundinamarca en la década del 90. Un análisis de su competitividad en la Comunidad Andina*.
- 6 Ceballos M., Martín G., 2001, *Participación y fortalecimiento institucional a nivel local en Colombia*, Bogotá, CEJA - Ministerio del Interior - ACAC - CLAS - NED - USAID.
- 5 Centro de Investigación Salud y Violencia, 1998, *Dimensionamiento de la violencia en Colombia*. Cali, BID - Univalle, Documento de trabajo R-339 de la Red de Centros de Investigación.
- 6 Chambron N., de la Torre L., 1995, « La décentralisation infra-municipale comme outil de gestion urbaine : l'exemple de Bogotá en Colombie », *Cahiers des Amériques latines*, n° 18, p. 141-160.
- 5 Comisión de Estudios sobre Violencia, 1995 (5ª ed.), *Colombia : violencia y democracia*, Bogotá, IEPRI - Colciencias.
- 6 Contraloría de Santafé de Bogotá, 1997, *Agendas de participación local*, Bogotá, 20 Vols.
- 6 Corporación Autónoma Regional de Cundinamarca, 1999, *Hacia la metropolización de la Sabana de Bogotá. Por una planificación del desarrollo sostenible*, Bogotá, CAR - Instituto Caro y Cuervo.
- 6 Cortés R., del Castillo J.C., 1994, « La planeación urbana frente a las nuevas formas de crecimiento urbano de la ciudad », in *Desarrollo urbano futuro*, Bogotá, Ministerio de Desarrollo Económico, DNP, Programa de gestión urbana de Naciones Unidas, p. 199-226.
- 5 Cubides F., Olaya A.C., Ortiz C.M., 1998, *La violencia y el municipio colombiano 1980-1997*. Bogotá, Facultad de Ciencias Humanas.
- 1 Cubides F., Domínguez C., 1999, *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Bogotá, CES, Universidad Nacional de Colombia, Ministerio del Interior.
- 3,6 Cuervo L.M., 1995, *Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna*, Bogotá, CIDER.
- 6 Cuervo L.M., González J.I., Rojas J., 1988, *Economía política de los servicios públicos*, Bogotá, CINEP.
- 1,3 Cuervo L.M., González J., 1997, *Industria y ciudades en la era de la mundialización (1980-1991). Un enfoque socioespacial*, Bogotá, CIDER - Colciencias - Tercer Mundo Editores.
- 3 Cuervo L.M., Jaramillo S., 1998, *Les traits centraux de l'organisation spatiale à Bogotá*, Communication à l'Atelier métropoles en mouvement, Paris, IRD (<http://www.bondy.ird.fr/cvd/MUR/atelier/>).
- 2,6 Cuervo L.M., Dureau F., Lulle T., Parías A., 2000, « Bogotá », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 457-470.
- 6 Cuervo L.M., Alfonso O., 2001, « Localización de la actividad económica y el empleo », in *Ciudad y región en Colombia. Nueve ensayos de análisis socioeconómico y espacial*, O. Alfonso (éds.), Bogotá, Universidad Externado de Colombia, p. 33-195.

- 4 Cunin É., 2001, « La compétence métisse. Chicago sous les tropiques ou les vertus heuristiques du métissage », *Sociétés Contemporaines*, n° 43, p. 7-30.
- 6 Currie L. 1988, *Urbanización y desarrollo. Un diseño para el crecimiento metropolitano*, Bogotá, Camacol.
- 2 CVC - Pladeicop, 1988, *Saneamiento básico integral*, Cali.
- a DANE, 1981, *XIV censo nacional de población y III de vivienda, Octubre de 1973, resumen nacional*, Bogotá.
- a DANE, 1990, *La población de Colombia en 1985. Estudios de la calidad y cobertura del XV censo nacional de población y IV de vivienda*, Bogotá.
- a DANE, 1996, *XVI Censo nacional de población y V de vivienda. Resumen nacional*, Bogotá.
- 6 DAPD, 1972, *Estudio de desarrollo urbano de Bogotá, Fase II*, Bogotá.
- 3 DAPD, 1994, *Monografía sobre el proceso de metropolización de la Sabana de Bogotá, Documento final*, Bogotá.
- 6 DAPD, 1996, *Estratificación socioeconómica de Santa Fe de Bogotá D.C.*, Bogotá.
- 6 DAPD, 2001, *Acumulado total de asentamientos de origen clandestino en Santa Fe de Bogotá hasta 2000*, Bogotá.
- 5 Deas M., Llorente M.V. (comp.), 1999, *Reconocer la guerra para construir la paz*, Bogotá, CEREC - Ediciones Uniandes - Grupo Editorial Norma.
- 6 Castillo J.C. del, 2001, « Región metropolitana polinuclear. Un futuro posible para Bogotá y la Sabana », in *Espacio y Territorios. Razón, pasión e imaginarios*, Montañez G. et alii, Bogotá, Red de estudios de espacio y territorio (RET), Universidad Nacional de Colombia, p. 699-715.
- 3 Delaunay D., Dureau F., 2002, « Des individus dans la ville : les transitions résidentielles à Bogotá », *Autrepart*, n° 25, p. 87-106.
- 1 DNP, 1994, *Desarrollo urbano futuro*, Bogotá, Ministerio de Desarrollo Económico - DNP - Programa de Gestión urbana de las Naciones Unidas, Actas del Seminario Políticas e instituciones para el desarrollo urbano futuro en Colombia.
- 6 Díaz J., 1988, « Los servicios públicos en el Distrito Especial de Bogotá », in *Bogotá 450 años : retos y realidades*, Bogotá, Ediciones Foro Nacional - IFEA, p. 247-313.
- 6 Dulcey C., 2001, *La participation : stratégie institutionnelle ou vecteur de cohésion sociale ? L'expérience du POT à Bogotá*, Mémoire de DEA, IFU - Université Paris VIII.
- 3,6 Dupont V., Dureau F. (coord.), 1997, *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et de Delhi. Rapport final*, Bordeaux et New Delhi, ORSTOM.
- 6 Dureau F., 1997, « Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogotá, Colombie », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 22, p. 181-200.
- 3 Dureau F., 1999, « Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogotá », *Espace, populations, sociétés*, 1999-2, p. 329-344.
- 3 Dureau F., 2000a, « Bogotá : Des stratégies résidentielles très diverses marquées par une inégale maîtrise de l'espace », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 165-173.
- 6 Dureau F., 2000b, « Bogotá : Une double dynamique d'expansion spatiale et de densification d'espaces déjà urbanisés », in *Métropoles*

- en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 81-91.
- 3 Dureau F., 2002, « Les systèmes résidentiels : concepts et applications », in *L'accès à la ville. Les mobilités en question*, Lévy J.P. et Dureau F. (éds.), Paris, L'Harmattan, Coll. Habitat et sociétés, p. 355-382.
 - 3,6,a Dureau F., Flórez C.E., Hoyos M.C., 1993, *La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá*, Documento de trabajo n° 1, Análisis de los datos existentes, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
 - 2 Dureau F., Flórez C.E., M.C. Hoyos, 1994, « El programa de investigación CEDE - ORSTOM sobre las formas de movilidad de las poblaciones de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana : metodología del sistema de encuestas », *Desarrollo y Sociedad*, n° 34, Bogotá, Uniandes, p. 73-94.
 - 1,6 Dureau F., Hoyos M.C., Flórez C.E., 1994, « Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio », *Desarrollo y Sociedad*, n° 34, Bogotá, Uniandes, p. 95-147.
 - 6 Dureau F., Barbary O., Flórez C.E., 1994, *La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá*, Documento de trabajo n° 3, Resultados preliminares de la encuesta cuantitativa, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
 - 1,2 Dureau F., Flórez C.E., 1996, « Dynamiques démographiques colombiennes: du national au local », in *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Blanquer J.M. et Gros C. (coord.), Paris, CREDAL, IHEAL, p. 139-166.
 - 3, 6 Dureau F., O. Pissot, 1996, *En mapas : las evoluciones socio-espaciales de Bogotá y su contexto (1973-1993)*, Bogotá, Universidad de Los Andes, CEDE, Documento CEDE, n° 96-05.
 - 2 Dureau F., Lulle T., Parias A., 1998, « Las transformaciones de los barrios de clase alta en Bogotá : nuevas lógicas y estrategias de producción de vivienda en un marco reglamentario altamente permisivo », in *La investigación regional y urbana en Colombia. Desarrollo y territorio 1993-1997*, Bogotá, Ediciones Carlos Valencia, DNP - FIDETER - ACIUR, p. 372-406.
 - a Dureau F., Flórez C.E., 1999, « Les enquêtes Mobilité spatiale à Bogota et dans trois villes du Casanare (Colombie) », in Grab, *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, INED - PUF, Coll. Méthodes et savoirs, n° 2, p. 241-278.
 - 6 Dureau F., Lulle T., 1999, « Le développement spatial de Bogotá dans les années 90 : une difficile reconquête de sa maîtrise par les pouvoirs publics », *Revue de Géographie de Lyon Géocarrefour*, Vol. 74, n° 4, p. 291-300.
 - 2,a Dureau F., Flórez C.E., 2000, *Aguaitacaminos. Las transformaciones de las ciudades de Yopal, Aguazul, Tauramena durante la explotación petrolera de Cusiana-Cupiagua*, Bogotá, Tercer Mundo Editores - Ediciones Uniandes.
 - 5 Echandía C., 2002, « Les dimensions territoriales du conflit armé », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 1044, p. 31-47
 - 3,a Echeverri R., 1985, *Bogotá : área metropolitana*, Bogotá, ESAP.
 - 5 Fajnzylber P., Lederman D., Loayza N. (éds), 2001, *Crimen y violencia en América Latina*, Bogotá, Alfaomega - Banco Mundial.
 - 1,2 Flórez C.E., 2000, *Las transformaciones sociodemográficas en Colombia durante el siglo XX*, Bogotá, Tercer Mundo Editores - Banco de la República, Economía del Siglo XX.

- 1 Flórez C.E., Echeverri R., Méndez R., 1987, « Caracterización de la Transición Demográfica en Colombia », in *El Problema Laboral Colombiano. Informes a la Misión Chenery*, Ocampo J.A., Ramírez R. (éds.), Bogotá, Contraloría General de la República - DNP - SENA, p. 11-35.
- a Flórez C.E., Méndez R., 1995, *El nivel del subregistro de las defunciones en Colombia*. Bogotá, CEDE, mimeo.
- 2,a Flórez C.E., Dureau F., Méndez R., 1996, *Movilidad espacial en zonas de expansión: los casos de Yopal, Aguazul y Tauramena (Casanare). Documento de trabajo n° 1 : Análisis de la información secundaria*. Bogotá, CEDE - ORSTOM, Documento CEDE, n° 96-03.
- 2 Fournier J.M., Gouëset V., 2000, *Movilidad espacial en zonas de expansión : los casos de Yopal, Aguazul y Tauramena (Casanare). Documento de trabajo n°9 : Petróleo y desarrollo regional en el Casanare : un enfoque geográfico*. Bogotá, CEDE - IRD, Documento CEDE, n°2000-05.
- 5,a Franco S., 1999, *El quinto : no matar. Contextos explicativos de la violencia en Colombia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores - IEPRI.
- 2 Friedemann N.S. de, 1969, « Güelmambí : formas económicas y organización social », *Revista colombiana de antropología*, Vol. XIV, Bogotá, ICAN, p. 55-70.
- 2 Friedemann N.S. de, 1974, « Minería del oro y descendencia : Güelmambí, Nariño », *Revista colombiana de antropología*, n° 16, Bogotá, ICAN, p. 9-86.
- 4 Fundación Gimani Cultural, 1997, *Propuesta para la realización del IX Cabildo en Getsemani. El Carnaval 1997. En tu Santo San Martín*, Cartagena, mimeo.
- 1 Fundación Social, 1998, *Municipios y regiones de Colombia. Una mirada desde la sociedad civil*, Bogotá, Vicepresidencia de Planeación.
- 5 Gaitán F., 1995, « Una indagación sobre las causas de la violencia en Colombia », in *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Deas M., Gaitán F., Bogotá, FONADE - DNP, p. 87-406.
- 5,a Gaitán F., 1997, « El método dialéctico como alternativa para estudiar la violencia en Colombia », in *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, IEPRI - FESCOL, p. 83-101.
- 6 García M.C., Zamudio J.V., 1997, *Descentralización en Bogotá bajo la lupa (1992-1996)*, Bogotá, CINEP.
- 6 Giraldo F., López H.F., 1987, *El UPAC, la política económica y la construcción 1970-1987*, Bogotá, Camacol.
- 6 González O.L., 1999, *¿ En qué va la descentralización política en Bogotá ?*, Informe final presentado a la Veeduría distrital de Bogotá.
- 1 Gouëset V., 1992, *La concentration urbaine en Colombie : de la « quadricéphalie » à la primatie urbaine de Bogotá (1930-1990)*, Bordeaux, Thèse de Doctorat, Université de Bordeaux 3.
- 1 Gouëset V., 1996, « Un siècle de concentration urbaine en Colombie », in *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Blanquer J.M. et Gros C. (coord.), Paris, CREDAL, IHEAL, p. 167-191.
- 1 Gouëset V., 1998, *Bogotá : nacimiento de una metrópoli. La originalidad del proceso de concentración urbana en Colombia en el siglo XX*, Bogotá, CENAC - FEDEVIVIENDA - IFEA - Observatorio de cultura urbana - Tercer Mundo Editores.
- 6 Gouëset V., 2002, « La gestion de l'eau et le défi des services publics dans la Savane de Bogotá », in *Villes, société et action publique en Amérique latine. Étude de géographie comparée*, Rennes, Université

- de Haute Bretagne, Dossier d'HDR, Vol. 3, Synthèse des positions de recherche, Chap. 4, p. 119-153.
- 1 Gracia J., 1999, « Conflictos territoriales y desplazamiento en el litoral Caribe colombiano y el Sinú », in *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Cubides F., Domínguez C., Bogotá, CES - Ministerio del Interior, p. 148-170.
 - 4 Grueso L., Rosero C., Escobar A., 2001, « El proceso de organización de comunidades negras en la región sureña de la Costa Pacífica de Colombia », in *Política cultural, Cultura política. Una nueva mirada sobre los movimientos sociales latinoamericanos*, Escobar A., Álvarez S., Dagnino E. (éds.), Bogotá, Taurus - ICANH, p. 235-260.
 - 6 Gutiérrez F., 1998, *La ciudad representada. Política y conflicto en Bogotá*, Bogotá, Tercer Mundo Editores - IEPRI.
 - 5,a Guzmán A. (dir.), 1994, *Diagnóstico sobre la violencia homicida en Cali en 1993*, Cali, CIDSE - DESEPAZ.
 - 5 Guzmán A. et alii, 1993, « Violencia urbana y seguridad ciudadana en Cali », *Revista Foro*, n° 22, Bogotá, p. 12-24.
 - 6 Hataya N., 2002, « Barrio popular : participación comunitaria y acercamiento estatal », in *Barrio Taller, Serie ciudad y hábitat*, Doc. n° 9, Bogotá, p. 35-44.
 - 4 Hinestroza V.G., 1993, *Transformaciones socio-culturales y evolución política del hombre y las comunidades de la costa pacífica, una visión antropológica*, Popayán, Facultad de Humanidades, Universidad del Cauca.
 - 2 Hoffmann O., 1999a, « Territorialidades y alianzas : construcción y activación de espacios locales en el Pacífico », in *De montes, ríos y ciudades. Territorios e identidades de la gente negra en Colombia*, Camacho J. et Restrepo E. (éds.), Bogotá, Fundación Natura - ECOFONDO - ICAN, p. 75-94.
 - 4 Hoffmann O., 1999b, « Identidades locales, identidades negras : la conformación del campo político en Tumaco (1950-1998) », in *Tumaco: haciendo ciudad. Historia, identidad y cultura*, Agier M., Álvarez A., Hoffmann O., E. Restrepo, Bogotá, ICAN - IRD - Univalle, p. 245-276.
 - 6,a Hoyos M.C., 1996, *La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá*, Documento de trabajo n° 5, Metodología y resultados de la encuesta cualitativa, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
 - 2 Hoyos M.C., Salazar O.I., 1997a, *Movilidad espacial en ciudades de zonas de expansión : los casos de Yopal, Aguazul y Tauramena (Casanare). Informe preliminar. Entrevistas originales*, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
 - 2 Hoyos M.C., Salazar O.I., 1997b, *Movilidad espacial en ciudades de zonas de expansión: los casos de Yopal y Tauramena (Casanare). Documento n° 3. El eterno cuarto de hora. Estudio cualitativo. Informe final*, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
 - 4 Hurtado T., 1999, « Siervos sin tierra : poblaciones de migrantes en Puerto Tejada entre el estigma, la incertidumbre y la aceptación », *Documentos de trabajo del CIDSE n° 40*, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle, p. 27-43.
 - 4 IGAC, 1992, *Atlas de Colombia*, Bogotá, Instituto Geográfico Agustín Codazzi.
 - 5 Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 1999, *Lesiones de causa externa Colombia 1998*, Bogotá.

- 6 Isaza G., 2000, *El Sector Externo de Bogotá y Cundinamarca en 1998: Análisis de las exportaciones e importaciones regionales y ranking de las empresas exportadoras más destacadas*, Bogotá, Cámara de Comercio de Bogotá.
- 3 Jaramillo S., 1990, « La estructura urbana y la vivienda en Bogotá », in *Vivir en Bogotá*, Santana P. (comp.), Bogotá, ediciones Foro Nacional, p. 51-85.
- 3,6 Jaramillo S., 1992, *La vivienda en Bogotá*, Bogotá, Universidad de Los Andes, CEDE, Documento CEDE n° 087.
- 3 Jaramillo S., 1994, *Hacia una teoría de la renta del suelo urbano*, Bogotá, Ediciones Uniandes - IGAC.
- 3 Jaramillo S., 1998, « La imagen de Bogotá en textos de los años treinta y los noventa », in *Bogotá a través de las imágenes y las palabras*, Saldarriaga A., Rivadeneira R., Jaramillo S., Bogotá, Tercer Mundo Editores - Observatorio de la Cultura Urbana, p. 109-249.
- 1 Jaramillo S., 1998, « Migraciones e interacción regional en Colombia, 1973-1993 », *Territorios*, n°1, Bogotá, CIDER - Universidad de los Andes, p. 95-118.
- 1 Jaramillo S., Cuervo L.M., 1987, *La configuración del espacio regional en Colombia. Tres Ensayos*, Bogotá, CEDE, Universidad de los Andes, Serie Estudios, n° 1.
- 1 Jaramillo S., Cuervo L.M., 1993, *Urbanización latino-americana : nuevas perspectivas*, Bogotá, Escala.
- 3 Jaramillo S., Parias A., 1998, « Vivienda de alquiler en Bogotá : agentes y acción estatal », in *La investigación regional y urbana en Colombia, Desarrollo y territorio, 1993-1997*, Bogotá, Ediciones Carlos Valencia, DNP - FIDETER - ACIUR, p. 338-358.
- a Jaramillo S., Alfonso O., 2001, « Un análisis de las relaciones de metropolización a partir de los movimientos migratorios », in *Ciudad y región en Colombia. Nueve ensayos de análisis socioeconómico y espacial*, Alfonso O. (éd.), Bogotá, Universidad Externado de Colombia, p. 197-218.
- 4 Jaramillo Uribe J., 1994, *Ensayos de historia social. Tomo 1. La sociedad neogranadina*, Bogotá, Tercer Mundo Editores - Ediciones Uniandes.
- 3 JICA, 1995, *The study of the master plan for urban transport of Santa Fe de Bogotá in the Republic of Colombia*, Study progress paper, Bogotá.
- 3 Jiménez L.C., 1999, *Organisation de l'espace et politiques publiques dans le sud-ouest de la Colombie : les actions de l'État dans le département du Cauca peuvent-elles conduire à une réduction des inégalités spatiales du développement ?* Université de Bordeaux III, Thèse de doctorat de géographie.
- 1 Jiménez M., Sideri S., 1985, *Historia del desarrollo regional en Colombia*, Bogotá, CEREC - CIDER.
- 3,6 Jiménez Mantilla L.C., 1998, « El barrio, lugar entre la ciudad y la vivienda », in *Barrio Taller, Serie ciudad y hábitat*, Doc. n° 5, Bogotá, p. 61-70.
- 5 Losada R., Velez E., 1988, *Muertes violentas en Colombia 1979-1986*. Bogotá, Instituto SER de Investigación.
- 2 Losonczy A.M., 1992, *Les saints et la forêt: système social et système rituel des négro-colombiens : échanges inter-ethniques avec les Embera du Chocó (Colombie)*. Thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles.

- 3 Lulle T., 1997a, *Prácticas residenciales y formas de movilidad laboral y social. El caso de los sectores medios en Bogotá*, Bogotá, CIDS - Universidad Externado de Colombia y Observatorio de Cultura urbana - IDCT / Alcaldía Mayor de Santafé de Bogotá.
- 3,6 Lulle T., 1997b, *Planification et gestion du développement urbain de Bogotá et de son aire métropolitaine : évolution et tendances actuelles*, Convention CNRS - ORSTOM : CONV940034VILL, Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et de Delhi, Bogotá.
- 6 Lulle T., 2002, « À qui sert la gestion locale participative ? Éléments de réflexion à partir d'une expérience à Bogotá (Colombie) », *Autrepart*, n° 21, p. 151-168.
- 6 Lulle T., E. Le Bris, 2000, « L'action publique à l'épreuve des pratiques », in *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Dureau F. et alii (coord.), Paris, Anthropos - IRD, Coll. Villes, p. 321-341.
- 5 Llorente M.V., Escobedo R., Echandía C., Rubio M., 2000, *Violencia homicida y estructuras criminales en Bogotá*, Bogotá, Paz Pública - CEDE.
- 1 Marín R., Giraldo F., Mondragón L.A., González L.E., González H., 1995, *Ciudades y ciudadanía. La política urbana del salto social*, Bogotá, Ministerio de Desarrollo Económico, Viceministerio de Vivienda, Desarrollo Urbano y Agua Potable.
- 1 Martínez C., Rincón M., 1997, « Tendencias recientes de las migraciones internas en Colombia », *Desarrollo urbano en cifras*, n° 2, Bogotá, p. 230-261.
- 5 Meertens D., 1999, « Desplazamiento forzado y género : trayectorias y estrategias de reconstrucción vital », in *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Bogotá, CES, p. 406-455.
- 5 Meertens D., 2000, « Violencia y desplazamiento forzado en Colombia : miradas sobre lo público, voces desde lo privado », *Revista Europea de Estudios latinoamericanos y del Caribe*, n° 69, p. 89-96.
- 6 Mendoza A., 1996, « Sabana de Bogotá: ordenamiento integral », *Revista Camacol*, n° 65, Bogotá, p. 59-66.
- 4 Merizalde del Carmen B., 1921, *Estudio de la costa colombiana del Pacífico*, Bogotá.
- 1,2,6,a Mesclier E. (coord.), 1999, *Dinámicas socio-económicas en el espacio colombiano*, Bogotá, CRECE - DANE - IRD.
- 4 Minaudier J.P., 1992, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan.
- 6 Ministerio de Desarrollo Económico, 1995, *ICT, medio siglo de vivienda social en Colombia, 1939-1989*, Bogotá, Inurbe.
- 6 Misión Bogotá Siglo XXI, 1993, *Estudio prospectivo de vivienda*, Bogotá, Granahorrar, Misión Bogotá Siglo XXI.
- 6 Misión Bogotá Siglo XXI, 1994, *Relaciones de Bogotá D.C. con la Sabana*, Bogotá, Misión Siglo XXI - Cámara de Comercio de Bogotá.
- 6 Misión Bogotá Siglo XXI, 1995, *El futuro de la capital. Estudio prospectivo de las relaciones de Santa Fe de Bogotá con Cundinamarca*, Bogotá, Misión Siglo XXI - Empresa de licores de Cundinamarca.
- 5 Molano A., 1997, *Rebusque mayor*, Bogotá, El Áncora.
- 3 Monroy A., 1994, *Análisis de la migración Ibagué-Santa Fe de Bogotá. Una aproximación cualitativa*, Bogotá, Universidad de los Andes, Facultad de economía, Magister en economía.

- 6 Montañez G. (dir.), 1992, *¿Hacia donde va la Sabana de Bogotá ? Modernización, conflicto, ambiente y sociedad*, Bogotá, CES (Universidad Nacional de Colombia) - SENA Regional Bogotá.
- 6 Montañez G., Arcila O., Pacheco J.C., 1994, « Urbanización y conflictos en la Sabana de Bogotá », *Coyuntura Social*, n° 3, Bogotá, Fedesarrollo, p. 131-151.
- 3 Montezuma R., 1997a, *Le rôle des transports urbains dans le processus d'urbanisation. Le cas de Bogotá (Colombie), 1884-1996*, Rapport final d'allocation ORSTOM. Paris, ORSTOM.
- 6 Montezuma R., 1997b, *Les transports urbains : l'organisation, la gestion et le processus d'urbanisation à Bogotá*, Thèse de doctorat en Urbanisme et Aménagement, Paris, ENPC.
- 6 Montezuma R., 2001, *Ciudad y movilidad. La transformación de Bogotá (1995-2000), entre redefinición ciudadana y espacial*, Rapport final, Bogotá, IRD.
- 6 Morcillo P., 2002, *La planeación en Colombia. Historia, derecho y gestión*, Bogotá, Universidad Piloto de Colombia, Ediciones jurídicas Gustavo Ibañez.
- 3 Mosquera C., 1996, *Acá antes no se veían negros*, Bogotá, Observatorio de Cultura Urbana.
- 4 Mosquera G., 1993, « La vivienda en el Chocó », in *Colombia Pacífico*, Leyva P. (éd.), Bogotá, Fen - Biopacífico, 2 Tomes.
- 3 Mosquera G., Aprile Gniset J., 1999, « Municipio, urbanismo y vivienda : Cali 1920-1995 ». *Revue du CITCE : Territorio, Construcción y Espacio*, n° 1, Cali, p. 81-92.
- 2 Motta N., 1975, *Estratificación social en Salahonda*, Tesis de la Universidad del Cauca, Popayán.
- 4 Múnera A., 1998, *El fracaso de la nación. Región, clase y raza en el Caribe colombiano (1717-1810)*, Bogotá, Banco de la República - El Ancora Editores.
- 5 Observatorio de los Derechos Humanos y del Derecho Internacional Humano, 2002, *Colombia, conflicto armado, regiones, derechos humanos y DIH 1998-2002*, Bogotá, Presidencia de la República.
- 3 Orjuela J.P., Jaramillo F., Perez M., 1994, *Trabajo final*, Seminario de investigación, Bogotá, Universidad de los Andes, Facultad de Economía.
- 2 Osorio F.E., 1995, *Pobladores rurales en situación de desplazamiento : condiciones y perspectivas*, Bogotá, CODHES.
- 5 Osorio F.E., 2002, *Los desplazados, entre survie et résistance. Territorialités et identités en suspens*. Thèse de doctorat d'études sur l'Amérique latine, Université de Toulouse-le-Mirail, 2 Vol.
- 3 Parias A., 1996, *El mercado de la vivienda en alquiler en Bogotá : una aproximación preliminar a sus principales rasgos*. Informe de actividades, Bogotá, CEDE - ORSTOM.
- 6 Parias A., 2002, « Transporte y movilidad en Bogotá », *Cuadernos del CIDS*, Serie III n° 4 (Procesos urbanos y transporte en el siglo XX. Bogotá y la Bahía de Cádiz vistas bajo el mismo prismo), Bogotá p. 13-67.
- 5 Pécaut D., 1996, « Réflexions sur la violence en Colombie », in *De la violence*, Paris, Odile Jacob, p. 223-271.
- 5 Pécaut D., 1999a, « Colombie : une paix insaisissable », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, p. 5-31.
- 2 Pécaut D., 1999b, « La pérdida de los derechos, del significado de la experiencia y de la inserción social. A propósito de los desplazados

- en Colombia », *Estudios políticos*, n° 14, Medellín, Universidad de Antioquia.
- 5 Pécaut D., 2000, « Colombie, violence sans fin », *Le Monde des débats*, n° 17, p. 6-7.
- 5 Pécaut D., 2002, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 1044, p. 7-30.
- 6 Peñaranda R., 1993, *Descentralización y participación en las localidades del Distrito Capital*, Bogotá, ESAP.
- 3 Pergolis J.C., Moreno D., 1998, « El barrio, el alma inquieta de la ciudad. Una mirada desde la semiótica de cuarta generación », *Barrio Taller, Serie ciudad y hábitat*, Doc. n° 5, Bogotá, p. 35-44.
- 5 Pinheiro P.S., 1993, « Reflections on urban violence », *The Urban Age*, Vol. 1, n° 4, Washington, p. 3.
- 2 Pinzon L.M., 1998, *Manejo del tiempo en el análisis armónico cualitativo : aplicación al análisis tipológico de datos biográficos*, Tesis de magíster en estadística, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias, Departamento de Matemáticas y Estadística.
- 5 Pissot O., 2000, « La violence homicide en Colombie », *Mappemonde*, n° 60, p. 1-6.
- 2 Pissot O., Hoffmann O., 1999, *Aproximación a la diferenciación espacial en el Pacífico, un ensayo metodológico*, Documento de trabajo CIDSE n° 42, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 1,5 Pissot O., Gouëset V., 2002, « La représentation cartographique de la violence dans les Sciences Sociales colombiennes », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 38, p. 77-116.
- 5 PNUD 1994 et 1999, *Demographic Yearbook*, New York, Nations Unies.
- 4 PODM, 1998, *Plan operativo de desarrollo municipal de Tumaco 1998-2001*, Tumaco.
- 4 Porras Troconis G., 1965, *La Magna Epopeya de Cartagena. El sitio del año 1815*, Bogotá, Editorial Temis.
- 6 Pradilla E., 1974, « La política urbana del Estado colombiano », *Ideología y sociedad*, n° 9, Bogotá, p. 3-88.
- 2 Quintín P., 1999, « Memorias y relatos de lugares : a propósito de una migrante de la Costa Pacífica en Cali », in *De montes, ríos y ciudades. Territorios e identidades de la gente negra en Colombia*, J. Camacho J., Restrepo E. (éds.), Bogotá, Natura - Ecofondo - ICAN, p. 245-262.
- 4 Quintín P., Ramírez H.F., Urrea F., 2000, *Relaciones interraciales, sociabilidades masculinas juveniles y segregación laboral de la población afrocolombiana en Cali*, Documento de trabajo n° 49, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.
- 4 Restrepo E., 1999a, « Hacia la periodización de la historia de Tumaco », in *Tumaco haciendo ciudad*, Agier M., Álvarez M., Hoffmann O., Restrepo E., Bogotá, ICAN - IRD - Univalle, p. 54-86.
- 4 Restrepo E., 1999b, « Aletosos : identidades generacionales en Tumaco », in *Tumaco haciendo ciudad*, Agier M., Álvarez M., Hoffmann O., Restrepo E., Bogotá, ICAN - IRD - Univalle, p. 151-196.
- 5 Reyes A., 1996, « Contra reforma agraria de los narcos », *El Espectador*, 10 mars, Bogotá, p. 8A.
- 2 Rivas N., 1999, *Prácticas espaciales y construcción territorial en el Pacífico Nariñense, río Mejicano-Tumaco*, Documentos de Trabajo n° 41, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle.

- 1 Rubiano N., 1992, *Tendencias migratorias de la fuerza de trabajo y su relación con el empleo urbano (1982-1991)*, Bogotá, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social - PNUD - OIT.
- 2 Rubiano N., González P., Granados E., 1998, *Estudio nacional sobre migración interna y fuerza de trabajo en Colombia*, Bogotá, Universidad externado de Colombia, CIDS.
- 5 Rubio M., 1996, *Inseguridad y conflictos en las ciudades colombianas*, Documento CEDE n° 96-09, Bogotá, CEDE.
- 5,a Rubio M., 1998, *La violencia en Colombia, dimensionamiento y políticas de control*, Bogotá, BID - CEDE, Documento de trabajo de la Red de Centros de Investigación.
- 5 Rubio M., 1999, « Criminalidad urbana en Colombia », in *Reconocer la guerra para construir la paz*, Bogotá, CEREC - Ediciones Uniandes - Grupo Editorial Norma, p. 237-282.
- 5 Rubio M., 2000, « Violencia y conflicto en los noventa », *Coyuntura Social*, n° 22, Bogotá, Fedesarrollo, p. 51-186.
- 1 Rueda J.O., 1979, *Migraciones internas en Colombia, 1973 : una aproximación al análisis regional*, Bogotá, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, SENALDE, Migraciones Laborales n° 3, p. 155-196.
- a Ruiz M., 1994, « La mortalidad : estadísticas vitales, reglamentación y análisis », *Desarrollo y sociedad*, n° 34, Bogotá, Uniandes, p. 53-72.
- 5 Salazar A., 1998 (rééd.), *No nacimos pa' semilla*, Bogotá, CINEP.
- 5 Salazar A., Jaramillo A.M., 1992, *Las subculturas del narcotráfico*, Bogotá, CINEP.
- 5 Sánchez G., 2000, « Guerra prolongada, negociaciones inciertas en Colombia », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, Tome 29, n° 3, Breña, p. 269-305.
- 2 Sánchez J.A., 2001, *La estrategia étnica afrocolombiana en el Pacífico : conflicto, territorio y región*, II Seminario internacional sobre Territorio y Cultura : Territorios de conflicto y cambio socio-cultural, Universidad de Caldas, Manizales, 23 al 27 de octubre 2001.
- 6 Santana P., Rodríguez C.R., 1990, « Los servicios públicos en Bogotá », in *Vivir en Bogotá*, Bogotá, Ediciones Foro Nacional, p. 115-168.
- 5 Segovia G., 1994, *La violencia en Santafé de Bogotá*, Bogotá, ECOE ediciones.
- 6 Sociedad Geográfica de Colombia, 1998, *Cuenca alta del río Bogotá. Descripción y diagnóstico*, Bogotá, CAR - SGC.
- 4 Solaun M., Kronus S., 1967, *Discrimination without violence. Miscegenation and racial conflict in Latin America*, New York, London, Sidney, Toronto, John Wiley and sons.
- 6 Ternent C., Rodríguez C. (coord.), 1998, *La Bogotá que todos soñamos*, Bogotá, Cámara de Comercio de Bogotá, Serie Biblioteca CCB, n° 1001.
- 6 Uribe M.T., 2001, « Las promesas incumplidas de la democracia participativa », in *1991-2001 10 años de la constitución colombiana. Seminario de evaluación*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia - ILSA, p. 143-156.
- 5 Uribe M.V., 1990, « Bipartismo y masacres en el Tolima durante la Violencia », *Análisis*, n° 4, Bogotá, CINEP, p. 23-28.
- 2 Urrea F., 1999, « Dinámica sociodemográfica, mercado laboral y pobreza urbana en Cali durante las décadas de los años 80 y 90 », *Coyuntura social*, n° 17, Bogotá, Fedesarrollo e Instituto Ser de Investigación, p. 105-164.

- 5 Urrea F., 2000, « Relaciones interracialas y clases en la construcción de ciudadanía : el caso de Cali (Colombia) », *Documentos de trabajo CIDSE*, n° 49, Cali, Universidad del Valle, p. 2-35.
- 3 Urrea F., Ortiz C.H., 1999, *Patrones sociodemográficos, pobreza y mercado laboral en Cali*, Documento de trabajo para el Banco Mundial, Cali.
- 2 Urrea F., Ramírez H.F., 2000, « Cambios en el mercado de trabajo de Cali (Colombia), reestructuración económica y social del empleo de la población negra en la década del 90 : un análisis de segregación socio-racial a partir de las transformaciones más recientes del mercado de trabajo », in *Relaciones interracialas, sociabilidades masculinas juveniles y segregación laboral de la población afrocolombiana en Cali*, Documento de trabajo n° 49, Cali, CIDSE - IRD, Universidad del Valle, p. 54-83.
- 4 Urrea F., Arboleda S., Arias J., 2000, « Redes familiares entre migrantes de la costa pacífica a Cali », *Revista Colombiana de Antropología*, Vol. 35, Bogotá, ICAN, p. 180-241.
- 4 Urrea F., Ramírez H.F., Viáfara C., 2002, « Perfiles sociodemográficos de la población afrocolombiana en contextos urbano-regionales del país a comienzos del siglo XXI », in *Anuario de Investigaciones 2002*, Cali, CIDS, Facultad de Ciencias Sociales y Económicas, Universidad del Valle, p. 155-203.
- 1,2 Urrutia M. (éd.), 1990, *Cuarenta años de desarrollo, su impacto social*, Bogotá, Biblioteca Banco Popular, Textos universitarios.
- 3 Utria R., 2000, *La metropolización de Bogotá y la Sabana*, Bogotá, Sociedad colombiana de planificación, Cuadernos de la SCP.
- 6 Van der Hammen T., 1998, *Plan ambiental de la cuenca alta del Río Bogotá. Análisis y orientaciones para el ordenamiento territorial*, Bogotá, CAR.
- 5 Vanegas G., 1998, *Cali tras el rostro oculto de la violencia*, Cali, Instituto CISALVA, Universidad del Valle.
- 4 Vanin A., 1999, « Alianzas y simbolismo en la ruta de los ausentes », *Documentos de trabajo del CIDSE n° 40*, Cali, Proyecto CIDSE - IRD, Universidad del Valle, p. 3-14.
- 6 Vargas J., Zambrano F., 1988, « Santafé de Bogotá : evolución histórica y servicios públicos (1600-1957) », in *Bogotá 450 años, retos y realidades*, Bogotá, Ediciones Foro Nacional - IFEA, p. 11-92.
- 3 Vasquez Benitez E., 2001, *Historia de Cali en el siglo 20. Sociedad, economía, cultura y espacio*, Cali.
- 2 West R., 1957, *The Lowlands of Colombia*, Baton Rouge, Louisiana State University Studies.
- 2 Whitten N., 1992, *Pioneros negros: la cultura afro-latinoamericana del Ecuador y Colombia*, Quito, Centro cultural Afro-ecuatoriano.
- 2 Yepes D., J. Arias J., 1976, « Inmigración a Bogotá : 1922-1972 », *Revista de Planeación y Desarrollo*, Vol. 8, n° 2, Bogotá, p. 207 - 226.
- 3 Yepes F.J. , Bosoni M., 1993, *El Futuro de la Capital . Estudio prospectivo de salud*, Bogotá, Misión Bogotá Siglo XXI.
- 4 Zapata Olivella M., 1990, *Chambacú. Corral de negros*, Bogotá, Rei Andes, (1° éd :1962).
- 4 Zuluaga F., 1994, « Conformación de las sociedades negras del Pacífico », in *Historia del Gran Cauca*, Cali, Universidad del Valle, Instituto de Estudios del Pacifico, p. 231-258.

LISTE DES AUTEURS

Olivier BARBARY, obarbary@ehess.cnrs-mrs.fr

Olivier Barbary, statisticien, est chargé de recherche à l'IRD et chercheur associé au CAMS (Centre d'Analyse et de Mathématique Sociales) de l'EHESS. Il est coordinateur, depuis 1996, du volet quantitatif d'un programme de recherche pluridisciplinaire sur l'insertion des populations afrocolombiennes à Cali, mené en coopération entre l'IRD et le CIDSE. Ses travaux et publications récents portent sur l'analyse statistique de la ségrégation socio-spatiale, la mobilité et les stratégies d'insertion économique et sociale en ville et la dynamique des identités et des citoyennetés urbaines.

Élisabeth CUNIN, ecunin@yahoo.com

Élisabeth Cunin, agrégée de sciences sociales, est chargée de recherche à l'IRD. Elle a réalisé une thèse de sociologie sur le métissage à Cartagena (Université de Toulouse-le-Mirail, novembre 2000). Elle travaille actuellement sur la construction des catégories raciales du « noir » dans la politique et la musique et sur les relations entre apparences et appartenances dans l'évaluation de l'autre.

Jean Paul DELER, deler@regards.cnrs.fr

Jean-Paul Deler, géographe est directeur de recherche au CNRS. Il a dirigé l'IFEA (Institut Français d'Études Andines) à Lima et l'UMR REGARDS CNRS-IRD à Bordeaux. Ses travaux sur le monde andin (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou) portent sur l'organisation de l'espace national et les dynamiques territoriales considérées à différentes échelles de temps, sur les processus d'urbanisation et de métropolisation, ainsi que sur les formes modélisées de représentation des structures spatiales.

Françoise DUREAU, f.dureau@wanadoo.fr

Françoise Dureau, géographe et démographe, directrice de recherche de l'IRD, est actuellement détachée comme Professeur à l'Université de Poitiers. Développées d'abord en Afrique (Côte d'Ivoire), puis en Amérique latine (Équateur et Colombie), ses recherches s'articulent autour de deux axes : la compréhension des dynamiques urbaines à travers l'analyse de la mobilité spatiale des populations citadines, et le développement de méthodes de production et d'analyse d'information sur les populations des villes du Sud.

Vincent GOUËSET, vincent.goueset@uhb.fr

Vincent Gouëset, géographe, est Professeur à l'Université de Rennes 2 et membre du Laboratoire ESO (CNRS). Depuis une quinzaine d'années ses recherches, initiées en Colombie au sein de l'IFEA, et prolongées au sein de l'UMR ESO, en partenariat avec différents chercheurs et institutions français et latino-américains, ont essentiellement porté sur la dynamique des réseaux et des espaces urbains, l'action publique, les pratiques sociales et le développement local dans les villes de Colombie, d'Argentine et du Mexique.

Odile HOFFMANN, hoffmann@juarez.ciesas.edu.mx

Odile Hoffmann, géographe, est directrice de recherche à l'IRD. Ses premiers travaux portent sur les dynamiques régionales et agraires et les groupes de pouvoir locaux au Mexique en milieu rural. Elle s'oriente ensuite vers la compréhension des identités populaires et leur ancrage territorial, toujours au Mexique, avant de s'intéresser aux processus identitaires et au mouvement noir en Colombie. Elle mène actuellement un projet de recherche comparative (Mexique-Colombie) sur les dynamiques identitaires dans des contextes de grande mobilité, en collaboration avec le CIESAS et l'ICANH.

Thierry LULLE, thlulle@elsitio.net.co

Thierry Lulle, architecte et urbaniste, est chercheur au CIDS de l'Université Externado de Colombia. Il a été en poste d'accueil à l'IRD (1999-2003). Ses travaux portent sur les politiques urbaines, les pratiques résidentielles et leurs interactions d'abord au Togo puis en Colombie. Il mène actuellement une recherche sur la place des différentes formes de mobilité spatiale dans la planification et la gestion urbaines à partir de l'analyse du cas de Bogotá.

Évelyne MESCLIER, evelyne.mesclier@ens.fr

Évelyne Mesclier, géographe, est chargée de recherche à l'IRD. Ses travaux portent sur les structures spatiales qui marquent les relations entre groupes socioculturels, mettant en jeu ségrégations, complémentarités et mobilités. Elle étudie en particulier l'évolution des réseaux qui s'organisent autour des activités agricoles et ses liens avec la transformation des territoires locaux, au Pérou et plus récemment en Colombie. Elle coordonne actuellement une équipe de recherche sur la reconfiguration des espaces ruraux dans les Andes, dans le cadre de l'UMR IRD-ENS « Territoires et mondialisation dans les pays du Sud ».

Olivier PISSOAT, o.pissoat@regards.cnrs.fr

Olivier Pissotat, géographe urbaniste, est doctorant hébergé au laboratoire REGARDS (CNRS) depuis 1999 et est associé à l'Unité de Recherche 013 de l'IRD depuis 2000. Ayant vécu en Colombie cinq années (d'abord en tant qu'allocataire de recherche à l'IFEA de 1993 à 1995, puis grâce à des vacances de l'IRD jusqu'en 1998), ses travaux portent sur la géographie et la représentation cartographique de la violence homicide en Colombie entre 1982 et 1998.

Juan Carlos ROJAS ARIAS, juan-carlos.rojas-arias@toulouse.archi.fr

Juan Carlos Rojas, architecte, est membre du GRECO (Groupe de Recherche Environnement et Conception) de l'École d'Architecture de Toulouse, conférencier et vacataire dans ce même établissement. Outre la pratique professionnelle de l'architecture en France et en Colombie, il a travaillé en tant que consultant pour le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Il prépare actuellement une thèse de doctorat en géographie, spécialité urbanisme, à l'Université de Toulouse ; son travail concerne la démolition de l'habitat en tant que politique urbaine en France et en Colombie.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Encadrés

Encadré 0.1 – À propos des lieux étudiés dans l'ouvrage	12
Encadré 2.1 – L'observation des systèmes résidentiels dans les enquêtes de Bogotá (1993) et du Casanare (1996)	94
Encadré 2.2 – Le système résidentiel multipolaire des <i>malleros</i>	96
Encadré 2.3 – Les lieux de la région du Pacifique	102
Encadré 3.1 – Les mesures de la ségrégation à partir des données des recensements	140
Encadré 3.2 – Le cumul d'enquêtes pour la mesure de la ségrégation raciale à Cali	169
Encadré 3.3 – La comparaison avec les études empiriques de Massey et Denton aux États-Unis	172
Encadré 5.1 – Modélisation logistique de l'exposition au vol à Cali	265
Encadré 6.1 – Le processus de décentralisation	286
Encadré 6.2 – Les arrondissements dotés de nouveaux pouvoirs	288
Encadré 6.3 – La production de logements sociaux à Bogotá	302

Tableaux

Tableau 1.1 – La croissance des villes et leur place au sein de la population colombienne (1951-1993)	24
Tableau 1.2 – Répartition par taille des villes de plus de 15 000 habitants en 1993, sur la période 1951-1993	30
Tableau 1.3 – Taux de croissance annuel des villes par catégorie de taille entre 1951 et 1993	33
Tableau 1.4 – Évolution des villes petites et moyennes en 1951 jusqu'au recensement de 1993	35
Tableau 1.5 – Évolution des indicateurs de la primauté urbaine de Bogotá (1938-1993)	44
Tableau 1.6 – La dynamique migratoire des dix premières agglomérations de Colombie en 1993	52
Tableau 2.1 – L'immigration à Cali, évolution des structures par âge et sexe selon le lieu de naissance (1993 et 1999)	77
Tableau 2.2 – Région de naissance des immigrants âgés de 5 ans et plus selon la ville de résidence : Yopal, Aguazul, Tauramena (1973-1993-1996)	79
Tableau 2.3 – Rapport de masculinité selon l'origine géographique de la migration vers Bogotá (1993)	81
Tableau 2.4 – Groupe d'âge et quotient de masculinité des immigrants récents de 15 ans et plus. Yopal, Aguazul, Tauramena (1973-1993-1996)	83
Tableau 2.5 – Les principaux types d'itinéraires des immigrants à Cali observés en 1998	86

Tableau 3.1 – Évolution de la densité. Bogotá (1938-1995)	127
Tableau 3.2 – Évolution de la densité. Cali (1945-1993)	133
Tableau 3.3 – Indicateurs de ségrégation (indice de la racine carrée, Hutchens). (a) : Bogotá, 1973-1985-1993. (b) : Cali, 1993	142
Tableau 3.4 – La ségrégation raciale à Cali comparée aux autres dimensions de ségrégation résidentielle (Indice de Hutchens, 1998-1999)	170
Tableau 3.5 – La ségrégation résidentielle de populations minoritaires à Cali (1998-1999) et aux États-Unis (1980) : indices de dissimilarité	174
Tableau 4.1 – Effets significatifs de quatre variables dans la modélisation logistique de la réponse à la question « Quelle est votre couleur de peau ? » (Cali, 1998).....	190
Tableau 4.2 – Niveaux de réponse aux questions d'opinion sur la discrimination à Cali en 1998, selon la caractérisation phénotypique et le sexe des enquêtés (différences significatives observées)	194
Tableau 4.3 – Résumé de la construction de l'espace urbain à Tumaco.....	214
Tableau 5.1 – Taux d'homicide en Colombie (1982-1998).....	247
Tableau 5.2 – Les mobiles présumés des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1998)	254
Tableau 5.3 – Les taux d'homicide pour 100 000 habitants dans quelques métropoles du monde (1999).....	258
Tableau 5.4 – Les vols avec ou sans violence dans six villes d'Amérique latine	263
Tableau 5.5 – Effets significatifs des caractéristiques des individus sur l'exposition au vol à Cali (1997-1998)	266
Tableau a.1 – Caractéristiques générales des enquêtes biographiques sur la mobilité spatiale	323
Tableau a.2 - Lieu de résidence actuel des natifs (Bellavista, 1998)	329
Graphiques	
Graphique 1.1 – Distribution rang-taille de la population des villes colombiennes en 1951, 1973 et 1993 (courbes de Zipf)....	31
Graphique 1.2 – Distribution rang-taille des villes colombiennes selon différents indicateurs démographiques et économiques en 1993	57
Graphique 1.3 – Réseaux urbains régionaux : une représentation modélisée	60
Graphique 5.1 – La stabilité de la répartition des homicides (1982-1998) ..	247
Graphique 5.2 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants, par rang ou taille de municipe (1982-1998).....	248
Graphique 5.3 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants des municipes selon trois catégories (1982-1998)	248
Graphique 5.4 – Évolution du taux d'homicide pour 100 000 habitants à Medellín, Cali et Bogotá (1982-1998)	250
Graphique 5.5 – Distributions temporelles des homicides à Cali (1993) et Bogotá (1999).....	252
Graphique 5.6 – Groupes d'âge des victimes d'homicide à Cali et Bogotá (1996)	252
Cartes	
Carte 0.1 – Le relief de la Colombie et les villes étudiées	9

Carte 0.2 –	Le maillage administratif en 1993.....	15
Carte 1.1 –	Les 164 unités urbaines de plus de 15 000 habitants et le réseau routier en 1993.....	22
Carte 1.2 –	Les densités de peuplement rural en 1993	23
Carte 1.3 –	L'évolution du réseau urbain entre 1951 et 1993 à échelle de représentation constante.....	28
Carte 1.4 –	L'évolution du réseau urbain entre 1951 et 1993 à taille maximale constante.....	29
Carte 1.5 –	Le taux de croissance des villes entre 1973 et 1993	36
Carte 1.6 –	Les trajectoires démographiques des villes (1951-1993)	38
Carte 1.7 –	L'apparition des villes de plus de 15 000 habitants jusqu'en 1993	42
Carte 1.8 –	Bassins migratoires de Bogotá, Medellín, Cali, Barranquilla, par municipe de naissance des immigrants en 1993.	50
Carte 1.9 –	Classification des municipes selon le lieu de résidence en 1993 des émigrants	51
Carte 1.10 –	Volume et taux de chômage dans les villes en 1993	58
Carte 2.1 –	Organisation de l'espace du Casanare en 1993	80
Carte 2.2 –	Lieu de naissance des migrants durée de vie. Yopal, Aguazul, Tauramena (1996).....	80
Carte 2.3 –	Lieu d'origine des conjoints de natifs de Bellavista dans la région de Tumaco	104
Carte 3.1 –	La densité de population à Bogotá en 1973 et 1993	130
Carte 3.2 –	La densité de population à Cali en 1993	130
Carte 3.3 –	La condition sociale des ménages à Bogotá (1973, 1985, 1993)	144
Carte 3.4 –	La condition sociale des ménages à Cali en 1993	146
Carte 3.5 –	Les populations des moins de 15 ans et de 60 ans et plus et les ménages unipersonnels à Bogotá en 1985.....	154
Carte 3.6 –	Les populations des moins de 15 ans et de 60 ans et plus et les ménages unipersonnels à Cali en 1993	155
Carte 3.7 –	La proportion de population noire à Cali en 1998	171
Carte 4.1 –	Distribution de la population à Cali en 1993 par secteur selon le lieu d'origine (taille maximale constante).....	198
Carte 4.2 –	La ville de Cartagena	203
Carte 4.3 –	Le centre de Tumaco dans les années 1940 et 1990	212
Carte 5.1 –	La violence homicide par municipe de 1982 à 1998	244
Carte 5.2 –	Municipes peu violents et très violents entre 1982 et 1998, selon leur taux d'homicide pour 100 000 habitants.....	245
Carte 5.3 –	Les homicides dans Cali par quartier en 1996, selon leur lieu d'occurrence et le lieu de résidence de la victime	256
Carte 5.4 –	Les homicides dans Bogotá par secteur (1997-1999).....	257
Carte 5.5 –	Les vols sans atteinte à l'intégrité physique à Cali par arrondissement (1998)	267
Carte 6.1 –	Les limites administratives du Cundinamarca et de l'aire métropolitaine de Bogotá (1993).....	278
Carte 6.2 –	Les arrondissements urbains du District Capital de Bogotá (1993)	279
Carte 6.3 –	L'expansion spatiale de Bogotá (1945-1993).....	280

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Introduction générale, F. Dureau et V. Gouëset ,	3
Chapitre 1 L'expansion du réseau urbain	
<i>V. Gouëset (coord.), É. Mesclier, avec la part. de J.P. Deler..</i>	19
1. La concentration spatiale des villes colombiennes	21
1.1. Une distribution très inégale des villes dans l'espace	24
1.2. L'effet de la situation et du peuplement sur la distribution spatiale des villes	25
1.3. Distances et connexions routières	26
2. Croissance des villes et dynamique du système urbain au cours de la seconde moitié du XX^e siècle	27
2.1. L'expansion du réseau urbain et le renforcement des hiérarchies	31
2.2. Les logiques spatiales des trajectoires des villes	37
2.3. Les progrès de la primauté urbaine de Bogotá	44
3. L'importance des flux migratoires dans l'évolution du réseau urbain	46
3.1. Une structure de la population globalement favorable à la croissance des villes	46
3.2. D'un exode rural massif orienté vers les plus grandes villes à une diversification des flux et un renforcement de la polarisation vers Bogotá	47
3.3. Les flux migratoires vers les métropoles	49
4. Le décalage entre développement économique et croissance urbaine	54
4.1. Concepts en jeu et difficultés méthodologiques	54
4.2. Une activité productrice très concentrée, dont les effets sur la dynamique urbaine sont complexes	55
5. Conclusion	59
Chapitre 2 Mobilités et systèmes de lieux	
<i>O. Barbary (coord.), F. Dureau, O. Hoffmann</i>	69
1. Dynamiques migratoires et impacts dans les espaces de départ et d'arrivée	74
1.1. De nouveaux flux migratoires à l'œuvre dans les années 1990	76
1.2. La diversité des comportements migratoires	83
1.3. Les impacts démographiques et socio-économiques des migrations	87
2. Circulations dans l'espace de vie et mise en relation de lieux	93
2.1. Les pratiques de circulation	95

2.2. La mobilité, une option de reproduction économique et sociale inégalement distribuée	98
3. La grande région Pacifique, un espace migratoire contemporain ?	101
3.1. Les rivières, Tumaco, Cali : causes et effets de la mobilité à l'échelle locale, municipale et régionale	102
3.2. Les immigrants du Pacifique à Cali : la difficile égalité des chances	109
3.3. Cali et la côte Pacifique, l'exemple d'un système de lieux	113
4. Conclusion : les systèmes de mobilité dans la Colombie des années 1990	116
 Chapitre 3 Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines <i>F. Dureau (coord.), O. Barbary, T. Lulle</i>	 123
1. Formes de développement et configurations des espaces métropolitains	126
1.1. Bogotá : expansion spatiale, densification et métropolisation	127
1.2. La ville de Cali suit-elle le même modèle ?	132
1.3. Un modèle de développement latino-américain ?	135
1.4. Choix résidentiels et mobilités spatiales dans une ville en construction	137
2. La ségrégation, un processus pluridimensionnel	140
2.1. Les échelles de la polarisation sociale de l'espace urbain	143
2.2. Histoire de la ville et cycle de vie des citadins	152
2.3. L'agrégation des immigrants de même origine	158
2.4. Les représentations de la configuration socio-spatiale de Bogotá par les différents acteurs urbains	161
3. La composante raciale dans la ségrégation résidentielle à Cali	167
3.1. Un facteur racial dans la distribution socio-spatiale des populations	169
3.2. L'intensité de la ségrégation raciale à Cali dans le contexte international et par rapport à d'autres facteurs socio-démographiques	173
3.3. Les échelles de la ségrégation raciale	175
4. Conclusion	177
 Chapitre 4 Cité, ethnicité : les configurations de l'ethnicité noire en ville <i>O. Hoffmann (coord.), O. Barbary, É. Cunin</i>	 184
1. Cali : identité socio-raciale et perception de la discrimination	188
1.1. Un modèle de la construction d'identités « socio-raciales » à Cali	190
1.2. La perception des discriminations socio-raciales à Cali	193
2. Cartagena : savoir négocier son identité en ville	200
2.1. Cartagena, ville métisse ?	201
2.2. Chambacú, ghetto noir ?	203
2.3. Marronnages identitaires et territoriaux	206
3. Tumaco : une ville à la recherche de son identité	210
3.1. Les acteurs de la construction de l'espace urbain	211
3.2. Ségrégation spatiale et investissement dans l'espace	215
3.3. Le débat politique : la dimension ethnico-raciale en ville et en milieu rural	218

4. Conclusion : Paradoxes, diversités et constantes de l'identité « noire » en Colombie	221
Chapitre 5 Violences et villes	
<i>O. Pissot (coord.) et O. Barbary, avec la participation de J.C. Rojas Arias</i>	229
1. L'ampleur des violences en Colombie	233
1.1. Les taux d'homicides colombiens dans le contexte international	233
1.2. Des violences hétérogènes : conflit armé et trafic de drogue	235
1.3. La pénétration de la violence dans les grandes villes	237
1.4. Les <i>desplazados</i> , « nouveau problème urbain » ?	239
1.5. Une violence généralisée ?	241
2. La dynamique spatiale des homicides	243
2.1. L'implantation des homicides : population et ressources marchandes ...	243
2.2. Le poids des métropoles	249
2.3. Bogotá et Cali : des régularités structurelles qui dépassent le cadre colombien	251
2.4. Les métropoles colombiennes vis-à-vis d'autres grandes villes du monde	258
3. Déterminants économiques et sociaux de la délinquance commune à Cali	259
3.1. Niveaux et évolution de la petite délinquance dans une conjoncture de crise sociale	261
3.2. Les facteurs de l'exposition différentielle au vol à Cali	264
4. Conclusion : conflit armé et « syndrome des grandes villes »	270
Chapitre 6 Bogotá : croissance, gestion urbaine et démocratie locale	
<i>T. Lulle (coord.), F. Dureau, V. Gouëset, avec la part. de É. Mesclier</i>	275
1. Les défis de la croissance urbaine : concilier plus de démocratie avec une meilleure planification	277
1.1. Les velléités de la planification urbaine des années 1970 : une action publique dépassée par l'ampleur de la croissance urbaine	277
1.2. Le tournant démocratique des années 1980 et 1990 : vers une redéfinition des pouvoirs locaux et des institutions territoriales	284
1.3. L'évolution de la planification urbaine : vers une gestion plus rationnelle de la capitale colombienne	293
2. L'évolution des politiques sectorielles de la ville : vers une redéfinition du rôle de l'État au bénéfice des besoins du plus grand nombre ?	299
2.1. La question du logement, jamais résolue par les pouvoirs publics	299
2.2. La gestion ambiguë des services publics domestiques : un lent glissement vers la privatisation	304
2.3. La difficile maîtrise des transports urbains	305
3. Conclusion	308
Conclusion générale (J.P. Lévy)	311

Annexes

1	Liste des invités du séminaire	318
2	Les sources d'information	319
3	Concepts et définitions	334
4	Lexique des termes en espagnol	343
5	Sigles et abréviations	346
	Indications bibliographiques sur la Colombie	348
	Liste des auteurs	362
	Table des illustrations	364

Dans la même collection

ANSIDEI M., DUBOIS D., FLEURY D., MUNIER B. (sous la direction de), *Les risques urbains*.

ARCHAEOMEDES, *Des oppida aux métropoles*.

AUTHIER J.-Y. (coordonné par), *Du domicile à la ville – Vivre en quartier ancien*.

BONNEVILLE Marc, *Lyon – Métropole régionale ou euro-cité ?*

BARLES Sabine, BREYSSE Denys, GUILLERME André, LEYVAL Corinne (coordonné par), *Le sol urbain*.

BERTRAND J.R., CHEVALIER J., DODIER R., GASNIER A., *Le Mans – Peut-on changer la ville ?*

CATTAN Nadine, PUMAIN Denise, ROZENBLAT Céline, SAINT-JULIEN Thérèse, *Le système des villes européennes*, 2e éd.

CHALAS Yves, *L'invention de la ville*.

CHEVALIER Jacques, *Réseau urbain et réseaux de villes dans l'Ouest de la France*.

DEMAZIÈRE Christophe, *Entreprises, développement économique et espace urbain*.

DERYCKE Pierre-Henri, HURIOT Jean-Marie, PUMAIN Denise, *Penser la ville – Théories et modèles*.

DONZEL André, *Marseille – L'expérience de la cité*.

DUHEM Gilles, GRÉSILLON Boris, KOHLER Dorothee, *Paris-Berlin – Regards croisés sur deux métropoles européennes*.

DUPUY Gabriel, *Les territoires de l'automobile*.

DUPUY Gabriel, *La dépendance automobile – Symptômes, analyses, diagnostic, traitements*.

DUREAU Françoise et WEBER Christiane (coordonné par), *Télétection et systèmes d'information urbains*.

DUREAU Françoise, DUPONT Véronique, LELIÈVRE Éva, LÉVY Jean-Pierre, LULLE Thierry (coordonné par), *Métropoles en mouvement*.

FOUCHIER Vincent, *Les densités de la ville nouvelle d'Evry*.

FRANKHAUSER Pierre, *La fractalité des structures urbaines*.

GRESILLON Michel, *Orléans*.

GUERIN-PACE France, *Deux siècles de croissance urbaine*.

HURIOT Jean-Marie (sous la direction de), *La ville ou la proximité organisée*.

JALABERT Guy, *Toulouse – Métropole incomplète*.

JOUBE Bernard et LEFÈVRE Christian (coordonné par), *Villes, métropoles – Les nouveaux territoires du politique*.

KLEINSCHMAGER Richard, *Strasbourg – Une ambition européenne*.

LACOUR Claude et PUISSANT Sylvette (coordonné par), *La métropolisation – Croissance, diversité et fractures*.

LEPETIT Bernard et PUMAIN Denise (coordonné par), *Temporalités urbaines*.

LUCCHINI Françoise, *La culture au service des villes*.

MARTENS Albert, VERVAEKE Monique (coordonné par), *La polarisation sociale des villes européennes*.

MARTOUZET Denis, *Fort-de-France – Ville fragile ?*

MATTEI Marie-Flore, PUMAIN Denise (coordonné par), *Données urbaines 3*.

MONDADA Lorenza, *Décrire la ville*.

MORICONI-EBRARD François, *L'urbanisation du monde depuis 1950*.

MORICONI-EBRARD François, *Géopolis – Pour comparer les villes du monde*.

NOVARINA Gilles (sous la direction de), *Plan et projet – L'urbanisme en France-Italie*.

PENVEN Alain, *Territoires rebelles – Intégration et ségrégation dans l'agglomération rennaise*.

PUMAIN Denise, GODARD Francis (coordonné par), *Données urbaines*.

PUMAIN Denise, MATTEI Marie-Flore (coordonné par), *Données urbaines 2*.

PUMAIN Denise, MATTEI Marie-Flore (coordonné par), *Données urbaines 4*.

REITEL Bernard, ZANDER Patricia, PIERMAY Jean-Luc et RENARD Jean-Pierre (coordonné par), *Villes et frontières*.

RENNES Jean-Marc (coordonné par), *La recherche sur la ville en Afrique du Sud*.

REYMOND Henri, CAUVIN Colette, KLEINSCHMAGER Richard (coordonné par), *L'espace géographique des villes*.

ROSEMBERG Muriel, *Le marketing urbain en question*.

ROUSSEAU Marie-Paule, *La productivité des grandes villes.*

SANDERS Lena, *Système de villes et synergétique.*

YERPEZ Joël, *Le risque routier dans la ville.*

ZERAH Marie-Hélène, *L'accès à l'eau dans les villes indiennes.*

Suivant pour l'essentiel des tendances continentales et mondiales, la Colombie enregistre depuis les années 1970 de nombreux changements sur le plan politique, économique, social, démographique et culturel. Miroirs de ces changements sociétaux, les villes colombiennes connaissent d'importantes transformations.

Pour éclairer les mutations en cours, le collectif pluridisciplinaire réuni dans le présent ouvrage propose une lecture croisée du fait urbain en Colombie, puisant dans les bagages conceptuels de différentes disciplines et dans les paradigmes de deux communautés scientifiques, française et colombienne. Mettant en commun leurs méthodes, leurs terrains et leurs résultats de recherche respectifs, les auteurs apportent des réponses originales à différentes questions qui sont au cœur des débats actuels sur la ville, au Nord comme au Sud.

Six chapitres structurent l'ouvrage : la dynamique du système urbain ; les mobilités spatiales ; les ségrégations métropolitaines ; l'ethnicité noire en ville ; violences et villes ; gestion urbaine et démocratie locale. La confrontation de ces chapitres permet d'établir une synthèse rarement réalisée entre différentes approches du système de villes, des villes et des pratiques des différents acteurs urbains, habitants et décideurs.

La lecture du fait urbain structurée à partir d'expériences colombiennes à laquelle invite cet ouvrage apporte un éclairage nouveau sur d'autres réalités urbaines, en Amérique latine ou en Europe.

Cet ouvrage rassemble des contributions de : Olivier BARBARY (statisticien, IRD), Elisabeth CUNIN, (sociologue, IRD), Jean-Paul DELER (géographe, CNRS), Françoise DUREAU (géographe-démographe, Université de Poitiers - IRD), Vincent GOUËSET (géographe, Université de Rennes2), Odile HOFFMANN (géographe, IRD), Thierry LULLE (architecte-urbaniste, Universidad Externado de Colombia), Évelyne MESCLIER (géographe, IRD), Olivier PISSOAT (géographe-urbaniste), Juan Carlos ROJAS ARIAS (architecte).

Photo de couverture : Huile, sans titre, Vincente GONZÁLEZ, 1981.



9 782717 847550

ISBN 2-7178-4755-3

30 €



anthropos